









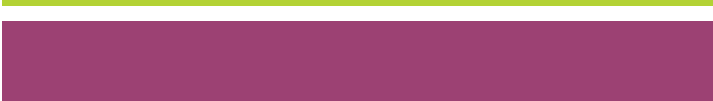













# Panorama des statistiques de l'OCDE

# 2006

## Économie, environnement et société

	Population et migrations	
	Évolutions macroéconomiques	
	Prix	
	Énergie	
	Marché du travail	
	Science et technologies	
	Environnement et ressources naturelles	
	Éducation	
	Finances publiques	
	Qualité de vie	



# **Panorama des statistiques de l'OCDE 2006**

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

# ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

*Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.*

Publié en anglais sous le titre :

**OECD Factbook 2006**

ECONOMIC, ENVIRONMENTAL AND SOCIAL STATISTICS

© OCDE 2006

Toute reproduction, copie, transmission ou traduction de cette publication doit faire l'objet d'une autorisation écrite. Les demandes doivent être adressées aux Éditions OCDE [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org) ou par fax (33 1) 45 24 13 91. Les demandes d'autorisation de photocopie partielle doivent être adressées directement au Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France ([contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com)).

**Panorama des statistiques  
de l'OCDE 2006**

## AVANT-PROPOS

Les pays de l'OCDE ont plusieurs caractéristiques en commun : ils sont parmi les pays les plus riches du monde ; leur économie est une économie de marché ; et leurs citoyens ont de relativement bonnes conditions de vie. En même temps, chaque gouvernement poursuit individuellement des politiques économiques, sociales et environnementales différentes. Du fait de ces similitudes et de ces différences, il est particulièrement instructif de comparer les tendances à long terme des phénomènes économiques, sociaux et environnementaux des pays de l'OCDE. En effet, devant l'insatisfaction grandissante liée à l'utilisation du produit intérieur brut (PIB) comme indicateur complet pour mesurer les progrès de nos sociétés, il y a une demande d'informations plus précises pour aider le lecteur à comparer les performances de tous nos pays dans un éventail de domaines-clé. C'est exactement ce que le *Panorama des statistiques de l'OCDE* a pour objectif de fournir.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est la publication statistique horizontale la plus complète publiée par l'Organisation. Il prend en compte l'ensemble des données disponibles au sein de l'Organisation, y compris celles provenant de deux organismes affiliés à l'OCDE, l'*Agence internationale de l'énergie* (AIE) et la *Conférence européenne des ministres des Transports* (CEMT). Les principaux objectifs du *Panorama des statistiques de l'OCDE* sont de :

- fournir à un large éventail d'utilisateurs un instrument unique contenant des données économiques, sociales et environnementales qui soient comparables tout en se situant dans une optique nationale ;
- aider les utilisateurs à évaluer la situation et les performances d'un pays en regardant un large éventail de domaines ;
- améliorer la visibilité des travaux statistiques de l'OCDE même pour les personnes non expertes, portant aussi bien sur les pays membres que sur les économies non membres de l'OCDE ;
- mettre en lumière les problèmes de mesure, et souligner les domaines où la comparabilité des statistiques nationales est encore faible.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE 2006* a été amélioré depuis son édition inaugurale de l'an passé : nous avons présenté plus de tableaux, élargi et réorganisé quelques chapitres (par exemple, Qualité de vie). Et des tableaux se rapportant aux loisirs et à la culture ont été ajoutés, grâce au soutien de la Fondation Louise T. Blouin.

Une autre amélioration importante de cette édition du *Panorama des statistiques* est l'introduction de quelques indicateurs concernant les principaux pays non membres (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie et Inde). Voyant l'importance grandissante que tiennent ces pays dans l'économie mondiale, nous avons pour objectif de consolider ces informations dans les éditions futures du *Panorama des statistiques*, et d'inclure plus d'indicateurs pour ces intervenants majeurs.

Le thème spécial du volume de cette année traite des statistiques sur la mondialisation. La mesure de la mondialisation est un défi-clé pour les systèmes statistiques nationaux, et des statistiques comparables sur le fonctionnement des économies « globalisées » sont vitales à des fins politiques et analytiques. La récente publication du *Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique* et la première édition des *Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique* témoignent concrètement des efforts de l'OCDE dans ce domaine.

Les tableaux du *Panorama des statistiques de l'OCDE 2006* sont disponibles en ligne à l'adresse [www.sourceoecd.org/factbook/](http://www.sourceoecd.org/factbook/). La version en ligne présente des séries temporelles plus longues et davantage de métadonnées que la version papier.

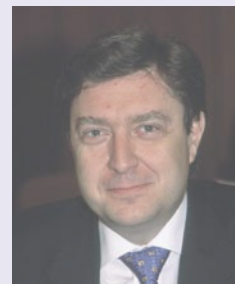
Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est le fruit des travaux des statisticiens de l'ensemble de l'Organisation. Cette publication a bénéficié du concours de la *Direction des relations extérieures et de la communication* (PAC). La *Direction des statistiques*, qui a coordonné ce projet, tient à remercier pour leur coopération les nombreux agents de l'OCDE participants, mais cette publication n'aurait bien entendu jamais vu le jour sans une action concertée des statisticiens de tous les pays de l'OCDE qui, depuis de nombreuses années, élaborent dans un grand nombre de domaines les statistiques qu'on trouvera ci-après.

Derek Blades, ancien chef de division à la Direction des statistiques de l'OCDE, a coordonné la préparation éditoriale et reçu à cet effet le concours de ses collègues des diverses Directions pour la conception des tableaux, pour la rédaction d'une grande partie des textes, pour le contrôle de la qualité des données et pour la cohérence d'ensemble. Armel Le Jeune, Jérôme Cukier et Katia Sarrazin ont eu la responsabilité de la mise en forme du document.



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Donald Johnston', written in a cursive style.

**Donald Johnston**  
Secrétaire général



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Enrico Giovannini', written in a cursive style.

**Enrico Giovannini**  
Chef statisticien et  
Directeur de la Direction des statistiques

# TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Guide de l'utilisateur	8

## Population et migrations

<b>POPULATION TOTALE</b>	<b>12</b>
Évolution de la population	12
Population régionale	16
<b>PERSONNES ÂGÉES</b>	<b>18</b>
Vieillesse de la population	18
Personnes âgées par région	20
<b>MIGRATIONS INTERNATIONALES</b>	<b>22</b>
Population immigrée	22
Tendances des migrations	24
Migrations des personnes ayant fait des études supérieures	26

## Évolutions macroéconomiques

<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)</b>	<b>30</b>
Taille du PIB	30
Revenu national par habitant	34
PIB régional	36
<b>CROISSANCE ÉCONOMIQUE</b>	<b>38</b>
Évolution du PIB	38
Épargne des ménages	40
Taux d'investissement	42
Inflation	46
Production d'acier	48
<b>PRODUCTIVITÉ</b>	<b>50</b>
Productivité du travail	50
Productivité multifactorielle	52
<b>STRUCTURE ÉCONOMIQUE</b>	<b>54</b>
Valeur ajoutée par activité	54
Évolution de la valeur ajoutée par activité	58
Petites et moyennes entreprises	62

## Prix

<b>PRIX ET TAUX D'INTÉRÊT</b>	<b>66</b>
Indices des prix à la consommation (IPC)	66
Indices des prix à la production (IPP)	70
Taux d'intérêt à long terme	72
<b>POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE</b>	<b>74</b>
Taux de conversion	74
Taux de changes effectifs	78

## Énergie

<b>APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE</b>	<b>84</b>
Approvisionnements en énergie primaire	84
Approvisionnements en énergie et croissance économique	86
Approvisionnements en énergie par habitant	88
Génération d'électricité	90
Contribution des énergies renouvelables	92
<b>PRODUCTION ET PRIX DE L'ÉNERGIE</b>	<b>94</b>
Production d'énergie	94
Production de pétrole	96
Prix du pétrole	98

## Marché du travail

<b>EMPLOI</b>	<b>102</b>
Taux d'emploi par sexe	102
Taux d'emploi par groupe d'âge	106
Emploi à temps partiel	110
Emploi non salarié	112
Durée effective du travail	116
<b>CHÔMAGE</b>	<b>118</b>
Taux de chômage standardisés	118
Chômage de longue durée	122
Variations régionales du chômage	124

## Science et technologies

<b>RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (R-D)</b>	<b>128</b>
Dépenses de recherche et développement	128
Investissement dans le savoir	130
Chercheurs	132
Brevets	134
<b>TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (TIC)</b>	<b>136</b>
Taille du secteur des TIC	136
Investissement dans les TIC	138
Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	140
<b>COMMUNICATIONS</b>	<b>142</b>
Exportations de biens d'information et de communications	142
Accès au service téléphonique	144

## Environnement et ressources naturelles

<b>AIR, EAU ET SOLS</b>	<b>148</b>
Émissions de CO <sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie	148
Consommation d'eau	150
Déchets municipaux	152
Utilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture	154
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>	<b>156</b>
Pêcheries	156
Forêts	158

## Éducation

<b>RÉSULTATS</b>	<b>162</b>
Évaluation internationale des élèves	162
Niveau de formation supérieure	166
<b>DÉPENSES D'ÉDUCATION</b>	<b>170</b>
Dépenses dans l'éducation supérieure	170
Dépenses publiques et privées d'éducation	172

## Finances publiques

<b>DÉFICITS ET DETTE PUBLICS</b>	<b>176</b>
Déficits publics	176
Dettes publiques	178
<b>DÉPENSES PUBLIQUES ET AIDE</b>	<b>180</b>
Dépenses sociales	180
Dépenses de maintien de l'ordre et de défense	182
Estimations du soutien à l'agriculture	184
Concours publics à la pêche	186
Aide publique au développement	188
<b>FISCALITÉ</b>	<b>192</b>
Recettes fiscales totales	192
Impôts applicables à l'ouvrier moyen	196

## Qualité de vie

<b>SANTÉ</b>	<b>200</b>
Espérance de vie	200
Mortalité infantile	204
Obésité	206
Dépenses de santé publiques et privées	208
<b>LOISIRS</b>	<b>210</b>
Tourisme – nuitées	210
Récréation et culture	212
<b>SOCIÉTÉ</b>	<b>216</b>
Inactivité des jeunes	216
Inégalité des revenus	218
<b>CRIME</b>	<b>220</b>
Population carcérale	220
Taux de victimation	222
<b>TRANSPORT</b>	<b>224</b>
Réseau routier	224
Véhicules routiers automobiles et tués sur la route	226

## Thème spécial :

### Globalisation économique

<b>ÉCHANGES</b>	<b>232</b>
Part des échanges dans le PIB	232
Pénétration des importations	234
Échanges de biens	236
Échanges de services	240
Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique	244
Partenaires commerciaux	248
Balance des paiements	252
<b>INVESTISSEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>254</b>
Flux et stocks d'IDE	254
Activités des entreprises multinationales	258
<b>Tsunami et aide publique</b>	<b>262</b>
Index analytique	263



# GUIDE DE L'UTILISATEUR

## Présentation et contenu

- Chaque tableau ou groupe de tableaux est précédé d'un bref commentaire qui donne la définition des statistiques (**Définition**) et expose les principaux problèmes qui peuvent se poser lorsqu'on veut comparer les résultats des pays (**Comparabilité**). Pour éviter toute erreur d'interprétation, les tableaux doivent donc être lus en liaison avec le texte d'accompagnement.
- Lorsqu'elles sont disponibles, le livre propose des données pour les pays non membres qui proviennent de plusieurs sources, internes et externes. Les données de source externe peuvent être moins comparables.
- Les tableaux et graphiques sont aussi disponibles en tant que fichiers à télécharger (voir ci-dessous). Dans leur version électronique, les tableaux peuvent inclure des séries plus longues. Ces versions peuvent également inclure des notes de bas de page donnant des précisions supplémentaires.
- En général, le grand public et les médias s'intéressent surtout aux statistiques dans une optique à court terme (par exemple, comment ont évolué ces derniers mois l'emploi, les prix ou le PIB ?). Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* se situe dans une vision à plus long terme. Le texte et les graphiques rendent compte essentiellement de l'évolution intervenue durant les quatorze années qui vont de 1991 à 2004. Cette perspective à long terme permet de comparer dans de bonnes conditions les succès et les échecs des politiques mises en œuvre pour améliorer le niveau de vie et le bien-être social.
- Un grand nombre d'indicateurs du *Panorama des statistiques* a été normalisé en les rapportant au produit intérieur brut (PIB) de chaque pays. Lorsque le PIB doit être converti en une monnaie commune, on a utilisé les *parités de pouvoir d'achat* (PPA) au lieu des taux de change. Lorsque les PPA ont été appliquées, les différences de niveau de PIB traduisent uniquement les différences de volume des biens et services, les écarts de niveau de prix ayant été éliminés.

## Conventions

Sauf indication contraire,

- Les *totaux OCDE* couvrent uniquement les pays membres de l'OCDE qui apparaissent dans le tableau.
- Les *moyennes OCDE* sont les moyennes arithmétiques non pondérées des pays membres de l'OCDE présentés dans le tableau.
- Pour chaque pays, les moyennes sur une période prennent uniquement en compte les années pour lesquelles les données sont disponibles. Le *taux moyen de croissance annuelle* d'une variable sur une période est la moyenne géométrique des taux de croissance annuels de cette variable au cours de cette période présentés dans le tableau.
- La période couverte est précisée dans chaque tableau ou graphique. La mention *XXXX* ou *dernière année disponible* (où *XXXX* est une année) signifie que les données pour les années ultérieures n'ont pas été prises en compte.

## Signes, abréviations et acronymes

..	Valeur manquante ; non applicable ou non disponible	ILO	Commission économique des Nations unies pour l'Europe
0	Nul ou négligeable	CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
	Rupture dans la série	FMI	Fonds monétaire international
		NU	Nations unies
		BIT	Bureau International du travail
USD	Dollars des États-Unis	OMT	Organisation mondiale du tourisme
		ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
		UIT	Union internationale des télécommunications

## StatLinks

Cet ouvrage offre une prestation unique, *StatLink*, qui permet de télécharger en version Excel™ les graphiques et les tableaux. Le lien *StatLink* figure au bas de chaque tableau ou graphique. Ce lien correspond à une adresse Internet. Utilisez-le avec votre navigateur Internet pour obtenir les données en format Excel™.

Pour de plus amples informations sur *StatLink*, voir [www.oecd.org/statistics/statlink](http://www.oecd.org/statistics/statlink).

## Accéder aux publications de l'OCDE

- Les publications de l'OCDE citées dans le présent ouvrage sont disponibles via SourceOCDE ([www.sourceOCDE.org](http://www.sourceOCDE.org)), la bibliothèque en ligne de l'OCDE.
- Tous les documents de travail de l'OCDE peuvent être téléchargés via SourceOCDE.
- Toutes les bases de données mentionnées dans le livre peuvent également être consultées via SourceOCDE.
- De plus, les versions imprimées de tous les livres de l'OCDE peuvent être achetées sur le site de vente par correspondance de l'OCDE, [www.oecdbookshop.org](http://www.oecdbookshop.org).

## Glossaire de termes statistiques

Le *Glossaire de termes statistiques de l'OCDE* ([www.oecd.org/statistics/glossary](http://www.oecd.org/statistics/glossary)) complète parfaitement le *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Il contient près de 6 000 définitions de termes, acronymes et concepts, sous une forme très conviviale. Ces définitions proviennent essentiellement des directives et recommandations statistiques internationales formulées ces deux ou trois dernières décennies par des organisations comme les Nations unies, le BIT, l'OCDE, Eurostat, le FMI et les instituts nationaux de la statistique.



# **POPULATION ET MIGRATIONS**

## **POPULATION TOTALE**

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

POPULATION RÉGIONALE

## **PERSONNES ÂGÉES**

VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

PERSONNES ÂGÉES PAR RÉGION

## **MIGRATIONS INTERNATIONALES**

POPULATION IMMIGRÉE

TENDANCES DES MIGRATIONS

MIGRATIONS DES PERSONNES AYANT FAIT DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

## ÉVOLUTION DE LA POPULATION

La taille et la croissance de la population d'un pays sont à la fois les causes et les conséquences des évolutions sociales et économiques. L'accroissement naturel de la population (naissances moins décès) a ralenti dans tous les pays de l'OCDE, ce qui s'est traduit par une augmentation de l'âge moyen des populations. Dans plusieurs pays, la baisse des taux d'accroissement naturel a été en partie compensée par l'immigration en provenance de pays hors OCDE.

### Définition

Les tableaux se rapportent à la population résidente. Pour des pays comme les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, qui ont des colonies, des protectorats ou d'autres possessions territoriales outre-mer, les statistiques n'englobent pas, en règle générale, les populations résidant dans ces territoires. Pour plus de détails, voir les *Sources* ci-dessous.

Les taux de croissance correspondent aux variations annuelles de la population et représentent le solde des naissances, des décès et de l'immigration nette au cours de l'année.

Le taux de fécondité total est le nombre total d'enfants qu'aurait chaque femme si elle devait vivre jusqu'à la fin de sa période de procréation et donner naissance à des enfants durant cette période selon les taux de fécondité observés pour des tranches d'âge spécifiques.

### Tendances à long terme

En 2003, les pays de l'OCDE regroupaient un peu plus de 18 % de la population mondiale, estimée à 6,3 milliards de personnes. La Chine en représentait 21 % et l'Inde, un peu plus de 17 %. Hors OCDE, on trouve ensuite l'Indonésie (3 %) et la Fédération de Russie (2 %). À l'intérieur de la zone OCDE, les États-Unis comptaient pour près de 25 % de la population totale, suivis par le Japon (11 %), le Mexique (9 %), l'Allemagne (7 %) et la Turquie (6 %).

Entre 1991 et 2004, le taux de croissance démographique de l'ensemble des pays de l'OCDE s'est établi à 0,8 % par an en moyenne. Des taux de croissance nettement supérieurs ont été enregistrés au Mexique et en Turquie (pays à forte natalité) ainsi qu'en Australie, au Canada, au Luxembourg et en Nouvelle-Zélande (pays à fort excédent migratoire). En République tchèque, en Hongrie et en Pologne, la population a décliné en raison à la fois de faibles taux de natalité et d'un solde migratoire négatif. L'Italie et la République slovaque ont enregistré des taux de croissance démographique très bas, mais tout de même positifs.

Les taux de fécondité totaux ont fortement chuté au cours des dernières décennies, passant en moyenne de 2,7 en 1970 à 1,6 enfant en 2002 par femme en âge de procréer. En 2002, le taux de fécondité total était inférieur à son niveau de remplacement de 2,1 dans l'ensemble des pays de l'OCDE, à l'exception du Mexique et de la Turquie. Dans tous les pays de l'OCDE, les taux de fécondité ont reculé parmi les femmes jeunes et ils ont augmenté chez les femmes plus âgées car les femmes repoussent l'âge auquel elles commencent à fonder une famille.

### Comparabilité

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les statistiques de la population sont basées sur des recensements réguliers réalisés tous les dix ans, et, pour les années intermédiaires, sur les registres d'état civil, les notifications de naissances et de décès et les données administratives relatives aux migrations. Dans quelques pays européens, dont le Danemark et les Pays-Bas, les recensements ont été abolis et les données proviennent maintenant intégralement de registres administratifs. En règle générale, les statistiques démographiques des pays de l'OCDE sont fiables, même si, dans certains cas, les séries sont interrompues, comme le signale un trait vertical dans les tableaux.

À noter que pour certains pays, les chiffres de population indiqués ne sont pas ceux qui sont utilisés pour calculer le PIB et d'autres statistiques économiques par habitant. À cela plusieurs raisons, mais les écarts entre les deux séries de données sont faibles.

### Sources

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active 1984-2004* : Édition 2005, OCDE, Paris.
- Pour le Brésil : Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.
- Pour la Chine : Bureau national des statistiques.
- Pour l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud : ONU (2005), *Annuaire démographique 2002*, Nations unies, New York.
- Taux de fécondité : OCDE (2005), *Éco-Santé OCDE 2005*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.theworlddeconomy.org](http://www.theworlddeconomy.org).
- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- d'Addio, A. C. et M. Mira d'Ercole (2005), *Trends and Determinants of Fertility Rates: The Role of Policies*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 27, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

#### Sites Web

- World Population Prospects: The 2002 Revision Population Database, <http://esa.un.org/unpp>.



**Population mondiale**

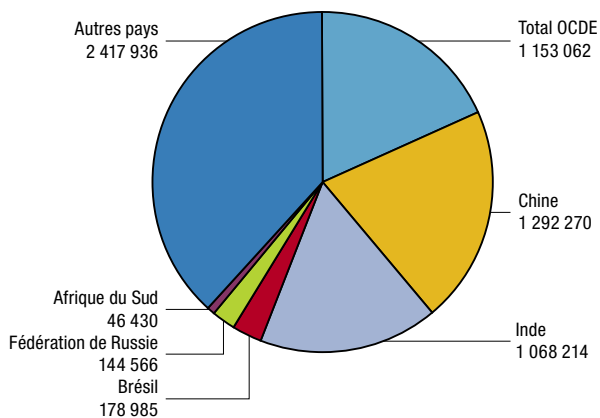
Milliers

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	79 984	80 595	81 179	81 422	81 661	81 895	82 052	82 029	82 024	82 160	82 277	82 456	82 502	82 491
Australie	17 284	17 495	17 667	17 855	18 072	18 311	18 518	18 711	18 926	19 153	19 413	19 641	19 873	20 111
Autriche	7 823	7 884	7 993	8 031	8 047	8 059	8 072	8 078	8 092	8 110	8 132	8 084	8 118	8 175
Belgique	10 004	10 045	10 084	10 116	10 137	10 157	10 181	10 203	10 226	10 251	10 287	10 333	10 376	10 399
Canada	28 031	28 367	28 682	28 999	29 302	29 611	29 907	30 157	30 404	30 689	31 021	31 373	31 660	31 946
Corée	43 296	43 748	44 195	44 642	45 093	45 525	45 954	46 287	46 617	47 008	47 354	47 615	47 849	48 082
Danemark	5 154	5 171	5 189	5 206	5 233	5 263	5 285	5 304	5 322	5 340	5 359	5 374	5 387	5 401
Espagne	38 940	39 069	39 190	39 296	39 388	39 479	39 583	39 722	39 927	40 264	40 721	41 314	42 005	42 692
États-Unis	252 981	256 514	259 919	263 126	266 278	269 394	272 647	275 854	279 040	282 192	285 102	287 941	290 789	293 655
Finlande	5 014	5 042	5 066	5 088	5 108	5 125	5 140	5 153	5 165	5 176	5 188	5 201	5 213	5 228
France	56 976	57 240	57 467	57 659	57 844	58 026	58 207	58 398	58 647	58 970	59 322	59 678	60 028	60 200
Grèce	10 256	10 370	10 466	10 553	10 634	10 709	10 777	10 835	10 883	10 917	10 950	10 988	11 024	11 060
Hongrie	10 373	10 369	10 358	10 343	10 329	10 311	10 290	10 267	10 238	10 211	10 188	10 159	10 130	10 107
Irlande	3 524	3 549	3 563	3 583	3 601	3 626	3 664	3 703	3 742	3 790	3 847	3 917	3 979	4 044
Islande	258	261	264	266	267	269	271	274	277	281	285	288	289	293
Italie	56 760	56 859	56 442	56 623	56 745	56 826	56 941	57 040	57 078	57 189	57 348	57 474	57 478	57 553
Japon	123 960	124 430	124 830	125 180	125 570	125 859	126 157	126 472	126 667	126 926	127 291	127 435	127 619	127 687
Luxembourg	390	395	401	407	413	416	421	427	433	436	442	446	450	452
Mexique	83 265	84 902	86 613	88 402	91 234	92 788	94 305	95 786	97 199	98 658	100 051	101 398	102 708	104 000
Norvège	4 262	4 287	4 312	4 337	4 359	4 381	4 405	4 431	4 462	4 491	4 514	4 538	4 564	4 592
Nouvelle-Zélande	3 495	3 532	3 572	3 620	3 673	3 732	3 781	3 815	3 835	3 858	3 881	3 939	4 009	4 061
Pays-Bas	15 070	15 184	15 290	15 383	15 459	15 531	15 611	15 707	15 812	15 926	16 046	16 149	16 224	16 275
Pologne	38 245	38 365	38 459	38 544	38 588	38 618	38 650	38 666	38 654	38 256	38 251	38 232	38 195	38 180
Portugal	9 860	9 833	9 840	9 840	9 847	9 866	9 878	10 129	10 171	10 229	10 305	10 380	10 449	10 509
République slovaque	5 283	5 307	5 325	5 347	5 364	5 374	5 383	5 391	5 395	5 401	5 379	5 379	5 379	5 382
République tchèque	10 309	10 318	10 331	10 336	10 331	10 316	10 304	10 294	10 283	10 272	10 224	10 201	10 202	10 211
Royaume-Uni	57 439	57 585	57 714	57 862	58 025	58 164	58 314	58 475	58 684	58 886	59 113	59 322	59 554	59 778
Suède	8 617	8 668	8 719	8 781	8 827	8 841	8 846	8 851	8 858	8 872	8 896	8 925	8 958	8 994
Suisse	6 800	6 875	6 938	6 994	7 041	7 072	7 089	7 110	7 144	7 184	7 227	7 285	7 339	7 391
Turquie	57 262	58 374	59 491	60 612	61 737	62 873	64 015	65 157	66 293	67 420	68 529	69 626	70 712	71 789
UE15	365 811	367 489	368 602	369 849	370 969	371 983	372 972	374 054	375 063	376 517	378 232	380 040	381 745	383 251
Total OCDE	1 050 916	1 060 633	1 069 558	1 078 452	1 088 207	1 096 417	1 104 649	1 112 726	1 120 498	1 128 516	1 136 942	1 145 090	1 153 062	1 160 738
Brésil	149 094	151 547	153 986	156 431	158 875	161 323	163 780	166 252	168 754	171 280	173 822	176 391	178 985	181 586
Chine	1 158 230	1 171 710	1 185 170	1 198 500	1 211 210	1 223 890	1 236 260	1 247 610	1 257 860	1 267 430	1 276 270	1 284 530	1 292 270	1 299 880
Inde	851 897	869 828	887 566	905 449	923 459	941 579	959 792	978 081	996 430	1 014 825	1 033 248	1 050 640	1 068 214	..
Fédération de Russie	..	..	..	148 408	148 376	148 160	147 915	147 671	147 215	146 597	145 976	145 306	144 566	..
Afrique du Sud	36 199	36 992	37 802	38 630	39 477	40 342	41 227	42 130	43 054	43 686	44 328	45 454	46 430	..
Monde	5 349 055	5 429 807	5 509 146	5 587 816	5 666 360	5 744 872	5 823 143	5 901 054	5 978 401	6 070 581	6 148 000	6 224 985	6 301 463	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/164106235855>

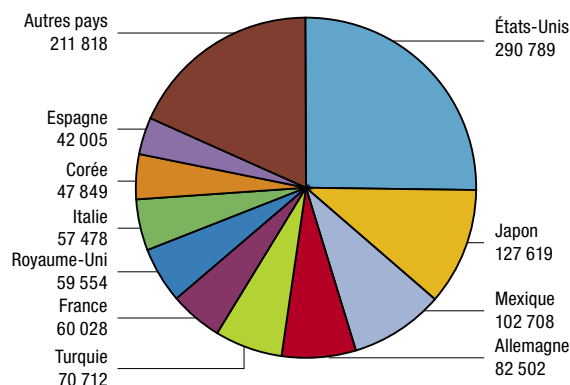
**Population mondiale**

Année 2003



**Population de l'OCDE**

Année 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/526602220313>

## ÉVOLUTION DE LA POPULATION

## Taux de croissance de la population

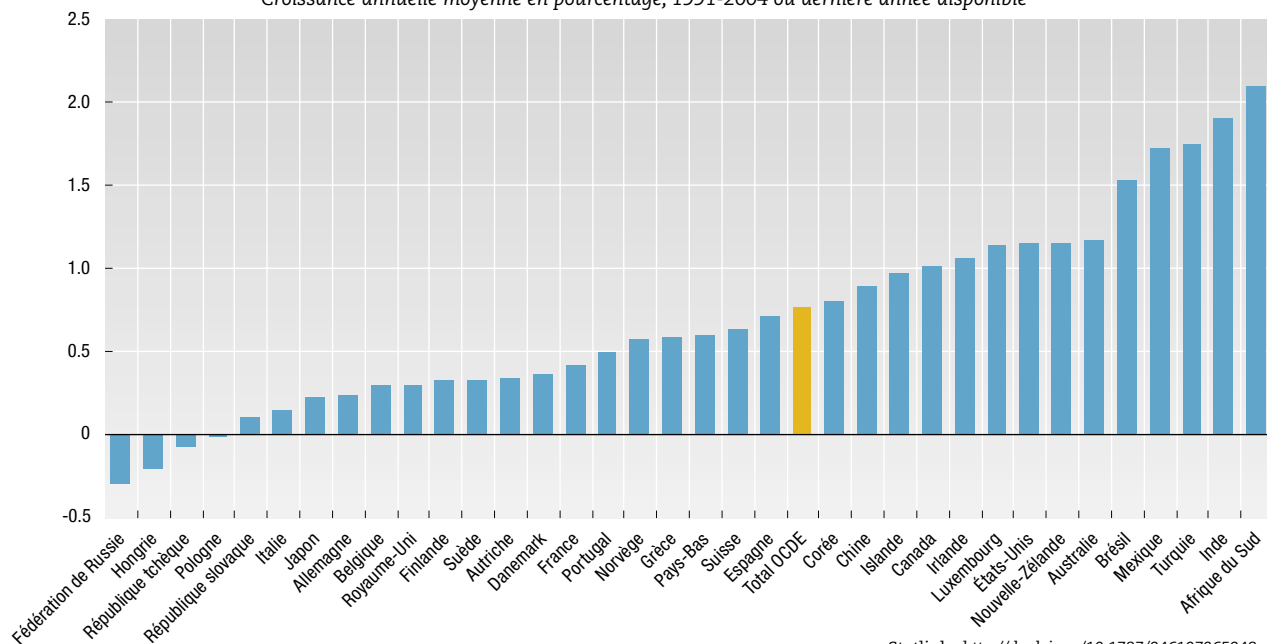
Croissance annuelle en pourcentage

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	..	0.76	0.72	0.30	0.29	0.29	0.19	-0.03	..	0.17	0.14	0.22	0.06	-0.01
Australie	1.28	1.22	0.99	1.06	1.22	1.32	1.13	1.04	1.15	1.20	1.36	1.17	1.18	1.20
Autriche	1.36	0.78	1.38	0.48	0.20	0.15	0.16	0.07	0.17	0.22	0.27	-0.59	0.42	0.70
Belgique	0.37	0.41	0.39	0.31	0.21	0.20	0.24	0.21	0.23	0.24	0.34	0.45	0.42	0.22
Canada	1.20	1.20	1.11	1.11	1.04	1.05	1.00	0.84	0.82	0.94	1.08	1.13	0.91	0.90
Corée	1.00	1.04	1.02	1.01	1.01	0.96	0.94	0.72	0.71	0.84	0.74	0.55	0.49	0.49
Danemark	0.26	0.33	0.33	0.34	0.52	0.57	0.42	0.36	0.33	0.33	0.36	0.28	0.24	0.26
Espagne	0.23	0.33	0.31	0.27	0.23	0.23	0.26	0.35	0.52	0.84	1.14	1.46	1.67	1.64
États-Unis	1.35	1.40	1.33	1.23	1.20	1.17	1.21	1.18	1.15	1.13	1.03	1.00	0.99	0.99
Finlande	0.56	0.56	0.48	0.43	0.39	0.33	0.29	0.25	0.23	0.21	0.23	0.25	0.23	0.29
France	0.47	0.46	0.40	0.33	0.32	0.31	0.31	0.33	0.43	0.55	0.60	0.60	0.59	0.29
Grèce	1.66	1.11	0.92	0.84	0.77	0.70	0.63	0.54	0.44	0.32	0.30	0.34	0.33	0.33
Hongrie	-0.01	-0.04	-0.11	-0.14	-0.14	-0.17	-0.20	-0.22	-0.28	-0.26	-0.23	-0.28	-0.29	-0.23
Irlande	0.60	0.71	0.39	0.56	0.50	0.70	1.05	1.06	1.05	1.28	1.50	1.82	1.58	1.63
Islande	1.26	1.20	1.03	0.83	0.53	0.56	0.74	1.07	1.24	1.44	1.37	0.88	0.60	1.15
Italie	0.04	0.17	..	0.32	0.21	0.14	0.20	0.17	0.07	0.19	0.28	0.22	0.01	0.13
Japon	0.39	0.38	0.32	0.28	0.31	0.23	0.24	0.25	0.15	0.20	0.29	0.11	0.14	0.05
Luxembourg	1.40	1.39	1.44	1.42	1.52	0.68	1.30	1.31	1.41	0.88	1.19	1.06	0.85	0.44
Mexique	2.48	..	2.02	..	3.20	1.70	1.63	1.57	1.48	1.50	1.41	1.35	1.29	1.26
Norvège	0.50	0.59	0.58	0.58	0.51	0.51	0.54	0.60	0.69	0.65	0.51	0.53	0.57	0.61
Nouvelle-Zélande	..	1.05	1.15	1.34	1.47	1.60	1.32	0.89	0.53	0.59	0.59	1.51	1.78	1.30
Pays-Bas	0.80	0.76	0.70	0.61	0.49	0.47	0.52	0.61	0.67	0.72	0.75	0.64	0.46	0.32
Pologne	0.33	0.31	0.25	0.22	0.11	0.08	0.08	0.04	-0.03	..	-0.01	-0.05	-0.10	-0.04
Portugal	-0.13	-0.27	0.07	0.00	0.07	0.19	0.12	..	0.41	0.58	0.74	0.73	0.67	0.57
République slovaque	-0.27	0.44	0.34	0.43	0.30	0.19	0.18	0.14	0.08	0.10	-0.40	0.00	0.00	0.06
République tchèque	-0.51	0.09	0.13	0.05	-0.05	-0.15	-0.12	-0.10	-0.11	-0.11	-0.47	-0.22	0.01	0.09
Royaume-Uni	0.35	0.25	0.22	0.26	0.28	0.24	0.26	0.28	0.36	0.34	0.39	0.35	0.39	0.38
Suède	0.68	0.59	0.59	0.71	0.52	0.16	0.06	0.06	0.08	0.16	0.27	0.33	0.37	0.40
Suisse	1.31	1.11	0.91	0.80	0.67	0.44	0.24	0.30	0.48	0.56	0.59	0.80	0.74	0.71
Turquie	1.97	1.94	1.91	1.88	1.86	1.84	1.82	1.78	1.74	1.70	1.64	1.60	1.56	1.52
UE15	..	0.46	..	0.34	0.30	0.27	0.27	..	..	0.39	0.46	0.48	0.45	0.39
Total OCDE	0.92	0.92	0.84	0.83	0.90	0.75	0.75	0.73	0.70	0.72	0.75	0.72	0.70	0.67
Brésil	1.71	1.65	1.61	1.59	1.56	1.54	1.52	1.51	1.51	1.50	1.48	1.48	1.47	1.45
Chine	1.30	1.16	1.15	1.12	1.06	1.05	1.01	0.92	0.82	0.76	0.70	0.65	0.60	0.59
Inde	..	2.10	2.04	2.01	1.99	1.96	1.93	1.91	1.88	1.85	1.82	1.68	1.67	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	-0.02	-0.15	-0.17	-0.16	-0.31	-0.42	-0.42	-0.46	-0.51	..
Afrique du Sud	..	2.19	2.19	2.19	2.19	2.19	2.19	2.19	2.19	1.47	1.47	2.54	2.15	..
Monde	1.57	1.51	1.46	1.43	1.41	1.39	1.36	1.34	1.31	1.54	1.28	1.25	1.23	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/617607015175>

## Taux de croissance de la population

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/246107365248>



## Taux de fertilité

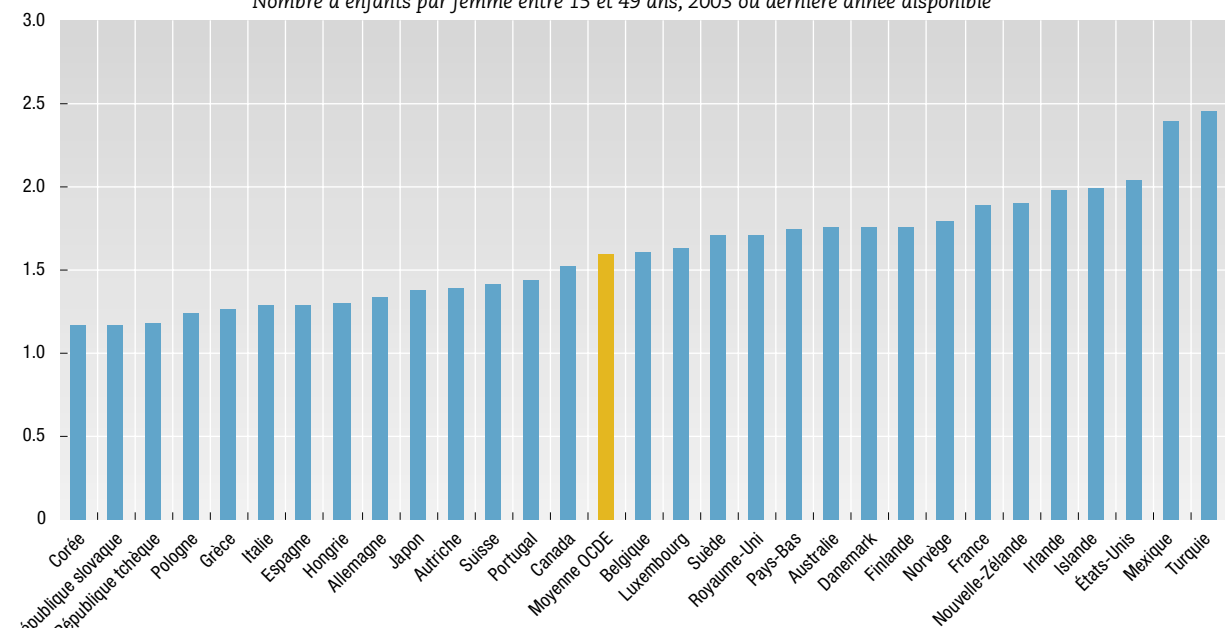
Nombre d'enfants par femme entre 15 et 49 ans

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	1.45	1.33	1.30	1.28	1.24	1.25	1.32	1.37	1.36	1.36	1.38	1.35	1.34	1.34
Australie	1.91	1.86	1.89	1.86	1.85	1.83	1.80	1.78	1.76	1.76	1.76	1.73	1.76	..
Autriche	1.46	1.51	1.51	1.50	1.47	1.42	1.45	1.39	1.37	1.34	1.36	1.33	1.40	1.39
Belgique	1.62	1.66	1.65	1.61	1.56	1.55	1.59	1.61	1.59	1.61	1.66	1.64	1.62	1.61
Canada	1.71	1.70	1.69	1.66	1.62	1.62	1.62	..	1.54	..	1.53	..	1.52	..
Corée	1.60	1.70	1.80	1.70	1.70	1.70	1.60	1.60	1.47	1.42	1.47	1.30	1.17	..
Danemark	1.67	1.68	1.76	1.75	1.81	1.80	1.75	1.75	1.72	1.73	1.77	1.74	1.72	1.76
Espagne	1.36	1.33	1.32	1.27	1.21	1.18	1.17	1.19	1.15	1.20	1.24	1.26	1.26	1.29
États-Unis	2.08	2.07	2.07	2.05	2.04	2.02	2.04	2.06	2.00	2.01	2.06	2.03	2.01	2.04
Finlande	1.78	1.79	1.85	1.81	1.85	1.81	1.76	1.75	1.70	1.74	1.73	1.73	1.72	1.76
France	1.78	1.77	1.73	1.65	1.66	1.70	1.72	1.71	1.75	1.79	1.88	1.89	1.88	1.89
Grèce	1.39	1.38	1.38	1.34	1.35	1.32	1.30	1.31	1.29	1.28	1.29	1.25	1.27	1.27
Hongrie	1.87	1.88	1.78	1.69	1.65	1.58	1.46	1.38	1.33	1.29	1.32	1.31	1.30	1.30
Irlande	2.11	2.08	1.99	1.90	1.85	1.84	1.88	1.94	1.95	1.91	1.90	1.94	1.97	1.98
Islande	2.30	2.18	2.21	2.22	2.14	2.08	2.12	2.04	2.05	1.99	2.08	1.95	1.93	1.99
Italie	1.33	1.31	1.31	1.25	1.21	1.18	1.20	1.22	1.19	1.22	1.24	1.25	1.27	1.29
Japon	1.54	1.53	1.50	1.46	1.50	1.42	1.44	1.44	1.38	1.34	1.36	1.33	1.32	1.38
Luxembourg	1.61	1.60	1.64	1.70	1.72	1.69	1.76	1.71	1.68	1.73	1.76	1.66	1.63	1.63
Mexique	3.40	3.25	3.14	3.04	2.93	2.80	2.73	2.65	2.55	2.48	2.40	..	2.40	..
Norvège	1.93	1.92	1.88	1.86	1.86	1.87	1.89	1.86	1.81	1.84	1.85	1.78	1.75	1.80
Nouvelle-Zélande	2.12	2.18	2.10	2.07	2.05	1.99	1.99	1.96	1.89	1.97	1.98	1.97	1.90	..
Pays-Bas	1.62	1.61	1.59	1.57	1.57	1.53	1.53	1.56	1.63	1.65	1.72	1.71	1.73	1.75
Pologne	2.04	2.05	1.93	1.85	1.80	1.61	1.58	1.51	1.44	1.37	1.34	1.29	1.25	1.24
Portugal	1.57	1.57	1.54	1.51	1.44	1.41	1.44	1.47	1.48	1.50	1.55	1.45	1.47	1.44
République slovaque	2.09	2.05	1.98	1.92	1.66	1.52	1.47	1.43	1.38	1.33	1.30	1.20	1.19	1.17
République tchèque	1.89	1.86	1.72	1.67	1.44	1.28	1.18	1.19	1.16	1.13	1.14	1.14	1.17	1.18
Royaume-Uni	1.83	1.81	1.79	1.75	1.74	1.71	1.72	1.72	1.71	1.68	1.64	1.63	1.64	1.71
Suède	2.13	2.11	2.09	1.99	1.88	1.73	1.60	1.52	1.50	1.50	1.54	1.57	1.65	1.71
Suisse	1.59	1.60	1.58	1.51	1.49	1.48	1.50	1.51	1.46	1.48	1.50	1.41	1.40	1.41
Turquie	2.93	2.88	2.83	2.78	2.73	2.62	2.59	2.57	2.67	2.62	2.57	2.52	2.46	..
Moyenne OCDE	1.86	1.84	1.82	1.77	1.73	1.68	1.67	1.66	1.63	1.63	1.64	1.58	1.60	1.56

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/457040716046>

## Taux de fertilité

Nombre d'enfants par femme entre 15 et 49 ans, 2003 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/763788682661>

## POPULATION RÉGIONALE

À l'intérieur des pays, la population ne se répartit pas de manière uniforme d'une région à l'autre. Les différences de conditions climatiques et environnementales découragent l'installation humaine dans certaines zones et favorisent la concentration de population autour de quelques centres urbains. Ce schéma est renforcé par l'existence d'opportunités économiques plus nombreuses et la plus grande disponibilité de services résultant de l'urbanisation elle-même.

### Définition

Le nombre d'habitants d'une région donnée, autrement dit sa population totale, peut s'exprimer en population annuelle moyenne ou en population à une date spécifique au cours de l'année considérée. La population moyenne au cours d'une année civile est généralement calculée par moyenne arithmétique de la population au 1<sup>er</sup> janvier de deux années consécutives. (C'est ce qu'on appelle aussi « l'effectif moyen d'une population ».) Toutefois, certains pays effectuent un calcul différent et prennent en compte les registres de population ou estiment la population à une date proche du 1<sup>er</sup> juillet (population en milieu d'année).

L'indice de concentration géographique offre une image plus précise de la distribution spatiale de la population car il tient compte de la superficie de chaque région.

### En bref

C'est en Australie, au Canada, aux États-Unis et au Mexique que la concentration démographique est la plus forte : dans ces pays, 10 % des régions ne regroupent pas moins de 45 % de la population. En revanche, la répartition territoriale semble plus équilibrée (selon ces statistiques) en Belgique, en République tchèque et en République slovaque.

Pour la zone OCDE dans son ensemble, la densité de population régionale va de pratiquement zéro dans la région de Stikine (Canada) à 20 505 habitants au kilomètre carré à Paris (France). L'écart est particulièrement important en France, en Corée et au Royaume-Uni. Dans ces pays, on observe un fort contraste entre les régions essentiellement urbaines (qui affichent des densités supérieures à 6 000 habitants au kilomètre carré) et les régions essentiellement rurales où les densités de population ne dépassent pas 100 habitants/km<sup>2</sup>.

En moyenne, plus de la moitié de la population de la zone OCDE (53 %) vit dans des régions essentiellement urbaines. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Allemagne, au Japon, en Australie, au Canada et en Italie, les régions urbaines accueillent plus de 50 % de la population totale.

L'indice de concentration géographique montre que le Canada, l'Australie et l'Islande sont les pays dans lesquels la répartition de la population est la plus inégale. Par ailleurs, c'est en République slovaque, en République tchèque, en Hongrie, en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Pologne que la concentration géographique est la plus faible.

L'indice de concentration géographique compare le poids économique et le poids géographique entre les différentes régions d'un pays donné. Il est construit de manière à tenir compte des écarts de taille des régions à la fois à l'intérieur d'un même pays et entre pays. Il se situe entre 0 (absence de concentration) et 1 (concentration maximale) dans tous les pays et se prête aux comparaisons internationales de concentration géographique.

### Comparabilité

Le principal problème de l'analyse économique au niveau infranational est l'unité d'analyse, c'est-à-dire la région. Le mot « région » peut prendre des sens très différents à l'intérieur d'un pays comme d'un pays à l'autre, et s'accompagner d'écarts significatifs en termes de superficie et de population.

La plus petite région de la zone OCDE (Conception de Buenos Aires au Mexique) s'étend sur moins de 10 kilomètres carrés alors que la plus vaste (le Nunavut au Canada) compte plus de 2 millions de kilomètres carrés. De même, la population des régions de l'OCDE varie, de 400 habitants environ dans le Territoire de la capitale australienne (ACT) hors Canberra (en Australie) à plus de 47 millions à Kanto (Japon).

Pour examiner cette question, l'OCDE a classé les régions de chaque pays membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux. Le niveau supérieur (niveau territorial 2) englobe 335 macrorégions et le niveau inférieur (niveau territorial 3) se compose de plus de 1 631 microrégions. Le niveau territorial 0 correspond au territoire du pays tout entier tandis que le niveau 1 renvoie à des groupes de macrorégions. Cette classification qui, pour les pays d'Europe, est largement compatible avec celle d'Eurostat, facilite la comparaison entre régions d'un même niveau territorial. De fait, ces deux niveaux, qui sont officiellement établis et relativement stables dans tous les pays membres, sont utilisés par de nombreuses autorités comme cadre de mise en oeuvre des politiques régionales.

### Source

- OCDE (2005), *Panorama des régions de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Examens territoriaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers Statistiques de l'OCDE*, n° 6, février, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active 1984-2004*: Édition 2005, OCDE, Paris.

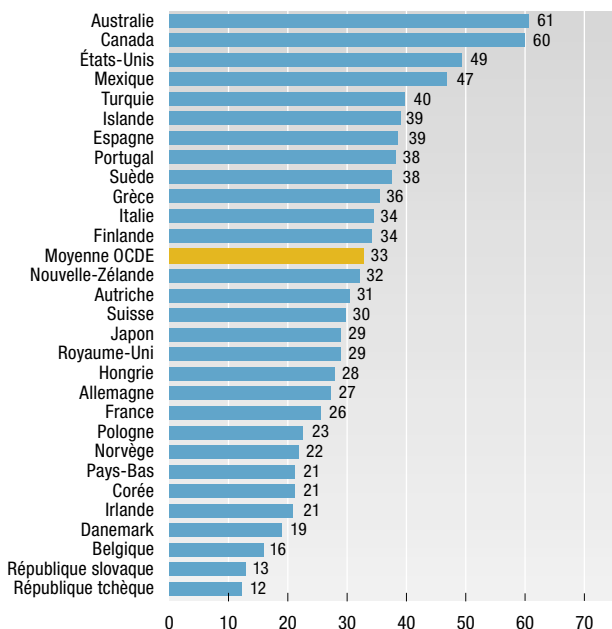
#### Bases de données en ligne

- OCDE Base de données régionales.

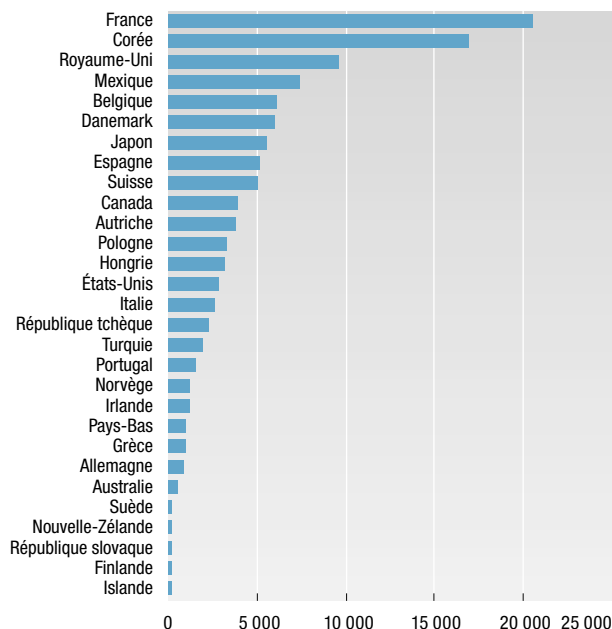




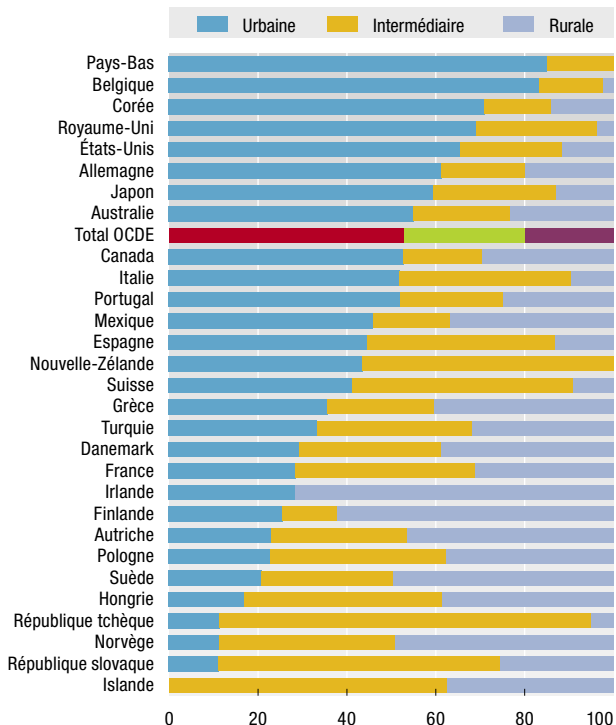
**Proportion de la population dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de population**  
2003 ou dernière année disponible



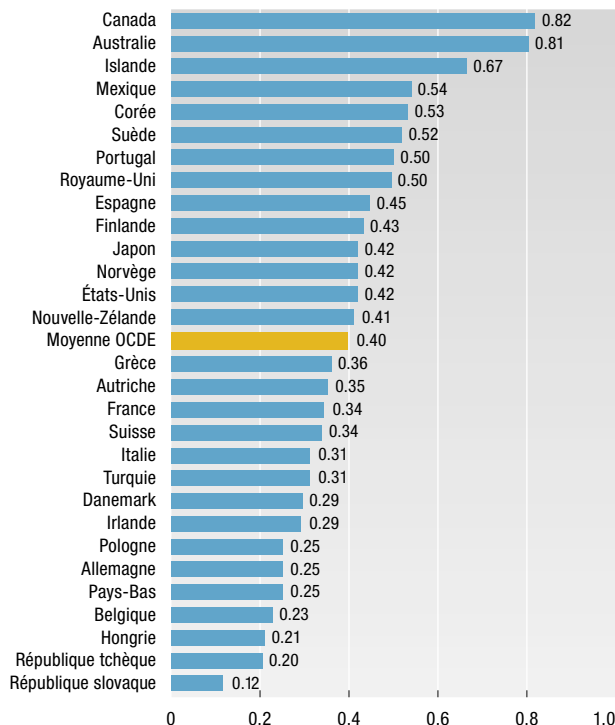
**Disparités dans la densité de population par région**  
(Nombre maximum – nombre minimum de personnes par km<sup>2</sup>)  
2003 ou dernière année disponible



**Distribution de la population nationale en régions principalement urbaines, intermédiaires et rurales**  
2003 ou dernière année disponible



**Indice de la concentration géographique de la population**  
2003 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/363184400206>

## VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

La part de la population âgée de 65 ans et plus augmente dans tous les pays de l'OCDE et cette tendance est appelée à se poursuivre. Le ratio de dépendance économique, le rapport entre le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus et le nombre d'actifs, suit cette évolution, ce qui n'est pas sans conséquence pour les dépenses publiques et privées de retraite et de santé, mais aussi, plus généralement, pour la croissance économique et le bien-être.

### Définition

La population est la population qui réside effectivement dans le pays, c'est-à-dire toute personne, quelle que soit sa nationalité, qui a un lieu permanent de résidence dans le pays. La population active est définie, conformément aux lignes directrices du BIT, comme l'ensemble des personnes qui ont un emploi et des personnes qui sont à la fois disponibles pour travailler et qui cherchent activement un emploi. Les prévisions démographiques proviennent de sources nationales lorsqu'il en existe ou, dans certains cas, des bases de données statistiques d'Eurostat et de l'ONU.

### Comparabilité

Dans la mesure où la quasi-totalité des pays de l'OCDE appliquent maintenant les lignes directrices du BIT pour définir la population active, leurs statistiques dans ce domaine présentent un bon degré de comparabilité.

Toutes les prévisions démographiques reposent sur des hypothèses concernant les tendances futures de l'espérance de vie, des taux de fécondité et du solde migratoire. Comme on fait souvent plusieurs séries de calculs en fonction de

diverses hypothèses, il a été décidé de présenter ici les estimations correspondant au scénario central ou médian.

Les prévisions relatives à la population active sont fondées sur les prévisions démographiques décrites ci-dessus auxquelles on applique ensuite d'autres hypothèses concernant la propension future des hommes et des femmes de différents groupes d'âge à rechercher un emploi rémunéré. Un soin particulier a été apporté à la modélisation des taux d'activité attendus parmi les femmes et les personnes âgées. Comme dans le cas des prévisions démographiques, une série d'estimations a été établie pour chaque pays et c'est la variante médiane ou centrale qui a été retenue et présentée ici.

### Sources

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.
- Eurostat, *Nations unies, sources nationales et estimations OCDE*.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Burniaux, J.-M., R. Duval et F. Jaumotte (2004), *Coping with Ageing*, Documents de travail du Département des Affaires économiques, n° 371, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *Reforms for an Ageing Society*, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Ageing and Income Financial Resources and Retirement in 9 OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Ageing and Transport Mobility Needs and Safety Issues*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Ageing, Housing and Urban Development*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les pensions dans les pays de l'OCDE*, Édition 2005, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Viellissement et politiques de l'emploi*, séries, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonnette et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 420, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (1997), *Principaux indicateurs économiques: avril. Volume 1997-4*, « Sources et méthodes : Statistiques de la main-d'œuvre et des salaires », OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Principaux indicateurs économiques*.
- *Statistiques de l'emploi*.

### Tendances à long terme

Les populations les plus jeunes (qui ont la part de la population âgée de plus de 65 ans la plus faible) se rencontrent soit dans les pays qui ont des taux de natalité élevés comme le Mexique, la Turquie et l'Islande, soit dans les pays qui attirent beaucoup d'immigrants comme l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Les uns et les autres connaîtront toutefois un vieillissement marqué de leur population jusqu'en 2020.

Selon les prévisions, le taux de dépendance économique (partie droite du tableau) devrait dépasser 50 % au Japon, en Italie, en France et en Hongrie d'ici 2020 : il n'y aura plus alors que deux actifs pour chaque personne âgée. C'est au Mexique, en Islande, en Turquie et en Irlande, que l'estimation du taux de dépendance économique est la plus basse – moins de 30 %.

Sur la période 2000-2020, les taux de dépendance économique devraient augmenter de façon particulièrement marquée en Corée, au Japon, en République tchèque, en Turquie et en Finlande, tandis qu'ils enregistreraient leur plus faible progression au Portugal, en Grèce, en Espagne et en Irlande.



## Population de plus de 65 ans

En pourcentage de la population totale

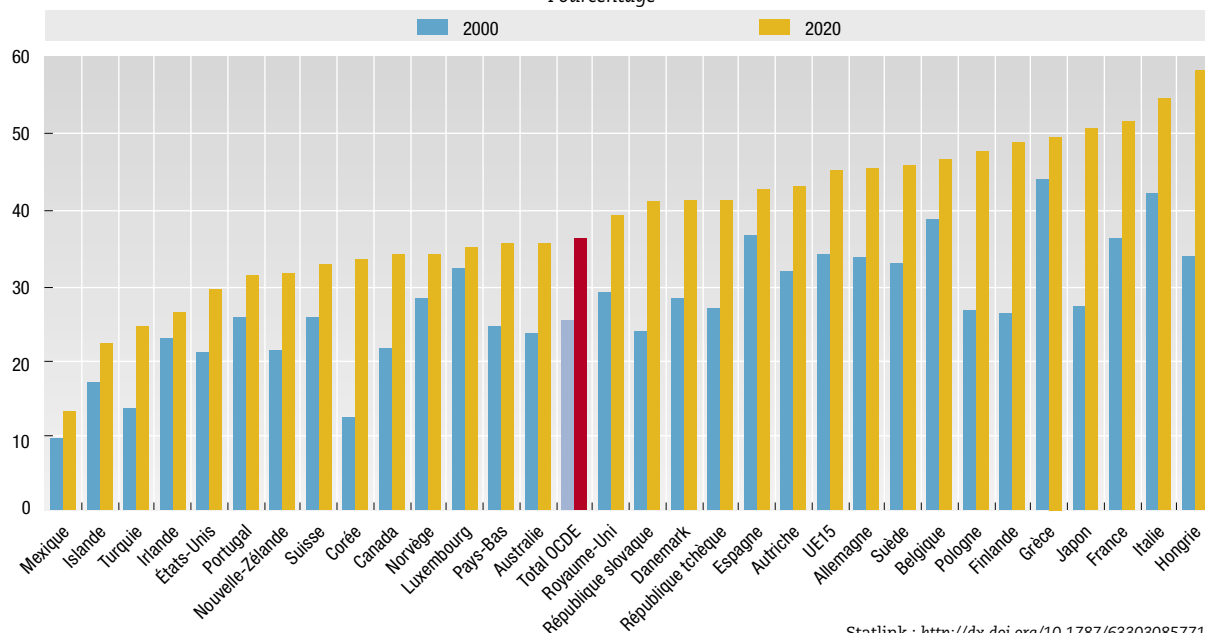
En pourcentage de la population active

	En pourcentage de la population totale									En pourcentage de la population active				
	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2000	2005	2010	2015	2020
Allemagne	15.6	14.6	14.9	15.5	16.4	18.8	19.3	20.0	20.6	33.4	37.5	41.2	42.2	45.2
Australie	9.6	10.3	11.1	11.9	12.4	13.1	13.3	14.3	16.4	23.3	24.1	26.2	30.5	35.3
Autriche	15.4	14.2	14.9	15.1	15.4	16.4	16.8	17.7	18.8	31.5	33.4	36.2	38.9	42.8
Belgique	14.3	13.8	14.9	15.9	16.8	17.3	17.3	17.5	18.9	38.5	38.8	39.2	42.4	46.4
Canada	9.4	10.3	11.3	12.0	12.6	13.1	13.3	14.2	16.2	21.4	22.6	24.7	29.0	33.8
Corée	3.8	4.3	5.1	5.9	7.2	9.0	9.4	10.7	12.6	12.4	16.3	20.9	26.1	33.2
Danemark	14.4	15.0	15.6	15.3	14.8	14.9	15.0	16.0	18.0	28.0	28.6	31.6	36.5	40.9
Espagne	11.2	12.0	13.6	15.3	16.8	16.8	16.8	17.4	18.6	36.3	36.1	37.4	39.7	42.3
États-Unis	11.3	11.9	12.5	12.7	12.4	12.4	12.5	13.0	14.5	20.9	20.9	22.2	25.1	29.1
Finlande	12.0	12.5	13.4	14.2	14.9	15.9	16.1	17.1	20.3	26.0	29.3	33.2	42.0	48.7
France	13.9	12.9	14.0	15.2	16.1	16.6	16.6	17.0	19.2	35.9	37.0	38.9	45.5	51.4
Grèce	13.1	13.2	13.7	15.1	16.6	18.3	18.5	18.9	20.1	43.7	46.2	45.9	47.6	49.5
Hongrie	13.4	12.4	13.3	14.2	15.1	15.7	15.9	16.7	18.0	33.6	37.9	43.0	49.2	58.1
Irlande	10.7	10.8	11.4	11.4	11.2	11.2	11.3	11.9	13.3	22.8	21.2	21.6	23.7	26.1
Islande	9.9	10.2	10.6	11.2	11.6	11.7	11.8	12.4	13.8	16.9	17.4	17.9	19.4	22.1
Italie	13.1	13.1	14.9	16.7	18.3	19.7	19.9	20.6	22.2	41.9	44.3	46.7	50.7	54.5
Japon	9.1	10.3	12.1	14.6	17.4	19.9	20.5	22.5	26.0	26.9	32.0	37.8	45.3	50.5
Luxembourg	13.6	13.3	13.4	14.0	14.1	14.2	14.3	14.6	15.5	32.0	31.1	30.9	32.4	34.8
Mexique	3.8	3.7	4.0	4.3	4.8	5.3	5.4	6.0	6.8	9.6	10.3	10.8	11.7	13.0
Norvège	14.8	15.7	16.3	15.9	15.2	14.7	14.6	15.2	17.0	28.0	26.6	27.5	30.6	33.8
Nouvelle-Zélande	10.0	10.5	11.1	11.5	11.8	12.2	12.4	13.3	15.2	21.0	21.3	23.0	27.0	31.3
Pays-Bas	11.5	12.1	12.8	13.2	13.6	14.1	14.2	15.0	17.1	24.3	25.3	27.6	32.1	35.3
Pologne	10.1	9.4	10.1	11.1	12.2	13.2	13.3	13.5	15.5	26.4	30.1	31.8	38.5	47.5
Portugal	11.3	11.9	13.4	14.9	16.2	16.8	16.8	17.5	18.7	25.5	25.8	26.5	28.5	31.0
République slovaque	10.5	9.4	10.3	10.9	11.4	12.0	12.1	12.8	14.6	23.6	24.9	27.5	32.6	40.9
République tchèque	13.5	11.8	12.5	13.2	13.8	14.1	14.2	15.4	17.9	26.5	27.2	30.2	35.6	41.1
Royaume-Uni	14.9	15.2	15.7	15.8	15.8	16.0	16.0	16.7	18.4	28.8	29.5	31.2	35.5	38.8
Suède	16.3	17.2	17.8	17.5	17.3	17.2	17.3	18.4	20.0	32.7	33.5	36.7	41.6	45.5
Suisse	13.8	14.1	14.6	14.7	15.3	15.9	16.1	17.2	18.7	25.6	26.5	27.9	30.0	32.5
Turquie	4.6	4.2	4.2	4.8	5.5	5.9	5.9	6.2	6.7	13.5	16.1	18.0	20.7	24.2
UE15	13.9	13.7	14.6	15.5	16.4	17.3	17.5	18.2	19.6	33.8	35.6	37.8	41.3	44.8
Total OCDE	10.8	10.9	11.6	12.4	13.0	13.8	13.9	14.6	16.2	25.0	26.6	28.6	32.1	35.8

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/137254451268>

## Rapport entre la population âgée de plus de 65 ans et la population active

Pourcentage

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/633030857717>

## PERSONNES ÂGÉES PAR RÉGION

Dans tous les pays de l'OCDE, la population âgée de 65 ans et plus a augmenté de manière spectaculaire au cours des trente dernières années, tant en taille qu'en pourcentage de la population totale. Étant donné que les personnes âgées tendent à se concentrer dans quelques rares régions de chaque pays, seul un petit nombre de régions devra faire face aux défis sociaux et économiques que pose le vieillissement de la population.

### Définition

La population âgée est définie comme le nombre d'habitants de 65 ans ou plus d'une région donnée. Il peut s'agir soit de la population annuelle moyenne, soit de la population à une date précise de l'année considérée. On calcule généralement la population moyenne sur une année civile en faisant la moyenne arithmétique de la population au 1er janvier de deux années consécutives.

L'indice de concentration géographique donne une image plus juste de la répartition géographique de la population, car il tient compte de la superficie de chaque région et laisse apparaître les disparités importantes entre pays dans le degré de concentration géographique des personnes âgées.

L'indice de concentration géographique compare le poids économique et le poids géographique de toutes les régions d'un pays donné, et il est construit de manière à prendre en compte les différences existant dans la taille des régions

tant dans un même pays que d'un pays à l'autre. Cet indice va de 0 (pas de concentration) à 1 (concentration maximale) dans tous les pays, et il se prête aux comparaisons internationales sur la concentration géographique.

### Comparabilité

Comme dans le cas des autres statistiques régionales, les différences de définition de la région (voir Concentration géographique de la population) et le caractère variable de la géographie des localités rurales et urbaines (voir PIB régional) tant dans un même pays que d'un pays à l'autre, influent sur la comparabilité des données relatives à la population âgée.

### En bref

En moyenne, 30 % des personnes âgées vivent dans seulement 10 % des régions des pays de l'OCDE. Ce pourcentage est beaucoup plus élevé en Australie, au Canada et en Espagne, dont plus de la moitié de la population âgée vit dans 10 % des régions de ces pays.

En moyenne, plus de la moitié de la population âgée des pays de l'OCDE vit dans des régions essentiellement urbaines. En Belgique, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Allemagne et en Corée au moins 60 % de la population âgée totale vivent dans des régions urbaines. En Autriche, en République tchèque, au Danemark, en Finlande, en France, en Norvège, en République slovaque et en Suède, pas moins de 75 % de la population âgée habitent dans des régions essentiellement rurales ou intermédiaires.

Selon l'indice de concentration géographique, l'Australie, le Canada, et l'Islande sont les pays où la concentration de la population âgée est la plus forte. Dans le cas du Mexique, de l'Espagne, de la Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis, la valeur de l'indice est nettement supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE (0.38). En revanche, la concentration géographique des personnes âgées semble beaucoup plus faible en République slovaque, en République tchèque, en Hongrie, en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas.

### Source

- OCDE (2005), *Panorama des régions de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Examens territoriaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Oliveira Martins J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonneuve et K.-Y. Yoo (2005), *The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 420, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers Statistiques de l'OCDE*, n° 6, février, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active 1984-2004* : Édition 2005, OCDE, Paris.

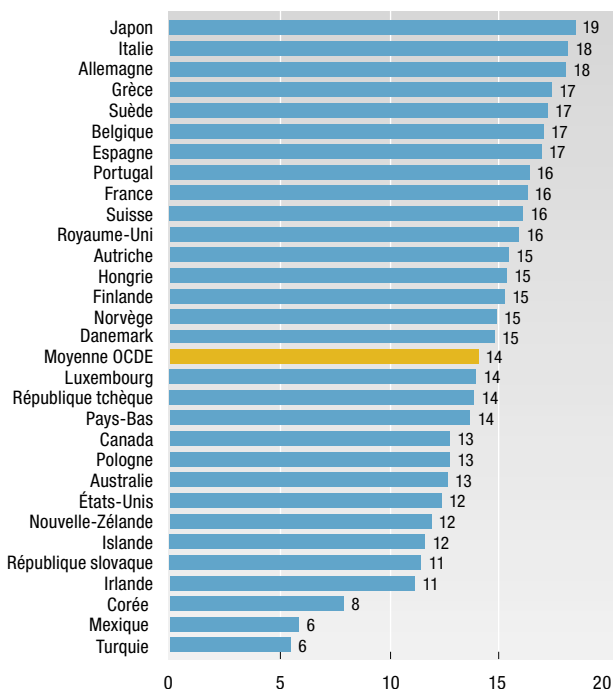
#### Bases de données en ligne

- OCDE Base de données régionales.



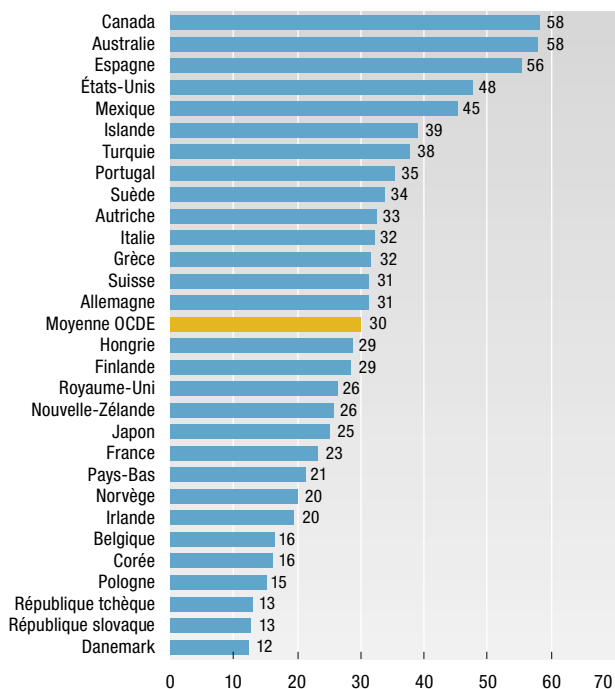
### Pourcentage de personnes âgées par pays

Pourcentage, 2002 ou dernière année disponible



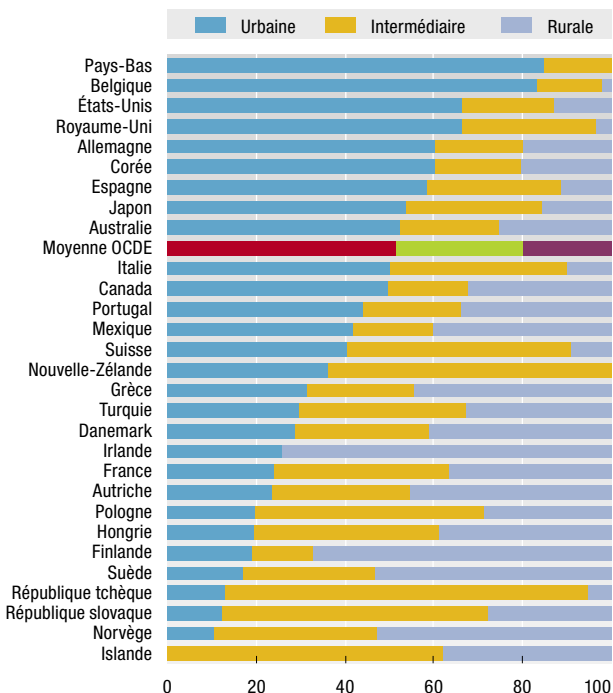
### Part des personnes âgées dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de personnes âgées

Pourcentage, 2002 ou dernière année disponible



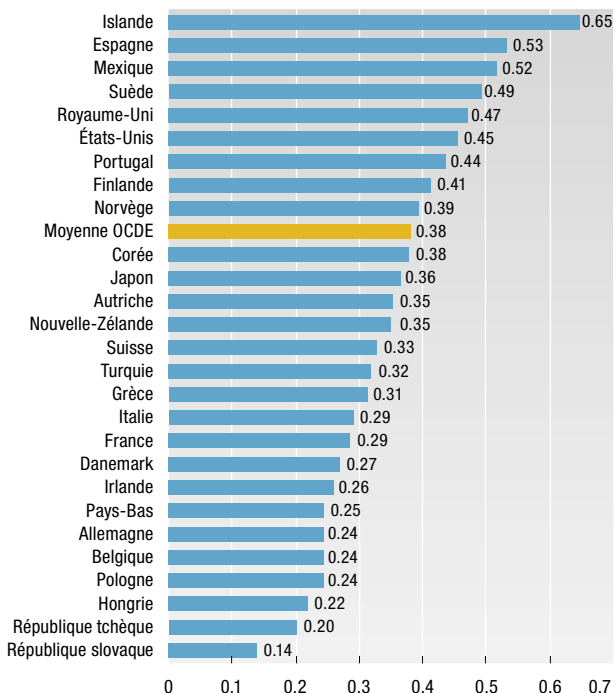
### Distribution des personnes âgées en régions principalement urbaines, intermédiaires et rurales

Pourcentage, 2002 ou dernière année disponible



### Indice de la concentration géographique des personnes âgées

2002 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/766724287566>

## POPULATION IMMIGRÉE

En dépit des différences de point de vue entre les pays quant à savoir ce qu'est un « immigré », il est aujourd'hui possible, et ce pour la première fois, de présenter un tableau comparatif international de l'importance des populations immigrées, en fonction de la nationalité, ou du pays de naissance. Au sens strict, la population immigrée est constituée des résidents d'un pays nés dans un autre. La définition fondée sur la nationalité est commune à un certain nombre de pays et correspond à une approche juridique des migrations.

### Définition

La nationalité et le lieu de naissance sont les deux critères les plus couramment utilisés pour définir la population « immigrée ». *Grosso modo*, la population née à l'étranger englobe les migrants de la première génération tandis que la population étrangère se compose des personnes ayant conservé la nationalité de leur pays d'origine et peut inclure des personnes nées dans le pays hôte.

### Comparabilité

La différence d'un pays à l'autre entre la taille de la population née à l'étranger et celle de la population étrangère dépend des règles régissant l'acquisition de la nationalité. Dans certains pays, les enfants nés sur le territoire acquièrent automatiquement la nationalité de leur pays de naissance (*jus solis* ou droit du sol) alors que dans d'autres pays, les enfants conservent la nationalité de leurs parents (*jus sanguinis* ou droit du sang). La plus ou moins grande facilité avec laquelle les immigrés peuvent se faire naturaliser dans leur pays d'accueil explique en partie l'écart entre les deux séries. Le taux de naturalisation est élevé dans les « pays d'installation » comme les États-Unis, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, ainsi que dans certains pays d'Europe dont la Belgique, la Suède et les Pays-Bas. En général, l'utilisation du critère de naissance à l'étranger aboutit à des pourcentages de population immigrée bien supérieurs à ceux que l'on obtient quand on emploie la méthode fondée sur la nationalité.

### Tendances à long terme

Le pourcentage d'individus nés à l'étranger a augmenté au cours de la dernière décennie dans tous les pays pour lesquels on dispose de données. C'est en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande, au Luxembourg et en Suisse que ces pourcentages sont les plus élevés. L'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Suède affichent des pourcentages de population née à l'étranger du même ordre que celui que l'on relève aux États-Unis.

Les données figurant dans les deux dernières colonnes du tableau se fondent pour l'essentiel sur la série de recensements de population de 2000. Grâce à elles, il est pour la première fois possible de comparer la taille de la population immigrée de presque tous les pays de l'OCDE. Comme les données de recensement renvoient à une seule année, les séries temporelles publiées par chaque pays sont présentées dans la première partie du tableau. Pour certains pays, les données de recensement des deux dernières colonnes diffèrent de la série temporelle de la première partie du tableau parce que des sources différentes, comme par exemple, les registres de population ou les statistiques administratives des permis de séjour, ont été utilisées ou parce que le recensement couvre (en principe) la totalité de la population alors que les autres sources ne prennent pas toujours en compte certaines catégories de population comme les personnes vivant dans les centres d'accueil pour immigrants ou les résidents de courte durée.

### Source

- OCDE (2005), *Tendances des migrations internationales* : SOPEMI, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2000), *OECD Proceedings: Globalisation, Migration and Development*, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Migration Policies and EU Enlargement: The Case of Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002), *Migration and the Labour Market in Asia: Recent Trends and Policies*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Migration for Employment: Bilateral Agreements at a Crossroads*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Trade and Migration: Building Bridges for Global Labour Mobility*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active 1984-2004* : Édition 2005, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Dumont, J.-C. et G. Lemaître (2005), *Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 25, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques des migrations internationales*.



## Population immigrée et étrangère

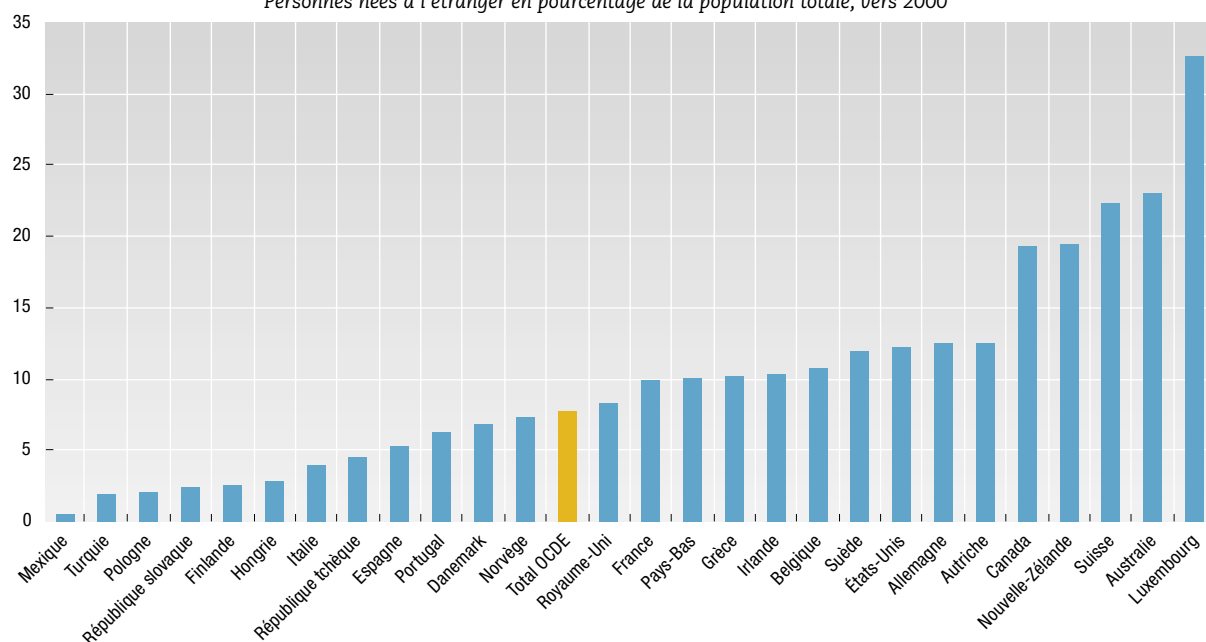
En pourcentage de la population totale

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Selon les recensements, vers 2000		
													Pourcentage de personnes nées à l'étranger	Pourcentage de ressortissants étrangers	
<b>Personnes nées à l'étranger</b>															
Australie	23.0	22.9	22.9	23.0	23.3	23.3	23.2	23.1	23.0	23.1	23.2	22.8	23.0	7.4	
Canada	..	..	..	..	17.4	..	..	..	..	18.2	..	..	19.3	5.3	
Danemark	4.0	4.2	4.3	4.8	5.1	5.2	5.4	5.6	5.8	6.0	6.2	6.3	6.8	5.0	
États-Unis	..	..	8.3	9.0	10.0	10.4	10.5	10.3	10.8	11.1	11.9	12.2	12.3	6.6	
Finlande	..	..	..	2.0	2.1	2.3	2.4	2.5	2.6	2.7	2.8	2.9	2.5	1.7	
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	19.5	..	..	19.5	..	
Pays-Bas	..	9.0	9.0	9.1	9.2	9.4	9.6	9.8	10.1	10.4	10.6	10.7	10.1	4.2	
Suède	9.6	9.9	10.5	10.5	11.0	11.0	10.8	11.8	11.3	11.5	11.8	12.0	12.0	5.3	
<b>Ressortissants étrangers</b>															
Allemagne	8.0	8.5	8.6	8.8	8.9	9.0	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	8.9	12.5	8.9	
Autriche	7.9	8.6	8.9	8.5	8.6	8.6	8.6	8.7	8.8	8.8	8.8	9.4	12.5	8.8	
Belgique	9.0	9.1	9.1	9.0	9.0	8.9	8.7	8.8	8.4	8.2	8.2	8.3	10.7	8.2	
Corée	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.5	0.5	0.9	..	0.3	
Danemark	3.5	3.6	3.8	4.2	4.7	4.7	4.8	4.9	4.8	5.0	4.9	5.0	6.8	5.0	
Espagne	1.0	1.1	1.2	1.3	1.4	1.6	1.8	2.0	2.2	2.7	3.1	3.9	5.3	3.8	
Finlande	0.9	1.1	1.2	1.3	1.4	1.6	1.6	1.7	1.8	1.8	1.9	2.0	2.5	1.7	
France	..	..	..	..	..	..	..	5.6	..	..	..	..	10.0	5.6	
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	..	..	10.3	7.0	
Hongrie	..	..	1.3	1.4	1.4	1.4	1.4	1.5	1.1	1.1	1.1	1.3	2.9	0.9	
Irlande	2.7	2.7	2.7	2.7	3.2	3.1	3.0	3.1	3.3	4.0	4.8	5.6	10.4	5.9	
Italie	1.6	1.7	1.6	1.7	2.0	2.1	2.1	2.2	2.4	2.5	2.6	3.8	3.9	2.3	
Japon	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	1.2	1.3	1.4	1.5	1.5	..	1.0	
Luxembourg	31.0	31.8	32.6	33.4	34.1	34.9	35.6	36.0	37.3	37.5	38.1	38.6	32.6	36.9	
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	0.4	..	..	..	0.5	..	
Norvège	3.6	3.8	3.8	3.7	3.6	3.6	3.7	4.0	4.1	4.1	4.3	4.5	7.3	4.3	
Pays-Bas	5.0	5.1	5.0	4.7	4.4	4.3	4.2	4.1	4.2	4.3	4.3	4.3	10.1	4.2	
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1	..	2.1	0.1	
Portugal	1.3	1.3	1.6	1.7	1.7	1.8	1.8	1.9	2.1	3.4	4.0	4.2	6.3	2.2	
République slovaque	..	0.2	0.3	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	2.5	0.5	
République tchèque	0.4	0.8	1.0	1.5	1.9	2.0	2.1	2.2	1.9	2.0	2.3	2.4	4.5	1.2	
Royaume-Uni	3.5	3.5	3.6	3.4	3.4	3.6	3.8	3.8	4.0	4.4	4.5	4.8	8.3	4.5	
Suède	5.7	5.8	6.1	5.2	6.0	6.0	5.6	5.5	5.4	5.3	5.3	5.1	12.0	5.3	
Suisse	17.6	18.1	18.6	18.9	18.9	19.0	19.0	19.2	19.3	19.7	19.9	20.0	22.4	20.5	

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/386832213810>

## Population immigrée

Personnes nées à l'étranger en pourcentage de la population totale, vers 2000

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/118821142602>

## TENDANCES DES MIGRATIONS

L'augmentation de la population d'un pays dépend de l'accroissement naturel (nombre de naissances moins le nombre de décès) ainsi que de la migration nette (nombre d'immigrants moins le nombre d'émigrants). Dans la plupart des pays européens de l'OCDE, les taux d'accroissement naturel sont en baisse et le solde migratoire se mue progressivement en une source importante de croissance démographique.

### Définition

Le solde migratoire est égal au nombre total d'entrées d'étrangers et de retours de citoyens moins les sorties d'étrangers et de citoyens. Les entrées et les sorties pour de courtes périodes, pour le tourisme ou pour raisons d'affaires par exemple, ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

### Comparabilité

Les principales sources d'information sur les migrations varient d'un pays à l'autre, ce qui pose des problèmes de comparabilité des données disponibles sur les flux d'immigration et d'émigration. Mais comme, en règle générale, les problèmes de comparabilité portent sur la mesure dans laquelle les mouvements de courte durée sont comptabilisés dans les entrées et les sorties, le fait de calculer la différence entre les deux (solde migratoire) tend à neutraliser les mouvements qui sont à l'origine de l'absence de comparabilité. Néanmoins, une certaine

prudence est de mise quand on utilise des données de solde migratoire, d'abord parce que les migrations irrégulières (illégalles) ne sont pas prises en compte dans les entrées (alors que, dans certains pays, elles peuvent représenter un chiffre important), et deuxièmement, parce que les données sur les flux de sorties ne sont pas de qualité homogène, soit que les départs ne sont pas bien enregistrés (dans certains pays), soit qu'ils soient obtenus par estimation (dans d'autres pays).

Les travaux de l'OCDE dans le domaine des migrations internationales visent à améliorer la disponibilité, la comparabilité et la fiabilité des données afférentes. Par ces travaux, qui prennent largement appui sur un réseau de correspondants nationaux répartis dans trente pays, l'Organisation s'efforce d'améliorer l'analyse et la compréhension des questions de migration à la lumière des enjeux socio-économiques auxquels sont confrontés ses pays membres.

### Tendances à long terme

Le Luxembourg, la Grèce et la Suisse ont connu un solde migratoire très important depuis 1991, ainsi que l'Espagne pour les années récentes. En Australie, au Canada, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, souvent désignés sous le nom de « pays d'établissement », le solde migratoire est resté positif et important pendant la quasi-totalité de la période depuis 1991, bien que la Nouvelle-Zélande ait connu une courte période de solde migratoire négatif à la fin des années 90.

En Autriche et en Allemagne, des soldes migratoires élevés ont été enregistrés après la chute du mur de Berlin. L'Irlande qui, de tout temps, avait connu une migration nette à destination du Royaume-Uni et des pays d'établissement affiche un solde migratoire positif et substantiel depuis 1996 : en effet, son fort taux de croissance économique a incité les anciens émigrants à revenir.

L'Autriche, l'Italie, le Portugal et l'Allemagne ont connu des taux de migration nette positifs et supérieurs à la moyenne pendant la presque totalité de la période considérée tandis que ces taux ont été inférieurs à la moyenne en Hongrie ainsi que dans les Républiques tchèque et slovaque. La Pologne est le seul pays à avoir enregistré un solde migratoire négatif pendant toute cette période. Le Japon et l'Islande ont eux aussi connu ce phénomène mais pendant quelques années seulement, ainsi que les Pays-Bas pendant les deux dernières années.

### Source

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2000), *OECD Proceedings: Globalisation, Migration and Development*, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Migration Policies and EU Enlargement: The Case of Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002), *Migration and the Labour Market in Asia: Recent Trends and Policies*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Migration for Employment: Bilateral Agreements at a Crossroads*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Trade and Migration: Building Bridges for Global Labour Mobility*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Tendances des migrations internationales* : SOPEMI, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Dumont, J.-C. et G. Lemaître (2005), *Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 25, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques des migrations internationales*.





## Migration nette

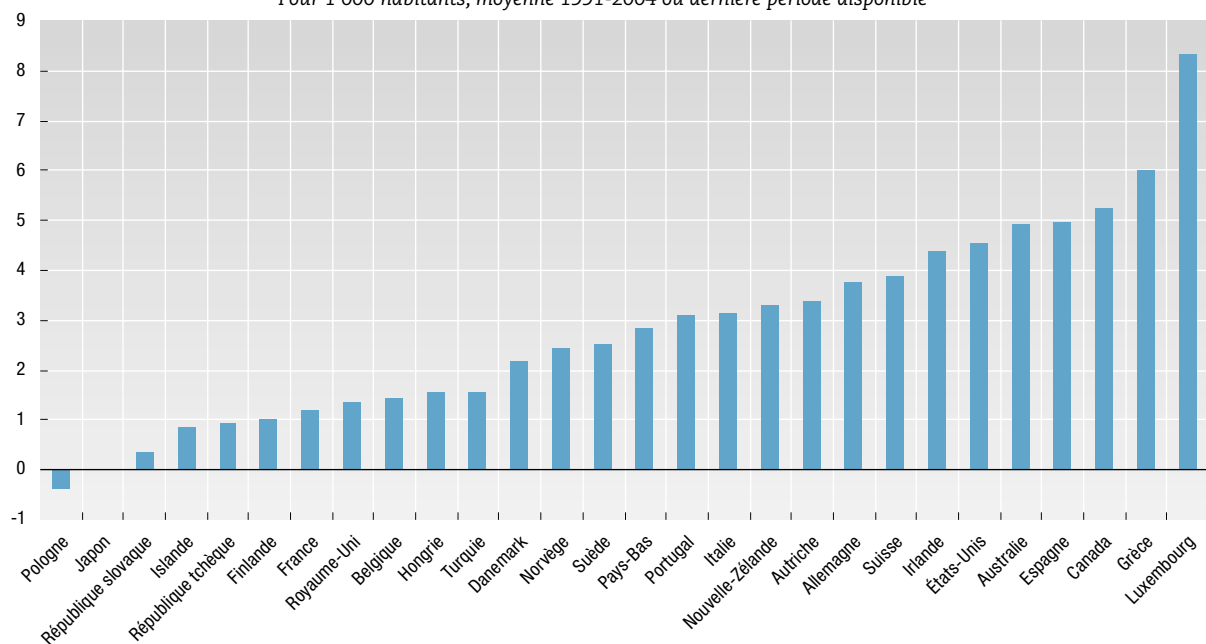
Pour 1 000 habitants

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	7.5	9.6	5.7	3.9	4.9	3.4	1.1	0.6	2.5	2.0	3.3	2.7	1.7	..
Australie	5.0	3.9	2.0	3.1	5.9	5.3	3.9	4.8	5.5	5.8	7.0	5.6	6.2	..
Autriche	9.9	9.1	4.2	0.4	0.3	0.5	0.2	1.1	2.5	2.2	2.2	4.2	4.4	6.2
Belgique	1.4	2.5	1.9	1.8	1.3	1.3	0.6	0.7	1.7	1.4	..	..	..	..
Canada	3.8	5.3	4.2	4.5	4.8	5.1	4.8	3.6	4.9	6.2	7.7	6.7	5.9	6.0
Danemark	2.1	2.1	2.1	1.9	5.5	3.2	2.3	2.1	1.7	1.7	2.2	1.7	1.1	0.9
Espagne	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	1.3	1.6	3.1	4.9	8.9	10.1	15.7	14.5	..
États-Unis	5.1	5.1	4.5	4.2	4.4	4.6	4.8	4.2	4.4	4.6	4.5	4.3	4.2	..
Finlande	2.6	1.6	1.6	0.6	0.6	0.6	0.8	0.6	0.6	0.4	1.2	1.0	1.0	1.1
France	1.6	1.6	1.2	0.9	0.7	0.6	0.7	0.8	1.0	1.2	1.4	1.6	1.7	1.7
Grèce	11.7	9.1	8.3	7.4	7.3	6.6	5.7	5.1	4.1	2.7	3.5	3.5	3.4	..
Hongrie	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.0	0.4	1.6	1.7
Irlande	1.4	0.5	-0.9	-0.8	1.6	4.6	5.1	4.5	6.4	8.4	10.0	8.4	7.8	..
Islande	4.3	-0.8	-0.4	-2.6	-2.6	-2.6	0.3	3.2	4.0	6.1	3.4	-1.0	-0.5	1.5
Italie	0.1	3.2	3.2	2.6	1.6	2.6	2.2	1.6	1.8	3.1	2.2	6.1	10.6	..
Japon	0.3	0.3	-0.1	-0.7	-0.4	-0.1	0.1	0.3	-0.1	0.3	..	..	..	..
Luxembourg	10.8	11.0	10.6	9.9	11.2	8.9	9.0	9.5	10.9	8.3	2.5	5.9	4.6	3.5
Norvège	1.9	2.3	3.0	1.6	1.4	1.4	2.5	3.2	4.3	2.0	1.8	3.7	2.4	2.8
Nouvelle-Zélande	1.8	1.3	3.9	5.5	7.7	6.6	2.0	-1.7	-2.3	-2.9	2.5	9.7	8.7	3.7
Pays-Bas	4.2	3.8	3.9	2.4	2.1	2.8	3.1	3.9	3.8	3.4	4.3	3.3	0.0	-1.4
Pologne	-0.4	-0.3	-0.4	-0.5	-0.5	-0.3	-0.3	-0.3	-0.4	-0.5	-0.4	-0.5	-0.4	-0.2
Portugal	-2.0	-0.5	1.6	1.7	2.2	2.6	2.9	3.2	3.7	4.6	6.3	6.8	6.1	4.5
République slovaque	0.2	0.4	0.3	0.9	0.5	0.4	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.6
République tchèque	0.3	1.1	0.5	1.0	1.0	1.0	1.2	0.9	0.9	0.6	-0.8	1.2	2.5	1.8
Royaume-Uni	1.3	-0.1	0.3	0.8	1.0	0.9	0.9	1.7	2.3	2.5	2.5	2.5	..	..
Suède	2.8	2.3	3.7	5.8	1.2	0.7	0.7	1.2	1.6	2.8	3.3	3.5	3.2	2.8
Suisse	9.0	5.8	5.7	4.4	2.1	-0.8	-1.0	0.2	2.3	2.8	5.8	6.7	5.9	5.6
Turquie	1.7	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/270372460700>

## Migration nette

Pour 1 000 habitants, moyenne 1991-2004 ou dernière période disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/585234358036>

## MIGRATIONS DES PERSONNES AYANT FAIT DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

Dans beaucoup de pays, les personnes nées à l'étranger représentent un pourcentage non négligeable des individus ayant fait des études supérieures. De nombreux pays de l'OCDE « gagnent » plus qu'ils ne « perdent » du fait des migrations de personnes possédant un haut niveau de formation.

### Définition

Le tableau représente le nombre de personnes nées à l'étranger ayant fait des études supérieures qui vivent dans les pays de l'OCDE ou en sont originaires, en pourcentage du nombre total de résidents ayant le même niveau de formation.

Les niveaux d'études supérieures, qui ont été définis conformément à la *Classification internationale type de l'éducation* (CITE, 1998) comprennent les niveaux 5A, 5B et 6. Les niveaux d'études atteints pour les cursus effectués hors du pays de résidence ont été classés dans les recensements nationaux en fonction des catégories d'enseignement du pays de résidence. En conséquence, ils sont parfois approximatifs.

### Comparabilité

Les données proviennent d'une collecte spéciale effectuée en 2003 en collaboration avec les bureaux nationaux de la

statistique. Les sources de données sont essentiellement la série de recensements de la population de 2000 mais incluent également les registres de population ou ceux des établissements d'enseignement pour quelques pays et les enquêtes sur la population active pour deux pays. Les années de référence varient : elles vont de 1999 à 2001. La couverture des pays de naissance et les réponses aux questions sur le pays de naissance dans les recensements ne sont pas toujours complètes. Les données relatives aux émigrés ont été obtenues en faisant la somme, pour un pays d'origine donné, des informations sur les immigrés provenant de ce pays présents dans l'ensemble des autres pays de l'OCDE. Les émigrants à destination des pays non membres de l'Organisation ne sont pas pris en compte parce qu'aucune collecte de données n'a été effectuée concernant ces pays. Le terme « net » de l'intitulé de la dernière colonne n'est donc pas totalement exact puisqu'il ne tient pas compte des personnes des pays de l'OCDE possédant une formation supérieure qui ont émigré vers des pays n'appartenant pas à la zone OCDE. Les données se fondent sur la population de résidents nés à l'étranger pour tous les pays sauf les deux (petits) sous-groupes de pays de naissance qui ne sont pas identifiés de manière spécifique dans les deux pays pour lesquels on s'est servi des enquêtes sur la population active.

La formation supérieure à laquelle il est fait référence n'a pas forcément été acquise par le migrant dans son pays de naissance. Celui-ci peut avoir émigré à un âge précoce et atteint son niveau d'études supérieures dans le pays d'accueil. Les immigrés peuvent aussi avoir étudié auparavant dans le pays hôte ou dans un autre pays, et être restés dans ce pays ou y avoir émigré par la suite. Le fait que les immigrés possédant un haut niveau de formation soient plus nombreux que les émigrés dans la même situation ne saurait donc être interprété simplement comme un « gain » pour le pays d'accueil. Enfin, les résultats correspondent à l'effet cumulé des mouvements migratoires de ces dernières décennies. Ils ne sont pas nécessairement représentatifs des mouvements récents.

### En bref

Dans l'ensemble de la zone OCDE, environ 4 % des personnes possédant un haut niveau de formation sont des immigrés provenant d'autres pays de l'Organisation. Celles qui sont originaires de pays non membres de l'OCDE représentent quelque 6 % de la totalité des résidents ayant atteint un niveau d'études supérieures.

C'est dans les pays « d'installation » traditionnels comme en Australie, au Canada et aux États-Unis mais aussi au Luxembourg et en Suisse que les effectifs de personnes nées à l'étranger et diplômées de l'enseignement supérieur sont les plus nombreux. La Nouvelle-Zélande fait exception à cet égard parmi les pays d'installation en raison de la proportion exceptionnellement forte de natifs de ce pays possédant un diplôme de l'enseignement supérieur qui vivent dans d'autres pays de l'OCDE (24 %). Parmi les autres pays comptant beaucoup plus de résidents nés à l'étranger que de ressortissants vivant dans d'autres pays de l'OCDE possédant un haut niveau de formation, citons la Suède et la France (8 à 9 %).

Par ailleurs, les pays dont un fort pourcentage d'anciens résidents ayant suivi des études supérieures vivent dans d'autres pays de l'OCDE incluent l'Irlande et la Nouvelle-Zélande (avec près de 25 %), l'Autriche, la Suisse, le Royaume-Uni, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal et la République slovaque (plus de 10 % dans tous les cas), et la République tchèque, l'Allemagne et les Pays-Bas (avec près de 9 %).

Bon nombre de pays affichent un solde migratoire global presque nul à cet égard, surtout parce qu'ils « gagnent » autant qu'ils « perdent » à l'occasion des migrations intra-OCDE (Autriche, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande) ou qu'ils n'enregistrent pas beaucoup de mouvements d'une manière générale (Japon et Corée).

### Source

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Migration and Student Performance*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Dumont, J.-C. et G. Lemaître (2005), *Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 25, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Regards sur l'éducation – Base de données de l'OCDE*.
- *Statistiques des migrations internationales*.



## MIGRATIONS DES PERSONNES AYANT FAIT DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

## Personnes nées à l'étranger diplômées de l'enseignement supérieur

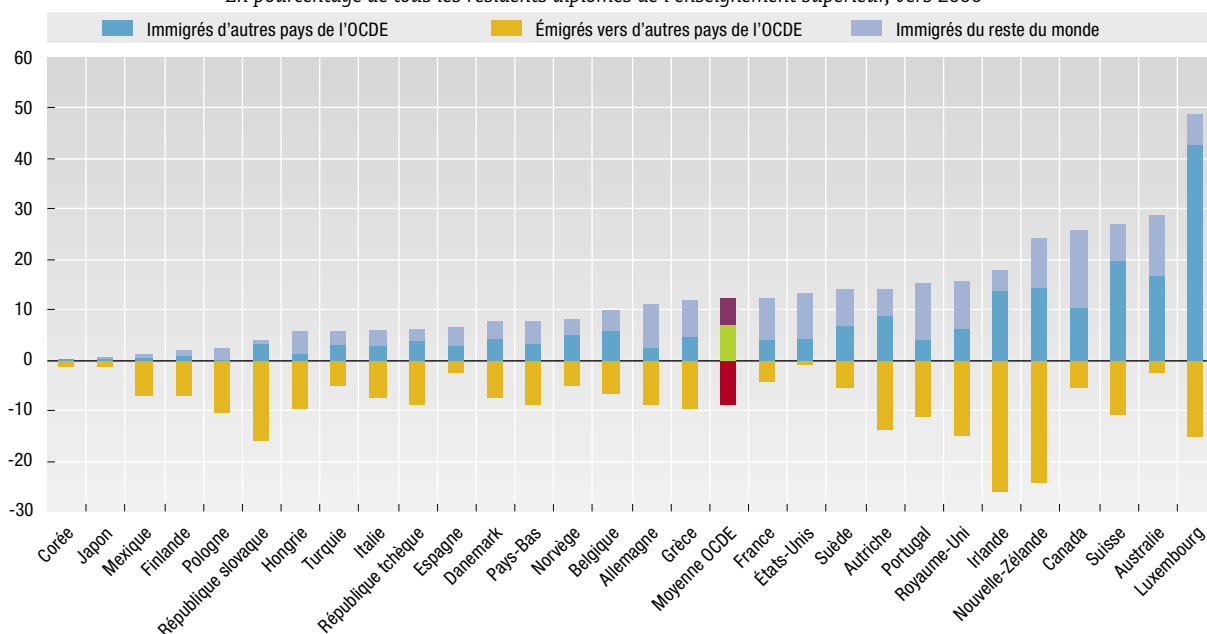
En pourcentage de tous les résidents diplômés de l'enseignement supérieur, vers 2000

	Immigrés d'autres pays de l'OCDE	Émigrés vers d'autres pays de l'OCDE	Immigrés moins émigrés dans la zone OCDE	Immigrés du reste du monde	Personnes nées à l'étranger diplômées de l'enseignement supérieur, total net
Allemagne	2.70	8.86	-6.16	2.26	-3.90
Australie	16.82	2.41	14.41	12.05	26.46
Autriche	9.10	13.81	-4.71	5.22	0.51
Belgique	5.94	6.44	-0.50	4.19	3.68
Canada	10.30	5.42	4.88	15.54	20.43
Corée	0.19	1.40	-1.21	0.22	-1.00
Danemark	4.45	7.33	-2.88	3.18	0.29
Espagne	2.75	2.28	0.46	3.78	4.25
États-Unis	4.25	0.70	3.55	9.17	12.71
Finlande	0.89	6.79	-5.90	1.27	-4.63
France	4.21	4.43	-0.22	8.17	7.95
Grèce	4.76	9.39	-4.64	7.33	2.69
Hongrie	1.37	9.66	-8.29	4.46	-3.83
Irlande	14.00	26.13	-12.13	4.04	-8.09
Italie	2.76	7.29	-4.53	3.34	-1.18
Japon	0.17	1.08	-0.92	0.52	-0.39
Luxembourg	43.12	15.44	27.68	5.81	33.48
Mexique	0.81	6.93	-6.12	0.50	-5.62
Norvège	5.16	4.90	0.26	2.96	3.22
Nouvelle-Zélande	14.56	24.38	-9.82	10.04	0.22
Pays-Bas	3.33	8.93	-5.61	4.37	-1.24
Pologne	0.40	10.23	-9.83	2.28	-7.55
Portugal	4.14	11.18	-7.04	11.15	4.11
République slovaque	3.29	16.04	-12.75	0.86	-11.89
République tchèque	4.14	8.68	-4.54	2.22	-2.32
Royaume-Uni	6.49	14.86	-8.36	9.37	1.01
Suède	6.93	5.39	1.54	7.28	8.83
Suisse	19.96	10.81	9.15	7.28	16.42
Turquie	3.42	4.92	-1.50	2.65	1.16
Moyenne OCDE	6.91	8.83	-1.92	5.22	3.30

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/381280331867>

## Personnes nées à l'étranger diplômées de l'enseignement supérieur

En pourcentage de tous les résidents diplômés de l'enseignement supérieur, vers 2000

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/687876453413>



# ÉVOLUTIONS MACROÉCONOMIQUES

## PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

TAILLE DU PIB

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

PIB RÉGIONAL

## CROISSANCE ÉCONOMIQUE

ÉVOLUTION DU PIB

ÉPARGNE DES MÉNAGES

TAUX D'INVESTISSEMENT

INFLATION

PRODUCTION D'ACIER

## PRODUCTIVITÉ

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

PRODUCTIVITÉ MULTIFACTORIELLE

## STRUCTURE ÉCONOMIQUE

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

## TAILLE DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est le moyen standard de mesurer les revenus des activités productives. Le PIB est utilisé comme indicateur de la taille de l'économie, et le PIB par habitant sert à estimer le niveau de vie économique de la population. Chaque pays calcule le PIB dans sa monnaie. Afin de comparer les pays, ces estimations doivent être converties dans une monnaie commune. Souvent, cette conversion est effectuée à l'aide des taux de change, mais cette méthode ne permet pas de comparer les volumes réels de biens et de services dans le PIB. C'est pourquoi les comparaisons de PIB réel entre pays ne peuvent se faire qu'en utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA) pour convertir le PIB de chaque pays en une monnaie commune (cf. taux de conversion).

### Définition

Le produit intérieur brut peut être mesuré de trois manières différentes : en faisant la somme des revenus du travail, des bénéfices nets et de l'amortissement ; en déduisant la consommation intermédiaire de la production brute ; ou en faisant la somme des dépenses de consommation, des investissements, de la variation des stocks et des exportations nettes.

### Tendances à long terme

Les États-Unis ont, de loin, le plus grand PIB des pays de l'OCDE. Depuis 1997, leur PIB a même dépassé le PIB cumulé de l'Union européenne à 15 États membres. Le Japon vient en deuxième position, suivi à une certaine distance par les quatre grands États membres de l'UE – l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. Viennent ensuite l'Espagne, le Mexique, la Corée et le Canada. Ce classement est resté à peu près inchangé au cours de la période examinée, mais en 1991, le PIB cumulé des 15 États membres de l'UE dépassait légèrement celui des États-Unis.

Le PIB par habitant, pour l'ensemble de la zone OCDE, était proche de 28 500 dollars EU en 2004 ; ce chiffre est à comparer à un montant de 9 300 dollars EU pour l'ensemble des pays généralement considérés comme étant « en développement ». Six pays de l'OCDE avaient un revenu par habitant supérieur à 32 000 dollars EU – le Luxembourg, les États-Unis, la Norvège, l'Irlande, la Suisse et l'Islande. Presque la moitié des 30 pays membres de l'OCDE avaient un PIB par habitant compris entre 25 000 et 32 000 dollars EU, tandis que 10 pays avaient un PIB par habitant inférieur à 25 000 dollars EU. La Turquie, le Mexique et les quatre nouveaux pays membres d'Europe centrale avaient le PIB par habitant le moins élevé. Il convient de noter que les estimations du PIB comme celles des PPA comportent des erreurs statistiques et que les différences de 5 % ou moins entre le PIB par habitant de deux pays ne sont pas significatives.

À noter que pour les deux derniers tableaux, le total OCDE exclut la République tchèque, la République slovaque, la Hongrie et la Pologne.

Les PPA sont des convertisseurs de monnaies qui égalisent le pouvoir d'achat des différentes monnaies.

### Comparabilité

Pratiquement tous les pays de l'OCDE utilisent le *Système de comptabilité nationale* 1993. Cependant, les PIB par habitant du Luxembourg et de la Suisse sont surestimés par rapport à ceux d'autres pays. En effet, ces deux pays comptent de nombreux travailleurs frontaliers, qui contribuent au PIB mais sont exclus des chiffres de la population.

La généralisation de l'utilisation des indices-chaîne à la place des traditionnels indices de base fixe a créé un problème supplémentaire. Le *Système de comptabilité nationale* recommande l'utilisation des indices-chaîne car ils se basent sur un système de pondération plus récent ; mais leur introduction graduelle par les pays à des dates différentes a un impact inévitable sur la comparabilité, aussi bien dans le temps, qu'entre les pays.

Pour certains pays la dernière année est estimée par le Secrétariat. Pour plusieurs pays, les données historiques sont également des estimations de l'OCDE. En effet, dans le cas d'un changement méthodologique où seules les années récentes ont été fournies, les données historiques sont alors estimées en reliant mécaniquement la nouvelle et l'ancienne série.

### Source

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78, volume 2005-2*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.theworldeconomy.org](http://www.theworldeconomy.org).

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

#### Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Web

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

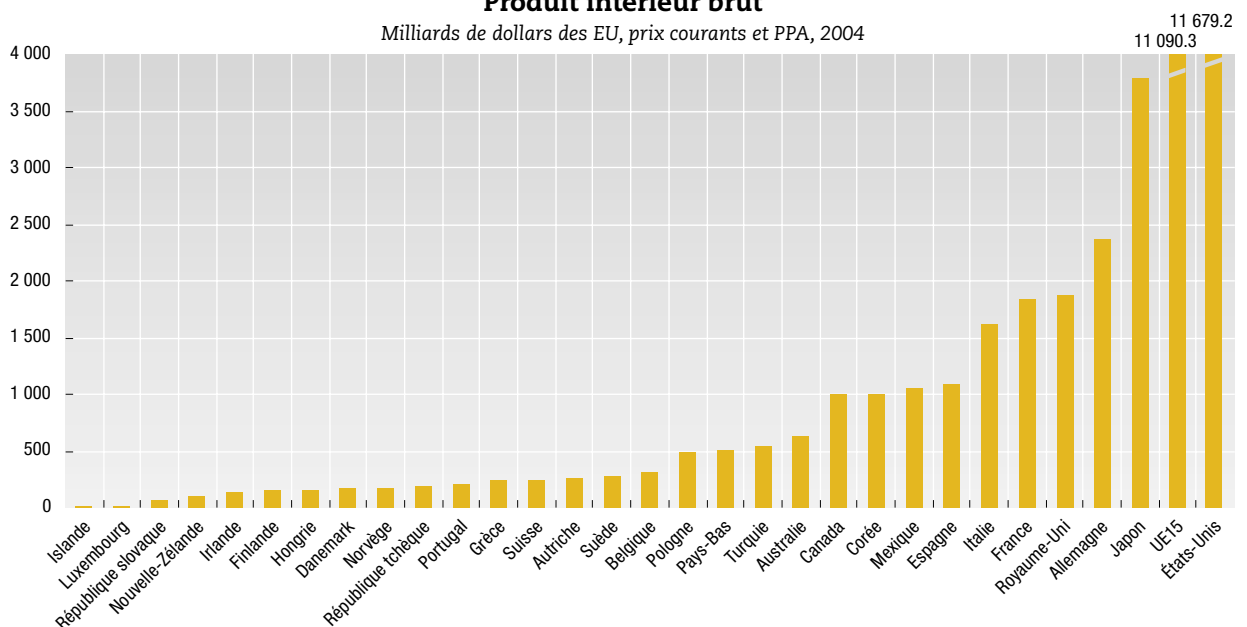

**Produit intérieur brut**

Milliards de dollars des EU, prix courants et PPA

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	1 559.2	1 630.7	1 654.7	1 734.5	1 803.4	1 860.6	1 902.9	1 953.2	2 004.8	2 102.0	2 166.6	2 237.9	2 281.4	2 359.9
Australie	297.5	314.7	333.5	355.8	381.4	400.7	424.5	451.0	480.7	508.9	536.5	567.2	602.0	632.0
Autriche	158.0	165.4	169.8	178.0	185.1	193.6	197.5	204.5	214.9	230.2	234.8	242.0	249.9	261.1
Belgique	189.5	196.8	199.4	210.2	219.6	225.7	234.0	241.9	250.8	269.1	283.0	295.8	307.3	321.4
Canada	541.5	558.8	585.0	626.1	656.6	679.9	720.6	758.4	812.5	860.2	896.5	924.9	961.8	1 003.0
Corée	398.1	431.2	468.2	518.9	578.0	630.2	670.5	631.5	701.4	768.6	817.4	878.6	922.5	1 005.3
Danemark	101.0	104.1	105.6	113.6	118.9	125.2	131.5	136.2	144.3	153.9	160.0	161.7	166.9	172.5
Espagne	557.4	575.5	582.7	609.2	638.7	668.0	698.0	741.7	796.3	849.3	907.0	981.4	1 052.3	1 090.8
États-Unis	5 946.9	6 286.8	6 604.3	7 017.5	7 342.3	7 762.3	8 250.9	8 694.6	9 216.2	9 764.8	10 075.9	10 417.6	10 918.5	11 679.2
Finlande	88.3	86.9	87.7	93.1	98.3	102.6	112.3	120.7	123.2	133.7	139.9	145.7	149.6	159.9
France	1 084.8	1 131.3	1 145.9	1 194.4	1 247.4	1 294.0	1 360.3	1 426.0	1 472.7	1 575.3	1 664.7	1 720.5	1 749.1	1 837.6
Grèce	122.9	126.6	127.4	132.7	138.3	143.8	152.2	158.9	165.6	177.8	189.9	210.1	225.8	239.8
Hongrie	86.4	85.6	87.1	91.6	94.8	98.1	103.1	108.8	114.0	122.7	134.9	145.9	152.9	161.2
Irlande	48.0	50.7	53.3	57.5	64.4	70.2	80.6	88.8	97.1	108.1	117.2	127.7	133.0	145.2
Islande	5.3	5.2	5.4	5.7	5.9	6.3	6.7	7.2	7.5	7.9	8.3	8.3	8.5	9.5
Italie	1 040.2	1 072.2	1 087.2	1 134.6	1 191.6	1 237.4	1 270.9	1 337.4	1 369.2	1 444.1	1 488.9	1 528.2	1 549.0	1 610.2
Japon	2 487.7	2 569.7	2 635.3	2 720.4	2 831.7	2 984.7	3 088.3	3 089.9	3 130.3	3 303.5	3 390.0	3 465.7	3 575.4	3 787.8
Luxembourg	10.8	11.3	12.0	12.8	13.2	13.9	15.2	16.8	19.1	21.5	22.1	23.3	24.3	26.1
Mexique	555.7	589.2	614.5	655.1	627.3	672.1	729.6	774.9	815.6	897.6	918.9	951.2	982.6	1 046.1
Norvège	82.0	86.6	91.0	97.8	104.2	115.1	122.4	121.0	133.9	163.0	167.5	166.2	169.4	178.0
Nouvelle-Zélande	49.5	51.5	55.4	60.0	63.5	66.3	69.5	70.6	75.7	79.3	83.6	88.5	93.8	100.0
Pays-Bas	283.9	294.7	303.5	318.8	335.1	350.7	369.6	388.9	404.2	435.1	467.5	483.4	493.7	507.6
Pologne	223.1	234.0	248.3	267.0	291.4	315.5	338.5	356.9	373.8	397.8	411.7	427.9	441.9	482.8
Portugal	116.3	120.3	120.5	124.2	132.2	137.9	146.2	156.0	166.4	177.7	186.3	195.1	196.2	204.0
République slovaque		36.2	37.8	40.9	44.2	48.0	50.4	52.8	53.9	58.1	62.0	67.8	70.8	77.0
République tchèque	113.3	115.4	118.1	123.2	133.2	141.8	141.4	140.6	143.2	149.7	158.6	169.2	176.8	188.6
Royaume-Uni	960.6	984.6	1 030.8	1 099.1	1 153.5	1 217.7	1 299.2	1 357.4	1 406.0	1 507.8	1 598.7	1 718.5	1 790.3	1 881.0
Suède	164.4	166.2	166.6	177.2	188.2	195.3	201.3	208.0	222.3	238.8	243.1	251.3	259.7	273.1
Suisse	169.1	173.0	176.6	182.2	186.7	186.8	197.4	205.1	206.4	219.0	222.8	238.6	242.3	252.0
Turquie	271.7	294.6	325.6	314.3	343.8	375.8	406.0	421.0	403.7	459.8	420.9	453.9	492.9	551.9
UE15	6 485.2	6 717.4	6 847.2	7 189.9	7 527.8	7 836.6	8 171.8	8 536.6	8 856.7	9 424.5	9 869.8	10 322.6	10 628.3	11 090.3
Total OCDE	17 290.2	18 078.8	18 742.0	19 743.9	20 649.1	21 716.8	22 858.2	23 761.8	24 840.6	26 457.2	27 408.0	28 483.4	29 598.1	31 335.0

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/727700644813>
**Produit intérieur brut**

Milliards de dollars des EU, prix courants et PPA, 2004


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/328003371470>

## TAILLE DU PIB

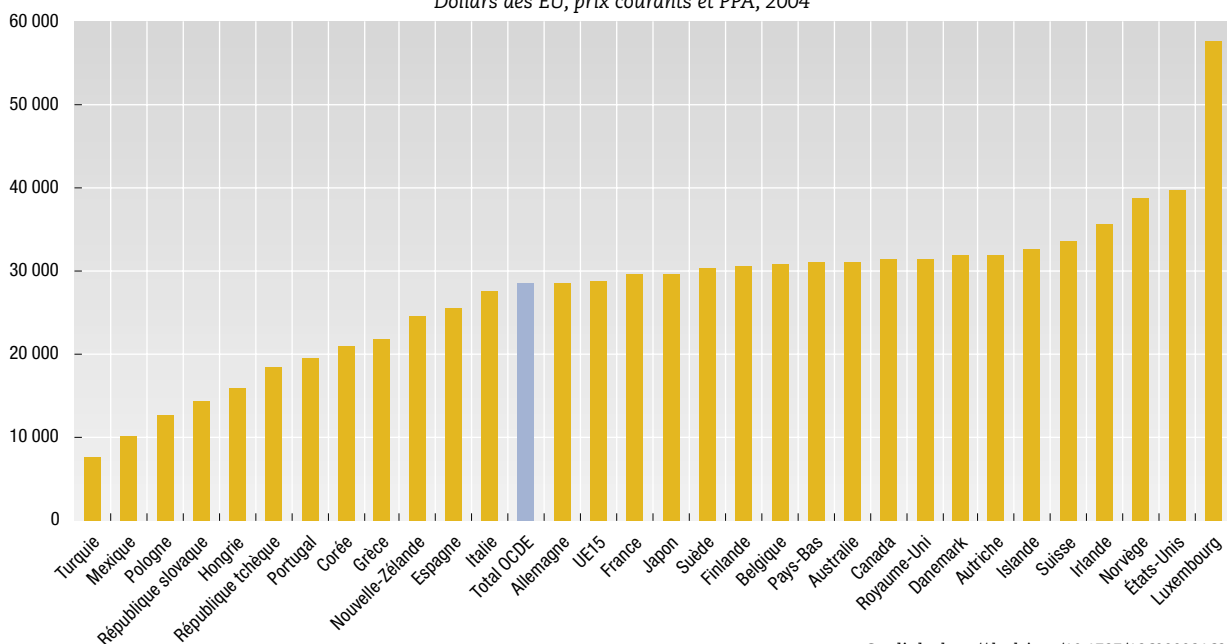
**PIB par habitant**

Dollars des EU, prix courants et PPA

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	19 494	20 233	20 384	21 303	22 084	22 719	23 191	23 811	24 422	25 576	26 313	27 132	27 647	28 605
Australie	17 113	17 898	18 780	19 818	20 963	21 752	22 812	23 974	25 250	26 405	27 473	28 713	30 104	31 231
Autriche	20 368	21 096	21 475	22 425	23 283	24 324	24 790	25 642	26 889	28 732	29 195	29 943	30 786	31 944
Belgique	18 938	19 591	19 771	20 778	21 662	22 226	22 991	23 714	24 538	26 264	27 524	28 630	29 627	30 851
Canada	19 317	19 699	20 397	21 590	22 410	22 962	24 095	25 147	26 723	28 029	28 898	29 482	30 380	31 395
Corée	9 195	9 857	10 594	11 623	12 818	13 843	14 592	13 644	15 047	16 351	17 261	18 453	19 279	20 907
Danemark	19 589	20 128	20 355	21 820	22 730	23 800	24 877	25 682	27 117	28 832	29 868	30 081	30 965	31 932
Espagne	14 202	14 630	14 779	15 423	16 148	16 866	17 591	18 643	19 926	21 093	22 272	23 755	25 051	25 582
États-Unis	23 456	24 470	25 374	26 636	27 542	28 780	30 228	31 485	32 994	34 574	35 309	36 142	37 510	39 732
Finlande	17 603	17 226	17 320	18 298	19 243	20 010	21 855	23 426	23 848	25 828	26 963	28 016	28 689	30 594
France	18 554	19 255	19 421	20 172	20 994	21 703	22 735	23 748	24 414	25 966	27 271	28 009	28 303	29 554
Grèce	11 790	12 057	12 070	12 515	13 003	13 426	14 126	14 669	15 213	16 287	17 345	19 119	20 482	21 689
Hongrie	8 347	8 295	8 462	8 923	9 180	9 518	10 019	10 594	11 133	12 018	13 244	14 365	15 091	15 946
Irlande	13 607	14 268	14 909	16 046	17 875	19 368	22 013	23 924	25 882	28 451	30 383	32 535	33 322	35 767
Islande	20 561	20 096	20 510	21 605	21 950	23 396	24 625	26 181	27 062	28 252	29 265	28 907	29 358	32 590
Italie	18 329	18 858	19 057	19 835	20 796	21 559	22 098	23 224	23 752	25 001	25 705	26 325	26 681	27 699
Japon	20 075	20 670	21 138	21 770	22 551	23 714	24 478	24 429	24 709	26 027	26 632	27 196	28 016	29 664
Luxembourg	27 985	28 757	30 222	31 578	32 213	33 352	36 137	39 412	44 098	49 118	50 053	52 154	54 017	57 704
Mexique	6 563	6 832	6 999	7 332	6 957	7 293	7 767	8 089	8 391	9 098	9 184	9 381	9 567	10 059
Norvège	19 230	20 208	21 108	22 555	23 902	26 281	27 777	27 298	30 011	36 305	37 113	36 609	37 108	38 765
Nouvelle-Zélande	14 079	14 505	15 411	16 458	17 126	17 617	18 264	18 437	19 650	20 473	21 365	22 270	23 230	24 498
Pays-Bas	18 840	19 414	19 848	20 724	21 677	22 586	23 683	24 764	25 565	27 329	29 138	29 939	30 427	31 191
Pologne	5 834	6 099	6 457	6 927	7 551	8 170	8 758	9 230	9 671	10 398	10 762	11 193	11 569	12 647
Portugal	11 667	12 071	12 083	12 427	13 180	13 715	14 490	15 406	16 361	17 374	18 104	18 820	18 793	19 388
République slovaque	..	6 825	7 091	7 658	8 246	8 924	9 361	9 801	9 998	10 766	11 477	12 604	13 165	14 309
République tchèque	10 994	11 180	11 430	11 924	12 896	13 742	13 721	13 657	13 923	14 573	15 516	16 585	17 329	18 467
Royaume-Uni	16 724	17 099	17 860	18 995	19 879	20 936	22 279	23 213	23 960	25 605	27 045	28 969	30 061	31 436
Suède	19 080	19 175	19 112	20 185	21 319	22 085	22 760	23 505	25 093	26 920	27 322	28 152	28 987	30 361
Suisse	24 575	24 919	25 266	25 897	26 360	26 285	27 753	28 755	28 795	30 384	30 580	32 492	32 719	33 678
Turquie	4 741	5 044	5 473	5 189	5 577	5 994	6 369	6 499	6 133	6 816	6 135	6 520	6 971	7 687
UE15	17 632	18 180	18 450	19 312	20 163	20 933	21 770	22 691	23 474	24 885	25 939	26 995	27 670	28 741
Total OCDE	17 450	18 077	18 572	19 404	20 139	21 005	21 932	22 623	23 475	24 796	25 479	26 277	27 103	28 486

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/810133560072>
**PIB par habitant**

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2004


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/186323381684>

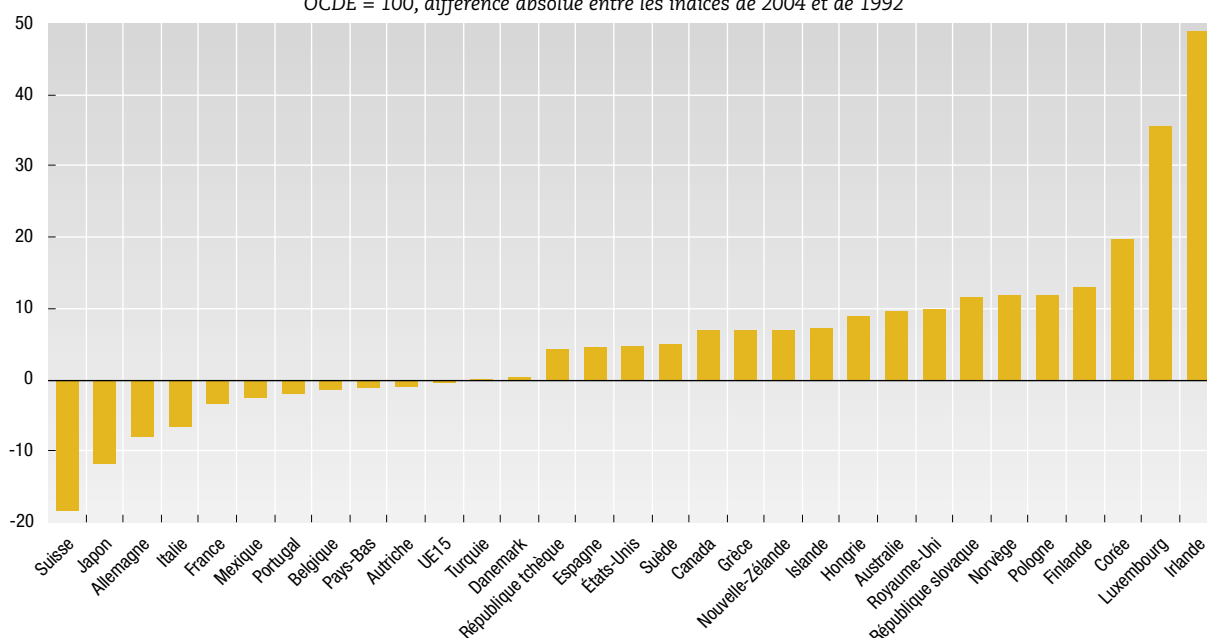

**Indices de PIB par habitant en volume**

OCDE = 100, aux prix de 2000 et PPA

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	108.3	108.5	106.3	106.4	106.3	104.7	103.5	103.6	103.1	103.1	103.9	103.0	101.6	100.6
Australie	99.9	101.1	103.5	104.3	105.5	105.8	106.4	108.7	108.8	106.5	108.8	110.2	111.7	110.8
Autriche	115.4	115.3	114.3	114.2	114.3	114.5	113.4	115.0	115.7	115.9	116.0	115.7	115.5	114.4
Belgique	106.7	106.5	104.6	105.2	105.7	104.5	104.9	104.7	105.3	105.9	106.0	105.6	105.3	105.1
Canada	108.7	107.0	107.8	109.2	109.2	107.4	107.9	109.2	111.6	113.0	113.4	114.8	114.6	113.9
Corée	52.0	53.8	56.2	59.0	62.7	65.0	65.6	59.5	63.1	65.9	67.8	71.5	72.6	73.6
Danemark	113.0	113.4	112.4	115.6	116.6	116.5	116.5	116.4	116.0	116.3	116.3	115.6	114.7	113.8
Espagne	82.1	81.7	80.3	80.2	80.9	81.0	81.8	83.5	84.6	85.1	86.8	87.2	87.3	86.3
États-Unis	134.1	135.0	136.2	136.9	136.4	136.8	137.5	138.9	140.0	139.4	138.6	138.4	139.1	139.9
Finlande	100.4	94.8	92.8	93.8	95.1	96.2	99.1	101.8	102.4	104.2	104.7	105.9	107.0	107.7
France	106.9	107.1	105.1	104.5	104.8	103.3	102.6	103.8	104.2	104.7	105.9	105.7	104.7	103.7
Grèce	67.3	66.5	64.8	64.3	64.4	64.0	64.1	64.7	65.0	65.7	68.3	70.1	72.3	73.5
Hongrie	46.7	44.8	44.5	44.9	44.5	44.2	45.0	46.4	47.3	48.5	50.3	51.8	52.9	53.8
Irlande	75.4	76.3	77.6	79.9	85.8	90.2	96.4	101.6	108.9	114.7	119.4	123.6	124.6	125.2
Islande	114.1	107.6	106.9	107.8	105.5	108.0	109.1	111.9	112.6	113.9	114.9	110.7	113.4	114.9
Italie	106.3	105.6	103.8	103.4	104.5	103.2	102.2	101.9	101.0	100.8	102.0	101.4	100.5	99.0
Japon	115.7	115.0	114.5	112.8	112.6	113.7	112.3	108.7	105.8	105.0	104.5	103.3	103.3	103.3
Luxembourg	170.9	169.5	173.4	173.4	170.5	169.9	176.7	182.9	189.7	198.1	199.2	200.4	202.1	205.0
Mexique	37.9	38.1	38.0	38.1	34.8	35.0	35.7	36.1	36.0	36.7	36.1	35.6	35.2	35.4
Norvège	132.7	134.6	136.9	140.0	142.9	146.4	149.0	149.1	147.6	146.4	149.2	148.9	146.9	146.4
Nouvelle-Zélande	81.2	80.3	84.0	85.2	85.9	85.7	83.7	81.9	83.6	82.6	84.3	86.2	86.8	87.3
Pays-Bas	107.2	106.6	106.1	106.0	106.8	107.2	107.8	109.6	110.5	110.2	110.6	109.7	106.9	105.4
Pologne	32.7	33.0	33.9	34.9	36.6	37.9	39.4	40.5	41.1	41.9	42.2	42.5	43.7	44.9
Portugal	68.3	68.2	66.5	65.4	66.9	67.5	68.1	69.6	70.2	70.1	70.6	69.8	67.8	66.1
République slovaque	..	38.1	38.5	39.8	41.3	42.8	43.4	44.3	43.9	43.4	44.9	46.8	48.4	49.7
République tchèque	60.5	59.4	59.1	59.0	61.5	62.7	60.7	58.9	58.2	58.8	60.4	61.0	62.5	63.7
Royaume-Uni	98.0	96.8	98.4	100.2	101.0	101.3	101.4	102.4	102.6	103.3	104.8	105.8	106.7	106.8
Suède	108.6	105.4	102.2	103.3	105.1	104.0	103.6	105.3	107.3	108.6	109.1	110.0	109.9	110.5
Suisse	137.3	134.4	132.6	130.1	127.6	125.0	123.8	124.6	122.5	122.5	122.1	120.6	117.9	116.0
Turquie	27.5	28.2	29.8	27.1	28.0	28.8	29.7	29.5	27.0	27.5	24.9	26.3	27.1	28.3
UE15	100.9	100.4	99.2	99.4	100.0	99.3	99.0	99.8	100.0	100.4	101.5	101.4	100.8	100.0
Total OCDE	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/547628723083>
**Changement dans les indices de PIB par habitant en volume**

OCDE = 100, différence absolue entre les indices de 2004 et de 1992


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/415121480033>



## REVENU NATIONAL PAR HABITANT

Si le produit intérieur brut par habitant est l'indicateur le plus communément utilisé pour comparer les niveaux de revenu, deux autres mesures sont préférées par plusieurs analystes. Il s'agit, du revenu national brut (RNB) et du revenu national net (RNN) par habitant.

### Définition

Le revenu national brut (RNB) est défini comme le PIB augmenté des recettes nettes en provenance de l'étranger au titre des salaires et traitements et des revenus de la propriété.

Les salaires et traitements en provenance de l'étranger sont ceux qui sont perçus par des résidents, c'est-à-dire des personnes qui ne travaillent à l'étranger que pour de brèves périodes et dont le centre d'intérêt économique demeure dans leur pays d'origine. Les travailleurs invités et les autres travailleurs migrants qui vivent à l'étranger pendant douze mois ou plus sont considérés comme des résidents du pays dans lequel ils travaillent. Ces personnes peuvent envoyer une partie de leurs gains à des parents dans leur pays d'origine, mais ces remises sont assimilées à des transferts entre ménages résidents et non résidents et ne sont pas comptabilisées dans les recettes nettes de source étrangère au titre des salaires et traitements.

Les revenus de la propriété en provenance de l'étranger sont les intérêts, les dividendes et la totalité ou une partie des bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées en tout ou partie par des résidents. Dans la plupart des pays, les rentrées nettes de revenus de la propriété représentent la plus grande part de la différence entre le PIB et le RNB. Il est à noter que les bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées par des résidents peuvent ne pas revenir effectivement aux résidents en question et que dans certains pays le rapatriement des bénéfices est soumis à des restrictions. La rentrée de bénéfices non distribués constitue une imputation, et en l'absence de transaction effective il faut comptabiliser une sortie imputée d'un montant identique. La sortie imputée est traitée comme une transaction en

capital (réinvestissement de bénéfices à l'étranger) et non comme une sortie de revenus de la propriété. Les pays qui détiennent de vastes stocks d'investissements directs à l'étranger peuvent apparaître comme ayant d'importantes rentrées de revenus de source étrangère et, partant, un RNB élevé, alors même qu'une grande partie des revenus de la propriété ne sont sans doute jamais effectivement rapatriés.

La dépréciation, qui est déduite du RNB pour obtenir le revenu national net (RNN), représente la perte de valeur marchande des immobilisations – logements, bâtiments, machines, matériel de transport et infrastructures physiques – sous l'effet de l'usure et de l'obsolescence.

### Comparabilité

Le RNB et le RNN sont compilés d'après les définitions du *Système de comptabilité nationale* de 1993. Toutefois, la mesure des flux internationaux de salaires et traitements et de revenus de la propriété, mais aussi de la dépréciation, se heurte à des difficultés pratiques. C'est pourquoi le PIB par habitant, quoique théoriquement inférieur en qualité au RNB ou au RNN, est l'indicateur de revenu ou de bien-être le plus largement utilisé.

### Source

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78, volume 2005-2*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.theworldeconomy.org](http://www.theworldeconomy.org).

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

#### Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Web

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

### Tendances à long terme

Dans le graphique, les pays sont classés en fonction de leur RNN, qui est généralement inférieur de 14-15 % au RNB. On notera que le choix de l'indicateur de revenu a peu d'incidence sur le classement des pays ; les pays qui gagneraient plus d'une place dans le classement en fonction du RNB sont le Japon, l'Australie, les Pays-Bas, la Belgique et le Danemark, et ceux qui perdraient plus d'une place sont l'Islande, la France, la Suède et l'Irlande.

Pour la période représentée, la croissance du RNB par habitant reflète celle du PIB par habitant, avec en tête la Norvège, la Corée et l'Irlande, tandis que la Turquie, l'Allemagne, le Japon et la Suisse enregistrent les taux de croissance les plus bas.

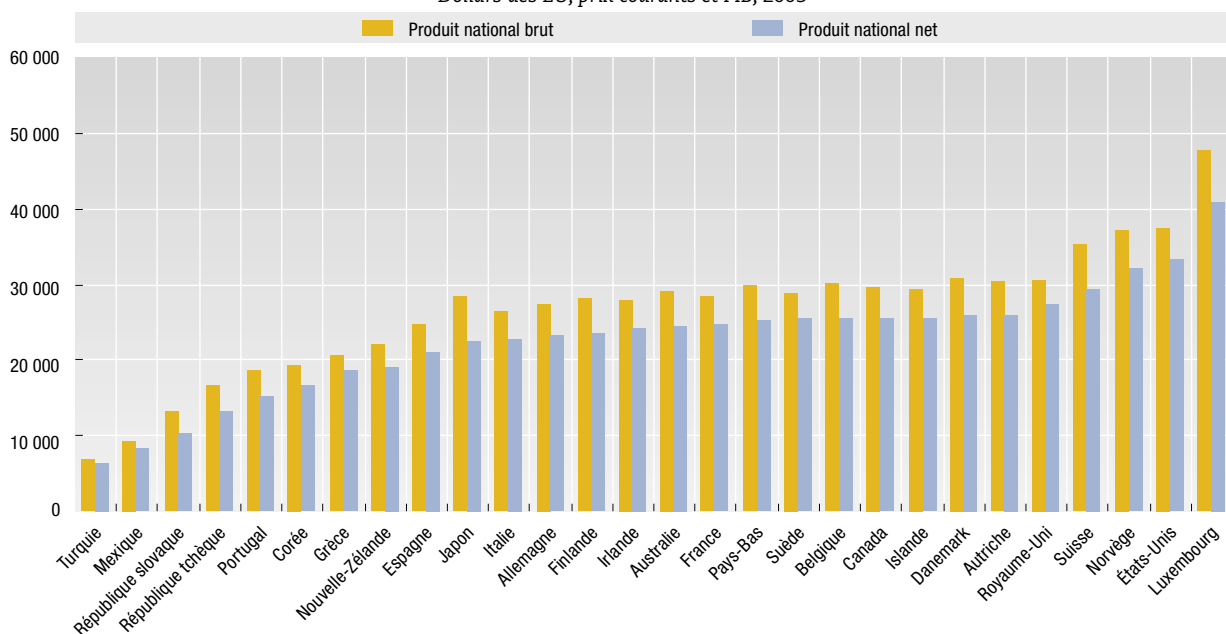

**Revenu national brut par habitant**

Dollars des EU, prix courants et PPA

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Australie	16 449	17 303	18 205	19 055	20 146	20 963	22 074	23 225	24 511	25 666	26 730	27 900	29 243	..
Autriche	20 201	20 959	21 341	22 256	22 884	24 078	24 422	25 239	26 321	28 180	28 495	29 572	30 447	31 559
Belgique	19 046	19 697	20 074	21 259	22 109	22 669	23 446	24 219	25 043	26 758	28 016	29 315	30 189	31 287
Canada	18 676	18 986	19 694	20 808	21 625	22 183	23 342	24 322	25 821	27 306	28 089	28 779	29 692	30 738
République tchèque	..	11 258	11 385	11 918	12 832	13 538	13 496	13 413	13 605	14 212	14 955	15 787	16 553	..
Danemark	19 068	19 674	20 032	21 499	22 486	23 496	24 525	25 392	26 889	28 223	29 447	29 723	30 768	31 797
Finlande	16 987	16 418	16 382	17 552	18 601	19 467	21 433	22 870	23 492	25 568	26 833	28 075	28 279	30 486
France	18 604	19 264	19 609	20 254	21 029	21 816	22 884	23 927	24 788	26 323	27 594	28 085	28 432	29 711
Allemagne	19 583	20 308	20 415	21 189	21 920	22 599	23 023	23 565	24 161	25 336	26 051	26 826	27 441	28 609
Grèce	12 157	12 472	12 445	12 907	13 415	13 801	14 522	15 066	15 415	16 429	17 361	19 129	20 463	21 714
Hongrie	..	..	7 960	8 361	8 544	8 828	9 173	9 675	10 269	11 369	12 525	13 568	14 329	..
Islande	20 178	19 789	20 180	21 116	21 539	23 082	24 318	25 846	26 785	27 785	28 659	29 357	29 351	32 761
Irlande	12 575	13 019	13 664	14 773	16 181	17 666	19 776	21 303	22 374	24 597	25 761	26 915	27 922	30 330
Italie	18 015	18 487	18 696	19 451	20 443	21 262	21 895	22 984	23 596	24 797	25 520	26 113	26 471	27 541
Japon	20 207	20 842	21 320	21 940	22 725	23 968	24 796	24 758	25 020	26 354	27 070	27 643	28 496	..
Corée	9 181	9 841	10 572	11 593	12 774	13 790	14 512	13 422	14 872	16 281	17 230	18 475	19 299	20 935
Luxembourg	30 681	31 361	32 336	32 550	34 239	35 474	36 600	39 347	43 110	44 485	46 595	47 735	47 816	..
Mexique	6 386	6 653	6 799	7 114	6 638	6 992	7 525	7 835	8 172	8 880	8 985	9 205	9 382	..
Pays-Bas	18 781	19 266	19 836	20 846	21 937	22 699	23 948	24 360	25 614	27 445	28 930	29 515	29 987	30 771
Nouvelle-Zélande	13 157	13 599	14 324	15 336	16 018	16 301	17 104	17 541	18 455	19 193	20 218	21 142	22 083	..
Norvège	18 597	19 762	20 605	22 157	23 592	25 969	27 481	27 072	29 650	35 949	36 851	36 708	37 331	38 870
Pologne	5 622	5 816	6 200	6 866	7 440	8 112	8 694	9 166	9 612	10 307	10 682	11 083	11 368	..
Portugal	11 547	12 002	12 023	12 313	13 123	13 601	14 283	15 175	16 105	16 956	17 630	18 532	18 540	19 006
République slovaque	..	..	7 058	7 627	8 314	9 026	9 420	9 846	9 972	10 715	11 477	12 587	13 155	14 166
Espagne	14 167	14 579	14 786	15 229	16 153	16 800	17 482	18 475	19 770	20 905	21 885	23 378	24 654	25 280
Suède	18 595	18 443	18 269	19 622	20 766	21 516	22 241	23 163	24 855	26 718	27 075	28 071	28 982	30 711
Suisse	25 377	25 636	26 108	26 528	27 231	27 252	29 322	30 556	30 856	32 928	32 285	33 639	35 305	36 489
Turquie	4 774	5 091	5 516	5 215	5 643	6 078	6 492	6 660	6 202	6 871	6 068	6 460	6 911	7 659
Royaume-Uni	16 529	16 983	17 729	19 003	19 801	20 879	22 295	23 453	23 843	25 634	27 267	29 571	30 669	32 124
États-Unis	23 290	24 185	24 960	26 195	27 296	28 562	30 090	31 615	33 243	35 162	35 776	36 321	37 582	39 653

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/304041513773>
**Revenu national brut et net par habitant**

Dollars des EU, prix courants et PIB, 2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/342876658673>

## PIB RÉGIONAL

Le PIB par habitant varie notablement d'un pays de l'OCDE à l'autre, mais ces disparités internationales sont souvent plus faibles que les écarts entre les régions d'un même pays. En 2002, dans les deux tiers des pays de l'OCDE, le PIB par habitant de la région la plus riche était au moins le double de celui de la région la plus pauvre.

### Définition

Le PIB régional est mesuré selon les définitions du *Système de comptabilité nationale* de 1993. Le PIB par habitant est calculé en divisant le PIB d'un pays ou d'une région par la population (nombre d'habitants) qui y réside.

L'indice de Gini donne une image plus précise des disparités régionales. Il prend en compte non seulement les régions ayant le PIB par habitant le plus élevé et le plus bas mais aussi les écarts entre toutes les régions. L'indice varie de 0 à 1 : plus sa valeur est élevée, plus grandes sont les disparités régionales. Celles-ci tendent à être sous-estimées lorsque la taille des régions est importante. C'est sans doute le cas pour l'Australie, le Canada, le Mexique et les États-Unis, où les chiffres du PIB ne sont disponibles que pour les régions du niveau territorial 2 (voir Population régionale).

### En bref

Les écarts de PIB par habitant entre régions d'un même pays sont souvent importants. En Turquie, par exemple, la région de Kocaeli a un PIB par habitant près de 11 fois plus élevé que la région de Hakkari. Au Royaume-Uni, le PIB par habitant de la région Inner London – West est plus de neuf fois supérieur à celui de l'île d'Anglesey.

Les différences observées dans le PIB régional par habitant tiennent sans doute pour partie au phénomène des migrations journalières. Travaillant dans une région et résidant dans une autre, les migrants journaliers tendent à augmenter le PIB par habitant de la région où ils sont employés et à abaisser le PIB par habitant de la région où ils résident. Dans plusieurs régions urbaines (Inner London – West, District of Columbia, Paris, par exemple), le PIB par habitant apparaît nettement « surestimé » du fait des migrations journalières.

Plus de 60 % des habitants des pays de l'OCDE résident dans des régions dont le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale. En République tchèque, en France, en Norvège, en Suède, en République slovaque, en Hongrie et au Mexique, au moins 75 % des habitants vivent dans des régions à faible PIB par habitant.

### Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité du PIB régional par habitant est affectée par les différences dans la définition du terme « région » (voir Population régionale). Le clivage urbain/rural est un autre facteur de distorsion. Ainsi, au Royaume-Uni, on pourrait contester la pertinence d'une comparaison entre la région fortement urbanisée de Londres et la région rurale des îles Shetland, bien que l'une et l'autre appartiennent au même niveau territorial. Pour tenir compte de ces différences, l'OCDE a établi une typologie régionale qui distingue les régions essentiellement urbaines, essentiellement rurales et intermédiaires. Cette typologie, qui repose sur le pourcentage de la population régionale vivant dans les collectivités rurales ou urbaines, permet de faire des comparaisons pertinentes entre régions relevant d'une même catégorie.

La typologie régionale de l'OCDE repose sur deux critères : le premier est la densité de la population, qui permet d'identifier les collectivités rurales. Une collectivité est considérée comme rurale si sa densité est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré (500 hab./km<sup>2</sup> pour le Japon, car la densité démographique nationale y dépasse les 300 hab./km<sup>2</sup>). Le second critère permet de classer les régions en fonction du pourcentage de la population vivant dans des collectivités rurales. Ainsi, on considère qu'une région est :

- *Essentiellement rurale*, si plus de 50 % de ses habitants vivent dans des collectivités rurales.
- *Essentiellement urbaine*, si moins de 15 % de ses habitants vivent dans des collectivités rurales.
- *Intermédiaire*, si 15 à 50 % de ses habitants vivent dans des collectivités rurales.

### Source

- OCDE Base de données régionales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Local Governance and the Drivers of Growth*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama des régions de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), « Mesurer les économies régionales », *Cahiers Statistiques de l'OCDE*, n° 6, février, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).

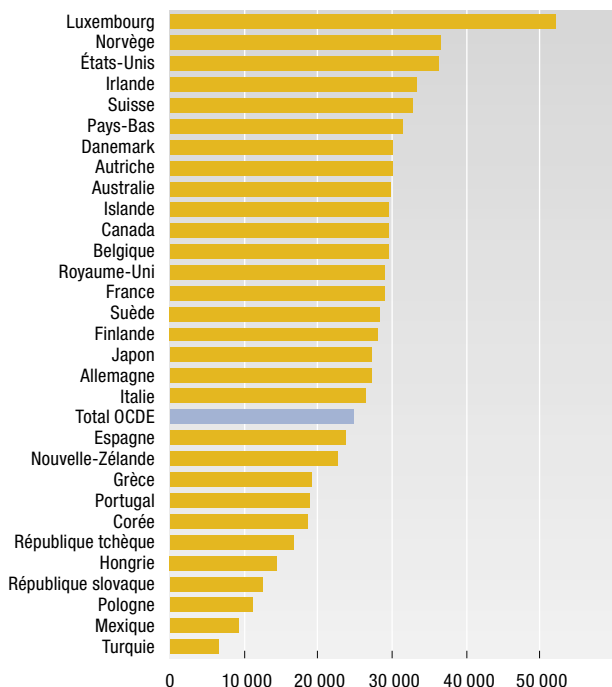
#### Sites Web

- OCDE Base de données régionales, [www.oecd.org/gov/territorialindicators](http://www.oecd.org/gov/territorialindicators).



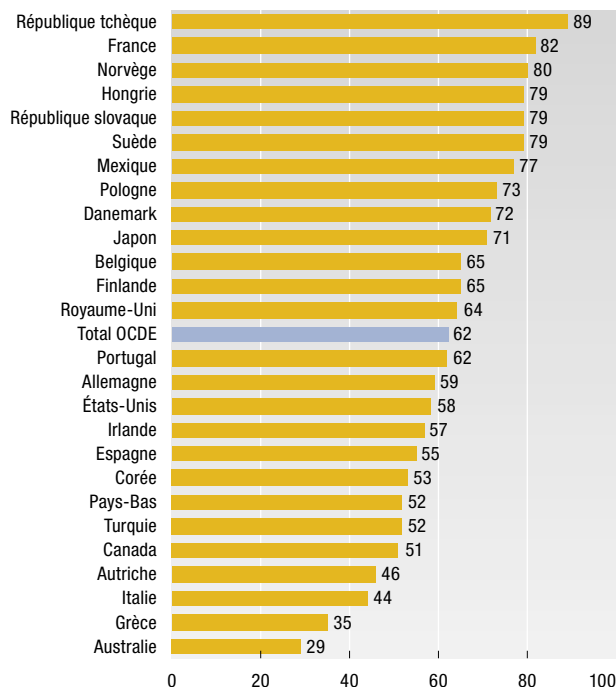
**PIB par habitant national**

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2002



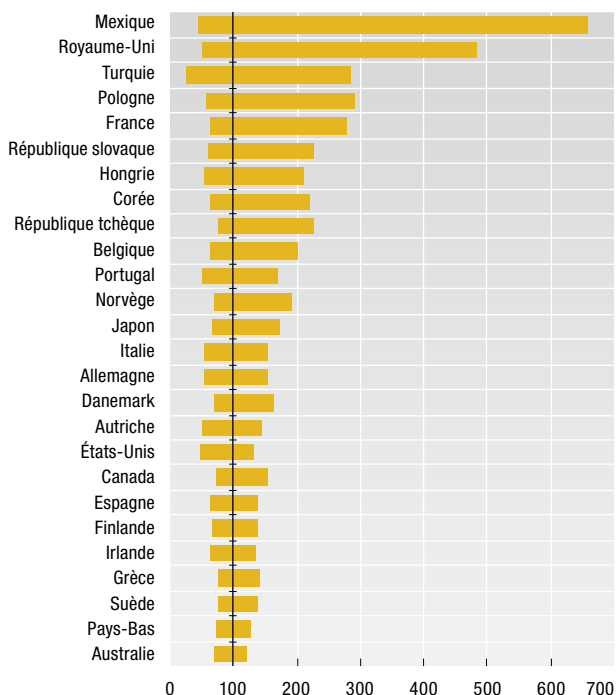
**Proportion de la population vivant dans des régions dont le PIB par habitant est inférieur à la moyenne nationale**

Pourcentage, 2002 ou dernière année disponible



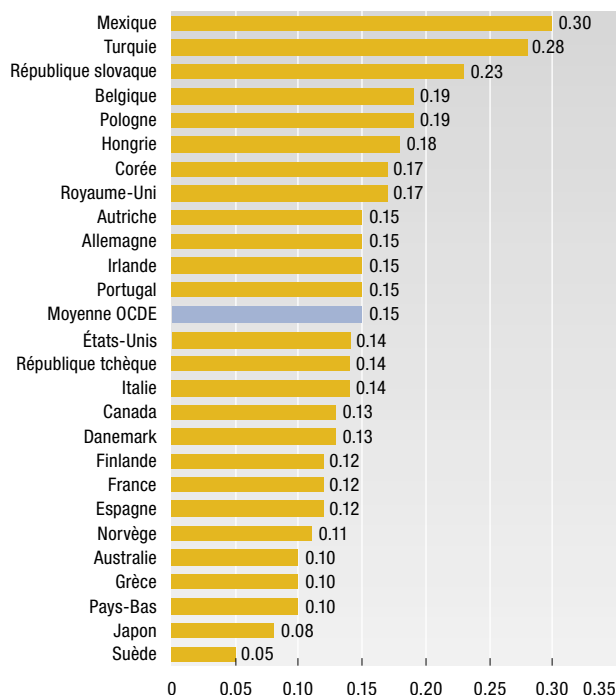
**Disparités du PIB par habitant régional**

En pourcentage du PIB national par habitant, 2002



**Index de Gini des disparités régionales du PIB**

2002 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/545832888650>

## ÉVOLUTION DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur général de l'activité économique. La croissance du PIB « réel », c'est-à-dire corrigé des variations des prix, est largement utilisée pour évaluer la manière dont les États gèrent leur économie.

### Définition

Le produit intérieur brut peut être défini de trois manières différentes : soit par la somme des revenus du travail, des bénéfices nets et des amortissements, soit par la différence entre la production et la consommation intermédiaire, soit par la somme des dépenses de consommation, de l'investissement, des variations de stocks et des exportations nettes. Les taux de croissance réels sont obtenus en convertissant le PIB à prix constants et en calculant sa variation d'une année à une autre.

Les taux de croissance indiqués pour l'ensemble de l'OCDE et de la zone euro sont des moyennes des taux de croissance de chaque pays membre, pondérées en fonction de la taille relative du PIB de chaque pays en dollars. La conversion en dollars des États-Unis est effectuée en utilisant les *parités de pouvoir d'achat*, si bien que le taux de chaque pays est pondéré par la taille relative de son PIB réel. On notera que le total OCDE exclut la Hongrie, la Pologne, la République

slovaque et la République tchèque parce que les taux de croissance de ces pays ne sont pas disponibles pour la totalité de la période.

### Comparabilité

Les statistiques du PIB utilisées pour le calcul de ces taux de croissance ont été établies conformément au *Système de comptabilité nationale 1993* et les estimations du PIB à prix courants sont généralement considérées comme étant tout à fait comparables entre les pays. Cela étant, il n'y a pas de règle universelle de conversion du PIB à prix courants en PIB à prix constants et la méthode de conversion de la consommation publique et de certains types de biens d'équipement à prix constants varie suivant les pays.

La généralisation de l'utilisation des indices-chaîne à la place des traditionnels indices de base fixe a créé un problème supplémentaire. Le *Système de comptabilité nationale* recommande l'utilisation des indices-chaîne car ils se basent sur un système de pondération plus récent mais leur introduction graduelle par les pays à des dates différentes a un impact inévitable sur la comparabilité, aussi bien dans le temps qu'entre les pays.

### Tendances à long terme

La croissance annuelle pour l'ensemble de l'OCDE s'est établie en moyenne à 2,7 % entre 1991 et 2004. La Corée et l'Irlande ont affiché des résultats nettement supérieurs à la moyenne avec un taux de croissance annuel de plus de 5 %. Les taux de croissance de l'Irlande ont été particulièrement remarquables entre 1995 et 2000 – période pendant laquelle ce pays a été désigné sous le nom de *Tigre celtique*. La croissance de la Corée a été sérieusement affectée par la crise financière qui a sévi en Asie ; son PIB réel a baissé de près de 7 % en 1998, mais elle a renoué depuis avec des taux de croissance élevés. Le Luxembourg, la Pologne et la République slovaque ont tous réalisé un taux record de croissance de plus de 4 % par an.

À l'opposé, quatre des plus grandes économies de l'OCDE – la France, l'Allemagne, l'Italie, et le Japon – ont enregistré des taux de croissance moyens de 2 % ou moins sur la même période.

La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque ont toutes vu leur PIB réel baisser sensiblement pendant les premières années de leur transition vers l'économie de marché, mais ont généralement commencé à enregistrer des taux de croissance positifs pendant la deuxième moitié des années 90. Leurs taux de croissance sont maintenant parmi les plus élevés de l'ensemble de la zone OCDE et leurs prévisions de croissance se situent au dessus de la moyenne de l'OCDE durant l'année 2007.

### Sources

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris, [www.sourceOCDE.org/comptesnationaux](http://www.sourceOCDE.org/comptesnationaux).
- Pour les pays non membres : *sources nationales*.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78*, volume 2005-2, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Web

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

## Croissance du PIB réel

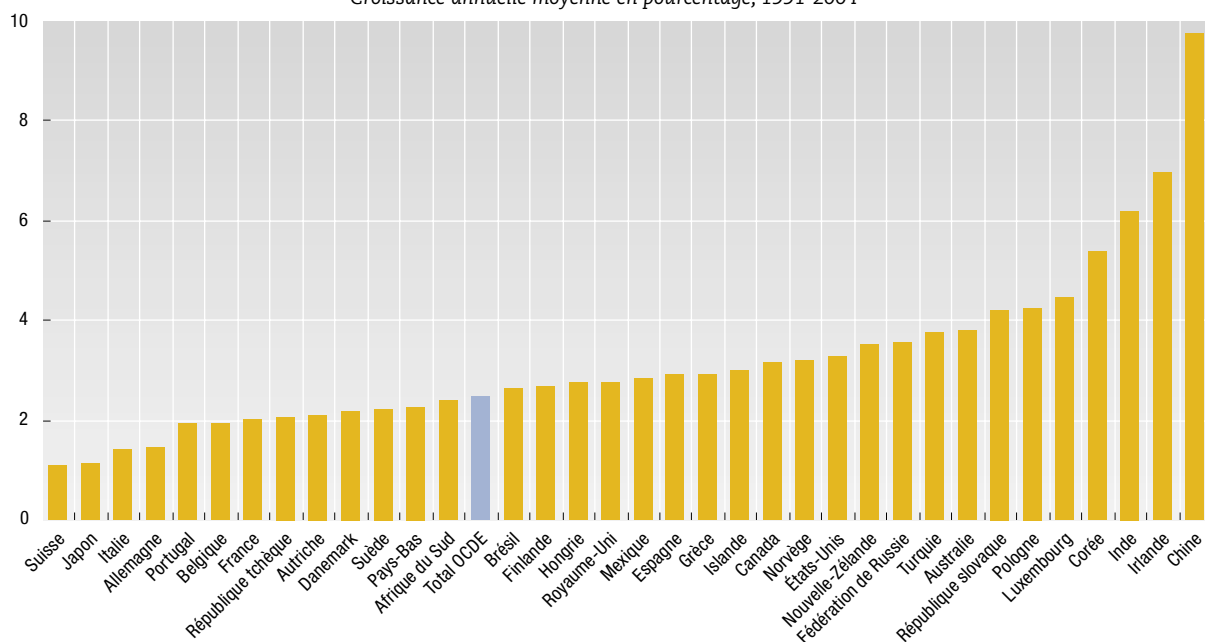
Croissance annuelle en pourcentage

	1991	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Australie	0.3	4.3	3.8	4.5	5.3	3.8	2.1	3.9	3.2	3.8	3.0
Autriche	3.6	1.9	2.6	1.8	3.6	3.3	3.4	0.8	1.0	1.4	2.4
Belgique	1.8	2.4	1.2	3.3	1.9	3.1	3.9	1.0	1.5	0.9	2.6
Canada	-2.1	2.8	1.6	4.2	4.1	5.6	5.3	1.8	3.1	2.0	2.9
République tchèque	-11.6	5.9	4.2	-0.7	-1.1	1.2	3.9	2.6	1.5	3.2	4.7
Danemark	1.3	3.1	2.8	3.2	2.2	2.6	3.5	0.7	0.5	0.6	2.1
Finlande	-6.4	3.4	3.8	6.2	5.0	3.4	5.0	1.0	2.2	2.4	3.6
France	1.2	2.4	1.1	2.4	3.6	3.3	4.1	2.1	1.2	0.8	2.3
Allemagne	5.1	1.9	1.0	1.8	2.0	2.0	3.2	1.2	0.1	-0.2	1.6
Grèce	3.1	2.1	2.4	3.6	3.4	3.4	4.5	4.6	3.8	4.6	4.7
Hongrie	..	1.5	1.3	4.6	4.9	4.2	5.2	3.8	3.5	3.4	4.6
Islande	0.0	0.4	5.0	5.3	5.5	4.2	5.0	3.3	-1.3	3.6	6.2
Irlande	1.9	9.6	8.3	11.7	8.5	10.7	9.2	6.2	6.1	4.4	4.5
Italie	1.4	2.9	1.1	2.0	1.8	1.7	3.0	1.8	0.4	0.3	1.2
Japon	3.4	2.0	3.4	1.8	-1.0	-0.1	2.4	0.2	-0.3	1.3	2.7
Corée	9.4	9.2	7.0	4.7	-6.9	9.5	8.5	3.8	7.0	3.1	4.6
Luxembourg	8.6	1.4	3.3	8.3	6.9	7.8	9.0	1.5	2.5	2.9	4.5
Mexique	4.2	-6.2	5.2	6.8	5.0	3.8	6.6	0.0	0.8	1.4	4.4
Pays-Bas	2.4	3.0	3.0	3.8	4.3	4.0	3.5	1.4	0.1	-0.1	1.7
Nouvelle-Zélande	-1.3	4.1	3.5	1.5	0.5	5.2	2.3	3.5	4.6	3.6	4.4
Norvège	3.6	4.4	5.3	5.2	2.6	2.1	2.8	2.7	1.1	1.1	2.8
Pologne	-7.0	7.0	6.0	6.8	4.8	4.1	4.0	1.0	1.4	3.8	5.3
Portugal	4.4	4.3	3.5	4.0	4.6	3.8	3.4	1.7	0.4	-1.1	1.0
République slovaque	..	5.8	6.1	4.6	4.2	1.5	2.0	3.8	4.6	4.5	5.5
Espagne	2.5	2.8	2.4	3.9	4.5	4.7	5.0	3.5	2.7	3.0	3.1
Suède	-1.1	3.9	1.3	2.3	3.7	4.5	4.3	1.1	2.0	1.7	3.7
Suisse	-0.8	0.4	0.5	1.9	2.8	1.3	3.6	1.0	0.3	-0.3	2.1
Turquie	0.9	7.2	7.0	7.5	3.1	-4.7	7.4	-7.5	7.9	5.8	8.9
Royaume-Uni	-1.4	2.9	2.7	3.2	3.2	3.0	4.0	2.2	2.0	2.5	3.2
États-Unis	-0.2	2.5	3.7	4.5	4.2	4.5	3.7	0.8	1.6	2.7	4.2
Zone euro	2.7	2.5	1.5	2.6	2.9	2.9	3.7	1.9	0.9	0.7	2.1
Total OCDE	1.4	2.4	3.1	3.4	2.5	3.1	3.7	1.1	1.3	1.9	3.3
Brésil	1.0	4.2	2.7	3.3	0.1	0.8	4.4	1.3	1.9	0.5	4.9
Chine	9.2	10.5	9.6	8.8	7.8	7.1	8.0	7.5	8.3	9.5	9.5
Inde	1.3	7.3	7.8	4.8	6.5	6.1	4.4	5.8	4.0	8.5	6.9
Fédération de Russie	..	..	-3.6	1.4	-5.3	6.4	10.0	5.1	4.7	7.3	7.2
Afrique du Sud	-1.0	2.8	4.7	2.5	0.2	2.4	4.1	2.7	3.6	2.8	3.7

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/427215231746>

## Croissance du PIB réel

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/407730787542>

## ÉPARGNE DES MÉNAGES

L'épargne des ménages est à l'échelon national la principale source de fonds permettant de financer l'investissement en capital qui est l'élan majeur de la croissance économique à long terme.

### Définition

Dans les comptes nationaux, l'épargne est estimée en soustrayant du revenu disponible des ménages leurs dépenses de consommation.

Le revenu disponible des ménages est principalement constitué par les revenus tirés d'un emploi ou de l'exploitation d'une entreprise individuelle, auxquels s'ajoutent les intérêts, dividendes et prestations sociales perçus, moins les sommes versées à titre d'impôts sur le revenu, d'intérêts et de cotisations sociales. On notera que le revenu de l'entreprise comprend les « loyers imputés » des logements occupés par leur propriétaire.

Les dépenses de consommation des ménages comprennent principalement leurs achats de biens de consommation et de services, mais aussi les « dépenses imputées » des propriétaires occupants, en leur qualité d'occupants, à l'égard d'eux-mêmes, en leur qualité de propriétaires de leur logement.

### Comparabilité

Les taux d'épargne peuvent être mesurés en termes nets ou bruts. Les taux d'épargne nets sont mesurés en déduisant la consommation de capital fixe (amortissement) concernant les actifs utilisés dans les entreprises exploitées par les ménages et les logements occupés par leur propriétaire.

### Tendances à long terme

Les taux d'épargne des ménages sont très variables suivant les pays. Cela tient en partie à des différences institutionnelles concernant par exemple la mesure dans laquelle les retraites sont financées par l'État ou par l'épargne individuelle et la mesure dans laquelle l'état offre une assurance contre la maladie et le chômage. La composition par âge de la population est également importante à cet égard, car les personnes âgées ont tendance à liquider les actifs financiers qu'elles ont acquis pendant leur vie active, si bien qu'un pays comptant une proportion importante de personnes âgées aura généralement aussi un faible taux d'épargne.

Au cours de la période couverte dans le tableau, les taux d'épargne sont restés stables ou ont augmenté en France, en Irlande, en Norvège, au Danemark et au Portugal, mais ils ont baissé dans les autres pays. Des baisses particulièrement prononcées se sont produites en Australie, au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Une épargne négative – qui indique que les dépenses de consommation des ménages sont supérieures à leurs revenus – a été enregistrée en Australie et en Finlande et l'on attend que se soit le cas en Australie et au Canada sur la période des prévisions.

La consommation de capital fixe est déduite, en tant que coût de production, du revenu disponible des ménages, si bien que l'épargne et le revenu disponible sont tous deux indiqués en termes nets. Comme plusieurs pays ont des difficultés à estimer la consommation de capital fixe du secteur des ménages, les systèmes de comptabilité internationaux offrent la possibilité d'indiquer le revenu disponible et l'épargne en termes bruts – c'est-à-dire en incluant la consommation de capital fixe dans les deux agrégats.

Le tableau comporte deux parties, si bien que les pays qui peuvent estimer des taux d'épargne nets sont séparés de ceux qui peuvent seulement calculer des taux d'épargne bruts. Les taux d'épargne bruts sont plus élevés que les taux nets, mais les uns et les autres ont tendance à suivre des évolutions similaires.

Comme l'épargne est un résidu de deux grands agrégats – revenu disponible et dépenses de consommation des ménages – qui peuvent tous deux faire l'objet d'erreurs d'estimation, les estimations de l'épargne sont sujettes à d'importantes erreurs relatives et à des révisions au fil des ans.

### Source

- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78, volume 2005-2*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Cotis, J.-P., J. Coppel et L. de Mello (2004), *Est-ce que les États-Unis ont une tendance à « surconsommer » ?*, document présenté à la Conférence économique de la Federal Reserve Bank of Boston, Cape Cod, 14-16 juin, [www.oecd.org/eco/speeches](http://www.oecd.org/eco/speeches).
- Harvey, R. (2004), « Comparison of Household Saving Ratios: Euro Area/United States/Japan », *Cahiers Statistiques de l'OCDE*, n° 8, juin, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).
- Kohl, R. et P. O'Brien (1998), *The Macroeconomics of Ageing, Pensions and Savings*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 200, OCDE, Paris.
- de Serres, A. et F. Pelgrin (2003), « La baisse des taux d'épargne privée durant les années 90 dans les pays de l'OCDE : la contribution des déterminants autres que la richesse ? », *Revue économique de l'OCDE*, n° 36, 2003/1, OCDE, Paris.

### Sites Web

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

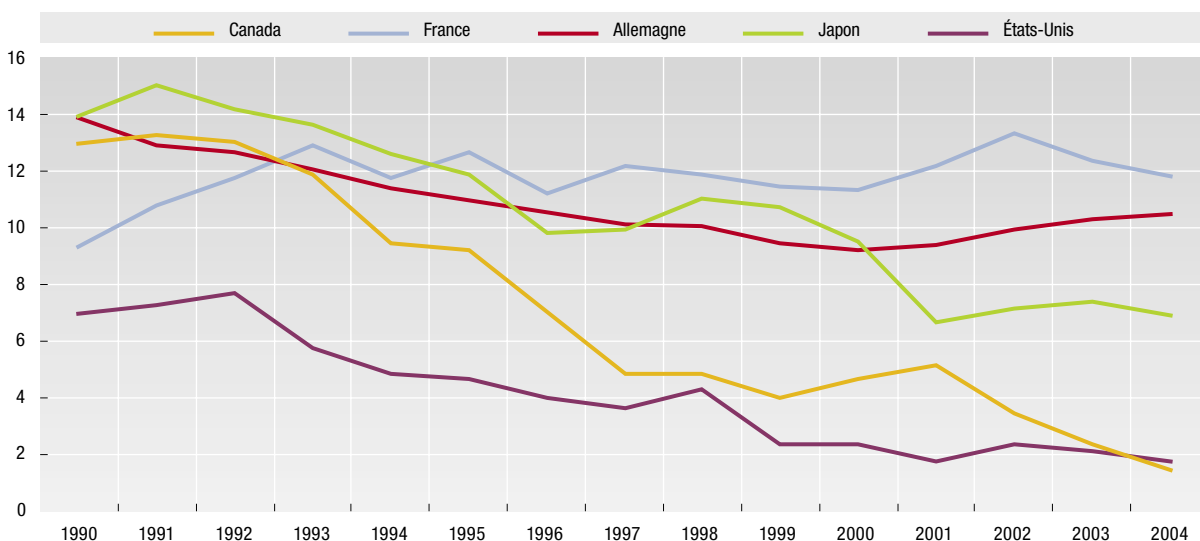
**Taux d'épargne des ménages**

En pourcentage du revenu disponible des ménages

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Épargne nette</b>											
Allemagne	13.9	11.0	10.5	10.1	10.1	9.5	9.2	9.4	9.9	10.3	10.5
Australie	9.3	4.8	5.8	4.0	2.0	1.5	2.7	1.8	-1.2	-3.6	-3.0
Autriche	13.3	10.9	8.6	7.3	8.2	8.8	8.4	7.6	7.8	8.9	8.3
Canada	13.0	9.2	7.0	4.9	4.9	4.0	4.7	5.2	3.5	2.4	1.4
Corée	22.5	17.5	17.5	16.1	24.9	17.5	10.7	6.4	2.2	3.9	5.1
États-Unis	7.0	4.6	4.0	3.6	4.3	2.4	2.3	1.8	2.4	2.1	1.8
Finlande	3.6	4.7	0.4	2.2	0.4	1.5	-1.3	-1.2	-0.3	0.6	2.7
France	9.3	12.7	11.2	12.2	11.9	11.5	11.4	12.2	13.3	12.4	11.8
Irlande	6.1	8.5	5.8	5.9	10.8	9.1	9.6	11.0	9.9	9.6	9.9
Italie	24.0	17.9	18.9	15.4	12.2	9.8	9.2	10.1	10.5	10.7	11.5
Japon	13.9	11.9	9.8	10.0	11.0	10.7	9.5	6.6	7.2	7.4	6.9
Norvège	2.2	4.6	2.2	2.8	5.8	5.5	5.2	4.1	8.8	9.9	10.2
Pays-Bas	13.0	9.8	8.4	8.7	8.2	4.8	1.8	4.6	5.2	5.2	7.3
Suède	1.2	8.7	7.5	5.4	3.3	2.3	3.3	8.5	9.2	8.7	8.6
Suisse	9.6	11.6	11.3	10.5	10.7	10.0	11.8	11.9	9.1	8.9	8.9
<b>Épargne brute</b>											
Belgique	15.4	20.5	18.3	16.8	16.0	15.1	14.4	15.4	14.6	12.4	10.7
Danemark	1.9	1.3	0.9	-1.6	0.0	-3.3	-1.9	2.5	1.7	3.6	2.9
Espagne	10.1	12.3	12.6	11.8	10.6	9.4	8.0	7.4	8.1	8.5	7.2
Portugal	..	13.6	11.8	10.3	9.9	8.6	10.9	11.9	11.5	11.4	11.8
Royaume-Uni	8.0	10.0	9.4	9.2	6.2	4.9	5.0	6.3	4.8	5.3	4.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/078363450244>**Taux d'épargne nette des ménages**

En pourcentage du revenu disponible des ménages

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/145534006087>



## TAUX D'INVESTISSEMENT

La part du PIB total consacrée aux investissements en actifs fixes est un important indicateur de la croissance économique future, encore que tous les types d'investissement ne contribuent pas de la même manière à l'expansion future. Les tableaux suivants indiquent le total de la formation brute de capital fixe (investissement ou FBCF) en proportion du PIB, ainsi que deux des principales composantes – logement et machines et outillage.

### Définition

La formation brute de capital fixe (FBCF) représente l'acquisition, diminuée du déclassement, d'actifs fixes, c'est-à-dire de biens qui doivent être utilisés pour la production pendant plusieurs années. Les acquisitions comprennent à la fois les achats d'actifs (neufs ou d'occasion) et la construction d'actifs par les producteurs pour leur propre usage. Les déclassements comprennent les ventes d'actifs

mis au rebut ainsi que les ventes d'actifs encore utilisables à d'autres producteurs : la Nouvelle-Zélande, le Mexique et certains pays d'Europe centrale importent des quantités considérables d'actifs d'occasion.

Les actifs fixes sont les machines et l'outillage ; les logements et autres bâtiments ; les routes, ponts, aéroports et barrages ; les vergers et plantations d'arbres ; les aménagements apportés aux terrains, notamment les travaux de clôture, de nivellement et de drainage ; les animaux de trait et les autres animaux élevés pour leur lait et leur laine ; les logiciels informatiques et les bases de données ; les dépenses d'exploration minière. Tous ces éléments ont en commun de contribuer à la production future. Cela n'est peut-être pas évident pour les logements, mais dans l'optique des comptes nationaux les appartements et les maisons sont considérés comme produisant des services de logement qui sont consommés par les propriétaires ou les locataires au cours de la durée de vie du bâtiment.

Pour le calcul des pourcentages, la formation brute de capital fixe et le PIB sont évalués aux prix courants du marché.

### Comparabilité

La FBCF et le PIB sont calculés par tous les pays en fonction des normes internationales fixées par le *Système de comptabilité nationale* de 1993. Lors de la révision du SCN en 1993, le champ de définition de la FBCF a été élargi de façon à inclure l'exploration minière et les logiciels informatiques, mais dans plusieurs pays ces deux éléments ne sont que partiellement couverts.

### Tendances à long terme

Le taux d'investissement total atteint aujourd'hui un peu plus de 20 % en moyenne pour la zone OCDE dans son ensemble, mais les taux dépassent nettement ce chiffre en Corée, en Espagne et en République tchèque et sont bien inférieurs à 20 % en Suède, au Royaume-Uni, en Turquie et en Allemagne. Pour l'ensemble de la zone OCDE, les taux d'investissement totaux sont aujourd'hui plus bas qu'au début de la période, avec des baisses particulièrement prononcées en Corée, au Japon et en Turquie – encore que dans les deux premiers pays cités les taux d'investissement restent bien supérieurs à la moyenne OCDE. Les taux d'investissement totaux sont aujourd'hui beaucoup plus élevés qu'au début des années 90 en Irlande, en Nouvelle-Zélande, en Grèce, en Espagne et en Australie.

L'investissement en machines et outillage représente plus d'un tiers de la FBCF dans la plupart des pays de l'OCDE, mais les taux d'investissement tendent à être plus élevés encore dans les pays à forte base manufacturière tels que le Japon, la Corée, la Suisse et la République tchèque. Au cours de la période indiquée, les taux d'investissement en machines et outillage ont baissé dans la plupart des pays, avec des contractions particulièrement marquées au Luxembourg, en Corée, au Japon, en Suisse, en Allemagne, en Finlande et au Portugal, du fait de la montée en puissance des activités de services. Les deux principales exceptions à cette tendance baissière ont été la Grèce et la République tchèque.

Les taux d'investissement en logements ont été particulièrement élevés au début et à la fin de la période en Norvège et au Portugal. L'Irlande et l'Espagne ont enregistré des hausses substantielles au cours de la période, mais plusieurs pays ont accusé de fortes baisses : la Suède, le Luxembourg, la Turquie, la Grèce et la Corée. À court terme, les taux d'investissement dans le logement sont sensibles au cycle économique, mais dans le long terme ils reflètent le taux de croissance de la population (accroissement naturel ou immigration).

### Sources

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Pour le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud : OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- Pour la Chine : Bureau national des statistiques.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre* n° 78, volume 2005-2, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2004), « Vers une harmonisation des estimations de l'investissement en logiciels », *Revue économique de l'OCDE*, n° 37, 2003/2, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

#### Sites Web

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

## Formation brute de capital fixe

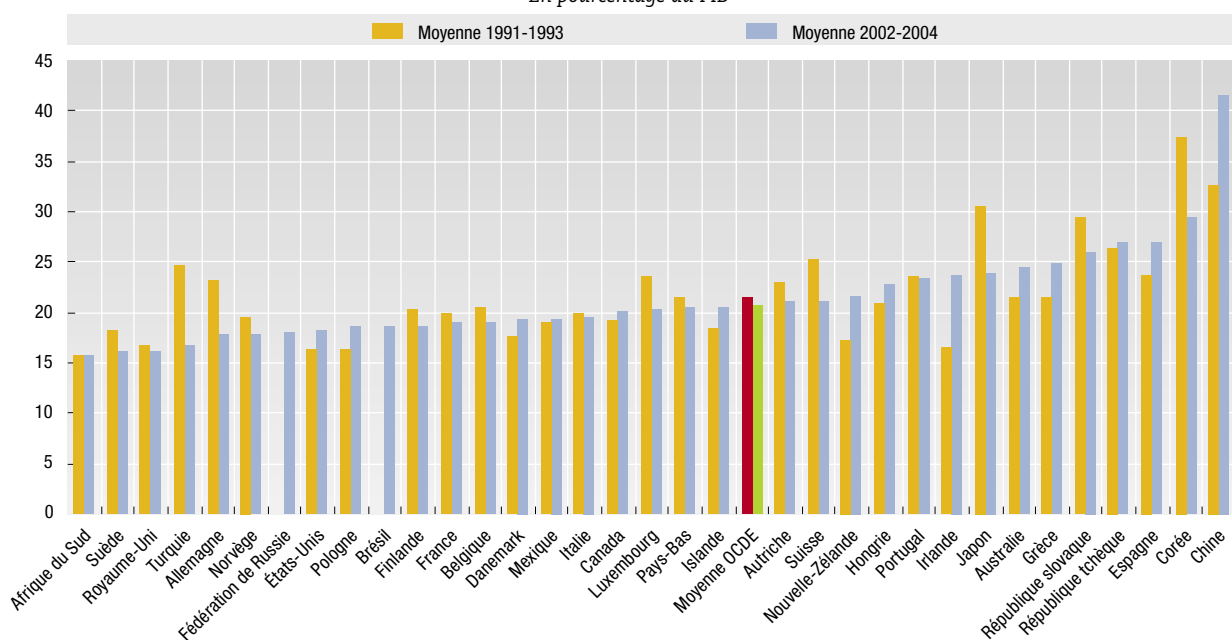
En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	23.2	23.6	22.5	22.6	21.9	21.3	21.0	21.1	21.3	21.5	20.0	18.3	17.8	17.4
Australie	20.9	21.5	22.1	23.3	22.3	22.3	23.2	23.6	24.2	21.7	22.7	24.4	24.5	24.7
Autriche	23.4	22.9	22.5	22.9	22.1	22.1	22.3	22.4	22.1	22.8	22.1	20.6	21.4	21.0
Belgique	21.0	20.7	20.0	19.5	19.9	19.9	20.4	20.6	20.9	21.2	20.9	19.5	18.9	18.5
Canada	19.9	19.0	18.3	19.1	17.9	18.2	20.1	20.2	20.1	19.4	19.9	19.8	19.9	20.4
Corée	38.9	36.9	36.3	36.4	37.3	37.5	35.6	30.3	29.7	31.1	29.5	29.1	29.9	29.5
Danemark	18.6	17.6	16.9	17.2	18.4	18.6	19.6	20.4	19.8	20.2	19.8	19.6	19.3	19.4
Espagne	25.7	23.6	21.7	21.6	22.5	22.1	22.4	23.4	24.6	25.8	26.0	26.2	27.1	27.8
États-Unis	16.3	16.2	16.7	17.2	17.7	18.2	18.6	19.1	19.6	19.9	19.2	17.9	18.0	18.7
Finlande	24.2	19.9	16.5	15.7	16.7	17.3	18.5	19.1	19.4	19.7	20.3	18.9	18.3	18.8
France	21.1	20.1	18.7	18.4	18.1	17.9	17.4	17.9	18.8	19.5	19.5	18.8	18.9	19.2
Grèce	22.6	21.3	20.3	18.6	18.6	19.5	19.8	21.1	22.7	23.6	23.7	23.7	25.5	25.4
Hongrie	22.0	20.9	19.9	21.2	20.0	21.4	22.2	23.6	23.9	23.5	23.5	23.4	22.5	22.6
Irlande	17.1	16.9	15.5	16.5	17.6	19.4	20.9	22.5	24.2	24.6	23.4	22.6	23.6	25.0
Islande	20.1	18.4	16.7	16.3	16.0	19.3	20.1	24.3	22.0	23.6	22.1	17.7	20.5	23.4
Italie	21.0	20.5	18.4	18.0	18.3	18.3	18.3	18.5	19.0	19.8	19.7	19.8	19.2	19.5
Japon	31.8	30.5	29.3	28.3	27.8	28.4	28.1	26.9	26.3	26.3	25.8	24.2	23.9	23.8
Luxembourg	25.3	21.4	23.7	22.4	21.6	21.4	22.3	22.6	23.8	20.8	22.8	21.9	19.8	19.3
Mexique	18.7	19.6	18.6	19.4	16.2	17.9	19.5	20.9	21.2	21.4	20.0	19.3	18.9	20.2
Norvège	19.8	19.1	19.8	20.0	19.9	20.3	22.1	25.2	22.0	18.6	18.3	18.1	17.4	18.0
Nouvelle-Zélande	16.4	16.7	18.4	20.3	21.5	21.5	20.5	19.2	20.1	19.6	20.0	20.4	21.7	23.1
Pays-Bas	21.9	21.6	20.7	20.3	20.3	21.1	21.5	21.5	22.5	22.1	21.6	20.8	20.2	20.5
Pologne	18.2	15.7	14.9	16.8	17.4	19.4	22.0	23.6	24.0	23.5	20.7	19.0	18.4	18.2
Portugal	24.9	23.7	22.2	22.3	22.8	23.3	25.6	26.9	27.3	28.1	27.1	25.0	22.6	22.6
République slovaque	26.8	31.2	30.0	26.6	25.0	32.2	34.2	36.1	29.6	25.9	28.8	27.6	25.7	24.7
République tchèque	23.8	27.5	28.0	28.3	31.6	31.4	29.9	28.3	27.0	27.7	27.6	26.6	26.8	27.3
Royaume-Uni	17.9	16.5	15.7	15.9	16.3	16.5	16.5	17.5	17.2	17.0	16.6	16.5	15.9	16.3
Suède	20.9	18.3	15.7	15.5	16.0	16.2	15.7	16.5	17.3	17.7	17.4	16.7	15.8	16.0
Suisse	27.7	24.8	23.3	23.6	23.3	22.2	21.7	22.4	22.3	22.8	22.2	21.6	20.7	20.9
Turquie	23.8	23.6	26.5	24.6	23.8	25.1	26.4	24.6	21.9	22.4	18.2	16.6	15.5	17.8
Moyenne UE15	22.1	20.8	19.9	19.6	19.7	20.1	20.6	21.5	21.5	21.7	21.1	20.1	19.9	20.4
Moyenne OCDE	22.4	21.3	20.7	20.6	20.6	21.0	21.5	21.9	21.9	22.0	21.5	20.7	20.6	21.0
Afrique du Sud	17.2	15.7	14.7	15.1	15.9	16.3	16.5	17.1	15.5	15.1	15.0	15.1	16.0	16.4
Brésil	..	16.7	19.1	20.8	20.6	19.3	19.9	19.7	18.9	19.3	19.5	18.3	17.8	19.6
Chine	27.9	32.2	37.6	36.1	34.7	34.2	33.6	35.0	35.7	36.5	37.3	38.9	42.1	43.8
Fédération de Russie	..	..	..	..	21.1	20.0	18.3	16.2	14.4	16.9	18.9	17.9	18.2	17.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/020128276727>

## Formation brute de capital fixe

En pourcentage du PIB

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/613281721861>

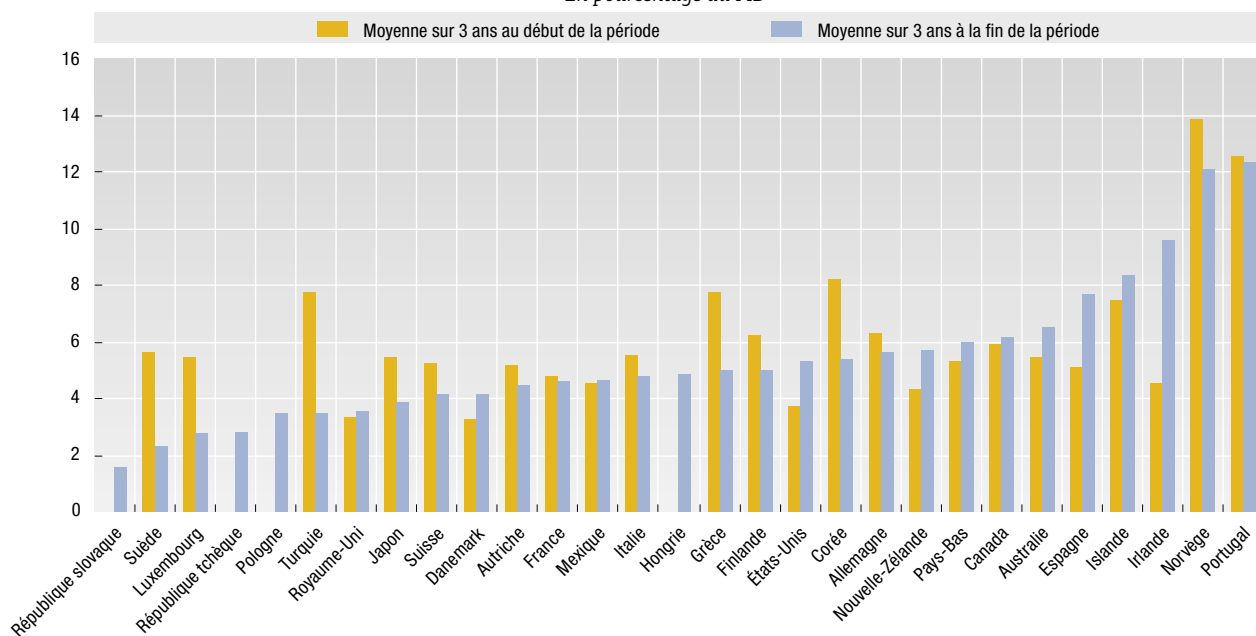
**Formation brute de capital fixe : machines et biens d'équipement**

En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	10.0	9.2	7.7	7.2	7.0	7.0	7.2	7.6	7.9	8.6	7.9	7.1	6.8	6.7
Australie	7.0	7.4	7.6	8.5	8.4	8.2	8.4	8.1	8.2	7.9	7.8	8.3	..	..
Autriche	9.6	9.0	8.3	8.2	8.0	8.1	8.3	8.4	8.5	9.2	9.1	8.1	8.5	8.3
Belgique	..	..	..	..	10.3	10.5	10.8	10.7	10.7	..	..	..	..	..
Canada	6.2	6.1	5.7	6.0	6.2	6.2	7.4	7.7	7.8	7.5	7.1	6.7	6.4	6.3
Corée	14.3	13.3	12.4	13.6	14.1	14.1	12.2	8.4	10.3	12.8	11.0	10.4	9.6	9.2
Danemark	8.3	7.5	7.0	7.4	8.0	7.3	7.8	8.3	7.8	8.1	8.0	8.0	7.7	7.8
Espagne	8.1	7.3	6.0	6.2	6.7	6.8	7.3	7.8	8.0	8.1	7.6	7.0	6.8	6.7
États-Unis	6.0	6.0	6.4	6.7	7.1	7.2	7.2	7.3	7.4	7.4	6.6	5.8	5.6	6.0
Finlande	7.4	6.6	5.8	5.7	6.3	6.7	7.1	6.9	6.4	6.0	6.5	5.6	5.1	5.3
France	6.5	5.9	5.5	5.5	5.6	5.6	5.4	5.7	6.1	6.3	6.2	5.6	5.4	5.4
Grèce	..	..	..	..	5.9	6.8	6.6	7.4	8.4	9.1	9.0	9.0	9.9	10.0
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	11.0	10.2	9.4	9.5	..
Irlande	6.2	5.9	6.1	6.4	6.9	7.1	7.1	7.9	8.3	8.2	6.7	6.1	5.6	..
Islande	6.6	5.8	4.4	4.7	5.1	7.4	7.2	9.0	7.1	9.2	7.6	4.9	4.6	5.6
Italie	8.8	8.5	7.2	7.5	8.2	8.2	8.5	8.8	9.2	9.7	9.5	9.2	8.5	8.5
Japon	11.7	11.0	10.0	9.3	10.0	10.7	10.8	10.1	9.8	9.9	9.7	8.7	8.7	..
Luxembourg	11.9	7.6	10.2	8.1	8.1	8.2	9.4	8.9	10.7	8.1	8.7	8.1	5.6	..
Mexique	9.4	10.0	8.6	8.9	7.6	8.9	10.0	11.1	11.0	10.8	9.7	8.9	8.5	..
Norvège	5.0	4.4	5.5	6.1	6.0	6.3	7.0	8.0	7.4	6.4	5.9	5.8	5.2	5.5
Nouvelle-Zélande	7.2	8.1	9.2	9.8	9.9	9.5	8.5	8.2	8.2	8.8	9.4	8.8	9.3	..
Pays-Bas	8.0	7.7	7.3	7.0	7.3	7.6	7.8	7.5	7.9	7.3	6.7	6.3	6.2	6.4
Pologne	..	..	..	..	7.3	8.3	9.3	10.0	9.7	9.4	7.9	7.1	6.9	..
Portugal	9.5	8.7	7.7	7.8	7.6	7.9	8.8	9.6	9.8	10.2	9.2	7.6	6.9	7.1
République slovaque	..	..	15.3	13.9	13.0	16.8	20.1	22.6	19.0	14.4	15.6	15.9	15.2	15.1
République tchèque	9.3	11.4	11.0	11.0	13.0	14.3	13.1	12.5	12.9	14.3	13.9	13.5	12.5	..
Royaume-Uni	7.5	7.0	6.9	7.2	7.8	8.1	7.8	8.8	8.3	8.0	7.5	6.9	6.1	5.9
Suède	..	..	5.9	6.7	7.5	7.8	7.7	8.0	8.6	8.6	7.9	7.3	6.6	6.6
Suisse	13.3	11.2	10.4	10.2	10.5	10.5	10.5	11.1	11.3	11.6	11.0	10.2	9.6	..

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/780076207186>
**Formation brute de capital fixe : machines et biens d'équipement**

En pourcentage du PIB


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/881627832520>

## Formation brute de capital fixe : logement

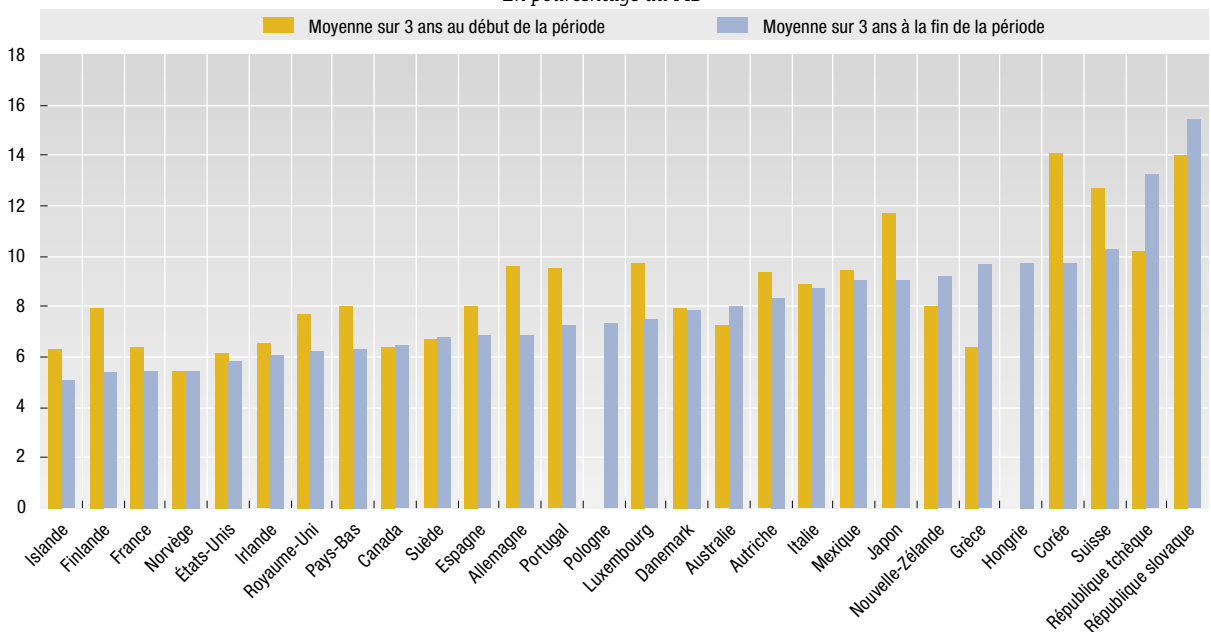
En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	6.2	6.7	7.1	7.8	7.7	7.6	7.4	7.2	7.2	6.8	6.3	5.8	5.7	5.5
Australie	5.2	5.8	6.2	6.3	5.2	4.9	5.6	5.8	6.7	5.6	6.5	7.3	..	..
Autriche	5.2	5.6	5.8	6.1	6.6	6.6	6.5	6.1	5.8	5.3	4.9	4.6	4.4	4.3
Belgique	..	..	..	..	4.5	4.3	4.4	4.5	4.5	..	..	..	..	..
Canada	5.5	5.9	5.6	5.6	4.5	4.8	5.0	4.7	4.7	4.6	5.1	5.8	6.1	6.6
Corée	8.8	7.9	8.1	7.3	7.3	7.0	6.5	6.0	5.1	4.3	4.7	5.0	5.5	5.6
Danemark	3.1	3.1	3.0	3.2	3.5	3.6	3.9	3.9	4.0	4.2	3.9	3.8	4.2	4.5
Espagne	5.1	4.8	4.6	4.6	4.8	5.1	4.9	5.1	5.5	6.1	6.4	7.0	7.7	8.3
États-Unis	3.5	3.8	4.0	4.3	4.1	4.3	4.2	4.5	4.6	4.6	4.7	4.9	5.3	5.8
Finlande	6.4	4.8	4.0	3.9	3.7	3.7	4.4	4.7	5.2	5.4	4.9	4.6	5.0	5.3
France	4.7	4.6	4.5	4.6	4.5	4.4	4.3	4.3	4.5	4.4	4.5	4.4	4.5	4.7
Grèce	8.1	6.6	5.9	5.1	5.0	4.8	4.9	5.3	5.3	4.9	4.8	5.0	5.1	4.8
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.6	4.5	5.0	5.1	..
Irlande	4.4	4.8	4.2	5.1	5.4	6.1	6.8	7.3	8.1	8.5	8.8	9.0	10.9	..
Islande	7.6	7.3	6.7	6.5	6.3	6.8	7.0	7.0	7.5	8.1	7.5	7.4	8.6	8.9
Italie	5.5	5.6	5.5	5.2	4.9	4.7	4.5	4.3	4.3	4.5	4.4	4.6	4.8	4.9
Japon	5.4	5.0	5.2	5.5	5.2	5.6	5.0	4.2	4.2	4.2	4.0	3.8	3.7	..
Luxembourg	5.5	5.5	4.9	4.0	3.8	3.3	3.2	3.2	2.8	2.5	2.9	2.7	2.6	..
Mexique	4.5	4.6	5.0	5.1	4.8	4.6	4.6	4.6	4.7	4.8	4.7	4.7	4.6	..
Norvège	13.7	13.8	13.7	13.3	13.5	13.5	14.4	16.5	14.3	11.8	12.0	12.0	11.9	12.4
Nouvelle-Zélande	4.1	4.2	4.8	5.5	5.6	5.9	5.9	5.1	5.7	4.8	4.7	5.7	6.7	..
Pays-Bas	5.1	5.4	5.5	5.7	5.6	5.8	5.9	5.9	6.1	6.0	6.1	6.0	5.9	6.1
Pologne	..	..	..	..	2.5	2.5	2.8	3.0	3.4	3.6	3.4	3.5	3.4	..
Portugal	12.5	12.3	11.9	11.7	12.3	12.3	13.6	13.7	13.5	13.9	14.0	13.4	11.9	11.7
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.0	1.8	1.7	1.6	1.5
République tchèque	..	..	..	..	2.4	2.5	2.6	2.8	2.8	2.6	2.5	2.9	3.0	..
Royaume-Uni	3.1	3.1	3.1	3.1	3.0	2.9	3.0	2.9	2.8	2.9	3.0	3.3	3.5	3.8
Suède	5.9	5.3	3.4	2.0	1.5	1.6	1.4	1.4	1.6	1.8	2.0	2.1	2.2	2.5
Suisse	5.1	4.8	4.9	5.7	5.6	4.9	4.5	4.5	4.3	4.2	4.1	3.9	4.4	..
Turquie	7.8	7.8	8.6	9.5	8.4	7.8	7.6	7.0	6.6	5.3	5.2	3.8	3.2	3.5

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/728020655521>

## Formation brute de capital fixe : logement

En pourcentage du PIB

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/027480311747>

## INFLATION

Il existe plusieurs façons de mesurer l'inflation. La plus courante se fonde sur un *indice des prix à la consommation* (IPC) qui mesure les variations des prix d'un panier de biens et de services achetés par un échantillon représentatif de ménages. L'IPC est un indicateur étroit de l'inflation, qui ne mesure pas les variations des prix d'autres biens et services tels que ceux utilisés pour la consommation intermédiaire, ou des prix des immobilisations. L'indice implicite des prix du PIB constitue un indicateur beaucoup plus large de l'inflation, et c'est celui qui est utilisé ici.

### Définition

L'indice implicite des prix du PIB est un indicateur implicite et non explicite. Il est obtenu en divisant le PIB mesuré à prix courants par le PIB mesuré à prix constants. Il correspond donc à une moyenne pondérée des indices de prix des éléments suivants :

- biens et services consommés par les ménages ;
- dépenses des administrations publiques au titre des biens, services et salaires ;
- immobilisations ;
- variation des stocks ;
- exportations de biens et services ; et
- importations de biens et services (signe moins).

### Tendances à long terme

Si l'on considère la période 1991-2004 dans son ensemble, l'inflation dans la zone OCDE est tombée à un niveau record de 1.2 % en 1999. Elle a ensuite augmenté progressivement, et entre 2001 et 2004 elle est restée stable à 2.1 %. Depuis 1996, les pays membres de la zone euro enregistrent généralement une inflation moyenne plus basse que les autres pays de l'UE.

Il ressort du graphique que les taux d'inflation calculés en moyenne sur la période ont été largement inférieurs à 5 % par an dans tous les pays sauf en Grèce, au Mexique et en Turquie ainsi que dans les quatre pays d'Europe centrale nouvellement membres de l'OCDE. Cependant, ces sept pays à forte inflation ont tous réduit de façon draconienne leurs taux d'inflation au cours de la période, avec des baisses particulièrement prononcées en Pologne, en République tchèque et en Turquie. À l'autre extrême, l'Allemagne, la France, la Suisse et le Japon ont enregistré des taux d'inflation nettement inférieurs à la moyenne OCDE.

Plusieurs pays, dont l'Allemagne, la Finlande, la France, la Norvège et la Suisse, ont enregistré une déflation pendant une ou plusieurs années, mais le Japon est le seul pays où la moyenne de long terme a été négative. L'instabilité du taux d'inflation de la Norvège reflète pour partie les fluctuations des prix à l'exportation du pétrole.

Le traitement des exportations et des importations mérite une attention particulière. L'indice implicite des prix du PIB augmente, dénotant une inflation plus forte, si les prix des exportations s'élèvent ; bien qu'une inflation plus forte soit généralement considérée comme nocive, elle peut en fait être bénéfique pour un pays si les prix de ses exportations augmentent, puisque ce sont les non-résidents qui acquittent des prix plus élevés. Par ailleurs, une hausse du prix des importations est déduite de l'indice implicite des prix du PIB ; pourtant, cette hausse peut être une source d'inflation si des importations à prix plus élevés sont incorporées dans des biens produits localement.

### Comparabilité

La comparabilité des taux d'inflation présentés dépend des méthodes utilisées pour déflater les composantes de dépense du PIB. La plupart des pays utilisent des méthodes similaires pour les biens de consommation, les dépenses publiques et les importations et exportations, mais il existe des différences notables concernant les méthodes d'estimation de la formation de capital à prix constants. Les pays qui utilisent des indices de prix hédonistes pour déflater les dépenses en équipements TIC (notamment les États-Unis, le Canada et l'Australie) enregistrent généralement des taux d'inflation plus bas que les pays qui recourent aux indices de prix conventionnels.

Un autre problème vient de ce que les pays sont en train de remplacer les indices traditionnels à base fixe par des indices en chaîne. Les indices en chaîne sont recommandés dans le *Système de comptabilité nationale* parce qu'ils mettent en œuvre un mécanisme de pondération plus évolué, mais leur introduction progressive par les pays à des dates différentes affecte inévitablement la comparabilité des indicateurs de l'inflation, à la fois dans le temps et d'un pays à l'autre.

### Source

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78, volume 2005-2*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Inflation Measures: Too High – Too Low – Internationally Comparable? Documents pour la réunion du 21-22 juin 2005 à l'OCDE, [www.oecd.org/std/price-indices](http://www.oecd.org/std/price-indices).
- OCDE Parités de pouvoir d'achat, [www.oecd.org/std/ppp](http://www.oecd.org/std/ppp).

## Déflateur du PIB

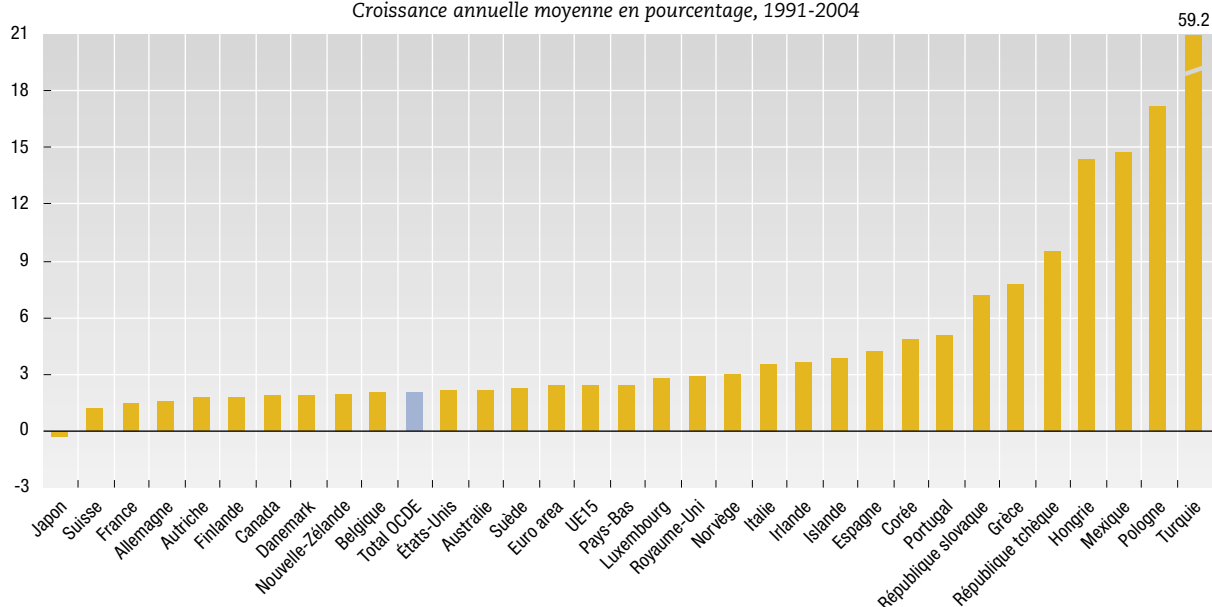
Croissance annuelle en pourcentage

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	3.5	5.0	3.7	2.4	1.9	0.5	0.3	0.6	0.4	-0.7	1.2	1.5	1.1	0.8
Australie	2.0	1.1	0.9	1.1	2.3	1.5	1.4	0.1	1.9	5.1	2.7	3.0	3.4	3.6
Autriche	3.8	3.6	2.7	2.7	2.0	1.0	0.0	0.3	0.6	1.8	1.8	1.3	1.4	2.0
Belgique	2.9	3.4	4.0	2.1	1.2	1.2	1.4	1.7	1.4	1.3	1.8	1.8	1.9	2.3
Canada	2.9	1.3	1.4	1.2	2.3	1.6	1.2	-0.5	1.8	4.2	1.1	1.0	3.3	3.1
Corée	10.7	7.6	6.4	7.8	7.4	5.1	4.6	5.8	-0.1	0.7	3.5	2.8	2.7	2.7
Danemark	2.7	1.7	0.7	1.5	1.3	2.0	2.0	1.2	1.7	3.0	2.5	1.5	2.2	2.1
Espagne	6.9	6.7	4.5	3.9	4.9	3.5	2.3	2.4	2.8	3.4	4.2	4.4	4.0	4.1
États-Unis	3.5	2.3	2.3	2.1	2.0	1.9	1.7	1.1	1.4	2.2	2.4	1.8	2.0	2.6
Finlande	1.9	1.4	2.6	1.8	4.8	-0.4	2.2	3.7	-0.3	3.1	3.2	1.0	-0.3	0.5
France	2.3	2.0	1.8	1.5	1.0	1.7	0.9	0.8	-0.2	1.4	1.8	2.2	1.6	1.6
Grèce	19.8	14.8	14.4	11.2	9.8	7.4	6.8	5.2	3.0	3.4	3.5	4.1	3.5	3.6
Hongrie	..	21.5	21.3	19.5	25.6	21.2	18.5	12.6	8.4	9.9	8.6	8.9	6.8	6.0
Irlande	1.8	2.8	5.2	1.7	3.0	1.8	4.4	6.4	3.8	4.8	5.7	4.5	1.6	3.5
Islande	7.9	3.3	2.4	2.2	3.0	2.0	3.2	5.1	2.8	3.0	9.2	6.6	-0.5	3.7
Italie	7.6	4.6	3.9	3.5	5.0	5.3	2.4	2.7	1.6	2.2	2.7	3.1	2.9	2.6
Japon	2.9	1.6	0.5	0.1	-0.6	-0.8	0.4	-0.2	-1.3	-1.5	-1.3	-1.3	-1.4	-1.2
Luxembourg	1.8	3.7	6.0	3.5	2.3	2.0	2.7	2.7	2.2	4.2	1.9	1.1	2.1	2.5
Mexique	23.3	14.4	9.5	8.3	37.9	30.7	17.7	15.4	15.1	12.1	5.8	7.0	8.5	6.1
Norvège	2.2	-0.6	2.3	-0.1	2.9	4.1	2.9	-0.7	6.6	15.9	1.1	-1.6	2.4	5.0
Nouvelle-Zélande	1.1	2.1	1.7	1.8	1.9	1.4	2.1	1.2	0.7	3.3	4.1	0.4	2.5	3.7
Pays-Bas	2.9	2.3	1.9	2.3	2.0	1.2	2.0	1.7	1.6	3.9	5.2	3.1	3.0	1.2
Pologne	55.3	38.6	30.6	37.2	28.0	18.6	13.9	11.6	6.4	6.7	4.0	1.3	0.5	2.9
Portugal	10.1	11.5	7.4	7.3	3.4	3.0	3.8	3.8	3.1	3.5	4.3	4.4	2.8	2.5
République slovaque	..	..	15.4	13.5	9.9	4.3	6.7	5.2	6.5	8.5	4.2	4.0	4.7	4.6
République tchèque	36.2	12.4	21.0	13.4	10.2	8.7	8.3	11.2	2.8	1.4	4.9	2.8	2.1	2.8
Royaume-Uni	6.6	3.9	2.6	1.6	2.6	3.5	2.9	2.8	2.1	1.2	2.3	3.1	2.9	2.0
Suède	9.0	1.0	3.0	2.3	3.4	1.2	1.6	0.8	0.7	1.3	2.3	1.7	2.1	0.8
Suisse	5.7	2.2	2.4	1.5	0.9	-0.1	-0.1	-0.3	0.7	0.8	0.6	1.6	1.2	0.5
Turquie	58.8	63.7	67.8	106.5	87.2	77.8	81.5	75.7	55.6	49.9	54.8	44.1	22.5	9.9
Zone euro	4.6	4.3	3.5	2.7	2.7	2.0	1.3	1.5	0.9	1.4	2.4	2.4	2.0	1.9
UE15	4.8	4.0	3.2	2.4	2.6	2.2	1.6	1.7	1.1	1.4	2.3	2.5	2.2	1.9
Total OCDE	3.9	2.6	2.1	1.8	2.0	1.7	1.6	1.3	1.2	1.8	2.1	2.1	2.1	2.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/373228362404>

## Déflateur du PIB

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/125210803867>

## PRODUCTION D'ACIER

L'acier est un produit de base indispensable dans les sociétés industrielles. L'OCDE suit régulièrement l'évolution des capacités, de la production, de la consommation, des échanges et de l'emploi dans le secteur sidérurgique, à la fois dans ses pays membres et dans tous les autres grands pays et régions producteurs d'acier.

Le tableau ci-après ne tient pas compte de la production des pays qui produisent peu d'acier (moins de 2 millions de tonnes par an).

### Définition

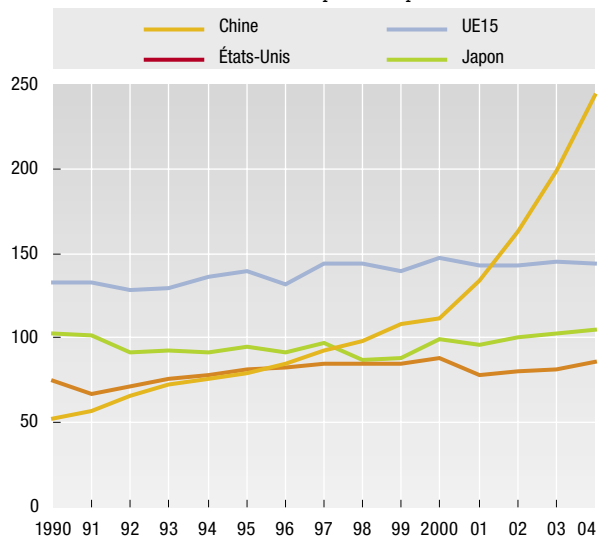
La production d'acier est mesurée ici en tonnes d'« équivalents produits sidérurgiques ». Il s'agit de la production d'acier brut convertie en équivalents lingots, puis divisée par un facteur de conversion (égal à 1.3 dans la plupart des cas) pour tenir compte des pertes intervenant entre la production de produits sidérurgiques et la production de lingots.

### Comparabilité

L'OCDE réexamine constamment la méthodologie et les sources de données de manière à assurer un haut degré de comparabilité. Cependant, la conversion de la production d'acier brut en équivalents produits sidérurgiques utilise des facteurs de conversion standardisés qui, suivant la composition de la production, ne conviennent peut-être pas à tous les pays et à toutes les périodes. De légères différences entre pays ne sont sans doute pas significatives.

### Production d'acier dans certains pays

Millions de tonnes d'équivalent produit



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/635745217573>

### Tendances à long terme

Au cours de la période examinée, la production mondiale d'acier a progressé de plus de 3 % par an – soit environ deux fois plus vite que la croissance des pays de l'OCDE. Les évolutions observées dans la zone OCDE ont été variables, avec une baisse de la production au Royaume-Uni et au Luxembourg, mais de fortes augmentations en Corée, au Mexique, en Turquie et, à partir d'un niveau peu élevé, en Autriche et en Finlande.

Parmi les pays non membres de l'OCDE, la production d'acier a augmenté de près de 12 % par an en Chine, de plus de 5 % en Inde et de plus de 3 % au Brésil. En Ukraine, la progression annuelle n'a été que de 0.5 % et en Fédération de Russie, la croissance pendant la période a été juste supérieure à 1 %. Il y a eu, cependant, une augmentation particulièrement nette de la production d'acier russe en 2004.

À la fin de la période, la Chine est devenue de loin le plus grand producteur d'acier. Sa production, en 2004, d'un peu plus de 240 millions de tonnes a été près de deux fois plus élevée que celle du pays venant en deuxième position, le Japon. Les autres principaux producteurs étaient les États-Unis, la Corée et l'Allemagne.

### Source

- OCDE (2006), *L'industrie sidérurgique en 2004* : Édition 2006, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Les capacités de production d'acier dans les économies non membres de l'OCDE* : Édition 2003, OCDE, Paris.

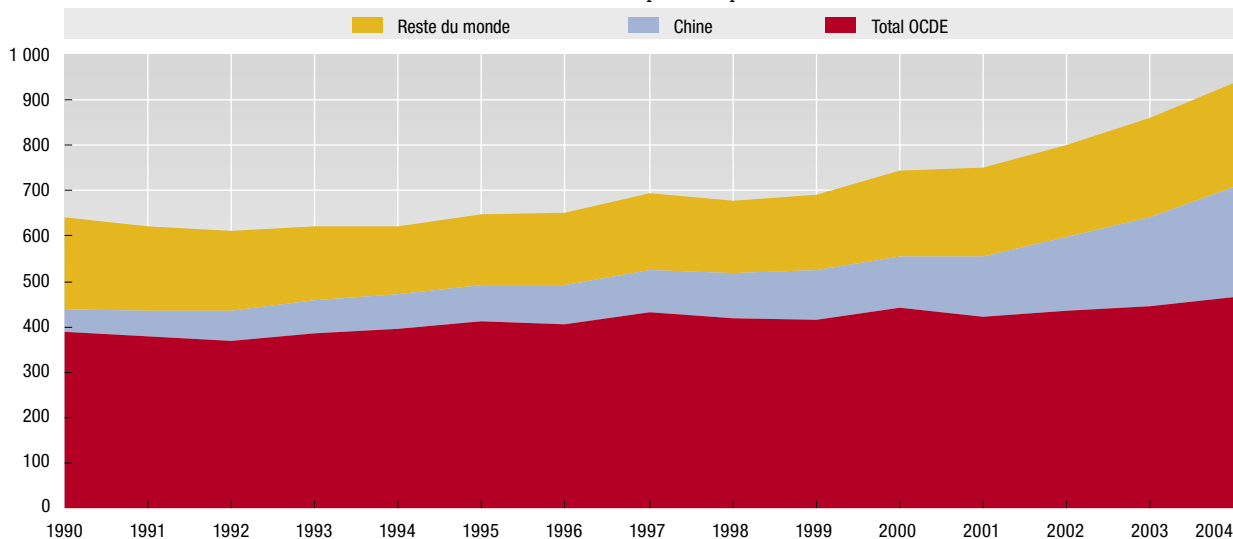
**Production d'acier**

Millions de tonnes d'équivalent produit

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	37.5	35.5	33.7	36.7	37.7	35.7	40.4	39.6	37.8	41.7	40.3	40.5	40.3	41.7
Australie	5.4	6.1	7.0	7.6	7.6	7.6	8.0	8.1	7.4	6.4	6.4	6.8	6.9	6.7
Autriche	3.8	3.6	3.7	3.9	4.5	4.0	4.7	4.7	4.7	5.1	5.3	5.6	5.6	5.9
Belgique	10.1	9.3	9.1	10.2	10.4	9.7	9.7	10.3	9.9	10.5	9.7	10.2	10.0	10.6
Canada	10.9	11.8	12.3	11.9	12.4	12.6	13.3	13.6	13.9	14.2	13.1	13.7	13.7	14.0
Corée	24.2	26.1	30.8	31.5	34.3	36.3	39.7	37.3	38.4	40.3	41.0	42.4	43.3	44.5
Espagne	11.4	11.0	11.6	12.1	12.4	10.9	12.3	13.3	13.4	14.3	14.9	14.8	14.8	15.9
États-Unis	66.9	71.1	75.6	77.8	81.7	82.3	85.0	85.3	84.3	88.1	78.1	79.9	81.2	85.8
Finlande	2.7	2.9	3.0	3.2	3.0	3.1	3.5	3.7	3.7	3.8	3.7	3.7	4.5	4.5
France	16.5	16.1	15.4	16.2	16.2	15.8	17.7	18.1	18.1	18.8	17.3	18.2	17.8	18.7
Italie	22.5	22.3	23.1	23.5	25.0	21.5	23.2	23.1	22.2	24.1	23.9	23.4	24.1	25.6
Japon	101.8	91.2	92.7	91.5	94.6	92.0	97.4	87.2	87.8	99.3	96.0	100.6	103.1	105.2
Luxembourg	2.8	2.5	2.7	2.5	2.2	2.1	2.3	2.2	2.3	2.3	2.5	2.5	2.4	2.4
Mexique	6.5	6.9	7.5	8.4	10.0	11.0	11.9	11.9	13.0	13.1	11.1	12.0	13.0	14.3
Pays-Bas	4.6	4.9	5.4	5.5	5.8	5.7	6.0	5.7	5.5	5.1	5.4	5.5	5.9	..
Pologne	7.7	7.3	7.4	8.3	9.1	8.2	9.2	8.0	7.3	8.5	7.1	6.9	7.5	8.7
République slovaque	3.7	3.2	3.2	3.2	3.3	3.1	3.3	2.9	3.1	3.2	3.4	3.7	4.0	3.9
République tchèque	5.6	5.3	5.1	5.4	5.5	5.2	5.4	5.3	4.6	5.4	5.5	5.7	5.9	6.1
Royaume-Uni	14.6	14.3	14.7	15.3	15.6	16.0	16.5	15.5	14.6	13.6	12.2	10.5	12.0	12.4
Suède	3.8	3.9	4.1	4.5	4.5	4.4	4.6	4.6	4.6	4.7	5.0	5.2	5.2	5.4
Turquie	8.3	9.1	10.2	11.2	11.7	12.2	13.0	12.7	12.9	12.9	13.5	14.9	16.5	18.5
UE15	132.6	128.5	129.1	135.9	139.6	131.5	143.5	143.6	139.7	147.0	142.7	142.9	144.8	143.6
Total OCDE	377.4	370.2	384.7	396.5	413.5	405.5	433.3	419.7	416.0	442.3	421.8	433.6	444.0	463.5
Brésil	19.1	20.3	21.3	21.8	21.4	21.8	22.7	22.6	22.2	24.8	23.8	26.5	27.8	29.4
Chine	57.2	65.5	73.0	76.2	79.3	85.1	92.7	98.8	108.3	111.1	134.3	162.8	198.5	243.5
Fédération de Russie	..	48.8	42.5	35.8	38.1	36.7	36.4	33.2	38.9	44.8	49.4	50.4	51.9	55.7
Inde	13.5	14.3	15.0	15.9	18.2	19.9	20.4	19.7	20.4	22.6	22.9	24.1	26.6	27.3
Ukraine	..	29.4	22.9	17.0	15.9	16.1	18.4	17.5	19.7	25.3	26.4	27.1	29.4	31.2
Monde	619.7	609.7	621.6	622.7	648.3	649.9	694.7	678.5	689.6	742.7	752.3	802.1	859.9	938.5

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/433307625352>**Production mondiale d'acier**

Millions de tonnes d'équivalent produit

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/257317254875>



## PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

On peut mesurer la croissance de la productivité en mettant en relation les changements du côté de la production et les changements touchant l'un ou plusieurs des facteurs intervenant dans la production. L'indicateur de la productivité auquel on se réfère le plus fréquemment est la productivité du travail, qui met en relation les changements du côté de la production et les changements du côté de l'offre de travail. C'est un indicateur économique clé et c'est une mesure qui est étroitement corrélée avec le niveau de vie.

### Définition

Les estimations du PIB reposent sur le *Système de comptes nationaux* de 1993. Les estimations concernant les heures effectivement travaillées reflètent les horaires habituels de travail des travailleurs à plein-temps et à temps partiel, les heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées, les heures travaillées dans le cadre d'emplois annexes et le temps non travaillé pour cause de jours fériés, de congés annuels rémunérés, de congés de maladie et de maternité, de grèves et conflits du travail, d'intempéries, pour des raisons de situation économique et pour d'autres motifs.

### Comparabilité

Les statisticiens nationaux et l'OCDE s'efforcent de faire en sorte que les données relatives aux heures effectivement travaillées soient aussi comparables que possible, mais ces données proviennent de sources diverses qui ne présentent pas toutes le même caractère de fiabilité. Dans la plupart des pays, les données proviennent d'enquêtes auprès des ménages sur les forces de travail, tandis que dans les autres pays on exploite des données d'enquêtes auprès des établissements, des sources administratives ou différents types de sources. L'une des difficultés vient de ce que, pour plusieurs pays de l'UE, les estimations sont des estimations de l'OCDE établies sur la base de l'*Enquête européenne sur les forces de travail* qui est

réalisée au printemps. Les résultats reflètent une observation unique pour l'année et les données d'enquête doivent être complétées par des informations provenant d'autres sources pour les heures non travaillées pour cause de jours fériés et de congés annuels rémunérés. Les heures de travail annuelles pour les autres pays sont communiquées par les offices statistiques nationaux et, pour les estimer, on exploite les meilleures sources disponibles. De façon générale, il vaut mieux considérer que les données permettent des comparaisons de tendances dans le temps plutôt que des comparaisons entre pays.

Les estimations du PIB reposent sur des définitions communes, mais les méthodes appliquées par la plupart des pays pour estimer la valeur ajoutée des services administratifs postulent que la productivité du travail est nulle. Cela signifie que les pays où le secteur des administrations publiques est important ou était en accroissement durant la période considérée auront, par construction, une croissance plus faible du PIB par heure travaillée que les autres pays.

On notera que l'UE15 ne prend pas en compte l'Autriche et que, s'agissant de la zone de l'OCDE, ne sont pas prises en compte l'Autriche, la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Turquie. Le graphique pour le Canada et pour la zone OCDE se réfère à la période 2001-2003.

### Sources

- OCDE *Base de données de la productivité*, [www.oecd.org/statistics/productivity](http://www.oecd.org/statistics/productivity).
- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Ahmad, N., F. Lequiller, P. Marianna, D. Pilat, P. Schreyer et A. Wölfl (2003), *Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/14, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2002), « The measurement of productivity: what do the numbers mean? », *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris, chapitre 3, pp. 29-61.
- OCDE (2004), « Clocking In (and Out): Several Facets of Working Time », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), « Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE », *Observateur international de la productivité*, n° 8, printemps, CSLS, Ottawa, pp. 59-65.
- Schreyer, P. et D. Pilat (2001), « Mesurer la productivité », *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Van Ark, B. (2004), « The measurement of productivity: what do the numbers mean? », *Fostering Productivity – Patterns, Determinants and Policy Implications*, G. Gelauff, L. Klomp, S. Raes et T. Roelandt (éd.), Elsevier, Amsterdam ; Boston, chapitre 3, pp. 29-61.

#### Sites Web

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity](http://www.oecd.org/statistics/productivity).

### Tendances à long terme

Sur toute la période depuis 1991, c'est en Italie, au Mexique et en Suisse, que le taux de croissance du PIB par heure travaillée a été le plus faible, tandis que les pays en tête à cet égard sont l'Irlande, la Corée et les quatre nouveaux pays membres de l'OCDE d'Europe centrale. En France, en Allemagne, au Japon et aux États-Unis, le taux d'accroissement du PIB par heure travaillée est proche de la moyenne pour la zone de l'OCDE.

Le graphique porte sur les performances au cours des trois dernières années. La Pologne, la Corée, la République tchèque et la République slovaque se situent clairement en tête. En Italie et au Portugal, le PIB par heure travaillée a, en fait, diminué et, au Mexique, en Suisse et aux Pays-Bas, le taux de croissance annuel moyen du PIB par heure travaillée a été inférieur à 1 %. Parmi les grands pays de l'OCDE, le taux d'accroissement a été proche de la moyenne pour la zone de l'OCDE au Royaume-Uni, en France, au Japon et aux États-Unis, tandis que la progression du PIB par habitant a été moindre au Canada, en Espagne et en Allemagne.

Les estimations présentées ici ne sont pas ajustées en fonction des décalages dans le cycle conjoncturel ; des estimations qui seraient corrigées des variations conjoncturelles pourraient décrire une situation un peu différente.

## Évolution du PIB par heure travaillée

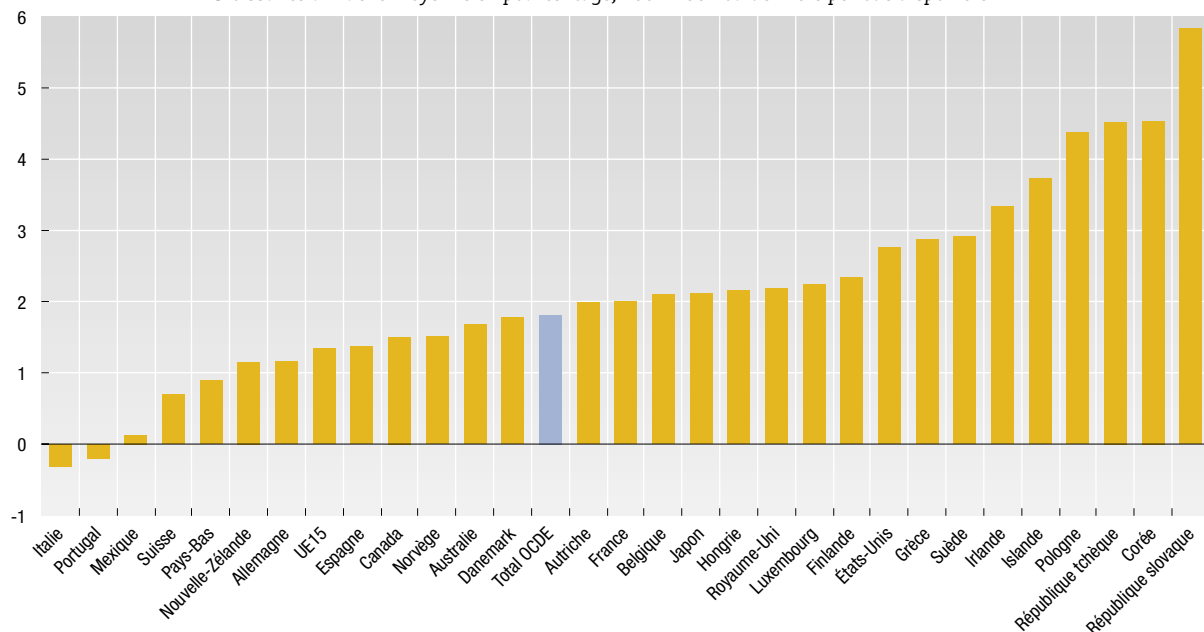
Croissance annuelle en pourcentage

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	4.66	2.71	1.88	2.90	2.70	2.51	2.42	1.39	1.46	2.50	1.68	1.54	0.79	1.15
Australie	2.77	4.45	0.61	0.17	1.57	4.92	3.03	3.57	1.29	0.32	3.46	1.36	2.75	0.91
Autriche	..	..	..	..	..	2.01	0.39	4.79	0.74	1.64	-0.57	3.23	1.51	1.22
Belgique	2.22	1.40	2.34	3.73	1.80	0.97	1.32	0.89	2.47	1.92	-0.88	1.14	1.60	3.55
Canada	0.81	2.05	1.02	1.94	1.40	0.17	4.03	1.56	2.34	3.25	1.14	2.16	0.84	..
Corée	6.90	4.71	4.22	5.77	5.84	5.16	5.08	2.92	7.30	3.35	2.36	5.84	4.59	3.17
Danemark	2.43	0.00	4.06	-1.08	4.37	1.08	0.99	0.69	2.17	0.70	1.04	1.22	1.79	2.34
Espagne	0.83	2.83	2.32	2.90	0.85	1.29	0.03	0.15	0.47	0.38	1.51	1.43	1.68	1.00
États-Unis	1.30	2.74	0.94	1.68	0.62	2.90	1.74	2.82	3.03	1.99	1.90	2.52	2.59	3.16
Finlande	0.42	3.14	4.94	4.20	1.63	2.52	3.05	3.51	0.61	3.68	0.49	1.62	2.93	2.46
France	1.54	2.52	1.11	2.33	2.95	0.43	2.30	2.78	1.78	3.87	1.19	3.32	1.08	1.62
Grèce	5.51	-2.12	-3.29	1.64	1.64	1.81	5.08	-1.20	2.66	6.00	4.29	3.78	2.98	1.86
Hongrie	..	..	6.08	-1.87	4.73	2.24	3.43	3.29	0.17	4.46	5.72	2.37	0.98	3.13
Irlande	3.75	4.97	2.27	2.38	4.56	4.37	7.51	4.35	5.87	5.28	3.46	5.09	2.87	2.06
Islande	-0.10	-4.12	2.76	4.00	-3.92	3.60	5.86	2.70	-2.28	2.99	2.92	1.27	4.42	5.51
Italie	-0.05	2.06	2.53	4.71	2.46	0.40	1.64	0.55	0.73	1.36	0.56	-1.28	-0.38	0.73
Japon	2.96	1.52	3.02	1.36	2.63	2.57	2.24	0.80	2.47	1.90	1.48	1.72	1.46	3.16
Luxembourg	5.77	0.14	2.49	2.32	-2.08	1.95	5.18	2.88	2.77	3.43	-2.89	0.07	2.39	4.27
Mexique	..	0.11	-1.55	-0.26	-8.63	-1.10	-0.65	4.04	0.28	7.28	1.45	-2.72	2.21	0.90
Norvège	4.79	2.98	2.37	4.05	3.48	3.62	2.59	0.21	1.46	3.71	3.87	2.21	1.58	0.75
Nouvelle-Zélande	1.32	0.22	2.51	0.58	0.10	0.53	1.84	0.93	2.62	1.94	0.99	1.72	1.52	0.21
Pays-Bas	2.67	1.78	2.45	3.04	2.09	-2.55	1.10	2.56	2.84	-0.13	-0.62	2.40	-1.68	1.96
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.02	4.23	4.84	4.04
Portugal	10.60	4.54	0.35	1.82	1.80	4.61	4.14	2.02	1.19	4.07	-0.33	-0.03	0.36	-0.93
République slovaque	..	..	..	..	4.19	5.99	6.27	6.75	3.65	3.79	3.87	8.34	5.63	3.52
République tchèque	..	..	..	2.14	4.09	4.46	-1.00	0.76	4.91	4.16	6.97	0.94	4.31	8.32
Royaume-Uni	1.94	6.00	3.68	2.81	1.71	1.92	1.58	2.41	2.19	3.40	1.34	2.13	1.96	2.46
Suède	1.29	2.25	2.30	2.62	2.12	1.63	3.50	2.16	1.85	3.27	0.52	3.30	2.72	2.72
Suisse	-6.90	0.95	0.81	0.50	1.68	2.19	2.64	0.95	-0.78	2.89	1.75	0.92	-0.37	1.54
UE15	2.55	3.07	2.10	2.93	2.21	1.34	1.94	1.53	1.56	2.52	1.10	1.53	0.98	1.49
Total OCDE	..	2.41	1.51	1.93	1.25	1.83	1.86	2.57	2.28	2.43	1.58	1.66	1.96	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/00080516545>

## PIB par heure travaillée

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2002-2004 ou dernière période disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/648638060117>

## PRODUCTIVITÉ MULTIFACTORIELLE

Pour analyser les causes de la croissance, il faut décomposer la croissance du produit intérieur brut en trois composantes – à savoir la contribution du travail, celle du capital et la productivité multifactorielle (PMF).

La PMF correspond à la variation du produit intérieur brut (PIB) qui ne peut pas s'expliquer par des variations des quantités de capital et de travail utilisées pour engendrer le PIB. On qualifie parfois la PMF de « progrès technique immatériel » car il s'agit de l'augmentation du PIB qui n'est pas « matérialisée » par le travail ou le capital. La PMF résulte d'une gestion plus efficace des processus de production – meilleure utilisation du travail et du capital, meilleure combinaison des deux facteurs ou réduction de la quantité de biens intermédiaires et de services nécessaires pour obtenir un volume donné de production. La croissance de la PMF est un facteur explicatif important de la croissance à long terme du PIB réel.

### Définition

Le cadre de comptabilité de la croissance appliqué ici décompose la croissance annuelle du PIB en apports de travail et de capital et en croissance de la productivité multifactorielle. Le taux de croissance du PIB est une moyenne pondérée des taux de croissance des apports en capital et en travail. Les coefficients de pondération assignés à chacun de ces apports sont les élasticités de production de chaque facteur de production. Étant donné que les élasticités de production ne peuvent pas être directement observées, les parts de facteurs du travail et du capital sont souvent utilisées comme coefficients de pondération. Le taux de croissance de la productivité multifactorielle correspond à la partie de la croissance du PIB qui ne peut pas s'expliquer par la contribution mesurée des facteurs de production.

### Comparabilité

La décomposition de la croissance dans les pays de l'OCDE repose sur la base de données de l'OCDE concernant la productivité, qui prend en compte les principaux problèmes de cohérence des sources de données et de comparabilité d'un pays à l'autre.

### Tendances à long terme

Au cours des périodes prises en compte dans le tableau, la croissance de la productivité multifactorielle a été un des facteurs qui a contribué à consolider la croissance au Canada, en Finlande, en France, en Grèce, en Irlande, en Suède et aux États-Unis au cours des années 1990. Dans d'autres pays, comme en Allemagne, au Japon, au Royaume-Uni, en Autriche, en Belgique, au Danemark, aux Pays-Bas et en Espagne, la croissance de la PMF a ralenti au cours des années 1990.

La production est mesurée par le PIB réel, calculé selon le Système de comptabilité nationale de 1993, avec certaines différences possibles selon la façon dont les pays convertissent le PIB à prix courants en PIB réel. Le travail est mesuré à travers le nombre total d'heures effectivement travaillées et l'apport en capital correspond au flux de services en capital. La méthode utilisée est identique pour tous les pays.

La productivité multifactorielle (PMF) étant calculée de façon résiduelle – il s'agit de la fraction de la croissance du PIB obtenue après déduction de la croissance du travail et du capital – elle reflète nécessairement les erreurs éventuelles qui ont pu être commises lorsqu'on a mesuré l'apport en travail et en capital au PIB. Le problème se pose en particulier lorsqu'on veut mesurer l'apport en capital sous la forme de matériels et logiciels informatiques et d'équipements de communication. Pour corriger les différences de méthode d'un pays à l'autre, l'OCDE utilise une méthode normalisée pour ces types de biens en capital.

Il faut également souligner que les données utilisées se rapportent à l'économie totale et couvrent donc le secteur public. Or, il est difficile de mesurer la production et la productivité dans le secteur public. Les pratiques statistiques et la taille du secteur public peuvent varier d'un pays à l'autre. Il faut bien garder à l'esprit cet élément pour interpréter cette série.

### Source

- OCDE Base de données de la productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity](http://www.oecd.org/statistics/productivity).

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité – Manuel de l'OCDE Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, OCDE, Paris.
- Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont (2003), *OECD Capital Services Estimates*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/6, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity](http://www.oecd.org/statistics/productivity).

## Évolution de la productivité multifactorielle

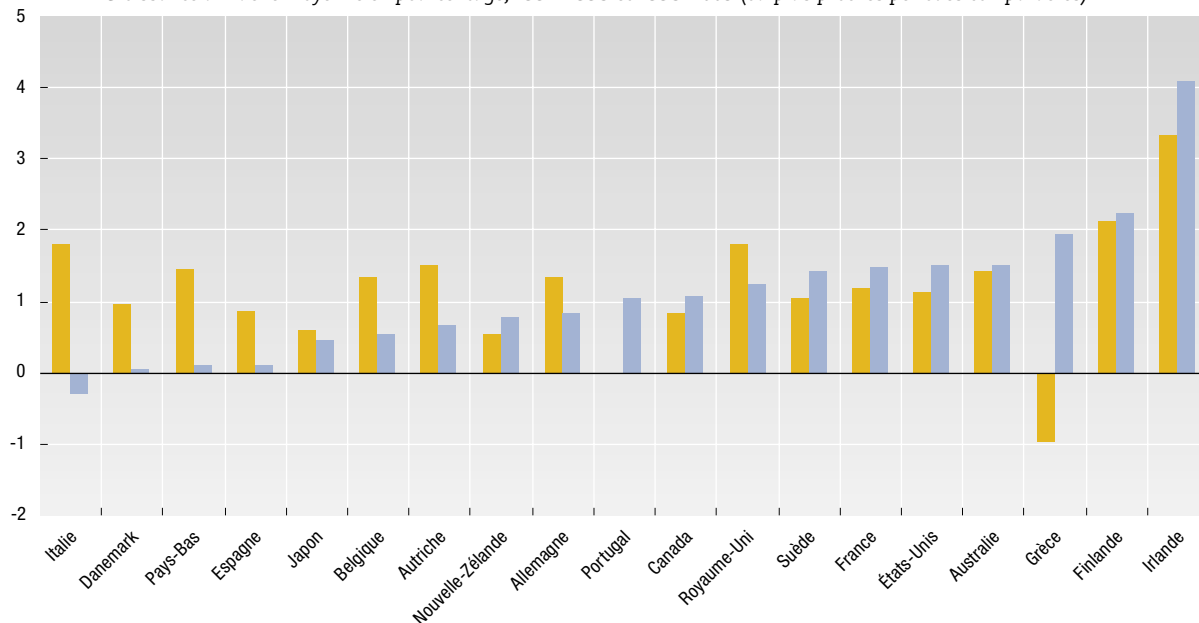
Croissance annuelle en pourcentage

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	..	..	1.5	0.3	2.0	1.6	1.2	1.3	0.6	0.6	1.6	0.7	0.5	0.1
Australie	-0.4	1.1	3.3	0.8	0.4	1.3	2.3	2.2	2.5	0.5	-0.6	2.7	1.1	..
Autriche	2.1	1.3	0.8	1.1	2.9	1.3	0.4	1.1	0.3	1.8	1.5	-1.3	0.5	1.0
Belgique	1.6	1.1	0.5	0.9	2.9	1.2	0.2	0.9	0.1	1.5	1.2	-1.3	0.6	1.2
Canada	-1.1	-1.2	0.7	0.4	1.6	0.7	-0.5	2.7	0.7	1.5	2.3	0.1	1.5	0.3
Danemark	1.3	1.1	-0.6	2.1	-0.1	2.5	0.3	0.1	-0.5	0.6	-0.2	-0.2	-0.2	0.5
Espagne	..	-0.3	1.0	0.5	1.7	0.2	0.4	-0.3	-0.2	-0.1	-0.1	0.6	0.6	..
États-Unis	0.7	0.3	2.0	0.6	1.5	0.5	2.0	1.1	1.6	1.8	0.8	0.8	1.8	2.2
Finlande	0.2	-2.6	0.3	2.7	4.0	1.7	2.6	3.2	3.2	0.8	3.6	0.3	1.5	2.7
France	0.7	0.3	1.4	-0.2	1.5	2.1	0.0	1.7	2.2	1.3	2.9	0.4	2.0	..
Grèce	-1.7	4.0	-2.1	-3.6	1.0	0.9	0.9	3.6	-1.3	1.5	4.1	2.7	2.4	2.0
Irlande	4.5	2.9	4.2	2.0	2.6	4.6	4.1	6.8	3.7	4.9	4.3	2.7	4.1	2.1
Italie	-0.3	-0.6	0.9	1.1	3.4	1.8	-0.3	0.8	-0.2	-0.2	0.5	-0.3	-1.8	-0.9
Japon	3.7	1.4	-0.1	1.0	0.2	1.3	1.4	0.7	-1.1	0.4	0.9	0.2	0.6	..
Nouvelle-Zélande	-1.1	-0.1	-0.2	2.5	0.5	-0.6	-0.1	0.7	-0.1	2.3	1.0	0.5	1.3	..
Pays-Bas	0.7	1.7	0.8	1.2	2.2	1.6	-1.9	0.7	1.8	1.8	-0.3	-0.9	1.4	-1.8
Portugal	..	..	..	..	..	..	3.3	2.9	1.2	0.3	2.6	-0.9	-0.6	-0.4
Royaume-Uni	-0.2	-0.4	2.0	2.2	2.2	0.9	1.0	0.8	1.0	1.1	2.3	0.7	1.5	1.6
Suède	-0.8	-0.4	0.4	0.2	2.1	1.4	0.4	2.1	1.1	1.0	2.1	-0.2	2.6	2.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/204151581164>

## Productivité multifactorielle

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-1995 et 1995-2003 (ou plus proches périodes comparables)

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/281507810122>

## VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

La contribution des secteurs primaires, secondaires et tertiaires à la valeur ajoutée totale s'est considérablement transformée au cours des dernières décennies. L'agriculture, la pêche et la sylviculture ont désormais une importance relativement mineure dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. La part du secteur manufacturier a elle aussi diminué dans la plupart des pays, tandis que les services représentent aujourd'hui largement plus de 60 % du PIB total dans tous les pays de l'OCDE.

### Définition

La valeur ajoutée est égale à la production brute moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent net d'exploitation et de l'amortissement des biens de capital. La part de chaque secteur est calculée en divisant la valeur ajoutée du secteur par la valeur ajoutée totale. La valeur ajoutée totale est inférieure au PIB car elle ne comprend pas la TVA et les impôts similaires sur les produits.

L'industrie comprend les activités extractives, les activités manufacturières et la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau ; le commerce comprend le commerce de détail et de gros et les services de réparation ; le secteur de l'immobilier comprend les loyers des logements, ainsi que les loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire ; enfin, les administrations publiques recouvrent l'administration publique, le maintien de l'ordre public et la défense.

### Tendances à long terme

La part de l'agriculture a diminué pendant toute la période dans presque tous les pays et, à la fin de la période, sa contribution n'est plus significative qu'en Grèce, en Islande (pêche), en Nouvelle-Zélande et en Turquie.

La part de l'industrie a aussi diminué pendant toute la période, encore que pour l'ensemble de la zone OCDE, l'industrie représentait encore quelque 23 % du PIB en 2001. L'activité manufacturière est l'activité industrielle la plus importante, sauf en Norvège, où la production de pétrole et de gaz la devance.

Au total, les activités de service représentent environ 70 % du PIB des pays de l'OCDE, leur part étant particulièrement importante au Danemark, en Grèce, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni et relativement faible en République tchèque, en Corée, en Norvège et en Turquie. Il convient toutefois de noter que dans la plupart des pays, la plus grande partie de la valeur ajoutée du secteur des services est « liée à des produits » et prend la forme de services commerciaux, de services de transport et de services aux entreprises achetés par l'industrie. Une part importante des services dans la valeur ajoutée totale ne signifie pas nécessairement qu'une économie est devenue une « économie de services » ; la production, le transport et la distribution de marchandises constituent toujours une activité prédominante dans la plupart des pays de l'OCDE en termes d'emploi et de valeur ajoutée.

### Comparabilité

Pratiquement tous les pays de l'OCDE ont adopté le *Système de comptabilité nationale 1993*, aussi, les définitions utilisées sont très comparables. Cependant, l'externalisation croissante d'activités de services par les entreprises de l'industrie peut contribuer en partie le déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité étaient précédemment assurés par des salariés d'une entreprise manufacturière, la rémunération de ceux-ci aurait été incluse dans la valeur ajoutée de l'industrie, tandis que si ces services sont aujourd'hui achetés auprès de producteurs spécialisés, la rémunération de leurs salariés sera incluse dans la valeur ajoutée du secteur des services. On aura ainsi l'impression d'une diminution de la part de l'industrie et d'une augmentation de celle des services alors que la quantité de services de nettoyage et de sécurité effectivement produits sera sans doute restée constante.

### Source

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Lal, K. (2003), *Measurement of Output, Value Added, GDP in Canada and the United States*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/4, OCDE, Paris.
- OCDE (1996), *Services : Mesurer la valeur ajoutée réelle annuelle*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.

#### Sites Web

- OCDE Archives des Comptes nationaux, [www.oecd.org/std/national-accounts/papers](http://www.oecd.org/std/national-accounts/papers).
- OCDE Comptes nationaux, [www.oecd.org/std/national-accounts](http://www.oecd.org/std/national-accounts).

### Valeur ajoutée dans l'agriculture et l'industrie

En pourcentage de la valeur ajoutée totale

Agriculture, sylviculture, chasse et pêche

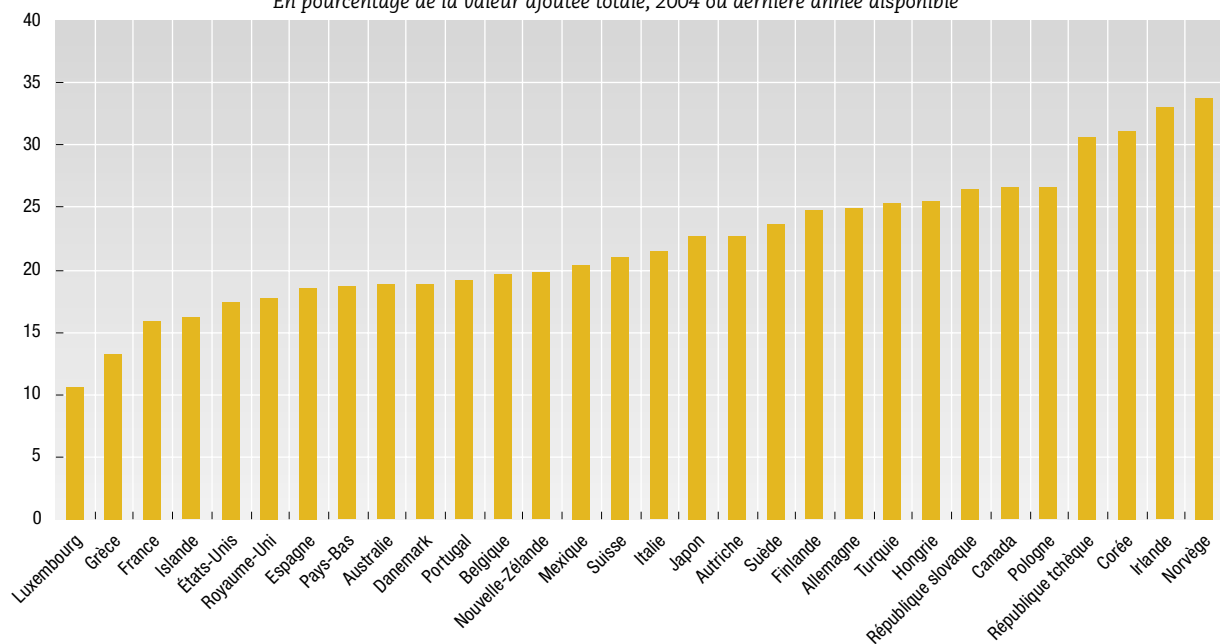
Industrie, y compris énergie

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	1.7	1.3	1.3	1.4	1.1	1.1	1.1	31.6	25.4	25.1	24.9	24.4	24.5	25.0
Australie	3.8	3.7	3.8	4.2	3.1	3.4	..	22.4	21.7	20.1	19.4	19.3	18.9	..
Autriche	4.0	2.7	2.1	2.1	2.0	1.9	1.9	24.9	22.5	23.0	22.8	22.7	22.4	22.8
Belgique	2.2	1.6	1.4	1.4	1.2	1.3	1.4	25.9	23.1	22.1	21.2	20.8	19.9	19.6
Canada	2.9	2.9	2.3	2.2	..	..	..	24.5	25.8	28.2	26.6	..	..	..
Corée	9.8	6.9	5.3	4.9	4.4	4.1	4.0	29.4	29.7	32.0	30.3	29.5	29.1	31.1
Danemark	4.0	3.5	2.6	2.8	2.3	2.2	2.2	20.5	20.4	21.3	20.6	20.5	20.0	18.9
Espagne	6.6	5.5	4.4	4.1	3.9	3.7	3.5	24.9	22.3	20.9	20.3	19.6	19.1	18.5
États-Unis	2.1	1.6	1.2	1.2	1.0	1.2	..	23.5	22.2	19.4	18.1	17.4	17.4	..
Finlande	6.2	4.5	3.8	3.5	3.5	3.4	3.1	24.8	28.1	28.2	26.6	25.6	25.2	24.8
France	3.8	3.4	2.8	2.9	2.7	2.6	2.5	20.1	18.7	17.7	17.2	16.6	15.9	15.8
Grèce	10.0	9.9	7.3	6.9	7.0	6.6	5.6	18.8	16.0	14.5	14.2	13.8	13.5	13.2
Hongrie	..	6.7	4.3	4.3	3.7	3.3	..	..	26.3	27.8	26.1	24.9	25.5	..
Irlande	9.2	7.3	3.5	3.1	2.7	2.7	..	30.0	33.1	34.3	33.6	33.5	33.0	..
Islande	11.5	11.3	8.8	9.2	9.3	..	..	19.8	19.5	16.7	18.0	16.2	..	..
Italie	3.4	3.2	2.8	2.7	2.6	2.5	2.5	26.1	24.9	23.1	22.7	22.1	21.6	21.4
Japon	2.4	1.8	1.3	1.3	1.3	1.2	..	28.6	25.0	24.0	23.0	22.5	22.7	..
Luxembourg	1.5	1.0	0.7	0.6	0.6	0.5	0.5	21.9	15.0	11.9	11.6	10.8	10.6	10.6
Mexique	7.8	5.2	4.0	4.0	3.8	3.8	..	24.2	22.6	22.6	21.8	21.1	20.3	..
Norvège	3.4	3.0	2.1	1.8	1.7	1.5	1.5	29.3	29.6	37.7	35.6	32.8	32.1	33.7
Nouvelle-Zélande	6.7	7.2	8.7	9.2	..	..	..	22.7	21.9	20.2	19.8	..	..	..
Pays-Bas	4.4	3.5	2.8	2.7	2.5	2.4	2.3	24.0	22.4	20.1	19.8	19.0	18.9	18.6
Pologne	..	6.5	3.5	3.7	3.1	3.0	2.9	..	29.7	25.3	23.7	23.6	24.5	26.6
Portugal	8.0	5.2	3.4	3.7	3.6	3.7	3.5	23.9	23.3	20.8	20.1	19.7	19.3	19.1
République slovaque	..	5.9	4.6	4.9	4.4	4.0	3.9	..	33.1	28.4	27.6	25.7	26.5	26.5
République tchèque	8.1	4.6	3.9	3.7	3.1	3.0	3.0	33.9	30.8	31.7	30.3	31.2	30.4	30.7
Royaume-Uni	1.8	1.9	1.0	0.9	0.9	1.0	0.8	27.3	25.9	22.1	20.8	19.2	18.1	17.8
Suède	3.3	2.7	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	23.9	25.7	24.7	23.6	23.1	22.9	23.6
Suisse	2.8	2.0	1.5	1.4	1.3	1.2	..	23.2	23.3	21.5	22.0	21.4	21.0	..
Turquie	17.6	15.7	14.2	11.7	11.7	11.9	11.5	25.8	26.4	23.5	25.0	25.5	25.1	25.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/335157302273>

### Valeur ajoutée dans l'industrie

En pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/255083016037>

## VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

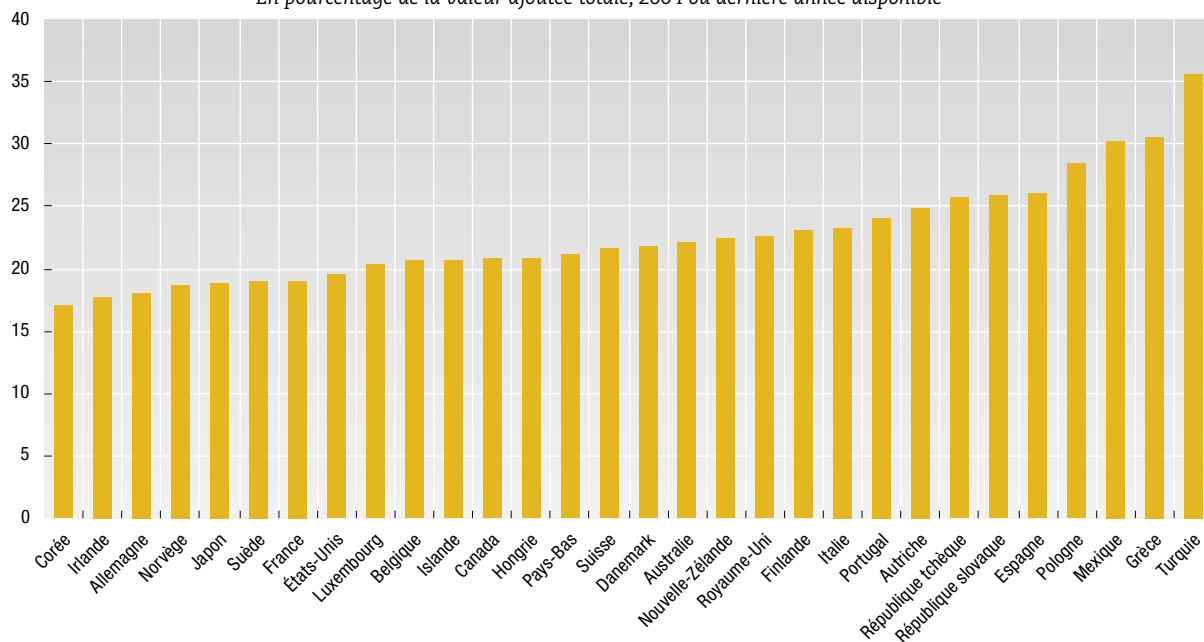
**Valeur ajoutée dans la construction et dans les transports, le commerce, les hôtels et restaurants**

En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Construction								Transport, commerce, hôtels et restaurants							
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004		
Allemagne	6.1	6.8	5.2	4.8	4.6	4.3	4.1	17.5	18.0	18.2	18.2	18.2	17.9	18.0		
Australie	6.6	6.2	5.6	6.1	6.6	6.8	..	22.4	22.9	21.7	21.6	22.0	22.2	..		
Autriche	6.9	7.8	7.9	7.5	7.4	7.7	7.5	25.7	24.2	24.4	24.6	25.0	24.8	24.8		
Belgique	5.5	5.2	5.0	5.0	4.8	4.8	4.9	20.9	20.4	19.9	20.2	20.7	20.7	20.6		
Canada	6.8	4.9	5.0	5.3	..	..	..	21.7	20.7	20.3	20.7	..	..	..		
Corée	11.3	11.6	8.4	8.6	8.6	9.6	9.3	20.2	18.2	18.2	18.7	18.3	17.8	17.1		
Danemark	5.1	4.7	5.5	5.2	5.2	5.2	5.4	21.9	22.3	21.8	21.5	21.2	21.4	21.8		
Espagne	8.6	7.5	8.3	8.9	9.4	10.0	10.8	23.7	25.4	26.1	25.9	25.9	25.7	25.9		
États-Unis	4.6	4.2	4.7	4.9	4.9	4.9	..	21.9	22.2	19.7	19.7	19.8	19.6	..		
Finlande	8.2	4.4	5.6	5.6	5.3	5.3	5.4	22.0	21.2	22.0	22.3	22.8	22.9	23.0		
France	6.5	5.9	5.2	5.3	5.3	5.6	5.9	20.0	19.3	18.9	19.3	19.5	19.3	19.1		
Grèce	7.6	6.4	7.5	8.4	8.2	8.6	8.3	25.6	26.8	29.0	29.1	29.0	29.2	30.5		
Hongrie	..	4.6	5.2	5.1	5.3	4.9	..	..	22.3	21.0	21.6	21.4	20.8	..		
Irlande	5.4	5.3	7.7	7.8	8.1	8.2	..	20.9	17.7	18.3	18.1	18.0	17.6	..		
Islande	9.3	7.6	8.4	8.2	7.5	..	..	22.4	23.0	22.0	20.1	20.7	..	..		
Italie	6.1	5.1	4.8	4.8	5.0	5.0	5.2	23.8	24.5	24.0	23.9	23.6	23.5	23.2		
Japon	9.6	7.9	7.2	6.9	6.6	6.5	..	19.3	21.5	19.4	19.4	19.2	18.8	..		
Luxembourg	6.8	6.2	5.5	5.9	6.0	5.8	5.5	23.1	20.9	22.5	22.1	21.0	20.1	20.4		
Mexique	3.9	3.9	5.1	5.0	5.0	5.2	..	33.4	29.4	32.2	31.4	30.3	30.3	..		
Norvège	4.6	4.5	4.1	4.1	4.5	4.6	4.7	23.3	22.2	18.7	19.4	19.7	19.5	18.7		
Nouvelle-Zélande	4.1	4.2	4.4	4.4	..	..	..	24.4	24.5	22.0	22.5	..	..	..		
Pays-Bas	5.9	5.4	5.8	5.9	5.9	5.8	5.9	22.3	22.3	22.5	22.0	22.1	21.3	21.2		
Pologne	..	7.1	8.1	7.1	6.6	6.0	5.5	..	26.4	28.0	28.7	29.8	28.7	28.4		
Portugal	5.9	6.6	7.7	7.8	7.6	6.7	6.5	24.4	23.8	23.6	23.9	23.9	23.9	24.0		
République slovaque	..	5.1	5.4	5.1	5.3	5.3	5.6	..	24.7	27.0	27.4	26.9	25.9	25.8		
République tchèque	11.3	9.1	6.8	6.4	6.6	7.0	6.7	16.9	24.5	25.1	25.7	25.5	25.8	25.7		
Royaume-Uni	6.7	4.9	5.2	5.5	5.6	5.9	6.0	21.6	21.7	23.1	23.1	22.7	22.6	22.6		
Suède	6.7	4.4	4.0	4.4	4.4	4.4	4.5	19.9	19.7	19.7	19.5	19.4	19.1	19.0		
Suisse	8.1	6.6	5.3	5.4	5.4	5.5	..	23.6	22.3	21.2	21.5	21.6	21.6	..		
Turquie	6.4	5.5	5.2	5.0	4.1	3.6	3.6	31.2	33.2	34.4	35.8	35.5	35.4	35.7		

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/478018084038>
**Valeur ajoutée dans le transport, le commerce, les hôtels et restaurants**

En pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2004 ou dernière année disponible


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/375512660741>



## Valeur ajoutée dans les services aux entreprises, les services publics et les services à la personne

En pourcentage de la valeur ajoutée totale

Banques, assurances, immobilier,  
et autres services aux entreprises

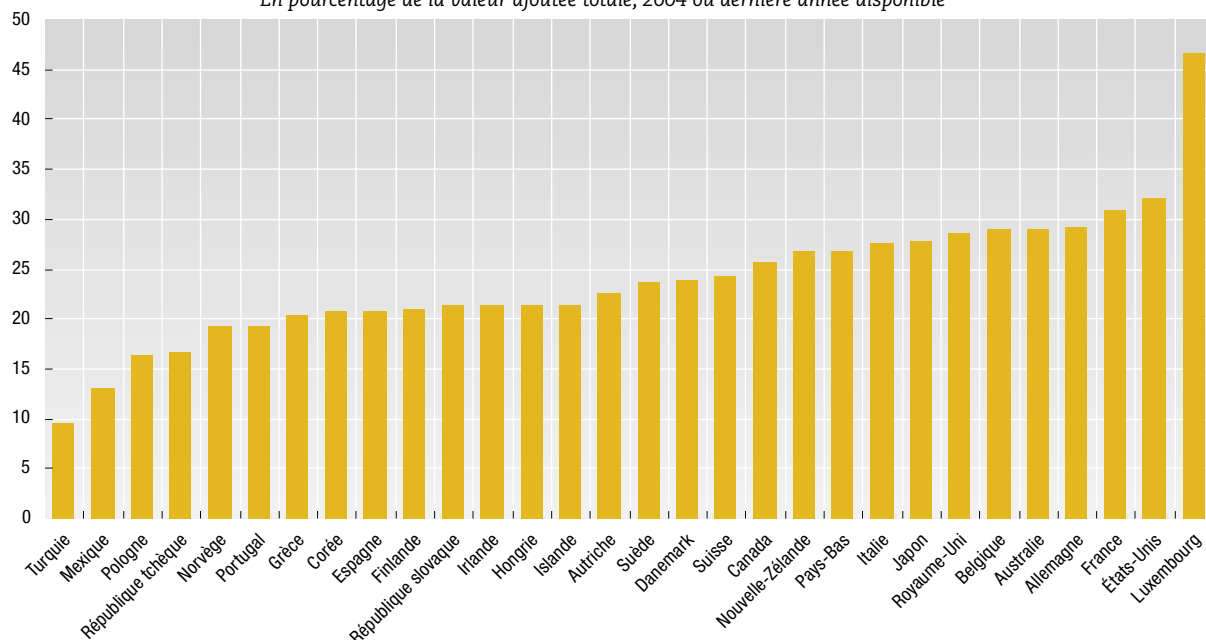
Gouvernement, santé, éducation  
et autres services à la personne

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	22.3	26.4	27.5	28.0	28.6	29.1	29.1	20.9	22.2	22.8	22.7	23.1	23.0	22.7
Australie	25.7	25.6	29.2	29.0	29.1	29.1	..	19.0	19.8	19.6	19.7	19.9	19.7	..
Autriche	17.7	19.9	21.7	22.2	22.1	22.6	22.5	20.8	22.8	20.9	20.8	20.7	20.6	20.5
Belgique	23.0	25.9	28.1	28.3	28.1	28.6	29.0	22.6	23.8	23.6	23.9	24.4	24.7	24.5
Canada	22.7	24.2	25.0	25.6	..	..	..	21.4	21.4	19.2	19.5	..	..	..
Corée	14.9	18.3	20.1	20.4	21.9	21.6	20.7	14.4	15.3	16.1	17.2	17.3	17.8	17.6
Danemark	21.5	22.2	22.3	23.0	23.5	23.6	24.0	27.0	26.9	26.4	26.8	27.4	27.6	27.7
Espagne	18.1	18.8	19.5	20.2	20.8	20.9	20.8	18.7	20.8	20.8	20.5	20.5	20.6	20.5
États-Unis	24.8	26.3	31.6	32.2	32.1	32.0	..	23.2	23.4	23.2	24.0	24.8	24.9	..
Finlande	16.5	18.7	19.4	20.4	21.0	20.6	21.0	22.3	23.1	21.2	21.6	21.9	22.6	22.7
France	27.2	28.2	30.7	30.6	30.7	30.9	31.0	22.7	25.1	24.7	24.8	25.2	25.6	25.8
Grèce	17.5	21.2	21.6	21.3	20.8	21.1	20.3	18.7	19.7	20.1	20.1	21.3	21.0	22.0
Hongrie	..	19.6	20.9	21.3	21.5	21.4	..	..	20.5	20.8	21.6	23.2	24.2	..
Irlande	15.4	16.4	20.7	21.9	21.8	21.4	..	19.1	20.3	15.5	15.5	15.8	17.2	..
Islande	16.9	16.5	20.1	20.7	21.4	..	..	20.3	22.1	24.0	23.9	24.9	..	..
Italie	21.0	23.3	26.0	26.4	27.0	27.3	27.7	19.6	18.8	19.3	19.5	19.7	20.0	20.0
Japon	21.2	23.7	26.0	26.9	27.4	27.7	..	18.8	20.0	22.2	22.5	23.0	23.0	..
Luxembourg	29.2	40.2	44.3	44.1	46.1	47.7	46.7	17.4	16.7	15.1	15.7	15.6	15.3	16.4
Mexique	13.1	17.4	12.0	12.0	13.2	13.0	..	17.6	21.5	24.1	25.7	26.6	27.3	..
Norvège	18.3	18.2	17.5	18.1	19.0	19.5	19.2	21.1	22.5	19.9	20.9	22.3	22.9	22.1
Nouvelle-Zélande	25.4	25.8	27.1	26.8	..	..	..	16.7	16.4	17.6	17.3	..	..	..
Pays-Bas	19.8	23.0	26.4	26.6	26.4	26.7	26.9	23.6	23.3	22.5	23.0	24.1	25.0	25.1
Pologne	..	10.9	15.5	16.1	16.0	16.7	16.4	..	19.4	19.5	20.7	20.8	21.1	20.1
Portugal	18.6	18.2	18.9	18.9	19.0	19.2	19.3	19.2	23.0	25.5	25.7	26.3	27.2	27.6
République slovaque	..	17.5	18.3	17.8	19.4	20.1	21.3	..	13.7	16.3	17.2	18.3	18.3	16.9
République tchèque	16.0	15.9	16.9	18.2	17.4	16.4	16.7	13.1	15.1	15.6	15.6	16.2	17.4	17.1
Royaume-Uni	21.9	24.0	27.1	27.8	29.5	30.3	28.5	20.6	21.5	21.6	21.8	22.0	22.2	24.2
Suède	20.4	23.0	24.1	24.3	24.2	24.1	23.8	25.9	24.5	25.6	26.2	27.0	27.6	27.3
Suisse	18.3	19.9	25.2	23.9	24.2	24.2	..	23.9	26.1	25.2	26.0	26.1	26.5	..
Turquie	6.6	7.4	8.5	8.3	8.9	9.2	9.5	12.4	11.9	14.2	14.2	14.3	14.9	14.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/25577677354>

## Valeur ajoutée dans les banques, l'assurance, l'immobilier et autres services aux entreprises

En pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/877781128375>



## ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

Dans tous les pays de l'OCDE, le PIB a augmenté au cours de la plupart des années depuis 1990. Cependant, cette croissance a été plus soutenue dans certaines branches d'activité que dans d'autres. Pour mettre en évidence l'évolution des profils de croissance, on a l'habitude de diviser l'économie en secteurs primaire, secondaire et tertiaire – correspondant respectivement à l'agriculture, à l'industrie et aux services.

### Définition

La valeur ajoutée est égale à la production brute moins la consommation intermédiaire, ou à la somme de la rémunération des salariés, de l'excédent net d'exploitation et de l'amortissement des biens de capital. Les taux de croissance indiqués ici se rapportent à la valeur ajoutée à prix constants.

L'industrie comprend les activités extractives et manufacturières ; la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau ; et la construction. Les services comprennent le commerce de détail et de gros, les transports et les communications, l'immobilier, les services financiers, d'assurance et aux entreprises, l'éducation, la santé et les autres services personnels, ainsi que l'administration publique et la défense.

### Tendances à long terme

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, l'agriculture a progressé d'environ 1 % par an depuis 1991, l'industrie a enregistré une croissance d'un peu moins de 2.5 % par an et les services ont connu une expansion de 3 % par an.

La croissance annuelle de l'agriculture est généralement très irrégulière, des variations de 10 % ou plus d'une année sur l'autre étant assez courantes. La croissance de l'activité industrielle est un peu plus régulière dans la plupart des pays, tandis que l'expansion des services d'une année sur l'autre tend à être très régulière dans tous les pays, notamment parce que les services recouvrent les services publics, pour lesquels la valeur ajoutée – représentée principalement par la rémunération des salariés – n'évolue généralement que de façon très modérée au fil des ans.

Les graphiques indiquent les taux de croissance moyens des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. Au cours de cette période récente, la part de l'agriculture a diminué dans huit pays, la Suisse, le Japon, le Luxembourg, la Grèce, le Canada, la Corée, les États-Unis et l'Espagne. Celle de l'industrie a progressé dans la plus grande partie d'entre eux, mais elle a néanmoins accusé un recul au Portugal, au Mexique, au Danemark, aux Pays-Bas et en Norvège. Le secteur des services, en revanche, s'est développé dans tous les pays, avec des augmentations particulièrement prononcées en Nouvelle Zélande, en République slovaque, en Grèce et en Turquie.

### Comparabilité

Pratiquement tous les pays de l'OCDE ont adopté le *Système de comptabilité nationale 1993*, aussi, les définitions utilisées sont très comparables. Cependant, l'externalisation croissante d'activités de services par les entreprises de l'industrie peut expliquer en partie le déclin du secteur secondaire et l'expansion du secteur tertiaire. Par exemple, si les services de nettoyage et de sécurité d'une entreprise manufacturière sont sous-traités auprès de prestataires de services, la valeur ajoutée du secteur des services augmentera d'autant au détriment de la valeur ajoutée dans l'industrie, alors que la quantité de services de nettoyage et de sécurité effectivement produits sera sans doute restée constante.

### Source

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78*, volume 2005-2, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Maddison, Angus (2003), *L'économie mondiale : Statistiques historiques*, OCDE, Paris, également disponible sur CD-ROM, [www.theworldeconomy.org](http://www.theworldeconomy.org).
- OCDE (2005), *Comptes nationaux trimestriels*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Glossaires de l'OCDE, Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, OCDE, Paris.
- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève.

#### Bases de données en ligne

- Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.

#### Sites Web

- OCDE Comptes nationaux, [www.oecd.org/std/national-accounts](http://www.oecd.org/std/national-accounts).

## Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche

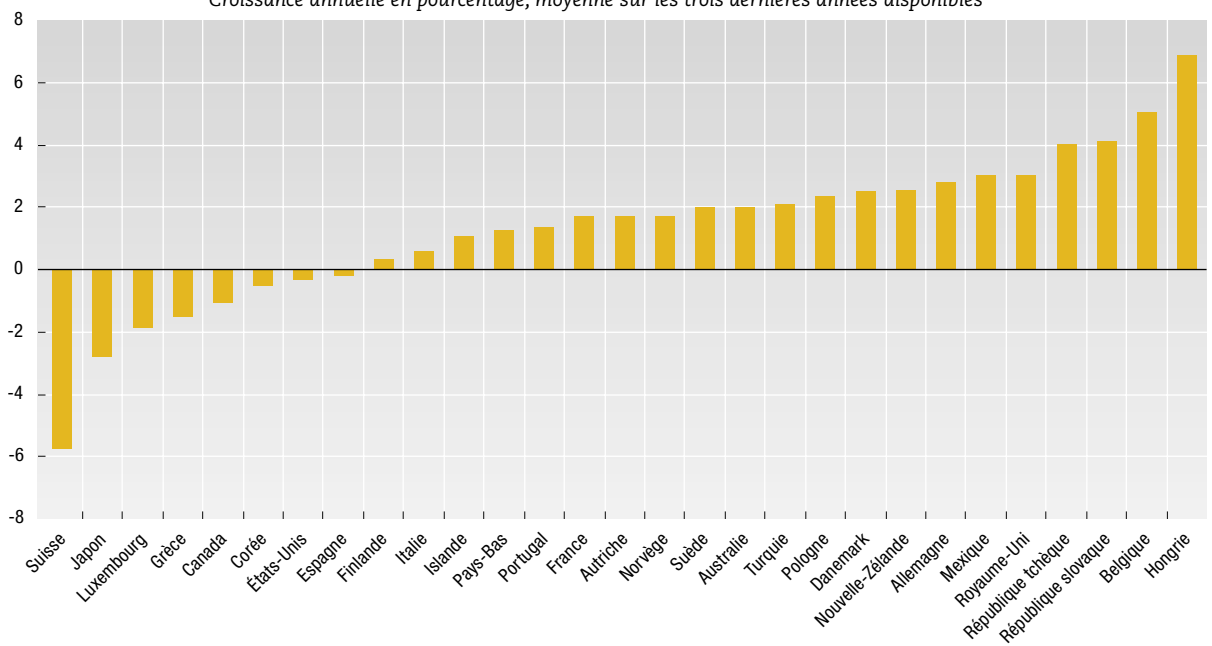
Croissance annuelle en pourcentage

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	-7.98	-3.18	-1.62	-9.43	5.16	4.04	3.36	-6.00	12.74	-0.41	3.79	-6.09	2.04	12.44
Australie	-7.43	6.67	3.66	-17.17	23.49	8.19	-0.88	10.08	3.96	4.31	3.27	-23.79	26.63	..
Autriche	-0.75	-0.83	-1.05	5.56	-1.10	-0.13	3.73	6.43	3.68	-3.00	0.26	-0.76	-1.79	7.70
Belgique	8.16	16.35	6.16	-6.77	2.17	-0.24	2.86	3.39	5.09	1.00	-11.35	12.70	-3.22	5.63
Canada	-4.07	-6.06	6.74	1.32	1.41	0.09	-3.40	6.22	7.49	-1.79	-8.99	-3.25	9.02	..
Corée	1.21	6.54	-6.05	0.25	4.10	1.87	4.08	-7.08	5.85	1.22	1.03	-3.82	-4.82	7.01
Danemark	-1.10	2.07	23.49	3.67	5.19	2.23	2.14	2.36	-3.55	8.32	3.82	-0.58	4.78	3.33
Espagne	3.74	1.01	2.82	-4.73	-6.13	17.56	2.59	-0.62	-5.08	2.66	-1.30	0.44	-0.13	-0.96
États-Unis	1.68	8.42	-3.04	6.01	-10.02	5.84	10.27	4.69	11.67	12.66	-7.49	-1.93	8.46	..
Finlande	-12.85	3.95	4.81	9.43	-5.80	-0.46	12.62	-7.24	1.68	10.49	-4.34	3.58	-0.85	-1.69
France	-5.07	9.99	-4.73	1.49	3.58	5.10	1.75	1.67	3.71	-2.20	-2.78	4.99	-11.63	11.77
Grèce	17.49	-2.86	-1.41	5.85	-4.04	-3.33	0.41	2.29	3.50	-3.67	-3.76	-1.63	-3.52	0.62
Hongrie	..	-16.54	-7.92	-0.45	2.65	4.15	-0.23	-1.36	0.92	-7.37	23.41	-12.08	-3.64	36.34
Islande	-9.65	0.13	5.74	-4.78	-0.66	3.81	-1.76	0.33	-1.60	-0.65	1.19	2.73	..	..
Italie	9.02	1.22	-0.41	0.72	1.42	1.93	1.12	1.18	5.77	-2.87	-0.49	-3.87	-5.22	10.84
Japon	-11.23	2.73	-9.14	2.44	-5.98	2.38	-6.20	-3.09	-5.63	1.60	-4.09	4.66	-8.91	..
Luxembourg	-10.39	37.56	2.94	-5.83	9.36	-4.37	-7.71	9.28	7.29	-7.19	-15.07	0.12	-2.29	-3.38
Mexique	2.32	-0.97	3.08	0.18	1.83	3.80	0.16	3.03	1.50	0.38	5.94	-0.94	4.07	..
Norvège	10.11	-4.97	14.62	2.80	6.53	-0.81	-1.42	2.33	-0.74	-1.71	-3.69	7.88	-6.24	3.52
Nouvelle-Zélande	0.66	-11.97	16.86	0.58	7.34	7.66	0.74	-4.15	4.40	3.40	3.32	2.24	2.06	..
Pays-Bas	3.23	3.09	2.71	3.76	1.97	-1.95	-5.25	9.32	6.35	1.50	-4.32	-1.43	3.37	1.86
Pologne	..	..	6.00	-14.92	10.22	2.39	1.07	5.84	-0.23	-7.92	9.18	2.01	2.08	2.92
Portugal	3.78	3.74	2.27	-2.11	-1.14	6.09	-8.10	-3.42	7.38	-4.02	-0.34	5.73	-3.52	1.90
République slovaque	..	..	..	8.13	-3.65	-2.35	10.03	5.43	0.27	1.86	4.89	-1.96	4.70	9.60
République tchèque	39.38	-21.00	51.69	-17.27	-4.87	-1.05	-3.02	11.76	4.09	5.67	-7.03	2.65	-0.96	10.37
Royaume-Uni	5.00	4.19	-8.17	-1.21	-1.19	-2.23	2.21	2.84	3.36	-0.64	-6.56	9.26	-1.69	1.58
Suède	-4.94	-1.63	2.13	-3.04	0.27	-0.81	1.51	-5.14	2.26	2.78	4.26	2.84	1.97	1.24
Suisse	-2.64	0.02	-5.35	-6.30	2.13	-2.14	-5.34	2.29	-4.20	7.17	-7.99	-0.71	-8.54	..
Turquie	-0.90	4.29	-1.28	-0.72	1.96	4.40	-2.34	8.37	-4.99	3.86	-6.51	6.87	-2.50	2.02

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/355073750703>

## Valeur ajoutée réelle dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche

Croissance annuelle en pourcentage, moyenne sur les trois dernières années disponibles

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/051213021201>

## ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

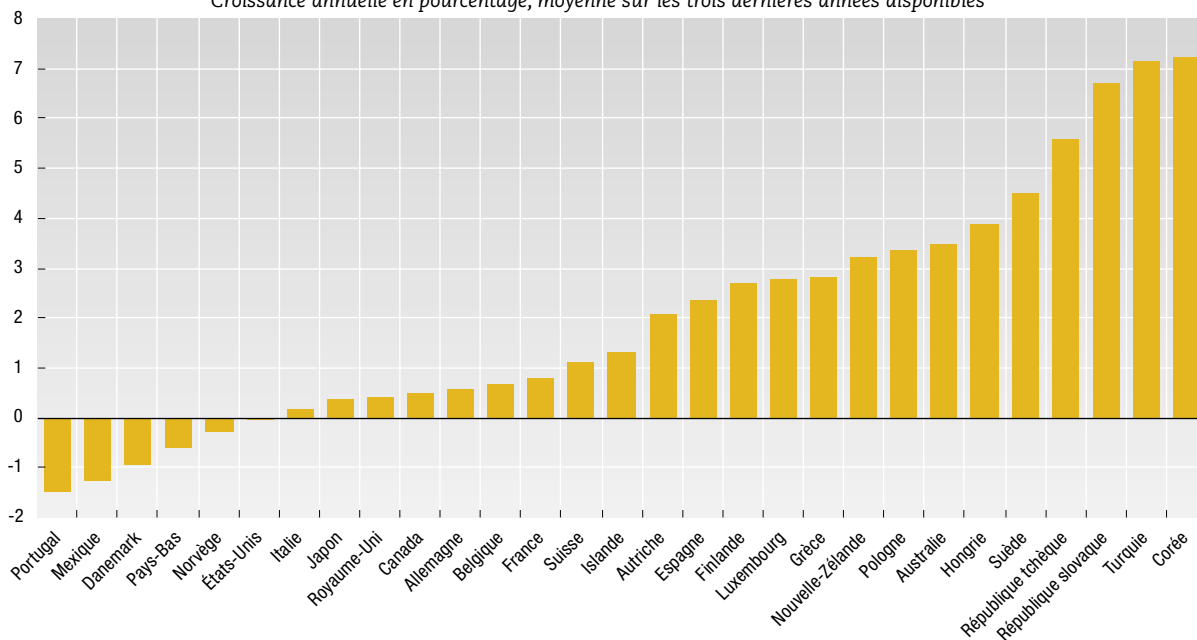
**Valeur ajoutée réelle dans l'industrie**

Croissance annuelle en pourcentage

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	2.59	-0.43	-6.18	3.24	-1.03	-2.44	2.40	0.49	0.81	4.50	-0.06	-2.01	0.17	3.52
Australie	-2.29	2.52	4.25	3.71	3.04	1.80	4.77	3.03	3.16	-0.61	3.64	5.07	1.76	..
Autriche	3.31	0.58	-0.45	3.97	3.09	2.30	2.79	3.91	4.35	4.97	1.34	1.41	1.27	3.52
Belgique	-0.74	-0.91	-3.94	3.41	3.42	1.41	6.20	0.24	1.57	5.50	-0.02	-0.48	-0.28	2.81
Canada	-4.73	-0.84	3.04	5.59	3.06	1.59	5.10	3.38	5.50	7.88	-1.89	1.86	1.48	..
Corée	10.65	3.00	6.88	9.70	10.11	7.39	4.54	-8.07	12.25	11.82	3.17	6.58	6.10	9.03
Danemark	-0.48	1.38	-5.00	8.11	5.54	-0.52	5.21	1.91	2.94	3.30	-1.56	-1.54	-0.94	-0.42
Espagne	1.99	-2.05	-4.42	1.64	4.20	1.06	4.50	5.35	5.15	4.54	4.34	2.54	2.27	2.23
États-Unis	-4.02	0.84	3.07	6.74	5.21	2.80	4.07	4.06	4.78	4.00	-4.06	0.65	3.29	..
Finlande	-10.85	-3.02	0.53	7.35	3.83	4.75	8.92	6.99	3.87	8.47	-0.28	1.92	1.28	4.90
France	1.34	1.23	-5.94	2.86	3.42	-0.98	-0.34	3.89	2.85	4.87	2.43	0.13	0.68	1.59
Grèce	-0.70	-1.24	-2.30	0.21	0.41	2.22	-1.29	7.25	2.27	5.42	6.68	2.10	5.99	0.39
Hongrie	..	-5.17	1.36	5.74	5.72	1.30	10.83	7.46	6.67	8.18	1.17	3.15	3.85	4.65
Islande	1.84	-3.89	-1.48	1.16	-0.39	6.78	6.21	7.84	4.13	4.79	2.89	-3.70	..	..
Italie	0.34	0.55	-3.87	3.95	4.12	-0.46	1.77	1.42	0.41	2.52	0.32	0.21	-0.39	0.78
Japon	3.24	-1.93	-2.65	-2.22	0.93	3.35	2.05	-4.43	0.91	4.68	-2.66	-2.51	6.30	..
Luxembourg	3.26	0.71	4.68	3.84	2.17	1.99	5.63	2.56	2.37	6.37	3.09	3.02	3.12	2.17
Mexique	3.36	4.37	0.29	4.81	-7.83	10.11	9.25	6.32	4.69	6.10	-3.48	-0.09	-0.18	..
Norvège	3.74	5.78	0.88	8.44	6.05	4.78	5.25	-1.58	-1.27	3.12	1.00	0.05	-2.52	1.66
Nouvelle-Zélande	-3.74	1.64	6.97	6.19	2.77	3.54	0.08	-3.42	5.42	1.02	0.66	6.70	2.30	..
Pays-Bas	1.41	-0.91	-1.36	4.05	2.19	1.62	0.80	2.43	2.16	3.65	0.73	-0.91	-2.93	2.10
Pologne	..	..	4.88	7.86	9.19	6.32	10.92	5.35	2.73	4.89	-2.18	-1.68	4.32	7.43
Portugal	-2.06	-1.88	-2.87	3.55	6.07	6.35	6.01	3.45	1.70	3.19	2.11	-1.67	-2.69	-0.17
République slovaque	..	..	..	8.47	6.54	13.11	-6.38	-0.30	-0.45	-0.02	1.92	-0.24	8.80	11.53
République tchèque	-27.74	5.84	-10.98	2.97	10.88	6.21	-3.23	-7.09	1.31	5.71	-5.59	7.04	5.88	3.85
Royaume-Uni	-4.46	-0.65	1.44	5.70	1.36	1.67	1.63	1.05	1.01	1.76	-1.02	-0.99	0.54	1.67
Suède	-3.87	-4.29	-1.41	9.39	9.93	1.91	4.72	5.61	7.24	7.11	-0.61	3.77	1.78	7.89
Suisse	0.13	0.07	-0.99	3.32	-0.19	-1.85	1.00	1.70	0.12	0.84	2.75	0.76	-0.13	..
Turquie	2.41	5.99	8.14	-4.96	8.75	6.90	9.47	1.80	-6.24	5.79	-7.20	7.10	5.50	8.80

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/874037815242>
**Valeur ajoutée réelle dans l'industrie**

Croissance annuelle en pourcentage, moyenne sur les trois dernières années disponibles


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/835654530160>

## ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

## Valeur ajoutée réelle dans les services

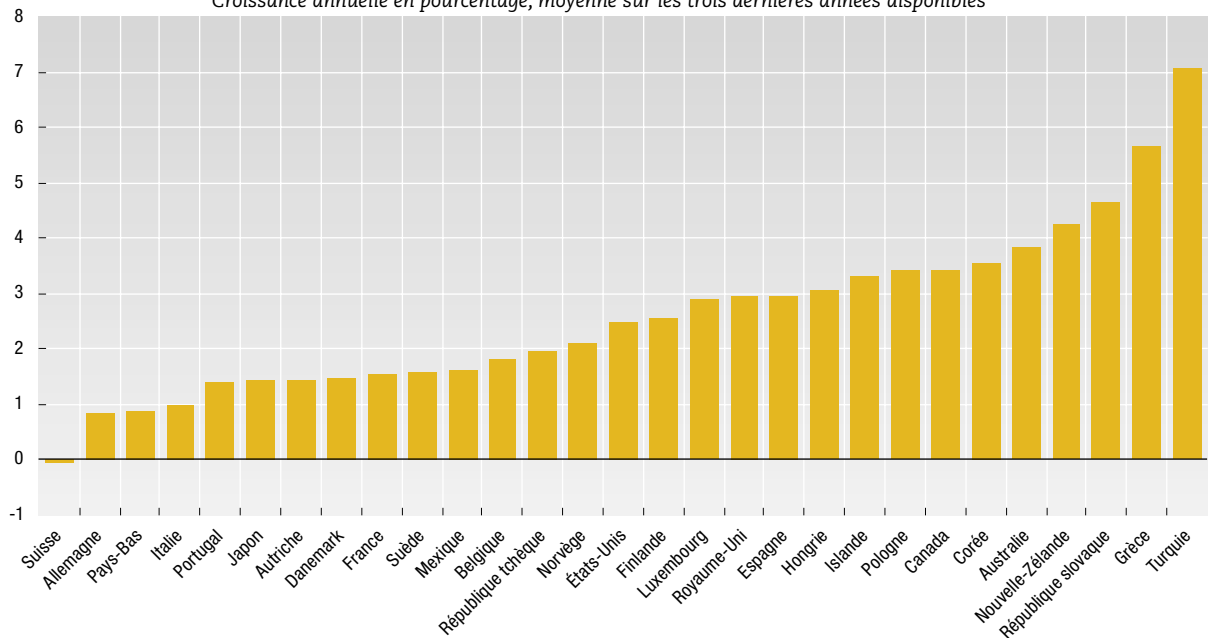
Croissance annuelle en pourcentage

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	6.54	4.05	1.93	2.18	3.71	3.08	1.63	2.93	2.19	3.36	2.13	1.45	-0.20	1.34
Australie	0.87	3.47	3.62	5.62	3.81	4.51	4.12	5.95	4.24	3.53	3.59	3.81	4.06	..
Autriche	3.87	3.98	0.86	2.10	2.05	2.20	1.38	3.77	2.30	3.51	0.69	0.89	1.66	1.81
Belgique	3.13	1.88	-0.30	2.80	2.96	0.70	2.32	2.41	2.90	2.56	1.71	1.29	1.92	2.26
Canada	0.13	1.80	2.08	4.15	2.54	1.30	4.05	4.12	5.59	4.72	3.69	4.08	2.52	..
Corée	8.57	7.10	6.78	7.66	8.08	6.19	5.06	-3.94	6.57	6.14	4.84	7.84	1.55	1.28
Danemark	1.76	1.78	1.54	3.59	2.15	3.36	2.27	1.87	3.00	4.65	1.50	1.22	1.12	2.10
Espagne	2.32	0.90	-0.46	1.85	2.60	1.12	3.40	3.53	3.56	4.61	3.61	2.63	2.79	3.47
États-Unis	0.63	2.34	1.80	2.52	2.81	3.95	4.98	5.30	4.36	3.51	2.65	1.95	2.94	..
Finlande	-4.80	-4.95	0.09	2.08	3.78	3.78	4.44	4.44	3.50	3.89	2.31	2.12	2.45	3.15
France	0.98	1.63	0.87	1.22	0.37	1.54	1.86	2.84	2.96	3.93	2.04	1.37	1.19	2.14
Grèce	2.78	2.63	0.75	0.75	4.00	2.40	5.15	3.13	2.00	5.15	5.94	3.85	6.64	6.49
Hongrie	..	-2.79	1.49	4.53	-3.30	2.44	2.40	3.86	3.16	4.04	4.25	4.42	2.32	2.45
Islande	1.88	-1.08	0.17	3.70	2.79	6.08	5.40	6.65	7.61	6.20	3.13	0.63	..	..
Italie	1.08	1.14	0.94	1.74	2.02	1.84	2.00	1.96	1.61	4.18	2.84	0.96	0.87	1.16
Japon	4.52	3.15	2.50	2.61	3.22	3.05	2.67	1.02	0.32	1.33	2.13	1.06	1.15	..
Luxembourg	9.97	4.40	5.54	5.09	2.55	3.48	7.87	7.89	6.87	8.15	2.49	2.45	2.58	3.62
Mexique	4.89	3.88	2.85	4.92	-6.42	2.97	6.55	4.69	3.65	7.34	1.21	1.56	2.13	..
Norvège	2.28	3.40	2.52	3.87	3.43	5.22	5.80	4.21	4.29	3.27	4.14	0.83	2.09	3.40
Nouvelle-Zélande	-0.06	2.55	4.92	5.04	4.47	3.31	2.43	2.46	4.96	2.81	4.67	4.12	4.00	..
Pays-Bas	3.05	1.84	1.48	1.73	3.31	3.74	5.34	4.75	4.64	3.69	2.04	1.02	0.17	1.48
Pologne	..	..	0.48	4.62	4.44	4.69	4.10	4.16	4.65	3.66	2.38	2.69	3.45	4.08
Portugal	7.54	3.47	-0.12	-2.41	3.02	1.62	4.87	5.80	5.28	4.81	3.50	1.13	0.38	2.73
République slovaque	..	..	..	-1.10	5.66	1.00	12.91	5.37	1.70	2.87	8.20	7.40	3.59	2.97
République tchèque	9.67	-3.32	8.44	3.41	2.62	1.71	-0.53	3.30	0.63	3.15	7.85	-1.43	1.57	5.74
Royaume-Uni	-0.14	0.28	2.90	4.71	3.56	3.25	3.79	4.90	3.64	4.67	4.06	1.26	4.02	3.55
Suède	0.78	-1.73	0.28	2.16	2.80	1.17	2.09	2.24	4.15	3.36	1.24	1.05	1.78	1.94
Suisse	0.07	0.27	-0.32	-0.28	0.53	1.77	2.40	4.07	0.84	4.81	0.16	0.35	-0.60	..
Turquie	0.24	5.65	8.43	-3.73	7.12	6.46	7.91	3.11	-3.02	7.19	-6.18	6.65	6.07	8.46

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/661467377353>

## Valeur ajoutée réelle dans les services

Croissance annuelle en pourcentage, moyenne sur les trois dernières années disponibles

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/628463453432>

## PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les statistiques relatives à la distribution des entreprises par catégorie de taille ont leur importance pour donner une idée de la contribution potentielle des petites entreprises à la croissance économique. Les tableaux présentés ci-après montrent en particulier que les petites entreprises sont souvent les plus dynamiques et innovantes, ce qui s'explique par le fait que nombre d'entre elles sont de création récente. Il convient toutefois de noter qu'en raison d'une présentation non diachronique, les données fournies ne montrent pas l'évolution de la contribution des petites entreprises à la croissance de l'économie et de l'emploi au fil de leur transition de la phase de démarrage à celle de la maturité en termes de taille. Plusieurs études ont eu recours à des jeux de données diachroniques pour établir l'importante contribution de ces entreprises.

### Définition

Les estimations de valeur ajoutée brute utilisées dans les tableaux ci-après reposent sur le *Système de comptabilité nationale* de 1993. Le secteur manufacturier regroupe les secteurs 15 à 37 de la Classification internationale type par industrie (CITI Rév. 3). Les *personnes employées* désignent tous les individus employés, y compris les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs indépendants.

### En bref

D'une économie à l'autre, la contribution et l'importance des petites entreprises varie beaucoup. Toutefois, en règle générale, plus le pays est grand, plus la proportion de petites entreprises est réduite. Cette situation résulte en partie des meilleures perspectives de croissance qu'offrent les grands marchés, où l'offre de main-d'œuvre est plus importante et la demande plus large, mais aussi d'un phénomène statistique : lorsqu'une entreprise ouvre un nouvel établissement dans le pays où elle est immatriculée, elle croît, et passe du statut de petite entreprise à celui de grande entreprise ; en revanche, si le même établissement est implanté dans un autre pays, il y sera enregistré comme une création d'entreprise.

Dans la plupart des économies, le pourcentage d'entreprises comptant moins de 10 salariés dépasse 70 %. Les pays affichant des pourcentages moindres doivent probablement ce résultat à des questions de seuil : au Japon par exemple, les données ne concernent que les établissements de cinq salariés et plus, et dans tous les pays où l'on dispose de données, la proportion d'entreprises comptant moins de cinq salariés n'est pas négligeable. L'inverse est vrai pour la valeur ajoutée brute, qui est imputable pour au moins 70 % aux entreprises de plus de 20 salariés.

### Comparabilité

Les données relatives aux États-Unis renvoient au chiffre d'affaires considéré comme un indicateur de la valeur ajoutée brute. Tous les pays présentent des informations fondées sur l'unité statistique de l'entreprise, sauf les États-Unis et le Japon, qui utilisent l'établissement. Cette différence peut être la source de difficultés de comparaison, mais comme la plupart des entreprises sont aussi des établissements, le problème n'est probablement pas majeur. En revanche, la couverture des entreprises/établissements peut varier considérablement. Dans de nombreux pays, cette information est tirée de registres des sociétés, de recensements économiques ou d'enquêtes qui peuvent comporter un seuil d'exclusion fondé sur la taille. Les données sur la Grèce, par exemple, ne couvrent pas les entreprises de moins de 10 salariés. À vrai dire, tous les pays appliquent une forme ou une autre de seuil, qui dépend souvent de la législation fiscale et de la charge qu'il est possible d'imposer aux entreprises. Les entreprises qui n'appartiennent qu'à l'économie informelle seront naturellement très difficiles, voire impossibles, à saisir et seront le plus vraisemblablement de petite taille. Néanmoins, en dépit de ces différences, il est possible de procéder à des comparaisons internationales fondées.

Les données concernant la Belgique, la Suisse, les États-Unis et le Japon couvrent l'année 2001, celles concernant la Grèce l'année 2000, et celles concernant l'Australie l'exercice budgétaire 2002/03.

### Source

- OCDE (2005), *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat* – Édition 2005, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Birch, D. (1979), *The Job Generation Process*, MIT Program on Neighborhood and Regional Change, Cambridge.
- OCDE (2005), *Local Economic and Employment Development Entrepreneurship A Catalyst for Urban Regeneration*, OCDE, Paris.

## Emploi et valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière

Par taille d'entreprise, 2002

En pourcentage de l'emploi total

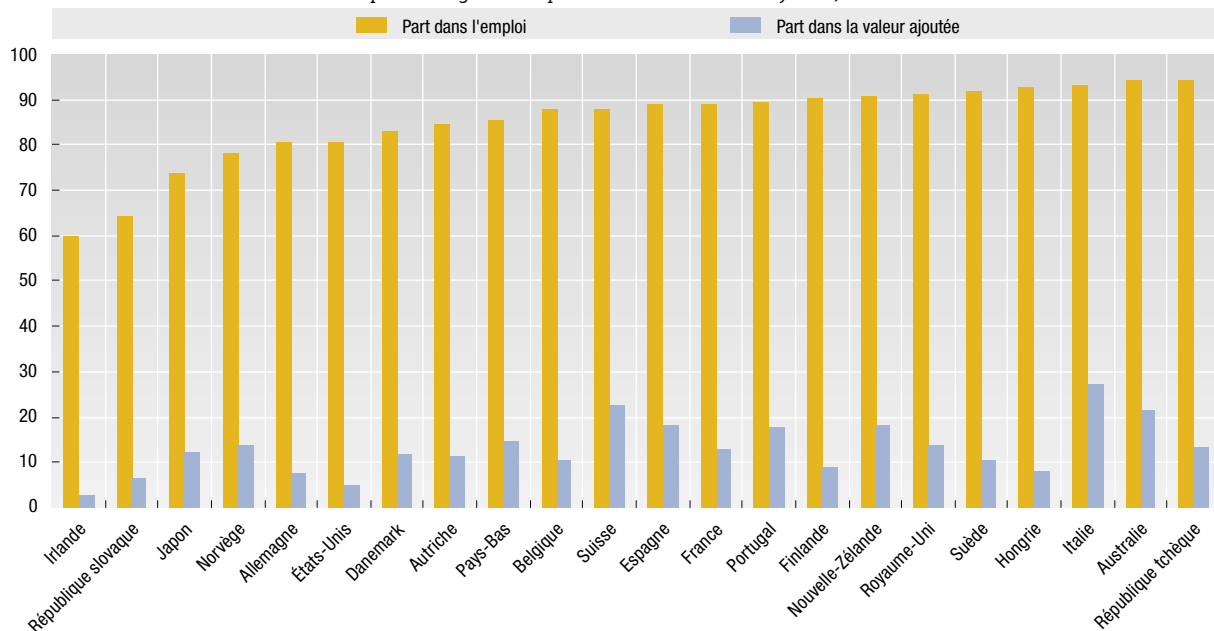
En pourcentage de la valeur ajoutée

Nombre d'employés	En pourcentage de l'emploi total						En pourcentage de la valeur ajoutée							
	Moins de 20	20 ou plus	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus	Moins de 20	20 ou plus	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus
Allemagne	80.5	19.5	62.1	18.4	8.9	8.4	2.2	7.8	92.2	3.6	4.2	6.0	21.1	65.1
Australie	94.2	5.8	..	..	..	..	..	21.6	78.4	..	..	..	..	..
Autriche	84.6	15.4	71.0	13.6	8.3	5.5	1.6	11.4	88.6	6.2	5.2	8.4	26.3	53.9
Belgique	87.8	12.2	79.4	8.4	7.1	4.1	1.0	10.4	89.6	6.1	4.3	9.7	21.7	58.2
Danemark	83.1	16.9	71.4	11.7	9.4	6.0	1.5	11.8	88.2	6.4	5.4	10.8	24.4	53.0
Espagne	89.0	11.0	78.4	10.6	7.8	2.8	0.5	18.2	81.8	10.3	7.9	15.7	24.2	41.9
États-Unis	80.6	19.4	73.0	7.5	..	..	..	4.7	95.3	2.6	2.1	..	..	..
Finlande	90.2	9.8	84.0	6.2	5.2	3.6	1.0	9.0	91.0	5.6	3.4	6.7	17.7	66.6
France	89.2	10.8	81.6	7.6	6.5	3.4	0.9	12.8	87.2	8.1	4.7	10.3	19.2	57.7
Grèce	51.1	48.9	..	51.1	28.3	17.1	3.5	5.2	94.8	..	5.2	10.4	28.4	56.0
Hongrie	92.6	7.4	87.2	5.4	4.0	2.7	0.8	8.1	91.9	4.8	3.3	6.9	20.4	64.6
Irlande	59.8	40.2	39.0	20.8	21.2	15.2	3.8	2.7	97.3	1.2	1.4	4.1	17.2	76.1
Italie	93.2	6.8	83.4	9.7	4.7	1.9	0.3	27.1	72.9	15.3	11.8	16.0	25.5	31.4
Japon	73.6	26.4	50.9	22.7	16.5	8.5	1.4	12.1	87.9	5.2	6.9	12.5	29.2	46.2
Norvège	78.1	21.9	62.7	15.3	12.6	7.8	1.6	13.8	86.2	7.5	6.3	11.6	28.1	46.6
Nouvelle-Zélande	90.8	9.2	81.3	9.5	5.8	2.7	0.6	18.3	79.5	11.7	6.6	11.5	24.0	46.2
Pays-Bas	85.6	14.4	74.7	10.9	8.0	5.2	1.2	14.7	85.3	7.7	7.0	10.6	25.8	48.9
Portugal	89.4	10.6	80.6	8.8	6.6	3.5	0.5	17.8	82.2	10.9	6.9	13.9	28.8	39.5
République slovaque	64.5	35.5	44.2	20.3	12.4	17.2	6.0	6.4	93.6	3.2	3.2	4.1	20.2	69.3
République tchèque	94.2	5.8	90.5	3.8	3.0	2.2	0.6	13.2	86.8	9.1	4.2	8.2	24.5	54.1
Royaume-Uni	91.2	8.8	84.4	6.8	4.9	3.2	0.7	13.8	86.2	8.3	5.5	9.5	22.6	54.1
Suède	91.8	8.2	85.8	6.0	4.5	2.9	0.8	10.7	89.3	6.1	4.5	7.9	19.4	62.0
Suisse	87.8	12.2	79.1	8.7	6.7	4.5	0.9	22.7	77.3	14.9	7.8	13.0	29.2	35.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/432241684812>

## Emploi et valeur ajoutée dans les entreprises de moins de 20 employés

En pourcentage de l'emploi total ou de la valeur ajoutée, 2002



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/531071108565>



## **PRIX**

### **PRIX ET TAUX D'INTÉRÊT**

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION (IPP)

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

### **POUVOIR D'AGHAT ET TAUX DE CHANGE**

TAUX DE CONVERSION

TAUX DE CHANGES EFFECTIFS

## INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

Les indices des prix à la consommation sont utilisés de longue date comme statistiques officielles. Ils mesurent l'érosion du niveau de vie découlant de la hausse des prix, et sont probablement les statistiques les plus connues des médias et du grand public.

### Définition

Les indices des prix à la consommation mesurent la variation du coût d'un panier de biens et de services généralement achetés par des groupes spécifiques de ménages. Pour les indices dont les valeurs sont indiquées dans les tableaux qui suivent, ces groupes ont été définis de manière très large et couvrent la quasi-totalité des ménages, hormis les « ménages institutionnels » – les prisons et les institutions militaires, par exemple – et, dans certains pays, les ménages de la catégorie de revenus la plus élevée.

L'indice relatif à l'alimentation couvre les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, mais il exclut les achats effectués dans les restaurants. L'indice relatif à l'énergie est destiné à couvrir tous les types d'énergie, y compris les carburants et combustibles utilisés dans les

véhicules à moteur, pour le chauffage et pour d'autres usages domestiques.

### Comparabilité

Les méthodes de calcul de ces indices diffèrent sur un certain nombre de points. Les plus importants concernent le traitement des coûts de logement, les ajustements réalisés pour tenir compte de l'évolution qualitative des biens et services, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération des composantes du panier sont actualisés, et la formule utilisée pour calculer l'indice. En outre, la mesure des prix à la consommation soulève des difficultés pratiques dans les pays qui connaissent une très forte inflation – comme la Turquie, la Hongrie et le Mexique au cours de la période examinée ici.

### Tendances à long terme

Pour la plupart des pays de l'OCDE, les indices des prix à la consommation n'ont que modérément augmenté depuis 1991, et l'inflation a été plus forte jusqu'en 1995 que par la suite. Sur l'ensemble de la période, l'inflation a été exceptionnellement basse au Japon, où elle s'est établie en moyenne à moins de 1 % par an, mais particulièrement forte en Grèce, au Mexique et en Turquie, ainsi que dans quatre pays d'Europe centrale devenus récemment membres de l'OCDE, à savoir la Hongrie, la République tchèque, la République slovaque et la Pologne.

Concernant les cinq pays non membres, les IPC ont augmenté très nettement depuis 1991 au Brésil, en Inde, en Fédération de Russie et en Afrique du Sud. En Chine, cependant, les prix ont augmenté fortement jusqu'en 1996, mais depuis, ils ont diminué ou augmenté très modérément.

L'alimentation et l'énergie font l'objet d'indices spécifiques parce qu'elles représentent des éléments importants de l'indice des prix à la consommation de tous les pays et que leurs prix tendent à se caractériser par une plus grande volatilité que ceux des autres biens et services. Au cours de la période considérée, les prix des produits alimentaires ont moins augmenté que l'ensemble des prix à la consommation, et les hausses ont été modérées dans la plupart des pays de l'Union européenne (UE). Néanmoins, des augmentations substantielles ont eu lieu en 1991 et en 2001 et, sauf en Europe, entre 1996 et 1998. Les prix de l'énergie ont été plutôt instables ; ainsi, ils ont augmenté de plus de 10 % en 2000, alors qu'ils ont baissé en 1998 et 2002. Sur l'ensemble de la période considérée, la hausse des prix de l'énergie a été plus rapide que celle des indices globaux des prix à la consommation.

### Source

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), *Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 412, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre* n° 78, volume 2005-2, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (1999), *Principaux indicateurs économiques : juillet*, Volume 1999-7, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), « Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production », *Principaux indicateurs économiques*, volume 2002, supplément 2, OCDE, Paris.
- OIT, FMI, OCDE, Eurostat, Banque mondiale (2004), *Consumer Price Index Manual: Theory and Practice*, OIT, Genève.

#### Sites Web

- OCDE, Principaux indicateurs économiques, [www.oecd.org/std/mei](http://www.oecd.org/std/mei).





INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

IPC : tous produits

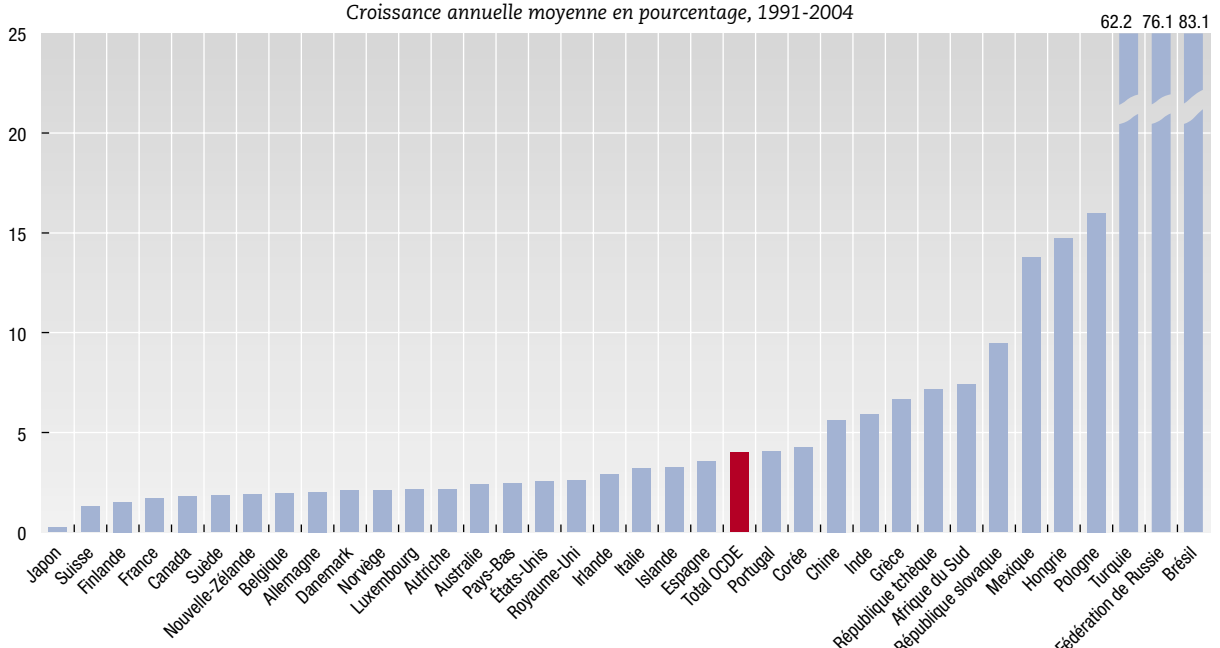
Année 2000 = 100

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	81.9	86.1	89.9	92.3	93.9	95.3	97.1	98.0	98.6	100.0	102.0	103.4	104.5	106.2
Australie	82.9	83.8	85.3	86.9	90.9	93.3	93.5	94.3	95.7	100.0	104.4	107.5	110.5	113.1
Autriche	82.2	85.5	88.6	91.2	93.3	95.0	96.3	97.2	97.7	100.0	102.7	104.5	105.9	108.1
Belgique	84.2	86.3	88.7	90.8	92.1	94.0	95.5	96.4	97.5	100.0	102.5	104.2	105.8	108.0
Canada	86.8	88.1	89.7	89.8	91.8	93.2	94.7	95.7	97.3	100.0	102.5	104.8	107.7	109.7
Corée	66.6	70.8	74.2	78.8	82.3	86.4	90.2	97.0	97.8	100.0	104.1	106.9	110.7	114.7
Danemark	82.9	84.6	85.7	87.4	89.2	91.1	93.1	94.8	97.2	100.0	102.4	104.8	107.0	108.3
Espagne	72.4	76.7	80.2	84.0	87.9	91.0	92.8	94.5	96.7	100.0	103.6	106.8	110.0	113.4
États-Unis	79.1	81.5	83.9	86.1	88.5	91.1	93.2	94.7	96.7	100.0	102.8	104.5	106.8	109.7
Finlande	86.7	89.2	91.2	92.2	92.9	93.5	94.6	95.9	97.0	100.0	102.6	104.2	105.1	105.3
France	87.0	89.1	91.0	92.5	94.2	96.0	97.2	97.8	98.3	100.0	101.6	103.6	105.8	108.0
Grèce	49.3	57.1	65.4	72.5	79.0	85.4	90.2	94.5	96.9	100.0	103.4	107.1	110.9	114.1
Hongrie	21.5	26.6	32.6	38.7	49.7	61.3	72.5	82.8	91.1	100.0	109.1	114.9	120.2	128.3
Irlande	80.3	82.8	84.0	85.9	88.1	89.6	91.0	93.2	94.7	100.0	104.9	109.7	113.6	116.0
Islande	78.0	81.0	84.3	85.6	87.0	89.0	90.6	92.1	95.1	100.0	106.4	111.9	114.2	117.8
Italie	73.5	77.4	81.0	84.2	88.7	92.2	94.1	95.9	97.5	100.0	102.8	105.3	108.1	110.5
Japon	95.1	96.7	97.9	98.6	98.5	98.6	100.4	101.0	100.7	100.0	99.3	98.4	98.1	98.1
Luxembourg	83.2	85.8	88.9	90.9	92.6	93.8	95.1	96.0	96.9	100.0	102.7	104.8	106.9	109.3
Mexique	22.8	26.3	28.9	30.9	41.7	56.0	67.6	78.3	91.3	100.0	106.4	111.7	116.8	122.3
Norvège	82.1	84.0	85.9	87.1	89.2	90.4	92.7	94.8	97.0	100.0	103.0	104.3	106.9	107.4
Nouvelle-Zélande	86.2	87.1	88.2	89.7	93.1	95.2	96.3	97.6	97.5	100.0	102.6	105.4	107.2	109.7
Pays-Bas	81.1	83.7	85.8	88.2	89.9	91.7	93.7	95.6	97.7	100.0	104.2	107.6	109.9	111.2
Pologne	16.2	23.7	32.5	43.2	55.3	66.2	76.1	84.9	91.0	100.0	105.4	107.4	108.2	111.8
Portugal	68.3	74.8	79.8	84.1	87.6	90.3	92.4	95.0	97.2	100.0	104.4	108.1	111.6	114.2
République slovaque	39.9	43.9	54.1	61.4	67.4	71.3	75.7	80.7	89.3	100.0	107.3	110.7	120.2	129.2
République tchèque	44.8	49.8	60.1	66.2	72.2	78.5	85.2	94.3	96.2	100.0	104.7	106.8	106.8	109.8
Royaume-Uni	78.4	81.3	82.6	84.7	87.6	89.7	92.5	95.7	97.2	100.0	101.8	103.5	106.5	109.7
Suède	85.2	87.4	91.5	93.7	96.4	97.2	98.0	98.4	98.7	100.0	102.6	105.1	107.3	107.8
Suisse	87.4	90.9	93.9	94.7	96.4	97.2	97.7	97.7	98.5	100.0	101.0	101.6	102.3	103.1
Turquie	0.6	1.0	1.6	3.3	6.3	11.4	21.2	39.2	64.6	100.0	154.4	223.8	280.4	310.1
UE15	78.6	82.2	85.3	87.9	90.6	92.9	94.8	96.5	97.7	100.0	102.4	104.6	106.9	109.2
Total OCDE	67.0	70.4	73.5	76.8	81.2	85.6	89.5	93.0	96.2	100.0	103.5	106.2	108.9	111.5
Afrique du Sud	49.0	55.8	61.2	66.6	72.4	77.8	84.4	90.3	94.9	100.0	105.7	115.4	122.1	123.8
Brésil	0.0	0.1	1.9	42.0	69.7	80.7	86.3	89.1	93.4	100.0	106.8	115.9	132.9	141.7
Chine	51.6	54.9	62.9	78.1	91.5	99.1	101.8	101.0	99.6	100.0	100.7	99.9	101.1	105.0
Fédération de Russie	..	0.2	1.7	6.9	20.6	30.4	34.9	44.6	82.8	100.0	121.5	140.7	159.9	177.3
Inde	..	..	..	..	69.5	75.7	81.1	91.9	96.1	100.0	103.8	108.2	112.4	116.6

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/310446266755>

IPC : tous produits

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/387138850786>

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

IPC : alimentation

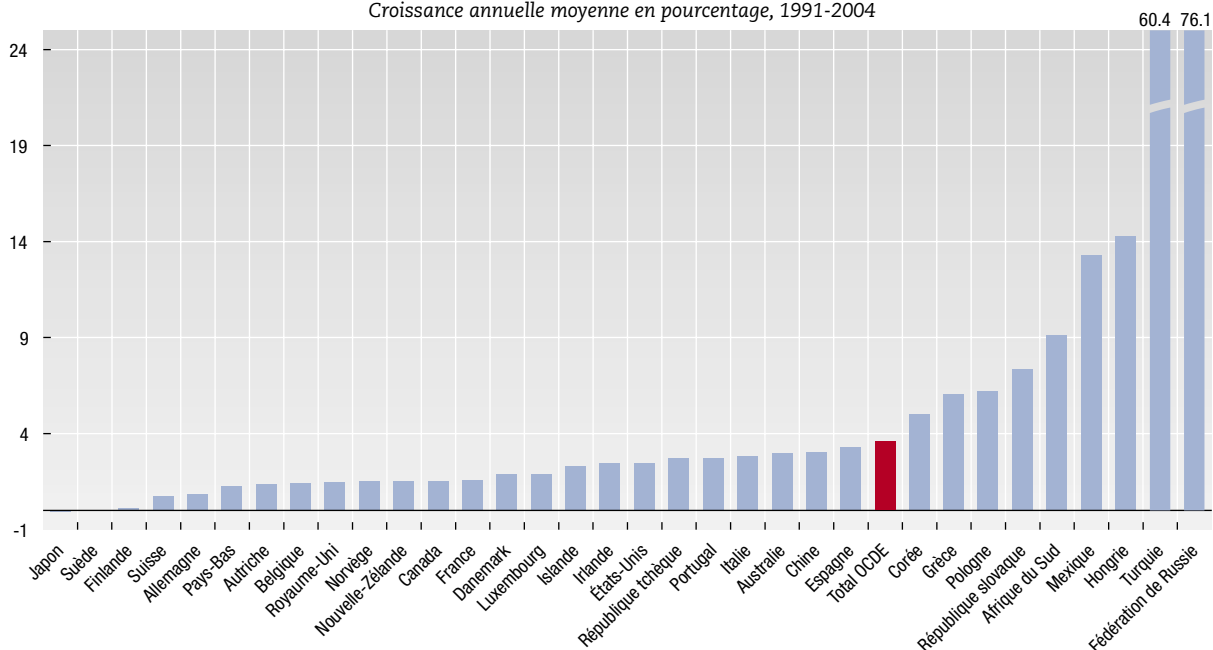
Année 2000 = 100

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	94.0	95.9	96.4	98.0	99.0	99.6	101.0	102.0	100.7	100.0	104.5	105.3	105.2	104.8
Australie	79.7	80.2	82.1	84.0	88.1	90.7	93.2	96.0	99.4	100.0	106.2	110.2	114.3	116.6
Autriche	91.3	94.7	96.8	98.2	96.5	96.6	98.1	100.0	99.4	100.0	103.6	105.1	106.9	109.0
Belgique	92.3	92.1	91.6	93.4	94.6	95.2	97.1	99.1	99.1	100.0	104.6	107.1	109.3	110.7
Canada	91.1	89.9	91.6	91.6	94.0	95.1	96.5	97.9	99.0	100.0	104.9	107.5	109.0	111.0
Corée	65.8	68.6	70.5	78.2	80.2	82.5	86.0	94.7	99.1	100.0	105.0	110.0	115.1	124.3
Danemark	83.8	85.3	85.0	87.5	90.2	91.7	94.9	96.9	97.5	100.0	103.9	106.1	107.7	106.6
Espagne	..	..	84.3	88.8	93.2	96.3	95.6	96.7	98.0	100.0	105.9	111.2	115.7	120.2
États-Unis	80.9	81.5	83.4	85.8	88.6	91.9	94.2	96.0	97.8	100.0	103.3	104.6	106.9	110.9
Finlande	107.1	107.0	106.3	106.5	98.1	96.7	97.1	99.0	98.9	100.0	104.4	107.4	108.1	108.9
France	91.0	91.4	91.2	92.0	93.1	94.1	95.8	97.4	97.8	100.0	105.5	108.4	110.9	111.4
Grèce	54.6	61.0	67.1	76.0	82.4	88.2	91.8	95.9	98.1	100.0	105.1	110.7	116.2	116.9
Hongrie	22.5	27.1	35.0	43.3	56.6	66.4	78.0	89.0	91.6	100.0	113.7	118.6	120.3	127.1
Irlande	81.6	82.6	82.4	85.1	87.6	89.1	90.4	94.1	97.0	100.0	106.5	110.2	111.8	111.5
Islande	81.4	82.5	84.5	82.6	84.9	87.6	90.5	93.0	96.0	100.0	106.9	111.4	108.5	109.6
Italie	79.0	82.9	84.6	87.7	93.0	96.7	96.6	97.6	98.5	100.0	104.1	107.9	111.3	113.7
Japon	99.9	99.9	100.8	101.5	99.9	99.8	101.4	103.2	102.4	100.0	99.3	98.2	98.1	99.1
Luxembourg	88.5	89.1	88.9	90.4	92.6	93.3	94.3	96.8	98.0	100.0	104.8	108.9	111.0	113.0
Mexique	24.5	27.1	28.6	29.9	41.7	59.3	70.7	82.0	94.9	100.0	105.1	109.1	115.1	123.5
Norvège	83.7	85.0	84.2	85.4	86.7	88.1	91.1	95.4	98.1	100.0	98.1	96.4	99.7	101.5
Nouvelle-Zélande	90.1	90.0	91.1	90.4	91.4	92.6	94.7	98.1	99.0	100.0	106.7	109.8	109.3	109.7
Pays-Bas	91.4	93.0	92.7	94.5	94.8	94.8	96.4	98.6	99.7	100.0	107.0	110.5	111.7	107.8
Pologne	..	..	..	..	63.3	74.5	83.7	89.6	91.2	100.0	104.6	104.0	102.7	108.8
Portugal	79.4	84.2	85.0	88.1	90.5	92.3	92.6	95.9	97.9	100.0	106.5	108.6	111.4	112.6
République slovaque	46.5	50.0	60.3	70.6	79.4	82.7	87.4	92.5	95.0	100.0	106.1	107.6	111.3	116.6
République tchèque	..	..	..	79.6	89.0	96.1	100.3	104.7	98.9	100.0	105.0	103.0	100.7	104.2
Royaume-Uni	87.6	89.5	91.1	92.0	95.5	98.6	98.7	100.0	100.3	100.0	103.3	104.1	105.4	106.0
Suède	105.8	100.4	101.1	102.8	104.3	97.1	97.4	98.5	100.0	100.0	102.9	106.2	106.5	106.1
Suisse	96.7	96.7	96.5	97.0	97.6	97.1	97.8	98.6	98.5	100.0	102.2	104.6	105.9	106.6
Turquie	0.7	1.1	1.8	3.9	7.6	13.1	25.1	46.2	68.2	100.0	149.1	223.0	282.8	304.3
UE15	87.2	89.4	90.5	92.7	95.2	96.9	97.6	99.0	99.3	100.0	104.5	106.8	108.5	109.3
Total OCDE	71.2	73.2	75.4	78.7	83.3	87.8	91.5	95.4	97.8	100.0	104.4	107.1	109.5	112.5
Afrique du Sud	43.4	54.3	58.0	66.0	71.7	76.1	83.3	88.4	92.7	100.0	105.4	122.1	131.9	134.9
Chine	..	..	..	83.8	103.0	110.8	110.7	107.2	102.7	100.0	100.0	99.4	102.8	113.1
Fédération de Russie	..	0.2	1.8	7.0	21.4	30.0	33.9	43.1	84.9	100.0	121.3	136.2	151.4	167.2

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/054434416431>

IPC : alimentation

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/446411861524>



## INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)

## IPC : énergie

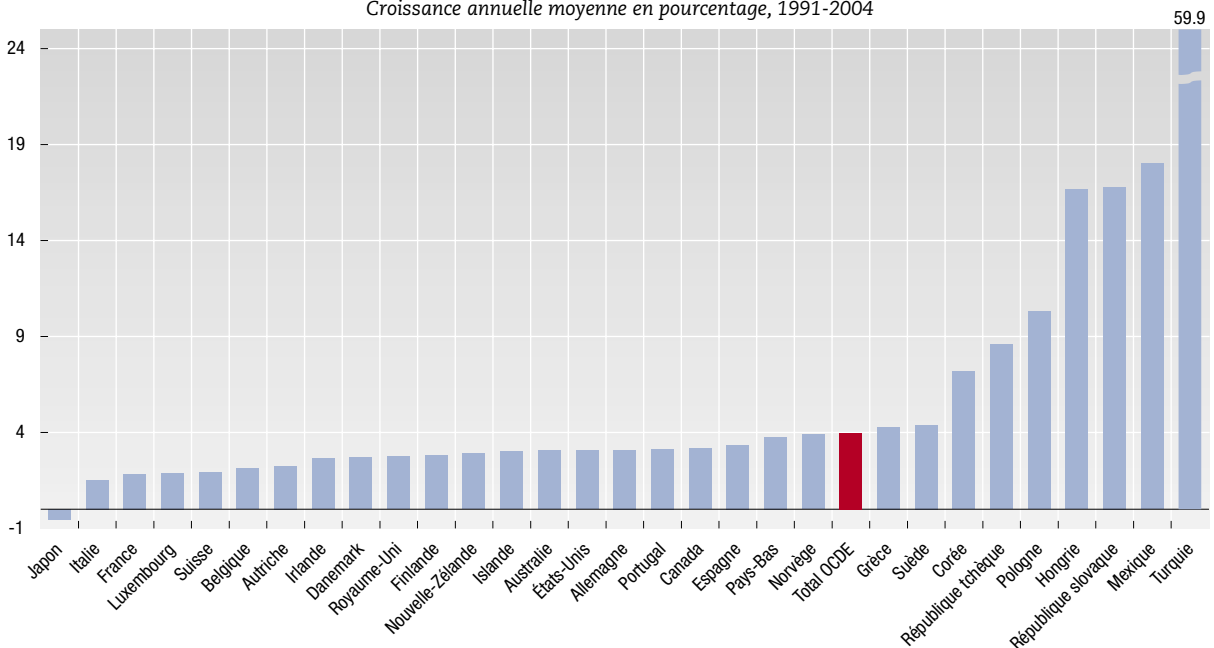
Année 2000 = 100

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	77.2	80.7	81.7	84.5	83.8	84.6	87.0	84.2	87.7	100.0	105.7	106.0	110.2	114.7
Australie	78.2	80.3	81.5	81.7	84.2	85.8	87.3	84.3	85.8	100.0	102.5	103.3	108.6	115.5
Autriche	78.9	81.3	80.7	81.9	84.9	90.3	93.0	90.0	90.3	100.0	100.5	98.1	99.1	105.4
Belgique	79.1	78.3	81.0	81.8	81.2	86.0	89.4	85.6	87.3	100.0	100.5	97.4	97.3	103.7
Canada	77.9	78.1	79.0	79.5	80.5	82.9	84.9	81.4	86.1	100.0	103.2	101.2	109.2	116.5
Corée	45.9	50.8	53.7	53.7	54.7	60.2	70.5	90.9	91.3	100.0	107.0	103.6	107.4	113.2
Danemark	75.7	74.4	73.8	73.8	75.2	80.1	82.6	83.7	89.2	100.0	101.5	103.7	104.6	107.0
Espagne	68.0	72.6	78.1	80.9	83.7	86.8	88.9	85.5	88.2	100.0	99.0	98.2	99.6	104.4
États-Unis	82.2	82.7	83.6	84.0	84.5	88.4	89.5	82.6	85.6	100.0	103.8	97.6	109.5	121.5
Finlande	73.8	76.4	85.0	83.2	77.3	85.2	86.7	85.6	88.8	100.0	98.2	97.3	102.0	105.9
France	82.1	81.2	82.8	83.9	85.5	89.6	91.4	88.8	89.2	100.0	98.4	96.9	99.2	103.9
Grèce	62.6	73.5	81.5	84.5	88.3	95.6	91.8	88.8	85.4	100.0	98.3	98.1	102.0	107.9
Hongrie	17.4	22.7	26.8	29.9	41.4	53.5	67.3	77.4	86.8	100.0	105.5	108.7	115.6	128.6
Irlande	81.0	79.7	80.0	80.5	80.9	84.0	86.9	86.4	88.0	100.0	97.4	100.7	104.8	113.6
Islande	..	..	80.6	80.9	81.4	85.0	88.9	86.9	89.4	100.0	104.1	101.9	103.9	111.7
Italie	85.7	87.1	90.9	94.5	99.0	88.6	90.2	89.0	89.6	100.0	101.8	99.0	102.2	104.4
Japon	106.9	105.9	106.1	104.2	102.4	100.0	103.1	98.8	97.2	100.0	100.5	98.1	98.0	99.4
Luxembourg	82.5	78.2	81.8	79.5	78.4	83.0	86.0	81.6	83.6	100.0	98.5	94.5	96.8	105.3
Mexique	16.1	20.7	23.3	26.0	37.2	50.5	62.4	71.9	84.9	100.0	108.6	117.4	128.4	138.4
Norvège	75.0	76.2	79.2	79.2	83.7	86.7	91.1	87.5	89.7	100.0	108.4	105.9	126.8	123.4
Nouvelle-Zélande	79.7	81.6	83.1	83.1	84.9	87.2	89.2	87.7	88.8	100.0	99.2	100.7	104.9	115.4
Pays-Bas	74.7	74.4	71.1	73.8	74.2	79.0	85.2	85.1	87.1	100.0	107.0	109.5	114.5	120.8
Pologne	..	..	..	..	50.5	60.1	70.5	81.2	88.1	100.0	107.0	112.2	116.9	122.1
Portugal	78.4	81.7	86.2	88.8	89.8	91.8	95.5	96.1	94.3	100.0	105.1	106.2	111.3	117.3
République slovaque	..	..	..	..	43.2	45.7	47.3	49.0	69.9	100.0	113.9	127.7	153.0	174.9
République tchèque	..	..	..	..	..	58.6	67.3	83.6	88.8	100.0	106.1	108.5	109.5	113.3
Royaume-Uni	74.6	76.5	78.5	82.0	84.8	86.9	89.5	89.8	93.5	100.0	97.4	97.0	99.8	106.1
Suède	71.8	71.6	81.3	81.7	83.1	88.5	92.9	92.9	92.7	100.0	107.1	108.6	121.8	125.5
Suisse	77.9	75.8	80.2	79.3	81.5	84.8	87.5	82.4	85.0	100.0	98.7	93.8	95.0	99.4
Turquie	..	..	..	3.3	5.9	12.2	22.3	36.6	64.0	100.0	192.2	279.9	337.1	361.1
UE15	77.2	79.3	81.7	84.2	85.9	86.9	89.2	87.5	89.5	100.0	101.1	100.3	103.5	108.3
Total OCDE	71.5	72.2	73.3	74.1	76.1	80.6	84.8	83.5	87.4	100.0	104.4	103.0	110.6	118.5

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/866684606435>

## IPC : énergie

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/381545734384>

## INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION (IPP)

Un grand nombre d'outils sont utilisés pour mesurer les changements de prix dans un pays. Ils incluent les indices des prix à la consommation (IPC), les indices de prix relatifs à des biens et/ou services spécifiques, les déflateurs du PIB et les indices des prix à la production (IPP). Alors que les IPC sont utilisés pour mesurer les changements au cours du temps des prix moyens au détail d'un panier fixe de biens et services représentatif des habitudes de consommation des ménages, le but des IPP est de mesurer les mouvements moyens des prix perçus par les producteurs de marchandises.

Les indices des prix à la production mesurent la variation des prix à un stade précoce du processus de production. De ce fait, ils sont souvent considérés comme des indicateurs avancés de l'évolution des prix dans l'ensemble de l'économie, y compris des variations de prix des biens et services de consommation.

### Définition

Les prix à la production se définissent comme des « prix départ usine » et excluent toutes les taxes, marges de transport et marges commerciales que l'acheteur peut avoir à payer. On entend par production manufacturière la fabrication des biens semi-transformés et autres biens intermédiaires, ainsi que des produits finis tels que les biens de consommation et les biens d'équipement.

### Comparabilité

Les indices de prix qui figurent ci-après sont destinés à rendre compte de l'évolution des prix à la production dans le secteur manufacturier. En pratique, de nombreux pays ne calculent pas de tels indices pour le seul secteur manufacturier. Les indices de l'Autriche, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, du Mexique, de la Suisse et de la Turquie ont tous une couverture plus étendue, qui inclut généralement (outre le secteur manufacturier) l'industrie minière ainsi que les secteurs de l'électricité, du gaz et de l'eau, auxquels il faut ajouter l'agriculture dans certains pays.

Un autre problème tient au fait que l'Autriche et la Turquie calculent des indices des prix de gros, et non des indices des prix à la production. Or, les prix de gros intègrent les taxes ainsi que les marges de transport et les marges commerciales, en sus du prix départ usine des biens.

Il existe également des différences entre pays concernant la manière dont ils ajustent les prix en fonction de l'évolution qualitative de la production, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération sont actualisés, et la formule employée pour calculer l'indice des prix.

### Tendances à long terme

Les prix à la production ont augmenté plus lentement que les prix à la consommation tout au long de la période considérée. Plus de la moitié des pays de l'OCDE ont enregistré des hausses annuelles moyennes inférieures à 2 %, et dans deux pays – le Japon et la Suisse –, les prix à la production étaient en fait plus bas à la fin de la période considérée qu'en 1991. Tous les pays ont connu des augmentations exceptionnellement fortes en 1995 et en 2000, en raison des fluctuations marquées des cours mondiaux des produits de base, mais les augmentations annuelles ont été modestes pendant la plus grande partie de la période considérée dans les quinze pays de l'Union européenne, en Australie, au Canada, au Japon, en Corée, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Cependant, les IPP ont augmenté nettement au Mexique et en Turquie, et les quatre nouveaux membres de l'OCDE en Europe centrale ont vu également leurs IPP augmenter en moyenne assez largement ; les hausses ont été particulièrement importantes en Hongrie et en Pologne et plus modérées en République tchèque et en République slovaque.

### Source

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), *Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 412, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre* n° 78, volume 2005-2, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- FMI, OIT, OCDE, Eurostat, ONU, Banque mondiale (2004), *Producer Price Index Manual: Theory and Practice*, FMI, Washington, DC.
- OCDE (2003), « Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production », *Principaux indicateurs économiques, volume 2002, supplément 2*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE, Principaux indicateurs économiques, [www.oecd.org/std/mei](http://www.oecd.org/std/mei).



INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION (IPP)

**IPP : industrie manufacturière**

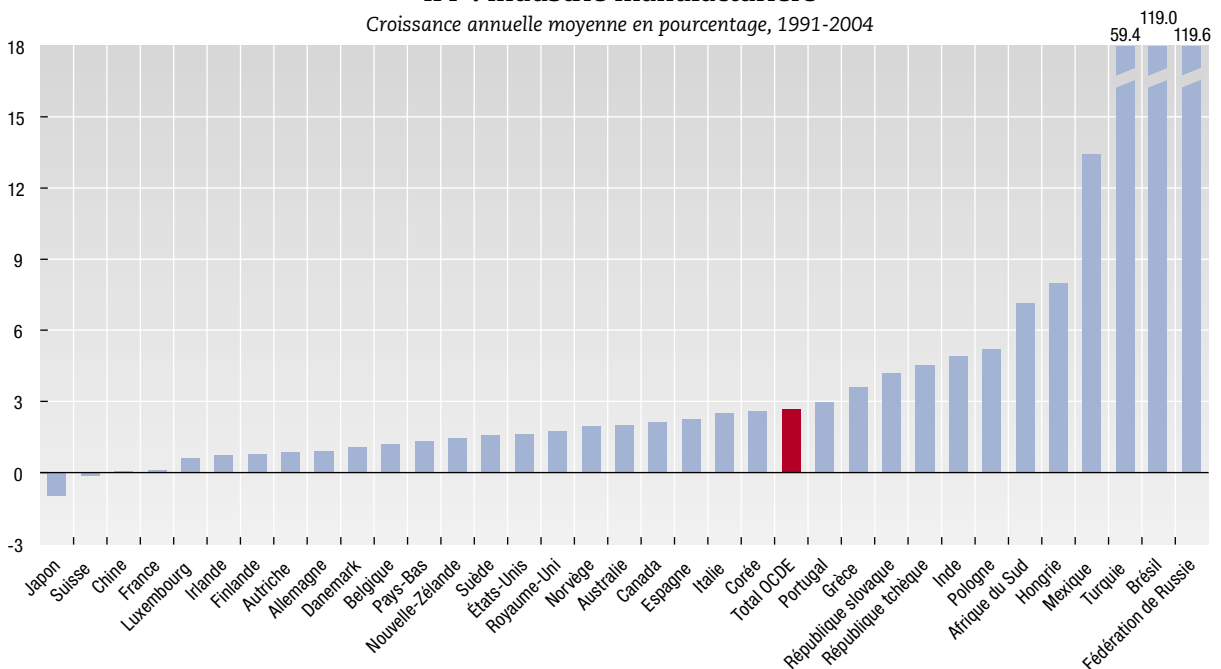
Année 2000 = 100

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	92.5	94.0	94.0	94.7	96.7	96.8	97.4	97.2	97.0	100.0	101.3	101.5	102.1	103.9
Australie	83.4	84.7	86.4	87.0	90.2	91.0	92.1	92.7	93.3	100.0	103.1	103.3	103.8	107.9
Autriche	96.7	96.5	96.1	97.4	97.7	97.7	98.1	97.6	96.7	100.0	101.5	101.1	102.8	107.8
Belgique	87.9	87.9	86.5	88.0	90.0	90.7	92.4	91.0	91.1	100.0	99.5	99.2	98.8	102.9
Canada	78.2	78.6	81.5	86.4	92.8	93.2	93.9	94.2	95.9	100.0	101.0	101.0	99.7	102.8
Corée	75.8	77.2	78.4	79.6	83.5	85.3	88.2	101.0	97.7	100.0	97.9	96.4	98.1	105.5
Danemark	91.3	91.0	90.4	90.7	93.5	94.8	96.3	95.7	96.0	100.0	102.9	103.9	104.0	105.1
Espagne	80.2	81.3	83.2	86.8	92.3	93.9	94.8	94.2	94.8	100.0	101.7	102.4	103.9	107.4
États-Unis	86.8	87.9	89.2	90.4	93.1	95.2	95.5	94.5	96.1	100.0	100.8	100.1	102.7	107.1
Finlande	85.9	88.0	91.0	92.4	94.1	92.3	93.3	91.7	91.2	100.0	98.9	96.6	95.5	95.3
France	101.0	99.9	97.6	98.9	103.9	101.1	100.5	99.6	98.0	100.0	101.2	101.0	101.3	102.5
Grèce	..	..	..	..	80.0	85.3	87.9	90.4	92.3	100.0	102.9	104.8	106.3	110.2
Hongrie	..	..	..	..	53.0	64.5	77.3	85.4	89.3	100.0	104.3	101.7	103.2	105.9
Irlande	82.1	83.5	87.3	88.3	89.6	89.2	89.5	91.9	93.6	100.0	101.7	100.5	92.4	90.2
Italie	77.4	78.8	81.8	84.9	91.5	93.2	94.4	94.6	94.3	100.0	101.9	102.1	103.7	106.5
Japon	109.2	108.2	106.5	104.6	103.8	102.1	102.7	101.3	99.9	100.0	97.7	95.6	94.8	95.9
Luxembourg	100.9	98.8	97.1	97.3	100.7	96.5	98.1	99.8	95.0	100.0	99.8	99.0	100.4	109.3
Mexique	24.7	27.6	29.5	31.3	44.3	59.6	69.1	78.6	90.9	100.0	103.3	107.8	115.9	126.7
Norvège	81.7	81.8	81.6	83.3	84.9	86.1	86.8	87.6	90.6	100.0	100.6	97.5	99.2	105.5
Nouvelle-Zélande	87.6	90.0	93.0	93.7	93.8	93.0	91.7	92.5	93.4	100.0	104.8	105.1	103.8	105.8
Pays-Bas	88.3	87.2	85.6	86.2	88.1	89.4	92.1	89.9	90.1	100.0	101.0	99.8	100.5	104.7
Pologne	..	..	..	..	69.1	76.6	83.1	88.4	92.9	100.0	99.9	99.9	102.3	109.1
Portugal	73.0	73.1	74.5	76.9	80.8	85.5	88.1	83.9	86.9	100.0	102.7	103.1	103.5	106.5
République slovaque	..	..	..	..	78.2	81.9	86.0	88.6	91.6	100.0	105.9	106.7	109.4	113.2
République tchèque	60.1	65.8	72.0	75.9	82.3	86.3	90.4	94.6	94.6	100.0	102.7	101.3	101.0	107.0
Royaume-Uni	82.9	85.5	88.8	91.1	94.8	97.2	98.1	98.1	98.5	100.0	99.7	99.8	101.3	103.8
Suède	82.1	81.1	85.6	89.5	98.3	96.1	96.9	96.4	95.9	100.0	101.5	100.9	99.8	100.7
Suisse	103.2	104.0	104.5	104.0	103.9	102.0	101.3	100.1	99.1	100.0	100.5	100.0	100.0	101.2
Turquie	0.8	1.3	2.0	4.2	7.8	13.8	25.1	43.1	66.0	100.0	161.6	242.6	304.6	338.4
UE15	87.1	88.0	89.1	90.9	94.9	95.5	96.3	95.9	95.8	100.0	101.2	101.2	102.0	104.3
Total OCDE	76.2	77.8	79.4	81.8	86.7	89.7	92.1	93.6	95.4	100.0	101.5	102.0	103.9	107.6
Afrique du Sud	52.8	56.6	61.2	66.8	73.4	79.3	85.0	88.3	92.9	100.0	107.1	121.4	127.0	129.5
Brésil	0.0	0.1	1.6	38.4	61.0	64.9	70.1	72.6	84.7	100.0	112.6	131.4	167.6	185.1
Chine	..	..	..	..	..	104.3	104.0	99.7	97.3	100.0	98.7	96.5	98.8	104.7
Fédération de Russie	0.0	0.1	1.6	6.8	23.1	34.9	40.1	42.9	68.3	100.0	118.2	130.5	151.9	187.4
Inde	..	..	..	..	78.7	82.2	85.9	90.9	94.1	100.0	105.2	107.8	113.5	121.0

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/761267661550>

**IPP : industrie manufacturière**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/255562010460>

## TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

Les taux d'intérêt à long terme sont un des déterminants de l'investissement des entreprises. Ces taux ont un effet stimulant sur les investissements en nouveaux équipements lorsqu'ils sont bas, et dissuasif lorsqu'ils sont élevés. L'investissement est lui-même une source essentielle de croissance économique.

### Définition

Ces taux d'intérêt sont ceux des obligations d'État ayant une échéance résiduelle d'environ 10 ans. Il ne s'agit pas des taux d'intérêt fixés lors de l'émission de ces emprunts, mais des taux d'intérêt correspondant aux cours auxquels ces obligations s'échangent sur les marchés de capitaux. Par exemple, pour une obligation initialement achetée 100 avec un taux d'intérêt de 9 % et négociée à 90, le taux d'intérêt a augmenté de 10 % ( $[9/90] \times 100$ ).

### Tendances à long terme

Les taux d'intérêt sont déterminés par trois facteurs : le prix facturé par les prêteurs pour le report de consommation auquel ils consentent, le risque que l'emprunteur ne rembourse pas le capital prêté, et la réduction par l'inflation de la valeur réelle du capital qui est anticipée par le prêteur au cours de la durée de vie de l'emprunt. Les taux d'intérêt indiqués ci-après se réfèrent à des emprunts d'État, de sorte que le facteur de risque est très faible. Ils sont déterminés dans une large mesure par les anticipations inflationnistes.

À partir de 1991, les taux d'intérêt à long terme ont baissé pendant quelques années mais ont remonté doucement en 1994/1995. Depuis, ils ont régulièrement baissé dans tous les pays. Pour les 19 pays du tableau pour lesquels les données sont disponibles pour toute la période de 1991 à 2004, les taux d'intérêts à long terme étaient en moyenne de 10 % en 1991 alors qu'ils étaient à un peu plus de 4 % en 2004. Pour de nombreux pays, les taux d'intérêts relevés en 2004 ont atteint des records historiquement bas.

La caractéristique la plus frappante dans le tableau est la diminution de la variance des taux d'intérêts parmi les pays.

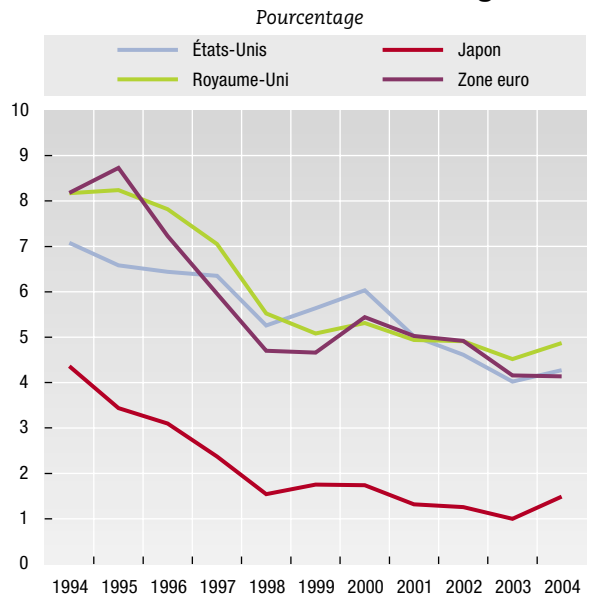
La convergence des taux d'intérêt à long terme s'explique essentiellement par l'intégration croissante des marchés financiers – un des aspects de la globalisation – et a été particulièrement prononcée parmi les membres de la zone euro. Le Japon et la Suisse sont des exceptions ; leurs taux d'intérêts sont restés bas mais ne convergent pas vers la moyenne OCDE.

### Comparabilité

Les taux d'intérêt qui figurent ci-après sont des moyennes de taux journaliers pour tous les pays, exception faite du Japon, de l'Australie, de l'Islande, de l'Irlande et de la Suisse. Dans le cas de ces pays, il s'agit de moyennes des taux relevés à la fin du mois.

Dans tous les cas, ce sont des taux d'intérêt sur des obligations dont le remboursement du capital est garanti par l'État.

### Évolution des taux d'intérêt à long terme



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/480877561237>

### Source

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Financial Market Trends*, série, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78*, volume 2005-2, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (1998), *Main Economic Indicators – Sources and Methods: Interest Rates and Share Price Indices*, OCDE, Paris.

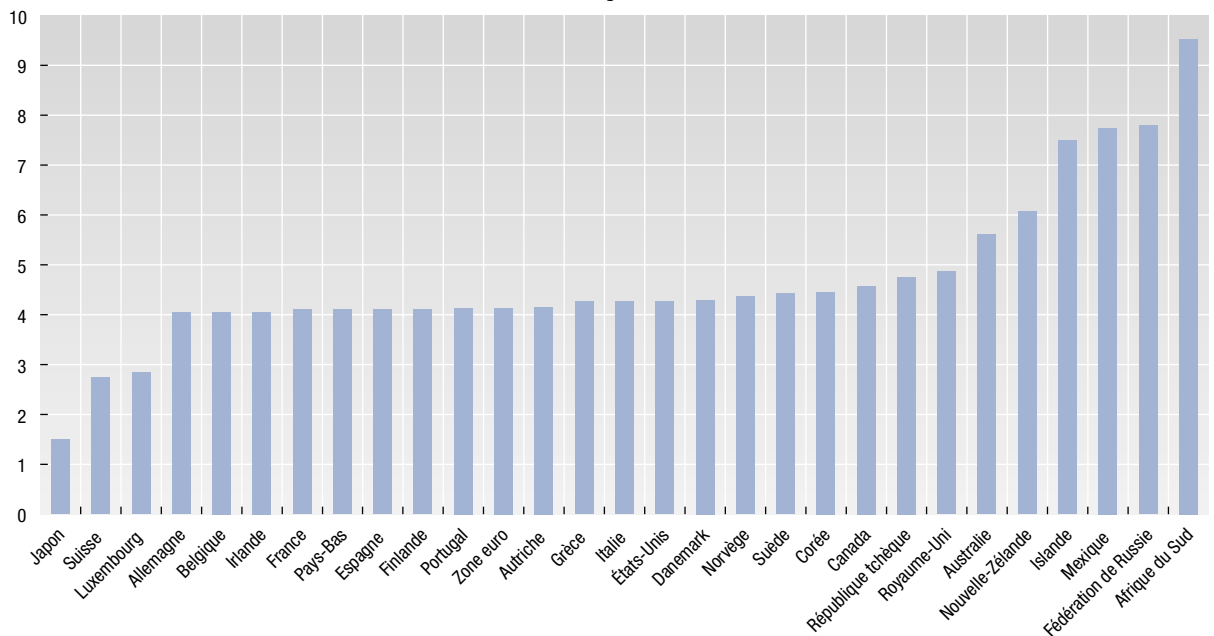

**Taux d'intérêt à long terme**

Pourcentage

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	8.46	7.85	6.51	6.87	6.85	6.22	5.64	4.57	4.49	5.26	4.80	4.78	4.07	4.04
Australie	10.69	9.22	7.28	9.04	9.17	8.17	6.89	5.50	6.08	6.26	5.63	5.82	5.36	5.61
Autriche	8.55	8.14	6.71	7.03	7.13	6.32	5.68	4.71	4.68	5.56	5.08	4.97	4.15	4.15
Belgique	9.31	8.66	7.22	7.70	7.38	6.30	5.59	4.70	4.71	5.57	5.06	4.89	4.15	4.06
Canada	9.46	8.06	7.24	8.36	8.16	7.24	6.14	5.28	5.54	5.93	5.48	5.30	4.80	4.58
Corée	16.46	15.08	12.08	12.30	12.40	10.90	11.72	12.81	8.73	8.50	6.67	6.48	4.95	4.46
Danemark	9.26	8.99	7.30	7.83	8.27	7.19	6.26	5.04	4.92	5.66	5.09	5.06	4.31	4.30
Espagne	12.36	11.70	10.21	10.00	11.27	8.74	6.40	4.83	4.73	5.53	5.12	4.96	4.13	4.10
États-Unis	7.86	7.01	5.87	7.08	6.58	6.44	6.35	5.26	5.64	6.03	5.02	4.61	4.02	4.27
Finlande	11.71	11.97	8.83	9.04	8.79	7.08	5.96	4.79	4.72	5.48	5.04	4.98	4.14	4.11
France	9.04	8.59	6.78	7.22	7.54	6.31	5.58	4.64	4.61	5.39	4.94	4.86	4.13	4.10
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	8.48	6.31	6.11	5.30	5.03	4.27	4.26
Irlande	9.37	9.32	7.58	8.04	8.23	7.25	6.26	4.75	4.77	5.48	5.02	4.99	4.13	4.06
Islande	..	..	..	6.98	9.65	9.24	8.71	7.66	8.47	11.20	10.36	7.96	6.65	7.49
Italie	..	13.27	11.19	10.52	12.21	9.40	6.86	4.88	4.73	5.58	5.19	5.03	4.30	4.26
Japon	6.34	5.33	4.32	4.36	3.44	3.10	2.37	1.54	1.75	1.74	1.32	1.26	1.00	1.49
Luxembourg	..	..	..	7.15	7.23	6.30	5.60	4.73	4.67	5.52	4.86	4.68	3.32	2.84
Mexique	19.72	16.11	15.55	13.83	..	34.38	22.45	..	24.13	16.94	13.79	8.54	7.37	7.74
Norvège	10.00	9.61	6.88	7.43	7.43	6.77	5.89	5.40	5.50	6.22	6.24	6.38	5.05	4.37
Nouvelle-Zélande	10.11	8.40	6.93	7.63	7.78	7.89	7.19	6.29	6.41	6.85	6.39	6.53	5.87	6.07
Pays-Bas	8.74	8.10	6.36	6.86	6.90	6.15	5.58	4.63	4.63	5.41	4.96	4.89	4.12	4.10
Portugal	..	..	..	10.48	11.47	8.56	6.36	4.88	4.78	5.60	5.16	5.01	4.18	4.14
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.31	4.88	4.12	4.75
Royaume-Uni	10.11	9.06	7.47	8.17	8.24	7.82	7.05	5.52	5.08	5.31	4.94	4.91	4.52	4.87
Suède	10.69	10.02	8.54	9.50	10.24	8.03	6.61	4.99	4.98	5.37	5.11	5.30	4.64	4.43
Suisse	6.24	6.40	4.55	4.96	4.52	4.00	3.36	3.05	3.04	3.93	3.38	3.20	2.66	2.74
Zone euro	..	..	..	8.18	8.73	7.23	5.96	4.70	4.66	5.44	5.03	4.92	4.16	4.14
Afrique du Sud	16.34	15.44	14.07	14.83	16.11	15.48	14.70	15.12	14.90	13.79	11.41	11.50	9.62	9.53
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	87.38	35.16	19.38	15.82	8.90	7.79

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/143725612361>
**Taux d'intérêt à long terme**

Pourcentage, 2004


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/377523467750>

## TAUX DE CONVERSION

Pour comparer le produit intérieur brut (PIB) réel d'un seul pays au cours d'une période de plusieurs années, il faut éliminer les fluctuations dues aux variations de prix. De la même manière, pour comparer les PIB réels de divers pays à un moment donné, il faut éliminer les différences entre leurs PIB qui sont dues à des écarts entre leurs niveaux de prix respectifs. Les indices de prix sont utilisés pour éliminer les effets des variations de prix dans un pays donné au cours du temps ; les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont employées pour supprimer les effets des écarts de niveaux de prix entre pays à un moment donné.

### Définition

Les PPA sont des taux de conversion monétaire qui permettent d'égaliser les niveaux de prix entre pays. On a calculé les parités de pouvoir d'achat qui figurent ci-après en comparant les prix d'un panier commun composé de quelque 2 500 biens et services dans les pays de l'OCDE. Ceux-ci ne sont pas tenus d'indiquer le prix de chacun des articles de ce panier, car certains peuvent s'avérer difficiles

à trouver dans tel ou tel pays, mais ce panier commun a été composé de telle manière que chaque pays puisse déterminer les prix d'un large éventail de biens et services représentatifs de son marché.

Les biens et services dont les prix doivent être déterminés sont tous ceux qui font partie de la dépense finale, à savoir la consommation des ménages, les services rendus par les administrations publiques, la formation de capital et les exportations nettes. Les prix des différents articles sont ensuite pondérés selon leurs poids relatifs dans la dépense finale totale afin d'obtenir les PPA du PIB qui figurent ci-après.

### Comparabilité

Les PPA montrées ci-après ont été calculées conjointement par l'OCDE et l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) sur la base de procédures courantes. En consultation avec leurs pays membres, l'OCDE et Eurostat examinent de façon continue les questions méthodologiques et les améliorations sont constantes.

### Tendances à long terme

Au cours de la période 1991-2004, les fluctuations des PPA et celles des taux de change ont été rarement similaires, et même quand elles varient dans la même direction elles ne sont pas de la même amplitude – par exemple en Irlande et au Portugal.

Les taux de change sont parfois utilisés pour convertir dans une monnaie commune les PIB d'économies utilisant des monnaies différentes. Toutefois, les comparaisons de PIB fondées sur les taux de change ne reflètent pas les volumes réels de biens et services composant les PIB des pays comparés. Pour nombre des pays à bas revenu, les différences entre le PIB converti au moyen des taux de change et le PIB réel converti à l'aide des PPA sont considérables. Ces différences sont illustrées dans le second graphique.

Dans le cas de la Pologne, par exemple, l'écart entre le PIB converti au moyen du taux de change et le PIB converti sur la base de la PPA est légèrement inférieur à 100 %, ce qui signifie que le PIB réel représente le double de la valeur obtenue à partir du taux de change. En général, l'utilisation des taux de change se traduit par une sous-estimation du PIB réel des pays à faible revenu, et par une surestimation du PIB réel des pays à revenu élevé.

Les indices de niveau de prix figurant dans le dernier tableau correspondent au rapport entre PPA et taux de change, la valeur 100 étant fixée pour l'OCDE. En général, il existe une corrélation positive entre les niveaux de revenu et les niveaux de prix. Ainsi, la Suisse, la Norvège et le Danemark – trois pays à revenu élevé – affichaient les niveaux de prix les plus hauts en 2004, tandis que la République slovaque, la Pologne, la Turquie et la République tchèque – quatre pays à faible revenu au sein de la zone OCDE – se caractérisaient par des niveaux de prix d'environ la moitié de celui de la moyenne OCDE.

### Source

- OCDE (2005), *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles : Année de référence 2002*, Édition 2004, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Schreyer, P. et F. Koechlin (2002), « Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations », *Cahiers Statistiques de l'OCDE*, n° 3, mars, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE Parités de pouvoir d'achat, [www.oecd.org/std/ppp](http://www.oecd.org/std/ppp).
- Séminaire Banque mondiale-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat, [www.oecd.org/std/ppp/seminar2001](http://www.oecd.org/std/ppp/seminar2001).





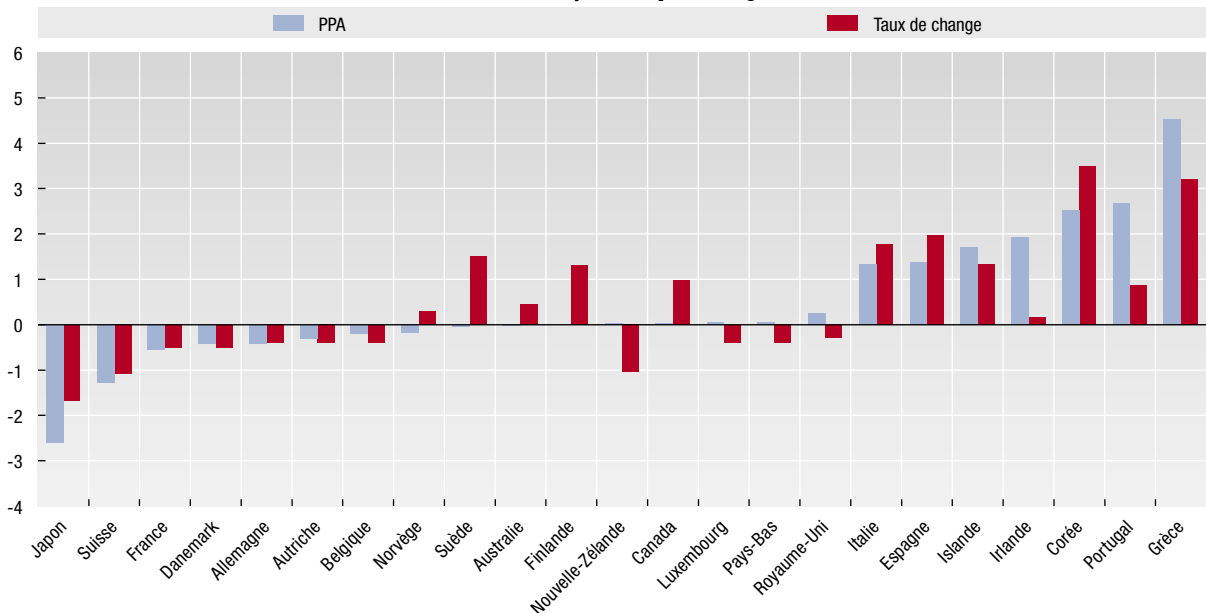
**Parités de pouvoir d'achat**  
Unités monétaires nationales par dollar des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	0.985	1.011	1.025	1.028	1.026	1.009	1.007	1.007	1.004	0.982	0.976	0.959	0.949	0.932
Australie	1.37	1.35	1.34	1.32	1.32	1.32	1.32	1.31	1.30	1.31	1.33	1.34	1.35	1.36
Autriche	0.929	0.941	0.945	0.950	0.949	0.940	0.937	0.941	0.931	0.915	0.920	0.912	0.908	0.892
Belgique	0.904	0.914	0.929	0.929	0.921	0.917	0.928	0.931	0.940	0.922	0.899	0.883	0.880	0.881
Canada	1.25	1.23	1.22	1.21	1.22	1.21	1.21	1.19	1.19	1.23	1.22	1.23	1.24	1.25
Corée	568	597	621	656	690	712	732	767	755	753	761	779	784	784
Danemark	8.90	8.84	8.70	8.65	8.58	8.54	8.56	8.55	8.41	8.41	8.35	8.43	8.48	8.41
Espagne	0.635	0.662	0.677	0.689	0.708	0.718	0.731	0.735	0.733	0.743	0.750	0.743	0.749	0.758
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	0.962	0.954	0.957	0.953	0.979	0.969	0.960	0.973	0.982	0.980	0.976	0.967	0.974	0.962
France	0.983	0.979	0.974	0.968	0.959	0.949	0.932	0.929	0.928	0.916	0.900	0.900	0.904	0.914
Grèce	0.393	0.441	0.494	0.538	0.579	0.611	0.639	0.666	0.681	0.685	0.694	0.678	0.683	0.700
Hongrie	29	35	41	48	59	70	83	93	100	107	110	115	122	127
Irlande	0.79	0.79	0.81	0.81	0.82	0.82	0.83	0.87	0.92	0.95	0.99	1.00	1.02	1.01
Islande	74.5	75.1	74.5	74.7	75.1	75.2	76.5	79.2	81.1	83.3	88.8	92.2	93.0	93.0
Italie	0.716	0.732	0.743	0.753	0.775	0.794	0.807	0.803	0.809	0.809	0.819	0.825	0.844	0.851
Japon	188	187	184	180	175	171	169	167	162	155	149	144	139	134
Luxembourg	0.94	0.95	0.99	1.00	1.00	1.01	1.02	1.01	0.98	0.99	1.00	0.980	0.958	0.943
Mexique	1.71	1.91	2.04	2.17	2.93	3.76	4.35	4.96	5.63	6.12	6.33	6.58	7.00	7.24
Norvège	9.40	9.13	9.13	8.94	9.01	8.92	9.08	9.36	9.21	9.02	9.12	9.14	9.28	9.18
Nouvelle-Zélande	1.47	1.46	1.47	1.46	1.46	1.47	1.45	1.45	1.43	1.45	1.47	1.47	1.46	1.48
Pays-Bas	0.905	0.905	0.901	0.903	0.903	0.899	0.903	0.911	0.926	0.925	0.919	0.921	0.924	0.910
Pologne	0.39	0.53	0.67	0.90	1.13	1.31	1.49	1.65	1.75	1.82	1.85	1.83	1.84	1.87
Portugal	0.503	0.547	0.575	0.604	0.612	0.625	0.636	0.647	0.649	0.651	0.658	0.658	0.710	0.709
République slovaque	..	9.7	10.9	12.1	13.0	13.3	14.1	14.8	15.6	16.1	16.3	16.2	17.0	17.9
République tchèque	7.1	7.8	9.2	10.2	11.0	11.7	12.6	14.0	14.3	14.4	14.6	14.3	14.5	14.5
Royaume-Uni	0.612	0.621	0.623	0.620	0.623	0.627	0.624	0.634	0.644	0.633	0.624	0.610	0.627	0.631
Suède	9.24	9.17	9.22	9.28	9.42	9.30	9.38	9.48	9.34	9.20	9.34	9.36	9.30	9.19
Suisse	2.03	2.03	2.03	2.02	2.00	2.00	1.93	1.90	1.93	1.90	1.90	1.80	1.77	1.72
Turquie	0.002	0.004	0.006	0.012	0.023	0.039	0.071	0.124	0.192	0.271	0.424	0.611	0.752	0.793

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/561644137473>

**Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/315746252833>

TAUX DE CONVERSION

Taux de change

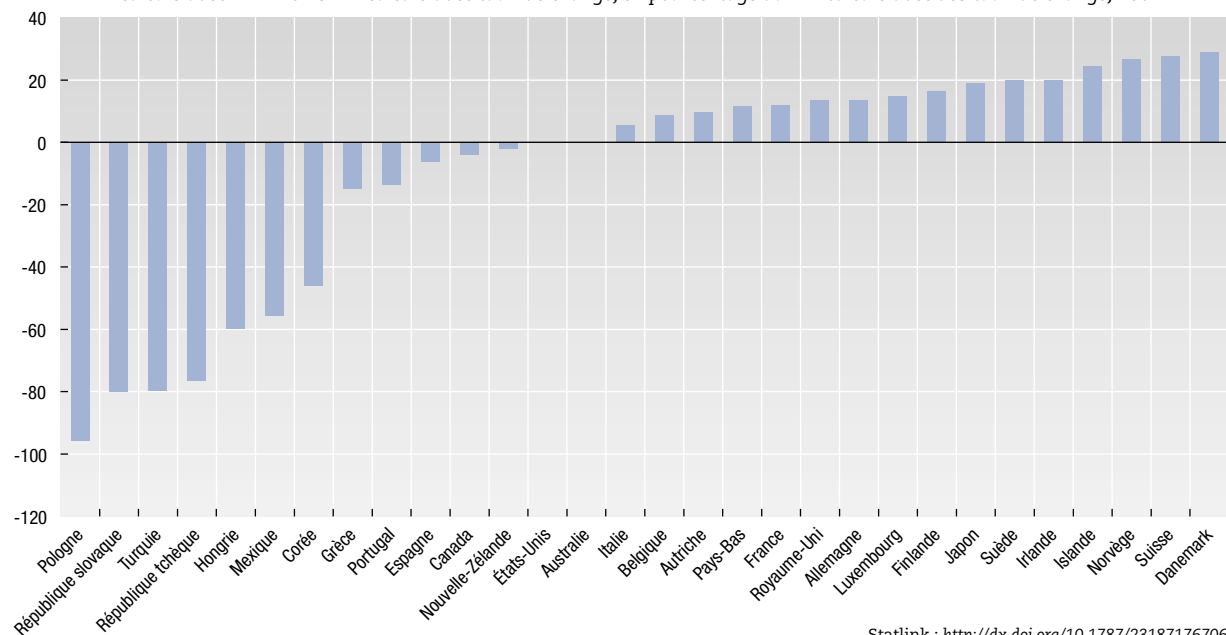
Unités monétaires nationales par dollar des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	0.848	0.799	0.845	0.830	0.733	0.769	0.887	0.900	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
Australie	1.284	1.362	1.473	1.369	1.350	1.277	1.348	1.592	1.550	1.727	1.935	1.841	1.542	1.359
Autriche	0.848	0.799	0.845	0.830	0.733	0.769	0.886	0.899	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
Belgique	0.847	0.797	0.856	0.829	0.731	0.768	0.886	0.900	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
Canada	1.146	1.209	1.290	1.366	1.372	1.364	1.385	1.483	1.486	1.485	1.548	1.570	1.400	1.301
Corée	733.23	780.01	802.44	804.27	771.40	804.42	950.51	1 400.48	1 186.71	1 130.64	1 290.41	1 251.05	1 190.96	1 145.20
Danemark	6.393	6.038	6.482	6.360	5.604	5.798	6.604	6.699	6.980	8.088	8.321	7.884	6.577	5.988
Espagne	0.625	0.615	0.765	0.805	0.749	0.761	0.880	0.898	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
États-Unis	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Finlande	0.680	0.754	0.962	0.878	0.734	0.772	0.872	0.899	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
France	0.860	0.807	0.863	0.846	0.761	0.780	0.890	0.899	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
Grèce	0.534	0.559	0.672	0.711	0.680	0.706	0.801	0.867	0.897	1.069	1.117	1.061	0.885	0.805
Hongrie	74.77	78.99	91.91	105.12	125.72	152.61	186.63	214.26	237.06	282.29	286.49	257.45	224.30	202.61
Irlande	0.789	0.746	0.868	0.850	0.793	0.794	0.839	0.893	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
Islande	59.10	57.62	67.64	69.99	64.77	66.69	70.97	71.17	72.43	78.84	97.67	91.59	76.69	70.19
Italie	0.641	0.636	0.812	0.833	0.841	0.797	0.879	0.897	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
Japon	134.50	126.67	111.18	102.23	94.07	108.82	121.00	130.89	113.89	107.83	121.48	125.25	115.94	108.15
Luxembourg	0.847	0.797	0.856	0.829	0.731	0.768	0.886	0.900	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
Mexique	3.022	3.095	3.115	3.389	6.421	7.601	7.924	9.153	9.553	9.453	9.344	9.660	10.790	11.281
Norvège	6.484	6.214	7.094	7.057	6.337	6.457	7.072	7.545	7.797	8.797	8.993	7.986	7.078	6.739
Nouvelle-Zélande	1.729	1.860	1.851	1.687	1.524	1.454	1.513	1.869	1.892	2.205	2.382	2.163	1.724	1.509
Pays-Bas	0.848	0.798	0.843	0.826	0.728	0.765	0.885	0.901	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
Pologne	1.058	1.363	1.814	2.273	2.425	2.696	3.277	3.492	3.964	4.346	4.097	4.082	3.888	3.651
Portugal	0.720	0.672	0.801	0.828	0.748	0.769	0.874	0.899	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
République slovaque	..	..	30.77	32.04	29.74	30.65	33.62	35.23	41.36	46.23	48.35	45.30	36.76	32.23
République tchèque	29.47	28.26	29.15	28.79	26.54	27.15	31.70	32.28	34.59	38.64	38.02	32.73	28.13	25.69
Royaume-Uni	0.567	0.570	0.666	0.653	0.634	0.641	0.611	0.604	0.618	0.661	0.694	0.667	0.612	0.546
Suède	6.045	5.823	7.785	7.716	7.134	6.707	7.635	7.947	8.262	9.161	10.338	9.721	8.078	7.346
Suisse	1.434	1.406	1.477	1.367	1.182	1.236	1.450	1.450	1.503	1.688	1.687	1.557	1.345	1.243
Turquie	0.004	0.007	0.011	0.030	0.046	0.081	0.152	0.260	0.419	0.624	1.228	1.512	1.503	1.426
Zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	0.939	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805
Brésil	0.0001	0.0016	0.0322	0.6393	0.9177	1.0051	1.0780	1.1605	1.8147	1.8301	2.3577	2.9208	3.0771	2.9251
Afrique du Sud	2.761	2.852	3.268	3.551	3.627	4.299	4.608	5.528	6.109	6.940	8.609	10.541	7.565	6.460
Chine	5.323	5.515	5.762	8.619	8.351	8.314	8.290	8.279	8.278	8.279	8.277	8.277	8.277	8.277
Fédération de Russie	..	..	1.001	2.392	4.626	5.167	5.838	9.705	24.620	28.129	29.169	31.348	30.692	28.814
Inde	22.74	25.92	30.49	31.37	32.43	35.43	36.31	41.26	43.06	44.94	47.19	48.61	46.58	45.32

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/370315622456>

Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU – taux de change ou parités de pouvoir d'achat

PIB calculé avec PPA moins PIB calculé avec taux de change, en pourcentage du PIB calculé avec des taux de change, 2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/231871767068>



## Indices de niveaux de prix

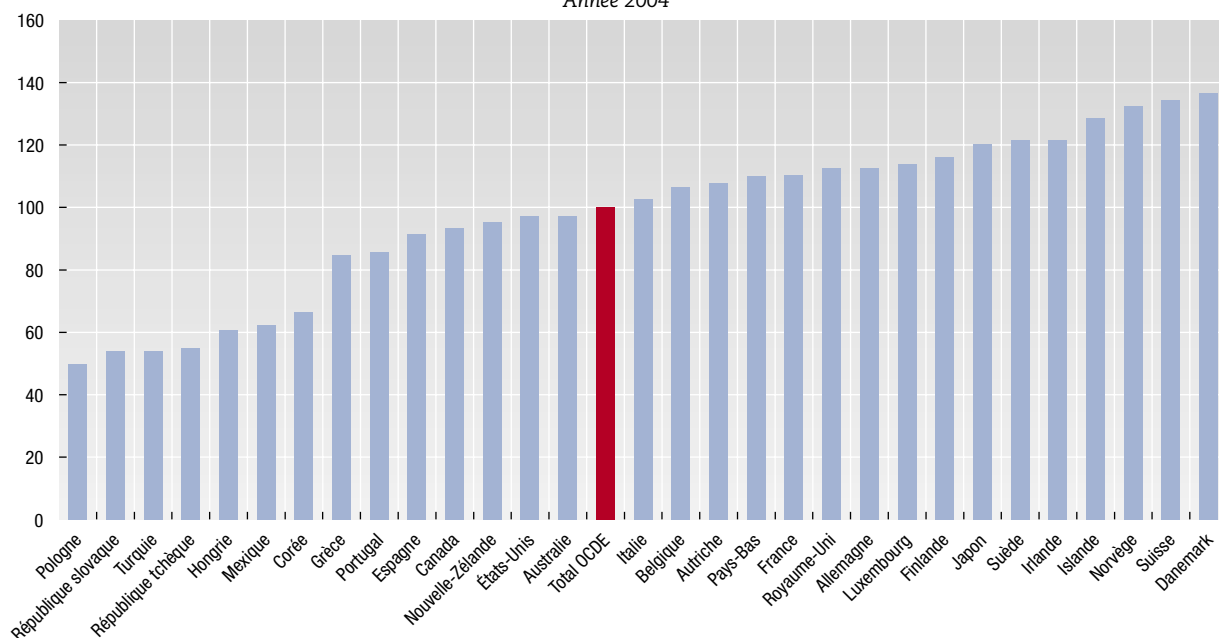
OCDE = 100

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	109	116	114	114	123	121	112	114	108	96	97	100	109	113
Australie	100	91	85	89	86	95	96	84	85	81	76	80	89	97
Autriche	103	108	105	106	114	112	104	106	100	89	91	95	105	108
Belgique	100	105	102	103	111	110	103	105	101	90	89	92	101	106
Canada	102	93	89	82	78	82	86	81	81	88	87	86	91	93
Corée	73	70	72	75	79	81	76	56	64	71	65	69	67	67
Danemark	130	134	126	126	135	136	128	130	122	110	111	118	132	137
Espagne	95	98	83	79	83	87	82	83	79	73	75	77	86	92
États-Unis	94	91	94	92	88	92	99	102	101	106	111	110	102	97
Finlande	133	115	93	100	117	115	108	110	106	96	97	101	112	116
France	107	111	106	106	111	112	103	105	100	89	89	94	104	111
Grèce	69	72	69	70	75	80	79	78	77	68	69	70	79	85
Hongrie	37	40	42	42	42	42	44	44	43	40	43	49	55	61
Irlande	93	97	88	88	91	96	98	100	99	93	98	104	118	122
Islande	118	119	103	98	102	104	106	113	113	112	101	111	124	129
Italie	105	105	86	83	81	92	90	91	87	79	81	86	97	103
Japon	131	135	155	163	164	144	137	130	144	152	136	127	122	120
Luxembourg	104	109	108	111	121	120	113	114	106	97	99	102	110	114
Mexique	53	56	61	59	40	45	54	55	60	69	75	75	66	62
Norvège	136	134	121	117	125	127	127	126	119	109	112	126	134	133
Nouvelle-Zélande	80	72	74	80	84	93	95	79	77	69	69	75	87	95
Pays-Bas	100	104	100	101	109	108	101	103	100	90	91	96	106	110
Pologne	34	35	35	37	41	45	45	48	44	44	50	49	48	50
Portugal	65	74	67	67	72	75	72	73	70	64	65	68	82	86
République slovaque	..	..	33	35	39	40	41	43	38	37	37	39	47	54
République tchèque	22	25	30	33	37	40	39	44	42	39	43	48	53	55
Royaume-Uni	101	100	88	88	87	90	101	107	105	102	100	101	105	113
Suède	143	144	111	111	116	128	121	121	114	106	100	106	117	122
Suisse	133	132	129	136	149	149	131	134	130	119	125	128	134	134
Turquie	52	49	52	38	44	45	46	48	46	46	38	45	51	54
UE15	105	108	98	98	102	105	101	103	99	90	90	94	103	108
Total OCDE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/563050416166>

## Indices de niveaux de prix

Année 2004


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/575053017688>

## TAUX DE CHANGES EFFECTIFS

Pour définir la compétitivité internationale au sens large, il faudrait comparer la capacité des pays à augmenter la productivité, encourager l'innovation et augmenter le niveau de vie. Les deux indicateurs de compétitivité que nous présentons ici ont un objectif plus précis : comparer l'évolution de la compétitivité-prix des pays sur les marchés internationaux à partir des fluctuations du taux de change de ces pays et de leur niveau de prix, représenté soit par le prix des biens de consommation, soit par les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier. En outre, nous présentons des indices de taux de change effectifs nominaux. Ceux-ci reflètent uniquement l'évolution des taux de change de marché, qui ne constituent qu'un des facteurs entrant dans le calcul des deux indicateurs de compétitivité mentionnés précédemment.

### Définition

On calcule les *indices de taux de change effectifs nominaux* en comparant, pour chaque pays, la variation de son propre taux de change, par rapport au dollar des États-Unis, à une moyenne pondérée des variations des taux de change de ses concurrents (également par rapport au dollar), au moyen de la matrice de pondération de l'année en cours (basée sur l'importance du commerce bilatéral).

Les deux autres indicateurs, à savoir les indices de prix relatifs à la consommation et les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, peuvent être

décrits comme les indices de taux de change effectifs réels. À la différence des taux de change effectifs nominaux, ils prennent en compte non seulement l'évolution des taux de change de marché, mais aussi les variations des niveaux de prix relatifs (en utilisant, respectivement, les prix à la consommation et les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier), et peuvent donc être employés comme indicateurs de compétitivité. La variation de l'indice des prix relatifs à la consommation d'un pays donné entre deux années est mesurée en comparant la variation de l'indice des prix à la consommation dudit pays (converti en dollars au taux de change du marché) à une moyenne pondérée des variations des indices des prix à la consommation de ses concurrents (également exprimés en dollars), au moyen de la matrice de pondération de l'année en cours (basée sur l'importance du commerce bilatéral). Les variations de l'indice des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier sont calculées de la même manière.

### Comparabilité

Les trois indices présentés ici sont tous élaborés selon la même procédure.

### Tendances à long terme

Une augmentation de ces indices représente une dégradation de sa compétitivité. Il convient de noter que ces indices montrent uniquement l'évolution de la compétitivité internationale de chaque pays dans le temps, et que les différences entre pays concernant le niveau des indices n'ont aucune signification.

Chacun des trois indices est relativement fluctuant d'une année à l'autre, de sorte qu'il est difficile de déceler des tendances à long terme. Entre 2000 et 2004, le Japon, le Mexique, la Pologne, la Suède et les États-Unis ont globalement amélioré leur compétitivité internationale, à en juger tant par leurs indices de prix relatifs à la consommation que par leurs coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, tandis que la position concurrentielle de l'Australie, du Canada, de la Hongrie et de l'Italie s'est dégradée dans l'ensemble. Pour ces deux groupes, ces changements s'expliquent dans une large mesure par les fluctuations des taux de change effectifs nominaux des pays concernés. Dans le cas des États-Unis, par contre, l'amélioration de la compétitivité en termes de coûts unitaires de main-d'œuvre depuis 2000 a été sensiblement plus marquée que la variation du taux de change effectif nominal ; cette amélioration doit donc être due à une évolution favorable des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, reflétant elle-même l'évolution de la productivité et des coûts salariaux.

### Source

- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78, volume 2005-2*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Durand, M., C. Madaschi et F. Terribile (1998), *Trends in OECD Countries' International Competitiveness*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 195, OCDE, Paris.
- Durand, M., J. Simon et C. Webb (1992), *OECD's Indicators of International Trade and Competitiveness*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 120, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Web

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

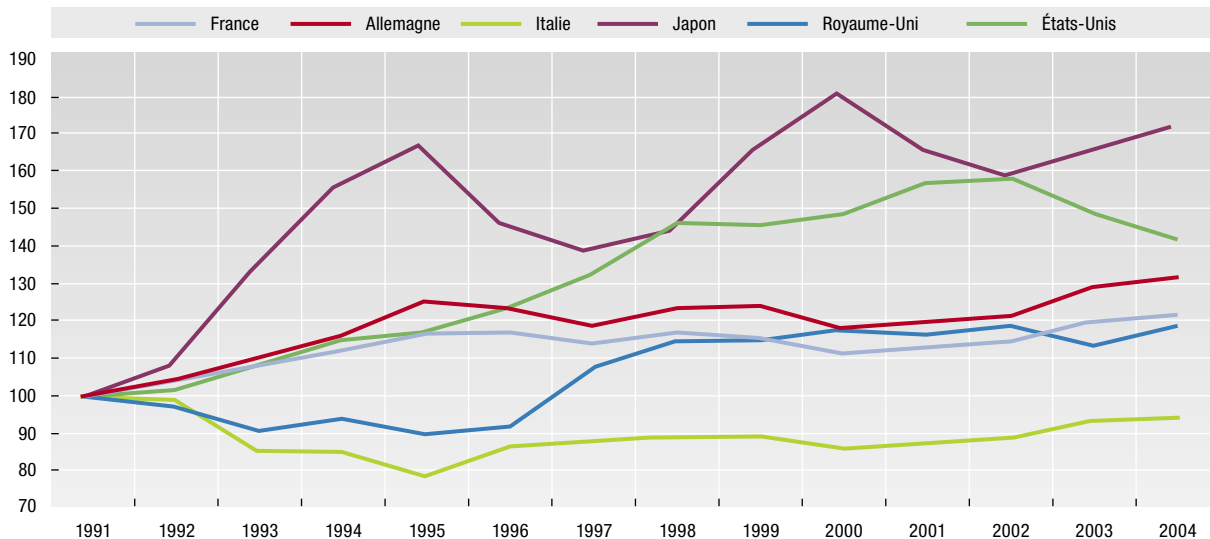

**Taux de change effectifs nominaux**

Année 2000 = 100

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	84.9	89.0	93.9	98.5	106.0	104.5	100.9	104.6	104.5	100.0	101.2	103.1	109.4	111.6
Australie	111.9	104.8	99.5	107.2	103.9	113.9	115.4	107.4	107.6	100.0	93.7	97.2	108.6	117.2
Autriche	90.3	92.5	95.6	97.8	102.5	101.5	99.6	101.6	102.3	100.0	100.4	101.0	104.4	105.5
Belgique	92.9	95.8	97.9	102.2	107.9	106.2	102.0	104.4	104.1	100.0	101.2	103.0	108.3	110.2
Canada	118.9	112.9	107.7	102.8	102.0	103.9	104.3	99.4	99.1	100.0	97.0	95.5	105.5	112.0
Corée	128.3	119.6	117.8	119.1	119.5	121.4	112.4	81.3	93.3	100.0	92.4	95.4	94.8	94.8
Danemark	90.9	93.8	98.2	100.5	105.7	104.7	102.3	104.9	104.2	100.0	101.8	103.3	108.1	109.5
Espagne	125.5	124.2	111.0	105.7	106.0	107.1	102.8	104.0	103.1	100.0	101.1	102.5	106.3	107.5
États-Unis	67.1	68.3	72.7	76.9	78.5	82.9	88.8	98.0	97.6	100.0	105.3	105.8	99.6	95.1
Finlande	100.6	88.3	79.5	90.1	103.6	101.1	98.9	101.7	104.7	100.0	102.1	104.3	110.3	112.4
France	89.7	93.6	97.4	100.4	104.5	104.9	102.1	104.5	103.8	100.0	100.9	102.5	107.4	109.0
Grèce	137.4	129.3	120.5	115.1	113.8	111.9	109.9	106.6	107.0	100.0	101.0	102.8	107.8	109.5
Hongrie	..	..	214.4	192.8	153.0	130.3	120.7	109.3	105.4	100.0	101.9	108.9	108.3	110.4
Irlande	108.5	113.1	107.4	109.2	111.2	114.1	113.9	110.5	107.3	100.0	101.2	103.6	112.6	115.1
Islande	103.5	103.1	97.1	92.9	93.3	92.8	94.8	97.4	99.0	100.0	85.2	87.9	92.1	93.2
Italie	116.3	115.2	99.2	99.1	91.3	100.5	101.8	104.0	103.8	100.0	101.3	103.2	108.3	110.1
Japon	55.4	60.1	74.3	86.4	92.5	80.6	77.1	80.0	91.9	100.0	92.3	88.4	91.4	95.3
Luxembourg	96.5	98.6	99.2	102.0	105.4	104.2	102.0	103.0	102.8	100.0	100.4	101.5	105.0	106.2
Mexique	259.0	259.3	272.4	263.8	138.6	117.7	115.5	102.6	97.9	100.0	102.8	99.7	87.1	81.9
Norvège	99.3	101.1	100.0	100.8	104.5	104.6	105.6	102.4	102.2	100.0	103.3	112.1	109.7	106.0
Nouvelle-Zélande	104.7	97.4	102.0	109.4	116.9	124.3	127.3	114.3	110.3	100.0	98.7	106.8	121.6	129.7
Pays-Bas	89.2	92.7	97.2	101.8	108.8	107.3	102.1	105.7	105.4	100.0	101.4	103.7	110.8	113.4
Pologne	..	..	170.5	139.2	122.7	114.4	106.3	104.0	97.0	100.0	110.2	105.4	94.8	92.7
Portugal	100.5	106.3	102.5	101.7	104.9	104.5	103.1	103.0	102.4	100.0	100.9	102.0	104.7	105.4
République slovaque	..	..	98.2	97.1	100.4	101.3	106.0	105.9	98.3	100.0	97.6	98.0	103.5	108.0
République tchèque	..	..	94.7	98.1	98.8	100.4	97.4	99.1	98.7	100.0	105.0	117.0	116.7	117.0
Royaume-Uni	84.9	82.8	76.6	79.0	76.4	78.1	91.1	97.0	97.4	100.0	99.0	100.2	96.3	100.8
Suède	109.7	112.4	92.5	93.6	94.0	103.5	100.2	99.9	99.7	100.0	91.9	94.1	99.5	101.3
Suisse	83.4	82.9	86.8	95.6	104.0	102.7	96.9	101.0	101.8	100.0	104.0	109.3	111.1	111.5
Turquie	10 142.8	6 053.0	4 239.0	1 719.1	990.8	581.1	345.5	207.8	137.2	100.0	56.3	41.8	36.8	35.8
Zone euro	89.4	95.2	94.2	100.8	109.5	111.7	104.6	110.8	109.9	100.0	102.5	106.4	119.4	123.8

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/116681777323>
**Taux de change effectifs nominaux**

Année 1991 = 100


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/327214885580>

**Indices des prix à la consommation relatifs**

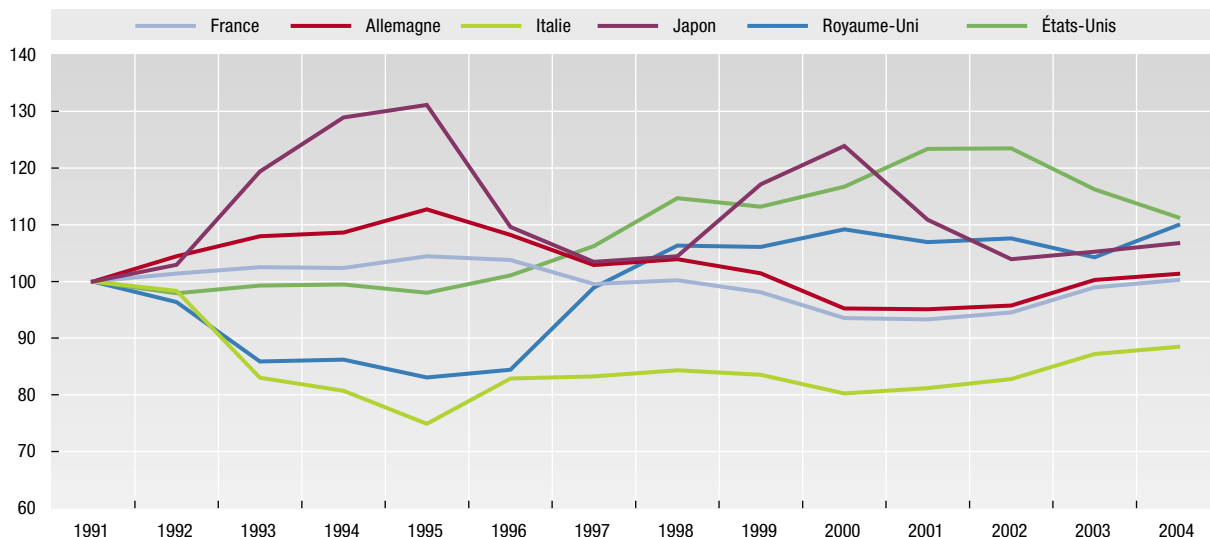
Année 2000 = 100

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	105.0	109.7	113.4	114.1	118.4	113.6	108.0	109.1	106.5	100.0	99.9	100.6	105.3	106.4
Australie	122.4	110.6	102.1	107.2	105.4	115.3	114.2	104.3	104.9	100.0	96.1	101.5	114.7	124.0
Autriche	103.8	105.3	106.5	106.7	109.7	107.2	103.5	103.8	102.7	100.0	100.2	100.5	103.2	104.0
Belgique	107.2	107.9	107.8	109.5	113.1	110.4	105.0	105.7	104.2	100.0	100.8	102.0	106.6	108.2
Canada	138.0	127.5	118.8	109.2	106.9	106.9	106.2	100.2	99.4	100.0	96.9	96.0	106.7	112.4
Corée	117.2	110.2	107.1	108.3	109.6	113.5	107.0	81.6	92.9	100.0	94.6	99.6	101.1	102.7
Danemark	101.1	101.7	102.6	102.3	105.9	104.3	101.6	103.7	103.8	100.0	101.4	103.3	108.1	108.7
Espagne	121.5	121.0	107.9	103.0	104.5	106.2	101.5	102.3	102.1	100.0	102.0	104.4	109.1	111.1
États-Unis	85.7	83.9	85.1	85.2	84.0	86.6	91.0	98.2	97.0	100.0	105.7	105.8	99.6	95.4
Finlande	142.2	122.8	102.7	106.6	114.4	107.7	103.7	104.8	104.6	100.0	101.3	102.4	106.6	106.3
France	106.9	108.4	109.6	109.4	111.6	110.9	106.4	107.1	104.8	100.0	99.7	101.0	105.7	107.2
Grèce	97.1	99.7	100.4	101.2	104.4	107.3	108.0	106.5	106.9	100.0	100.9	103.6	109.6	111.8
Hongrie	..	..	95.9	93.6	88.9	89.8	95.3	95.9	98.7	100.0	108.2	119.1	121.6	129.5
Irlande	115.1	118.8	110.1	109.8	110.8	112.6	111.2	107.8	104.3	100.0	103.6	109.1	120.0	122.4
Islande	104.8	104.7	98.6	92.3	90.9	90.3	91.7	93.9	96.5	100.0	88.7	94.8	99.4	101.9
Italie	124.6	122.5	103.4	100.6	93.3	103.3	103.7	105.1	104.1	100.0	101.1	103.1	108.6	110.2
Japon	80.7	83.1	96.4	104.0	105.8	88.5	83.5	84.3	94.5	100.0	89.5	83.9	85.0	86.1
Luxembourg	103.6	104.6	104.5	105.7	108.3	105.8	102.6	102.9	102.2	100.0	100.6	101.9	105.5	106.8
Mexique	86.1	93.3	99.7	95.3	64.5	72.1	83.4	84.2	92.1	100.0	106.5	106.7	95.3	91.5
Norvège	108.1	108.1	104.0	101.3	103.7	102.4	103.7	100.9	101.4	100.0	103.8	111.9	109.9	104.8
Nouvelle-Zélande	114.8	104.0	106.5	112.2	120.2	127.4	129.8	115.9	110.3	100.0	98.9	108.2	122.9	131.5
Pays-Bas	106.2	108.1	108.5	108.6	112.7	109.6	103.7	106.6	105.8	100.0	102.9	106.6	113.9	115.4
Pologne	..	..	73.5	74.3	79.3	85.1	88.0	93.5	90.8	100.0	112.8	107.7	95.4	94.4
Portugal	95.5	104.0	100.9	99.3	102.8	102.7	101.4	102.1	102.2	100.0	102.5	104.7	108.4	109.1
République slovaque	..	..	85.2	84.3	86.2	86.0	90.9	91.9	90.7	100.0	101.2	102.4	115.4	126.3
République tchèque	..	..	77.3	81.1	83.9	89.3	90.9	99.5	98.1	100.0	106.7	118.7	115.8	116.4
Royaume-Uni	91.6	88.2	78.7	79.0	76.1	77.3	90.6	97.4	97.2	100.0	98.0	98.5	95.5	100.7
Suède	129.9	130.0	106.8	105.3	104.4	112.4	106.7	103.6	101.6	100.0	91.6	93.9	99.1	99.2
Suisse	103.9	102.1	104.0	108.7	115.2	111.1	102.5	104.2	103.0	100.0	102.1	105.8	106.0	104.9
Turquie	87.5	84.1	90.2	66.3	71.8	72.6	77.5	85.2	89.5	100.0	81.5	88.6	96.1	100.9
Zone euro	124.1	128.9	121.2	120.7	125.0	123.8	112.8	115.5	111.5	100.0	101.7	105.5	117.7	121.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/217417871614>

**Indices des prix à la consommation relatifs**

Année 1991 = 100



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/161018164632>

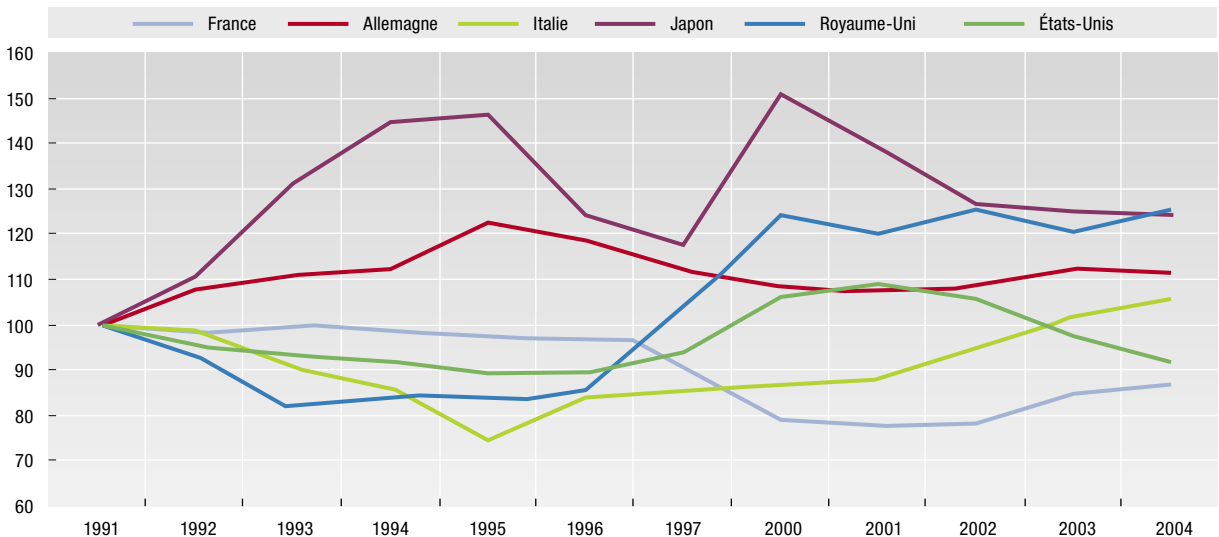

**Coûts relatifs de main d'œuvre unitaire dans l'industrie manufacturière**

Année 2000 = 100

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1 999	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004
Allemagne	92.4	99.4	102.2	103.5	113.0	109.4	103.1	106.0	105.0	100.0	98.8	100.2	103.9	102.8
Australie	150.3	131.4	115.9	117.6	113.9	118.4	119.5	106.4	105.1	100.0	93.1	98.8	112.6	126.8
Autriche	142.5	145.1	146.9	135.6	134.4	137.8	125.1	111.2	108.5	100.0	96.8	96.9	99.9	93.3
Belgique	109.2	109.5	108.6	109.2	112.5	108.0	101.1	103.4	105.7	100.0	103.1	103.1	107.3	110.5
Canada	129.3	119.7	108.2	100.8	101.6	108.3	107.3	103.0	102.0	100.0	100.5	100.3	113.1	118.8
Corée	121.1	113.2	111.8	117.1	129.1	139.1	125.0	87.4	93.7	100.0	92.9	97.4	95.5	96.0
Danemark	93.0	94.9	99.7	95.1	99.3	103.5	98.6	103.1	103.4	100.0	101.7	104.5	109.8	116.8
Espagne	100.7	103.6	94.3	91.5	92.3	96.8	96.3	98.7	99.2	100.0	102.8	105.7	109.3	112.3
États-Unis	94.2	89.4	87.5	86.9	84.0	84.3	89.0	94.8	95.4	100.0	102.4	99.6	91.9	86.3
Finlande	162.9	127.8	97.6	103.2	118.9	112.4	106.6	109.1	110.2	100.0	104.5	103.6	109.3	113.1
France	126.5	124.4	126.3	124.3	122.6	122.1	113.6	108.7	105.7	100.0	98.1	98.8	107.5	110.0
Grèce	98.0	94.7	88.7	92.6	100.6	103.8	107.3	102.2	104.2	100.0	100.4	103.2	108.5	116.5
Hongrie	..	..	152.1	151.4	124.3	115.4	116.3	107.0	108.4	100.0	110.5	125.7	132.5	139.5
Irlande	208.2	201.7	185.9	176.6	158.0	154.3	131.6	127.3	116.6	100.0	99.3	94.1	102.7	110.0
Islande	79.9	80.6	73.6	72.3	72.6	72.2	76.3	82.6	91.8	100.0	87.2	92.8	97.7	100.5
Italie	114.8	113.2	103.8	99.0	85.9	96.4	98.2	103.1	105.4	100.0	101.3	107.9	117.0	121.0
Japon	66.5	73.4	87.1	95.9	96.9	82.4	78.1	84.5	96.6	100.0	92.2	83.8	83.0	83.0
Luxembourg	111.5	114.7	113.6	112.0	113.2	108.6	105.3	105.1	101.3	100.0	102.8	102.1	100.1	98.2
Mexique	109.6	123.4	134.2	130.8	80.2	82.2	90.2	88.7	92.2	100.0	106.5	109.5	99.7	98.2
Norvège	78.1	77.2	75.6	79.6	84.1	83.9	90.9	94.4	97.5	100.0	102.5	116.3	116.9	114.7
Nouvelle-Zélande	93.9	84.5	88.1	96.3	102.9	114.6	120.3	111.2	111.6	100.0	97.0	106.7	123.4	134.4
Pays-Bas	102.4	105.6	105.0	101.5	105.2	102.1	99.3	103.2	104.1	100.0	103.2	107.8	117.6	120.1
Pologne	..	..	84.2	89.7	97.4	100.2	100.8	106.0	99.6	100.0	104.3	93.8	76.8	69.9
Portugal	92.2	101.3	92.2	95.7	100.8	92.4	94.1	95.7	98.7	100.0	103.0	105.5	109.1	111.9
République slovaque	..	..	67.3	78.4	83.6	92.0	100.3	103.1	99.4	100.0	97.3	99.0	105.7	114.9
République tchèque	..	..	81.8	87.8	82.7	88.7	88.1	96.5	99.0	100.0	103.7	109.7	107.6	109.0
Royaume-Uni	80.8	75.2	66.6	68.0	67.5	69.3	84.0	94.5	96.8	100.0	96.8	101.2	97.0	101.1
Suède	158.4	155.7	111.2	105.2	104.9	117.7	111.2	106.8	101.6	100.0	96.4	93.2	95.5	91.8
Suisse	88.9	86.6	86.2	94.7	103.4	99.7	95.4	98.1	100.1	100.0	105.7	112.5	114.4	116.8
Turquie	131.0	113.5	109.7	71.7	61.9	60.7	67.1	73.8	87.3	100.0	73.3	72.0	71.2	79.4
Zone euro	118.2	123.9	119.8	116.5	120.4	121.1	109.2	111.9	111.4	100.0	100.8	105.8	120.7	125.4

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/201601844570>
**Coûts relatifs de main d'œuvre unitaire dans l'industrie manufacturière**

Année 1991 = 100


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/662402473478>



## **ÉNERGIE**

### **APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE**

APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE PRIMAIRE  
APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE  
APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE PAR HABITANT  
GÉNÉRATION D'ÉLECTRICITÉ  
CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

### **PRODUCTION ET PRIX DE L'ÉNERGIE**

PRODUCTION D'ÉNERGIE  
PRODUCTION DE PÉTROLE  
PRIX DU PÉTROLE



## APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE PRIMAIRE

L'analyse des problèmes énergétiques nécessite une présentation exhaustive des données fondamentales de l'offre et de la demande de toute la gamme des combustibles sous une forme qui facilite la comparaison de la contribution des différents combustibles à l'économie et leur interdépendance à travers la transformation d'un combustible en une autre forme de combustible. Ce type de présentation se prête à l'étude des énergies de substitution, des économies d'énergie et des prévisions énergétiques.

### Définition

Le tableau indique les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP). Les ATEP correspondent à la production plus les importations moins les exportations moins les soutages maritimes internationaux plus ou moins les variations des stocks. La méthode adoptée par l'AIE pour établir les bilans énergétiques repose sur le pouvoir calorifique des produits énergétiques et sur une unité de compte commune. L'unité retenue par l'AIE est la tonne d'équivalent pétrole (tep) définie comme étant égale à 10<sup>7</sup> kilocalories (41.868 giga joules). Cette quantité d'énergie équivaut, à quelques points de pourcentage près, au pouvoir calorifique net d'une tonne de pétrole brut. Pour chaque combustible, la différence entre le pouvoir calorifique « net » et « brut » correspond à la chaleur latente de vaporisation de l'eau produite pendant la combustion du pétrole. Pour le charbon et le pétrole, le pouvoir calorifique net représente 5 % de moins que le pouvoir calorifique brut

et, pour la plupart des types de gaz naturel ou manufacturé, la différence est de 9 à 10 %. Pour l'électricité, il n'y a pas de différence, la notion correspondante n'ayant alors aucune signification. Les bilans énergétiques de l'AIE sont établis à l'aide de la méthode du contenu physique énergétique pour calculer l'équivalent d'énergie primaire.

### Comparabilité

Bien que tout soit mis en œuvre pour garantir la précision des données, leur qualité n'est pas homogène dans l'ensemble des pays et des régions du monde. Dans certains pays, les données reposent sur des sources secondaires et l'AIE procède par estimation lorsqu'elles sont incomplètes ou indisponibles. En général, les données relatives à la production et aux échanges sont plus précises que celles relatives aux soutages maritimes internationaux et aux variations des stocks. De même, les statistiques sur les déchets et les énergies renouvelables combustibles sont moins précises que les statistiques classiques sur les échanges d'énergie dans la plupart des pays.

### Tendances à long terme

Au cours des 32 années allant de 1971 à 2003, les approvisionnements totaux en énergie primaire du monde entier ont augmenté de 93 %, atteignant 10 723 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole), ce qui équivaut à un taux de croissance moyen de 2.1 % par an. À titre de comparaison, la population mondiale a crû de 1.0 % par an et le produit intérieur brut (PIB) de 3.3 % par an au cours de la même période.

La croissance des approvisionnements énergétiques a été relativement constante sur toute la période, hormis en 1974-75 et au début des années 80 à la suite des deux premiers chocs pétroliers et au début des années 90 à la suite de la dissolution de l'Union soviétique.

La zone de l'OCDE demeure le premier consommateur d'énergie mais sa part dans les approvisionnements totaux en énergie primaire a sensiblement diminué puisqu'elle est passée de 61 % en 1971 à 50 % en 2003. L'essor économique de l'Asie a contribué à augmenter fortement la part de ce continent (Chine comprise) dans l'approvisionnement énergétique mondial, elle est passée de 13 % en 1971 à 25 % en 2003. Inversement, la part cumulée de l'ex-URSS et des pays européens non membres de l'OCDE a sensiblement diminué à la fin des années 80.

### Sources

- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2005), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2005), *World Energy Outlook 2005: Middle East and North Africa Insights*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Web

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).

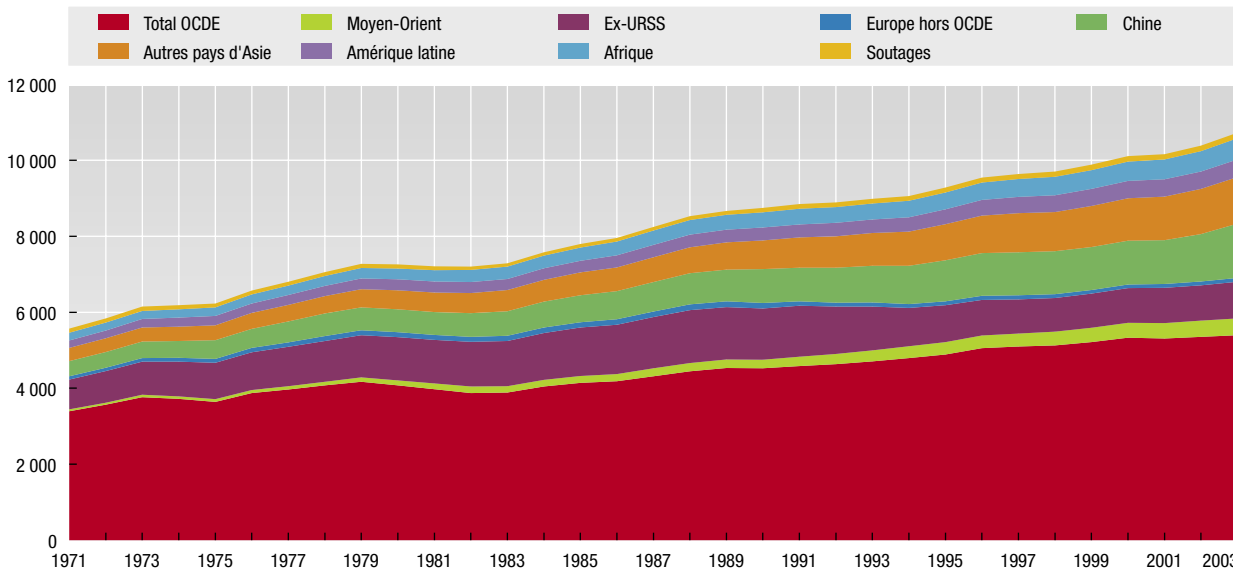

**Approvisionnement total en énergie primaire**

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2030
Allemagne	307.9	356.2	342.4	353.9	351.2	349.2	341.8	343.6	353.5	346.0	347.1	348.3	..
Australie	52.2	87.5	94.4	100.9	102.2	103.9	107.5	109.8	108.3	111.9	112.7	114.5	..
Autriche	19.0	25.0	27.1	28.8	28.7	29.2	29.2	29.0	30.7	31.1	33.2	32.9	..
Belgique	39.9	49.1	52.3	56.3	56.9	58.2	58.4	58.9	58.6	56.5	59.2	57.5	..
Canada	141.8	209.1	231.8	237.2	239.9	238.3	245.2	251.9	248.3	249.2	260.6	260.7	..
Corée	17.0	92.7	147.7	163.1	176.4	162.2	178.5	190.9	193.8	201.0	205.3	210.6	..
Danemark	19.2	17.9	20.1	22.6	21.1	20.8	20.0	19.4	20.0	19.7	20.8	20.1	..
Espagne	43.1	91.1	103.2	101.4	107.9	113.3	118.8	124.7	127.8	131.6	136.1	142.9	..
États-Unis	1 593.2	1 927.6	2 088.5	2 140.5	2 163.8	2 182.3	2 241.1	2 304.2	2 258.6	2 289.0	2 280.8	2 324.5	..
Finlande	18.4	29.2	29.6	32.1	33.1	33.5	33.4	33.0	33.8	35.6	37.6	37.6	..
France	162.2	227.3	240.8	254.3	246.7	254.8	255.1	257.5	266.3	266.0	271.3	274.5	..
Grèce	9.2	22.2	23.5	24.2	25.1	26.4	26.6	27.8	28.7	29.0	29.9	30.3	..
Hongrie	19.1	28.6	25.6	26.1	25.6	25.4	25.4	25.0	25.4	25.8	26.3	26.0	..
Irlande	7.1	10.4	11.2	11.8	12.4	13.2	13.9	14.3	15.2	15.3	15.1	15.3	..
Islande	1.0	2.2	2.3	2.5	2.5	2.7	3.1	3.2	3.4	3.4	3.4	3.5	..
Italie	114.5	148.0	160.8	160.3	162.7	167.3	170.5	172.8	173.4	173.6	181.0	186.0	..
Japon	269.5	445.3	499.8	513.5	519.5	514.6	522.5	528.6	520.8	520.7	517.1	537.1	..
Luxembourg	4.1	3.6	3.4	3.5	3.4	3.3	3.5	3.7	3.8	4.0	4.3	4.8	..
Mexique	43.5	124.3	132.7	136.7	141.4	147.8	149.7	150.4	151.9	155.6	159.9	163.8	..
Norvège	13.6	21.5	23.9	23.2	24.6	25.5	26.8	25.8	26.5	28.8	23.4	26.8	..
Nouvelle-Zélande	7.2	13.8	15.8	16.7	17.2	16.9	17.5	17.4	17.6	17.9	17.4	17.7	..
Pays-Bas	51.3	66.6	72.4	75.5	74.2	74.5	73.7	75.8	77.9	78.6	80.8	82.0	..
Pologne	86.3	99.9	99.8	107.4	103.4	97.0	93.1	89.4	89.9	89.1	93.7	93.8	..
Portugal	6.5	17.8	20.7	20.5	21.6	23.3	25.1	25.3	25.4	26.5	25.8	26.6	..
République slovaque	14.2	21.4	18.0	18.1	18.0	17.6	17.7	17.8	18.5	18.5	18.5	18.0	..
République tchèque	45.6	47.4	41.0	42.2	42.5	41.1	38.3	40.4	41.4	41.7	44.1	44.5	..
Royaume-Uni	211.0	212.2	223.2	233.2	227.2	230.3	231.8	233.0	234.6	228.5	232.0	233.9	..
Suède	36.5	47.6	51.0	52.2	50.9	51.8	51.4	48.5	51.5	52.8	51.5	53.2	..
Suisse	17.1	25.1	25.3	25.7	26.3	26.7	26.7	26.5	28.0	27.1	27.1	27.1	..
Turquie	19.5	53.0	61.9	67.3	71.0	72.2	71.0	77.5	71.6	75.6	79.0	82.5	..
UE25	..	..	1 592.8	1 652.8	1 640.6	1 658.4	1 653.4	1 665.1	1 703.2	1 697.5	1 737.0	..	1 989.9
Total OCDE	3 390.7	4 523.4	4 889.8	5 051.7	5 097.2	5 123.3	5 216.8	5 325.9	5 305.1	5 350.2	5 394.7	5 496.7	6 708.7
Afrique du Sud	45.3	91.2	104.1	105.8	108.2	109.5	109.5	109.1	110.7	110.6	118.6	..	..
Brésil	69.8	133.5	154.5	162.8	171.2	176.9	182.0	185.1	186.3	191.0	193.2	..	345.1
Chine	391.7	879.9	1 066.6	1 112.8	1 116.6	1 110.8	1 116.1	1 140.5	1 137.4	1 231.3	1 409.4	..	2 630.7
Fédération de Russie	..	..	628.4	616.6	595.2	581.4	603.0	614.0	621.3	617.8	639.7	..	869.9
Inde	182.0	365.4	441.2	456.3	473.0	480.7	503.2	516.9	524.3	538.3	553.4	..	1 032.6
Autres pays	1 486.3	2 748.2	1 996.3	2 035.3	2 078.0	2 116.6	2 153.4	2 217.0	2 274.5	2 341.1	2 414.1	..	..
Monde	5 565.8	8 741.6	9 280.8	9 541.3	9 639.2	9 699.1	9 884.0	10 108.4	10 159.5	10 380.4	10 723.1	..	16 270.9

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/173671336856>
**Approvisionnement total en énergie primaire par région**

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/070081858036>

## APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Ce n'est pas une tâche facile de suivre la tendance générale de l'efficacité énergétique d'un pays, car de nombreux éléments sont à prendre en considération, notamment le changement climatique ou la délocalisation de la production des industries à forte intensité énergétique, etc. Pour évaluer les progrès en matière d'intensité énergétique, il est courant d'examiner l'évolution du ratio de la consommation d'énergie au PIB. En fait, certains experts déduisent de l'intensité énergétique les tendances de l'efficacité énergétique, mais cette méthode d'analyse présente de nombreuses limites.

### Définition

Le tableau montre les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par milliers de dollars EU de PIB. Ce ratio est calculé en divisant les ATEP annuels de chaque pays par le PIB annuel de chaque pays exprimé aux prix constants de 2000 et converti en dollars EU en utilisant les parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'année 2000.

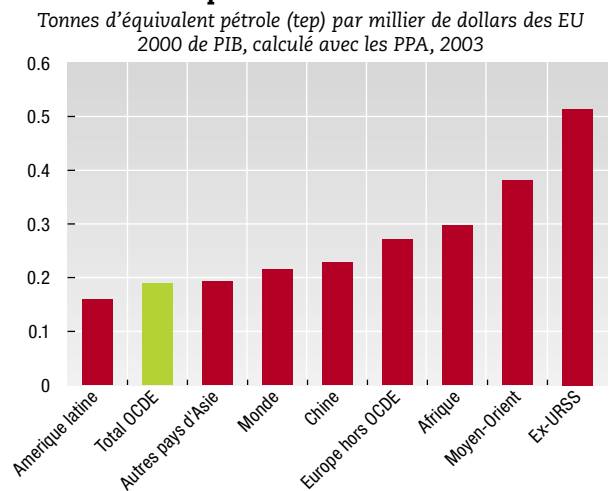
Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple, les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite à partir de combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que

l'« équivalent énergétique » des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en énergie électrique a d'ores et déjà été comptabilisé. Les ATEP sont exprimés en tonnes d'équivalent pétrole (se reporter aux sources de l'AIE ci-après pour l'explication détaillée de la méthode de calcul des ATEP).

### Comparabilité

Il convient de comparer avec précaution les intensités énergétiques d'un pays à l'autre et au fil du temps. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures moyennes et la structure économique, ont une influence sur ce ratio. Une baisse du ratio ATEP/PIB peut être imputable, en partie, à une restructuration de l'économie opérée en délocalisant des industries à forte intensité énergétique, par exemple la sidérurgie, à l'extérieur du pays – c'est-à-dire en achetant des produits à forte intensité énergétique à l'étranger. De telles délocalisations peuvent avoir des conséquences désastreuses sur l'environnement si les techniques utilisées par les producteurs étrangers ont un rendement énergétique faible.

### Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/605674743068>

### Tendances à long terme

Depuis 1971, de nombreux pays de l'OCDE ont amélioré considérablement l'efficacité des principales utilisations finales de l'énergie, substitué l'électricité à d'autres formes d'énergie, apporté des changements à la production manufacturière et induit certaines modifications de comportement chez les consommateurs. En conséquence, les approvisionnements énergétiques par unité de PIB ont sensiblement diminué, en particulier entre 1979 et 1990.

Ce bilan est à imputer également à la hausse des prix des combustibles, au progrès technologique à long terme, ainsi qu'aux programmes publics et aux réglementations en faveur de l'efficacité énergétique. La croissance globale du PIB par habitant, conjuguée à l'augmentation du niveau de vie et à la faible croissance démographique, est à l'origine de la progression régulière de la demande observée après 1985.

Le ratio des approvisionnements énergétiques à la croissance économique (ATEP/PIB) a moins reculé que le ratio de la consommation d'énergie à la croissance économique (CFT/PIB) en raison d'une consommation accrue d'électricité, principalement parce que les pertes enregistrées au niveau de la production électrique ont dépassé les économies d'énergie réalisées dans certaines utilisations finales, comme les appareils électroménagers, par exemple.

Le ratio de la consommation d'énergie au PIB varie considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Indépendamment des prix de l'énergie, les conditions climatiques hivernales sont déterminantes à cet égard, de même que les techniques de transformation des matières premières, les distances sur lesquelles il faut transporter les marchandises, la taille des logements, l'utilisation de modes de transport individuels plutôt que collectifs, et d'autres facteurs liés aux modes de vie.

### Sources

- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2005), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2005), *World Energy Outlook 2005: Middle East and North Africa Insights*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Web

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).



## APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

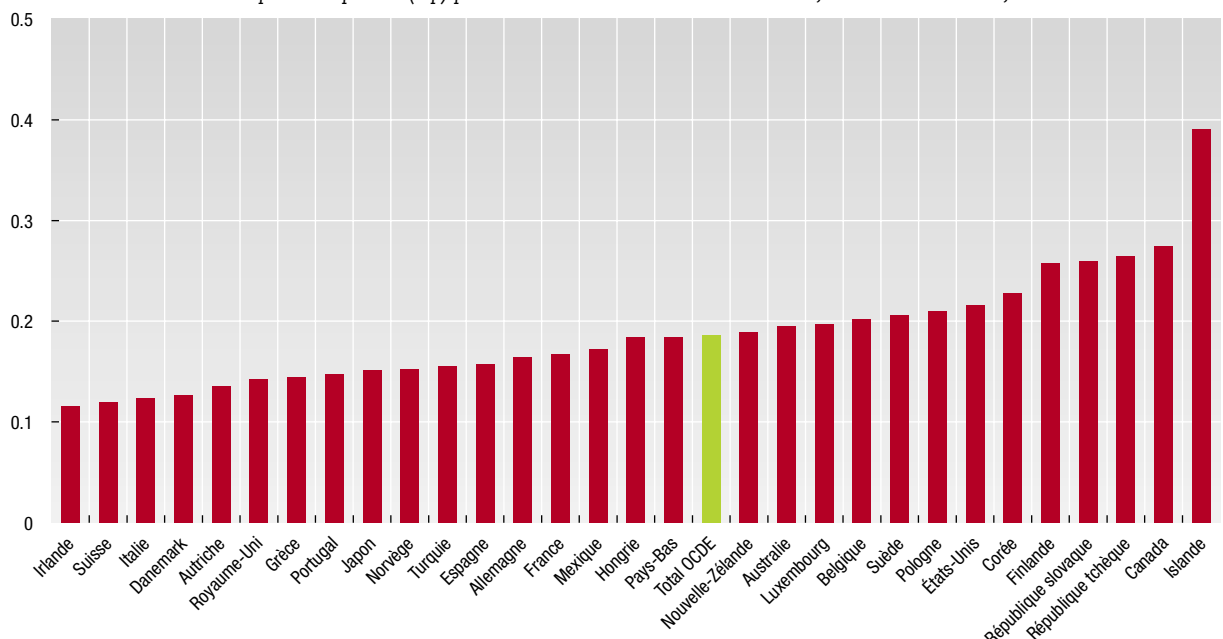
**Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB**

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA

	1971	1980	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2030
Allemagne	0.29	0.27	0.18	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16	..
Australie	0.25	0.26	0.22	0.23	0.22	0.22	0.22	0.22	0.21	0.21	0.20	0.20	..
Autriche	0.18	0.16	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13	0.14	0.14	..
Belgique	0.30	0.26	0.22	0.24	0.23	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.21	0.20	..
Canada	0.41	0.39	0.33	0.33	0.32	0.31	0.30	0.29	0.28	0.28	0.28	0.27	..
Corée	0.17	0.22	0.24	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25	0.24	0.24	0.23	0.23	..
Danemark	0.22	0.19	0.15	0.17	0.15	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	..
Espagne	0.12	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.16	..
États-Unis	0.41	0.35	0.26	0.26	0.25	0.24	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.22	..
Finlande	0.32	0.31	0.28	0.29	0.28	0.27	0.26	0.25	0.25	0.26	0.27	0.26	..
France	0.21	0.19	0.18	0.19	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	0.17	..
Grèce	0.10	0.12	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.14	..
Hongrie	0.29	0.28	0.25	0.26	0.24	0.23	0.22	0.20	0.20	0.20	0.19	0.18	..
Irlande	0.29	0.22	0.17	0.16	0.15	0.15	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	..
Islande	0.35	0.33	0.37	0.38	0.37	0.37	0.41	0.41	0.41	0.42	0.40	0.39	..
Italie	0.16	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	..
Japon	0.21	0.18	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	..
Luxembourg	0.67	0.47	0.22	0.22	0.20	0.18	0.18	0.17	0.18	0.18	0.19	0.20	..
Mexique	0.15	0.18	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.18	0.17	..
Norvège	0.24	0.21	0.18	0.16	0.16	0.17	0.17	0.16	0.16	0.17	0.14	0.15	..
Nouvelle-Zélande	0.17	0.19	0.23	0.23	0.23	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.20	0.19	..
Pays-Bas	0.25	0.25	0.20	0.20	0.19	0.18	0.18	0.17	0.18	0.18	0.18	0.18	..
Pologne	0.41	0.44	0.32	0.33	0.30	0.26	0.24	0.23	0.22	0.22	0.22	0.21	..
Portugal	0.10	0.11	0.14	0.14	0.14	0.14	0.15	0.14	0.14	0.15	0.14	0.15	..
République slovaque	0.39	0.45	0.37	0.35	0.34	0.31	0.31	0.31	0.31	0.29	0.28	0.26	..
République tchèque	0.45	0.37	0.30	0.29	0.30	0.29	0.27	0.27	0.27	0.27	0.27	0.27	..
Royaume-Uni	0.28	0.22	0.17	0.18	0.17	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15	0.14	..
Suède	0.28	0.26	0.25	0.25	0.24	0.24	0.23	0.20	0.21	0.22	0.21	0.21	..
Suisse	0.12	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.12	0.13	0.12	0.12	0.12	..
Turquie	0.14	0.16	0.16	0.17	0.16	0.16	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16	0.16	..
UE25	..	..	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	..	0.13
Total OCDE	0.30	0.26	0.21	0.21	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19	0.19	0.19	0.19	0.10
Afrique du Sud	0.19	0.21	0.29	0.28	0.28	0.28	0.27	0.26	0.26	0.25	0.27	..	..
Brésil	0.17	0.14	0.14	0.14	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	..	0.12
Chine	0.90	0.80	0.33	0.31	0.29	0.27	0.25	0.24	0.22	0.22	0.23	..	0.09
Fédération de Russie	..	..	0.66	0.67	0.63	0.63	0.62	0.58	0.57	0.54	0.51	..	0.30
Inde	0.30	0.30	0.24	0.23	0.23	0.22	0.21	0.21	0.20	0.20	0.19	..	0.12
Autres pays	..	..	0.27	0.27	0.26	0.27	0.26	0.26	0.26	0.26	0.26	..	..
Monde	0.31	0.29	0.25	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.22	0.22	0.22	..	0.14

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/131111572026>
**Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB**

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2000 de PIB, calculé avec les PPA, 2004


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/472222814627>

## APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE PAR HABITANT

Les approvisionnements totaux en énergie primaire par habitant sont un indicateur couramment utilisé, mais imparfait, de l'efficacité énergétique d'un pays. Par exemple, cet indicateur ne tient pas compte de façon appropriée, dans les comparaisons internationales, de l'impact du climat sur la consommation d'énergie (chauffage, climatisation), ni des dimensions d'un pays, ni de sa densité de population. Les analystes du secteur de l'énergie préfèrent généralement comparer les consommations d'énergie exprimées par unité de production ou par unité de PIB. Il est toutefois présent dans cet ouvrage car son usage est largement répandu.

### Définition

Le tableau indique les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par habitant. Ce ratio est exprimé en tonnes d'équivalent pétrole (tep) par personne.

Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite à partir de combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que l'« équivalent énergétique » des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en

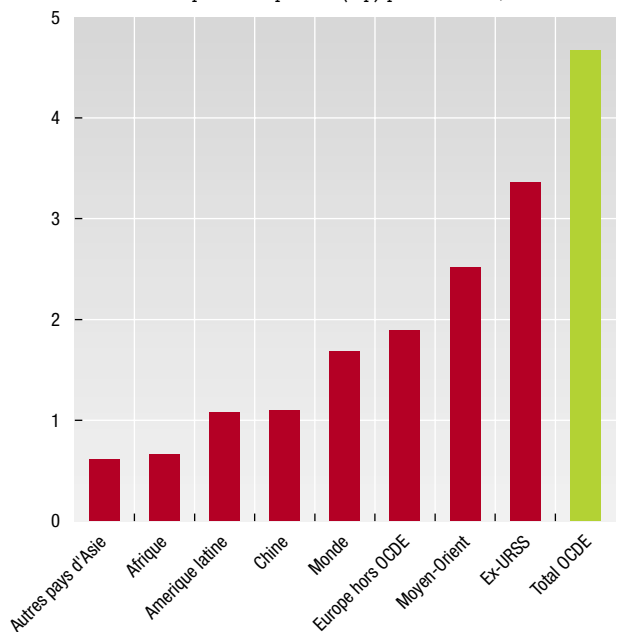
énergie électrique a d'ores et déjà été comptabilisé. Les ATEP sont exprimés en tonnes d'équivalent pétrole (se reporter aux sources de l'AIE ci-après pour l'explication détaillée de la méthode de calcul des ATEP).

### Comparabilité

Il convient de comparer avec précaution les approvisionnements énergétiques par habitant d'un pays à l'autre et au fil du temps. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures, la structure économique et les ressources énergétiques nationales ont une incidence sur ce ratio.

### Approvisionnement total en énergie primaire par habitant

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/480138423234>

### Tendances à long terme

Le ratio des approvisionnements énergétiques par habitant varie fortement d'un pays de l'OCDE à l'autre. C'est dans les pays les moins densément peuplés qu'il est le plus élevé. En 2004, les approvisionnements énergétiques par habitant de l'Islande se chiffraient à 12.1 tep/habitant et ceux du Luxembourg à 10.5 tep/habitant. Pour l'Islande, le ratio élevé s'explique notamment par le climat, mais aussi par la disponibilité d'énergie thermique bon marché – et non polluante – provenant des sources chaudes. Dans le cas du Luxembourg, il tient en partie aux faibles taxes sur les ventes de produits pétroliers : de ce fait, les automobilistes et d'autres consommateurs des pays limitrophes – Belgique, France et Allemagne – se ravitaillent dans ce pays.

Les États-Unis et le Canada, eux aussi gros consommateurs d'énergie par habitant, affichaient des ratios de 7.9 et 8.2 tep/habitant en 2004. À l'autre extrême, les pays qui enregistraient les plus faibles ATEP/habitant étaient la Turquie (1.1 tep/habitant) et le Mexique (1.6 tep/habitant).

Entre 1971 et 2004, les disparités de tendances entre pays de l'OCDE sont frappantes. Par rapport à 1971, les ATEP/habitant en 2004 étaient huit fois supérieurs en Corée et avaient plus que doublé en Grèce, en Islande, au Portugal, en Espagne et en Turquie. En revanche, ce ratio a diminué dans quatre pays de l'OCDE au cours de la même période : Luxembourg (-13 %), Pologne (-7 %), République tchèque (-6 %), et Danemark (-4 %).

En règle générale, les ATEP/habitant des pays non membres de l'OCDE sont inférieurs à ceux des pays de l'OCDE. En 2003, le ratio de la Chine (1.1 tep/habitant) avait doublé par rapport à 1971. Les ratios de l'Afrique du Sud (2.6 tep/habitant), du Brésil (1.1 tep/habitant) et de l'Inde (0.5 tep/habitant) avaient augmenté un peu plus lentement.

### Sources

- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2005), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2005), *World Energy Outlook 2005: Middle East and North Africa Insights*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Web

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).



## APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE PAR HABITANT

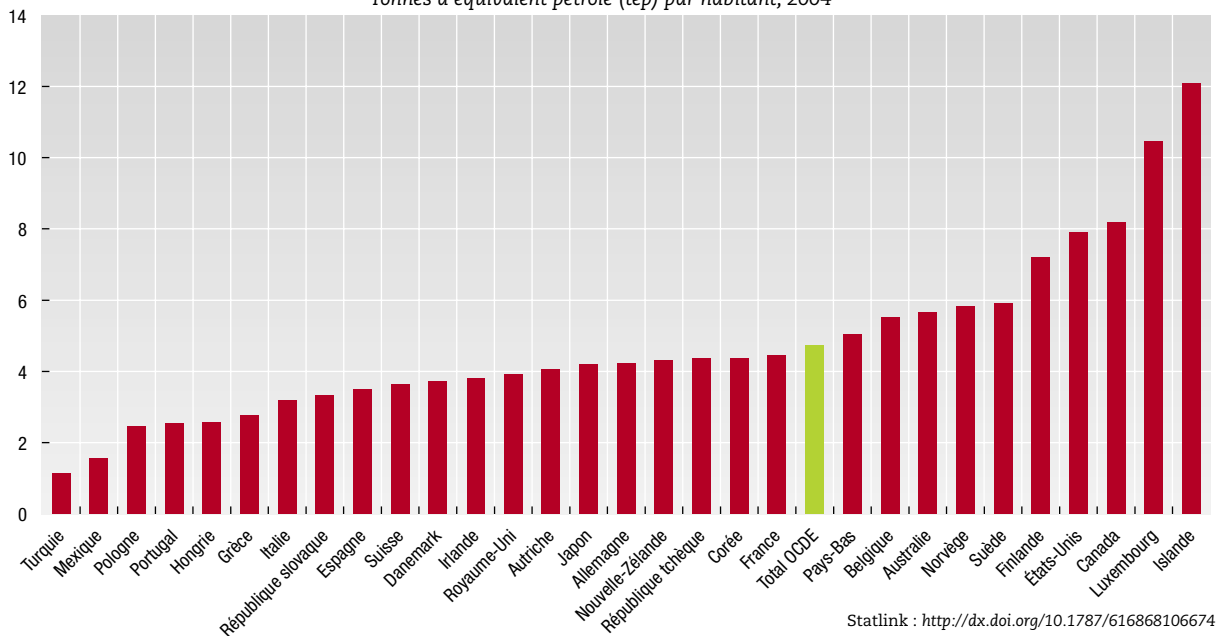
**Approvisionnement total en énergie primaire par habitant**

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2030
Allemagne	3.93	4.49	4.19	4.32	4.28	4.26	4.16	4.18	4.29	4.20	4.21	4.22	..
Australie	3.96	5.10	5.19	5.48	5.49	5.52	5.64	5.69	5.54	5.66	5.63	5.67	..
Autriche	2.54	3.26	3.41	3.62	3.61	3.66	3.65	3.61	3.82	3.87	4.10	4.05	..
Belgique	4.14	4.93	5.16	5.54	5.59	5.70	5.71	5.75	5.70	5.47	5.70	5.53	..
Canada	6.46	7.55	7.91	8.01	8.02	7.90	8.07	8.21	8.01	7.95	8.24	8.19	..
Corée	0.52	2.16	3.27	3.58	3.84	3.51	3.83	4.06	4.09	4.22	4.28	4.37	..
Danemark	3.88	3.47	3.84	4.30	3.99	3.92	3.76	3.64	3.73	3.67	3.85	3.73	..
Espagne	1.26	2.34	2.63	2.58	2.74	2.87	3.00	3.12	3.18	3.25	3.34	3.48	..
États-Unis	7.67	7.71	7.83	7.94	7.93	7.90	8.02	8.16	7.92	7.94	7.84	7.91	..
Finlande	4.00	5.85	5.80	6.27	6.43	6.49	6.46	6.37	6.52	6.85	7.20	7.20	..
France	3.10	3.91	4.05	4.26	4.12	4.24	4.23	4.25	4.37	4.34	4.41	4.47	..
Grèce	1.02	2.15	2.21	2.26	2.33	2.44	2.45	2.55	2.62	2.65	2.72	2.76	..
Hongrie	1.84	2.76	2.48	2.53	2.49	2.47	2.48	2.45	2.50	2.54	2.60	2.57	..
Irlande	2.37	2.97	3.11	3.26	3.39	3.56	3.71	3.77	3.94	3.90	3.78	3.81	..
Islande	4.79	8.52	8.72	9.23	9.34	9.85	11.15	11.55	11.80	11.79	11.72	12.08	..
Italie	2.12	2.61	2.81	2.79	2.83	2.91	2.96	2.99	3.00	2.99	3.12	3.20	..
Japon	2.57	3.61	3.98	4.08	4.12	4.07	4.12	4.16	4.09	4.06	4.05	4.21	..
Luxembourg	12.03	9.35	8.23	8.28	8.09	7.78	8.06	8.39	8.68	9.09	9.47	10.46	..
Mexique	0.87	1.53	1.47	1.48	1.51	1.54	1.54	1.52	1.52	1.54	1.56	1.57	..
Norvège	3.49	5.07	5.48	5.30	5.58	5.76	6.02	5.74	5.86	6.35	5.11	5.84	..
Nouvelle-Zélande	2.51	4.04	4.27	4.44	4.52	4.41	4.54	4.50	4.51	4.49	4.30	4.31	..
Pays-Bas	3.89	4.46	4.68	4.86	4.75	4.74	4.66	4.76	4.85	4.87	4.98	5.03	..
Pologne	2.63	2.62	2.59	2.78	2.67	2.51	2.41	2.31	2.35	2.33	2.45	2.46	..
Portugal	0.76	1.79	2.06	2.04	2.14	2.30	2.46	2.47	2.47	2.55	2.47	2.55	..
République slovaque	3.12	4.05	3.35	3.37	3.35	3.26	3.28	3.29	3.42	3.44	3.44	3.34	..
République tchèque	4.64	4.57	3.97	4.09	4.12	3.99	3.72	3.93	4.05	4.09	4.32	4.37	..
Royaume-Uni	3.77	3.71	3.85	4.02	3.91	3.95	3.96	3.97	3.97	3.86	3.91	3.92	..
Suède	4.51	5.56	5.78	5.90	5.75	5.86	5.80	5.46	5.79	5.92	5.75	5.91	..
Suisse	2.69	3.69	3.57	3.62	3.70	3.74	3.72	3.67	3.85	3.70	3.66	3.65	..
Turquie	0.53	0.94	1.00	1.07	1.11	1.12	1.08	1.15	1.04	1.09	1.12	1.15	..
UE25	..	..	3.55	3.68	3.65	3.68	3.66	3.68	3.75	3.73	3.80	..	3.63
Total OCDE	3.84	4.34	4.49	4.60	4.61	4.60	4.65	4.71	4.66	4.67	4.67	4.74	5.23
Afrique du Sud	2.01	2.59	2.66	2.65	2.64	2.61	2.55	2.48	2.47	2.44	2.59	..	..
Brésil	0.71	0.90	0.97	1.01	1.05	1.07	1.08	1.09	1.08	1.09	1.09	..	1.57
Chine	0.47	0.78	0.89	0.91	0.91	0.89	0.89	0.90	0.89	0.96	1.09	..	0.73
Fédération de Russie	..	..	4.24	4.17	4.04	3.96	4.12	4.22	4.29	4.29	4.46	..	7.27
Inde	0.33	0.43	0.47	0.48	0.49	0.49	0.50	0.51	0.51	0.51	0.52	..	1.82
Autres pays	..	..	0.90	0.90	0.90	0.90	0.90	0.91	0.92	0.93	0.95	..	..
Monde	1.46	1.65	1.62	1.64	1.64	1.62	1.63	1.65	1.64	1.65	1.69	..	2.01

 Statlink : <http://dx.doi.org/0.1786/748654457556>
**Approvisionnement total en énergie primaire par habitant**

Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par habitant, 2004


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/616868106674>

## GÉNÉRATION D'ÉLECTRICITÉ

La quantité d'électricité produite par un pays et la ventilation de sa production par source d'énergie dépendent de ses ressources naturelles, de ses importations d'énergie, de sa politique en matière de sécurité des approvisionnements énergétiques, de sa population, de son taux d'électrification et du développement et de la croissance de son économie en général.

### Définition

Le tableau concerne la production d'électricité à partir de combustibles fossiles, d'énergie nucléaire, d'énergie hydraulique (à l'exclusion des stations de pompage), de la géothermie, de l'énergie solaire, de la biomasse, etc. Il comprend l'électricité produite dans les centrales électriques et dans les centrales de cogénération. Tant les centrales des producteurs dont la production est l'activité principale mais aussi celles des autoproducteurs sont prises en compte, lorsque les données sont disponibles. Les producteurs dont la production est l'activité principale produisent de l'électricité essentiellement pour la vente à des tiers. Les autoproducteurs produisent de l'électricité totalement ou partiellement pour leur propre compte accessoirement à leur activité principale. Les deux catégories de centrales peuvent appartenir à des intérêts privés ou publics.

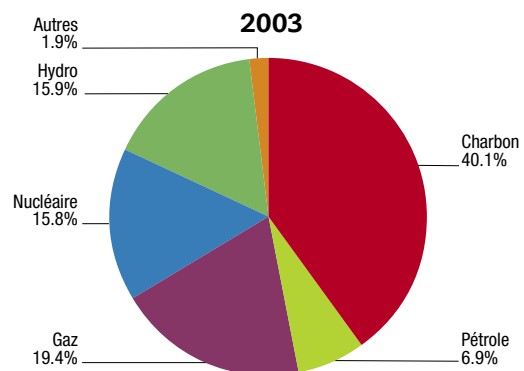
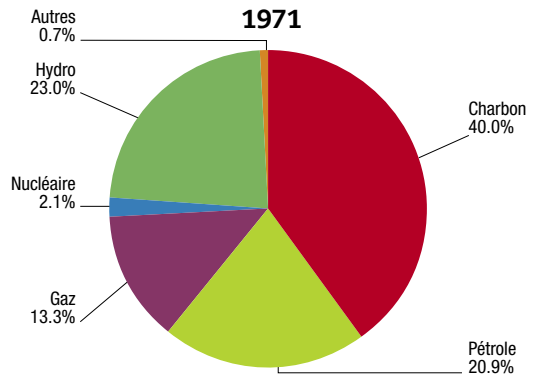
### Comparabilité

Certains pays, membres et non membres de l'OCDE, éprouvent des difficultés à indiquer la production d'électricité des autoproducteurs. Il est par ailleurs difficile d'obtenir des informations sur l'électricité produite au moyen de sources

renouvelables et de déchets combustibles dans certains pays non membres de l'OCDE. Par exemple, très peu d'informations sont données sur l'électricité produite à partir de la biomasse constituée par les déchets de raffinage du sucre.

### Génération d'électricité mondiale, par type d'énergie

En pourcentage de la génération d'électricité mondiale



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/845644481174>

### Tendances à long terme

La production mondiale d'électricité a progressé à un rythme annuel moyen de 3.7 % entre 1971 et 2003, à comparer à une croissance de 2.1 % de la production totale d'énergie primaire. Cette augmentation largement a été due à la multiplication des appareils électriques, au développement du chauffage électrique dans plusieurs pays développés et à des programmes d'électrification rurale dans les pays en développement.

La part des centrales thermiques dans la production d'électricité a progressivement diminué, passant d'un peu moins de 75 % en 1971 à 66 % en 2003. Cette baisse a été due à une réduction progressive de la part du fioul, qui est tombée de 20.9 % à 6.9 %.

La part du fioul dans la production d'électricité a diminué en particulier sous l'effet d'une augmentation spectaculaire de la production électronucléaire, qui est passée de 2.1 % en 1971 à 15.8 % en 2003. La part du charbon est restée stable, à 40 %, tandis que celle du gaz naturel est passée de 13.3 % à 19.4 %. La part de l'hydroélectricité est tombée de 23.0 % à 15.9 %, à la faveur de la mise en œuvre de grands programmes de développement de l'énergie éolienne et solaire dans plusieurs pays de l'OCDE, la part des énergies nouvelles et renouvelables, comme l'énergie solaire, éolienne et géothermique et l'utilisation de la biomasse et des déchets, s'est accrue. Cependant, ces formes d'énergie restent limitées : elles ne représentaient en 2003 que 1.9 % de la production totale d'électricité.

### Sources

- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2005), *Coûts prévisionnels de production de l'électricité*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Russian Electricity Reform: Emerging Challenges and Opportunities*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Saving Electricity in a Hurry: Dealing with Temporary Shortfalls on Electricity Suppliers*, AIE, Paris.

#### Publications statistiques

- AIE (2005), *Electricity Information: 2005 Edition*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Statistiques de l'énergie des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

#### Sites Web

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).

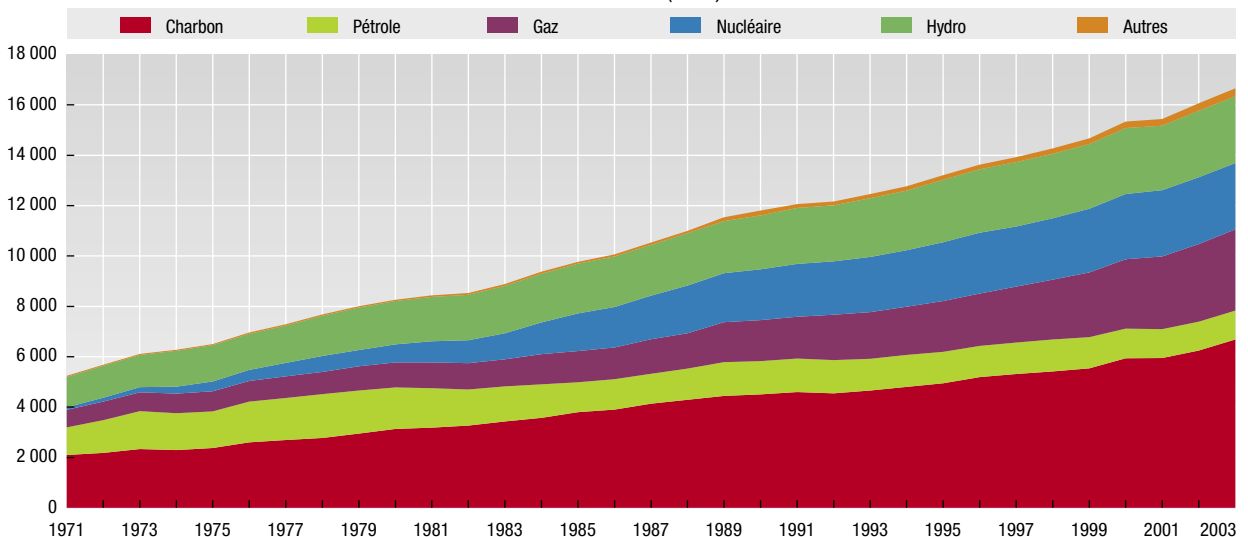

**Génération d'électricité**

Terawatts heure (TWh)

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	327.3	547.7	532.8	550.7	548.0	552.4	550.3	567.1	581.8	566.9	594.3	599.8
Australie	53.1	154.4	173.0	177.3	182.8	195.6	203.0	207.4	216.8	226.2	227.9	238.8
Autriche	28.2	49.3	55.2	53.6	55.7	55.9	59.3	60.2	60.7	60.4	61.2	61.8
Belgique	33.2	70.3	73.5	75.1	77.9	82.1	83.4	82.8	78.6	80.9	83.6	84.8
Canada	221.8	481.9	559.9	572.8	573.5	561.5	578.8	605.5	589.7	601.0	586.9	590.3
Corée	10.5	105.4	181.1	202.6	222.4	216.4	235.9	263.7	281.4	330.4	344.9	365.6
Danemark	18.6	26.0	36.7	53.7	44.4	41.2	39.0	36.2	37.8	39.3	46.3	40.3
Espagne	61.6	151.2	165.6	173.4	189.2	193.4	205.9	222.2	233.2	241.6	257.9	277.5
États-Unis	1 703.4	3 202.8	3 558.4	3 651.2	3 672.2	3 804.5	3 873.5	4 025.7	3 838.6	4 026.1	4 054.4	4 125.2
Finlande	21.7	54.4	63.2	69.4	69.2	70.2	69.5	70.0	74.5	74.9	84.2	85.7
France	155.9	417.8	491.1	509.4	501.1	507.4	519.8	536.5	545.7	553.9	561.7	567.1
Grèce	11.6	34.8	41.3	42.4	43.3	46.2	49.4	53.4	53.1	54.0	57.9	58.8
Hongrie	15.0	28.4	34.0	35.1	35.4	37.2	37.8	35.2	36.4	36.2	34.2	33.7
Irlande	6.3	14.2	17.6	18.9	19.7	20.9	21.8	23.7	24.6	24.8	24.9	24.7
Islande	1.6	4.5	5.0	5.1	5.6	6.3	7.2	7.7	8.0	8.4	8.5	8.6
Italie	123.9	213.2	237.4	239.4	246.5	253.7	259.3	270.0	271.9	277.5	283.4	292.9
Japon	382.9	834.5	959.5	980.4	1 004.0	1 009.8	1 027.6	1 048.4	1 030.0	1 048.9	1 037.7	1 028.4
Luxembourg	1.3	0.6	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	2.8	2.8	2.9
Mexique	31.0	122.7	152.6	162.5	175.2	181.8	192.3	204.4	209.6	215.2	218.7	256.2
Norvège	63.5	121.6	122.1	104.4	110.8	116.1	122.3	139.6	119.2	130.3	106.7	110.1
Nouvelle-Zélande	15.5	32.3	35.3	36.3	35.9	36.3	38.2	39.2	39.4	41.1	41.1	42.4
Pays-Bas	44.9	72.0	81.0	85.2	86.6	91.2	86.9	89.7	93.8	96.0	96.8	98.5
Pologne	69.5	134.4	137.0	141.2	140.9	140.8	140.0	143.2	143.7	142.5	150.0	152.5
Portugal	7.9	28.4	33.2	34.4	34.1	38.9	42.9	43.4	46.2	45.7	46.5	44.7
République slovaque	10.9	23.4	26.0	25.0	24.5	25.2	27.4	30.3	31.9	32.2	31.0	30.3
République tchèque	36.4	62.6	60.6	63.8	64.2	64.6	64.2	72.9	74.2	76.0	82.8	83.8
Royaume-Uni	255.8	317.8	332.5	349.3	349.2	361.1	365.3	374.4	382.3	384.9	395.9	381.3
Suède	66.5	146.0	148.3	140.6	149.2	158.8	154.8	145.2	161.6	146.7	135.6	155.8
Suisse	31.2	54.7	62.3	56.0	61.6	61.7	68.5	66.0	70.6	64.9	64.9	63.8
Turquie	9.8	57.5	86.3	94.9	103.3	111.0	116.4	124.9	122.7	129.4	140.6	150.0
UE25	..	..	2 610.3	2 706.4	2 725.2	2 791.2	2 821.0	2 899.3	2 979.6	2 987.5	3 084.0	..
Total OCDE	3 820.7	7 564.5	8 462.7	8 704.5	8 826.8	9 042.4	9 241.0	9 589.0	9 458.5	9 759.1	9 862.9	10 056.0
Afrique du Sud	54.7	165.4	186.6	198.1	203.6	198.9	197.5	205.4	208.2	215.7	229.2	..
Brésil	51.6	222.8	275.6	291.3	308.1	321.9	334.8	349.2	327.9	345.6	364.9	..
Chine	138.4	621.2	1 007.7	1 080.0	1 134.5	1 166.2	1 239.3	1 355.6	1 471.7	1 640.5	1 907.4	..
Fédération de Russie	..	..	859.0	846.2	833.2	826.2	845.4	876.5	889.3	889.3	914.3	..
Inde	60.9	289.4	417.8	436.0	464.8	496.9	534.5	560.8	579.1	596.5	633.3	..
Autres pays	1 113.1	2 939.8	1 995.9	2 070.2	2 155.3	2 222.4	2 283.0	2 404.3	2 502.6	2 614.0	2 749.5	..
Monde	5 239.3	11 803.0	13 205.3	13 626.3	13 926.2	14 274.9	14 675.3	15 340.8	15 437.3	16 060.8	16 661.4	..

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/242377800186>
**Génération d'électricité mondiale, par type d'énergie**

Terawatts heure (TWh)


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/207353584313>



## CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les gouvernements sont de plus en plus nombreux à accorder une place de choix à la promotion du développement durable et à la lutte contre le changement climatique dans l'élaboration de leurs politiques énergétiques. En effet, en raison de la croissance de la consommation d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre se sont intensifiées et leur concentration dans l'atmosphère s'est accrue. Pour réduire ces émissions, une solution consiste à remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables.

### Définition

Le tableau indique la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) des pays de l'OCDE. Les énergies renouvelables comprennent le contenu en énergie primaire de l'électricité produite par l'hydraulique (hormis l'accumulation par pompage), la géothermie, le solaire, l'éolien, l'énergie marémotrice et l'énergie de la houle. Elles comprennent aussi la biomasse solide, les liquides tirés de la biomasse, le biogaz, les déchets industriels et les déchets urbains. La biomasse, est par définition, toute matière végétale utilisée directement comme combustible ou transformée en combustibles (charbon de bois, par exemple) ou en électricité et/ou chaleur. La biomasse englobe le bois, les

déchets végétaux (dont les déchets de bois et les cultures destinées à la production d'énergie), l'éthanol, les matières/déchets d'origine animale et les lessives sulfiteuses. Les déchets urbains comprennent les déchets des secteurs résidentiel et commerce et services publics collectés par les autorités municipales pour élimination dans une installation centralisée et pour la production de chaleur et/ou d'électricité.

### Comparabilité

Les données sur la biomasse et les déchets reposent souvent sur des enquêtes de portée limitée ou sur d'autres informations incomplètes. Elles ne donnent donc qu'une impression approximative des tendances d'évolution et ne sont pas strictement comparables d'un pays à l'autre. Parfois, des catégories entières de combustibles végétaux sont omises par manque d'information.

### Tendances à long terme

Dans les pays de l'OCDE, les approvisionnements totaux en énergies renouvelables ont augmenté de 2.3 % par an entre 1971 et 2004 comparé aux 1.5 % pour les approvisionnements totaux en énergie primaire. La croissance annuelle de l'hydraulique (1.2 %) est inférieure à celle d'autres énergies renouvelables comme la géothermie (6.2 %), les déchets et les énergies combustibles renouvelables (2.5 %). Comme leur niveau était très bas en 1971, le solaire et l'éolien sont les énergies renouvelables qui ont enregistré la plus forte croissance dans les pays de l'OCDE, surtout lorsque les gouvernements ont mené une politique en faveur du développement de ces sources d'énergie.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques est passée de 4.7 % en 1971 à 6.0 % en 2004. Toutefois, les disparités sont considérables d'un pays à l'autre. En haut de la fourchette, la part des énergies renouvelables atteignait 71 % en Islande et 41 % en Norvège.

À l'autre extrême, elle ne dépassait pas 1 à 2 % de l'approvisionnement en Belgique, en Irlande, en Corée, au Luxembourg et au Royaume-Uni.

En général, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques des pays non membres de l'OCDE est supérieure à celle des pays de l'OCDE. En 2004, les énergies renouvelables représentent 40 % de l'approvisionnement au Brésil, 39 % en Inde, 17 % en Chine, 11 % en Afrique du Sud et 3 % en Fédération de Russie.

### Source

- AIE (2005), *Renewables Information: 2005 Edition*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2004), *Biofuels for Transport: An International Perspective*, AIE, Paris.
- AIE (2006), *Renewable Energy RD&D Priorities: Insights from IEA Technology Programme*, AIE, Paris.

#### Publications statistiques

- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE.
- AIE (2005), *Key World Energy Statistics*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Statistiques de l'énergie des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

#### Sites Web

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).



## Contribution des renouvelables à l'approvisionnement en énergie

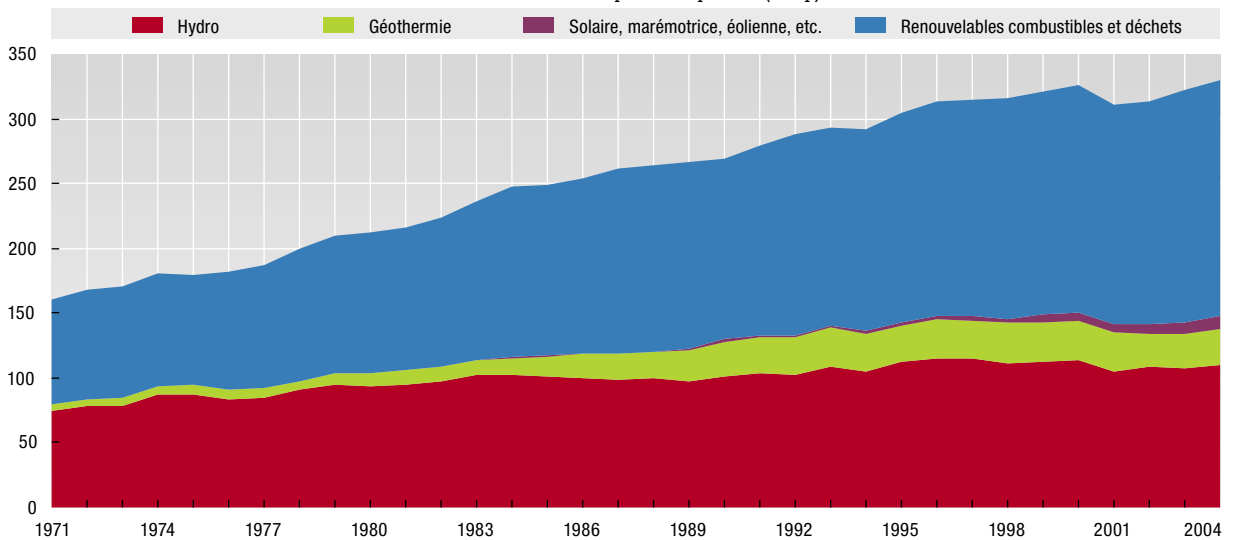
En pourcentage de l'approvisionnement total de l'énergie primaire

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	1.2	1.8	2.2	2.2	2.5	2.8	2.8	3.1	3.4	3.7	3.8	4.5
Australie	8.7	6.0	6.1	6.3	6.5	6.2	6.0	6.0	6.1	6.1	5.8	5.4
Autriche	10.9	20.8	22.4	21.1	21.6	21.1	23.3	23.2	22.6	22.4	20.9	22.3
Belgique	0.0	1.5	1.6	1.4	1.4	1.4	1.5	1.5	1.7	1.7	2.0	2.3
Canada	15.2	16.1	16.7	17.0	16.7	16.4	16.8	16.8	15.9	16.8	15.7	15.7
Corée	0.6	0.6	0.7	0.8	0.9	1.2	1.2	1.3	1.4	0.6	0.6	0.7
Danemark	1.7	6.7	8.0	7.6	8.7	9.2	10.1	11.3	11.7	12.8	13.4	15.1
Espagne	6.4	6.9	5.5	7.1	6.4	6.2	5.3	5.7	6.5	5.4	6.9	6.4
États-Unis	3.7	5.2	5.3	5.4	5.2	5.1	4.9	4.8	4.3	4.3	4.5	4.5
Finlande	26.9	18.8	20.7	19.7	20.9	22.2	22.2	24.3	23.0	22.5	21.7	23.8
France	8.4	7.0	7.4	7.1	6.9	6.8	7.1	6.7	6.9	6.2	6.4	6.3
Grèce	7.4	5.0	5.6	5.8	5.5	5.2	5.6	5.3	4.7	4.9	5.3	5.3
Hongrie	2.9	1.7	2.5	2.0	2.0	1.9	1.9	2.1	2.0	3.5	3.5	3.7
Irlande	0.6	1.6	2.0	1.5	1.6	2.0	1.9	1.7	1.7	1.9	1.7	1.9
Islande	42.4	64.5	67.0	64.9	66.4	67.0	70.9	71.3	72.9	72.4	72.6	70.5
Italie	5.1	4.5	4.9	5.3	5.5	5.6	6.0	6.0	6.2	6.0	6.1	6.4
Japon	2.7	3.6	3.4	3.4	3.6	3.6	3.4	3.4	3.4	3.4	3.7	3.5
Luxembourg	0.0	0.8	1.5	1.2	1.5	1.5	1.4	1.4	1.6	1.2	1.4	1.5
Mexique	16.6	11.1	11.4	11.3	10.6	10.3	10.5	10.6	10.2	9.6	9.6	9.9
Norvège	39.9	53.3	48.5	43.4	43.5	43.9	44.6	51.6	44.2	43.7	45.5	40.5
Nouvelle-Zélande	30.8	34.7	32.7	30.2	28.8	31.1	31.8	28.6	26.3	28.4	28.2	30.1
Pays-Bas	0.0	1.3	1.5	1.8	2.1	2.2	2.3	2.4	2.4	2.6	2.5	2.8
Pologne	1.6	2.4	4.8	4.1	4.2	4.5	4.5	4.7	5.0	5.2	5.8	5.4
Portugal	18.8	18.5	16.1	18.5	17.4	16.0	13.4	15.2	16.1	13.8	16.8	14.5
République slovaque	2.4	1.5	4.0	3.9	3.9	4.0	4.4	4.6	4.4	4.2	3.5	3.9
République tchèque	0.2	0.3	1.5	1.5	1.7	1.7	2.4	2.0	2.1	2.5	2.9	3.2
Royaume-Uni	0.1	0.5	0.9	0.8	0.9	1.0	1.1	1.1	1.1	1.3	1.4	1.4
Suède	20.2	24.7	25.8	23.4	27.3	27.7	27.7	31.6	28.9	26.5	26.1	25.5
Suisse	14.9	14.6	18.0	15.7	16.9	16.9	18.9	18.4	19.1	17.8	17.8	17.4
Turquie	31.1	18.2	17.4	16.7	15.8	15.9	15.1	13.1	13.2	13.4	12.7	13.2
UE25	..	..	5.3	5.2	5.5	5.6	5.7	5.9	6.0	5.9	6.1	..
Total OCDE	4.7	6.0	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.1	5.9	5.9	6.0	6.0
Afrique du Sud	10.4	11.5	11.0	11.1	11.1	11.1	11.3	11.7	11.8	12.0	11.2	..
Brésil	56.1	44.1	40.5	38.7	37.7	37.6	37.7	37.0	35.4	37.1	39.5	..
Chine	40.0	24.0	20.9	20.1	20.2	20.5	20.7	20.5	21.1	19.7	17.3	..
Fédération de Russie	..	..	3.8	3.3	3.4	3.3	3.5	3.4	3.5	3.4	3.1	..
Inde	67.7	49.8	44.2	43.1	42.1	42.1	40.8	40.3	40.3	39.7	39.4	..
Autres pays	19.7	16.1	23.6	23.9	23.9	23.9	23.9	23.9	23.6	23.5	23.4	..
Monde	13.9	13.4	13.8	13.6	13.7	13.8	13.8	13.7	13.6	13.6	13.5	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/641751682031>

## Approvisionnement en énergies renouvelables dans les pays de l'OCDE

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/100485736125>

## PRODUCTION D'ÉNERGIE

La production d'énergie est fonction des ressources naturelles nationales et des incitations économiques offertes pour les exploiter. Les pays prennent aussi en considération la sécurité énergétique et la protection de l'environnement lorsqu'ils décident les quantités et les formes d'énergie qu'ils produiront.

### Définition

La production désigne les quantités de combustibles extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'ils contenaient (par exemple le soufre dans le gaz naturel). Pour les énergies non fossiles, notamment l'énergie nucléaire, l'hydraulique et le solaire, l'équivalent énergétique primaire est calculé en appliquant la méthode du contenu énergétique.

### Comparabilité

En règle générale, les données sur la production d'énergie sont de grande qualité. Dans certains cas, les informations proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'AIE.

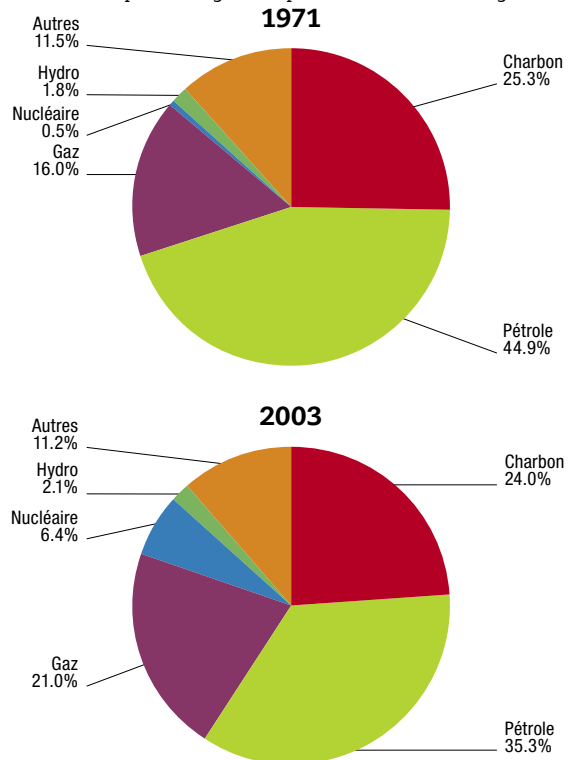
### Tendances à long terme

La production mondiale d'énergie a augmenté de 89 % entre 1971 et 2003, année où elle a atteint 10 709 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep). La zone de l'OCDE a été la principale région productrice d'énergie en 2003, sa part dans la production mondiale se chiffrant à 36 %. Les États-Unis ont assuré 15 % de la production énergétique mondiale, la région du Moyen-Orient et la Chine 13 % chacune, et la Fédération de Russie 10 %. Depuis 1971, les parts de la zone de l'OCDE, du Moyen-Orient et de l'ex-URSS ont diminué, tandis que celles de l'Amérique latine et de l'ensemble des pays non européens de l'OCDE sont restées stables. En revanche, la production d'énergie en Chine (ainsi que dans le reste de l'Asie) affiche une croissance spectaculaire depuis 1971.

Le paysage énergétique a sensiblement changé entre 1971 et 2003. L'énergie nucléaire enregistre une croissance annuelle moyenne de 10 % depuis 1971 et sa part dans la production est passée de 0.5 % à 6.4 %. Au cours des 32 dernières années, les énergies renouvelables ont elles aussi affiché un taux de croissance élevé, mais comme leur part était très faible en 1971, leur progression est moins significative. La part du gaz naturel dans la production totale s'est également accrue, passant de 16.0 % en 1971 à 21.0 % en 2003, ce qui a entraîné un recul de 44.9 % à 35.3 % de celle du pétrole. Quant à la production de charbon, sa part est restée stable à environ 25 %.

### Production totale d'énergie, par produit

En pourcentage de la production totale d'énergie



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/271650851187>

### Sources

- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE.
- AIE (2005), *World Energy Outlook 2005: Middle East and North Africa Insights*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2005), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Resources to Reserves: Oil and Gas Technologies for the Energy Markets of the Future*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Web

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).

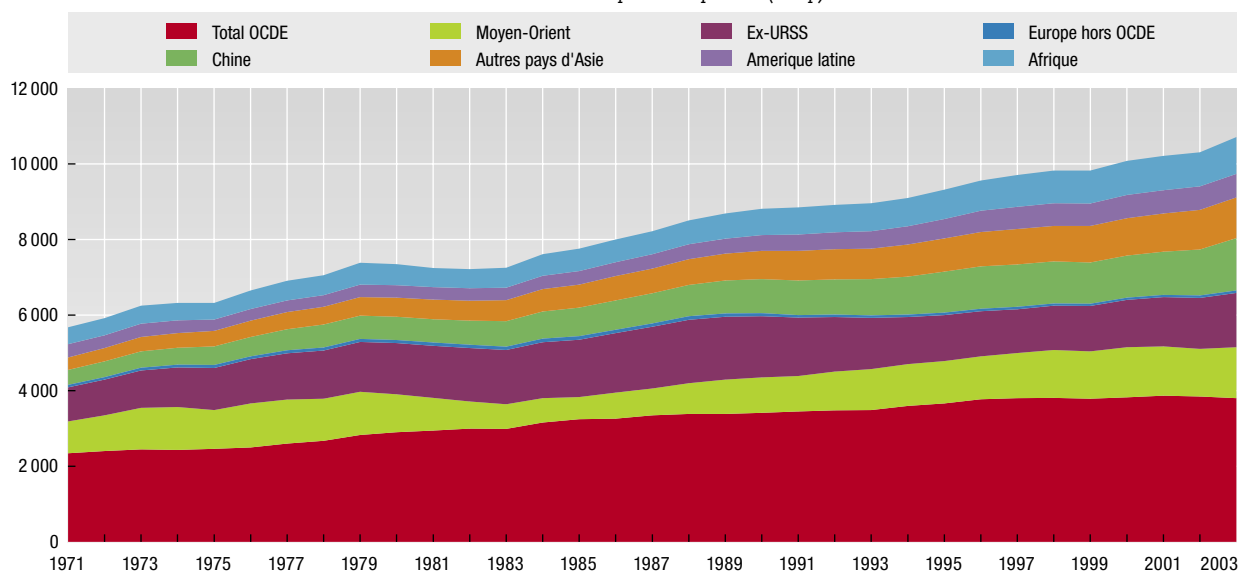


**Production totale d'énergie**  
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	175.2	186.2	145.0	143.2	143.6	135.9	137.1	135.3	134.7	134.9	134.5	137.1
Australie	53.9	157.7	186.9	189.8	199.9	213.4	212.3	232.3	248.9	254.5	253.5	256.1
Autriche	7.4	8.1	8.7	8.6	8.8	8.9	9.7	9.7	9.8	10.0	10.0	10.2
Belgique	6.8	13.1	11.8	12.2	13.3	13.0	13.7	13.5	13.1	13.3	13.5	13.8
Canada	155.7	273.7	349.0	358.5	365.1	365.6	364.3	372.4	376.8	384.1	385.3	395.7
Corée	6.4	21.9	21.0	22.7	24.1	27.7	31.3	33.4	34.2	34.1	36.9	37.3
Danemark	0.3	10.0	15.7	17.8	20.3	20.5	23.9	27.8	27.2	28.7	28.5	31.1
Espagne	10.5	34.6	31.5	32.7	31.7	32.3	30.7	31.7	33.5	31.8	33.0	33.1
États-Unis	1 435.8	1 650.5	1 662.3	1 686.8	1 684.9	1 698.1	1 679.6	1 676.4	1 698.5	1 666.0	1 632.0	1 646.0
Finlande	5.0	12.1	13.2	13.6	15.0	13.6	15.4	15.1	15.2	16.1	16.0	15.8
France	47.7	111.9	127.9	131.8	128.9	126.0	127.8	131.2	132.8	134.5	136.3	137.1
Grèce	2.1	9.2	9.3	9.1	9.6	9.8	9.5	10.0	10.0	10.2	9.9	10.4
Hongrie	11.9	14.3	13.4	13.1	12.8	12.0	11.6	11.3	10.9	11.2	10.4	10.1
Irlande	1.4	3.5	4.2	3.6	2.9	2.5	2.5	2.2	1.8	1.6	1.9	2.1
Islande	0.4	1.4	1.6	1.6	1.7	1.8	2.2	2.3	2.5	2.5	2.5	2.5
Italie	19.6	25.3	29.5	30.3	30.5	30.4	29.3	28.2	26.9	27.5	27.7	28.6
Japon	35.7	75.7	99.2	102.4	106.9	109.8	105.3	106.5	105.5	97.7	84.6	96.5
Luxembourg	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Mexique	43.4	194.8	202.3	213.3	223.2	228.5	223.0	226.1	230.1	230.0	242.5	247.7
Norvège	6.0	120.3	186.5	209.6	215.1	208.0	211.7	229.0	226.4	234.2	233.2	237.7
Nouvelle-Zélande	3.4	12.0	13.0	14.0	14.8	13.9	14.6	14.3	14.1	14.5	13.2	13.1
Pays-Bas	37.4	60.5	66.2	73.9	65.8	63.0	59.0	57.2	61.0	60.5	58.5	67.8
Pologne	99.3	99.4	99.3	102.4	100.0	87.6	83.9	79.6	80.3	80.2	80.6	79.3
Portugal	1.4	3.4	3.3	3.8	3.8	3.7	3.4	3.9	4.1	3.6	4.3	3.9
République slovaque	2.7	5.3	5.1	5.1	5.0	5.0	5.5	6.3	6.6	6.6	6.4	6.2
République tchèque	40.0	38.5	31.8	32.4	32.8	30.8	28.0	29.9	30.5	30.7	33.0	32.6
Royaume-Uni	109.8	208.0	257.5	268.9	268.3	271.9	281.7	272.5	262.0	257.9	246.4	223.2
Suède	7.4	29.8	32.0	32.1	32.6	34.2	33.9	30.8	34.3	32.5	31.7	34.4
Suisse	2.9	9.8	11.0	10.6	11.1	11.3	11.8	11.8	12.4	11.9	12.0	11.8
Turquie	13.8	25.9	26.5	27.1	28.0	29.1	27.5	26.7	25.1	24.6	23.6	24.2
UE25	..	..	916.6	947.1	937.6	913.5	917.7	907.1	906.6	905.1	896.8	..
Total OCDE	2 343.0	3 416.7	3 664.8	3 771.2	3 800.0	3 808.3	3 790.3	3 827.4	3 868.9	3 845.9	3 802.0	3 845.3
Brésil	49.4	97.6	105.1	111.1	118.2	126.5	135.4	143.0	146.9	161.5	171.1	..
Afrique du Sud	37.8	114.5	133.7	133.9	142.0	143.5	144.1	144.7	144.4	143.0	154.5	..
Chine	394.2	902.7	1 085.2	1 123.3	1 124.6	1 109.8	1 090.9	1 107.7	1 138.7	1 220.8	1 380.8	..
Fédération de Russie	..	..	954.0	947.4	921.7	928.4	950.6	966.5	996.2	1 034.5	1 106.9	..
Inde	166.5	336.8	388.7	395.9	407.7	407.3	412.3	421.7	430.7	440.9	455.3	..
Autres pays	2 687.4	3 942.5	2 984.5	3 079.5	3 190.5	3 299.0	3 300.3	3 466.8	3 486.5	3 462.9	3 638.4	..
Monde	5 678.2	8 810.7	9 315.9	9 562.3	9 704.6	9 822.7	9 823.9	10 077.7	10 212.2	10 309.5	10 709.0	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/860465854838>

**Production totale d'énergie, par région**  
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/270675610004>

## PRODUCTION DE PÉTROLE

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont des régions exceptionnellement bien dotées en ressources énergétiques : leur sous-sol renferme 61 % des réserves prouvées mondiales de pétrole. En regard de ces réserves, la production pétrolière y est aujourd'hui relativement faible et il sera essentiel, pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux dans les prochaines décennies, d'intensifier leur exploitation.

### Définition

La production de pétrole brut correspond aux quantités de pétrole extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'il contenait. Cette production comprend le pétrole brut, les liquides de gaz naturel (LGN) et les additifs. Le pétrole brut est une huile minérale, constituée d'un mélange d'hydrocarbures d'origine naturelle. Sa couleur va du jaune au noir, sa densité et sa viscosité sont variables. Les LGN sont des hydrocarbures liquides ou liquéfiés obtenus pendant le traitement, la purification et la stabilisation du gaz naturel. Les additifs (notamment, le MTBE ou le plomb tétraéthyle) sont des substances autres que des hydrocarbures qui sont ajoutées ou mélangées à un produit afin d'en modifier les propriétés, par exemple pour améliorer ses caractéristiques lors de la combustion.

On entend par production des raffineries celle de produits pétroliers raffinés élaborés dans les raffineries de pétrole.

### Tendances à long terme

La production mondiale de pétrole brut a progressé de 56 % durant les 33 années comprises entre 1971 et 2004, année où la production a atteint 3 888 millions de tonnes, soit environ 81 millions de barils par jour. La croissance n'a pas été constante au cours de la période considérée, la production ayant chuté à la suite des deux chocs pétroliers.

En 2004, la part de la région du Moyen-Orient dans les approvisionnements s'établissait à 30 % du total mondial. Néanmoins, la production et la part de cette région ont sensiblement varié au cours de la période considérée, passant de 32 % en 1971 à moins de 19 % en 1985. La zone de l'OCDE, qui grâce à l'accroissement de sa production s'était placée au même rang que le Moyen-Orient dans les années 80 et 90, a vu cependant sa part de la production pétrolière se réduire à 25 % en 2004.

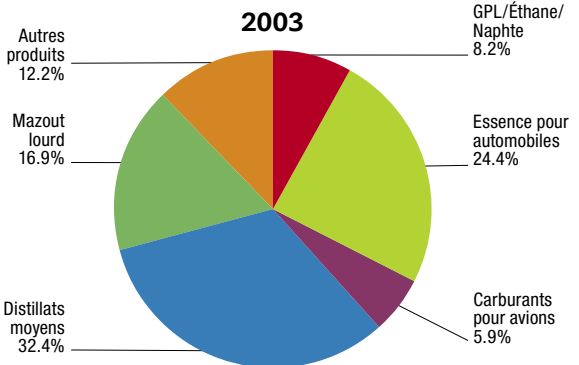
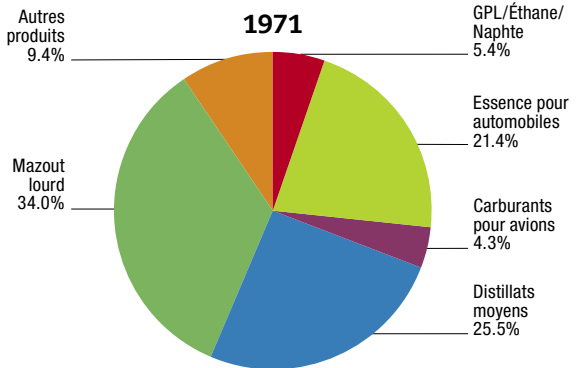
La production de produits pétroliers raffinés a considérablement changé entre 1971 et 2003. Dans la gamme de ces produits, la part du fioul lourd est tombée de 34 % en 1971 à 17 % en 2003, tandis que celle des distillats moyens a augmenté, pour passer de 25 % à 32 % au cours de la même période.

### Comparabilité

En règle générale, les données sur la production de pétrole sont de grande qualité. Dans certains cas, les informations proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'AIE.

### Proportion des produits raffinés, par produit

En pourcentage de la production de produits raffinés



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/110542367052>

### Sources

- AIE (2005), *Données sur le pétrole*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *World Energy Outlook 2005: Middle East and North Africa Insights*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2005), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Resources to Reserves: Oil and Gas Technologies for the Energy Markets of the Future*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Saving Oil in a Hurry*, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Bilans et statistiques énergétiques mondiaux.

#### Sites Web

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).



### Production de pétrole brut

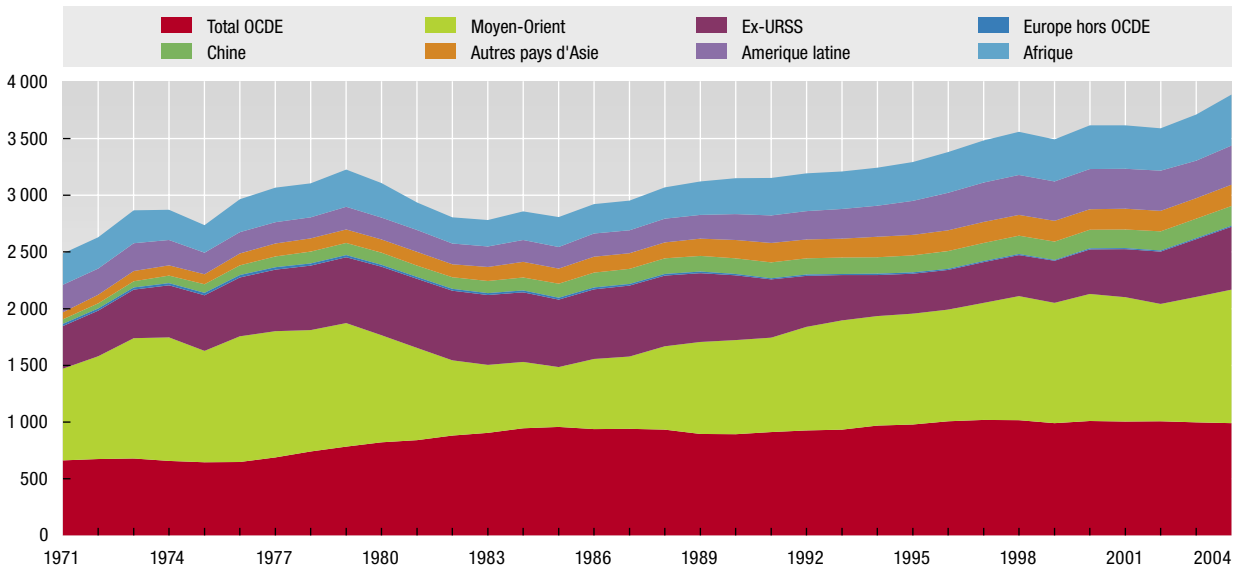
Millions de tonnes

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	7.6	5.3	3.9	3.7	3.7	3.8	3.8	4.3	4.3	4.6	4.8	5.3
Australie	14.3	27.5	26.9	26.4	26.7	29.4	23.7	32.1	33.1	31.3	29.1	24.7
Autriche	2.6	1.2	1.1	1.1	1.0	1.1	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0
Belgique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	70.6	91.6	110.3	113.5	119.0	124.7	119.9	124.8	126.6	132.9	140.4	145.8
Corée	0.0	0.0	0.0	0.0	0.5	0.4	0.5	0.7	0.6	0.5	0.5	0.5
Danemark	0.0	6.0	9.2	10.1	11.2	11.4	14.5	17.8	16.9	18.1	18.1	19.3
Espagne	0.1	1.1	0.8	0.5	0.4	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3
États-Unis	527.7	413.3	383.4	382.5	380.8	369.8	354.1	353.1	349.8	347.9	338.5	337.4
Finlande	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
France	2.5	3.5	3.0	2.7	2.3	2.1	2.0	1.9	1.6	1.5	1.4	1.3
Grèce	0.0	0.8	0.5	0.5	0.5	0.3	0.0	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1
Hongrie	2.0	2.3	2.3	2.1	2.0	1.8	1.8	1.7	1.6	1.6	1.6	1.4
Irlande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Islande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Italie	1.3	4.7	5.5	5.7	6.1	5.8	5.2	4.8	4.2	5.8	5.9	6.7
Japon	0.8	0.5	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7
Luxembourg	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mexique	25.4	151.1	153.6	160.4	169.0	171.9	166.9	169.3	175.5	178.3	189.3	191.7
Norvège	0.3	82.1	138.5	156.8	156.5	149.8	149.4	161.0	162.5	156.7	151.2	150.9
Nouvelle-Zélande	0.0	1.9	1.7	2.2	2.9	2.3	2.1	1.9	1.8	1.6	1.3	1.1
Pays-Bas	1.7	4.0	3.5	3.1	2.9	2.7	2.5	2.4	2.3	3.1	3.1	2.9
Pologne	0.4	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.7	0.8	0.8	0.8	0.9
Portugal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République slovaque	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
République tchèque	0.0	0.2	0.2	0.2	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6
Royaume-Uni	0.2	91.6	130.5	130.1	128.4	132.5	137.2	126.4	116.8	116.1	106.2	95.4
Suède	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suisse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Turquie	3.5	3.7	3.5	3.5	3.5	3.2	2.9	2.8	2.5	2.4	2.4	2.3
UE25	..	..	160.9	160.4	159.5	163.3	169.7	162.3	151.1	154.2	144.4	135.7
Total OCDE	661.1	892.6	979.2	1 006.2	1 018.7	1 015.2	989.3	1 008.1	1 003.6	1 005.9	997.2	990.3
Afrique du Sud	0.0	0.0	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2
Bésil	8.4	32.4	35.7	40.3	43.8	50.6	57.2	64.3	67.4	75.6	77.9	77.3
Chine	39.4	138.3	150.0	157.3	160.7	161.2	160.2	163.2	164.2	167.2	169.8	174.0
Fédération de Russie	..	..	305.1	299.5	303.9	301.4	303.2	321.7	345.8	377.2	418.6	456.3
Inde	7.3	34.6	38.4	36.2	37.4	36.5	36.4	36.4	36.2	37.4	37.7	38.6
Autres pays	1 770.8	2 053.3	1 784.1	1 841.4	1 918.7	1 994.2	1 946.2	2 022.8	2 000.2	1 927.3	2 010.4	2 150.8
Monde	2 487.1	3 151.1	3 292.9	3 381.4	3 483.6	3 559.3	3 492.8	3 616.8	3 617.6	3 590.8	3 711.9	3 887.6

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/132073323478>

### Production de pétrole brut, par région

Millions de tonnes



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/532067820632>

## PRIX DU PÉTROLE

Outre les fluctuations habituelles de l'offre et de la demande, un certain nombre de facteurs, notamment d'ordre géopolitique, influent sur le prix du pétrole brut, combustible dont sont dérivés les produits pétroliers (par exemple l'essence). Une partie des réserves les moins coûteuses se trouvent dans des régions du monde qui ne sont pas exemptes de risques. Il n'y a pas qu'un seul prix du pétrole brut, mais plusieurs : les cours mondiaux sont fixés par rapport à trois bruts de référence faisant l'objet d'échanges sur le marché (le West Texas Intermediate [WTI], le Brent et le Dubaï), à des niveaux supérieurs ou inférieurs à leurs prix.

### Définition

Les prix d'importation du pétrole brut sont tirés du Crude Oil Import Register. Les données sont recueillies en fonction du type de brut et les prix moyens s'obtiennent en divisant la valeur par le volume enregistré par les administrations des douanes pour chaque position tarifaire. Les valeurs sont consignées à la date de l'importation et tiennent compte du coût, de l'assurance et du fret (CAF), mais non des droits d'importation.

### Tendances à long terme

L'embargo pétrolier imposé par les pays arabes en 1973 a eu un impact considérable sur les cours ; le prix de l'Arabian Light s'est en effet envolé, passant de 1.84 USD/baril en 1972 à 10.77 USD/baril en 1974.

Après 1973, le premier pic s'est produit à la suite de la révolution iranienne en 1981, année où les prix ont approché le niveau sans précédent de 40 USD. Après cette crise, les prix ont amorcé une baisse progressive, puis accusé une chute brutale en 1986, lorsque l'Arabie saoudite a considérablement accru sa production pétrolière.

La première crise du Golfe, en 1990, a déclenché une nouvelle flambée des prix. En 1997, les cours du pétrole brut ont commencé à diminuer sous l'effet de la crise financière en Asie.

Les prix sont repartis à la hausse en 1999, en réaction aux réductions des quotas de production visées par l'OPEP et aux tensions sur les stocks. Malgré le fléchissement intervenu en 2001 et 2002, la perspective de la guerre en Irak a fait croître sensiblement les prix, qui ont dépassé les 30 USD au premier trimestre de 2003 et sont restés élevés dans les derniers mois de l'année 2003 ainsi qu'en 2004. Les prix du pétrole brut ont marqué un record absolu à la fin d'août 2005, après les ravages provoqués par l'ouragan Katrina sur la côte est du golfe du Mexique aux États-Unis. Le prix du Dubaï est monté en flèche jusqu'à 59.18 USD/baril et celui du WTI a quasiment atteint 70.00 USD/baril.

Après la chute des cours en 1986, le prix réel du pétrole brut (corrige de l'inflation) était demeuré relativement stable, jusqu'à la très forte hausse d'août 2005.

Le prix nominal au comptant du pétrole brut indiqué pour les années 1985 à 2005 est celui du Dubaï, tandis que pour les années 1970 à 1984, il s'agit de celui de l'Arabian Light. On a calculé le prix réel en appliquant le déflateur du PIB aux prix du marché et en prenant 1970 comme nouvelle année de référence (1970 = 100).

### Comparabilité

Les prix moyens d'importation du pétrole brut sont fonction de la qualité du brut importé. Les pétroles bruts de grande qualité, tels ceux extraits dans le secteur des Forties au Royaume-Uni ou le gisement d'Oseberg en Norvège ainsi que le brut léger vénézuélien, seront plus onéreux que les bruts de qualité inférieure, par exemple le brut lourd canadien ou le pétrole extra-lourd du Venezuela. Le prix moyen mensuel dépend du panachage de pétroles bruts importés chaque mois dans un pays donné.

### Sources

- AIE (2005), *Energy Prices and Taxes*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *World Energy Outlook 2005: Middle East and North Africa Insights*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2005), *Energy Policies of IEA Countries*, série, AIE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Energy Prices and Taxes*.

#### Sites Web

- Agence internationale de l'énergie, [www.iea.org](http://www.iea.org).



**Prix du pétrole brut à l'importation**

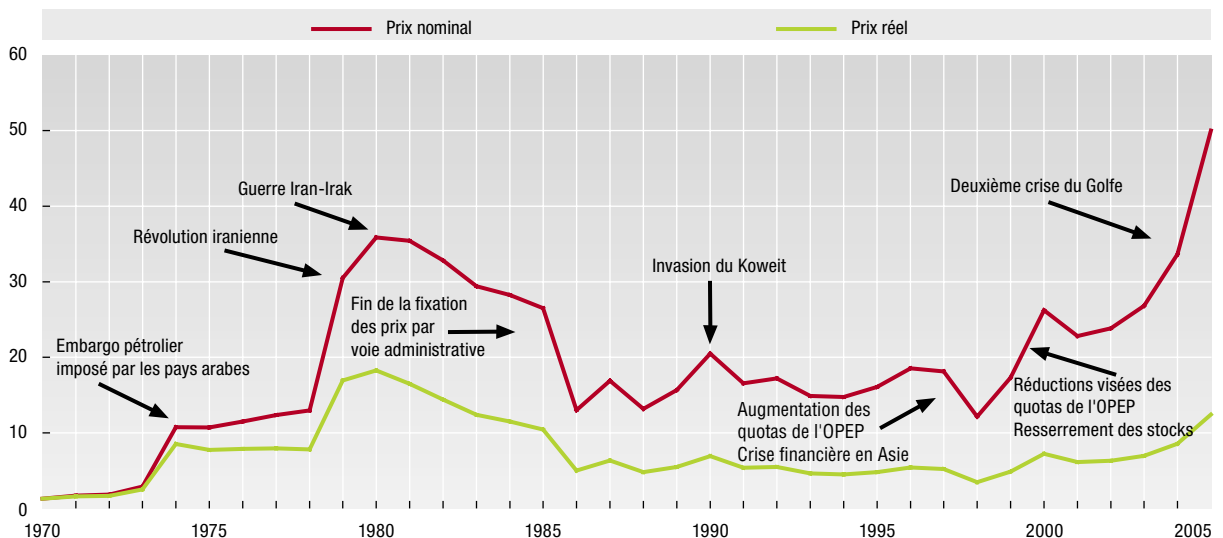
Dollars des EU par baril, valeur unitaire moyenne, CIF

	1976	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	13.27	23.17	17.07	20.68	19.01	12.48	17.51	28.09	24.15	24.40	28.44	36.65
Australie	..	24.21	18.53	21.81	21.78	14.60	18.38	30.79	26.61	25.80	31.24	40.93
Autriche	12.85	24.58	18.78	22.06	21.31	14.34	17.54	29.39	25.32	24.64	29.59	38.21
Belgique	12.64	21.11	16.94	20.53	18.65	11.97	17.33	27.87	24.20	24.35	27.72	35.35
Canada	..	24.15	17.76	21.26	20.59	13.15	17.85	29.10	24.87	24.97	29.53	38.13
Corée	..	..	17.32	20.11	20.34	13.72	16.91	28.22	24.87	24.12	28.80	36.15
Danemark	12.98	23.18	17.49	21.25	20.15	13.49	17.71	29.66	24.82	24.88	29.68	38.78
Espagne	12.54	21.88	16.96	20.45	18.34	11.80	16.99	27.16	23.32	23.95	28.13	36.03
États-Unis	13.48	21.07	16.74	20.16	18.34	12.02	17.06	27.54	22.07	23.52	27.66	35.86
Finlande	..	..	17.83	21.69	19.44	12.80	18.31	28.13	23.49	24.51	27.72	36.09
France	..	..	17.14	20.82	18.99	12.43	17.45	28.18	24.13	24.63	28.87	37.61
Grèce	12.13	22.42	16.54	20.08	18.45	11.66	16.64	26.95	23.22	24.08	27.17	34.53
Hongrie	..	..	16.08	19.32	16.74	10.77	16.05	26.22	..	..	..	..
Irlande	..	25.55	17.65	21.19	19.99	13.55	17.14	29.88	25.31	25.52	29.66	39.24
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	12.41	23.23	16.90	20.53	18.88	12.21	17.10	27.77	23.87	24.34	28.58	36.60
Japon	12.59	22.64	18.02	20.55	20.55	13.68	17.38	28.72	25.01	24.96	29.26	36.59
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	18.46	16.41	21.62	16.71	12.23	17.46	28.91	23.43	24.46	30.41	39.20
Nouvelle-Zélande	..	21.97	18.73	21.86	21.65	14.63	18.16	29.95	26.14	25.89	31.00	41.71
Pays-Bas	13.06	21.83	16.92	20.39	18.37	11.98	16.97	27.59	23.48	23.99	27.67	35.02
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	12.14	22.75	17.22	20.35	18.95	12.21	17.38	28.20	24.02	24.27	28.72	37.89
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	15.60	..	..	..	..	26.59	23.74	23.37	28.13	34.82
Royaume-Uni	12.57	22.92	17.29	21.08	19.32	12.64	18.01	28.45	24.45	24.58	29.13	37.75
Suède	13.22	23.02	17.23	20.86	18.90	12.61	17.68	28.13	24.03	23.86	28.60	36.47
Suisse	13.87	24.23	17.69	21.71	20.50	13.38	18.35	29.53	25.04	25.34	30.26	38.73
Turquie	..	23.11	16.78	20.25	18.79	11.99	16.07	26.61	22.98	23.57	27.05	34.90

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/861763886238>

**Prix au comptant du pétrole brut**

Dollars des EU par baril



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/884884806841>





# MARCHÉ DU TRAVAIL

## EMPLOI

TAUX D'EMPLOI PAR SEXE

TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

EMPLOI À TEMPS PARTIEL

EMPLOI NON SALARIÉ

DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

## CHÔMAGE

TAUX DE CHÔMAGE STANDARDISÉS

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

VARIATIONS RÉGIONALES DU CHÔMAGE

## TAUX D'EMPLOI PAR SEXE

Ces taux représentent le pourcentage de personnes en âge de travailler qui occupent un emploi, ventilé selon le sexe. Sur le court terme, ces taux sont sensibles au cycle économique, mais à plus long terme, ils sont davantage influencés par les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de garantie de ressources, et par les mesures qui facilitent l'emploi des femmes.

Les taux d'emploi des hommes et des femmes diffèrent aussi bien d'un pays à l'autre que d'une période à l'autre au sein d'un même pays. Sont indiqués ici les taux d'emploi total et ceux des hommes et des femmes considérés séparément.

### Définition

Les taux d'emploi sont obtenus en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler. Pour calculer le taux d'emploi, on divise la population d'âge actif en deux groupes – les personnes qui sont pourvues d'un emploi et celles qui n'en ont pas. L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices du BIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes sans emploi, ou inoccupées, sont celles qui ne travaillent pas mais qui cherchent un emploi, ainsi que les étudiants et tous ceux qui se sont retirés du marché du travail pour une raison ou pour une autre, par exemple parce qu'ils sont invalides ou parce qu'ils doivent s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés. On considère généralement comme étant en âge de travailler les personnes âgées de 15 à 64 ans, et, dans certains pays, de 16 à 64 ans.

### Tendances à long terme

Sur la période couverte par les tableaux, les taux d'emploi total (hommes et femmes confondus) ont diminué dans 13 pays et augmenté dans 17 autres, avec des baisses particulièrement marquées en Turquie, en Pologne, en Suède, en République tchèque et en République slovaque, et des hausses très importantes en Irlande, en Espagne et aux Pays-Bas.

L'évolution des taux d'emploi est très différente pour les hommes et pour les femmes. Ainsi, au cours de la période considérée, l'emploi masculin a diminué dans 19 pays, accusant un recul de 1 % par an ou plus en Pologne, tandis que l'emploi féminin a progressé dans 23 pays, au rythme de 1 % par an ou plus en Irlande, en Espagne, aux Pays-Bas, en Grèce, en Italie, en Belgique, au Mexique, au Luxembourg, et en Nouvelle-Zélande.

Malgré des écarts encore importants dans de nombreux pays, cette évolution montre clairement que les taux d'emploi des femmes et des hommes suivent actuellement des trajectoires convergentes.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices du BIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande, au Mexique et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

Pour le dénominateur – la population en âge de travailler – les données proviennent des enquêtes sur la population active.

### Source

- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Durand, M., J. Simon et C. Webb (1992), *OECD's Indicators of International Trade and Competitiveness*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 120, OCDE, Paris.
- Jeaumotte, F. (2003), *Female Labour Force Participation*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 376, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2004), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, série, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

#### Sites Web

- Base de données OCDE des statistiques de la population active, [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).
- Putting More Women to Work: A Colloquium on Employment, Child Care and Taxes, [www.oecd.org/employment/colloquium/women](http://www.oecd.org/employment/colloquium/women).



### Taux d'emploi : total

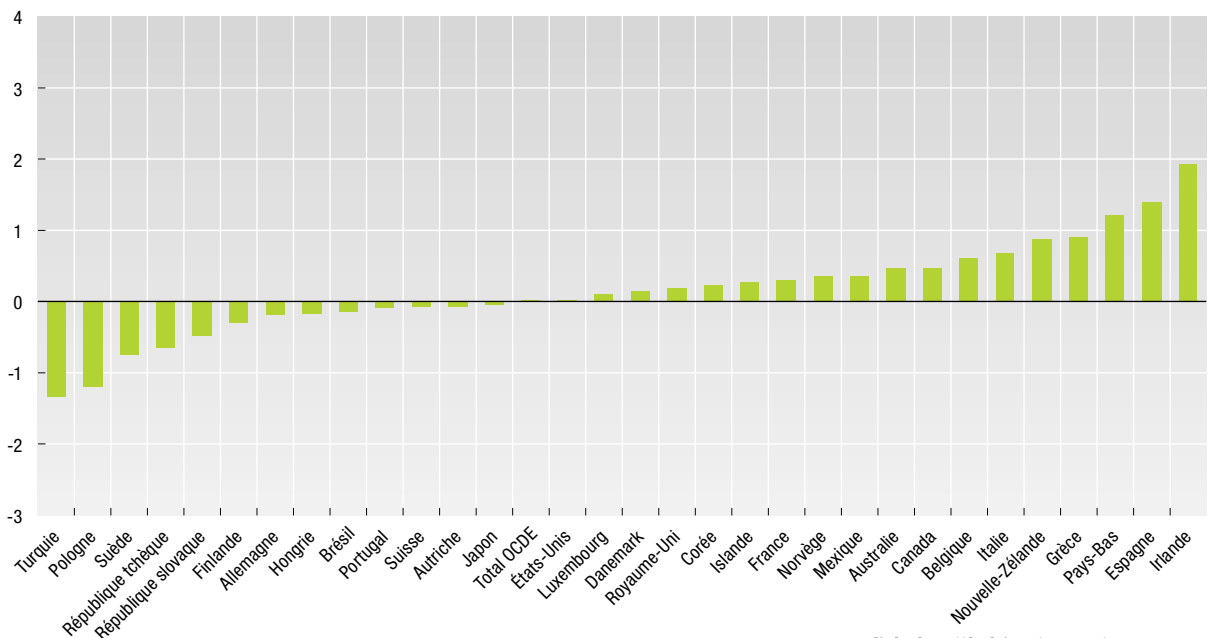
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	67.1	66.2	65.1	64.5	64.6	64.3	63.8	64.7	65.2	65.6	65.8	65.3	64.6	65.5
Australie	65.4	64.7	64.1	65.7	67.5	67.3	66.3	67.4	67.8	69.2	68.7	69.2	69.3	69.5
Autriche	..	..	..	68.3	68.6	67.7	67.7	67.7	68.2	68.2	68.0	68.5	68.7	67.8
Belgique	55.9	56.5	56.0	55.7	56.3	56.3	57.0	57.3	58.9	60.9	59.7	59.7	59.3	60.5
Canada	68.2	66.8	66.4	67.0	67.4	67.2	67.8	68.8	69.9	70.9	70.8	71.4	72.2	72.6
Corée	61.7	61.9	61.8	62.8	63.5	63.7	63.7	59.2	59.6	61.5	62.1	63.3	63.0	63.6
Danemark	74.6	74.5	72.4	72.4	73.9	74.0	75.4	75.3	76.5	76.4	75.9	76.4	75.1	76.0
Espagne	51.8	50.5	48.0	47.4	48.3	49.3	50.7	52.4	55.0	57.4	58.8	59.5	60.7	62.0
États-Unis	71.0	70.8	71.2	72.0	72.5	72.9	73.5	73.8	73.9	74.1	73.1	71.9	71.2	71.2
Finlande	69.9	64.7	60.6	59.9	61.1	61.9	62.8	64.1	66.1	67.0	67.7	67.7	67.4	67.2
France	60.0	59.7	59.1	58.4	59.1	59.2	58.9	59.4	59.8	61.1	62.0	62.2	62.5	62.4
Grèce	53.1	53.6	53.5	54.1	54.5	54.9	54.8	55.6	55.4	55.9	55.6	57.7	58.9	59.6
Hongrie	..	58.0	54.5	53.5	52.9	52.7	52.7	53.8	55.7	56.0	56.2	56.2	57.0	56.8
Irlande	51.2	50.7	50.9	51.9	54.1	55.0	56.3	59.6	62.5	64.5	65.0	65.0	65.0	65.5
Islande	79.9	79.2	78.2	78.5	80.5	80.4	80.0	82.2	84.2	84.6	84.6	82.8	84.1	82.8
Italie	52.6	52.3	52.5	51.5	51.2	51.4	51.6	52.2	52.9	53.9	54.9	55.6	56.2	57.4
Japon	69.2	69.6	69.5	69.3	69.2	69.5	70.0	69.5	68.9	68.8	68.2	68.2	68.4	68.7
Luxembourg	60.8	61.5	60.9	60.2	58.5	59.1	59.9	60.2	61.6	62.7	63.0	63.6	62.7	61.6
Mexique	58.0	58.7	59.3	58.7	58.2	59.1	61.0	61.3	61.2	60.9	60.1	60.1	59.6	60.8
Norvège	72.1	71.6	71.3	72.2	73.5	75.3	77.0	78.3	78.0	77.9	77.5	77.1	75.8	75.6
Nouvelle-Zélande	65.7	65.4	66.1	68.0	70.1	71.1	70.6	69.6	70.1	70.7	71.8	72.4	72.5	73.5
Pays-Bas	62.9	63.8	63.8	63.9	65.1	66.2	68.1	69.8	71.3	72.1	72.8	73.2	72.7	..
Pologne	..	59.9	58.9	58.3	58.1	58.4	58.8	58.9	57.5	55.0	53.5	51.7	51.4	51.9
Portugal	68.6	66.5	64.9	64.0	63.2	63.6	64.7	66.8	67.4	68.3	68.6	68.1	67.1	67.8
République slovaque	..	..	..	59.8	60.2	61.9	61.1	60.5	58.1	56.8	56.9	56.9	57.7	57.0
République tchèque	..	..	69.0	69.2	69.4	69.3	68.7	67.5	65.9	65.2	65.3	65.7	64.9	64.2
Royaume-Uni	70.9	69.0	68.2	68.7	69.2	69.7	70.6	71.0	71.5	72.2	72.5	72.3	72.6	72.7
Suède	81.0	77.2	72.6	71.5	72.2	71.6	70.7	71.5	72.9	74.2	75.2	74.9	74.3	73.5
Suisse	78.2	78.0	77.3	76.1	76.7	77.0	76.9	78.0	78.4	78.3	79.1	78.9	77.9	77.4
Turquie	54.9	53.7	50.0	52.4	52.4	52.5	51.3	51.4	50.8	48.9	47.8	46.7	45.5	46.1
UE15	62.0	61.1	60.2	59.9	60.3	60.5	60.8	61.7	62.5	63.5	64.1	64.3	64.4	64.6
Total OCDE	65.0	64.3	63.9	64.0	64.3	64.6	65.0	65.2	65.4	65.7	65.5	65.1	64.9	65.1
Brésil	..	60.5	60.7	..	61.1	59.4	59.7	59.0	59.2	..	59.3	59.9	59.5	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/618211287626>

### Taux d'emploi : total

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/024835767812>

**Taux d'emploi : hommes**

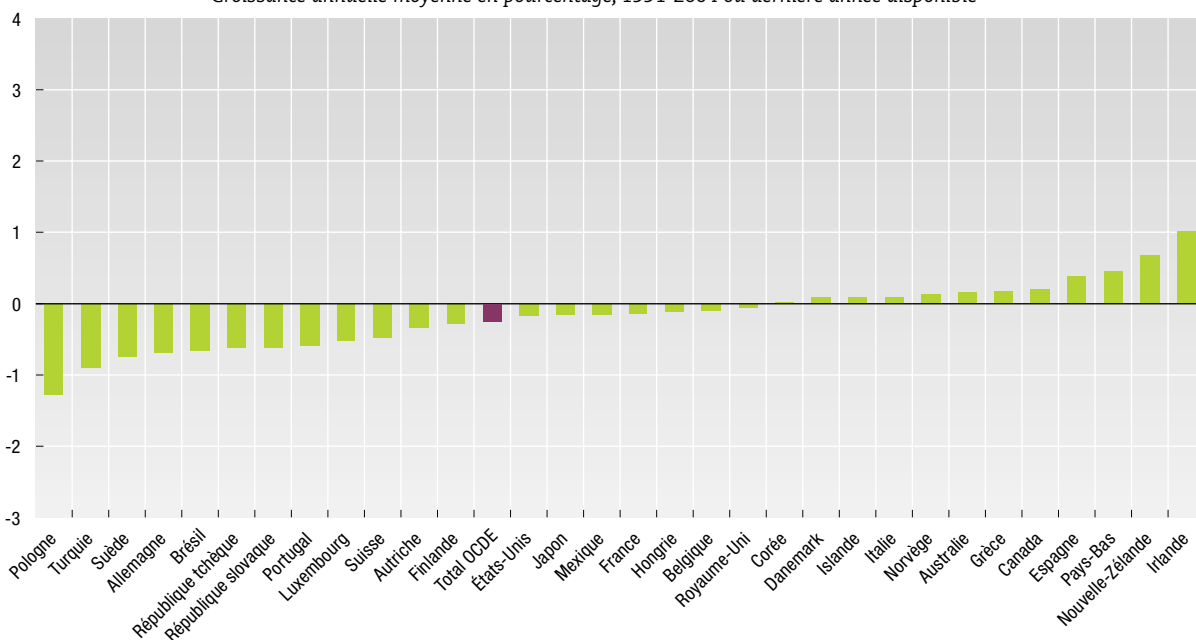
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans), hommes

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	77.6	76.4	74.9	74.0	73.7	72.8	72.1	72.9	72.8	72.9	72.8	71.7	70.4	71.0
Australie	74.8	73.7	73.1	74.8	76.1	75.9	74.7	75.3	76.2	76.6	75.9	76.4	76.4	76.4
Autriche	..	..	..	77.5	78.1	77.0	76.8	76.6	77.0	76.8	76.2	75.9	76.0	74.9
Belgique	68.7	68.4	67.0	66.5	66.9	66.8	67.1	67.0	67.5	69.8	68.5	68.1	67.1	67.9
Canada	74.6	72.6	72.3	72.9	73.3	73.0	73.7	74.2	75.4	76.1	75.7	75.9	76.4	76.7
Corée	75.0	75.5	75.2	76.3	76.8	76.7	76.2	71.3	71.3	73.1	73.5	74.9	75.0	75.2
Danemark	79.1	78.5	75.9	77.6	80.7	80.5	81.3	80.2	81.2	80.7	80.2	80.2	79.7	79.9
Espagne	71.3	68.5	64.4	63.3	64.0	64.7	66.1	68.3	70.8	72.7	73.8	73.9	74.5	74.9
États-Unis	78.9	78.3	78.7	79.0	79.5	79.7	80.1	80.5	80.5	80.6	79.4	78.0	76.9	77.2
Finlande	71.5	65.6	61.5	61.1	63.1	64.2	65.2	66.8	68.4	69.4	70.0	69.2	69.0	68.8
France	69.3	68.6	67.2	66.1	66.7	66.8	66.3	66.6	66.8	68.1	69.0	68.6	68.5	68.1
Grèce	72.3	72.3	71.7	72.2	72.2	72.6	71.9	71.6	70.9	71.3	70.9	72.5	73.5	74.0
Hongrie	..	64.0	60.0	59.6	60.2	60.2	60.3	60.6	62.6	62.7	63.0	62.9	63.4	63.1
Irlande	65.9	64.2	63.5	64.8	66.7	66.6	67.8	71.0	73.5	75.6	76.0	74.7	74.5	75.2
Islande	85.2	84.3	82.3	82.4	84.0	84.3	84.2	86.0	88.2	88.2	88.0	85.7	86.8	86.2
Italie	68.9	68.3	69.3	67.8	67.0	66.9	66.8	67.1	67.6	68.2	68.7	69.2	69.7	69.7
Japon	81.6	82.2	82.3	81.9	81.9	82.1	82.4	81.7	81.0	80.9	80.5	79.9	79.8	80.0
Luxembourg	77.4	76.3	76.6	74.9	74.3	74.4	74.3	74.6	74.4	75.0	74.9	75.5	73.3	72.4
Mexique	84.1	84.2	84.3	82.9	81.0	82.7	84.3	84.7	84.6	84.0	83.4	82.6	82.0	82.5
Norvège	77.1	76.4	75.8	76.8	78.1	80.0	81.7	82.8	82.1	81.7	81.0	80.2	78.7	78.4
Nouvelle-Zélande	74.0	73.5	74.4	76.2	78.6	79.0	78.6	77.3	77.4	78.2	79.1	79.8	79.4	80.8
Pays-Bas	76.0	76.3	75.2	74.9	76.0	76.9	78.4	79.9	80.8	81.4	81.6	81.5	80.2	..
Pologne	..	66.9	65.9	64.9	64.7	65.2	66.1	65.8	63.6	61.2	59.2	57.0	56.7	57.4
Portugal	80.1	77.3	74.9	73.5	72.1	72.0	72.5	75.6	75.6	76.3	76.5	75.7	73.9	74.1
République slovaque	..	..	..	67.2	67.6	69.2	68.4	67.8	64.3	62.2	62.1	62.5	63.4	63.2
République tchèque	..	..	77.6	77.5	77.9	78.1	77.4	76.3	74.3	73.6	73.6	74.2	73.4	72.4
Royaume-Uni	79.6	76.2	74.8	75.3	76.1	76.3	77.4	78.0	78.3	78.9	79.1	78.6	78.9	78.9
Suède	82.7	78.2	73.1	72.2	73.5	73.2	72.4	73.6	74.8	76.2	76.9	76.4	75.7	75.0
Suisse	90.0	88.9	88.2	86.6	87.4	86.8	85.9	87.2	87.2	87.3	87.6	86.2	85.1	84.5
Turquie	76.3	75.5	74.2	74.6	74.6	74.9	74.8	74.3	72.7	71.7	69.3	66.9	65.9	67.9
UE15	74.1	72.5	71.1	70.5	70.7	70.6	70.8	71.6	72.1	72.9	73.2	72.9	72.6	72.4
Total OCDE	77.4	76.1	75.6	75.3	75.5	75.7	76.0	76.1	76.1	76.3	75.8	75.1	74.6	74.9
Brésil	..	83.8	83.7	..	83.1	80.8	80.7	79.5	78.7	..	78.2	78.7	77.9	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/270056406421>

**Taux d'emploi : hommes**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/578155836608>



## Taux d'emploi : femmes

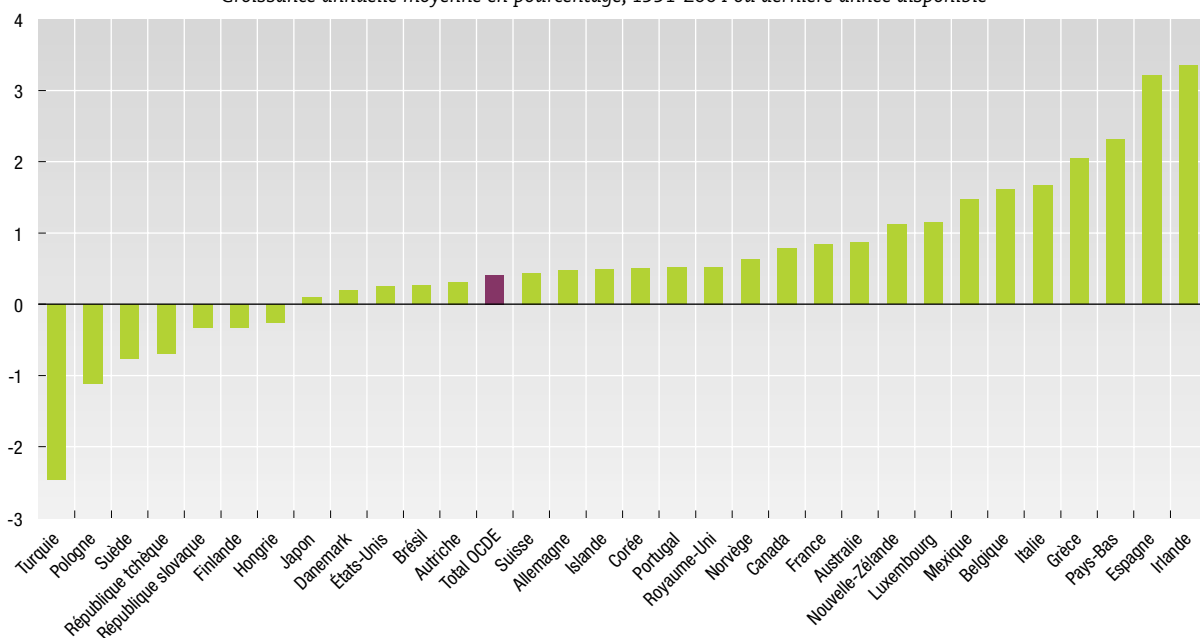
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler (15 à 64 ans), femmes

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	56.3	55.7	55.1	54.7	55.3	55.5	55.3	56.3	57.4	58.1	58.7	58.8	58.7	59.9
Australie	55.9	55.5	55.1	56.4	58.9	58.7	57.8	59.4	59.4	61.8	61.6	62.1	62.2	62.6
Autriche	..	..	..	58.8	58.9	58.2	58.4	58.5	59.3	59.4	59.8	61.0	61.5	60.7
Belgique	43.0	44.6	44.9	44.8	45.4	45.6	46.7	47.5	50.2	51.9	50.7	51.1	51.4	53.0
Canada	61.8	60.9	60.5	61.0	61.5	61.4	61.9	63.3	64.5	65.6	65.9	67.0	67.9	68.4
Corée	48.8	48.7	48.8	49.8	50.5	51.1	51.6	47.3	48.1	50.1	51.0	52.0	51.1	52.2
Danemark	70.1	70.4	68.7	67.1	67.0	67.4	69.4	70.3	71.6	72.1	71.4	72.6	70.5	72.0
Espagne	32.5	32.5	31.5	31.5	32.5	33.8	35.2	36.5	39.1	42.0	43.8	44.9	46.8	49.0
États-Unis	63.3	63.5	64.0	65.2	65.8	66.3	67.1	67.4	67.6	67.8	67.1	66.1	65.7	65.4
Finlande	68.4	63.8	59.7	58.7	59.0	59.5	60.4	61.3	63.6	64.5	65.4	66.1	65.7	65.5
France	50.8	50.8	51.1	50.8	51.6	51.8	51.7	52.4	53.0	54.3	55.2	55.8	56.5	56.7
Grèce	34.9	36.2	36.4	37.1	38.0	38.5	39.1	40.3	40.7	41.3	41.2	43.1	44.5	45.5
Hongrie	..	52.3	49.3	47.8	45.9	45.5	45.5	47.3	49.0	49.6	49.8	49.8	50.9	50.7
Irlande	36.3	37.1	38.2	38.9	41.5	43.3	44.7	48.2	51.3	53.3	54.0	55.2	55.4	55.8
Islande	74.5	74.0	74.0	74.6	76.8	76.5	75.6	78.3	80.2	81.0	81.1	79.8	81.2	79.4
Italie	36.5	36.5	35.8	35.4	35.4	36.0	36.4	37.3	38.3	39.6	41.1	42.0	42.7	45.2
Japon	56.6	56.9	56.6	56.5	56.4	56.8	57.6	57.2	56.7	56.7	57.0	56.5	56.8	57.4
Luxembourg	43.6	46.2	44.8	44.9	42.2	43.6	45.4	45.6	48.5	50.0	50.8	51.5	52.0	50.6
Mexique	34.2	35.1	36.0	36.2	37.0	37.4	39.9	40.1	39.8	40.1	39.4	39.9	39.4	41.3
Norvège	67.0	66.7	66.6	67.5	68.8	70.4	72.2	73.6	73.8	74.0	73.8	73.9	72.7	72.7
Nouvelle-Zélande	57.5	57.5	58.0	59.9	61.7	63.4	62.8	62.1	63.0	63.5	64.8	65.3	65.7	66.5
Pays-Bas	49.3	51.0	52.0	52.6	53.9	55.2	57.6	59.4	61.6	62.6	63.9	64.7	64.9	..
Pologne	..	53.1	52.1	51.9	51.8	51.8	51.8	52.2	51.6	48.9	47.8	46.4	46.2	46.4
Portugal	57.6	56.1	55.3	55.0	54.8	55.6	57.2	58.3	59.5	60.5	61.0	60.8	60.6	61.7
République slovaque	..	..	..	52.6	53.0	54.6	54.0	53.5	52.1	51.5	51.8	51.4	52.2	50.9
République tchèque	..	..	60.4	61.0	61.0	60.6	59.9	58.7	57.4	56.9	57.0	57.1	56.3	56.0
Royaume-Uni	62.2	61.9	61.8	62.1	62.5	63.3	64.0	64.2	65.0	65.6	66.0	66.3	66.4	66.6
Suède	79.3	76.2	72.1	70.7	70.9	69.9	68.9	69.4	70.9	72.2	73.5	73.4	72.8	71.8
Suisse	66.4	67.0	66.5	65.6	66.0	67.2	67.8	68.8	69.6	69.3	70.6	71.5	70.7	70.3
Turquie	33.7	31.9	25.8	30.4	30.2	30.3	28.0	28.5	28.9	26.2	26.3	26.6	25.2	24.3
UE15	49.9	49.7	49.3	49.4	49.9	50.4	50.9	51.8	53.0	54.2	55.1	55.6	56.1	56.7
Total OCDE	52.7	52.7	52.4	52.9	53.3	53.7	54.2	54.5	54.9	55.3	55.4	55.3	55.3	55.6
Brésil	..	51.4	51.6	..	53.1	50.3	50.7	50.1	51.2	..	51.3	52.9	52.9	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/266758428373>

## Taux d'emploi : hommes

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/018572032600>

## TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

Ces taux indiquent le pourcentage de personnes en âge de travailler qui occupent un emploi, réparties en trois groupes d'âge : les jeunes qui viennent d'entrer sur le marché du travail, les travailleurs d'âge très actif et ceux qui approchent de la retraite.

Dans ces différents groupes, les taux d'emploi sont très sensibles aux politiques publiques concernant l'enseignement supérieur, les systèmes de pension et l'âge de la retraite.

### Définition

Pour calculer le taux d'emploi d'un groupe d'âge donné, on divise tout d'abord ce groupe entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, puis on rapporte le nombre des actifs occupés à l'effectif total du groupe pour obtenir une proportion en pourcentage.

### Tendances à long terme

En règle générale, les taux d'emploi des personnes d'âge très actif – 25 à 54 ans – sont à peu près identiques dans tous les pays, où ils atteignent des niveaux supérieurs à 70 % dans la plupart des cas en 2004. Ils varient beaucoup en revanche pour les jeunes, allant de moins de 30 % en Pologne, au Luxembourg, en Hongrie, en France, en République slovaque, en Italie, en Grèce, en Belgique et en République tchèque à plus de 60 % au Royaume-Uni, au Danemark, en Suisse, aux Pays-Bas et en Islande, toujours en 2004. Les taux d'emploi des travailleurs âgés sont également très disparates d'un pays à l'autre, avec près de 79 % d'actifs occupés dans ce groupe en 2004 en Islande, en Suède, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, en Suisse, au Japon et au Danemark, mais moins de 30 % en République slovaque, en Pologne et en Autriche.

Sur la période couverte par le tableau, les taux d'emploi des jeunes ont reculé dans l'ensemble de la zone OCDE. Cela tient en partie aux mesures qu'ont adoptées les gouvernements pour encourager les jeunes à obtenir de nouvelles qualifications, mais les baisses les plus marquées se sont produites dans les pays où l'emploi total a également reculé, comme la République tchèque, la Pologne et la Turquie, signe que lorsque la situation est tendue sur le marché du travail, les jeunes éprouvent des difficultés particulières à trouver un emploi. Dans le groupe des personnes d'âge très actif – 25 à 54 ans –, les taux d'emploi sont restés stables dans l'ensemble de la zone OCDE, mais ils ont sensiblement baissé en Pologne et en Suède et en Turquie, tandis qu'ils augmentaient au contraire nettement en Irlande, aux Pays-Bas et en Espagne. Les travailleurs âgés ont dans l'ensemble connu une situation particulièrement favorable, notamment au Danemark, en Finlande, en Irlande, en République tchèque, en Australie, aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande, où leurs taux d'emploi ont le plus progressé.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices du BIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les personnes sans emploi, ou inoccupées, sont celles qui ne travaillent pas mais qui cherchent un emploi, ainsi que les étudiants et tous ceux qui se sont eux-mêmes retirés du marché du travail pour une raison ou une autre, par exemple parce qu'ils sont invalides ou parce qu'ils doivent s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices du BIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande, au Mexique et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

Pour le dénominateur – la population de chaque groupe d'âge – les données proviennent des enquêtes sur la population active.

### Source

- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Burniaux, J.-M., R. Duval et F. Jaumotte (2004), *Coping with Ageing*, Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 371, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active : Faciliter les transitions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Viellissement et politiques de l'emploi*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Base de données OCDE des statistiques de la population active, [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).
- OCDE Vieillesse et politiques de l'emploi, [www.oecd.org/els/employment/olderworkers](http://www.oecd.org/els/employment/olderworkers).
- Réunion NERO sur le marché du travail, Paris, 25 juin 2004, [www.oecd.org/eco/nero](http://www.oecd.org/eco/nero).
- Youth Employment Summit, [www.yesweb.org](http://www.yesweb.org).



### Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24

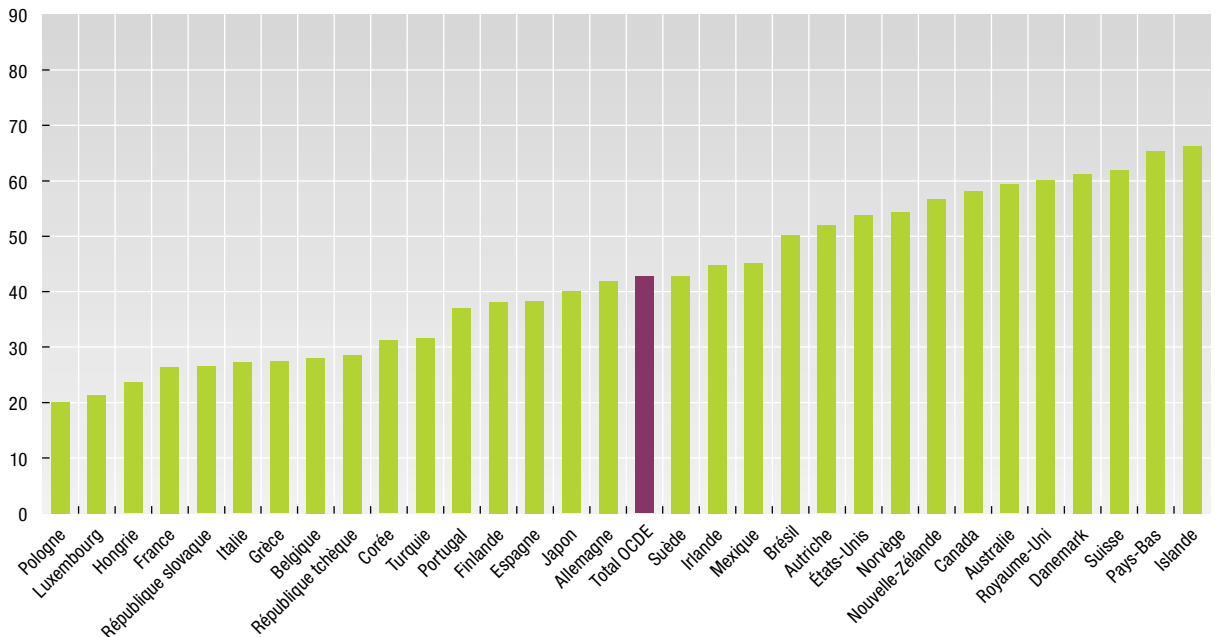
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	57.5	55.2	52.7	51.4	49.1	47.0	45.8	46.7	47.1	47.2	47.0	44.8	42.4	41.9
Australie	56.0	55.0	54.4	57.3	59.5	59.7	56.2	58.0	59.3	60.4	60.1	59.6	59.9	59.4
Autriche	..	..	..	59.5	57.3	55.7	54.8	54.1	54.0	53.1	52.0	52.1	51.5	51.9
Belgique	31.4	31.4	28.1	27.5	26.6	26.1	25.2	26.0	25.5	30.3	28.5	28.5	27.1	28.1
Canada	57.3	54.7	53.3	53.8	53.7	52.6	51.5	52.5	54.6	56.3	56.4	57.5	58.2	58.1
Corée	34.6	34.6	33.6	34.5	34.6	33.7	32.2	27.1	27.6	29.4	30.1	31.5	30.8	31.2
Danemark	64.8	63.1	60.3	62.1	65.9	66.0	68.2	66.4	66.0	67.1	61.7	64.0	59.4	61.3
Espagne	37.8	34.8	29.5	28.3	28.6	28.3	29.4	31.0	34.4	36.3	37.1	36.6	36.8	38.4
États-Unis	57.2	56.7	57.2	58.1	58.3	57.6	58.0	59.0	59.0	59.7	57.7	55.7	53.9	53.9
Finlande	44.6	35.3	30.1	27.9	29.0	29.8	33.3	34.9	38.8	39.8	40.3	39.4	38.5	38.1
France	27.5	26.7	24.2	22.0	21.8	21.3	19.9	20.8	20.7	23.2	24.3	24.1	26.7	26.4
Grèce	29.1	28.4	27.5	26.7	26.5	25.4	24.5	28.1	26.8	26.9	26.0	26.8	26.2	27.4
Hongrie	..	35.4	31.5	30.8	31.3	30.4	31.3	35.3	35.7	32.5	30.7	28.5	26.7	23.6
Irlande	38.1	35.9	34.4	33.5	37.3	36.4	38.3	43.0	46.4	48.2	47.0	45.3	45.8	44.8
Islande	56.6	54.5	52.4	51.7	54.9	54.8	55.7	61.6	65.1	68.2	66.8	59.4	68.1	66.3
Italie	29.2	27.8	30.0	28.3	27.3	26.9	27.0	27.2	27.3	27.8	27.4	26.7	26.0	27.2
Japon	43.4	44.6	44.8	45.0	44.7	45.0	45.3	44.6	42.9	42.7	42.0	41.0	40.3	40.0
Luxembourg	51.9	49.3	45.7	42.8	38.2	36.9	34.7	33.1	31.7	31.8	32.3	32.3	26.4	21.4
Mexique	49.3	50.5	51.6	50.3	48.6	48.9	49.7	50.9	50.5	49.6	47.7	46.0	44.7	45.2
Norvège	50.3	48.9	47.8	48.4	49.2	52.3	55.1	57.9	57.8	58.1	56.5	56.9	55.3	54.4
Nouvelle-Zélande	55.0	53.7	53.9	56.5	59.4	59.5	58.2	55.7	54.6	54.6	55.8	56.6	56.3	56.8
Pays-Bas	55.6	56.9	55.5	55.4	56.3	58.3	61.1	62.4	66.0	66.5	67.0	66.9	65.4	..
Pologne	..	32.3	29.5	28.0	27.3	27.9	28.8	28.6	24.3	24.5	22.1	20.0	19.6	20.0
Portugal	53.5	48.0	43.1	40.5	37.6	37.1	39.2	42.8	42.6	42.0	42.7	41.9	38.4	36.9
République slovaque	..	..	..	34.4	34.8	36.8	36.4	35.0	31.0	29.0	27.9	27.2	27.6	26.5
République tchèque	..	..	46.9	47.5	46.6	45.8	44.2	43.0	40.1	38.3	36.1	33.7	31.4	28.5
Royaume-Uni	66.0	61.4	58.8	58.8	59.0	60.2	60.8	60.8	60.8	61.5	61.0	60.9	59.7	60.1
Suède	60.7	52.1	42.4	41.3	42.5	40.3	39.7	41.6	43.8	46.1	47.8	46.5	45.1	42.8
Suisse	69.3	67.5	67.9	63.9	62.6	63.3	62.9	63.3	64.7	65.0	64.0	65.4	63.5	62.0
Turquie	46.9	44.3	39.5	43.0	41.0	42.0	40.3	39.5	39.7	37.0	35.3	33.0	30.5	31.6
UE15	44.3	41.9	39.8	39.0	38.3	37.8	37.8	38.8	39.5	40.7	40.8	40.2	39.6	38.8
Total OCDE	48.1	46.6	45.6	45.7	45.2	45.0	45.0	45.4	45.4	45.7	44.8	43.7	42.7	42.7
Brésil	..	54.3	54.1	..	53.5	52.1	52.0	50.9	50.8	..	50.6	50.8	50.2	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/106735604120>

### Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/557428343232>

**Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54**

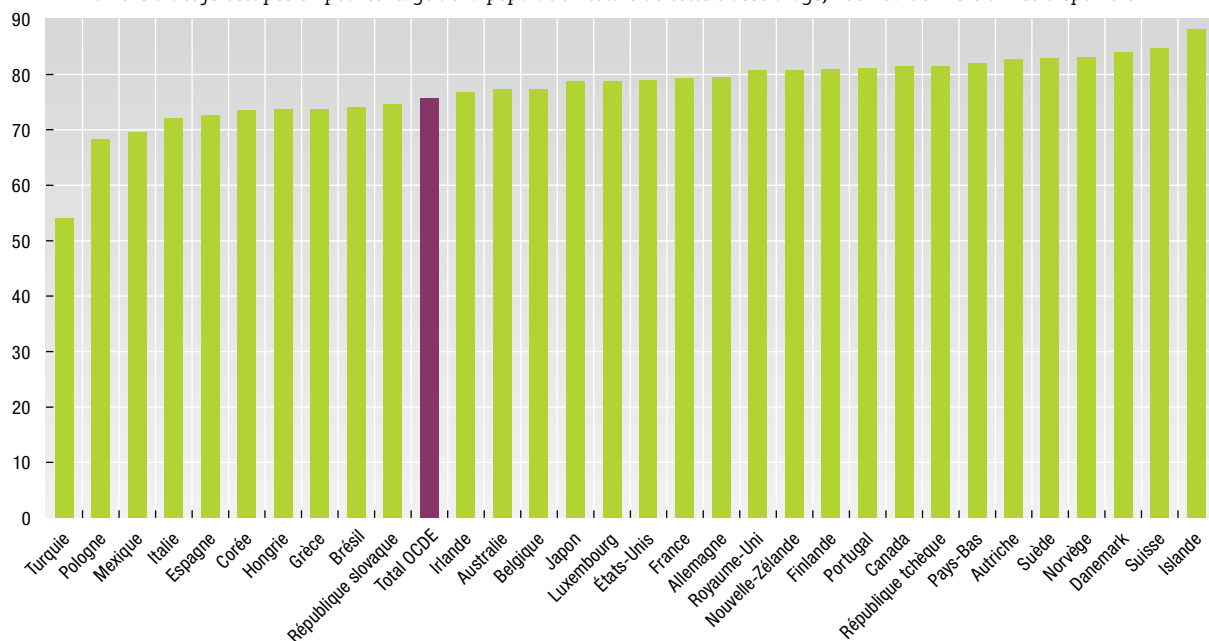
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	78.8	77.7	76.8	76.2	76.8	76.8	76.7	78.0	78.7	79.3	79.3	78.8	78.2	79.5
Australie	74.2	73.3	72.8	73.6	75.3	74.7	74.4	75.1	75.3	76.6	76.3	77.1	76.9	77.2
Autriche	..	..	..	79.5	80.4	80.1	80.6	80.7	81.6	82.2	82.4	83.2	83.7	82.6
Belgique	73.2	73.6	73.6	73.1	73.8	73.9	74.6	74.4	76.4	77.9	76.6	76.6	76.1	77.3
Canada	76.3	74.9	74.9	75.4	76.1	76.0	77.1	78.2	79.1	79.8	79.8	80.3	80.8	81.4
Corée	73.4	73.1	73.0	73.6	74.2	74.7	74.8	70.2	70.3	72.2	72.6	73.4	73.1	73.4
Danemark	83.1	83.1	80.8	80.5	81.7	82.2	82.8	83.4	84.4	84.3	84.5	84.7	83.5	84.0
Espagne	61.7	60.5	58.7	58.4	59.5	60.6	62.0	63.6	66.1	68.4	69.5	70.1	71.3	72.7
États-Unis	78.6	78.3	78.5	79.2	79.7	80.2	80.9	81.1	81.4	81.5	80.5	79.3	78.8	79.0
Finlande	84.0	79.3	75.0	74.9	76.1	76.8	77.5	79.0	80.4	80.9	81.5	81.6	81.1	81.0
France	77.9	77.4	77.0	76.3	77.0	76.9	76.4	76.8	77.0	78.3	79.3	79.4	79.2	79.3
Grèce	66.6	67.6	67.8	68.6	68.8	69.5	69.7	69.9	70.0	70.2	70.4	71.9	73.1	73.7
Hongrie	..	75.7	72.5	71.7	70.7	70.4	70.2	70.3	72.3	73.0	73.1	73.0	73.7	73.6
Irlande	59.8	60.1	60.9	62.7	64.7	66.3	67.4	70.6	73.2	75.3	76.4	76.6	76.0	76.7
Islande	88.1	88.0	87.0	87.5	89.1	89.3	88.2	88.9	90.9	90.6	90.7	90.0	89.2	88.0
Italie	68.4	68.3	66.7	65.8	65.5	65.7	65.8	66.3	67.1	68.0	69.2	70.1	70.8	72.1
Japon	79.9	80.2	79.8	79.5	79.3	79.6	79.9	79.2	78.7	78.6	78.6	78.0	78.3	78.6
Luxembourg	72.8	74.1	73.3	73.5	71.9	73.2	74.4	74.7	76.7	78.2	78.7	79.1	78.8	78.7
Mexique	64.4	64.7	65.1	65.0	65.1	66.2	68.5	68.4	67.9	68.3	67.8	68.4	68.1	69.6
Norvège	81.7	81.2	80.7	81.3	82.4	83.7	85.0	85.8	85.5	85.3	85.1	84.4	82.9	83.1
Nouvelle-Zélande	74.8	74.7	74.9	76.2	77.6	78.4	77.8	76.8	77.6	78.6	79.3	79.6	79.8	80.8
Pays-Bas	72.7	73.3	73.8	73.7	75.0	75.8	77.5	79.3	80.4	81.1	81.9	81.9	82.1	..
Pologne	..	74.8	74.4	73.8	74.2	74.6	74.7	75.0	73.7	70.9	69.3	67.5	67.6	68.3
Portugal	80.2	79.6	79.5	78.7	78.7	78.7	79.3	80.1	80.6	81.8	82.2	81.5	81.0	81.1
République slovaque	..	..	..	78.4	78.7	80.3	79.3	78.5	76.1	74.7	74.8	75.1	76.0	74.7
République tchèque	..	..	86.3	86.3	86.3	85.8	85.0	83.7	81.9	81.6	82.1	82.5	81.7	81.4
Royaume-Uni	77.8	76.6	76.3	76.5	77.1	77.4	78.3	79.0	79.6	80.2	80.5	80.3	80.7	80.7
Suède	89.8	86.8	83.2	81.9	82.6	81.8	80.7	81.3	82.5	83.8	84.6	84.2	83.5	82.9
Suisse	84.5	84.3	83.2	82.8	83.8	83.6	83.4	84.9	85.2	85.4	86.1	86.0	84.8	84.7
Total OCDE	75.2	74.8	74.3	74.5	74.9	75.2	75.6	75.6	75.8	76.1	75.9	75.5	75.3	75.7
Turquie	61.6	61.0	58.0	59.8	60.5	60.1	59.0	59.2	58.2	56.7	55.5	54.6	54.0	54.1
UE15	74.6	73.9	72.9	72.7	73.2	73.4	73.7	74.6	75.5	76.4	77.0	77.1	77.2	77.6
Brésil	..	73.4	73.9	..	75.0	72.8	73.3	72.8	73.1	..	73.1	74.2	74.0	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/852061080804>

**Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54**

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/300800035734>





### Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64

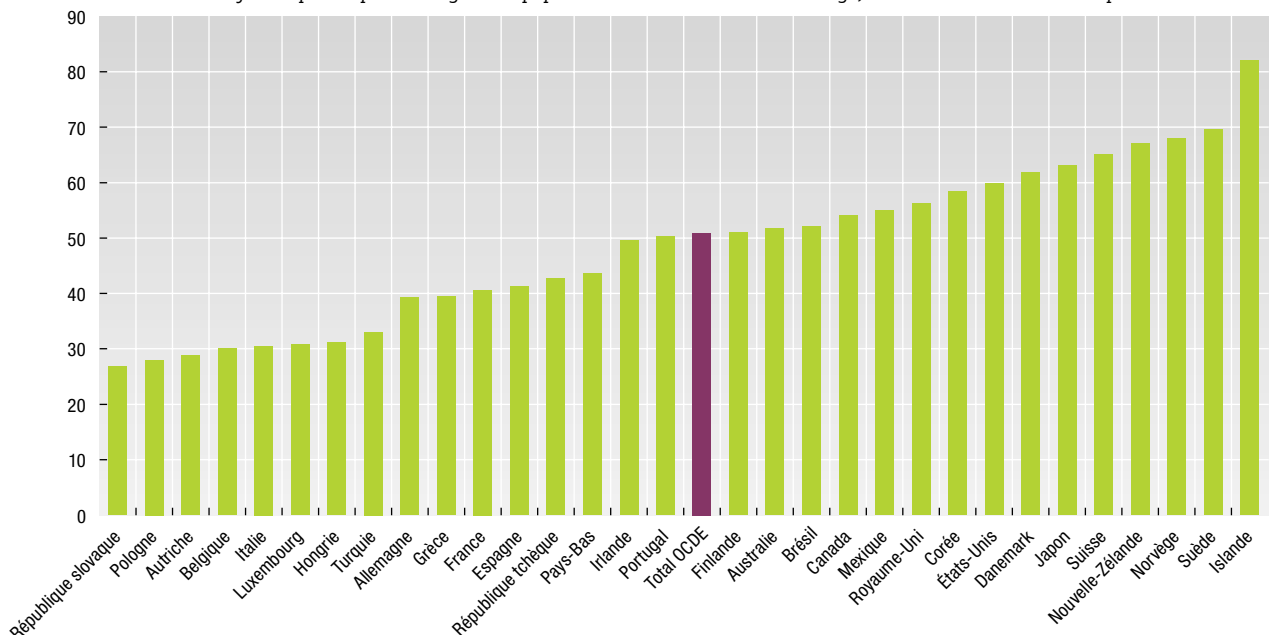
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	36.8	35.9	35.9	35.9	35.9	37.4	38.0	38.3	38.4	37.8	37.6	37.9	38.6	39.0	39.2
Australie	41.8	39.3	38.9	37.6	39.9	41.4	42.3	41.9	43.8	44.3	46.9	46.3	48.2	50.1	51.8
Autriche	..	..	..	..	28.4	30.4	29.2	28.6	29.0	29.6	28.1	28.2	29.1	30.1	28.8
Belgique	21.4	21.6	22.4	21.9	22.4	23.3	21.8	22.0	22.5	24.7	25.0	25.2	25.8	28.1	30.1
Canada	46.1	44.4	43.7	43.0	43.5	43.0	43.3	44.2	45.0	46.6	48.1	48.2	50.1	52.9	54.0
Corée	61.9	61.2	62.2	61.5	62.9	63.6	63.2	63.8	58.7	58.2	57.8	58.3	59.5	57.8	58.5
Danemark	53.6	51.7	52.3	51.3	50.2	49.3	47.5	51.4	50.4	54.2	54.6	56.5	57.3	60.7	61.8
Espagne	36.9	36.4	36.1	34.5	32.7	32.4	33.2	34.1	35.1	35.1	37.0	39.2	39.7	40.8	41.3
États-Unis	54.0	53.2	53.4	53.8	54.4	55.1	55.9	57.2	57.7	57.7	57.8	58.6	59.5	59.9	59.9
Finlande	42.8	40.6	37.3	34.8	33.5	34.4	35.6	35.7	36.2	39.2	42.3	45.9	47.8	49.9	51.0
France	35.6	34.8	33.9	33.9	33.4	33.5	33.5	33.6	33.0	34.2	34.3	36.5	39.3	40.3	40.6
Grèce	40.8	39.0	39.4	38.8	39.5	40.5	40.7	40.7	39.1	38.4	39.0	38.0	38.9	41.0	39.4
Hongrie	..	..	22.9	19.1	17.0	17.1	17.4	17.3	16.6	19.4	21.9	23.5	25.6	29.0	31.1
Irlande	38.6	38.9	38.3	38.9	39.5	39.4	40.3	40.2	41.6	43.8	45.2	46.6	48.0	49.3	49.5
Islande	..	85.4	83.0	83.2	84.7	85.1	83.8	83.7	86.7	85.9	84.2	85.6	87.2	83.3	82.0
Italie	32.6	32.1	31.4	30.4	29.4	28.4	28.7	28.0	27.9	27.6	27.7	28.0	28.9	30.3	30.5
Japon	62.9	64.4	64.6	64.5	63.7	63.7	63.6	64.2	63.8	63.4	62.8	62.0	61.6	62.1	63.0
Luxembourg	28.2	23.2	24.7	26.1	23.2	24.0	22.6	23.7	25.0	26.3	27.2	24.8	27.9	30.0	30.8
Mexique	..	54.1	53.9	53.8	52.4	50.4	52.1	54.8	53.6	55.0	52.8	52.1	53.1	53.8	55.0
Norvège	61.5	61.2	60.9	60.7	61.6	63.1	64.6	66.0	67.2	67.3	67.1	67.4	68.4	68.6	68.0
Nouvelle-Zélande	41.8	41.6	41.6	44.5	47.3	50.4	53.9	54.5	55.7	56.9	57.2	60.7	63.4	64.3	67.2
Pays-Bas	29.7	28.0	28.7	28.2	29.0	29.4	30.5	31.7	33.4	35.1	37.9	38.8	41.8	43.5	..
Pologne	..	..	35.4	35.1	34.4	33.8	33.0	33.6	32.3	32.5	28.4	29.0	27.9	28.6	28.0
Portugal	47.0	49.3	47.2	44.9	45.9	44.6	46.2	47.1	49.7	50.4	50.8	50.0	50.9	51.1	50.3
République slovaque	..	..	..	..	21.3	21.7	22.8	21.4	22.8	22.3	21.3	22.3	22.9	24.6	26.8
République tchèque	..	..	..	31.3	32.3	34.8	37.3	38.3	37.1	37.5	36.3	37.1	40.8	42.3	42.6
Royaume-Uni	49.2	49.0	47.8	46.6	47.4	47.5	47.8	48.5	48.3	49.4	50.4	52.1	53.1	55.4	56.2
Suède	69.5	69.4	66.9	63.4	61.9	62.0	63.4	62.7	63.1	64.0	65.1	67.0	68.4	69.0	69.5
Suisse	..	63.1	63.7	63.3	61.6	62.0	63.5	63.8	64.5	64.7	63.3	67.1	64.6	65.7	65.1
Turquie	42.7	43.4	42.4	37.7	40.8	41.7	41.6	40.5	41.1	39.3	36.4	35.9	35.3	32.7	33.1
UE15	38.5	37.8	37.3	36.5	36.1	36.4	36.8	37.1	37.3	37.7	38.3	39.3	40.6	42.0	42.3
Total OCDE	48.0	47.8	46.9	46.3	46.1	46.4	46.9	47.6	47.7	48.0	47.9	48.4	49.4	50.3	50.9
Brésil	..	..	53.6	52.6	..	53.3	50.7	51.1	51.0	52.2	..	51.2	52.7	52.1	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/780463272084>

### Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/168117455187>

## EMPLOI À TEMPS PARTIEL

Le travail à temps partiel a largement contribué à la croissance de l'emploi total dans beaucoup de pays de l'OCDE entre 1990 et 2004, jouant en particulier un rôle important pour certains groupes souvent sous-représentés dans la population active, tels que les femmes, les jeunes et, à un moindre degré, les travailleurs âgés.

Des enquêtes récentes réalisées dans un grand nombre de pays de l'OCDE montrent que pour la plupart des personnes concernées, le temps partiel est un choix. Dans les pays où le travail à temps partiel est peu développé, il pourrait donc être intéressant de prendre des mesures pour l'encourager afin d'accroître l'emploi. Les femmes qui élèvent de jeunes enfants en bénéficieraient tout particulièrement.

### Définition

On considère comme employées à temps partiel les personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans leur emploi principal. Le travail à temps partiel concerne aussi bien les salariés que les non-salariés.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices du BIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête. Les taux indiqués ici représentent le nombre de personnes

qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine en pourcentage du nombre d'actifs occupés.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices du BIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande, au Mexique et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

Les données sur le nombre d'heures travaillées sont collectées dans le cadre des enquêtes sur la population active menées auprès des ménages et les taux indiqués ici sont considérés comme offrant un bon degré de comparabilité.

### Tendances à long terme

Dans l'ensemble de la zone OCDE, l'emploi à temps partiel s'est accru d'un tiers environ entre 1990 et 2004. Les taux d'emploi à temps partiel ont augmenté considérablement en Autriche, en Irlande, en Italie, en Corée, au Luxembourg et en Espagne, mais ils ont aussi reculé dans plusieurs pays, notamment en République tchèque, au Danemark, en Grèce, en Islande, au Mexique et, surtout, en Turquie.

Le graphique met en évidence de grandes disparités entre les pays en matière d'emploi à temps partiel en 2004. Au Royaume-Uni, en Suisse, au Japon, en Australie et aux Pays-Bas, plus de 24 % de tous les actifs occupés travaillaient à temps partiel, contre moins de 10 % en République slovaque, en République tchèque, en Hongrie, en Grèce, en Turquie, en Espagne, en Corée et au Portugal. En 2004, le taux d'emploi à temps partiel s'établissait juste au-dessus de 15 % en moyenne pour l'ensemble de la zone OCDE, et deux points de pourcentage au-dessus dans les pays de l'Union européenne.

### Source

- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (1999), *La mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi : Évaluation des performances et des politiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2004), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, série, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Base de données OCDE de la productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity](http://www.oecd.org/statistics/productivity).
- Base de données OCDE des statistiques de la population active, [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).



## Taux d'emploi à temps partiel

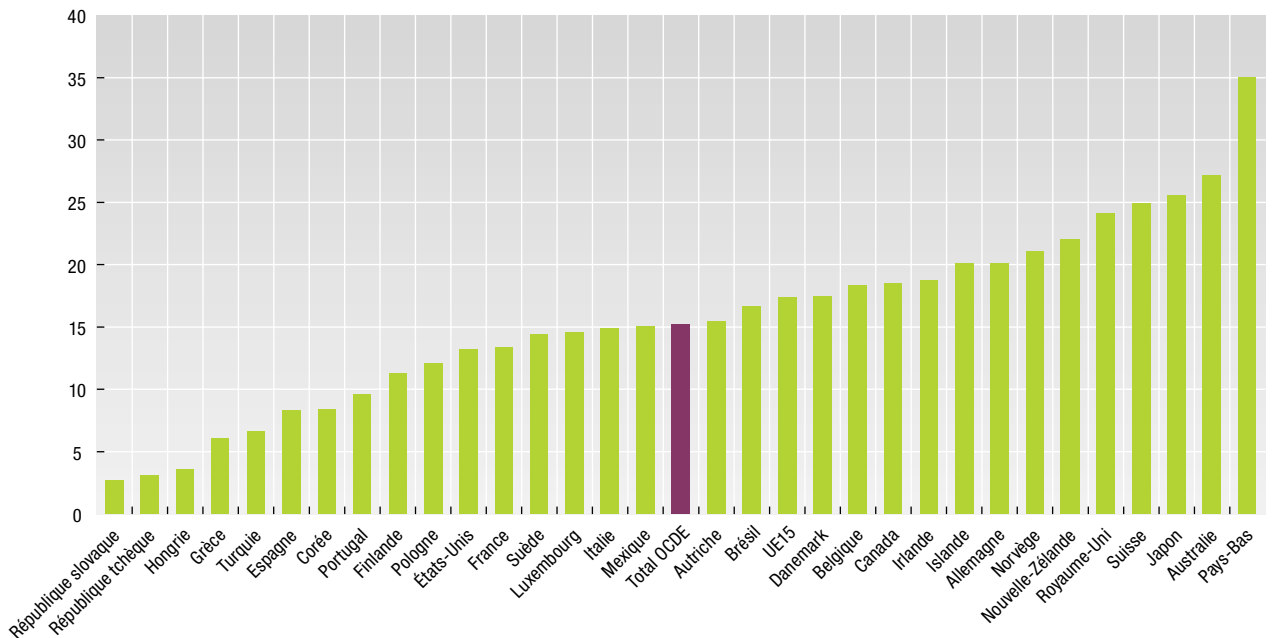
En pourcentage de l'emploi total

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	11.8	12.3	12.8	13.5	14.2	14.9	15.8	16.6	17.1	17.6	18.3	18.8	19.6	20.1
Australie	23.9	24.9	24.3	24.4	25.0	25.2	26.0	25.9	26.1	26.2	27.2	27.5	27.9	27.1
Autriche	..	..	..	..	11.1	10.9	10.8	11.5	12.3	12.2	12.4	13.6	13.6	15.5
Belgique	14.6	14.3	14.7	14.6	14.6	14.8	15.0	15.6	19.9	19.0	17.0	17.2	17.7	18.3
Canada	18.2	18.6	19.2	19.0	18.8	19.1	19.1	18.9	18.4	18.1	18.1	18.8	18.9	18.5
Corée	4.5	4.8	4.5	4.5	4.3	4.3	5.0	6.7	7.7	7.0	7.3	7.6	7.7	8.4
Danemark	18.7	18.9	19.0	17.3	16.9	16.6	17.2	17.1	15.3	16.1	14.7	16.2	15.8	17.5
Espagne	4.4	5.3	6.0	6.4	7.0	7.5	7.9	7.7	7.8	7.7	7.8	7.6	7.8	8.3
États-Unis	14.7	14.7	14.7	14.2	14.0	13.9	13.5	13.4	13.3	12.6	12.8	13.1	13.2	13.2
Finlande	7.9	8.1	8.9	8.9	8.7	8.5	9.3	9.7	9.9	10.4	10.5	11.0	11.3	11.3
France	12.0	12.6	13.2	13.8	14.2	14.0	14.8	14.7	14.6	14.2	13.8	13.7	12.9	13.4
Grèce	6.9	7.2	7.1	7.8	7.8	8.0	8.3	9.1	8.0	5.5	4.9	5.6	5.6	6.0
Hongrie	..	..	..	..	3.2	3.1	3.3	3.4	3.5	3.2	2.8	2.9	3.5	3.6
Irlande	10.4	11.3	13.1	13.5	14.3	14.2	15.0	17.6	17.9	18.1	17.9	18.1	18.8	18.7
Islande	22.2	22.1	22.4	22.6	22.5	20.9	22.4	23.2	21.2	20.4	20.4	20.1	..	..
Italie	9.0	10.0	10.0	10.0	10.5	10.5	11.3	11.2	11.8	12.2	12.2	11.9	12.0	14.9
Japon	20.0	20.4	21.1	21.4	20.1	21.8	23.3	23.6	24.1	22.6	24.9	25.1	26.0	25.5
Luxembourg	8.8	9.5	9.8	10.7	11.3	10.4	11.0	12.6	12.1	12.4	13.3	12.6	13.3	14.6
Mexique	..	..	..	..	16.6	14.9	15.5	15.0	13.7	13.5	13.7	13.5	13.4	15.1
Norvège	22.0	22.1	22.0	21.5	21.4	21.6	21.0	20.8	20.7	20.2	20.1	20.6	21.0	21.1
Nouvelle-Zélande	20.6	21.1	20.8	21.0	20.9	21.9	22.3	22.7	23.0	22.2	22.4	22.6	22.3	22.0
Pays-Bas	28.6	27.3	27.9	28.9	29.4	29.3	29.1	30.0	30.4	32.1	33.0	33.9	34.5	35.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	11.9	11.8	14.0	12.8	11.6	11.7	11.5	12.0
Portugal	8.8	8.8	8.8	9.5	8.6	9.2	10.2	10.0	9.4	9.4	9.2	9.7	10.0	9.6
République slovaque	..	..	..	2.7	2.3	2.1	2.0	2.0	1.8	1.9	1.9	1.6	2.3	2.7
République tchèque	..	..	3.6	3.6	3.4	3.4	3.4	3.3	3.4	3.2	3.2	2.9	3.2	3.1
Royaume-Uni	20.7	21.5	22.1	22.4	22.3	22.9	22.9	23.0	22.9	23.0	22.7	23.0	23.3	24.1
Suède	14.6	15.0	15.4	15.8	15.1	14.8	14.2	13.5	14.5	14.0	13.9	13.8	14.1	14.4
Suisse	22.1	22.7	23.2	23.2	22.9	23.7	24.0	24.2	24.8	24.4	24.8	24.8	25.1	24.9
Turquie	11.2	11.6	8.9	8.8	6.4	5.4	6.1	6.0	7.7	9.4	6.2	6.6	6.0	6.6
UE15	13.1	13.6	14.1	14.6	14.8	15.1	15.6	15.9	16.1	16.2	16.2	16.4	16.6	17.4
Total OCDE	11.4	11.6	11.6	11.6	11.9	11.8	12.0	12.1	12.3	12.2	12.1	14.6	14.8	15.2
Brésil	..	14.7	15.7	..	15.8	14.9	15.5	15.7	16.4	..	15.6	16.6	16.7	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/102775516255>

## Taux d'emploi à temps partiel

En pourcentage de l'emploi total, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/883520010382>

## EMPLOI NON SALARIÉ

L'emploi non salarié peut être perçu soit comme une stratégie de survie pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'autres moyens de percevoir un revenu, soit comme le signe d'une volonté d'entreprendre et de travailler pour son propre compte. Les taux d'emploi non salarié présentés ici reflètent ces différentes motivations.

### Définition

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices du BIT, les personnes employées, ou actifs occupés, sont celles âgées de 15 ans et plus qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédant l'enquête.

Les travailleurs non salariés comprennent les employeurs, les personnes établies à leur compte, les membres des coopératives de production et les aides familiaux non rémunérés. Ces derniers sont des personnes qui, sans être salariées, c'est-à-dire sans être pourvues d'un contrat formel leur garantissant le versement d'un revenu de montant fixe à intervalles réguliers, participent aux travaux d'une entreprise dont elles partagent le revenu ; la catégorie des aides familiaux non rémunérés est particulièrement

importante dans le secteur agricole et dans le commerce de détail. À noter que toutes les personnes qui travaillent dans une entreprise constituée en société, y compris les dirigeants, sont considérées comme des salariés.

Les taux indiqués ici représentent le pourcentage de non-salariés dans l'emploi civil total, c'est-à-dire l'emploi total moins les membres des forces armées.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices du BIT pour mesurer l'emploi, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande, au Mexique et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux d'emploi soient relativement cohérents dans le temps.

Il est à noter que la composition de l'emploi non salarié selon les quatre catégories susmentionnées varie considérablement entre les pays. Ainsi, dans les pays qui comptent un assez grand nombre de petites exploitations agricoles, comme le Mexique et la Turquie, les aides familiaux non rémunérés sont également plus nombreux.

### Tendances à long terme

En 2004, les taux d'emploi non salarié global (hommes et femmes confondus) allaient de moins de 8 % au Luxembourg, en Norvège et aux États-Unis à plus de 30 % en Corée, au Mexique, en Grèce et en Turquie. C'est en général dans les pays à faible revenu par habitant que l'emploi non salarié atteint ses niveaux les plus élevés, mais avec un taux de 27,5 %, l'Italie constitue à cet égard une exception remarquable. L'Irlande et l'Espagne sont deux autres pays qui affichent à la fois un revenu élevé par habitant et un fort taux d'emploi non salarié.

Sur la période indiquée dans le tableau, l'emploi non salarié a chuté dans la plupart des pays, mais il a légèrement progressé en Suède et en Allemagne et de façon beaucoup plus marquée au Mexique, en République tchèque et en République slovaque.

Les niveaux et les variations de l'emploi non salarié total masquent des différences importantes entre les hommes et les femmes. Dans plus de la moitié des pays, plus de 15 % des hommes pourvus d'un emploi étaient des non-salariés, alors que le chiffre correspondant était de moins de 10 % chez les femmes (chiffres de 2004).

L'évolution de l'emploi non salarié fait également apparaître des divergences. Chez les hommes, l'emploi non salarié a augmenté dans neuf pays – de peu, en Suisse, en Italie, en Belgique, au Portugal, au Mexique et en Suède, et dans de larges proportions en Allemagne, en République slovaque et en République tchèque. Chez les femmes, il n'a progressé que dans cinq pays – faiblement au Canada et en Nouvelle-Zélande, et de façon plus importante en République slovaque, en République tchèque et au Mexique.

### Source

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2000), « The Partial Renaissance of the Self-Employed », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 5, OCDE, Paris, p. 165-213.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat – Édition 2005*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

#### Sites Web

- OCDE Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales, [www.oecd.org/els](http://www.oecd.org/els).
- OCDE Entrepreneuriat au niveau local, [www.oecd.org/tds/lead/entrepreneurship](http://www.oecd.org/tds/lead/entrepreneurship).



## Taux de travail indépendant : total

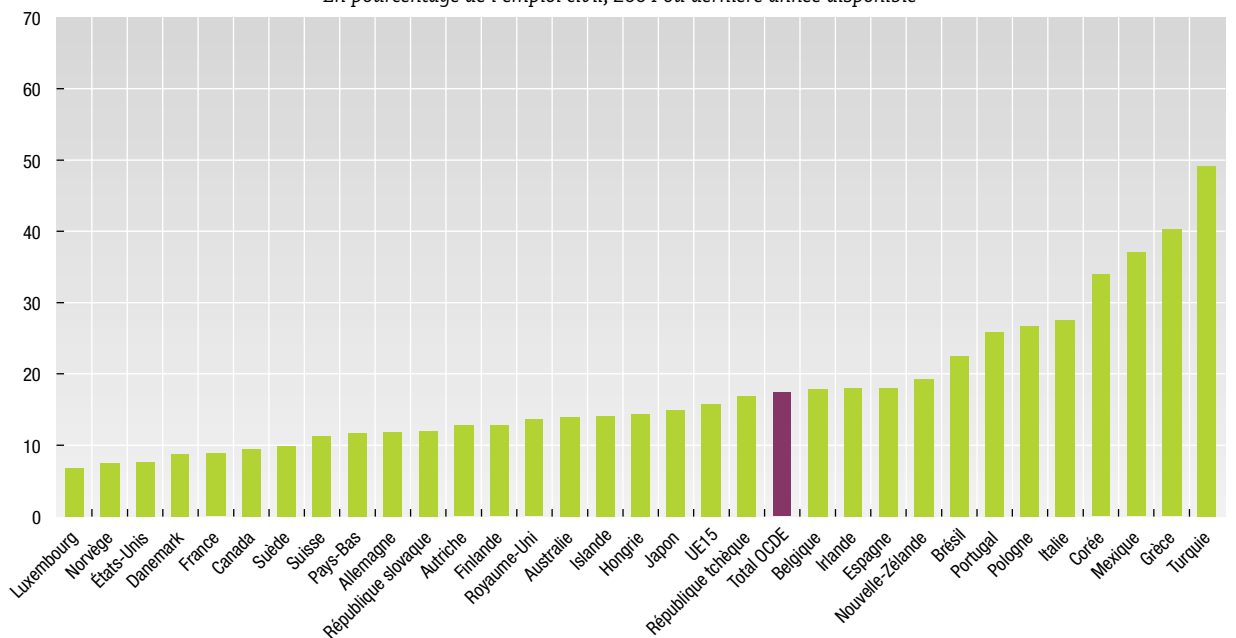
En pourcentage de l'emploi civil

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	10.9	9.8	10.1	10.4	10.6	10.7	10.8	10.9	11.0	10.8	11.0	11.1	11.2	11.4	11.8
Australie	15.9	15.7	16.7	16.9	16.5	15.9	14.9	16.0	14.5	15.6	14.5	14.2	14.3	13.4	14.0
Autriche	14.2	13.9	13.4	13.1	13.8	14.4	14.0	13.6	13.7	13.4	13.1	13.2	13.1	12.8	..
Belgique	18.1	18.3	18.4	18.9	18.8	18.8	18.8	18.6	18.2	17.8	..	..	..	..	..
Canada	9.5	9.8	10.2	10.8	10.8	10.6	11.1	11.5	11.8	11.4	10.6	9.9	9.8	9.8	9.5
Corée	39.5	37.3	37.3	37.9	37.1	36.8	36.7	36.8	38.3	37.6	36.8	36.7	36.0	34.9	34.0
Danemark	11.7	10.9	10.8	10.8	10.0	9.6	9.5	9.1	9.4	9.1	8.7	8.9	9.0	8.8	8.7
Espagne	25.8	25.1	25.5	25.9	25.8	25.2	24.7	23.5	22.7	21.3	20.2	19.8	19.0	18.3	18.1
États-Unis	8.8	9.0	8.7	8.8	8.8	8.5	8.4	8.2	7.9	7.7	7.4	7.4	7.2	7.6	7.6
Finlande	15.6	15.3	15.7	16.0	16.3	15.6	15.3	14.9	14.3	14.0	13.7	13.0	12.9	12.9	12.8
France	13.2	12.7	12.2	11.7	11.3	10.8	10.4	10.1	9.8	9.5	9.2	8.9	8.8	8.8	8.8
Grèce	47.7	46.9	47.4	46.7	46.7	46.1	45.7	45.2	44.7	43.4	43.2	41.2	40.5	40.3	..
Hongrie	..	..	20.4	18.1	17.8	18.0	18.1	17.4	16.1	15.7	15.2	14.5	13.9	13.5	14.3
Irlande	24.9	23.3	23.9	23.4	22.7	22.2	20.9	20.8	20.3	19.2	18.9	18.1	17.8	17.5	18.0
Islande	15.1	20.3	19.3	18.0	18.4	19.7	18.2	17.7	17.9	17.7	18.0	16.8	16.6	13.9	14.1
Italie	28.7	28.6	28.6	28.9	29.0	29.3	29.3	29.1	29.1	28.6	28.5	28.2	27.7	27.5	..
Japon	22.3	21.2	20.2	19.1	18.6	18.3	17.7	17.5	17.3	17.2	16.6	15.9	15.4	15.1	14.9
Luxembourg	9.4	8.4	8.2	8.0	7.8	7.6	7.5	7.3	7.1	6.8	7.3	7.0	6.9	6.8	..
Mexique	31.9	44.0	43.9	43.8	43.7	40.9	40.4	39.9	38.8	37.9	36.4	36.8	37.2	37.1	37.0
Norvège	11.3	10.8	10.3	10.2	9.7	9.3	8.7	8.2	8.3	7.8	7.4	7.2	7.1	7.3	7.4
Nouvelle-Zélande	19.7	20.4	21.2	21.1	21.1	20.9	20.9	20.1	20.4	21.2	20.8	19.9	19.4	19.4	19.2
Pays-Bas	11.6	11.2	11.1	11.6	12.3	12.4	12.5	12.6	11.8	11.3	12.0	11.5	11.6	..	..
Pologne	27.2	30.0	30.2	31.2	30.9	29.7	29.5	28.3	27.2	26.9	27.4	28.0	28.1	27.3	26.7
Portugal	29.4	30.6	25.7	26.3	27.6	27.9	28.6	28.9	28.1	27.0	26.1	26.8	26.6	26.7	25.9
République slovaque	..	..	..	..	6.3	6.5	6.4	6.3	6.8	7.7	8.0	8.4	8.6	9.7	12.0
République tchèque	..	..	..	9.4	10.6	12.0	12.3	12.4	13.8	14.5	15.2	15.2	16.1	17.3	16.9
Royaume-Uni	15.1	14.7	14.8	14.6	14.8	14.6	14.0	13.8	13.2	12.7	12.3	12.2	12.1	12.7	13.6
Suède	9.2	9.1	9.8	10.8	11.1	11.2	11.0	10.8	10.6	10.6	10.3	10.0	9.8	9.6	9.9
Suisse	..	11.7	11.8	12.7	12.7	12.7	13.4	13.8	14.0	14.0	13.2	12.9	12.4	11.9	11.3
Turquie	61.0	62.0	60.3	57.8	59.1	58.5	57.2	55.4	55.4	55.0	51.4	52.8	50.2	49.4	49.2
UE15	18.0	17.1	17.0	17.1	17.2	17.1	16.9	16.7	16.4	15.9	15.7	15.6	15.4	15.5	15.7
Total OCDE	19.3	20.1	19.9	19.7	19.8	19.4	19.2	18.9	18.7	18.3	17.7	17.6	17.4	17.3	17.4
Brésil	..	..	20.2	20.5	..	22.0	21.4	22.1	22.5	22.8	..	22.5	22.6	22.6	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/265457420684>

## Taux de travail indépendant : total

En pourcentage de l'emploi civil, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/300841013388>

**Taux de travail indépendant : hommes**

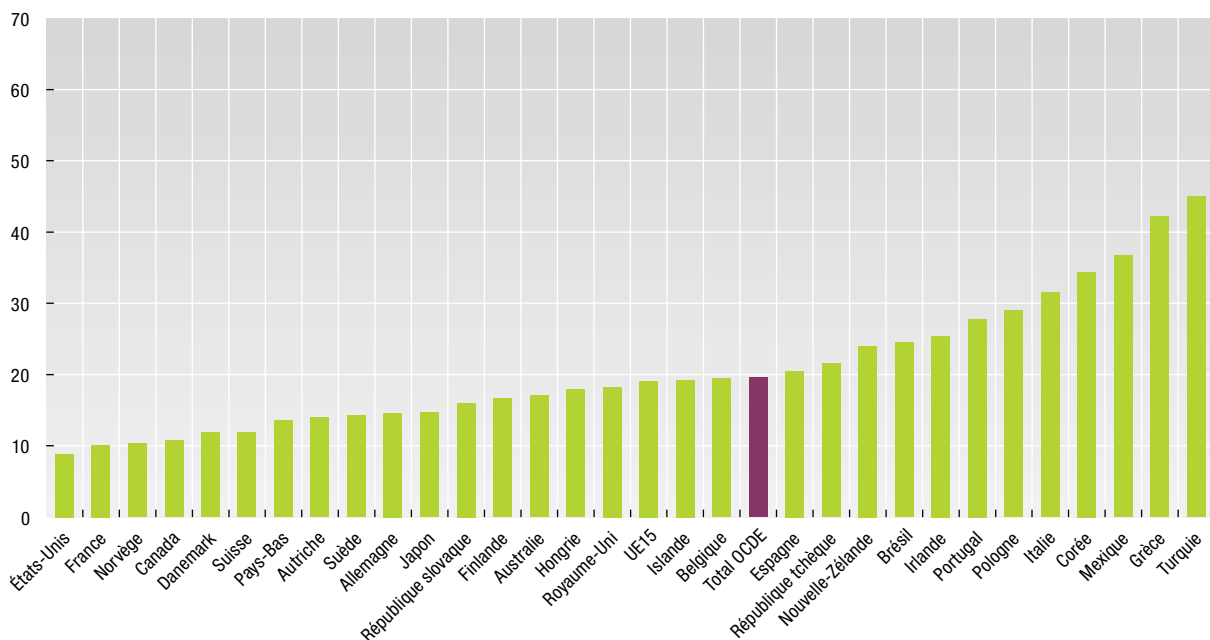
En pourcentage de l'emploi civil, hommes

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	12.1	11.1	11.5	11.9	12.3	12.5	12.7	13.0	13.1	13.2	13.4	13.4	13.6	14.0	14.6
Australie	18.1	18.0	19.2	19.6	19.1	18.8	17.2	18.4	17.0	18.4	17.3	17.0	17.1	16.1	17.0
Autriche	14.1	14.1	..	..	..	..	14.1	14.0	14.2	14.0	13.9	14.1	14.2	14.0	..
Belgique	18.5	18.8	18.9	19.4	19.6	19.7	19.9	19.9	19.6	19.4	..	..	..	..	..
Canada	10.8	11.4	11.6	12.1	12.1	11.8	12.2	12.5	12.9	12.6	11.8	11.2	10.9	11.0	10.8
Corée	36.9	34.7	34.9	35.4	34.7	34.3	34.4	34.7	36.3	36.1	35.7	36.0	35.7	35.3	34.4
Danemark	..	..	..	..	..	12.4	12.4	..	12.4	12.2	11.7	12.4	12.5	11.9	11.9
Espagne	25.8	25.3	26.1	26.8	26.9	26.2	26.1	25.3	24.4	23.2	22.2	21.9	21.3	20.7	20.5
États-Unis	10.5	10.8	10.6	10.9	10.3	9.9	9.8	9.5	9.2	8.9	8.6	8.5	8.4	8.8	8.9
Finlande	19.5	19.6	20.5	21.0	21.1	20.2	19.7	19.0	18.2	18.1	17.8	16.8	16.7	16.7	16.7
France	14.8	14.5	14.0	13.7	13.3	12.9	12.6	12.3	11.8	11.5	11.1	10.8	10.5	10.2	10.1
Grèce	47.5	47.7	48.2	47.7	47.6	47.4	46.9	46.8	45.9	44.9	44.9	43.3	42.6	42.1	..
Hongrie	..	..	23.9	21.9	21.9	22.1	22.6	21.5	19.9	19.5	19.2	18.1	17.3	17.1	17.9
Irlande	32.3	30.4	31.5	30.9	30.3	29.9	28.1	28.1	27.4	26.1	25.8	25.2	25.2	24.7	25.4
Islande	..	27.1	25.6	24.3	25.6	27.6	23.9	23.2	23.9	23.7	24.0	23.0	23.6	19.2	19.2
Italie	31.1	31.2	31.3	31.4	31.6	32.3	32.5	32.4	32.5	32.1	32.3	32.2	31.7	31.5	..
Japon	18.9	18.0	17.3	16.6	16.4	16.1	15.8	15.9	15.6	15.8	15.5	15.0	14.8	14.7	14.7
Mexique	35.5	46.8	45.9	45.0	44.2	41.4	41.0	39.8	38.9	38.1	36.8	37.2	37.3	37.1	36.7
Norvège	14.6	14.3	13.6	13.2	12.8	12.1	11.4	10.9	11.0	10.3	9.8	9.4	9.7	10.1	10.3
Nouvelle-Zélande	24.6	25.2	26.2	26.2	25.7	25.4	25.8	24.9	25.5	26.4	25.8	24.9	24.5	24.6	24.0
Pays-Bas	..	..	..	..	..	13.7	13.8	14.0	13.3	12.7	13.4	13.0	13.5	..	..
Pologne	..	..	31.2	32.2	32.4	31.4	31.1	30.0	29.1	29.2	29.5	29.9	30.4	29.8	28.9
Portugal	..	..	26.8	27.3	28.9	29.9	30.3	30.0	29.4	28.2	27.5	28.4	28.1	28.2	27.8
République slovaque	..	..	..	..	8.6	8.7	8.7	8.3	9.1	10.4	10.8	11.4	11.9	13.0	16.0
République tchèque	..	..	..	12.0	13.7	15.1	15.7	15.9	17.3	18.4	19.1	19.1	20.3	21.7	21.5
Royaume-Uni	19.9	19.4	19.3	19.2	19.5	19.4	18.6	18.1	17.2	16.8	15.9	16.1	16.1	16.6	18.3
Suède	12.9	13.0	14.3	15.5	15.7	15.7	15.6	15.3	14.8	14.8	14.5	14.1	14.0	13.9	14.3
Suisse	0.0	11.5	11.4	12.4	12.5	13.3	14.0	14.1	14.6	14.6	13.8	13.6	13.0	12.4	11.9
Turquie	53.5	54.2	53.3	52.8	52.7	52.1	50.5	49.8	49.8	48.9	46.5	47.5	45.1	44.5	45.0
UE15	20.3	19.5	19.7	19.8	20.0	20.0	19.9	19.8	19.4	19.1	18.8	18.7	18.6	18.7	19.1
Total OCDE	20.8	21.6	21.6	21.6	21.4	21.0	20.9	20.7	20.4	20.1	19.6	19.5	19.3	19.4	19.5
Brésil	..	..	21.4	21.8	..	23.4	23.1	23.9	24.5	25.1	..	24.5	24.5	24.6	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/068081438621>

**Taux de travail indépendant : hommes**

En pourcentage de l'emploi civil, hommes, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/170123266302>



## Taux de travail indépendant : femmes

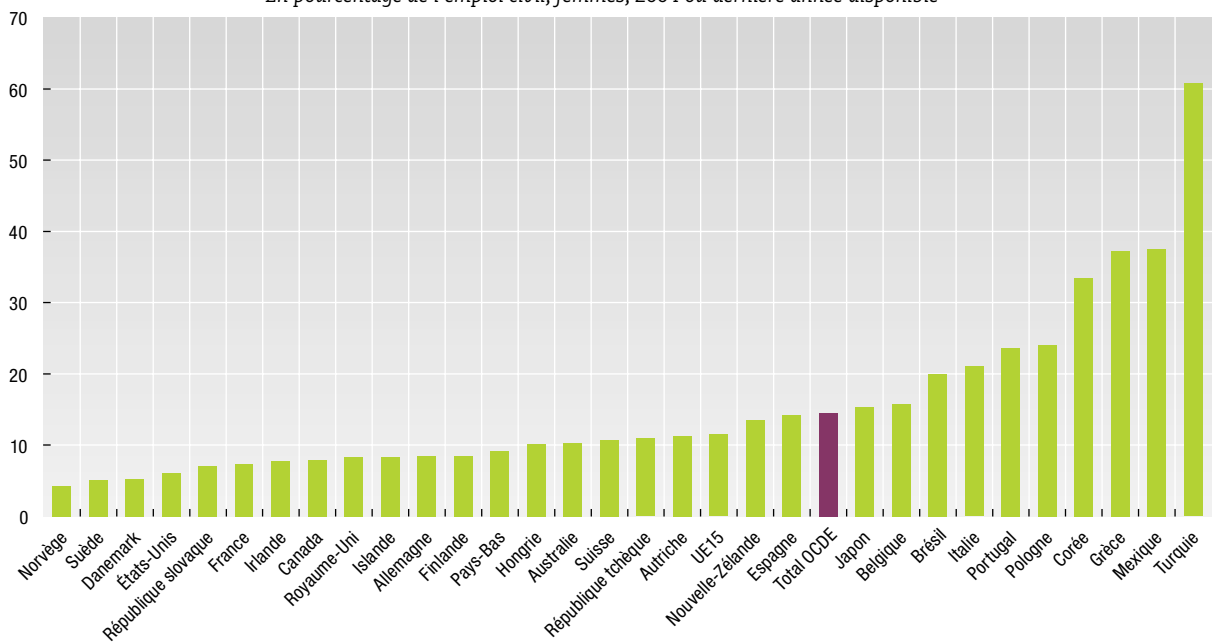
En pourcentage de l'emploi civil, femmes

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	9.2	8.0	8.1	8.2	8.3	8.3	8.1	8.1	8.2	7.8	7.9	8.3	8.2	8.4	8.5
Australie	12.8	12.5	13.3	13.3	12.9	12.1	11.8	13.0	11.2	11.8	10.9	10.6	10.8	9.9	10.2
Autriche	..	..	..	..	..	..	13.8	13.2	13.1	12.6	12.2	12.1	11.8	11.3	..
Belgique	17.5	17.7	17.7	18.1	17.7	17.6	17.4	16.9	16.2	15.7	..	..	..	..	..
Canada	7.8	7.9	8.4	9.1	9.3	9.2	9.8	10.3	10.6	10.0	9.3	8.4	8.5	8.4	8.0
Corée	43.2	41.1	41.0	41.7	40.7	40.4	40.1	39.8	41.4	39.7	38.4	37.6	36.5	34.4	33.4
Danemark	..	..	..	..	..	6.3	6.1	..	5.8	5.6	5.5	4.9	5.2	5.3	5.2
Espagne	25.9	24.7	24.4	24.2	23.6	23.2	21.9	20.2	19.6	17.8	16.6	16.2	15.1	14.5	14.3
États-Unis	6.7	6.8	6.4	6.4	7.1	6.9	6.9	6.7	6.4	6.2	6.1	6.1	5.9	6.1	6.1
Finlande	11.3	10.9	10.7	10.8	11.1	10.5	10.5	10.2	10.0	9.5	9.2	8.9	8.8	8.8	8.6
France	11.0	10.4	9.8	9.2	8.8	8.3	7.9	7.5	7.3	7.1	6.9	6.7	6.8	7.2	7.4
Grèce	48.0	45.4	45.9	44.9	45.2	43.8	43.7	42.4	42.6	40.7	40.5	37.7	37.2	37.3	..
Hongrie	..	..	16.4	13.7	13.0	13.0	12.7	12.4	11.6	11.1	10.5	10.2	10.0	9.2	10.1
Irlande	10.9	10.1	10.4	10.8	10.0	9.7	9.5	9.5	9.6	9.1	9.0	8.0	7.5	7.7	7.8
Islande	..	12.0	11.8	10.7	10.4	10.6	11.6	11.4	11.1	10.8	11.0	9.8	8.7	8.1	8.3
Italie	24.1	23.8	23.6	24.3	24.2	23.8	23.6	23.2	23.0	22.6	22.0	21.6	21.2	21.1	..
Japon	27.4	25.7	24.4	22.8	22.0	21.5	20.4	19.9	19.8	19.3	18.3	17.2	16.3	15.8	15.3
Mexique	20.4	37.8	39.3	41.0	42.6	39.8	39.1	40.1	38.6	37.6	35.7	36.0	37.1	37.2	37.6
Norvège	7.4	6.8	6.5	6.5	5.8	6.1	5.7	5.1	5.3	5.0	4.8	4.7	4.2	4.3	4.3
Nouvelle-Zélande	13.3	14.3	14.8	14.7	15.3	15.3	14.9	14.1	14.3	15.0	14.7	14.0	13.3	13.2	13.6
Pays-Bas	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.7	10.6	10.7	9.8	9.4	10.2	9.5	9.1	..	..
Pologne	..	..	29.0	29.9	29.2	27.7	27.5	26.3	25.0	24.1	24.8	25.7	25.4	24.3	24.1
Portugal	..	..	24.2	25.0	26.0	25.5	26.5	27.5	26.5	25.6	24.4	24.8	24.7	24.8	23.6
République slovaque	..	..	..	..	3.4	3.8	3.5	3.8	4.0	4.5	4.6	4.9	4.7	5.9	7.0
République tchèque	..	..	..	6.2	6.8	8.0	7.9	8.0	9.1	9.6	10.2	10.2	10.7	11.5	10.9
Royaume-Uni	8.9	8.7	9.1	9.0	9.0	8.7	8.5	8.6	8.3	7.7	7.8	7.4	7.4	7.8	8.3
Suède	5.2	5.1	5.1	5.8	6.3	6.4	6.0	5.9	6.0	6.1	5.7	5.6	5.3	5.1	5.2
Suisse	0.0	12.0	12.4	13.1	13.0	11.9	12.6	13.6	13.2	13.2	12.3	12.0	11.7	11.3	10.7
Turquie	78.4	79.9	76.7	72.3	74.6	74.0	73.6	70.0	69.9	70.0	64.7	66.8	63.0	61.9	60.7
UE15	13.4	12.5	12.5	12.5	12.5	12.9	12.7	12.5	12.3	11.8	11.7	11.5	11.3	11.5	11.5
Total OCDE	17.0	17.5	17.2	16.7	17.2	17.1	16.8	16.6	16.3	15.8	15.1	15.0	14.7	14.5	14.5
Brésil	..	..	18.5	18.6	..	20.1	19.1	19.5	19.7	19.7	..	19.8	20.0	20.0	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/230275257807>

## Taux de travail indépendant : femmes

En pourcentage de l'emploi civil, femmes, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/520484260557>

## DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Dans certains pays de l'OCDE, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour permettre aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie de famille. Certaines de ces mesures tendent à réduire la durée du travail, notamment l'allongement des congés payés annuels, les congés de maternité ou parentaux, les possibilités de travail à temps partiel ou, moins fréquemment, la réduction de la durée hebdomadaire du travail.

### Définition

Dans ce tableau, le nombre total d'heures travaillées au cours de l'année est divisé par le nombre moyen de personnes occupées.

Le nombre de personnes occupées est généralement déterminé à partir d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages ; conformément aux définitions de l'OIT, les travailleurs occupés sont les personnes de 15 ans ou plus qui indiquent avoir occupé un emploi rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédente.

La plupart des pays estiment la durée effective du travail par des enquêtes auprès des ménages. Les autres enquêtent auprès des établissements, des sources administratives ou de plusieurs sources à la fois. Les estimations tiennent compte des heures normales de travail à temps plein et à temps

partiel, des heures supplémentaires (rémunérées ou non), du temps consacré à d'autres activités professionnelles et des périodes chômées correspondant aux jours fériés, aux congés payés annuels, aux absences pour maladie et congé de maternité, aux grèves et conflits du travail et aux périodes d'inactivité imputables à des conditions météorologiques défavorables, à des difficultés économiques et à plusieurs autres raisons de moindre importance.

### Comparabilité

Les statisticiens nationaux et le Secrétariat de l'OCDE veillent à ce que les données soient aussi comparables que possible, mais celles-ci proviennent d'un certain nombre de sources différentes dont la fiabilité est inégale. Par exemple, pour plusieurs pays de l'UE, les estimations sont réalisées par le Secrétariat de l'OCDE à partir des résultats de l'enquête communautaire sur les forces de travail réalisée au printemps. Ces résultats reflètent une seule observation annuelle et les données de l'enquête doivent être complétées par d'autres sources, notamment pour les jours fériés et les congés payés. Dans les autres pays, la durée annuelle du travail est indiquée par les bureaux statistiques nationaux et les estimations sont établies à partir des meilleures sources disponibles. Les données d'un pays sont comparables sur une période donnée, mais il est encore délicat de comparer les données de plusieurs pays sur une année donnée, en raison de l'hétérogénéité de leurs sources et d'autres incertitudes concernant leur comparabilité internationale.

Les données de la Corée se réfèrent aux salariés uniquement, tandis que les données des autres pays couvrent les salariés et les travailleurs indépendants.

### Tendances à long terme

Dans la grande majorité des pays de l'OCDE, la durée du travail a diminué entre 1990 et 2004. Cependant, dans la plupart des pays, cette diminution a été moindre en comparaison avec la baisse observée les décennies précédentes. Cette baisse entre ces deux dates tient peut-être en partie à des effets conjoncturels temporaires, les marchés du travail étant généralement plus tendus en 1990 (année proche de la fin d'une longue phase d'expansion dans beaucoup de pays de l'OCDE) qu'en 2004.

La durée annuelle moyenne du travail par personne occupée est tombée de 1 790 heures en 1990 à 1 740 heures en 2004, ce qui équivaut à une réduction du temps de travail de plus d'une semaine de 40 heures. Le tableau révèle que la durée du travail a uniquement augmenté au Danemark, en Grèce, en Hongrie (de façon plus marquée), au Mexique, en Nouvelle-Zélande et en Suède. Elle a baissé dans tous les autres pays, en particulier en France, en Irlande, au Japon, en Corée et au Portugal. Tous ces pays, à l'exception de la France, se caractérisaient en début de période par une durée du travail relativement longue.

Bien que, pour les raisons indiquées plus haut, il soit difficile de procéder à des comparaisons entre pays, il ressort du tableau et du graphique que la durée effective du travail est supérieure à la moyenne OCDE en République tchèque, en Grèce, en Hongrie, en Corée, en Pologne et en République slovaque et qu'elle est relativement faible en Belgique, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Norvège.

### Source

- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Durand, M., J. Martin et A. Saint-Martin (2004), « La semaine de 35 heures : Portrait d'une exception française », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 244, novembre 2004, OCDE, Paris.
- Evans, J., D. Lippoldt et P. Marianna (2001), *Trends in Working Hours in OECD Countries*, Politique du marché du travail et politique sociale – Documents hors série, n° 45, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2004), « Clocking In (and Out): Several Facets of Working Time », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 1, voir aussi annexe I.A1, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Base de données OCDE des statistiques de la population active, [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).





## Durée effective du travail

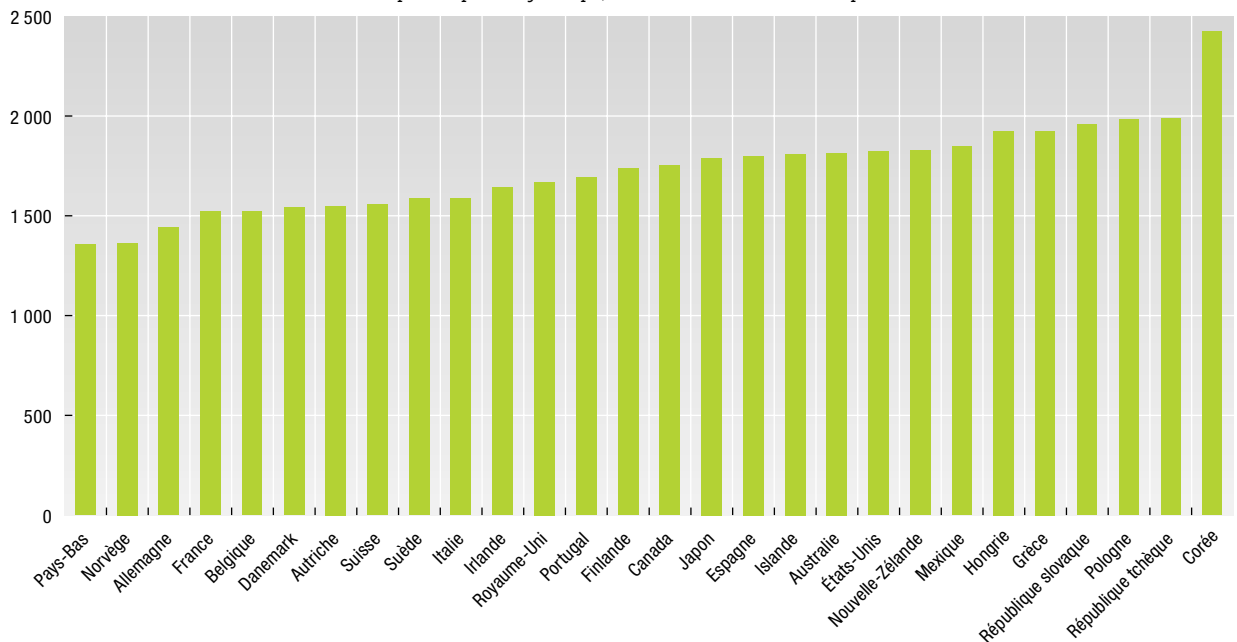
Heures par an par actif occupé

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	..	1 541	1 557	1 537	1 536	1 520	1 502	1 496	1 489	1 479	1 463	1 450	1 439	1 441	1 443
Australie	1 866	1 853	1 845	1 870	1 875	1 872	1 862	1 861	1 856	1 860	1 855	1 837	1 824	1 814	1 816
Autriche	..	..	..	..	..	1 587	1 591	1 600	1 561	1 572	1 582	1 593	1 563	1 550	..
Belgique	1 601	1 590	1 594	1 552	1 551	1 549	1 547	1 566	1 555	1 545	1 545	1 547	1 548	1 542	1 522
Canada	1 757	1 737	1 729	1 732	1 749	1 744	1 753	1 765	1 766	1 772	1 768	1 758	1 740	1 733	1 751
Corée	2 688	2 672	2 650	2 667	2 651	2 658	2 648	2 592	2 496	2 502	2 520	2 506	2 465	2 434	2 423
Danemark	1 518	1 513	1 532	1 532	1 494	1 500	1 495	1 512	1 528	1 539	1 554	1 562	1 556	1 555	1 540
Espagne	1 824	1 833	1 825	1 816	1 816	1 815	1 811	1 813	1 834	1 817	1 815	1 817	1 798	1 800	1 799
États-Unis	1 861	1 851	1 853	1 860	1 864	1 873	1 864	1 875	1 874	1 873	1 858	1 836	1 830	1 822	1 824
Finlande	1 771	1 749	1 755	1 756	1 777	1 776	1 775	1 771	1 761	1 765	1 750	1 734	1 727	1 718	1 736
France	1 677	1 669	1 670	1 656	1 650	1 626	1 631	1 625	1 613	1 606	1 567	1 554	1 512	1 509	1 520
Grèce	1 919	1 920	1 947	1 965	1 935	1 926	1 944	1 928	1 937	1 951	1 926	1 932	1 930	1 936	1 925
Hongrie	1 842	1 812	1 771	1 771	1 895	1 902	1 894	1 912	1 907	1 922	1 916	1 863	1 883	1 894	1 925
Irlande	1 911	1 882	1 843	1 823	1 824	1 823	1 826	1 783	1 713	1 692	1 688	1 679	1 666	1 646	1 642
Islande	..	1 843	1 859	1 828	1 813	1 832	1 860	1 839	1 817	1 873	1 885	1 847	1 812	1 807	1 810
Italie	1 656	1 649	1 636	1 622	1 607	1 616	1 617	1 617	1 620	1 617	1 613	1 601	1 599	1 591	1 585
Japon	2 031	1 998	1 965	1 905	1 898	1 884	1 892	1 864	1 842	1 810	1 821	1 809	1 798	1 801	1 789
Mexique	..	1 822	..	1 821	..	1 863	1 900	1 930	1 879	1 923	1 888	1 864	1 888	1 857	1 848
Norvège	1 432	1 429	1 437	1 434	1 432	1 414	1 407	1 402	1 400	1 398	1 380	1 362	1 345	1 338	1 363
Nouvelle-Zélande	1 810	1 793	1 800	1 854	1 849	1 842	1 833	1 821	1 825	1 838	1 830	1 817	1 817	1 813	1 826
Pays-Bas	1 456	1 425	1 402	1 373	1 362	1 344	1 389	1 382	1 370	1 350	1 368	1 368	1 338	1 354	1 357
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 988	1 974	1 979	1 984	1 983
Portugal	1 858	1 787	1 768	1 756	1 744	1 799	1 753	1 723	1 720	1 732	1 691	1 696	1 697	1 678	1 694
République slovaque	..	..	..	..	1 975	2 003	2 023	2 055	2 034	2 022	2 017	2 026	1 979	1 931	1 958
République tchèque	..	..	..	2 064	2 043	2 064	2 066	2 067	2 075	2 088	2 092	2 000	1 980	1 972	1 986
Royaume-Uni	1 767	1 768	1 729	1 723	1 736	1 734	1 733	1 731	1 725	1 713	1 701	1 703	1 684	1 672	1 669
Suède	1 561	1 548	1 565	1 582	1 621	1 626	1 635	1 639	1 638	1 647	1 625	1 603	1 580	1 563	1 585
Suisse	..	1 648	1 652	1 657	1 671	1 640	1 619	1 603	1 609	1 624	1 603	1 573	1 555	1 556	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/602343241823>

## Durée effective du travail

Heures par an par actif occupé, 2004 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/762251263070>

## TAUX DE CHÔMAGE STANDARDISÉS

La plupart des pays de l'OCDE publient des taux de chômage calculés sur la base du nombre de personnes inscrites dans les registres publics des demandeurs d'emploi. Comme ces données sont disponibles peu de temps après la fin du mois ou du trimestre auquel elles se réfèrent, elles sont en effet couramment utilisées comme des chiffres de « référence » du chômage dans de nombreux pays. Cependant, les règles d'inscription au chômage ne sont pas les mêmes dans tous les pays et les statistiques établies d'après cette source ne sont donc pas comparables au plan international. Les taux de chômage indiqués ici ont été calculés conformément aux lignes directrices du BIT et aux définitions qu'elles proposent pour le chômage et la population active.

### Définition

Les chômeurs sont ceux qui déclarent ne pas avoir d'emploi, être disponibles pour travailler et avoir pris des dispositions pour chercher activement du travail au cours des quatre dernières semaines de référence. Les lignes directrices du BIT énumèrent les dispositions en question, qui comprennent notamment : réponses à des avis de vacance de poste, démarches sur les lieux de travail tels qu'usines ou chantiers de construction, publication de petites annonces dans les journaux et inscription auprès de bureaux de placement.

Le taux de chômage représente le nombre de chômeurs en pourcentage de la population active civile, celle-ci étant composée de tous les actifs occupant un emploi civil (personnes ayant travaillé au moins une heure au cours de la semaine précédant l'enquête) et des chômeurs.

Quand le chômage est élevé, certaines personnes se découragent et cessent de chercher du travail. Elles sont alors exclues de la population active, ainsi le taux de chômage diminue, ou arrête d'augmenter, même si ça ne reflète pas une amélioration du marché du travail.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices du BIT pour mesurer le chômage, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande, au Mexique et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux de chômage sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux de chômage soient relativement cohérents dans le temps.

### Tendances à long terme

Dans la plupart des pays, les taux de chômage ont augmenté au début des années 90, mais ils se sont repliés depuis lors. Le recul a été particulièrement marqué en Finlande, en Irlande, en Espagne, et en Suède.

Les différences observées entre les taux de chômage des hommes et des femmes ne dénotent aucune tendance particulière. Le chômage est généralement plus élevé chez les femmes que chez les hommes, mais on observe aussi la situation inverse dans plusieurs pays – Canada, Hongrie, Corée, Suède et Royaume-Uni, par exemple. C'est également vrai au Japon pour les années récentes. Cela tient peut-être en partie au fait que lorsque le chômage est en hausse, les femmes se découragent plus facilement que les hommes et se retirent donc en plus grand nombre du marché du travail.

Les graphiques rapportent les taux de chômage moyens sur les dix dernières années. En ce qui concerne le chômage total, les pays se classent en trois groupes : un premier groupe où les taux ne dépassent pas 5 % (du Luxembourg au Japon), un groupe intermédiaire où les taux sont compris entre 5 et 8.5 % (des États-Unis à l'Allemagne), et un groupe où les taux de chômage sont en moyenne supérieurs à 10 % (de l'Italie à la République slovaque).

### Source

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

#### Sites Web

- Base de données OCDE des statistiques de la population active, [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).
- OCDE Politiques de l'emploi, [www.oecd.org/els/employment](http://www.oecd.org/els/employment).



### Taux de chômage standardisés : total

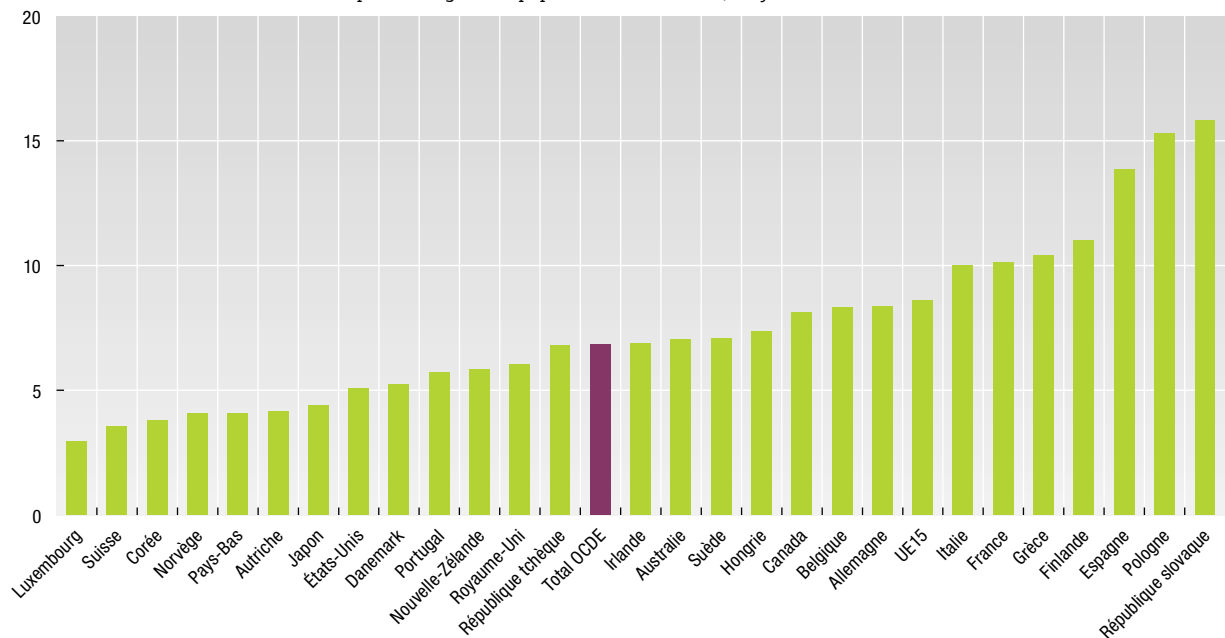
En pourcentage de la population active civile

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	4.2	6.4	7.7	8.3	8.0	8.5	9.2	8.8	7.9	7.2	7.4	8.2	9.1	9.5
Australie	9.3	10.5	10.6	9.5	8.2	8.2	8.3	7.7	6.9	6.3	6.8	6.4	6.1	5.5
Autriche	..	..	4.0	3.8	3.9	4.3	4.4	4.5	3.9	3.6	3.6	4.2	4.3	4.9
Belgique	6.4	7.1	8.6	9.8	9.7	9.5	9.2	9.3	8.6	6.9	6.7	7.3	7.9	7.9
Canada	10.3	11.2	11.4	10.4	9.6	9.7	9.2	8.4	7.6	6.8	7.2	7.7	7.6	7.2
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4.4	4.0	3.3	3.6	3.7
Danemark	7.9	8.6	9.6	7.7	6.8	6.3	5.2	4.9	4.8	4.4	4.3	4.6	5.6	5.4
Espagne	13.2	14.9	18.6	19.8	18.8	18.2	17.0	15.3	12.9	11.4	10.8	11.5	11.5	10.9
États-Unis	6.8	7.5	6.9	6.1	5.6	5.4	4.9	4.5	4.2	4.0	4.7	5.8	6.0	5.5
Finlande	6.7	11.6	16.4	16.8	15.4	14.6	12.7	11.3	10.2	9.7	9.1	9.1	9.0	9.0
France	9.0	9.9	11.1	11.7	11.1	11.6	11.5	11.1	10.5	9.1	8.4	8.9	9.5	9.6
Grèce	6.9	7.8	8.6	8.9	9.1	9.7	9.6	11.1	12.0	11.3	10.8	10.3	9.7	10.5
Hongrie	..	9.9	12.1	11.0	10.4	9.6	9.0	8.4	6.9	6.3	5.6	5.6	5.8	6.0
Irlande	14.7	15.4	15.6	14.3	12.3	11.7	9.9	7.5	5.7	4.3	3.8	4.3	4.6	4.5
Italie	8.5	8.8	9.8	10.6	11.2	11.2	11.2	11.3	11.0	10.1	9.1	8.6	8.4	8.0
Japon	2.1	2.2	2.5	2.9	3.1	3.4	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7
Luxembourg	1.6	2.1	2.6	3.2	2.9	2.9	2.7	2.7	2.4	2.3	2.1	2.8	3.7	4.8
Norvège	6.0	6.6	6.6	6.0	5.5	4.8	4.0	3.2	3.2	3.4	3.6	3.9	4.5	4.4
Nouvelle-Zélande	10.3	10.4	9.5	8.1	6.3	6.1	6.6	7.4	6.8	6.0	5.3	5.2	4.6	3.9
Pays-Bas	5.5	5.3	6.2	6.8	6.6	6.0	4.9	3.8	3.2	2.8	2.2	2.8	3.7	4.6
Pologne	..	..	14.0	14.4	13.3	12.3	10.9	10.2	13.4	16.4	18.5	19.8	19.2	18.8
Portugal	4.2	4.3	5.6	6.9	7.3	7.3	6.8	5.2	4.6	4.1	4.0	5.0	6.2	6.7
République slovaque	..	..	..	13.7	13.1	11.3	11.9	12.6	16.8	18.7	19.4	18.7	17.5	18.2
République tchèque	..	..	4.4	4.3	4.1	3.9	4.8	6.4	8.6	8.7	8.0	7.3	7.8	8.3
Royaume-Uni	8.6	9.7	10.2	9.3	8.5	7.9	6.8	6.1	5.9	5.4	5.0	5.1	4.9	4.7
Suède	3.1	5.6	9.0	9.4	8.8	9.6	9.9	8.2	6.7	5.6	4.9	4.9	5.6	6.4
Suisse	1.9	3.0	3.9	3.9	3.5	3.9	4.2	3.6	3.0	2.7	2.6	3.2	4.2	4.4
Total OCDE	..	..	..	7.6	7.3	7.2	6.9	6.8	6.6	6.2	6.4	6.9	7.1	6.9
UE15	7.9	8.7	10.0	10.4	10.0	10.1	9.8	9.3	8.5	7.6	7.2	7.6	7.9	8.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/112381312673>

### Taux de chômage standardisés : total

En pourcentage de la population active civile, moyenne 1995-2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/382173728673>

**Taux de chômage standardisés : hommes**

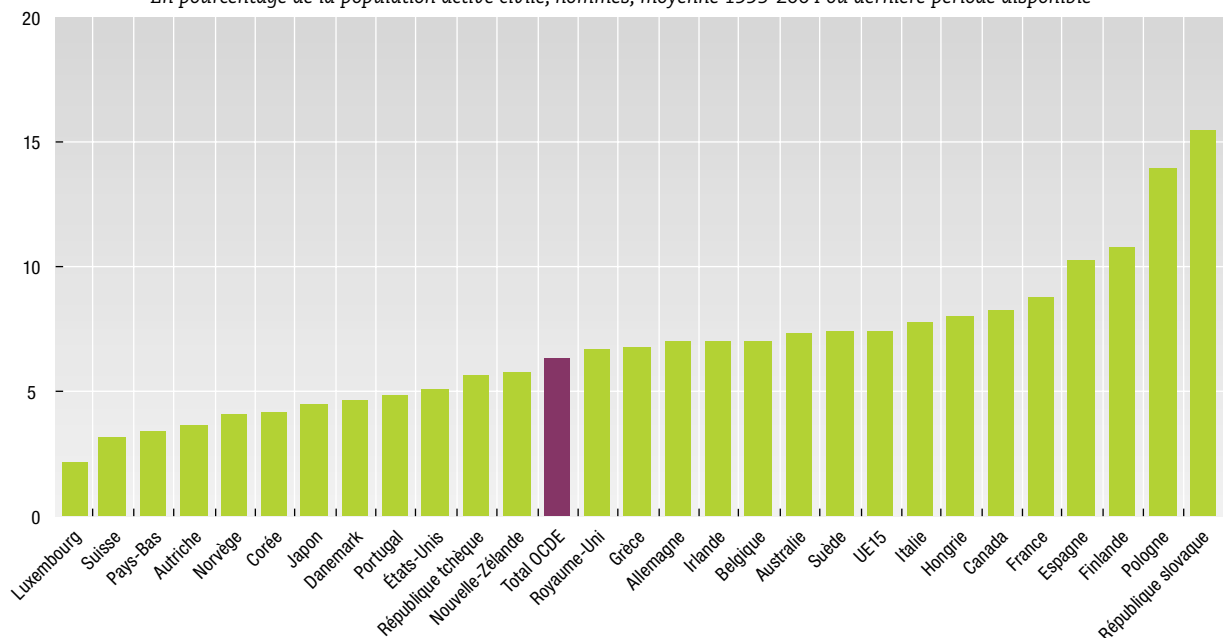
En pourcentage de la population active civile, hommes

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	..	5.1	5.3	5.9	5.8	6.6	7.3	7.1	6.4	6.0	6.3	7.1	8.2	8.7
Australie	9.6	11.2	11.4	9.9	8.7	8.5	8.6	8.1	7.2	6.5	7.1	6.6	5.9	5.5
Autriche	..	..	3.1	3.0	3.1	3.6	3.6	3.8	3.3	3.1	3.1	4.0	4.0	4.4
Belgique	4.2	5.1	6.7	7.7	7.6	7.4	7.3	7.7	7.1	5.6	5.9	6.7	7.6	7.5
Canada	10.8	12.0	11.9	10.9	9.8	9.9	9.3	8.5	7.8	6.9	7.5	8.1	7.9	7.5
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.0	4.5	3.7	3.8	3.9
Danemark	7.2	8.0	9.3	7.1	5.6	5.3	4.4	3.9	4.6	3.9	4.1	4.3	4.8	5.1
Espagne	9.9	11.7	15.5	16.2	14.9	14.4	13.2	11.3	9.1	8.0	7.7	8.2	8.4	8.1
États-Unis	7.2	7.9	7.2	6.2	5.6	5.4	4.9	4.4	4.1	3.9	4.8	5.9	6.3	5.6
Finlande	8.0	13.6	18.1	18.1	15.7	14.3	12.3	10.9	9.8	9.1	8.6	9.1	9.2	8.7
France	7.0	8.0	9.6	10.1	9.4	10.0	10.1	9.5	9.0	7.6	7.0	7.9	8.6	8.7
Grèce	4.4	5.0	5.7	6.0	6.2	6.1	6.4	7.1	7.9	7.5	7.3	6.8	6.2	6.6
Hongrie	..	11.0	13.5	12.3	11.8	10.2	9.7	9.0	7.5	7.0	6.3	6.2	6.1	6.1
Irlande	14.2	15.1	15.4	14.2	12.2	11.5	9.9	7.7	5.7	4.3	4.1	4.7	5.0	4.9
Italie	6.0	6.3	7.5	8.3	8.6	8.7	8.7	8.8	8.4	7.8	7.1	6.7	6.5	6.4
Japon	2.0	2.1	2.4	2.8	3.1	3.3	3.4	4.2	4.8	4.9	5.2	5.5	5.5	4.9
Luxembourg	1.3	1.7	2.2	2.6	2.0	2.2	2.0	1.9	1.8	1.8	1.7	2.1	3.0	3.3
Norvège	5.8	6.6	6.6	6.0	5.2	4.7	3.9	3.1	3.4	3.6	3.7	4.1	4.9	4.8
Nouvelle-Zélande	10.9	11.0	10.1	8.5	6.2	6.1	6.6	7.5	7.0	6.1	5.3	5.0	4.3	3.5
Pays-Bas	3.9	4.1	5.4	6.0	5.5	4.8	3.7	3.0	2.3	2.2	1.8	2.5	3.5	4.3
Pologne	..	..	12.7	13.1	12.1	11.0	9.1	8.5	11.8	14.4	16.9	19.1	19.0	18.2
Portugal	2.8	3.6	4.8	6.1	6.5	6.5	6.1	4.1	4.0	3.2	3.2	4.1	5.4	5.9
République slovaque	..	..	..	13.3	12.6	10.2	11.1	12.2	16.3	18.9	19.8	18.6	17.4	17.4
République tchèque	..	..	3.5	3.7	3.5	3.4	4.0	5.0	7.2	7.3	6.7	5.9	6.2	7.1
Royaume-Uni	9.6	11.5	12.1	11.0	9.9	9.2	7.6	6.8	6.5	5.8	5.5	5.6	5.5	5.0
Suède	3.4	6.6	10.7	10.8	9.7	10.1	10.2	8.4	6.6	5.9	5.2	5.3	6.0	6.5
Suisse	1.4	2.4	3.3	3.4	3.0	3.6	4.3	3.2	2.6	2.2	2.0	3.0	3.9	4.0
UE15	6.7	7.4	8.9	9.2	8.7	8.8	8.4	7.8	7.2	6.4	6.2	6.6	7.0	7.2
Total OCDE	..	..	..	7.1	6.7	6.6	6.3	6.2	6.1	5.7	6.0	6.6	6.8	6.6

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/280626714878>

**Taux de chômage standardisés : hommes**

En pourcentage de la population active civile, hommes, moyenne 1995-2004 ou dernière période disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/783837408344>



### Taux de chômage standardisés : femmes

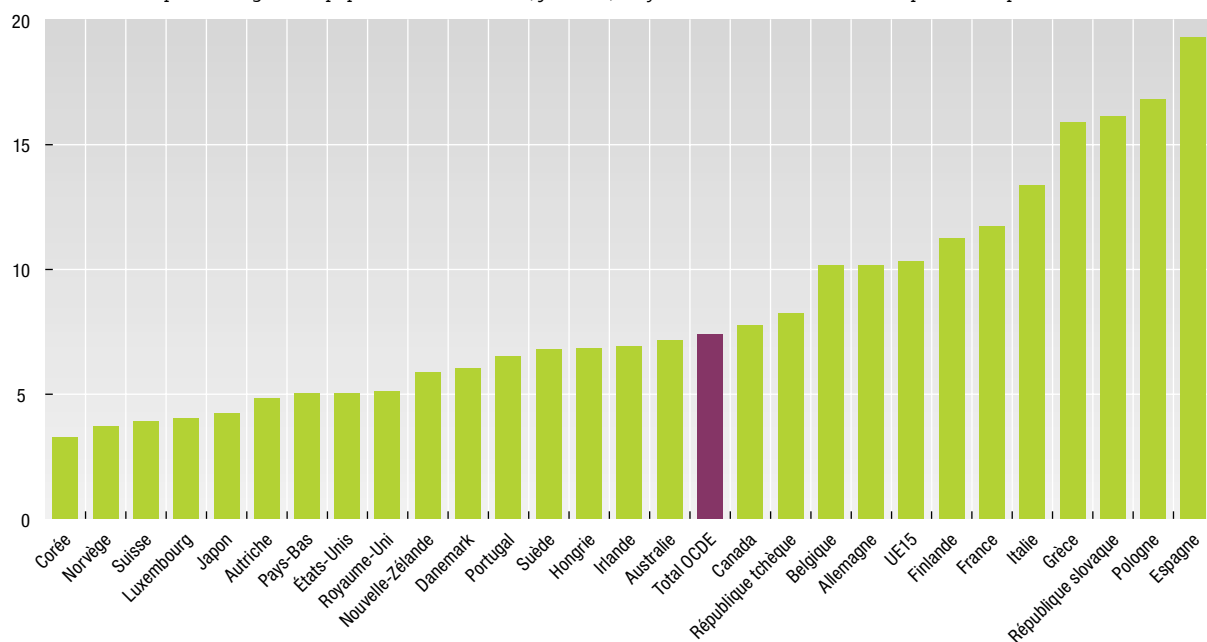
En pourcentage de la population active civile, femmes

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	..	8.2	10.9	11.4	10.9	11.0	11.6	11.1	9.9	8.7	8.9	9.4	10.1	10.5
Australie	8.7	9.5	9.8	9.0	7.9	7.9	8.1	7.5	6.8	6.2	6.6	6.2	6.2	5.7
Autriche	..	..	5.1	5.0	5.0	5.3	5.4	5.4	4.7	4.3	4.2	4.4	4.7	5.3
Belgique	9.8	10.0	11.5	12.7	12.7	12.5	11.9	11.6	10.3	8.5	7.5	8.6	8.9	9.5
Canada	9.7	10.2	10.7	9.8	9.1	9.3	8.9	8.0	7.3	6.7	6.9	7.1	7.2	6.9
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.6	3.3	2.7	3.3	3.4
Danemark	8.6	9.2	9.9	8.5	8.1	7.5	6.2	6.0	5.8	4.8	5.0	5.0	6.1	6.0
Espagne	19.5	21.0	24.1	26.1	25.3	24.4	23.4	21.9	18.8	16.8	15.6	16.4	16.0	15.0
États-Unis	6.4	7.0	6.6	6.0	5.6	5.4	5.0	4.6	4.3	4.1	4.7	5.6	5.7	5.4
Finlande	5.1	9.6	14.4	14.8	15.1	14.9	13.0	12.0	10.7	10.6	9.7	9.1	8.9	8.9
France	11.4	12.2	13.0	13.6	13.1	13.5	13.3	12.9	12.2	10.9	10.0	10.0	10.5	10.5
Grèce	11.9	12.9	13.6	13.7	14.1	15.2	15.2	16.7	18.1	17.2	16.2	15.6	15.0	16.2
Hongrie	..	8.7	10.4	9.4	8.7	8.8	8.1	7.8	6.3	5.6	5.0	5.4	5.6	6.1
Irlande	15.8	16.0	16.0	14.6	12.5	11.8	9.9	7.3	5.6	4.2	3.8	4.1	4.3	4.1
Italie	12.9	13.0	14.5	14.6	15.4	15.2	15.3	15.4	14.8	13.6	12.2	11.5	11.3	10.5
Japon	2.2	2.2	2.6	3.0	3.2	3.4	3.4	4.0	4.5	4.5	4.7	5.1	4.9	4.4
Luxembourg	2.3	2.8	3.3	4.1	4.3	4.2	3.9	4.0	3.3	3.1	2.7	3.8	4.7	6.8
Norvège	5.0	5.1	5.2	4.8	4.6	4.8	4.2	3.3	3.0	3.2	3.5	3.6	4.0	4.0
Nouvelle-Zélande	9.6	9.5	8.8	7.6	6.3	6.1	6.6	7.4	6.5	5.8	5.3	5.3	5.0	4.4
Pays-Bas	7.9	7.2	7.5	7.9	8.1	7.7	6.6	5.0	4.4	3.6	2.8	3.1	3.9	4.8
Pologne	..	..	15.6	16.0	14.7	13.9	13.0	12.2	15.3	18.1	19.8	20.9	20.4	19.9
Portugal	5.9	5.1	6.7	7.9	8.2	8.2	7.6	6.3	5.2	4.9	5.0	6.0	7.2	7.6
République slovaque	..	..	..	14.1	13.8	12.7	12.8	13.1	16.4	18.6	18.7	18.7	17.7	19.2
République tchèque	..	..	5.4	5.2	4.8	4.7	5.9	8.1	10.3	10.3	9.7	9.0	9.9	9.9
Royaume-Uni	7.3	7.5	7.8	7.2	6.8	6.3	5.8	5.3	5.1	4.8	4.4	4.5	4.3	4.2
Suède	2.8	4.4	7.3	7.8	7.8	9.0	9.5	8.0	6.8	5.3	4.5	4.6	5.2	6.1
Suisse	2.6	3.7	4.7	4.5	4.1	4.2	4.1	4.0	3.5	3.2	3.4	3.4	4.5	4.9
UE15	9.7	10.2	11.8	12.2	12.0	12.0	11.8	11.3	10.4	9.3	8.7	9.0	9.3	9.3
Total OCDE	..	..	..	8.2	7.9	7.8	7.6	7.5	7.3	6.8	6.9	7.3	7.4	7.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/666517327121>

### Taux de chômage standardisés : femmes

En pourcentage de la population active civile, femmes, moyenne 1995-2004 ou dernière période disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/008414278077>

## CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Le chômage de longue durée représente ici l'ensemble des personnes qui sont au chômage depuis 12 mois et plus en pourcentage du nombre total de chômeurs. Le chômage de longue durée est, de toute évidence, un problème particulièrement préoccupant pour les pouvoirs publics. Sans même parler du stress que cette situation implique pour les chômeurs et leurs familles, des taux élevés de chômage de longue durée témoignent d'un mauvais fonctionnement du marché du travail et, dans les pays où les indemnités de chômage sont généreuses, ils font peser une très lourde charge sur les finances publiques.

### Définition

Selon la définition convenue, le chômage de longue durée recense les personnes qui sont au chômage soit depuis 6 mois ou plus, soit, comme c'est le cas ici, depuis 12 mois ou plus.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la définition du chômage reprend les lignes directrices du BIT. Le chômage est généralement mesuré à l'aide d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Les chômeurs sont les personnes qui déclarent ne pas avoir travaillé contre rémunération, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine précédant l'enquête, qui sont disponibles pour travailler et qui ont activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes. Les lignes directrices du BIT précisent ce qu'il faut entendre par recherche active d'emploi.

### Tendances à long terme

En 2004, les taux de chômage de longue durée oscillaient entre 10 % ou moins au Canada, en Corée, au Mexique et en Norvège et 50 % ou plus en République tchèque, en Allemagne, en Grèce et en République slovaque. Le chômage de longue durée est généralement plus modéré dans les pays qui ont enregistré des taux de croissance économique relativement élevés ces dernières années. Cette situation s'expliquerait apparemment par un lien de causalité réciproque : il est en effet plus facile de trouver du travail dans une économie en pleine expansion et cette expansion peut elle-même être plus rapide en rendant le chômage moins attrayant.

Sur la période indiquée dans le tableau, le chômage de longue durée est resté relativement stable dans l'ensemble de la zone OCDE, mais il a fortement progressé dans plusieurs pays tandis qu'il accusait un recul non moins important dans d'autres. Ainsi, les taux de chômage de longue durée ont plus que doublé en République tchèque, en Hongrie, en Finlande et aux États-Unis (où ils étaient certes faibles), et ils ont aussi beaucoup augmenté en Islande (où leur niveau était certes très bas), au Japon et en Suisse. En revanche, ils ont fortement reculé en Belgique, en Irlande, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Espagne. À noter que depuis 1990, la proportion de chômeurs de longue durée a diminué de moitié en Corée, en Norvège, au Luxembourg, en Irlande et en Nouvelle-Zélande.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices du BIT pour mesurer le chômage, mais les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement en Islande, au Mexique et en Turquie. En outre, il est probable que les niveaux de chômage sont influencés par les changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête, mais il y a de fortes chances pour que les taux de chômage soient relativement cohérents dans le temps.

Lorsque l'on compare les taux de chômage de longue durée, il importe de garder à l'esprit les différences institutionnelles entre les pays. Ces taux sont généralement plus élevés dans les pays où le chômage est indemnisé de façon relativement généreuse et sur de longues périodes. Dans les pays où les indemnités de chômage sont assez faibles et ne durent pas longtemps, les chômeurs sont sans doute plus vite amenés à revoir à la baisse leurs prétentions salariales ou à accepter des emplois qui, pour une raison ou une autre, leur paraissent moins intéressants que ceux qu'ils occupaient précédemment.

### Source

- OCDE (2005), *Statistiques de la population active*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2002), « Le chômage de longue durée : tenants et aboutissants », *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, chapitre 4, OCDE, Paris, pp. 203-264.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Statistiques trimestrielles de la population active*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'emploi*.

#### Sites Web

- Base de données OCDE des statistiques de la population active, [www.oecd.org/statistics/labour](http://www.oecd.org/statistics/labour).
- Perspectives de l'emploi de l'OCDE, [www.oecd.org/els/employmentoutlook](http://www.oecd.org/els/employmentoutlook).



## Chômage de longue durée

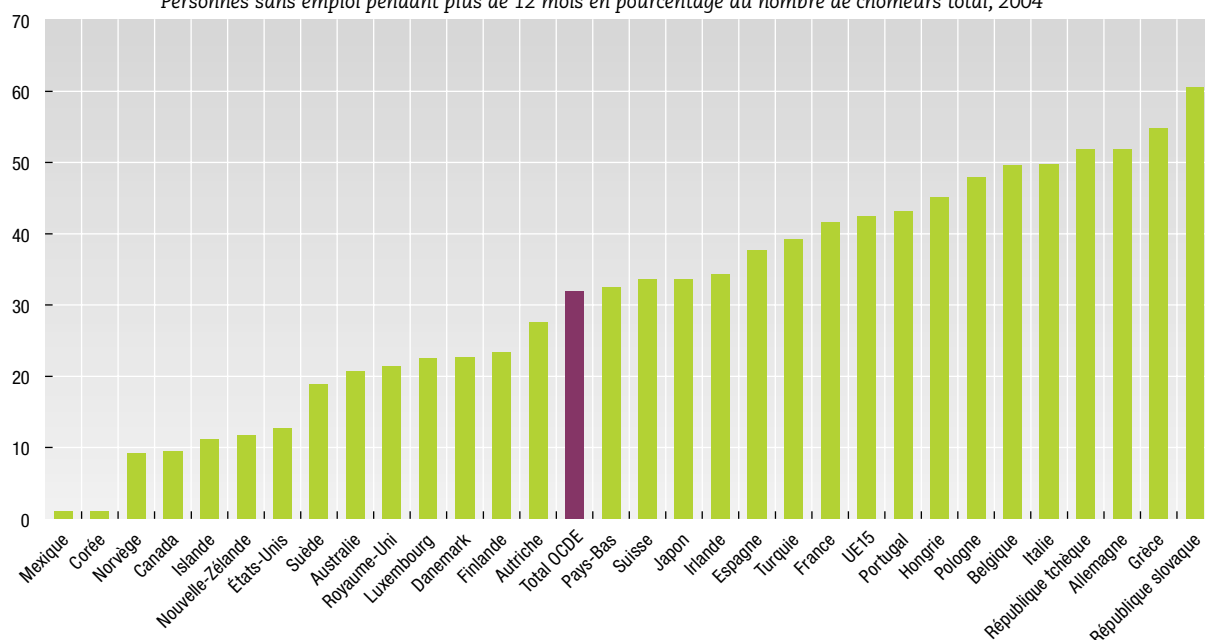
Personnes sans emploi pendant plus de 12 mois en pourcentage du nombre de chômeurs total

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	46.8	31.6	33.5	40.3	44.3	48.7	47.8	50.1	52.6	51.7	51.5	50.4	47.9	50.0	51.8
Australie	21.6	24.9	34.5	36.5	36.3	30.8	28.4	30.7	34.5	30.2	29.1	21.2	22.1	22.5	20.7
Autriche	..	..	..	..	18.4	29.1	24.9	27.5	30.3	29.2	25.8	23.3	19.2	24.5	27.6
Belgique	68.5	62.9	59.1	53.0	58.3	62.4	61.3	60.5	61.7	60.5	56.3	51.7	49.6	46.3	49.6
Canada	7.3	9.0	13.5	16.5	17.9	16.8	16.8	16.2	13.9	11.7	11.3	9.5	9.6	10.0	9.5
Corée	2.6	4.2	3.8	2.6	5.4	4.4	3.8	2.6	1.5	3.8	2.3	2.3	2.5	0.6	1.1
Danemark	29.9	31.9	27.0	25.2	32.1	27.9	26.5	27.2	26.9	20.5	20.0	22.2	19.7	19.9	22.6
Espagne	54.0	51.0	47.4	50.1	56.2	57.1	55.9	55.7	54.3	51.2	47.6	44.0	40.2	39.8	37.7
États-Unis	5.5	6.3	11.1	11.5	12.2	9.7	9.5	8.7	8.0	6.8	6.0	6.1	8.5	11.8	12.7
Finlande	..	9.2	..	30.6	..	37.6	34.5	29.8	27.5	29.6	29.0	26.2	24.4	24.7	23.4
France	38.1	37.3	36.2	34.2	38.5	42.5	39.6	41.4	44.2	40.4	42.6	37.6	33.8	42.9	41.6
Grèce	49.8	47.7	49.6	50.9	50.5	51.4	56.7	55.7	54.9	55.3	56.4	52.8	52.7	56.3	54.7
Hongrie	..	..	20.4	33.5	41.3	50.6	54.4	51.3	49.8	49.5	49.0	46.6	44.8	42.2	45.1
Irlande	66.0	61.5	58.8	59.1	64.3	61.6	59.5	57.0	..	55.3	..	33.1	29.4	35.5	34.3
Islande	..	6.7	6.8	12.2	15.1	16.8	19.8	16.3	16.1	11.7	11.8	12.5	11.1	8.1	11.2
Italie	69.8	68.1	58.2	57.7	61.5	63.6	65.6	66.3	59.6	61.4	61.3	63.4	59.2	58.2	49.7
Japon	19.1	17.9	15.9	15.6	17.5	18.1	19.3	21.8	20.3	22.4	25.5	26.6	30.8	33.5	33.7
Luxembourg	47.4	31.3	14.3	31.6	29.6	23.2	27.6	34.6	31.3	32.3	22.4	28.4	27.4	24.9	22.6
Mexique	..	..	..	..	..	1.3	2.2	1.4	0.8	1.7	1.1	1.1	0.9	1.0	1.1
Norvège	20.4	20.2	23.5	27.2	28.8	24.2	14.2	12.4	8.3	7.1	5.3	5.5	6.4	6.4	9.2
Nouvelle-Zélande	21.8	23.8	31.7	33.3	32.7	25.7	20.8	19.3	19.3	20.9	19.3	16.7	14.5	13.5	11.7
Pays-Bas	49.3	46.1	43.9	52.4	49.4	46.8	50.0	49.1	47.9	43.5	..	..	26.7	29.2	32.5
Pologne	..	..	34.7	39.1	40.4	40.0	39.0	38.0	37.4	34.8	37.9	43.1	48.4	49.7	47.9
Portugal	44.9	38.7	30.9	43.5	43.4	50.9	53.1	55.6	44.7	41.2	42.9	38.1	35.5	32.8	43.2
République slovaque	..	..	..	..	42.6	54.1	52.6	51.6	51.3	47.7	54.6	53.7	59.8	61.1	60.6
République tchèque	..	..	..	18.5	22.3	31.2	31.3	30.5	31.2	37.1	48.8	52.7	50.7	49.9	51.8
Royaume-Uni	34.4	28.8	35.4	42.5	45.4	43.6	39.8	38.6	32.7	29.6	28.0	27.8	23.1	23.0	21.4
Suède	12.1	11.2	13.5	15.8	25.7	27.8	30.1	33.4	33.5	30.1	26.4	22.3	21.0	17.8	18.9
Suisse	..	17.0	20.0	20.3	29.0	33.6	25.6	28.2	34.8	39.6	29.0	29.9	21.8	26.3	33.5
Turquie	47.0	40.9	44.2	46.8	45.9	36.4	44.3	41.6	40.3	28.2	21.1	21.3	29.4	24.4	39.2
UE15	49.5	43.5	41.7	44.1	48.4	50.3	49.4	50.2	49.2	47.5	46.9	45.3	41.4	43.4	42.4
Total OCDE	31.2	27.6	28.8	31.9	35.5	34.2	34.4	35.1	33.3	31.8	31.6	29.7	29.6	31.0	32.0

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/682152614010>

## Chômage de longue durée

Personnes sans emploi pendant plus de 12 mois en pourcentage du nombre de chômeurs total, 2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/123836433154>

## VARIATIONS RÉGIONALES DU CHÔMAGE

Les taux de chômage varient sensiblement d'un pays de l'OCDE à l'autre mais les différences, importantes au niveau international, masquent des différences plus marquées encore entre régions. En 2003, les écarts entre régions en termes de taux de chômage étaient de plus de 10 points de pourcentage dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE.

### Définition

Sont considérées comme étant au chômage les personnes qui indiquent qu'elles sont sans travail, qu'elles sont disponibles pour travailler et qu'elles ont entrepris des démarches actives pour trouver un emploi au cours des quatre dernières semaines. Les Lignes directrices du BIT spécifient quelles sont les démarches qui comptent comme démarches actives pour trouver un emploi : il s'agit, par exemple, de répondre à une offre d'emploi, de se rendre dans une entreprise, sur un site de construction ou sur un autre lieu de travail, de mettre une annonce dans la presse ou de s'inscrire auprès d'un bureau de l'emploi.

Le taux de chômage est défini comme le nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active civile, celle-ci étant composée des chômeurs et de la population civile occupée. Cette dernière est définie comme la population qui a travaillé une heure ou plus au cours de la dernière semaine.

### En bref

En 2003, l'Italie était le pays où le taux de chômage enregistrait les plus fortes disparités, le coefficient de Gini ressortant à 0.43. Les disparités régionales telles qu'enregistrées par le coefficient de Gini étaient marquées, aussi, au Canada, en Islande et en Allemagne. Dans la plupart des autres pays, elles étaient proches de la moyenne pour la zone de l'OCDE (0.18). Les Pays-Bas étaient le pays où les disparités étaient les plus faibles en termes de taux de chômage.

Le pourcentage de la population active qui se trouve dans des régions où le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale indique quelle est la part de la population active, au niveau national, qui est affectée par les disparités régionales en termes de taux de chômage. En 2003, 46 % de la population active de la zone de l'OCDE se trouvaient dans des régions où le taux de chômage était supérieur au taux national.

Les différences, notables au niveau international, en termes de taux de chômage masquent des différences plus marquées encore entre les régions. Au Canada, en Italie et en Pologne, les différences au niveau des taux de chômage régionaux dépassaient 20 points de pourcentage. En Australie, en Belgique, en République tchèque, en Finlande, en Allemagne, en République slovaque, en Turquie, en Espagne et au Royaume-Uni, les différences étaient moindres mais toujours sensibles (supérieures à 10 points de pourcentage). Il n'y a qu'en Irlande, en Corée, au Mexique et aux Pays-Bas que les taux de chômage reflètent une configuration régionale plus égale.

Lorsque le chômage est élevé, certaines personnes peuvent se décourager et cesser de chercher du travail. Elles cessent alors d'être prises en compte dans le taux de chômage qui peut baisser, ou cesser d'augmenter, alors même qu'il n'y a pas d'amélioration sous-jacente du marché du travail.

Le coefficient de Gini donne une indication plus précise des disparités régionales. Il rend compte non seulement des régions où le PIB par habitant est le plus élevé et le plus faible, mais aussi des différences entre toutes les régions. Le coefficient de Gini peut prendre une valeur entre 0 et 1. Plus il prend une valeur élevée, plus les disparités régionales sont importantes. Les disparités régionales tendent à être sous-estimées lorsque les régions sont de vaste dimension. Cela peut être le cas pour l'Australie, le Canada, le Mexique et les États-Unis, où les données du PIB ne sont disponibles que pour les régions de niveau territorial 2 (voir Concentration géographique de la population)

### Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité des taux de chômage est affectée par les différences concernant le sens qui est donné au mot *région* (voir Population régionale) et par les différences dans la *géographie* des zones rurales et urbaines (voir PIB régional), à l'intérieur des pays et entre pays.

Pour le Mexique, la Turquie et l'Islande, les données proviennent de sources nationales et ne sont pas pleinement comparables.

### Source

- OCDE Base de données régionales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Perspectives territoriales de l'OCDE*, Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Geographic Concentration and Territorial Disparity in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Local Governance and the Drivers of Growth*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama des régions de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Spiezia, V. (2004), *Cahiers statistiques de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

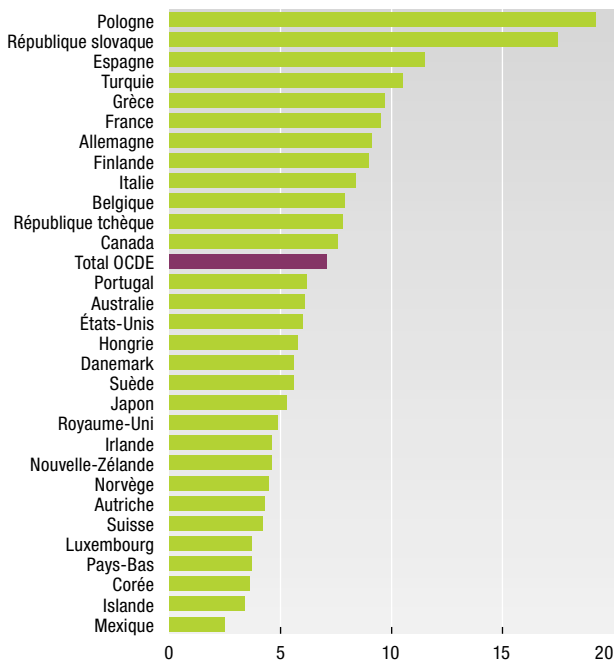
- OCDE Base de données régionales, [www.oecd.org/gov/territorialindicators](http://www.oecd.org/gov/territorialindicators).





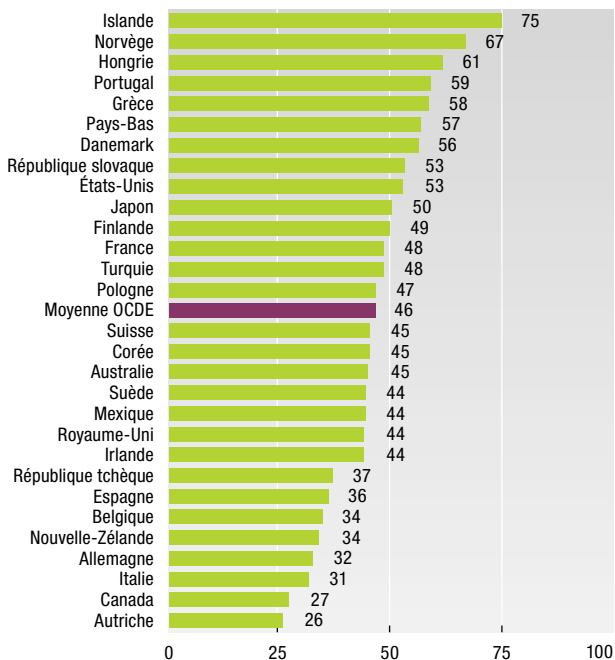
### Taux de chômage

En pourcentage de la population active civile, 2003



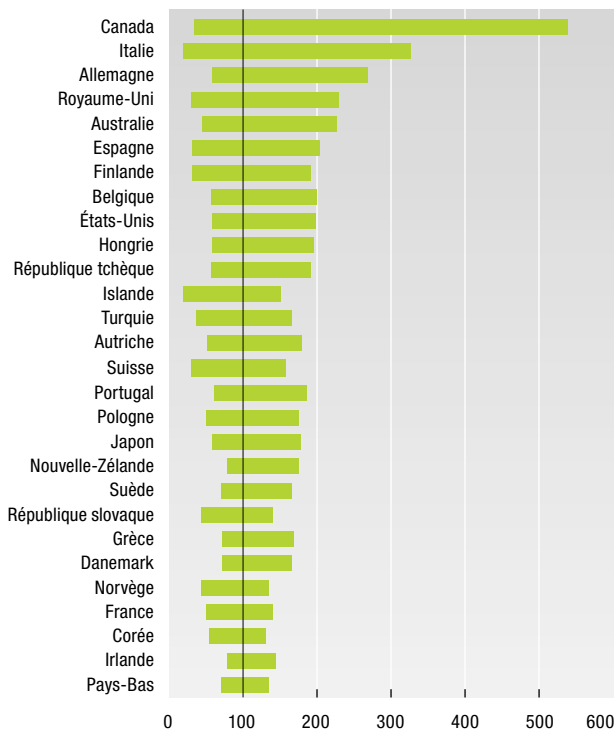
### Pourcentage de la population active vivant dans des régions avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale

2003



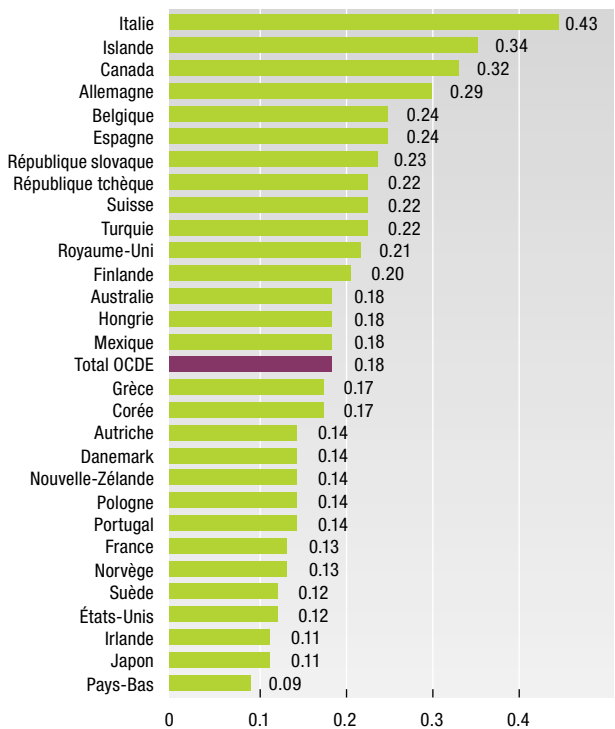
### Disparités régionales du taux de chômage

Taux régionaux minimum et maximum, en pourcentage du taux national, 2003



### Index de Gini des disparités régionales de taux de chômage

2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/670668027557>



## **SCIENCE ET TECHNOLOGIES**

### **RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (R-D)**

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

INVESTISSEMENT DANS LE SAVOIR

CHERCHEURS

BREVETS

### **TIC**

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

### **COMMUNICATIONS**

EXPORTATIONS DE BIENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATIONS

ACCÈS AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE

## DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche et développement (R-D) illustrent les efforts déployés par les pouvoirs publics et le secteur privé pour obtenir un avantage concurrentiel dans les domaines scientifiques et technologiques. En 2003, la R-D représentait 2.3 % du PIB de l'ensemble de la zone OCDE.

### Définition

La R-D englobe les travaux de création entrepris de façon systématique pour accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications. Le terme « R-D » recouvre trois activités : la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental. La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles. Cependant, elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique déterminé. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Le principal agrégat utilisé pour les comparaisons internationales est la dépense intérieure de R-D (DIRD), qui est la dépense totale, courante et en capital, afférente aux travaux de R-D exécutés par les entreprises, instituts de recherche, laboratoires universitaires et publics, etc. résidents. Elle ne comprend pas les dépenses de R-D consacrées à des travaux financés par des sociétés se situant à l'intérieur du pays mais menés dans d'autres pays.

### Tendances à long terme

Depuis 2000, la dépense de R-D rapportée au PIB (intensité de R-D) a augmenté au Japon et, dans une moindre mesure dans l'UE, et a diminué légèrement aux États-Unis.

En 2003, la Suède, la Finlande et le Japon étaient les trois seuls pays de l'OCDE dont le ratio R-D/PIB dépassait 3 %, soit largement plus que la moyenne de l'OCDE (2.3 %). Depuis le milieu des années 90, les dépenses de R-D (en termes réels) augmentent le plus rapidement en Islande, en Turquie et au Portugal avec des taux moyens de croissance annuelle supérieurs à 10 %.

Les dépenses de R-D pour la Chine augmentent même plus vite que le PIB, impliquant une croissance rapide de l'intensité de R-D, augmentant de 1 % en 2000 à 1.4 % en 2004.

### Comparabilité

Les données de R-D présentées ici ont été calculées selon les lignes directrices du *Manuel de Frascati version 2002*. Il convient cependant de noter que pendant la période considérée, plusieurs pays ont amélioré la couverture de leurs enquêtes sur les activités de R-D dans le secteur des services (États-Unis, Japon, Norvège et Pays-Bas) et dans l'enseignement supérieur (Espagne, États-Unis, Finlande, Grèce, Japon, et Pays-Bas). D'autres pays, notamment le Japon, l'Italie et la Suède, se sont employés à améliorer la comparabilité internationale de leurs données. Certaines des modifications indiquées dans le tableau prendront en compte ces améliorations méthodologiques ainsi que l'évolution sous-jacente des dépenses de R-D.

Pour la Corée, les sciences sociales et les humanités ne sont pas prises en compte dans les données sur la R-D. Pour les États-Unis, les dépenses en capital sont exclues.

Les données pour le Brésil et l'Inde ne suivent pas complètement les lignes directrices du *Manuel de Frascati*, et sont calculées par les sources nationales. Les données du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud sont sous-estimées, ainsi que celles de la Chine avant 2000.

### Source

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne, ANBERD : Dépenses de R-D dans l'industrie.

#### Sites Web

- OCDE Science, Technologie et Industrie, [www.OCDE.org/sti](http://www.OCDE.org/sti).



## Dépense intérieure brute de recherche et développement

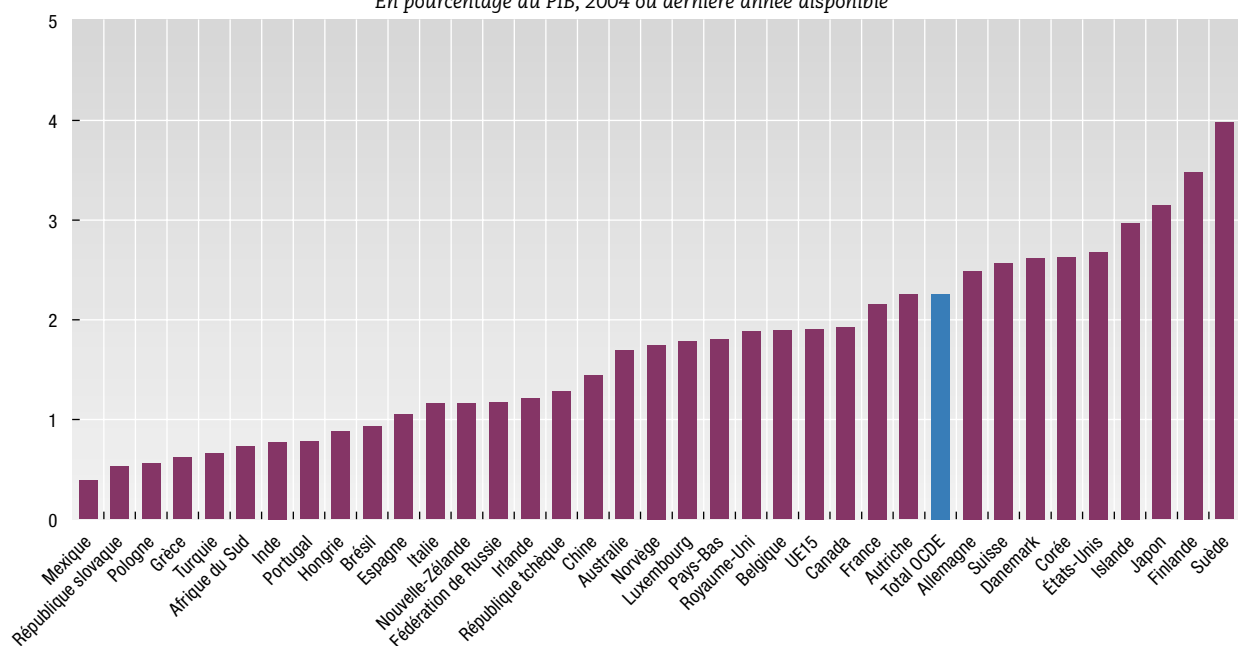
En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	2.47	2.35	2.28	2.18	2.19	2.19	2.24	2.27	2.40	2.45	2.46	2.49	2.52	2.49
Australie	..	1.52	..	1.59	..	1.67	..	1.51	..	1.56	..	1.69	..	..
Autriche	1.44	1.42	1.44	1.51	1.54	1.59	1.69	1.77	1.88	1.91	2.03	2.12	2.19	2.26
Belgique	1.62	..	1.70	1.69	1.72	1.80	1.87	1.90	1.96	2.00	2.11	1.96	1.89	..
Canada	1.60	1.64	1.70	1.76	1.72	1.68	1.68	1.79	1.82	1.93	2.08	1.97	1.95	1.93
Corée	1.84	1.94	2.12	2.32	2.37	2.42	2.48	2.34	2.25	2.39	2.59	2.53	2.63	..
Danemark	1.61	1.64	1.72	..	1.82	1.84	1.92	2.04	2.18	..	2.39	2.53	2.62	..
Espagne	0.81	0.85	0.85	0.79	0.79	0.80	0.79	0.87	0.86	0.91	0.92	0.99	1.05	..
États-Unis	2.71	2.64	2.52	2.42	2.51	2.55	2.58	2.62	2.66	2.74	2.76	2.65	2.68	2.68
Finlande	2.02	2.11	2.14	2.26	2.26	2.52	2.69	2.86	3.21	3.38	3.38	3.43	3.48	..
France	2.33	2.33	2.37	2.32	2.29	2.27	2.19	2.14	2.16	2.15	2.20	2.23	2.18	2.16
Grèce	0.36	..	0.47	..	0.49	..	0.51	..	0.67	..	0.65	..	0.62	..
Hongrie	1.06	1.04	0.97	0.88	0.73	0.65	0.72	0.68	0.69	0.80	0.95	1.02	0.95	0.88
Irlande	0.93	1.04	1.17	1.27	1.28	1.32	1.29	1.25	1.19	1.14	1.11	1.12	1.19	1.21
Islande	1.18	1.36	1.37	1.41	1.58	..	1.89	2.08	2.39	2.76	3.08	3.14	2.97	..
Italie	1.23	1.18	1.13	1.05	1.00	1.01	1.05	1.07	1.04	1.07	1.11	1.16	..	..
Japon	2.76	2.71	2.63	2.58	2.69	2.78	2.84	2.95	2.96	2.99	3.07	3.12	3.15	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.71	..	..	1.78	..
Mexique	..	..	0.22	0.29	0.31	0.31	0.34	0.38	0.43	0.37	0.39	..	..	..
Norvège	1.64	..	1.72	..	1.70	..	1.64	..	1.65	..	1.60	1.67	1.75	..
Nouvelle-Zélande	0.98	1.00	1.01	..	0.96	..	1.10	..	1.01	..	1.15	..	1.16	..
Pays-Bas	1.97	1.90	1.93	1.97	1.99	2.01	2.04	1.94	2.02	1.90	1.88	1.80	1.84	..
Pologne	0.76	0.78	0.78	0.71	0.65	0.67	0.67	0.68	0.70	0.66	0.64	0.58	0.56	..
Portugal	0.57	0.61	0.61	0.59	0.57	0.60	0.62	0.69	0.75	0.80	0.85	0.80	0.78	..
République slovaque	2.13	1.78	1.38	0.90	0.93	0.92	1.09	0.79	0.66	0.65	0.64	0.58	0.58	0.53
République tchèque	1.90	1.62	1.14	1.03	0.95	0.98	1.09	1.17	1.16	1.23	1.22	1.22	1.26	1.28
Royaume-Uni	2.07	2.03	2.06	2.01	1.95	1.88	1.81	1.80	1.87	1.86	1.87	1.89	1.88	..
Suède	2.72	..	3.17	..	3.35	..	3.54	..	3.65	..	4.29	..	3.98	..
Suisse	..	2.59	..	..	..	2.67	..	..	..	2.57	..	..	..	..
Turquie	0.53	0.49	0.44	0.36	0.38	0.45	0.49	0.50	0.63	0.64	0.72	0.66	..	..
UE15	1.87	1.85	1.84	1.80	1.78	1.78	1.78	1.79	1.84	1.87	1.90	1.91	1.91	..
Total OCDE	2.20	2.16	2.11	2.06	2.08	2.10	2.13	2.15	2.19	2.23	2.28	2.24	2.26	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.99	1.02	0.98	0.95	0.93
Afrique du Sud	0.84	..	0.61	..	..	..	0.60	..	..	..	0.73	..	..	..
Chine	0.74	0.74	0.72	0.65	0.60	0.60	0.68	0.70	0.83	1.00	1.07	1.22	1.31	1.44
Fédération de Russie	1.43	0.74	0.77	0.84	0.85	0.97	1.04	0.95	1.00	1.05	1.18	1.25	1.29	1.17
Inde	..	..	..	..	..	..	..	0.61	0.67	0.72	0.78	..	..	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/134251471611>

## Dépense intérieure brute de recherche et développement

En pourcentage du PIB, 2004 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/635476888604>

## INVESTISSEMENT DANS LE SAVOIR

L'« investissement dans le savoir » est un indicateur synthétique conçu pour comparer les dépenses que les pays membres consacrent à leur « base de connaissances » en vue d'en tirer des avantages ultérieurs.

### Définition

L'investissement dans le savoir est la somme des dépenses consacrées à la R-D, à l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur (secteurs public et privé) et aux logiciels. En additionnant simplement les trois éléments, on s'exposerait à surestimer l'investissement dans le savoir en raison des chevauchements qui existent entre eux (R-D et logiciels, R-D et éducation, logiciels et éducation). C'est pourquoi les données indiquées ici ont été ajustées afin d'exclure ces chevauchements.

Il est à noter que le terme « investissement » utilisé ici a une signification plus large que celle qu'il a habituellement en statistiques économiques. Il comprend aussi bien les dépenses courantes, telles que l'éducation et la R-D, que les dépenses en capital, telles que l'achat de logiciels et la construction de bâtiments scolaires.

### Comparabilité

L'OCDE est la source des données relatives à la R-D, à l'éducation et aux logiciels. Les années précédentes, l'élément logiciels était estimé à partir de données de source privée. Mais l'OCDE a récemment mis au point une base de données sur les services tirés du capital qui comprend des données relatives aux investissements en logiciels. Ce sont ces données que nous utilisons ici, et les chiffres sont différents de ceux des années précédentes.

### Tendances à long terme

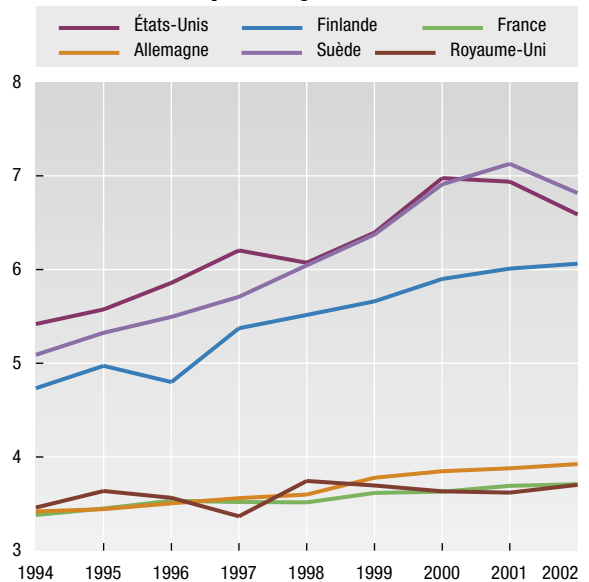
Les États-Unis et le Japon progressent plus vite que les pays de l'UE vers une économie fondée sur le savoir : depuis 1994, leur ratio investissement dans le savoir/PIB est plus élevé. Pour tous les pays sauf l'Irlande, ce ratio était plus élevé en 2002 qu'en 1994.

Dans la plupart des pays, la hausse des dépenses de logiciels est la principale source d'augmentation des investissements dans le savoir. Les exceptions à noter sont la Finlande (où c'est la R-D qui tient ce rang) et la Grèce (où les principales sources de progression sont l'enseignement supérieur et les logiciels).

En 2002, les investissements dans le savoir se sont élevés à 5,2 % du PIB dans la zone OCDE, proportion qui a peu à peu progressé. En 2002, les États-Unis ont investi 6,6 % de leur PIB dans le savoir, le Japon 5,0 % et l'Union européenne 3,8 %. À l'instar des États-Unis, la Suède et la Finlande ont investi plus de 6 % de leur PIB dans le savoir en 2002, alors que le Portugal et la Grèce ne franchissaient pas la barre des 2 %.

### Investissements dans la connaissance pour une sélection de pays

En pourcentage du PIB



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/767543815465>

### Source

- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/6, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Kahn, M. (2001), « Investment in Knowledge », *STI Review* n° 27, OCDE, Paris.
- Kahn, M. (2005), *Estimating the level of Investment in Knowledge across OECD countries, Intellectual Capital for Community – Nations, Regions, and Cities*, Elsevier Butterworth-Heinemann, Amsterdam ; Boston.

#### Sites Web

- OCDE Mesurer la science et la technologie, [www.oecd.org/sti/measuring-scitech](http://www.oecd.org/sti/measuring-scitech).
- Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie, [www.sourceoecd.org/scoreboard](http://www.sourceoecd.org/scoreboard).

## Investissements dans la connaissance

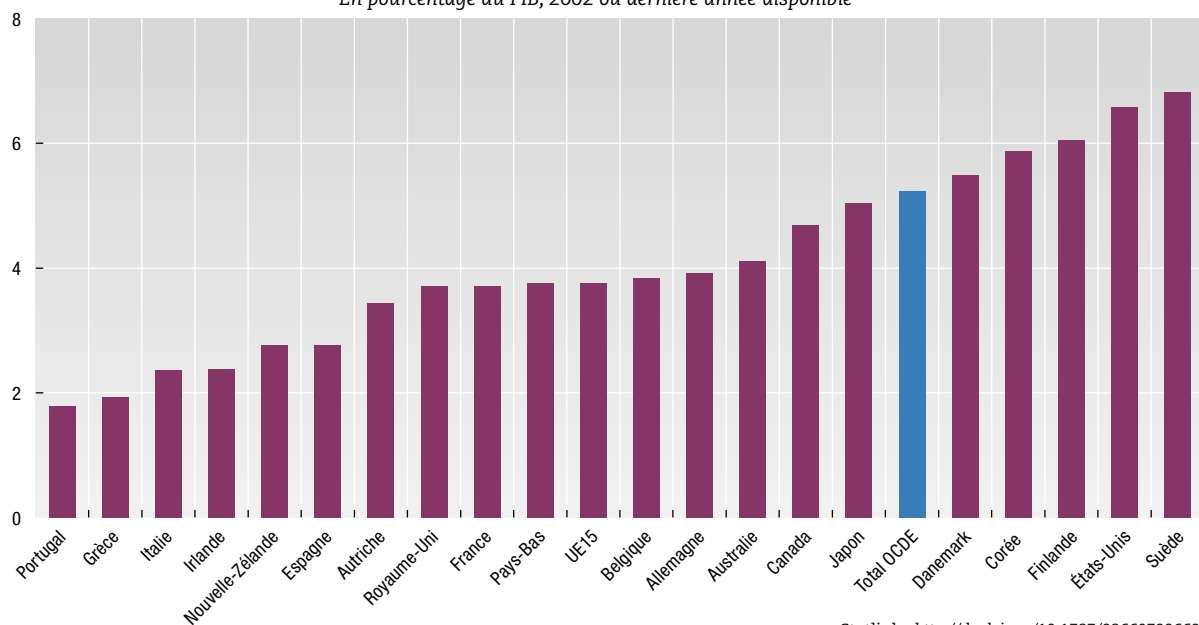
En pourcentage du PIB

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	3.4	3.4	3.5	3.6	3.6	3.8	3.8	3.9	3.9
Australie	3.9	3.8	4.0	3.9	4.0	4.1	4.3	4.1	4.1
Autriche	2.3	2.3	2.3	3.0	3.2	3.3	3.2	3.4	3.4
Belgique	..	..	..	..	..	3.6	3.7	3.9	3.8
Canada	4.5	4.4	4.2	4.0	4.1	4.7	4.7	5.0	4.7
Corée	..	4.9	5.2	5.4	5.5	5.3	5.8	6.1	5.9
Danemark	3.7	3.9	3.9	4.0	4.7	4.9	5.0	5.3	5.5
Espagne	2.1	2.1	2.3	2.3	2.4	2.5	2.7	2.7	2.8
États-Unis	5.4	5.6	5.9	6.2	6.1	6.4	7.0	6.9	6.6
Finlande	4.7	5.0	4.8	5.4	5.5	5.7	5.9	6.0	6.1
France	3.4	3.5	3.5	3.5	3.5	3.6	3.6	3.7	3.7
Grèce	1.1	1.1	1.2	1.7	1.8	1.7	1.6	1.9	..
Irlande	2.6	2.5	2.7	2.5	2.5	2.5	2.6	2.5	2.4
Italie	2.0	2.0	2.1	2.1	2.1	2.2	2.3	2.4	..
Japon	3.9	3.9	4.1	4.2	4.5	4.7	4.7	4.9	5.0
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	2.8
Pays-Bas	3.4	3.3	3.6	3.6	3.7	4.0	3.9	4.0	3.8
Portugal	1.3	1.4	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.9	1.8
Royaume-Uni	3.5	3.6	3.6	3.4	3.7	3.7	3.6	3.6	3.7
Suède	5.1	5.3	5.5	5.7	6.0	6.4	6.9	7.1	6.8

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/345131034817>

## Investissements dans la connaissance

En pourcentage du PIB, 2002 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/386607236623>

## CHERCHEURS

Les chercheurs constituent l'élément central du système de recherche-développement. En 2002, on dénombrait environ 3.6 millions de personnes engagées dans des activités de R-D dans la zone OCDE, dont environ les deux tiers dans le secteur des entreprises.

### Définition

Les chercheurs sont des spécialistes engagés dans la conception et la création de nouveaux savoirs, produits, processus, méthodes et systèmes, mais aussi impliqués directement dans la gestion de projets. Ils exercent leur activité dans le domaine civil ou militaire, le secteur public, les universités, les instituts de recherche, ainsi que dans le secteur des entreprises.

### Comparabilité

Le nombre de chercheurs est exprimé en personnel équivalent plein-temps (EPT) pour la R-D (une personne ne travaillant qu'à mi-temps à des activités de R-D comptera pour 0.5 année-personne) et comprend le personnel engagé dans des activités de R-D au cours d'une année. Les données ont été calculées selon la méthodologie du *Manuel de Frascati*, mais la comparabilité est dans une certaine mesure influencée par les améliorations apportées au champ des enquêtes nationales de R-D et les efforts déployés par les pays pour améliorer la comparabilité internationale de leurs données.

### Tendances à long terme

En 2002, on dénombrait dans la zone OCDE environ 8.3 chercheurs pour 1 000 actifs, contre 5.7 en 1991. Le nombre de chercheurs a augmenté régulièrement au cours des deux dernières décennies. Parmi les grandes régions de l'OCDE, c'est le Japon qui compte le plus grand nombre de chercheurs dans la population active, devant les États-Unis et l'Union européenne.

La Finlande, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suède affichent les plus gros effectifs de chercheurs pour 1 000 actifs. Ce taux est également élevé aux États-Unis, au Danemark, en France et en Australie. Il est faible en République tchèque, en Hongrie et au Portugal.

Parmi les grands pays non membres de l'OCDE, la progression du nombre de chercheurs a été constante en Chine, même si son taux – 1.2 en 2004 – restait très inférieur à la moyenne de l'OCDE. Celui de la Fédération de Russie recule depuis 1994, mais était encore supérieur à 7 chercheurs pour 1 000 actifs en 2004.

Pour les États-Unis, le nombre total de chercheurs pour 2000-2002 est une estimation faite par l'OCDE, et les données postérieures à 1985 excluent le personnel militaire.

Les données concernant le Brésil et l'Inde ne respectent pas totalement les lignes directrices du *Manuel de Frascati*, et ont été calculées à partir de sources nationales. Les données relatives à l'Afrique du Sud, au Brésil et à l'Inde sont sous-estimées ; il en va de même pour celles de la Chine jusqu'à l'année 1999 incluse.

### Source

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques de l'OCDE de la science, de la technologie et de la R-D sur CD-ROM*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *Manuel de Frascati 2002 : Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, OCDE, Paris.

### Sites Web

- OCDE Mesurer la science et la technologie, [www.oecd.org/sti/measuring-scitech](http://www.oecd.org/sti/measuring-scitech).
- OCDE Science, Technologie et Industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).
- Tableau de bord de l'OCDE de la science, de la technologie et de l'industrie, [www.sourceoecd.org/scoreboard](http://www.sourceoecd.org/scoreboard).

## Chercheurs

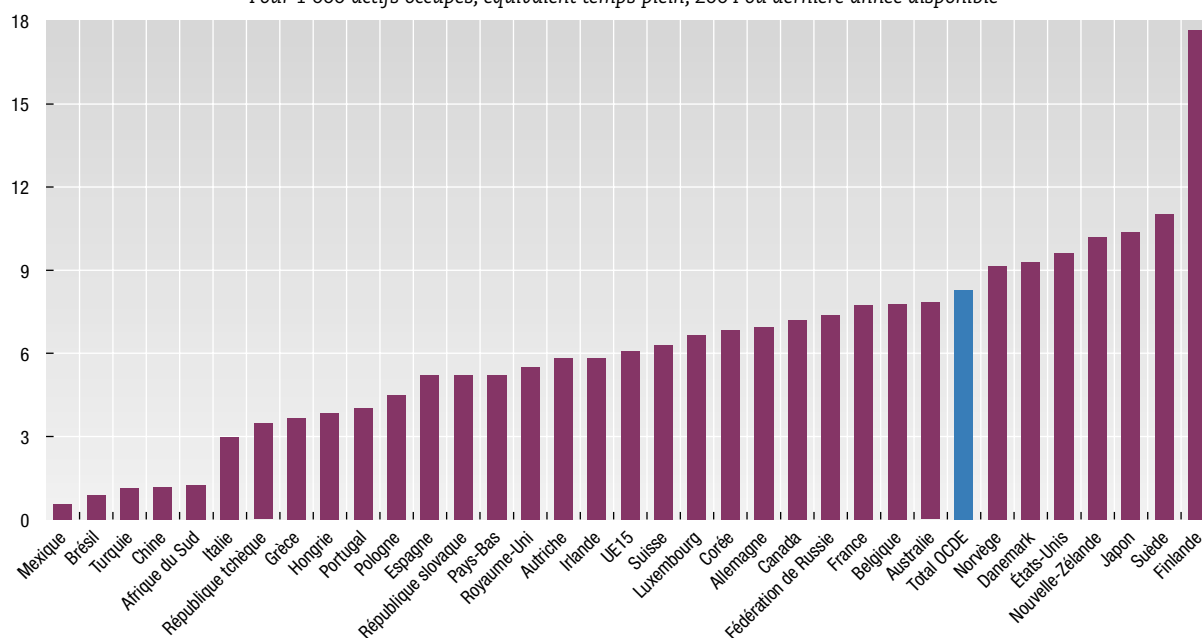
Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	6.3	..	..	..	6.2	6.1	6.3	6.3	6.6	6.6	6.7	6.8	7.0	..
Australie	..	6.8	..	7.0	..	7.3	..	7.3	..	7.3	..	7.8	..	..
Autriche	..	..	3.3	..	..	..	..	4.7	..	..	..	5.8	..	..
Belgique	4.7	..	5.5	5.9	6.1	6.5	6.8	7.0	7.4	7.5	7.8	..	..	..
Canada	5.1	5.5	5.7	6.4	6.4	6.6	6.6	6.6	6.7	7.2	7.5	7.2	..	..
Corée	..	..	..	..	4.9	4.8	4.8	4.7	4.9	5.1	6.3	6.4	6.8	..
Danemark	4.6	5.0	5.3	..	6.1	6.3	6.5	..	6.9	..	7.0	9.2	9.3	..
Espagne	2.8	2.9	3.1	3.5	3.4	3.6	3.7	3.9	3.9	4.7	4.7	4.8	5.2	..
États-Unis	8.1	..	8.2	..	8.1	..	8.8	..	9.3	9.3	9.5	9.6	..	..
Finlande	6.0	..	7.4	..	8.2	..	12.3	13.9	14.5	15.1	15.8	16.4	17.7	..
France	5.7	6.2	6.5	6.6	6.7	6.8	6.8	6.7	6.8	7.1	7.2	7.5	7.8	..
Grèce	1.7	..	2.2	..	2.5	..	2.9	..	3.7	..	3.7	..	..	..
Hongrie	3.2	3.0	3.1	3.1	2.9	2.9	3.1	3.2	3.3	3.8	3.8	3.9	3.9	3.8
Irlande	4.4	4.8	4.1	4.3	4.5	4.8	5.0	5.1	4.9	5.0	5.1	5.3	5.5	5.8
Italie	3.3	3.3	3.3	3.4	3.4	3.5	3.0	2.9	2.9	2.9	2.8	3.0	..	..
Japon	7.5	7.7	7.9	8.1	8.3	9.2	9.2	9.7	9.9	9.7	10.2	9.9	10.4	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.2	..	..	6.6	..
Mexique	..	..	0.4	0.5	0.6	0.6	0.6	0.5	0.6	..	..	..	..	..
Norvège	6.6	..	7.2	..	7.5	..	7.9	..	8.0	..	8.7	..	9.1	..
Nouvelle-Zélande	4.0	5.1	5.3	..	4.7	..	6.2	..	6.2	..	9.1	..	10.2	..
Pays-Bas	..	..	4.6	4.9	4.9	4.9	5.0	5.1	5.1	5.2	5.5	5.2	..	..
Pologne	..	..	..	3.0	3.2	3.3	3.4	3.4	3.6	3.5	3.7	3.8	4.5	..
Portugal	1.9	2.1	2.2	2.3	2.6	2.8	3.0	3.1	3.3	3.4	3.5	3.8	4.0	..
République slovaque	..	..	..	4.9	4.6	4.6	4.7	4.8	4.5	4.9	4.7	4.5	4.7	5.2
République tchèque	..	..	..	..	2.3	2.5	2.4	2.5	2.8	2.9	3.1	3.1	3.3	3.5
Royaume-Uni	4.6	4.7	4.8	4.9	5.3	5.2	5.1	5.5	..	..	..	..	..	..
Suède	5.9	..	7.2	..	8.2	..	9.2	..	9.6	..	10.6	..	11.0	..
Suisse	..	4.4	..	..	..	5.6	..	..	..	6.3	..	..	..	..
Turquie	0.6	0.7	0.7	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	1.1	1.1	1.1	..	..
UE15	4.7	4.8	4.9	..	5.2	5.3	5.3	5.4	5.6	5.7	5.9	6.1	6.1	..
Total OCDE	5.7	5.8	5.9	5.9	7.0	7.4	7.5	7.7	7.8	7.9	8.2	8.3	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.3	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.8	..	0.9	..	1.0
Chine	0.7	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	1.0	1.0	1.1	1.2	1.2
Fédération de Russie	..	..	..	9.1	9.2	8.5	8.2	7.7	7.8	7.8	7.8	7.5	7.4	7.1
Inde	..	..	..	..	..	..	..	0.3	..	..	..	..	..	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/156347025253>

## Chercheurs

Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein, 2004 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/368125521737>



## BREVETS

Les indicateurs fondés sur les brevets fournissent une mesure du résultat des activités de R-D menées par un pays, concrétisées sous forme d'inventions. Cependant, la méthodologie utilisée peut influencer sur les résultats. Les comptages simples des brevets déposés auprès d'un office de propriété intellectuelle particulier présentent certaines distorsions : la comparabilité internationale des indicateurs n'est pas garantie (avantage au pays d'accueil pour les demandes de brevets) et les valeurs des brevets sont fortement hétérogènes. L'OCDE a mis au point un indicateur fondé sur des *familles de brevets triadiques*, qui a pour but de saisir toutes les inventions importantes et d'être comparable au plan international.

### Définition

Une famille de brevets se définit comme un ensemble de brevets déposés dans divers pays (par exemple les offices des brevets) pour protéger une même invention. Les familles de brevets triadique sont un ensemble de brevets déposés auprès de trois des principaux offices de propriété intellectuelle, à savoir l'office européen des brevets (OEB), l'office japonais des brevets (JPO) et le US Patent and Trademark Office (USPTO).

Les comptages des familles de brevets triadiques sont attribués au pays de résidence de l'inventeur.

### Comparabilité

Le concept de familles de brevets triadiques a pour but d'améliorer la comparabilité internationale et la qualité des indicateurs fondés sur les brevets.

### Tendances à long terme

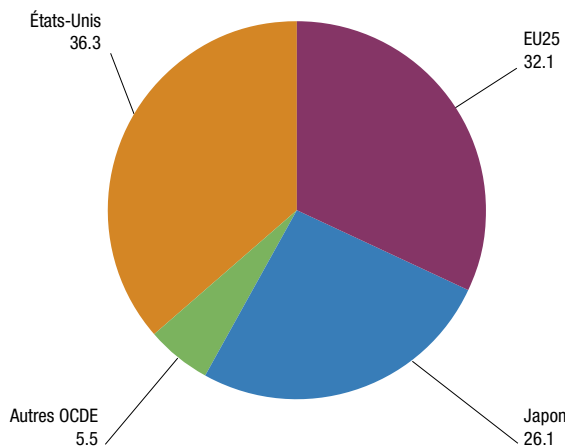
En 2002, on comptait 50 494 familles de brevets dans la zone OCDE, soit une progression de 55 % par rapport à 1990. Les États-Unis détenaient 36 % du total OCDE, suivis de l'Union européenne (32 %) et du Japon (26 %). Pendant les années 90, la part des familles de brevets détenue par l'Union européenne s'est rapprochée de celle des États-Unis alors que celle du Japon a reculé.

Le graphique présente les familles de brevets par million d'habitants. Ce sont la Suède, le Japon, la Suisse et la Finlande qui ont la plus forte propension à breveter parmi les pays de l'OCDE.

En 2002, la Suisse comptait 126 familles de brevets par million d'habitants et la Finlande 114. La propension à breveter était également forte au Japon (104), en Suède (100). À l'autre extrémité, la Chine, la Turquie et le Mexique montraient de faibles propensions à breveter.

Le nombre de familles de brevets triadiques n'est pas encore significatif dans les cinq pays non membres présentés dans le tableau, bien que ce nombre croît assez rapidement en Chine et, dans une moindre mesure, en Inde.

### Part des pays dans les familles triadiques de brevets, 2002



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/342114376174>

### Source

- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Dernis, H., D. Guellec et B. van Pottelsberghe (2001), « Using Patent Counts for Cross-country Comparisons of Technology Output », *STI Review* n° 27, OCDE, Paris.
- Johnson, D. (2002), *The OECD Technology Concordance (OTC): Patents by Industry of Manufacture and Sector of Use*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2002/5, OCDE, Paris.
- Lichtenberg, F. et S. Virabhak (2002), *Using Patents Data to Map Technical Change in Health-Related Areas*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2002/16, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Dernis, H. et M. Khan (2004), *Triadic Patent Families Methodology*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2004/2, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- OCDE Base de données sur les brevets.

#### Sites Web

- OCDE Droits de propriété intellectuelle, [www.oecd.org/sti/ipr](http://www.oecd.org/sti/ipr).
- OCDE Travaux sur les brevets, [www.oecd.org/sti/ipr-statistics](http://www.oecd.org/sti/ipr-statistics).

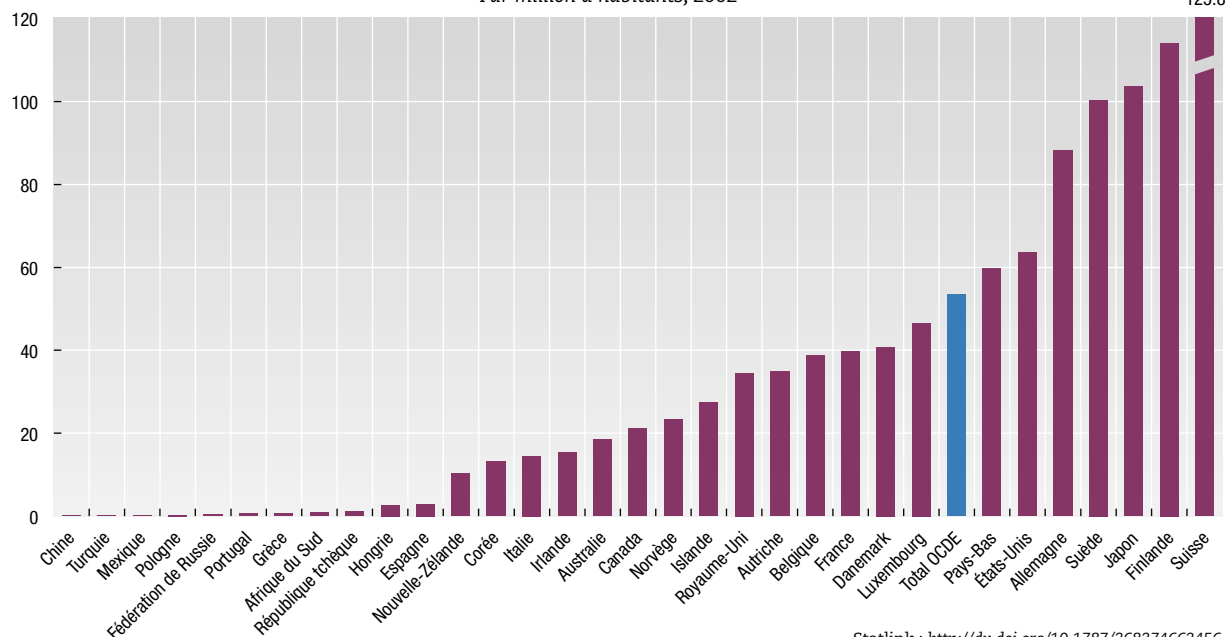
## Familles triadiques de brevets

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	4 115	3 681	3 874	4 001	4 361	4 823	5 464	5 562	6 097	6 361	7 156	7 302	7 271
Australie	186	156	179	192	231	228	226	260	274	325	356	361	367
Autriche	171	174	147	173	209	220	213	251	268	272	276	276	282
Belgique	224	240	295	329	348	372	352	415	403	416	436	424	397
Canada	289	274	271	297	357	384	432	525	546	603	640	670	661
Corée	65	93	121	167	213	327	325	386	466	501	532	593	630
Danemark	127	106	135	160	176	189	220	209	225	228	246	228	216
Espagne	73	70	65	73	85	88	87	107	121	117	119	121	120
États-Unis	11 171	10 237	10 610	10 520	11 095	12 100	12 921	14 008	12 915	16 353	17 534	18 213	18 324
Finlande	150	162	225	243	340	312	353	441	442	482	524	579	594
France	1 919	1 784	1 651	1 697	1 874	1 907	2 121	2 167	2 310	2 380	2 454	2 451	2 447
Grèce	4	5	6	3	4	1	13	10	8	4	6	5	7
Hongrie	30	22	19	23	20	25	25	32	18	35	32	28	27
Irlande	27	27	23	19	28	30	29	34	33	56	58	58	60
Islande	1	3	0	1	3	6	7	4	5	7	8	7	8
Italie	646	663	579	629	622	610	688	724	790	792	821	848	840
Japon	9 940	8 894	8 196	8 495	8 263	9 487	10 490	11 025	11 257	11 844	12 355	12 937	13 195
Luxembourg	17	9	9	14	7	13	15	16	20	20	19	22	21
Mexique	7	6	6	6	5	12	9	12	12	11	14	15	15
Norvège	52	59	73	71	80	87	76	92	93	100	106	100	106
Nouvelle-Zélande	9	19	26	13	23	20	32	39	44	35	39	40	41
Pays-Bas	591	569	614	594	649	727	787	810	846	874	918	931	966
Pologne	5	9	5	12	4	5	10	9	4	7	10	9	9
Portugal	1	3	4	4	2	3	3	7	4	4	8	8	6
République slovaque	0	0	1	1	1	2	1	4	3	3	5	3	..
République tchèque	7	9	7	7	5	3	10	10	14	11	11	12	12
Royaume-Uni	1 454	1 254	1 306	1 363	1 465	1 520	1 608	1 580	1 596	1 955	2 078	2 093	2 045
Suède	432	391	517	500	631	701	795	848	994	1 053	1 033	967	896
Suisse	788	723	716	708	713	748	798	805	856	913	949	951	924
Turquie	1	0	0	2	2	2	2	3	7	4	6	7	9
UE15	9 950	9 139	9 449	9 804	10 801	11 517	12 750	13 181	14 156	15 014	16 154	16 313	16 167
UE25	9 994	9 186	9 492	9 854	10 836	11 561	12 807	13 244	14 214	15 083	16 231	16 375	16 217
Total OCDE	32 503	29 644	29 679	30 319	31 816	34 952	38 114	40 395	40 669	45 765	48 750	50 259	50 494
Afrique du Sud	13	17	32	33	20	26	29	32	35	33	38	38	38
Brésil	11	6	13	19	13	17	18	28	27	28	33	35	36
Chine	12	12	16	17	18	20	22	43	44	75	92	133	144
Fédération de Russie	21	38	45	33	52	62	58	65	88	74	84	65	59
Inde	12	9	5	8	6	11	15	23	31	32	52	69	78
Monde	32 753	29 964	30 020	30 675	32 189	35 388	38 655	41 035	41 419	46 614	49 698	51 263	51 502

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/336673650318>

## Familles triadiques de brevets

Par million d'habitants, 2002

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/368374663456>

## TAILLE DU SECTEUR DES TIC

Depuis plus d'une décennie, les technologies de l'information et des communications (TIC) sont au cœur des mutations économiques. Les industries productrices de TIC jouent un rôle important, notamment en contribuant à des progrès technologiques rapides et à la croissance de la productivité.

### Définition

En 1998, les pays de l'OCDE sont parvenus à un consensus sur une définition par branche d'activité du secteur des TIC fondée sur la Révision 3 de la Classification internationale type, par industrie (CITI Rév. 3). Les principes sur lesquels repose cette définition sont exposés ci-après.

Pour les industries manufacturières, les produits d'une industrie doivent être destinés à remplir la fonction de traitement et de communication d'informations, notamment par transmission et affichage, doivent utiliser le traitement électronique pour la détection, la mesure et/ou l'enregistrement de phénomènes physiques ou le contrôle d'un processus physique.

### Tendances à long terme

Au cours des années 90, le secteur des TIC a connu une forte croissance dans les pays de l'OCDE. S'agissant de la part des services des TIC, c'est en Corée, en Finlande, en République tchèque et en Suède que sa croissance a été la plus forte. En Finlande, la part des industries manufacturières des TIC dans la valeur ajoutée du secteur manufacturier a doublé entre 1995 et 2001 et représente aujourd'hui 23 %. En 2001, les industries manufacturières des TIC représentait entre 2.2 et 22.9 % de la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier dans les pays de l'OCDE, avec une moyenne, pour les 25 pays de l'OCDE au sujet desquels des données sont disponibles, de 7 % environ, soit légèrement moins que pour l'Union européenne.

C'est en Finlande, en Irlande, au Japon, en République slovaque, en République tchèque et en Suède que le secteur des services des TIC est le plus important, avec plus de 12 % de la valeur ajoutée des services aux entreprises, tandis que c'est au Mexique qu'il l'est le moins. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les services des TIC ont augmenté leur part dans la valeur ajoutée des services aux entreprises, en raison de l'importance croissante des services de télécommunications et des logiciels dans les pays de l'OCDE et, plus généralement, de la tertiarisation générale de l'économie.

Par exemple, le secteur des services de télécommunications est déjà bien développé dans la plupart des pays membres de l'OCDE et sa contribution à la valeur ajoutée des TIC est appréciable. En même temps, on a pu noter une progression sensible de la contribution des services informatiques et rattachés, essentiellement des services logiciels.

Pour les industries de services, les produits d'une industrie doivent être destinés à permettre la fonction de traitement de l'information et de communication par des moyens électroniques.

### Comparabilité

L'existence d'une définition largement acceptée du secteur des TIC est une première étape vers la possibilité de faire des comparaisons entre périodes et entre pays. Toutefois, la définition n'est pas encore utilisée de façon systématique, et les données fournies par les pays membres ont été combinées avec différentes autres sources pour estimer des chiffres agrégés du secteur des TIC qui soient compatibles avec les totaux des comptes nationaux. C'est pourquoi les statistiques présentées ici peuvent différer des chiffres contenus dans les rapports nationaux et les publications précédentes de l'OCDE.

### Source

- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Guide to Measuring the Information Society*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives des communications de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique : Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Base de données des télécommunications de l'OCDE.

#### Sites Web

- OCDE Politique des télécommunications et d'Internet, [www.oecd.org/sti/telecom](http://www.oecd.org/sti/telecom).
- OCDE Science, Technologie et Industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).

### Part des TIC dans la valeur ajoutée, année 2001

Part des TIC dans les services  
en pourcentage de la valeur ajoutée totale  
dans les services aux entreprises

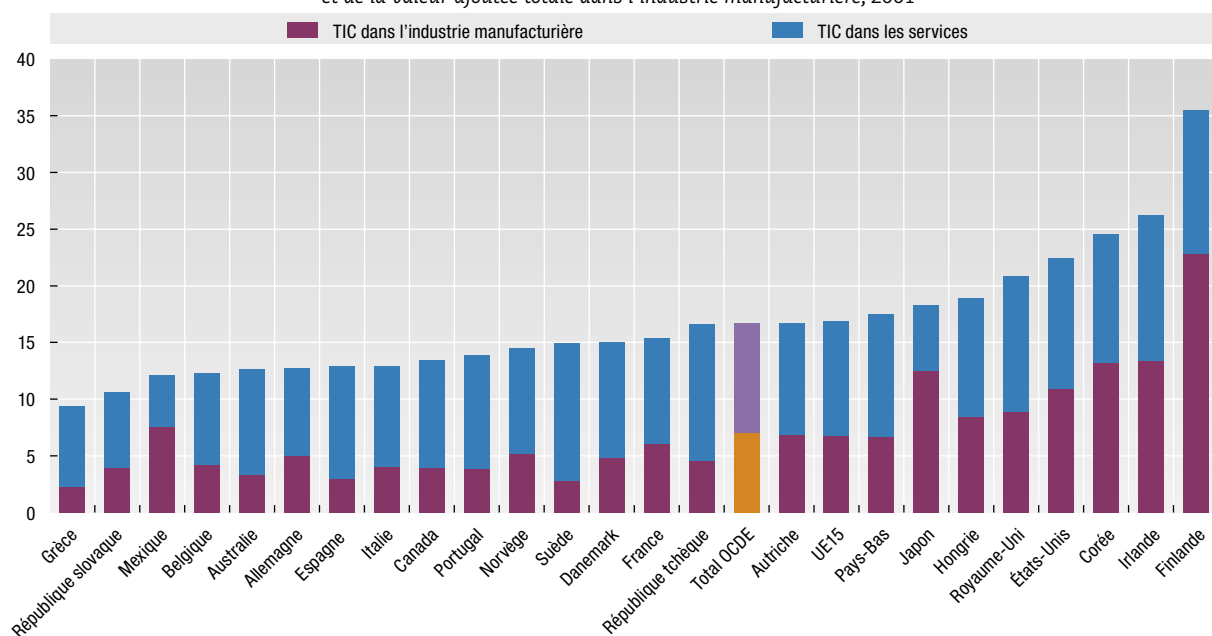
Part des TIC dans l'industrie manufacturière  
en pourcentage de la valeur ajoutée totale  
de l'industrie manufacturière

	Services de télécommunication	Services informatiques	Autres services liés aux TIC	Total	Évolution entre 1995 et 2001, pourcentage	Ordinateurs et équipements de bureau	Autres produits liés aux TIC	Total	Évolution entre 1995 et 2001, pourcentage
Allemagne	3.5	4.2	0.0	7.7	1.6	0.7	4.3	5.1	0.1
Australie	4.9	2.4	2.0	9.3	..	0.6	2.7	3.3	..
Autriche	3.2	2.8	3.8	9.8	1.2	0.3	6.6	6.8	-0.3
Belgique	3.6	3.0	1.4	8.0	2.1	0.1	4.1	4.2	0.1
Canada	4.3	3.1	2.1	9.5	2.1	0.8	3.2	4.0	-1.3
Corée	1.5	2.3	7.6	11.3	5.1	2.7	10.5	13.3	-4.9
Danemark	2.9	3.3	4.0	10.1	0.5	0.5	4.4	4.9	0.5
Espagne	5.8	2.7	1.5	10.0	2.8	0.6	2.4	2.9	-0.7
États-Unis	4.7	5.6	1.2	11.5	1.3	2.0	8.9	10.9	-0.8
Finlande	5.9	4.0	2.7	12.6	4.9	0.1	22.8	22.9	13.4
France	3.0	4.3	2.0	9.3	0.7	0.9	5.2	6.1	-0.6
Grèce	6.7	0.5	0.0	7.1	1.3	0.1	2.2	2.2	1.4
Hongrie	6.8	2.6	1.1	10.4	0.4	1.6	6.9	8.4	-0.5
Irlande	0.0	7.1	5.7	12.8	..	6.0	7.4	13.4	..
Italie	3.6	3.7	1.6	8.8	2.0	0.3	3.8	4.1	-0.1
Japon	3.5	2.0	0.2	5.8	1.3	2.4	10.2	12.5	-0.2
Mexique	3.4	0.2	1.0	4.5	0.5	2.6	4.9	7.6	2.3
Norvège	3.3	4.0	2.0	9.3	1.4	0.2	5.0	5.2	0.9
Pays-Bas	2.2	4.1	4.6	10.8	1.4	0.7	5.9	6.6	-0.5
Portugal	6.1	1.3	2.6	10.0	0.7	0.1	3.8	3.8	-0.4
République slovaque	4.8	1.9	0.0	6.7	1.2	0.3	3.6	3.9	0.7
République tchèque	9.1	2.9	0.0	12.0	6.4	0.3	4.3	4.6	1.9
Royaume-Uni	4.2	5.0	2.7	11.9	1.7	1.8	7.1	8.9	0.6
Suède	3.9	6.2	2.0	12.1	3.6	0.8	2.0	2.8	-5.1
UE15	4.6	3.0	2.2	9.8	2.1	1.0	6.8	7.8	0.9
Total OCDE	4.2	3.3	2.2	9.7	2.0	1.1	5.9	7.0	0.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/340658448414>

### Part des TIC dans la valeur ajoutée

En pourcentage de la valeur ajoutée totale dans les services aux entreprises  
et de la valeur ajoutée totale dans l'industrie manufacturière, 2001



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/158710643167>

## INVESTISSEMENT DANS LES TIC

L'investissement en capital physique joue un rôle important dans la croissance. Il sert à augmenter et à renouveler le stock de capital et permet d'intégrer les nouvelles technologies dans le processus de production. Les technologies de l'information et des communications (TIC) ont été le secteur d'investissement le plus dynamique de ces dernières années.

### Définition

L'investissement est défini conformément au *Système des comptes nationaux* de 1993. Il recouvre l'acquisition d'équipements et de logiciels utilisés dans la production depuis plus d'un an. Les TIC comportent trois éléments : matériel des technologies de l'information (ordinateurs et matériel connexe), équipements de communication et logiciels. Ces derniers comprennent l'acquisition de logiciels standard, de logiciels sur mesure et les logiciels développés pour compte propre.

Les parts de l'investissement présentées dans le tableau et le graphique sont des pourcentages de la formation brute de capital fixe de chaque pays, non compris la contribution résidentielle.

### Comparabilité

Pour évaluer la contribution des TIC à la croissance et aux performances économiques, il est indispensable de disposer d'une mesure correcte de l'investissement dans les TIC, à la fois en termes nominaux et en termes de volume. La disponibilité des données et la mesure de l'investissement dans les TIC d'après les comptes nationaux varient considérablement selon les pays de l'OCDE, surtout en ce qui concerne la mesure de l'investissement dans les logiciels, les méthodes de déflation utilisées, la ventilation par secteur institutionnel et la période de couverture des données.

Le traitement des dépenses de logiciels comme investissement dans les comptes nationaux est très récent, et les méthodologies utilisées varient encore selon les pays. Les États-Unis font partie des quelques pays qui produisent des estimations des dépenses dans les trois différentes catégories de logiciels ; les autres pays fournissent en

général des estimations pour certaines catégories de logiciels seulement. Pour tenter de résoudre les problèmes spécifiques liés aux logiciels dans les comptes nationaux, un groupe de travail conjoint OCDE-UE sur la mesure des logiciels dans les comptes nationaux a formulé des recommandations concernant la capitalisation des logiciels.

Il est à noter que les composants des TIC qui sont incorporés dans d'autres produits, tels que les véhicules automobiles ou les machines-outils, sont pris en compte dans la valeur de ces autres produits et sont donc exclus des investissements dans les TIC tels qu'ils sont définis ici.

### Source

- OCDE *Base de données de la productivité*.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), *Les TIC et la croissance économique : Panorama des industries, des entreprises et des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives des communications de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Base de données STAN pour l'analyse de l'industrie sur CD-ROM*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 2003/6, OCDE, Paris.
- Lequillier, F. et al. (2003), *Report of the OECD Task Force on Software Measurement in the National Accounts*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/1, OCDE, Paris.
- Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont (2003), *OECD Capital Services Estimates*, Documents de travail de la Direction des statistiques, n° 2003/6, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.

#### Sites Web

- Base de données OCDE de la productivité, [www.oecd.org/statistics/productivity](http://www.oecd.org/statistics/productivity).

### Tendances à long terme

La part des TIC dans l'ensemble de l'investissement non résidentiel a doublé, et dans certains cas, quadruplé, entre 1980 et 2003. En 2002/2003, elle était particulièrement importante en Suède, en Finlande, en Australie et aux États-Unis.

Les logiciels sont le secteur où les investissements dans les TIC ont connu la croissance la plus rapide. Dans de nombreux pays, la part de ce secteur dans l'investissement non résidentiel a été multipliée plusieurs fois entre 1980 et 2003. C'est au Danemark, en Finlande, en Suède et aux États-Unis que la part des logiciels dans l'investissement total est la plus importante.

## Part de l'investissement dans les TIC dans la formation de capital fixe non résidentiel

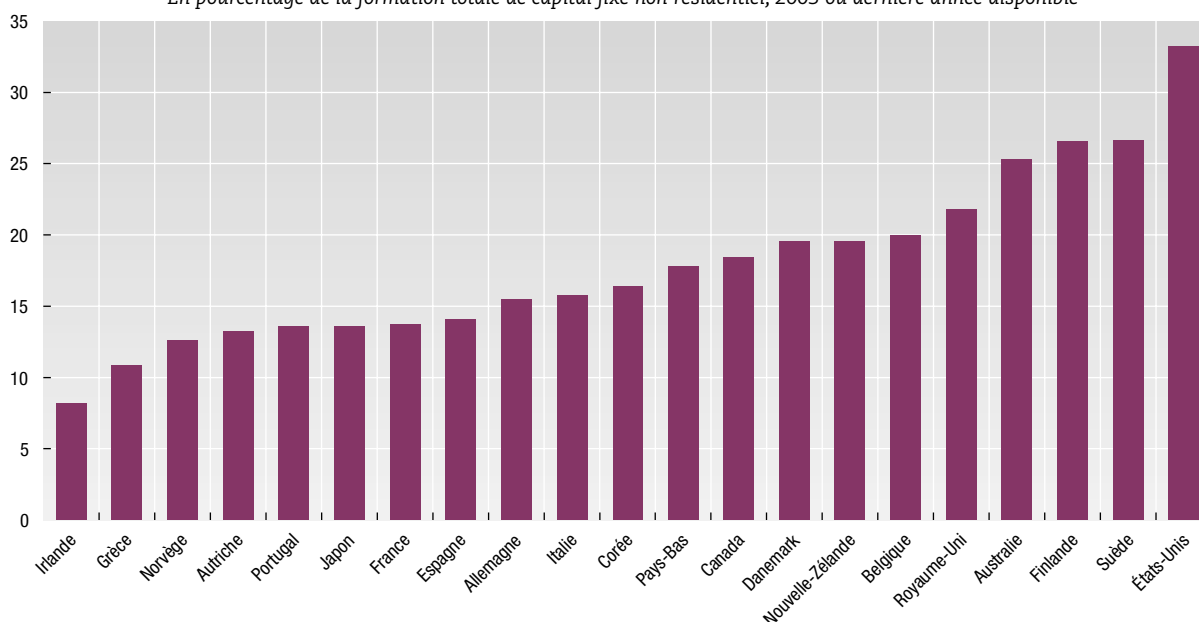
En pourcentage de la formation totale de capital fixe non résidentiel

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	13.9	13.7	13.2	13.3	13.2	13.3	14.2	14.7	15.3	16.5	17.4	17.8	16.9	15.5
Australie	15.6	17.6	19.2	19.3	18.9	19.1	20.3	21.9	22.7	25.7	28.6	26.7	25.3	..
Autriche	12.0	12.0	11.0	11.8	13.0	12.4	11.8	11.9	13.8	14.3	13.7	15.1	14.0	13.2
Belgique	17.7	17.8	18.8	15.9	16.9	18.0	18.4	19.4	21.5	21.7	24.2	23.3	20.3	19.9
Canada	13.2	14.2	16.1	16.9	16.4	16.8	18.0	17.5	18.8	19.9	20.6	20.1	19.3	18.4
Corée	..	..	..	..	..	12.2	12.7	13.5	15.2	18.1	20.8	20.0	18.8	16.4
Danemark	16.6	17.0	17.6	19.3	17.5	19.1	19.1	19.6	19.1	20.2	19.5	18.8	19.4	19.6
Espagne	13.9	12.6	11.7	12.7	13.0	12.7	14.6	14.4	14.7	15.6	16.0	15.3	14.1	..
États-Unis	24.7	26.5	28.0	27.2	26.8	27.6	28.5	29.6	30.1	32.4	34.2	32.9	32.4	33.2
Finlande	12.4	14.8	18.5	22.9	25.7	25.8	20.2	25.1	25.2	26.4	26.3	25.9	27.6	26.6
France	7.8	7.5	7.6	8.1	8.6	9.0	9.8	11.0	11.9	12.2	12.8	13.2	13.7	..
Grèce	7.5	9.3	9.3	13.2	11.7	10.0	10.9	11.0	12.4	11.7	12.8	14.3	11.5	10.8
Irlande	4.3	5.7	5.7	5.8	6.7	9.6	8.7	8.2	9.6	10.9	14.2	11.4	9.6	8.1
Italie	14.2	14.2	14.2	14.3	15.1	14.8	15.1	16.3	15.9	15.4	16.1	16.9	15.7	15.8
Japon	8.2	8.8	8.9	9.1	9.1	10.3	12.5	12.4	12.9	14.2	14.7	14.7	13.6	..
Norvège	8.6	8.0	8.4	8.4	9.3	9.9	9.8	10.0	9.6	10.9	11.8	12.5	12.6	..
Nouvelle-Zélande	16.7	17.6	17.7	15.8	16.0	14.9	15.3	16.2	18.9	18.1	21.0	19.5	19.6	..
Pays-Bas	12.7	12.4	13.0	13.7	13.5	13.1	14.0	15.5	17.1	17.6	17.7	17.7	16.8	17.8
Portugal	9.7	11.3	10.6	10.7	11.4	12.2	12.2	12.0	13.0	13.4	12.4	13.1	11.9	13.6
Royaume-Uni	14.3	14.8	15.6	17.2	19.1	21.7	22.7	21.3	24.3	23.7	25.0	23.4	22.0	21.8
Suède	15.7	16.9	19.4	24.6	23.8	23.5	22.7	24.2	26.3	27.9	30.5	27.8	25.5	26.6

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/567817553861>

## Part de l'investissement dans les TIC dans la formation de capital fixe non résidentiel

En pourcentage de la formation totale de capital fixe non résidentiel, 2003 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/733212162067>

## ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

Les ordinateurs sont de plus en plus présents dans les ménages des pays de l'OCDE où les taux de pénétration sont élevés, mais également dans ceux qui accusaient du retard à cet égard.

### Définition

Le tableau indique le nombre de ménages ayant déclaré disposer d'au moins un ordinateur personnel en état de fonctionner. La deuxième partie du tableau montre le pourcentage de ménages ayant déclaré avoir accès à l'Internet. Dans presque tous les cas, il s'agit d'un accès à partir d'un ordinateur personnel soit par commutateur, soit par connexion haut débit de type ADSL, soit par fibre optique et autre câble.

### Comparabilité

En très peu de temps, les bureaux de statistiques nationaux ont considérablement progressé dans la fourniture d'indicateurs sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications. Dans une optique internationale, le principal inconvénient des statistiques officielles sur l'utilisation des TIC est que celles-ci reposent encore sur des normes différentes et qu'elles mesurent des comportements qui évoluent rapidement, à des moments différents. La plupart des pays utilisent des enquêtes existantes concernant par exemple la population active, l'utilisation du temps, les dépenses des ménages ou les enquêtes sociales générales. D'autres ont recours à des enquêtes spéciales.

Un autre aspect important du point de vue de la comparabilité internationale est le choix du ménage ou de l'individu comme unité statistique. Les enquêtes auprès des ménages fournissent en général des informations à la

fois sur le ménage et sur les personnes qui le composent. Les données sur les personnes fournissent en général des informations sur le nombre d'individus ayant accès à une technologie, sur ceux qui l'utilisent, sur le lieu à partir duquel ils l'utilisent et sur la finalité de l'utilisation.

Les statistiques sur l'utilisation des TIC par les ménages peuvent soulever des problèmes de comparabilité au plan international en raison de différences structurelles dans la composition des ménages. Par ailleurs, les statistiques sur les individus peuvent utiliser des groupes d'âge différents ; or, l'âge est un déterminant important de l'utilisation des TIC. Les indicateurs fondés sur le ménage ou fondés sur l'individu produisent des chiffres différents aussi bien en ce qui concerne les niveaux que les taux de croissance. Ces différences compliquent les comparaisons internationales et risquent de fausser les comparaisons fondées sur un indicateur unique d'accès à l'Internet ou d'utilisation de l'Internet, dans la mesure où le classement des pays change selon l'indicateur utilisé.

L'OCDE et Eurostat se sont attaqués aux problèmes de comparabilité au plan international en élaborant un questionnaire type sur l'utilisation des TIC par les ménages/individus. Ce questionnaire type, qui se veut d'utilisation flexible, se compose de modules consacrés à différents sujets, ce qui permet de l'étoffer en fonction de l'évolution des technologies reflétant les pratiques des utilisateurs et les préoccupations des pouvoirs publics.

Dans le cas de la Corée, les données de 2000 à 2003 incluent uniquement les accès à Internet à partir d'un ordinateur. Dans l'enquête de 2004, l'accès à Internet à partir d'un téléphone portable était également inclus. La valeur pour 2004 excluant l'accès par les téléphones portables est de 72,2 %.

### Tendances à long terme

Les taux de pénétration sont élevés en Islande, au Danemark, en Corée, au Japon et en Norvège où plus de 70 % des ménages avaient accès à un ordinateur à domicile en 2004. En revanche, la proportion est inférieure à 30 % en République tchèque, en Grèce, au Mexique et en Turquie. Entre 2000 et 2004, la part des ménages ayant accès à un ordinateur à domicile a connu une augmentation particulièrement rapide en Autriche, en France et au Japon.

La situation des ménages ayant accès à l'Internet est similaire. En Corée, en Islande, au Danemark, en Suisse, en Norvège et en Allemagne, plus de 60 % des ménages avaient accès à l'Internet en 2004, contre moins d'un cinquième en République tchèque, en Grèce, en Hongrie, au Mexique et en Turquie la même année.

On dispose de données sur l'accès à l'Internet selon la taille des ménages – avec ou sans enfant à charge – pour la plupart des pays de l'OCDE. En général, ces données indiquent que les ménages avec enfants sont plus à même d'avoir accès à l'Internet à domicile en 2004.

### Source

- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *La tarification de l'accès dans le secteur des télécommunications*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives des communications de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- Eurostat (2005), *Eurostat community survey on ICT usage in households and by individuals*, mai 2005, Eurostat, Luxembourg.
- OCDE (2003), *Base de données des télécommunications*, CD-ROM, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE Politique des télécommunications et d'Internet, [www.oecd.org/sti/telecom](http://www.oecd.org/sti/telecom).
- OCDE Science, Technologie et Industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).

## ACCÈS DES MÉNAGES À L'ORDINATEUR ET À L'INTERNET

## Ménages ayant accès à un ordinateur et à l'Internet

Pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur

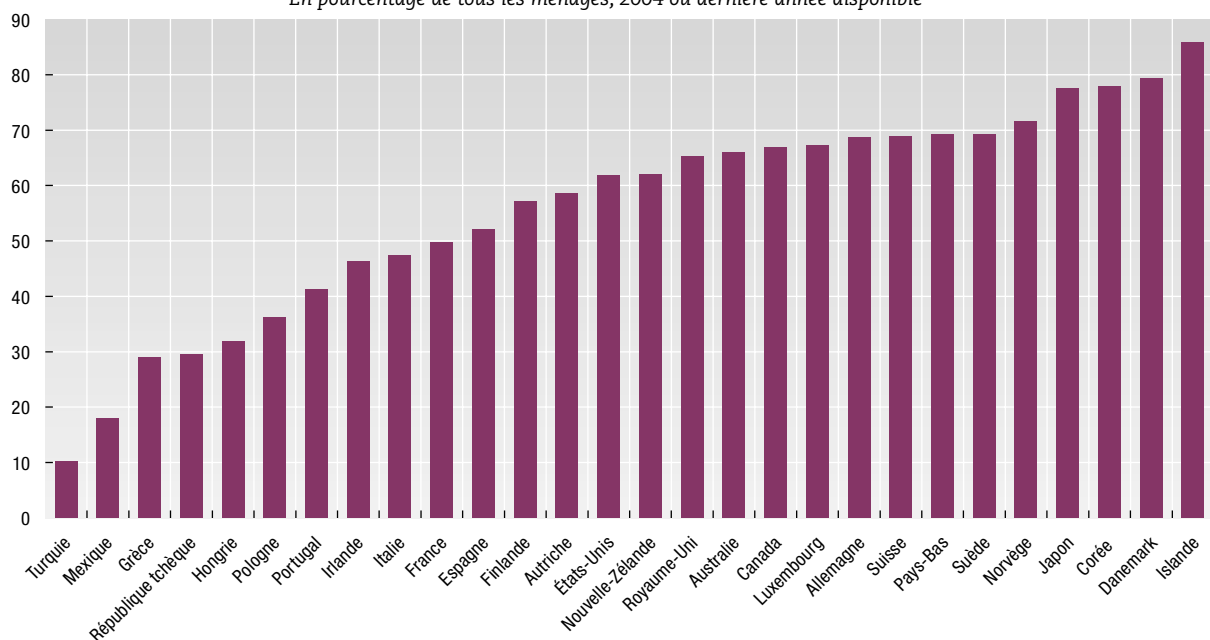
Pourcentage des ménages ayant accès à l'Internet

	Pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur					Pourcentage des ménages ayant accès à l'Internet				
	2000	2001	2002	2003	2004	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	47.3	53.0	61.0	65.2	68.7	16.4	36.0	46.1	54.1	60.0
Australie	53.0	58.0	61.0	66.0	..	32.0	42.0	46.0	53.0	..
Autriche	34.0	..	49.2	50.8	58.6	19.0	..	33.5	37.4	44.6
Canada	54.9	59.9	63.9	66.8	..	40.1	48.7	51.4	54.5	..
Corée	71.0	76.9	78.6	77.9	77.8	49.8	63.2	70.2	68.8	86.0
Danemark	65.0	69.6	72.2	78.5	79.3	46.0	59.0	55.6	64.2	69.4
Espagne	30.4	..	..	47.1	52.1	..	..	17.4	27.5	33.6
États-Unis	51.0	56.2	..	61.8	..	41.5	50.3	..	54.6	..
Finlande	47.0	52.9	54.5	57.4	57.0	30.0	39.5	44.3	47.4	50.9
France	27.0	32.4	36.6	45.7	49.8	11.9	18.1	23.0	31.0	33.6
Grèce	..	..	25.3	28.7	29.0	..	..	12.2	16.3	16.5
Hongrie	..	..	..	..	31.9	..	..	..	..	14.2
Irlande	32.4	..	..	42.2	46.3	20.4	..	..	35.6	39.7
Islande	..	..	..	..	85.7	..	..	..	..	80.6
Italie	29.4	..	39.9	47.7	47.4	18.8	..	33.7	32.1	34.1
Japon	50.5	58.0	71.7	78.2	77.5	..	..	48.8	53.6	55.8
Luxembourg	..	..	52.6	58.0	67.3	..	..	39.9	45.4	58.6
Mexique	..	11.6	15.2	..	18.0	..	6.1	7.4	..	8.7
Norvège	..	..	..	71.2	71.5	..	..	..	60.5	60.1
Nouvelle-Zélande	..	46.6	..	62.0	..	37.4	..	..	..	..
Pays-Bas	..	..	69.0	69.2	..	41.0	..	58.0	58.9	..
Pologne	..	..	..	..	36.1	..	..	..	..	26.0
Portugal	27.0	39.0	..	38.3	41.3	8.0	18.0	16.0	21.7	26.2
République tchèque	..	..	..	23.8	29.5	..	..	..	14.8	19.4
Royaume-Uni	38.0	49.0	57.9	63.2	65.3	19.0	40.0	49.7	55.1	55.9
Suède	59.9	69.2	..	..	..	48.2	53.3	..	..	..
Suisse	61.3	64.2	66.8	68.9	..	36.5	54.7	61.9	64.4	..
Turquie	..	..	..	..	10.2	6.9	..	..	..	7.0

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/770360818867>

## Ménages ayant accès à un ordinateur

En pourcentage de tous les ménages, 2004 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/331816081488>



## EXPORTATIONS DE BIENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATIONS

La croissance des échanges enregistrée au cours des dix dernières années est attribuable dans une large mesure aux exportations de matériel de télécommunication, lesquelles ont progressé plus rapidement que les exportations manufacturières totales, et ce dans tous les pays de l'OCDE. Tel a été le cas, en particulier, des exportations de haute technologie.

### Définition

L'OCDE a élaboré, d'après la Classification centrale des produits (CPC) et le Système harmonisé (SH) une définition par produit du secteur des TIC, qui comprend les grandes catégories suivantes : matériel de télécommunication, ordinateurs et périphériques, composants électroniques, matériel audio et vidéo, et autres produits des TIC.

### Comparabilité

Les données qui figurent dans ce tableau proviennent des statistiques du commerce international, qui sont établies selon des normes convenues à l'échelle internationale et dont on estime en général qu'elles offrent une bonne comparabilité. À noter toutefois que dans le graphique, les données concernant la Hongrie, le Mexique, les Pays-Bas et l'Espagne portent sur l'année 2003 et non 2004.

### Tendances à long terme

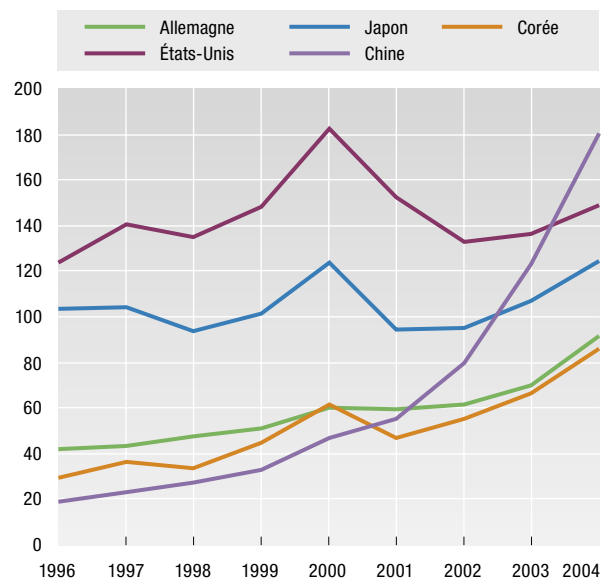
La croissance des exportations a été particulièrement forte pour les pays qui partaient d'un niveau faible en 1996 – Hongrie, République tchèque et République slovaque, Pologne, Turquie et Islande. Les exportations des États-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la France, qui étaient importantes au début de la période, n'ont progressé que modérément depuis. L'Allemagne et, surtout, la Corée se signalent par des exportations de TIC qui étaient déjà vigoureuses au début de la période et ont enregistré une croissance rapide entre 1996 et 2004.

À la fin de la période, les pays de l'OCDE pourraient être classés en trois groupes : l'un constitué des États-Unis, de la Corée, du Japon et de l'Allemagne, avec de fortes exportations d'équipements TIC, un groupe intermédiaire composé de l'Irlande, de la France, du Mexique, du Royaume-Uni et des Pays-Bas, et un dernier groupe de pays affichant des exportations de TIC relativement faibles. Toutefois, comme mentionné ci-dessus, dans certains pays de ce dernier groupe, notamment les quatre pays d'Europe centrale, la valeur des exportations de TIC augmente rapidement.

En ce qui concerne les cinq pays non membres, la croissance de leurs exportations de TIC a été lente et régulière, sauf pour la Chine, qui a enregistré une poussée spectaculaire de ses exportations d'équipements TIC. Entre 1996 et 2004, les exportations de TIC de la Chine ont progressé, en valeur, de plus de 30 % par an en moyenne et, en 2004, elles dépassaient celles des États-Unis.

### Exportations d'équipement lié aux TIC

Milliards de dollars des EU



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/755540728222>

### Sources

- ITCS *Statistiques du commerce international par produit*.
- Les statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle – base de données en ligne.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2003), *A proposed classification of ICT goods*, OCDE, Paris, [www.oecd.org/dataoecd/5/61/22343094.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/5/61/22343094.pdf).

#### Sites Web

- Indicateurs clés des TIC de l'OCDE, [www.oecd.org/sti/indicateurstic](http://www.oecd.org/sti/indicateurstic).



## EXPORTATIONS DE BIENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATIONS

## Exportations de biens liés aux TIC

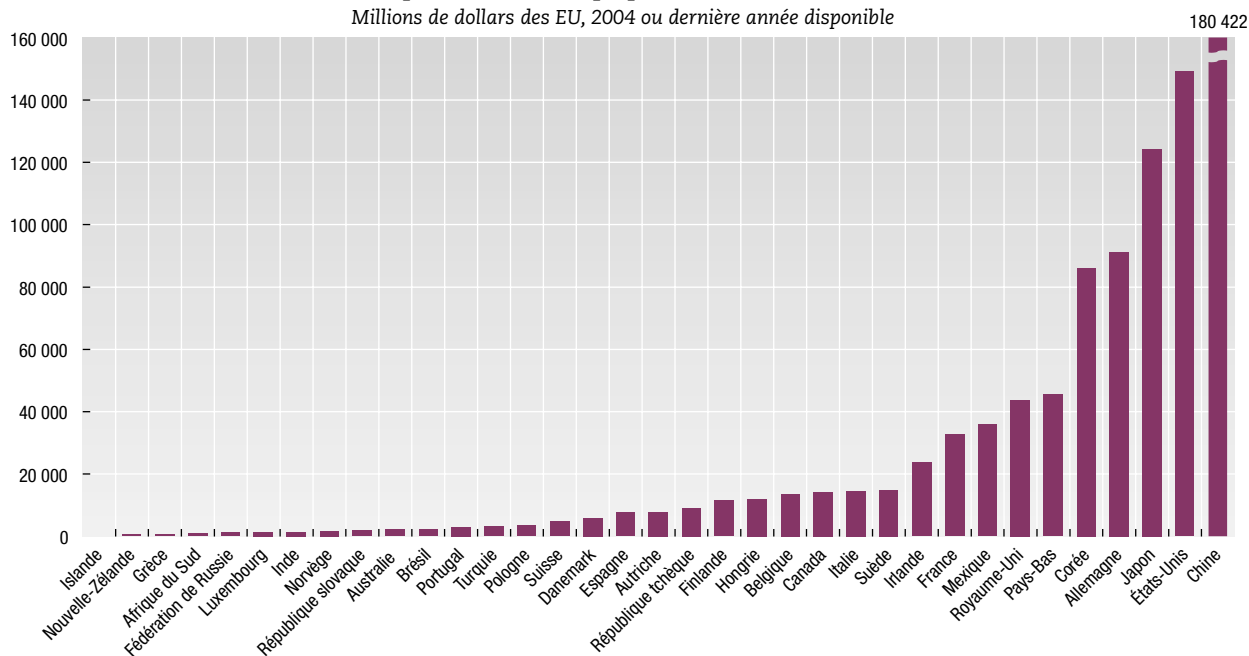
Millions de dollars des EU

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	41 631	43 701	47 466	50 793	60 373	59 104	61 365	70 251	91 308
Australie	2 110	2 133	1 733	1 754	1 976	1 900	1 678	1 948	2 129
Autriche	3 025	3 568	4 074	4 547	5 436	5 723	6 204	6 625	7 862
Belgique	8 463	8 344	9 373	9 547	11 456	12 209	10 561	12 487	13 581
Canada	12 080	14 913	14 573	15 730	22 636	15 011	12 018	12 016	14 225
Corée	29 171	36 248	33 906	45 061	61 525	46 793	55 021	66 545	86 099
Danemark	3 548	3 805	3 961	4 016	4 306	4 138	5 435	5 136	5 823
Espagne	4 969	5 115	5 793	6 055	6 137	6 161	5 897	7 585	..
États-Unis	123 802	140 814	135 108	148 465	182 262	152 150	132 614	136 637	149 273
Finlande	5 935	6 920	8 656	9 353	11 630	9 414	9 822	11 086	11 506
France	25 892	28 156	32 249	32 768	35 715	31 534	27 827	28 191	32 579
Grèce	160	219	257	306	480	381	397	456	585
Hongrie	664	3 298	4 763	5 943	7 776	7 511	8 939	11 975	..
Irlande	13 271	16 224	18 638	23 523	26 352	30 794	27 198	22 609	23 673
Islande	2	3	4	5	12	9	13	17	18
Italie	13 046	11 697	11 890	11 781	12 790	12 829	11 278	12 547	14 453
Japon	103 213	104 229	93 612	101 359	123 542	94 518	95 018	106 655	124 238
Luxembourg	..	..	..	1 110	1 118	1 517	1 300	1 103	1 229
Mexique	16 410	20 412	24 776	30 432	38 312	38 055	36 154	35 906	..
Norvège	1 301	1 432	1 513	1 502	1 430	1 526	1 345	1 522	1 670
Nouvelle-Zélande	232	232	299	178	184	168	189	365	464
Pays-Bas	25 022	27 981	31 591	35 395	41 218	35 768	31 583	45 505	..
Pologne	648	917	1 296	1 272	1 424	1 771	2 190	2 690	3 341
Portugal	1 369	1 383	1 465	1 781	1 893	2 065	2 012	2 716	2 899
République slovaque	..	310	386	409	461	573	624	1 035	1 811
République tchèque	885	962	1 513	1 339	2 128	3 201	4 790	5 922	9 104
Royaume-Uni	41 844	43 340	47 693	49 226	56 019	53 684	51 657	43 329	43 678
Suède	11 164	12 513	13 224	15 098	16 657	9 353	10 250	11 375	14 807
Suisse	4 141	3 919	4 090	4 337	4 652	4 298	3 604	4 132	4 750
Turquie	504	647	1 045	924	1 115	1 188	1 714	2 125	3 096
Total OCDE	494 501	543 435	554 950	614 009	741 016	643 345	618 696	670 491	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	521	545	493	615	760
Brésil	..	1 176	1 190	1 479	2 571	2 633	2 413	2 322	2 272
Chine	18 584	23 194	27 419	32 663	46 996	55 305	79 377	123 303	180 422
Fédération de Russie	..	917	609	755	799	980	928	896	1 137
Inde	659	545	317	444	714	880	939	1 262	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/081751334700>

## Exportations d'équipement lié aux TIC

Millions de dollars des EU, 2004 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/625743241066>

## ACCÈS AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE

Le nombre de connexions téléphoniques – plus précisément le nombre de voies d'accès aux télécommunications fixes et mobiles – a considérablement augmenté dans les pays de l'OCDE. Cette progression est associée à l'utilisation croissante de l'Internet et, surtout ces dernières années, à la popularité toujours plus grande de la téléphonie mobile.

### Définition

Pour les pays de l'OCDE, le nombre de voies d'accès correspond au total des lignes fixes (lignes d'accès standard analogiques et canaux RNIS) et des abonnements au téléphone mobile. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Fédération de Russie, le nombre de voies d'accès est le total des lignes téléphoniques principales en service, des canaux RNIS et des abonnements au téléphone mobile cellulaire.

### Tendances à long terme

L'accès aux réseaux de télécommunications continue de progresser dans tous les pays membres de l'OCDE. À la fin de l'année 2003, le nombre total de voies de télécommunications fixes et mobiles dépassait 1.4 milliard, soit une progression de 6.7 % par rapport à 2002 et une progression annuelle moyenne de plus de 12 % depuis 1998.

Cependant, pour la première fois, la croissance ne se manifeste pas sur toutes les plates-formes. Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile cellulaire continue d'augmenter. En 2003, on a dénombré 69 millions d'abonnés mobiles supplémentaires. En revanche, certains segments du marché des connexions fixes ont commencé à fléchir. Le nombre de lignes d'accès fixes a baissé tant en 2002 qu'en 2003 et ce mouvement va sans doute se poursuivre dans les années à venir.

Depuis 1991, l'augmentation du nombre de voies d'accès par habitant a été particulièrement forte dans les pays qui partaient d'un niveau faible – Hongrie, République tchèque et Mexique – et un peu plus lente dans ceux où le nombre de voies d'accès rapporté à la population était déjà élevé, comme le Canada et les États-Unis.

En 2003, dans tous les pays de l'OCDE sauf quatre – Mexique, République slovaque, Turquie et Pologne –, on dénombrait plus d'une voie d'accès aux télécommunications par habitant et dans huit pays – Danemark, Finlande, Grèce, Islande, Luxembourg, Norvège, Suède et Suisse – plus d'une et demie par habitant.

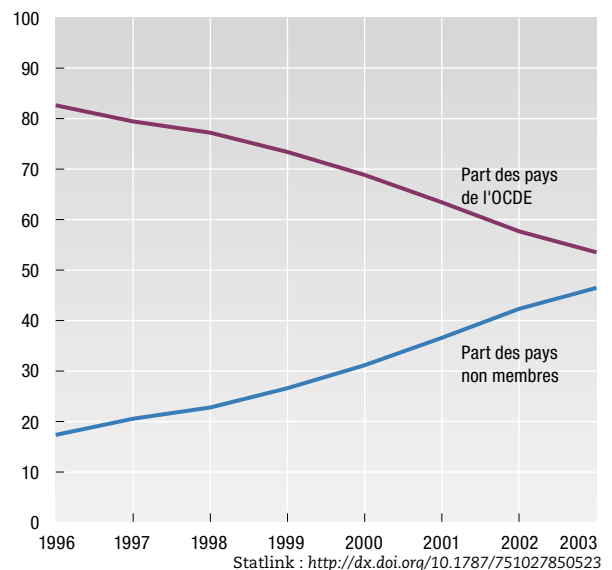
Parmi les cinq pays non membres de l'OCDE, c'est en Chine que la croissance a été la plus spectaculaire, portant de moins de une à plus de 40 le nombre de voies d'accès pour cent habitants entre 1991 et 2003. Pour quatre des cinq pays non membres, le nombre de voies d'accès se situe entre 40 et 50. L'Inde fait exception à cet égard puisque malgré une croissance soutenue durant la période, on n'y dénombrait encore qu'environ six voies d'accès pour cent habitants en 2003.

### Comparabilité

Pour les pays de l'OCDE, les données sont recueillies en fonction de définitions convenues et offrent une très bonne comparabilité. Les données concernant les cinq grands pays non membres de l'OCDE sont fournies par l'Union internationale des télécommunications (UIT). La définition utilisée par l'UIT est légèrement plus étroite que celle retenue par l'OCDE, bien que les données dont on dispose pour les deux groupes de pays puissent être considérées comme étant généralement comparables.

### Abonnés aux téléphones portable

Part des pays de l'OCDE et des autres dans le total mondial, 1996-2003



### Sources

- OCDE (2005), *Perspectives des communications de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- UIT (2005), *World Telecommunications Indicators Database*.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Caspary, G. et D. O'Connor (2003), *Providing Low-cost Information Technology Access to Rural Communities in Developing Countries: What Works? What Pays?*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 229, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE Politique des télécommunications et d'Internet, [www.oecd.org/sti/telecom](http://www.oecd.org/sti/telecom).



## Voies d'accès

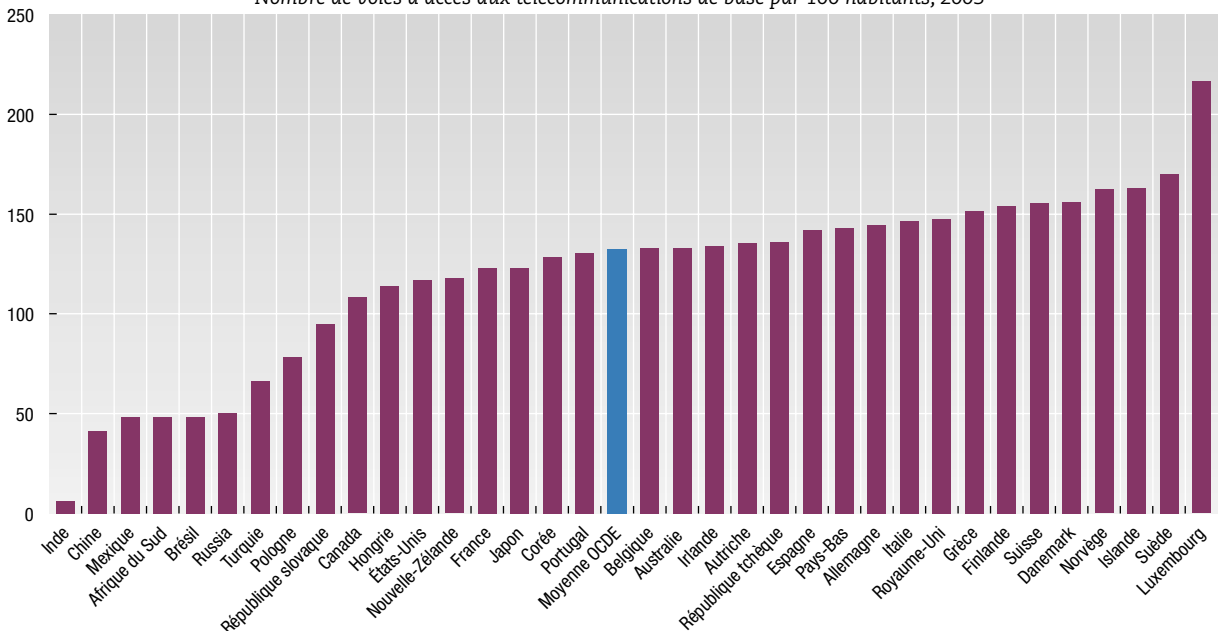
Nombre de voies d'accès aux télécommunications de base par 100 habitants

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	43.0	45.9	49.4	54.1	56.0	61.0	65.0	73.6	87.2	119.7	131.7	136.7	144.3
Australie	49.5	51.4	53.7	57.3	62.7	74.4	78.7	82.9	91.8	104.5	117.2	125.0	133.0
Autriche	44.2	46.2	47.6	49.3	52.0	55.0	61.4	75.5	102.2	125.5	130.6	131.8	135.6
Belgique	41.5	43.1	44.3	46.3	48.8	52.7	60.7	66.8	82.6	107.5	125.0	128.3	132.9
Canada	59.2	60.9	63.0	66.0	68.8	72.5	77.7	83.7	89.7	97.8	105.0	106.7	108.2
Corée	34.0	36.3	38.8	41.7	45.6	50.8	60.5	75.3	108.9	115.1	118.8	126.3	128.5
Danemark	60.7	62.2	66.0	70.0	77.8	88.0	89.4	101.1	117.0	134.0	145.5	152.6	156.1
Espagne	34.4	35.8	37.2	38.6	40.9	47.4	52.6	60.4	82.4	107.0	120.7	130.8	142.2
États-Unis	58.3	60.2	62.2	66.5	71.6	77.7	84.0	90.4	98.6	106.9	112.2	113.9	116.8
Finlande	60.4	61.4	63.7	68.0	75.9	86.0	100.6	117.0	127.6	139.8	147.6	152.9	154.2
France	52.0	54.0	54.2	56.3	59.7	58.4	64.2	75.1	90.4	105.2	116.7	118.7	122.8
Grèce	..	..	45.2	48.4	51.1	54.8	59.2	70.3	88.3	109.0	129.3	142.5	151.5
Hongrie	11.0	12.7	15.2	18.8	24.1	30.7	37.7	44.5	52.0	67.3	85.5	103.9	114.0
Irlande	30.6	32.6	34.3	36.8	40.1	46.3	54.9	69.5	89.0	100.5	120.0	128.2	134.2
Islande	57.5	59.5	61.0	64.0	67.2	75.8	85.0	103.0	129.9	145.4	149.8	157.3	162.2
Italie	41.6	43.1	44.5	46.9	50.6	55.3	65.8	81.2	99.1	120.2	136.8	140.9	146.3
Japon	46.7	48.0	49.3	..	..	72.4	82.6	90.9	100.6	111.2	116.6	119.9	122.9
Luxembourg	49.5	52.5	55.3	58.5	62.9	71.4	78.9	85.9	110.4	142.8	176.5	185.6	216.3
Mexique	7.4	8.3	9.1	..	..	10.7	11.7	13.9	19.2	26.8	35.6	43.3	48.2
Norvège	56.9	59.4	62.7	68.9	79.1	87.9	100.2	113.7	132.7	147.9	156.9	160.1	162.3
Nouvelle-Zélande	45.8	47.3	47.8	52.6	56.2	58.3	64.8	78.8	85.7	101.6	107.0	109.2	117.8
Pays-Bas	48.4	49.8	51.3	53.2	56.0	61.5	72.7	70.8	103.8	132.9	133.9	134.9	142.9
Pologne	..	10.3	11.5	13.1	15.0	17.5	21.5	27.0	35.0	46.3	58.7	68.6	78.5
Portugal	27.4	31.0	33.8	36.6	39.5	44.4	54.5	71.0	87.5	107.4	120.1	124.3	130.4
République slovaque	..	..	16.8	18.9	21.1	23.7	29.6	37.2	43.2	56.1	70.1	82.6	95.0
République tchèque	16.6	17.7	19.1	21.1	23.7	29.3	36.8	45.8	56.4	81.2	108.4	124.7	135.9
Royaume-Uni	46.6	47.9	51.2	56.0	61.2	64.4	69.0	79.3	99.2	127.9	136.3	143.5	147.5
Suède	75.7	76.2	77.5	83.9	91.3	97.5	106.0	118.0	131.6	147.4	156.0	162.7	170.1
Suisse	62.6	64.1	65.7	68.3	71.9	71.9	80.6	91.6	113.3	137.0	146.3	151.5	155.5
Turquie	14.4	16.3	20.6	22.5	23.7	24.1	27.2	31.6	39.3	49.6	54.5	60.9	66.4
Moyenne OCDE	43.6	44.1	45.1	49.4	53.4	57.4	64.4	74.2	89.8	107.4	119.0	125.6	132.5
Afrique du Sud	9.5	9.4	9.6	10.7	11.5	13.0	15.9	20.3	25.4	31.3	36.3	42.0	48.2
Brésil	6.9	7.3	7.6	8.4	9.3	11.2	13.5	16.5	23.8	31.9	38.5	42.4	48.5
Chine	0.7	1.0	1.5	2.4	3.6	5.0	6.7	8.9	12.0	17.8	24.9	32.8	41.3
Fédération de Russie	15.0	15.4	15.9	16.3	17.0	17.7	19.5	20.4	21.9	24.0	28.0	36.2	50.2
Inde	0.7	0.8	0.9	1.1	1.3	1.6	2.0	2.3	2.8	3.6	4.4	5.2	6.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/218460300168>

## Voies d'accès

Nombre de voies d'accès aux télécommunications de base par 100 habitants, 2003

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/671502510033>



## **ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES**

### **AIR, EAU ET SOLS**

ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

CONSOMMATION D'EAU

DÉCHETS MUNICIPAUX

UTILISATION D'ÉLÉMENTS NUTRITIFS DANS L'AGRICULTURE

### **RESSOURCES NATURELLES**

PÊCHERIES

FORÊTS

## ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) constitue la majeure partie des « gaz à effet de serre ». L'ajout de gaz à effet de serre d'origine anthropique à l'atmosphère perturbe l'équilibre radiatif de la Terre. Cela entraîne une élévation de la température à la surface du globe et, par voie de conséquence, a des répercussions sur le climat, le niveau des océans et l'agriculture mondiale.

### Définition

Le tableau présente les émissions de CO<sub>2</sub> résultant de la combustion de pétrole, de charbon et de gaz à des fins énergétiques. La combustion du bois, l'incinération des déchets et certaines activités industrielles (fabrication du ciment, par exemple) provoquent elles aussi des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, mais celles-ci

sont relativement peu importantes en proportion du total et elles ne sont pas comprises dans ces statistiques. Les *Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (version révisée 1996)* donnent des explications techniques plus complètes sur la mesure des émissions de CO<sub>2</sub> estimées dans ce tableau.

### Comparabilité

Ces estimations des émissions sont sensibles à la qualité des données sur l'énergie à partir desquelles elles sont établies. Par exemple, certains pays, membres ou non de l'OCDE, ont des difficultés à reporter des informations sur les soutages et définissent ceux-ci, à tort, comme étant des carburants utilisés à l'étranger par leurs propres navires et aéronefs. Dès lors que les émissions dues aux soutages ne figurent pas dans les totaux nationaux, la comparaison entre pays devient difficile. Mais, comme les estimations sont réalisées au moyen d'une méthode normalisée et de facteurs d'émission identiques pour tous les pays, de manière générale, la comparabilité entre les pays est assez satisfaisante.

### Tendances à long terme

Depuis 1971, les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de 77 % et l'on estime une augmentation d'encre 50 % à horizon 2030. En 1971, 66 % du total étaient imputables aux pays qui sont membres de l'OCDE aujourd'hui. En raison de l'augmentation rapide des émissions du monde en développement, la part imputable à l'OCDE était de 51 % en 2003, mais on prévoit que celle-ci diminue à 41 % d'ici 2030. De loin, c'est en Asie que les hausses observées dans les pays non membres ont été les plus fortes : les émissions de la Chine ont doublé au cours de la période et celles du reste du continent ont quadruplé. L'utilisation du charbon en Chine a accru les émissions de CO<sub>2</sub> de 2.3 milliard de tonnes sur les 32 années considérées.

Les émissions de CO<sub>2</sub> de l'OCDE affichent une baisse importante à deux reprises, à la suite des chocs pétroliers du milieu des années 70 et du début des années 80. Les émissions des économies en transition ont diminué au cours de la dernière décennie, ce qui a contribué à compenser les augmentations enregistrées dans la zone de l'OCDE entre 1990 et aujourd'hui. Cependant, les émissions mondiales n'en ont pas été stabilisées pour autant, car celles des pays en développement ont progressé.

La ventilation des données révèle des variations substantielles entre les différents secteurs. Au début de la période de référence, la production d'électricité expliquait la majeure partie de l'augmentation. Plus récemment, c'est dans les transports que les émissions ont enregistré la hausse la plus rapide.

La part des différents combustibles fossiles dans les émissions totales a légèrement évolué au cours de la période. Ainsi, le charbon continue de représenter à peu près 40 % des émissions, comme au début des années 70. Le gaz naturel est quant à lui passé de 15 % en 1971 à 20 % en 2003, et le pétrole de 49 % à 41 %. Les substitutions entre combustibles et l'utilisation croissante des sources d'énergie non fossiles ont réduit le ratio CO<sub>2</sub>/approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) de 8 % sur les trente-deux dernières années.

### Sources

- AIE (2005), *Émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie : 1971/2003*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *World Energy Outlook 2005: Middle East and North Africa Insights*, AIE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- AIE (2004), *Prospects for CO<sub>2</sub> Capture and Storage*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Act Locally, Trade Globally: Emissions trading for climate policy*, AIE, Paris.
- OCDE (2004), *Voitures propres : Stratégies pour des véhicules peu polluants*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Bilans énergétiques des pays non membres de l'OCDE*, AIE.
- AIE (2005), *Statistiques de l'énergie des pays de l'OCDE*, AIE, Paris.
- AIE (2005), *Statistiques de l'énergie des pays non membres de l'OCDE*, AIE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OMM, PNUE, OCDE, AIE (1996), *Lignes Directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre – version révisée 1996*, OMM, Genève.

#### Bases de données en ligne

- *Émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie*.


 ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DUES À LA COMBUSTION D'ÉNERGIE

 Émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie

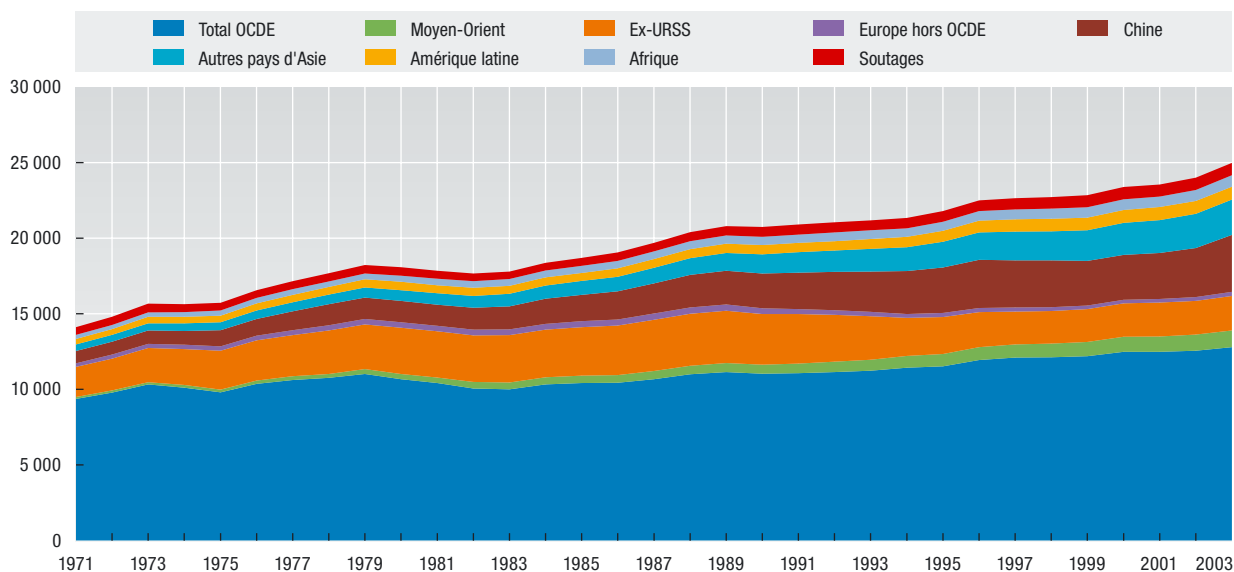
Millions de tonnes

	1971	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2030
Allemagne	984	966	874	902	875	867	839	834	851	841	854	..
Australie	143	260	280	296	303	319	324	329	342	347	347	..
Autriche	49	57	60	65	64	65	64	64	68	69	75	..
Belgique	118	109	114	122	119	121	117	118	120	113	120	..
Canada	340	430	461	477	493	498	508	531	523	532	553	..
Corée	51	226	362	392	418	363	397	428	441	439	448	..
Danemark	56	51	58	71	61	57	54	50	52	51	56	..
Espagne	121	207	236	225	243	250	268	280	287	303	313	..
États-Unis	4 297	4 842	5 112	5 294	5 441	5 489	5 535	5 707	5 630	5 665	5 729	..
Finlande	40	55	56	64	61	57	56	55	60	64	73	..
France	435	355	358	372	365	388	381	380	389	380	390	..
Grèce	25	71	73	76	79	84	83	88	90	90	94	..
Hongrie	62	71	59	60	57	58	58	56	56	56	58	..
Irlande	22	30	32	34	36	38	39	41	43	42	41	..
Islande	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	..
Italie	295	400	413	410	414	424	423	427	428	435	453	..
Japon	743	1 013	1 098	1 121	1 137	1 100	1 144	1 159	1 149	1 185	1 201	..
Luxembourg	15	11	8	8	8	7	8	8	8	9	10	..
Mexique	97	293	313	319	332	352	344	361	360	366	374	..
Norvège	24	29	33	34	36	37	39	34	34	33	36	..
Nouvelle-Zélande	14	22	25	27	28	27	29	30	32	32	33	..
Pays-Bas	130	158	172	179	175	174	169	173	179	179	185	..
Pologne	298	349	333	348	339	316	305	293	292	281	293	..
Portugal	15	40	49	47	49	54	61	60	59	63	59	..
République slovaque	39	55	41	42	42	40	39	38	39	38	39	..
République tchèque	151	154	121	124	120	113	109	118	118	115	117	..
Royaume-Uni	627	560	533	546	524	532	527	526	542	528	540	..
Suède	83	52	54	60	53	54	52	50	50	52	54	..
Suisse	39	42	42	43	42	44	44	43	44	43	44	..
Turquie	42	129	155	172	181	182	181	204	185	194	203	..
UE25	..	..	3 705	3 816	3 746	3 760	3 710	3 714	3 789	3 768	3 884	4 219
Total OCDE	9 357	11 036	11 529	11 930	12 095	12 111	12 198	12 485	12 473	12 548	12 794	15 341
Afrique du Sud	174	255	277	286	300	310	291	298	281	295	318	..
Brésil	91	192	239	258	276	284	294	304	312	310	303	626
Chine	800	2 256	2 977	3 146	3 075	3 061	2 918	2 935	2 992	3 207	3 719	7 173
Fédération de Russie	..	..	1 589	1 562	1 451	1 433	1 473	1 513	1 516	1 503	1 527	2 003
Inde	199	598	796	844	887	882	937	979	989	1 020	1 050	2 283
Autres pays	3 491	6 398	4 385	4 474	4 567	4 641	4 734	4 876	4 981	5 113	5 273	9 945
Monde	14 112	20 736	21 791	22 500	22 651	22 723	22 846	23 391	23 545	23 996	24 983	37 372

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/03877520077>

 Émissions de CO<sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie

Millions de tonnes


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/758634112755>

## CONSOMMATION D'EAU

Les ressources en eaux douce sont d'une importance environnementale et économique majeure. Leur répartition varie beaucoup entre pays et à l'intérieur d'un même pays. Dans les régions arides, elles sont parfois si limitées que la demande ne peut être satisfaite que grâce à des prélèvements incompatibles, du point de vue quantitatif, avec une exploitation durable.

Les prélèvements d'eau, en particulier ceux destinés à l'approvisionnement public, à l'irrigation, à la production industrielle et au refroidissement des centrales électriques, exercent une forte pression sur les ressources avec des incidences importantes sur la quantité et la qualité des ressources en eau. Les principales préoccupations sont liées à l'utilisation irrationnelle de l'eau, et à ses conséquences environnementales et socio-économiques : réduction du débit des cours d'eau, pénuries, salinisation des eaux douces dans les zones côtières, problèmes de santé humaine, recul des zones humides, désertification et limitation de la production alimentaire.

### Définition

Il y a prélèvement dès lors que de l'eau douce est extraite d'une source souterraine ou de surface, de manière permanente ou temporaire, et transportée à son lieu d'usage. Si l'eau est restituée à une source de surface, le prélèvement de cette même eau par un utilisateur situé en aval est compté à nouveau dans le calcul des prélèvements totaux.

L'eau d'exhaure et l'eau de drainage sont incluses dans le calcul des prélèvements. L'eau utilisée pour la production d'électricité correspond à une exploitation *in situ* et n'est pas prise en compte.

### Comparabilité

Il convient de garder à l'esprit que les définitions et les méthodes d'estimation employées par les pays membres peuvent varier considérablement et peuvent changer au cours du temps. En général, la disponibilité et la qualité des données sont meilleures en ce qui concerne

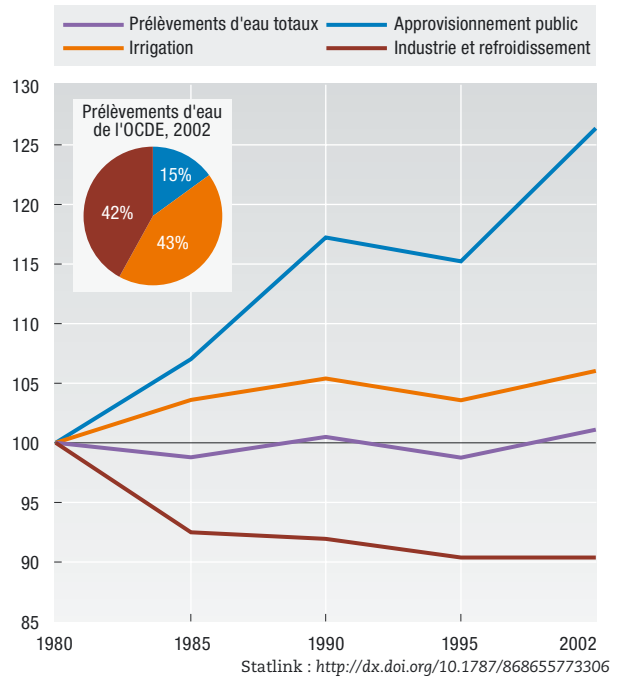
### Tendances à long terme

La plupart des pays de l'OCDE ont augmenté leurs prélèvements dans les années 60 et 70 pour répondre à la demande des secteurs agriculture et énergie. Depuis les années 80, certains pays ont stabilisé leurs prélèvements grâce à des techniques d'irrigation plus efficaces, au déclin d'industries grandes consommatrices d'eau (mines et sidérurgie, par exemple), au développement des technologies de production propres et à la réduction des fuites au niveau des conduites. Cependant, la croissance démographique a entraîné un accroissement des prélèvements, en particulier pour l'approvisionnement public. Au niveau mondial, on estime que la demande en eau a augmenté deux fois plus vite que la population au cours du siècle passé, l'agriculture étant le plus grand consommateur.

les prélèvements pour l'approvisionnement public, qui représentent à peu près 15 % de la totalité de l'eau prélevée dans les pays membres de l'OCDE.

### Prélèvements d'eau dans les pays de l'OCDE

Année 1980 = 100



### Sources

- OCDE (2005), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Regards sur l'environnement : Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE, OMS (2003), *Assessing Microbial Safety of Drinking Water: Improving Approaches and Methods*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Améliorer la gestion de l'eau : L'expérience récente de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Water: Performance and Challenges in OECD Countries*, OECD Environmental Performance Reviews, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Financing Water and Environment Infrastructure: The Case of Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia*, OCDE, Paris.
- OCDE (8808), *Problèmes sociaux liés à la distribution et à la tarification de l'eau*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE Indicateurs environnementaux, [www.oecd.org/env/indicators](http://www.oecd.org/env/indicators).
- OCDE Réforme du secteur de distribution et d'assainissement de l'eau, [www.oecd.org/env/water](http://www.oecd.org/env/water).



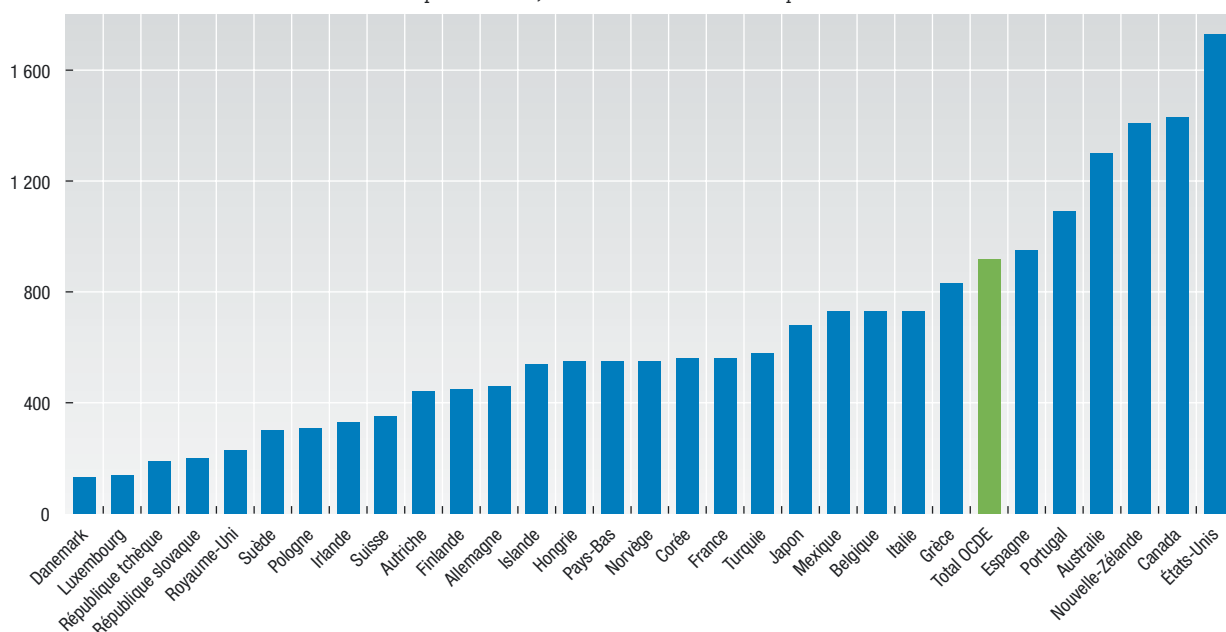


## Prélèvements d'eau

	Prélèvements bruts totaux Millions de m <sup>3</sup>					Prélèvements par habitant m <sup>3</sup> /habitant
	1980	1985	1990	1995	2002 ou dernière année disponible	2002 ou dernière année disponible
Allemagne	42 206	41 216	47 873	43 374	38 006	460
Australie	10 900	14 600	..	15 055	24 071	1 300
Autriche	3 342	3 363	3 734	3 368	3 561	440
Belgique	..	..	..	8 149	7 442	730
Canada	37 594	42 383	45 096	..	42 214	1 420
Corée	12 800	..	21 300	23 700	26 000	560
Danemark	1 205	..	974	933	707	130
Espagne	39 920	46 250	36 900	33 288	38 544	960
États-Unis	517 720	467 335	468 620	470 514	476 800	1 730
Finlande	3 700	4 000	2 347	2 586	2 346	450
France	30 972	34 887	37 687	40 671	33 164	560
Grèce	5 040	5 496	7 030	..	8 695	830
Hongrie	4 805	6 267	6 293	5 976	5 591	550
Irlande	1 070	..	..	1 176	1 176	330
Islande	108	112	167	164	156	540
Italie	..	..	..	..	41 982	730
Japon	86 000	86 357	88 009	88 202	86 104	680
Luxembourg	..	67	59	57	60	140
Mexique	56 003	..	..	73 672	72 564	730
Norvège	..	2 025	..	2 420	2 420	550
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	5 410	1 410
Pays-Bas	9 198	9 349	7 984	7 919	8 889	560
Pologne	15 131	16 409	15 164	12 924	11 728	300
Portugal	10 500	..	8 600	10 849	11 090	1 090
République slovaque	2 232	2 061	2 116	1 386	1 094	200
République tchèque	3 622	3 679	3 623	2 743	1 908	190
Royaume-Uni	13 514	11 533	12 052	9 547	12 375	230
Suède	4 106	2 970	2 968	2 725	2 689	300
Suisse	2 589	2 646	2 665	2 571	2 539	350
Turquie	16 200	19 400	28 073	30 112	39 780	580
Total OCDE	992 500	976 800	990 500	990 800	1 016 400	920

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/638065403044>

## Prélèvements d'eau dans les pays de l'OCDE

 m<sup>3</sup> par habitant, 2002 ou dernière année disponible

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/675416154481>

## DÉCHETS MUNICIPAUX

La quantité de déchets municipaux produite dans un pays est fonction du taux d'urbanisation, des types et des modes de consommation, des revenus des ménages et des modes de vie. Bien que les déchets municipaux ne constituent qu'une partie de la totalité des déchets produits, leur gestion et leur traitement absorbent souvent plus du tiers des efforts financiers consentis par le secteur public pour lutter contre la pollution.

Les principales préoccupations environnementales sont liées aux répercussions potentielles d'une gestion inadaptée des déchets sur la santé humaine et sur l'environnement (contamination des sols et de l'eau, qualité de l'air, utilisation des terres et paysages).

Les quantités exprimées en kilogrammes de déchets municipaux par habitant (« l'intensité de production de déchets ») sont un indicateur général de la pression potentielle sur l'environnement. Il convient de les compléter avec des informations sur les pratiques et les coûts de gestion des déchets, ainsi que sur les niveaux et modes de consommation.

### Définition

Les déchets municipaux sont les déchets collectés et traités par ou pour les municipalités. Ils comprennent les déchets des ménages, y compris les encombrants, les déchets assimilés produits par les activités commerciales, les bureaux, les institutions et les petites entreprises, les déchets d'entretien des jardins et des espaces verts, et les déchets d'entretien de la voirie (nettoyage des rues, contenu des poubelles publiques et déchets des marchés). La définition exclut les déchets issus de l'assainissement des eaux usées municipales, ainsi que les déchets municipaux de construction et de démolition.

### Tendances à long terme

En augmentation depuis 1980, la quantité de déchets municipaux produite dans la zone de l'OCDE a dépassé 590 millions de tonnes au début des années 2000 (570 kg par habitant). L'évolution de l'intensité de production (kilogrammes par habitant) suit en gros celles des dépenses de consommation finale privée et du PIB, abstraction faite d'un léger ralentissement ces dernières années.

La quantité de déchets municipaux est également fonction des pratiques nationales de gestion des déchets. Seuls quelques pays ont réussi à réduire le volume des déchets solides qui doivent être éliminés. Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, l'augmentation de la richesse matérielle, associée à la croissance économique et à l'évolution des modes de consommation, tend à provoquer une hausse de la production de déchets par habitant.

### Comparabilité

La définition des déchets municipaux et les méthodes d'enquête employées varient d'un pays à l'autre.

Les principaux problèmes tiennent à la prise en compte des déchets de type ménager produits par les activités commerciales, ainsi que des collectes sélectives réalisées par des entreprises privées.

Les données sur le Canada et la Nouvelle-Zélande portent uniquement sur les déchets des ménages.

Le total OCDE ne comprend pas la République tchèque, la Hongrie, la Corée, la Pologne et la République slovaque.

### Sources

- OCDE (2005), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Regards sur l'environnement : Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Addressing the Economics of Waste*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Economic Aspects of Extended Producer Responsibility*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Toward Waste Prevention Performance Indicators*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE Indicateurs environnementaux, [www.oecd.org/env/indicators](http://www.oecd.org/env/indicators).
- OCDE Prévention de la production de déchets et gestion des déchets, [www.oecd.org/env/waste](http://www.oecd.org/env/waste).



## Production de déchets municipaux

 Montants totaux produits  
Milliers de tonnes

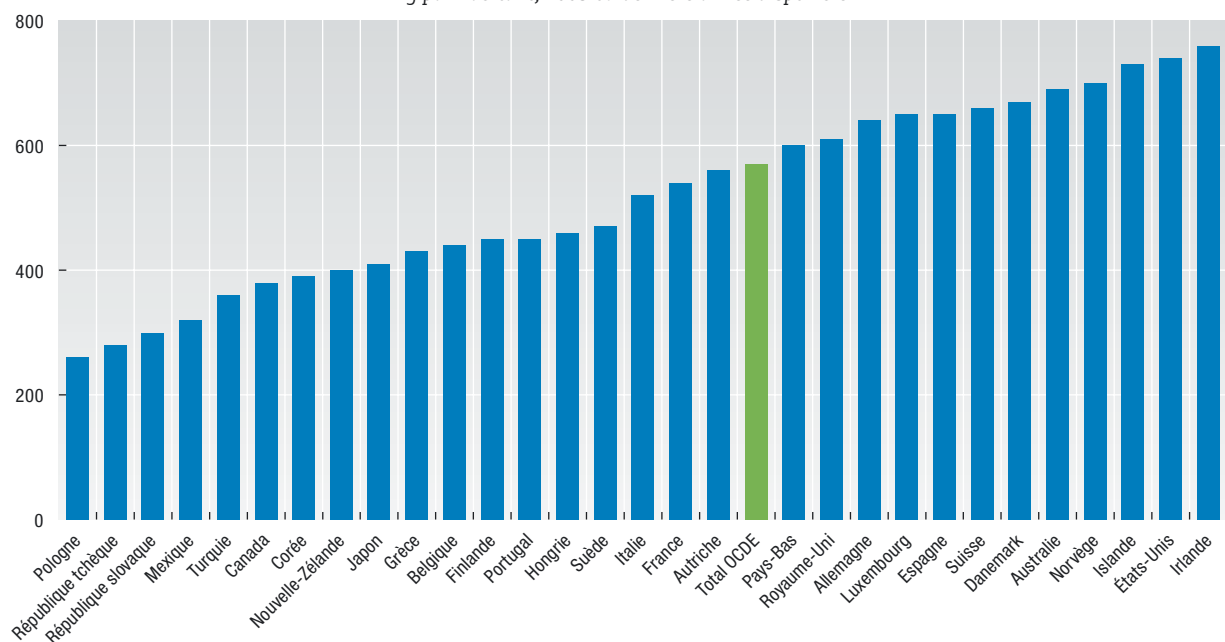
 Intensité de production  
kg/habitant

	1980	1985	1990	1995	2003 ou dernière année disponible	2003 ou dernière année disponible
Allemagne	..	..	..	44 390	52 627	640
Australie	10 000	..	12 000	..	13 200	690
Autriche	..	..	3 204	3 476	4 502	560
Belgique	2 853	3 267	3 674	4 612	4 615	440
Canada	..	..	8 925	7 030	12 008	380
Corée	..	20 994	30 646	17 438	18 519	390
Danemark	2 046	2 430	..	2 960	3 634	670
Espagne	..	..	..	..	26 596	650
États-Unis	137 568	149 189	186 167	193 869	214 253	740
Finlande	..	..	..	2 100	2 344	450
France	..	..	26 220	28 253	33 467	540
Grèce	2 500	3 000	3 000	3 200	4 710	430
Hongrie	..	..	5 500	4 752	4 696	460
Irlande	640	1 100	..	1 848	3 001	760
Islande	..	..	..	166	209	730
Italie	14 041	15 000	20 000	25 780	30 038	520
Japon	43 995	43 450	50 441	50 694	52 097	410
Luxembourg	128	131	224	240	295	650
Mexique	..	..	21 062	30 510	33 758	320
Norvège	1 700	1 968	2 000	2 722	3 170	700
Nouvelle-Zélande	880	..	1 140	1 431	1 541	400
Pays-Bas	7 050	6 933	7 430	8 469	9 656	600
Pologne	10 055	11 087	11 098	10 985	9 925	260
Portugal	1 980	2 350	3 000	3 855	4 701	450
République slovaque	..	1 901	1 600	1 620	1 599	300
République tchèque	..	2 600	..	3 200	2 857	280
Royaume-Uni	..	..	27 100	28 900	36 841	610
Suède	2 510	2 650	3 200	3 555	4 211	470
Suisse	2 790	3 398	4 101	4 200	4 838	660
Turquie	12 000	18 000	22 315	20 910	25 611	360
Total OCDE	369 000	399 000	481 000	522 000	594 000	570

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/310764326033>

## Production de déchets municipaux

kg par habitant, 2003 ou dernière année disponible


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/785106448687>

## UTILISATION D'ÉLÉMENTS NUTRITIFS DANS L'AGRICULTURE

Les apports d'éléments nutritifs tels que l'azote et le phosphore sont essentiels à la production agricole et à l'amélioration de la productivité. Si la teneur en éléments nutritifs d'un sol n'est pas rétablie après cultivation, cela peut entraîner une baisse de fertilité des sols et mettre en question la durabilité de l'agriculture. De même, l'apport excessif d'éléments nutritifs peut être à l'origine d'une dégradation de la qualité des eaux de surface et souterraines (eutrophisation) et de la qualité de l'air (acidification), et contribuer au réchauffement de la planète (effet de serre). Beaucoup de pays membres de l'OCDE ont fixé des objectifs de réduction des rejets d'éléments nutritifs de l'agriculture. Ceux-ci sont étroitement liés au fait que l'agriculture doit respecter les normes nationales de rejet de nitrates et de phosphates dans l'environnement aquatique. Plusieurs conventions et accords internationaux ont également pour but de limiter et de réduire les pollutions transfrontières, y compris les rejets agricoles d'éléments nutritifs dans l'eau et l'atmosphère.

### Définition

À l'heure actuelle, le bilan des éléments nutritifs dans l'agriculture utilisé comme indicateur par l'OCDE se limite au bilan azoté à la surface du sol

L'indicateur mesure l'écart entre l'azote à la disposition d'un système agricole (apporté principalement par le fumier organique et par les engrais chimiques) et l'absorption par l'agriculture (en grande partie par les cultures alimentaires et fourragères). Un excédent persistant est révélateur d'une pollution potentielle, tandis qu'un déficit persistant indique des problèmes potentiels de durabilité de l'agriculture. Exprimé en kilogrammes par hectare, le bilan azoté porte sur la totalité des terres consacrées à l'agriculture.

### Tendances à long terme

Au cours de la dernière décennie, les bilans azotés à la surface du sol montrent une tendance à la baisse ou une stabilisation de l'excédent dans la plupart des pays membres de l'OCDE, ce qui suggère que l'impact potentiel sur l'environnement des rejets d'azote dus à l'agriculture s'atténue ou demeure constant. Certains pays avec un excédent azoté relativement important ont signalé des réductions sensibles, même si dans quelques pays l'excédent a augmenté. À l'intérieur d'un même pays, les variations du bilan de l'azote dans l'espace peuvent être considérables. Ainsi, les données régionales indiquent que même dans les pays où l'excédent est relativement modeste à l'échelon national, la pollution par les nitrates touche certains secteurs tandis que dans d'autres secteurs les sols affichent un déficit d'éléments nutritifs.

### Comparabilité

Fondé sur une méthode uniforme qui assure la comparabilité entre les pays membres de l'OCDE, l'indicateur apporte des informations sur les pertes potentielles d'azote vers les sols, l'air et les eaux de surface et souterraines. Toutefois, les pertes dues à la volatilisation de l'ammoniac dans l'atmosphère à partir des bâtiments d'élevage et du fumier stocké ne sont pas prises en compte dans les calculs.

La méthode employée a certes été harmonisée, mais les coefficients de conversion en azote peuvent varier d'un pays à l'autre pour diverses raisons (différences dans les conditions agro-écologiques, dans le calcul du poids/rendement dans l'élevage, et dans les méthodes employées pour estimer les coefficients). De plus, une partie du résultat calculé correspond aux dépôts atmosphériques d'azote qui, pour l'essentiel, ne sont pas liés aux activités agricoles.

Nous ne disposons pas de données sur le Luxembourg et les données de l'Islande pour la période 1995-1997 concernent en réalité l'année 1995.

### Source

- OCDE (2001), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : Méthodes et résultats*, volume 3, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (1999), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : Concepts et cadre d'analyse*, volume 1, OCDE, Paris.
- OCDE (1999), *Indicateurs environnementaux pour l'agriculture : Questions clés et conception – « Le séminaire de York »*, volume 2, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Base de données Nitrogen Balance de l'OCDE.

#### Sites Web

- Indicateurs agro-environnementaux de l'OCDE, [www.oecd.org/agr/env/indicators.htm](http://www.oecd.org/agr/env/indicators.htm).



### Estimations du bilan azoté à la surface du sol

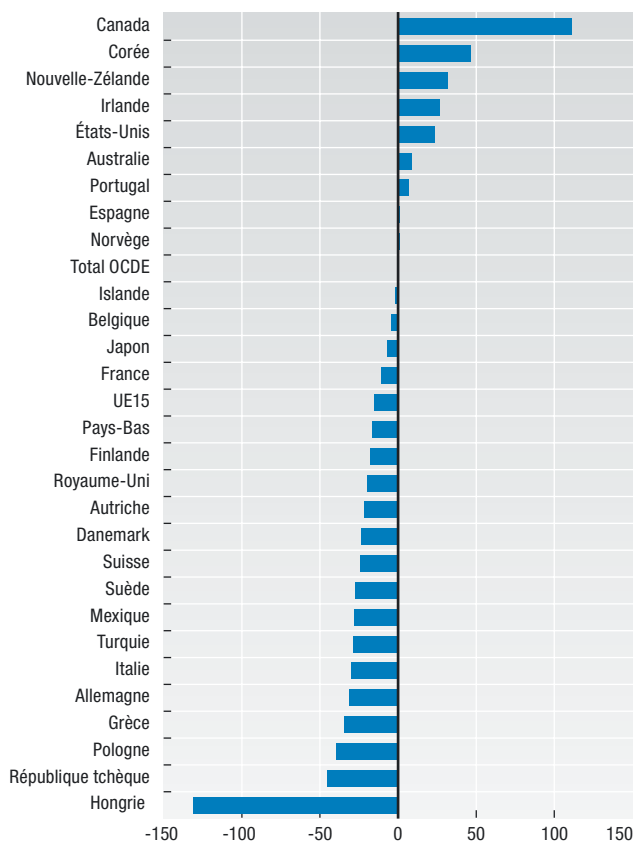
kg d'azote/ha de terre agricole,  
1985-87 à 1995-97

	1985-87	1995-97	Changement (%)
Allemagne	88.22	60.75	-31.14
Australie	6.54	7.11	8.75
Autriche	34.88	27.42	-21.40
Belgique	189.18	181.00	-4.33
Canada	6.19	13.08	111.31
Corée	172.78	253.30	46.60
Danemark	154.06	118.10	-23.34
Espagne	40.19	40.59	1.00
États-Unis	25.28	31.16	23.24
Finlande	77.86	64.07	-17.70
France	59.23	53.03	-10.47
Grèce	57.88	38.17	-34.07
Hongrie	47.04	-14.64	-131.12
Irlande	62.27	78.98	26.83
Islande	7.11	6.97	-1.99
Italie	44.45	31.21	-29.78
Japon	144.68	134.89	-6.76
Mexique	27.77	20.05	-27.79
Norvège	72.44	73.02	0.80
Nouvelle-Zélande	4.67	6.13	31.47
Pays-Bas	314.16	261.95	-16.62
Pologne	47.51	28.80	-39.39
Portugal	62.25	66.44	6.74
République tchèque	98.96	54.47	-44.96
Royaume-Uni	107.25	86.44	-19.40
Suède	46.95	34.00	-27.58
Suisse	80.17	60.82	-24.15
Turquie	17.20	12.23	-28.90
UE15	68.76	58.39	-15.07
Total OCDE	23.41	23.27	-0.62

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/242580333153>

### Variations du bilan azoté à la surface du sol, 1985-1987 à 1995-1997

Pourcentage



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/648401582235>

## PÊCHERIES

La pêche contribue de façon notable à la durabilité des revenus, aux possibilités d'emploi et aux apports globaux de protéines. Dans certains pays, notamment deux pays de l'OCDE au moins – le Japon et l'Islande –, le poisson est la principale source de protéines.

### Définition

Les chiffres concernent les quantités de poissons marins débarquées, ainsi que les poissons et les crustacés provenant des eaux continentales et élevés en réservoirs d'eau douce et d'eau de mer. Les prises de poissons marins pour chaque pays comprennent les poissons débarqués dans les ports étrangers et nationaux. Le tableau distingue entre la *pêche maritime* et l'*aquaculture* en raison de leurs systèmes de production et de leurs taux de croissance différents.

### Tendances à long terme

La production totale des pays de l'OCDE a diminué de plus de 10 % au cours de la dernière décennie. Étant donné que la production mondiale de poisson a augmenté durant la même période, la contribution relative des pays de l'OCDE a baissé, passant de 26 % (en 1995) à 21 % (en 2003). Le recul de la production totale des pays de l'OCDE masque des évolutions divergentes. Alors que la production aquacole a augmenté de 8 % environ entre 1995 et 2003, la production halieutique a baissé de 19 %. Cette dernière évolution reflète principalement l'état préoccupant de certains stocks de poissons importants, dans l'hémisphère nord notamment, et les changements dans les accords bilatéraux et internationaux concernant l'accès aux stocks de poissons dans les eaux de pays tiers. À l'échelle mondiale, on estime qu'environ 25 % des stocks sont surexploités, tandis qu'environ 50 % des stocks sont pleinement exploités.

La production de la pêche maritime a accusé un recul particulièrement prononcé au Danemark, en Grèce, au Japon et en Espagne entre 1995 et 2003 ; dans ces pays, elle a baissé de plus de 5 % par an. En revanche, un petit nombre de pays ont accru leur production – le Canada, les Pays-Bas et l'Islande ont tous vu leurs prises augmenter de 2 % ou plus par an en moyenne entre 1995 et 2003. Le Japon et les États-Unis restent les producteurs les plus importants malgré leurs prises qui diminuent, respectivement de 5 % et de 1 % par an.

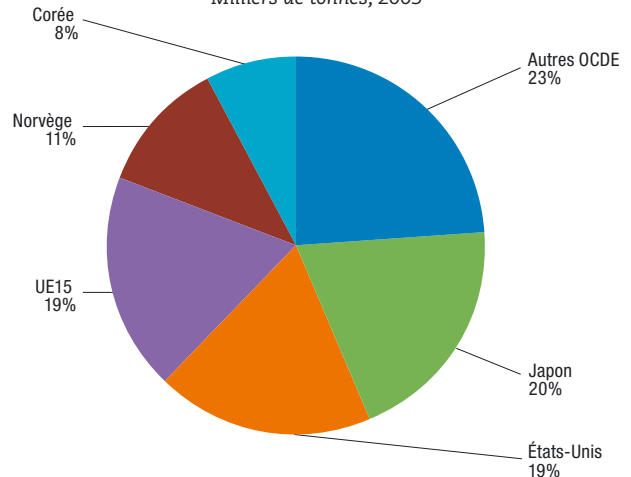
La production aquacole s'est accrue dans plupart des pays, progressant de plus de 10 % en Turquie, en Grèce, au Canada et en Irlande. Elle a en revanche accusé un recul relativement prononcé au Mexique, en Finlande et au Danemark mais, en 2003, l'aquaculture représentait plus de 16 % de la production totale de poisson – contre 13 % en 1995.

### Comparabilité

Les séries chronologiques présentées sont relativement complètes et cohérentes d'une année sur l'autre, mais certaines variations temporelles peuvent refléter des modifications des systèmes de notification. Dans un petit nombre de cas, les chiffres indiqués sont des estimations de l'OCDE.

### Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers

Milliers de tonnes, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/305272812382>

### Source

- OCDE (2005), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE* : vol. 2 – Statistiques nationales 2001-2003, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), *Coûts de gestion des pêcheries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *La libéralisation du secteur de la pêche : Sa portée et ses effets*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Fish Piracy: Combating Illegal, Unreported and Unregulated Fishing*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Pourquoi la pêche pirate perdure : Les ressorts économiques de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2006), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE* : volume 1 : Politiques et statistiques de base, Édition 2005, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE Pêcheries, [www.oecd.org/agr/peche](http://www.oecd.org/agr/peche).



## Pêche en mer et production de l'aquaculture

Milliers de tonnes

 Débarquements des produits de la pêche  
dans les ports domestiques et étrangers

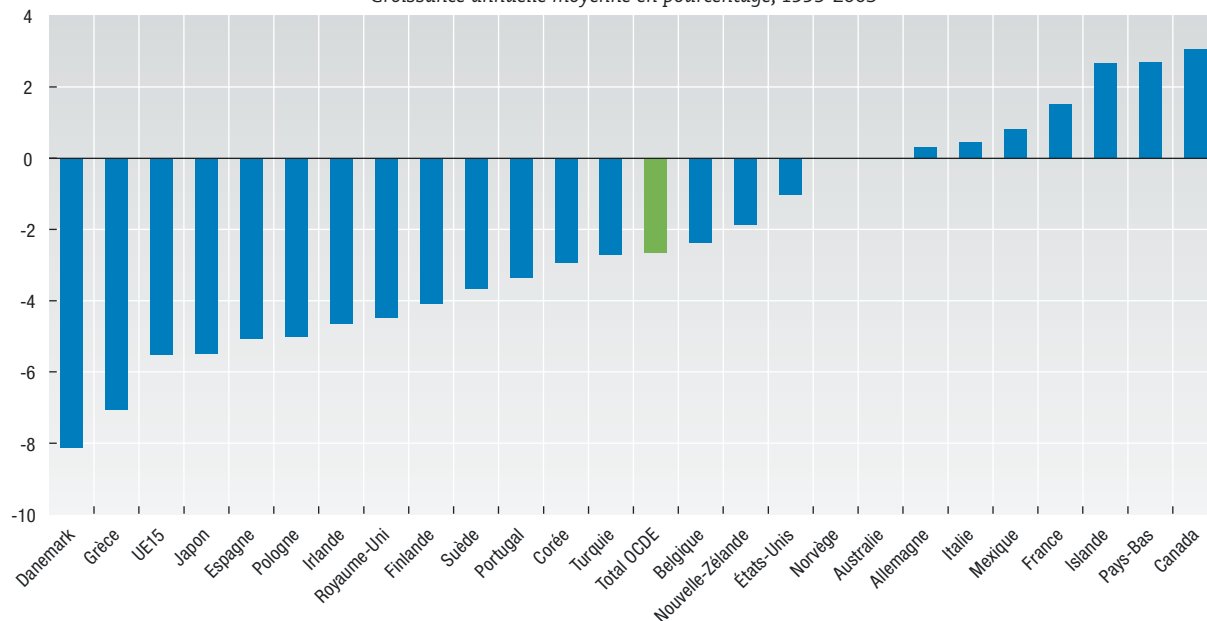
Aquaculture

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Australie	201	194	210	210	185	187	187	201	24	27	28	34	37	40	44	44
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	4	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	29	27	27	26	27	27	26	24	2	2	2	2	2	2	2	..
Canada	854	941	975	1 005	1 008	1 060	1 042	1 088	66	82	92	113	127	153	177	156
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	19	17	18	19	19	20	19	20
Danemark	2 025	1 845	1 543	1 415	1 524	1 501	1 433	1 028	45	39	42	43	44	42	37	36
Finlande	106	119	106	85	92	96	95	76	17	16	16	15	15	16	15	13
France	616	475	552	588	682	665	690	695	281	268	266	266	267	253	250	245
Allemagne	241	225	234	234	194	179	182	247	40	39	37	34	45	43	50	65
Grèce	153	153	113	34	93	91	94	85	33	55	60	76	88	95	101	105
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	9	15	..	..	..	..	..	..
Islande	1 603	2 224	1 682	1 760	1 930	1 942	2 132	1 979	4	4	4	4	4	5	3	6
Irlande	379	308	337	269	291	305	281	259	27	39	42	44	41	54	53	63
Italie	301	301	292	265	387	339	304	312	225	191	217	217	228	264	260	192
Japon	7 450	6 071	5 394	5 311	5 092	4 814	4 495	4 743	1 390	1 340	1 291	1 315	1 292	1 311	1 385	1 301
Corée	2 322	2 423	2 247	2 306	2 090	2 142	1 867	1 831	1 017	336	797	777	667	668	794	844
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	1 222	1 222	954	1 096	1 193	1 251	1 295	1 303	158	169	160	48	46	75	71	70
Pays-Bas	463	329	342	404	404	404	467	573	84	100	92	92	92	92	92	..
Nouvelle-Zélande	567	653	577	544	536	501	512	488	69	75	83	83	87	76	76	..
Norvège	2 701	2 856	2 851	2 627	2 894	2 862	2 923	2 701	278	368	413	476	492	511	554	582
Pologne	241	381	287	235	200	207	204	160	25	29	31	33	32	34	33	32
Portugal	242	211	215	190	172	173	181	184	5	7	8	6	8	8	8	..
Espagne	1 075	1 026	1 097	1 102	1 002	941	747	..	224	240	315	321	312	313	328	313
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	379	350	401	329	341	308	284	281	8	7	6	6	6	8	6	7
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	577	551	551	524	461	484	523	463	22	43	53	63	79	67	61	80
Royaume-Uni	912	888	898	835	748	738	685	631	92	127	138	144	144	150	150	..
États-Unis	4 783	4 635	4 350	4 428	4 245	4 434	4 407	4 402	413	349	358	382	373	371	393	420
UE15	6 920	6 255	6 157	5 775	5 957	5 734	5 474	4 395	1 087	1 130	1 240	1 266	1 290	1 339	1 346	1 039
Total OCDE	29 442	28 405	26 233	25 820	25 791	25 587	24 612	23 754	4 567	3 970	4 566	4 612	4 544	4 671	4 922	4 594

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/755675371532>

## Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1995-2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/512007747343>

## FORÊTS

Les forêts comptent parmi les écosystèmes les plus divers et les plus représentés sur la Terre, et elles remplissent de nombreuses fonctions : espaces de loisir, pourvoyeuses de bois d'œuvre et d'autres produits commerciaux ; elles assurent des services écosystémiques, dont la régulation de la qualité des sols, de l'air et de l'eau, constituent des réservoirs de biodiversité, et absorbent le dioxyde de carbone, ralentissant ainsi le réchauffement de la planète.

L'impact des activités humaines sur la santé des forêts et sur leur croissance et leur régénération naturelles suscite beaucoup d'inquiétude. Les ressources forestières sont souvent menacées par la surexploitation, la fragmentation, la dégradation de la qualité de l'environnement et la conversion à d'autres utilisations des terres. Les principales pressions qui s'exercent sur les forêts résultent des activités humaines : expansion de l'agriculture, développement des infrastructures de transport, exploitation non durable de la ressource, pollution de l'air et incendies volontaires.

### Définition

Selon la CEE-ONU et la FAO (Temperate and Boreal Forest Resources Assessment 2000, ou TBFRA 2000), une forêt est un terrain de plus de 0.5 ha dont le houppier des arbres représente 10 % de la superficie au minimum. Cette définition exclut les terres utilisées essentiellement à des fins agricoles.

### Tendances à long terme

Le pourcentage des terres que représentent les forêts et les autres superficies boisées varie beaucoup d'un pays à l'autre : dépassant 60 % en Finlande, en Suède, au Japon et en Corée, il tombe à 10 % ou moins au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Irlande et en Islande.

Des séries temporelles longues sont nécessaires pour faire apparaître l'évolution de la superficie des forêts. Les augmentations sont généralement dues à des politiques actives de boisement conduites par les pouvoirs publics, tandis que les diminutions peuvent être provoquées par les incendies, les coupes à blanc sans replantation et la conversion des forêts en zones constructibles, terres agricoles ou autres.

L'étendue des forêts et des surfaces boisées reste stable ou augmente légèrement à l'échelle nationale dans la plupart des pays membres de l'OCDE, et elle demeure stationnaire dans la zone de l'OCDE tout entière. Néanmoins, la superficie des forêts diminue à l'échelle mondiale, en raison notamment de la poursuite de la déforestation dans les pays tropicaux.

### Comparabilité

Les pourcentages correspondent à des moyennes nationales qui peuvent masquer des variations importantes entre forêts.

Dans certains pays, seuls sont considérés comme des forêts les terrains dont la superficie est occupée à 20 % au minimum par le couvert forestier, et qui ne sont pas utilisés essentiellement à des fins autres que forestières.

Les variations indiquées dans le tableau peuvent être dues à une modification de la définition ou des méthodes de mesure.

### Sources

- OCDE (2005), *Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2004*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Regards sur l'environnement : Les indicateurs de l'environnement de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Issues Brief – Forests and Violent Conflict*, OCDE, Paris.





## Forêts et autres terres boisées

 En pourcentage  
de la superficie  
des terres

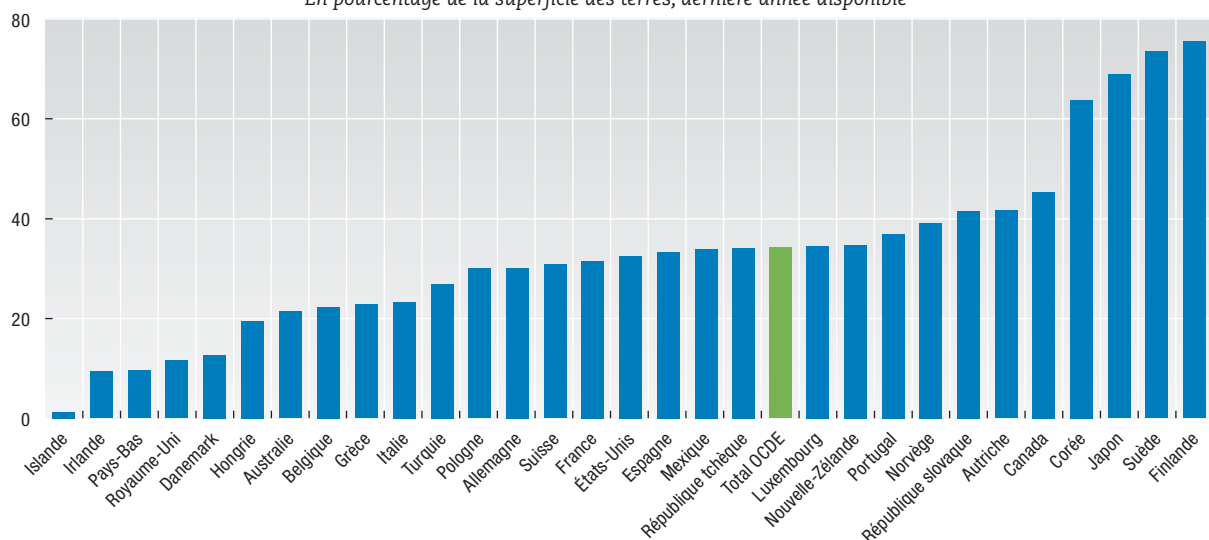
 Surface en km<sup>2</sup>

	1970	1980	1990	1995	Début des années 2000 ou dernière année disponible	Dernière année disponible
Allemagne	101 180	102 730	103 220	104 540	105 310	30.2
Australie	1 377 000	1 458 840	1 491 750	1 568 770	1 642 900	21.4
Autriche	33 640	33 770	34 350	34 830	34 330	41.6
Belgique	6 590	6 730	6 730	6 720	6 790	22.4
Canada	4 431 020	4 358 930	4 175 850	4 175 840	..	45.3
Corée	61 920	64 840	63 330	63 030	62 970	63.8
Danemark	5 190	5 190	5 380	..	..	12.7
Espagne	142 000	155 980	158 070	163 910	166 410	33.3
États-Unis	3 021 030	2 994 940	2 973 210	2 981 350	..	32.6
Finlande	223 690	233 210	233 670	231 860	230 090	75.5
France	156 420	163 130	165 330	168 740	170 930	31.6
Grèce	29 670	29 510	29 400	..	..	22.8
Hongrie	14 710	15 870	16 740	17 190	17 870	19.5
Irlande	3 030	3 900	4 810	5 910	6 500	9.4
Islande	1 100	1 100	1 250	1 280	1 310	1.3
Italie	61 620	63 550	67 560	68 210	68 550	23.3
Japon	252 630	252 790	252 120	251 460	251 170	68.9
Luxembourg	830	820	890	890	890	34.5
Mexique	681 540	616 120	608 370	638 130	646 730	33.9
Norvège	114 000	119 200	119 200	120 000	120 000	39.2
Nouvelle-Zélande	73 310	78 120	89 270	90 400	92 550	34.7
Pays-Bas	2 980	2 940	3 100	3 110	3 230	9.5
Pologne	86 110	87 540	88 840	89 580	91 310	30.0
Portugal	28 340	29 760	32 290	33 240	33 810	36.9
République slovaque	18 480	19 550	19 890	19 920	20 010	41.6
République tchèque	26 060	26 230	26 290	26 300	26 370	34.1
Royaume-Uni	19 000	21 950	24 200	24 890	27 940	11.6
Suède	270 760	274 130	280 990	302 590	..	73.5
Suisse	11 700	12 550	12 630	12 720	..	30.8
Turquie	201 990	203 510	205 680	206 760	207 630	27.0
Total OCDE	11 202 370	11 254 340	11 294 400	11 446 950	11 542 890	33.4

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/145310581553>

## Forêts et autres terres boisées

En pourcentage de la superficie des terres, dernière année disponible


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/085251450658>



# ÉDUCATION

## RÉSULTATS

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES  
NIVEAU DE FORMATION SUPÉRIEURE

## DÉPENSES D'ÉDUCATION

DÉPENSES DANS L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE  
DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES D'ÉDUCATION

## ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

Avec quelle efficacité les systèmes scolaires dotent-ils les jeunes d'un solide socle de connaissances et de qualifications qui les arment pour la vie et pour continuer à apprendre au-delà de l'école ? Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) évalue les savoirs et savoir-faire que les jeunes ont acquis à l'âge de 15 ans, c'est-à-dire vers la fin de la scolarité obligatoire, en mathématiques, en sciences, en compréhension de l'écrit et dans les compétences transdisciplinaires.

Dans le cadre du cycle 2003 du PISA, il a également été demandé aux élèves s'ils avaient accès à des ordinateurs et quelle était leur fréquence d'utilisation de ces derniers. Ces questions ont été posées dans 25 pays de l'OCDE et les résultats sont indiqués dans les pages suivantes.

### Définition

L'enquête PISA couvre les mathématiques, la compréhension de l'écrit, les sciences et la résolution de problèmes. Le cycle d'évaluation 2003 du PISA prévoyait des tests d'une durée totale de trois heures et demie en mathématiques et d'une heure respectivement en compréhension de l'écrit, en sciences et en résolution des problèmes. Chaque élève devait consacrer deux heures aux tests.

La culture mathématique est par définition l'aptitude de l'élève à identifier et à comprendre le rôle des mathématiques, à s'engager dans des activités mathématiques et à porter des jugements fondés sur le rôle que les mathématiques jouent dans la vie présente et future de chaque individu en tant que citoyen constructif, impliqué et réfléchi.

### En bref

Les résultats du PISA pour 2000 (premier cycle du PISA) et pour 2003 sont indiqués dans le tableau en ce qui concerne la compréhension de l'écrit et les sciences. L'absence de chiffre signifie soit que le pays concerné n'a pas participé au cycle, soit que le taux de réponse était trop faible pour que les résultats soient fiables. Le graphique donne les résultats du cycle 2003 pour les mathématiques par rapport à la moyenne OCDE (500). L'Allemagne, l'Autriche, l'Irlande et la République slovaque obtiennent des résultats sensiblement identiques à la moyenne OCDE dans ce domaine.

On observe d'importantes variations en ce qui concerne le nombre d'années pendant lesquelles les élèves ont indiqué avoir eu accès à des ordinateurs. Dans huit pays, 50 % des élèves ont déclaré utiliser un ordinateur depuis au moins cinq ans – c'est-à-dire depuis l'âge de dix ans environ. L'Australie, le Canada et les États-Unis ont indiqué les pourcentages les plus élevés. À l'opposé, moins de 25 % des élèves de sept pays, dont l'Italie et le Japon, ont déclaré utiliser des ordinateurs depuis cinq ans ou plus.

L'ordinateur est utilisé beaucoup plus couramment au domicile qu'en milieu scolaire. Dans la majorité des pays de l'OCDE, plus de 70 % des élèves utilisent fréquemment des ordinateurs chez eux, mais au Japon, au Mexique et en Turquie, moins de 50 % font état d'une utilisation fréquente.

La culture scientifique est par définition la capacité de l'élève à utiliser des connaissances scientifiques et à tirer des conclusions fondées sur des faits, en vue de comprendre le monde naturel ainsi que son interaction avec l'activité humaine, et de contribuer à prendre des décisions à leur propos.

La compréhension de l'écrit est par définition la capacité de comprendre, d'utiliser et d'interpréter des textes écrits mais aussi de réfléchir à leur propos. Cette capacité devrait permettre à chacun de réaliser ses objectifs, de développer ses connaissances et son potentiel et de prendre une part active dans la société.

Par utilisateurs fréquents d'ordinateurs on entend les élèves qui ont répondu qu'ils utilisaient des ordinateurs « presque tous les jours » ou « quelques fois par semaine ». Les autres réponses possibles étaient les suivantes : « Entre une fois par semaine et une fois par mois », « Moins d'une fois par mois » ou « Jamais ».

### Comparabilité

Des experts éminents des pays participants formulent des avis sur l'ampleur et la nature des évaluations et les décisions finales à cet égard sont prises par les gouvernements des pays de l'OCDE. Des ressources et des efforts considérables sont mis en œuvre pour rendre compte des diversités culturelles et linguistiques et pour les concilier dans les matériels d'évaluation et des mécanismes stricts d'assurance qualité sont appliqués au stade de la traduction, de l'échantillonnage et de la collecte de données.

Plus de 250 000 élèves de 15 ans dans 41 pays participants ont été évalués dans le cadre du cycle 2003 du PISA. Comme les résultats sont basés sur des échantillons probabilistes, il est possible de calculer les erreurs types d'estimation ; celles-ci sont indiquées dans les tableaux.

### Sources

- OCDE (2001), PISA – *Connaissances et compétences : des atouts pour la vie* – Premiers résultats de PISA 2000, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), PISA – *Apprendre aujourd'hui, réussir demain* – Premiers résultats de PISA 2003, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Are Students Ready for a Technology-Rich World? What PISA Studies Tell Us*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), PISA – *Literacy Skills for the World of Tomorrow – Further Results from PISA 2000*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), PISA – *Résoudre des problèmes, un atout pour réussir : Premières évaluations des compétences transdisciplinaires* issues de PISA 2003, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Base de données PISA de l'OCDE.

#### Sites Web

- Site Web de PISA, [www.pisa.oecd.org](http://www.pisa.oecd.org).

## Résultats du PISA 2000 et PISA 2003 : compréhension de l'écrit et culture scientifique

Compréhension de l'écrit

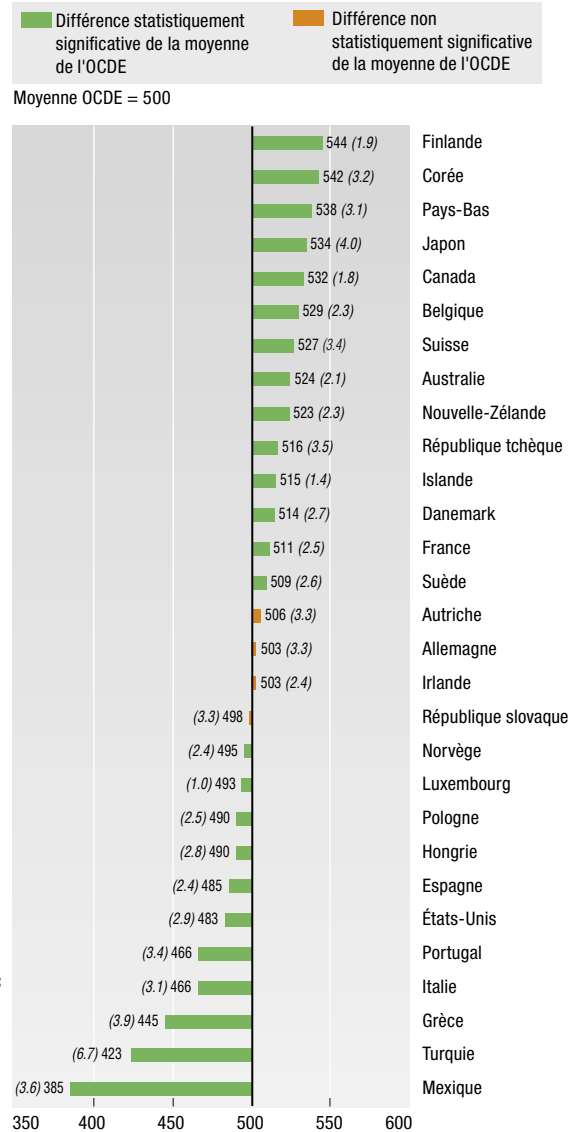
Culture scientifique

	PISA 2000		PISA 2003		PISA 2000		PISA 2003	
	Moyenne	E.T.	Moyenne	E.T.	Moyenne	E.T.	Moyenne	E.T.
Allemagne	484	(2.5)	491	(3.4)	487	(2.4)	502	(3.6)
Australie	528	(3.5)	525	(2.1)	528	(3.5)	525	(2.1)
Autriche	507	(2.4)	491	(3.8)	519	(2.6)	491	(3.4)
Belgique	507	(3.6)	507	(2.6)	496	(4.3)	509	(2.5)
Canada	534	(1.6)	528	(1.7)	529	(1.6)	519	(2.0)
Corée	525	(2.4)	534	(3.1)	552	(2.7)	538	(3.5)
Danemark	497	(2.4)	492	(2.8)	481	(2.8)	475	(3.0)
Espagne	493	(2.7)	481	(2.6)	491	(3.0)	487	(2.6)
États-Unis	504	(7.1)	495	(3.2)	499	(7.3)	491	(3.1)
Finlande	546	(2.6)	543	(1.6)	538	(2.5)	548	(1.9)
France	505	(2.7)	496	(2.7)	500	(3.2)	511	(3.0)
Grèce	474	(5.0)	472	(4.1)	461	(4.9)	481	(3.8)
Hongrie	480	(4.0)	482	(2.5)	496	(4.2)	503	(2.8)
Irlande	527	(3.2)	515	(2.6)	513	(3.2)	505	(2.7)
Islande	507	(1.5)	492	(1.6)	496	(2.2)	495	(1.5)
Italie	487	(2.9)	476	(3.0)	478	(3.1)	486	(3.1)
Japon	522	(5.2)	498	(3.9)	550	(5.5)	548	(4.1)
Luxembourg	441	(1.6)	479	(1.5)	443	(2.3)	483	(1.5)
Mexique	422	(3.3)	400	(4.1)	422	(3.2)	405	(3.5)
Norvège	505	(2.8)	500	(2.8)	500	(2.8)	484	(2.9)
Nouvelle-Zélande	529	(2.8)	522	(2.5)	528	(2.4)	521	(2.4)
Pays-Bas	..	..	513	(2.9)	..	..	524	(3.1)
Pologne	479	(4.5)	497	(2.9)	483	(5.1)	498	(2.9)
Portugal	470	(4.5)	478	(3.7)	459	(4.0)	468	(3.5)
République slovaque	..	..	469	(3.1)	..	..	495	(3.7)
République tchèque	492	(2.4)	489	(3.5)	511	(2.4)	523	(3.4)
Royaume-Uni	523	(2.6)	..	..	532	(2.7)	..	..
Suède	516	(2.2)	514	(2.4)	512	(2.5)	506	(2.7)
Suisse	494	(4.3)	499	(3.3)	496	(4.4)	513	(3.7)
Turquie	..	..	441	(5.8)	..	..	434	(5.9)
Total OCDE	499	(2.0)	488	(1.2)	502	(2.0)	496	(1.1)
Moyenne OCDE	500	(0.6)	494	(0.6)	500	(0.7)	500	(0.6)

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/225670244568>

## Résultats du PISA 2003 : culture mathématique

Les chiffres entre parenthèses correspondent à l'erreur-type

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/511656308855>

### Utilisation de l'ordinateur par les élèves de 15 ans

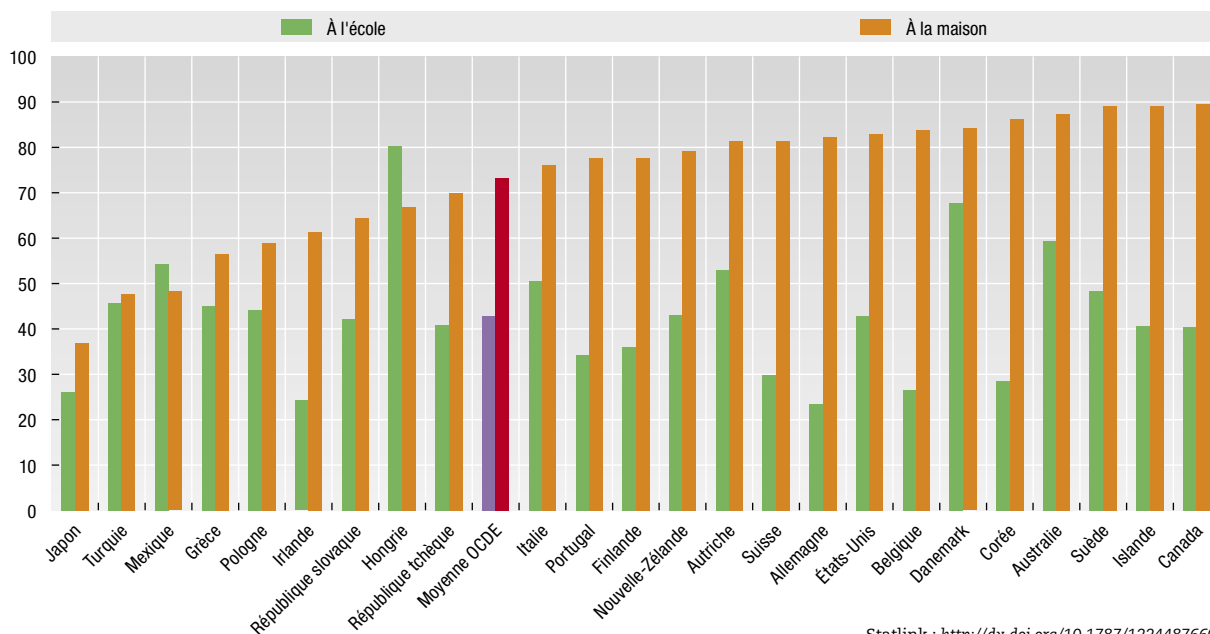
Pourcentage des élèves de 15 ans utilisant l'ordinateur fréquemment, 2003

	À l'école		À la maison	
	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type
Allemagne	23	(1.2)	82	(0.6)
Australie	59	(1.0)	87	(0.5)
Autriche	53	(2.0)	81	(0.8)
Belgique	27	(0.9)	84	(0.5)
Canada	40	(0.9)	90	(0.3)
Corée	28	(1.9)	86	(0.6)
Danemark	68	(1.6)	84	(0.7)
États-Unis	43	(1.4)	83	(0.7)
Finlande	36	(1.5)	78	(0.6)
Grèce	45	(2.4)	57	(1.2)
Hongrie	80	(1.2)	67	(1.0)
Irlande	24	(1.4)	61	(0.9)
Islande	41	(0.8)	89	(0.6)
Italie	51	(2.0)	76	(0.8)
Japon	26	(2.3)	37	(1.2)
Mexique	54	(1.9)	48	(1.8)
Nouvelle-Zélande	43	(1.2)	79	(0.7)
Pologne	44	(1.8)	59	(1.1)
Portugal	34	(1.5)	78	(0.9)
République slovaque	42	(1.5)	65	(1.0)
République tchèque	41	(1.6)	70	(0.9)
Suède	48	(1.5)	89	(0.5)
Suisse	30	(1.4)	81	(0.6)
Turquie	46	(3.5)	48	(2.1)
Moyenne OCDE	43	(0.3)	73	(0.2)

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/337662612548>

### Utilisation de l'ordinateur par les élèves de 15 ans

Pourcentage d'élèves de 15 ans utilisant l'ordinateur fréquemment, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/122448766023>

## Pourcentage des élèves de 15 ans utilisant l'ordinateur

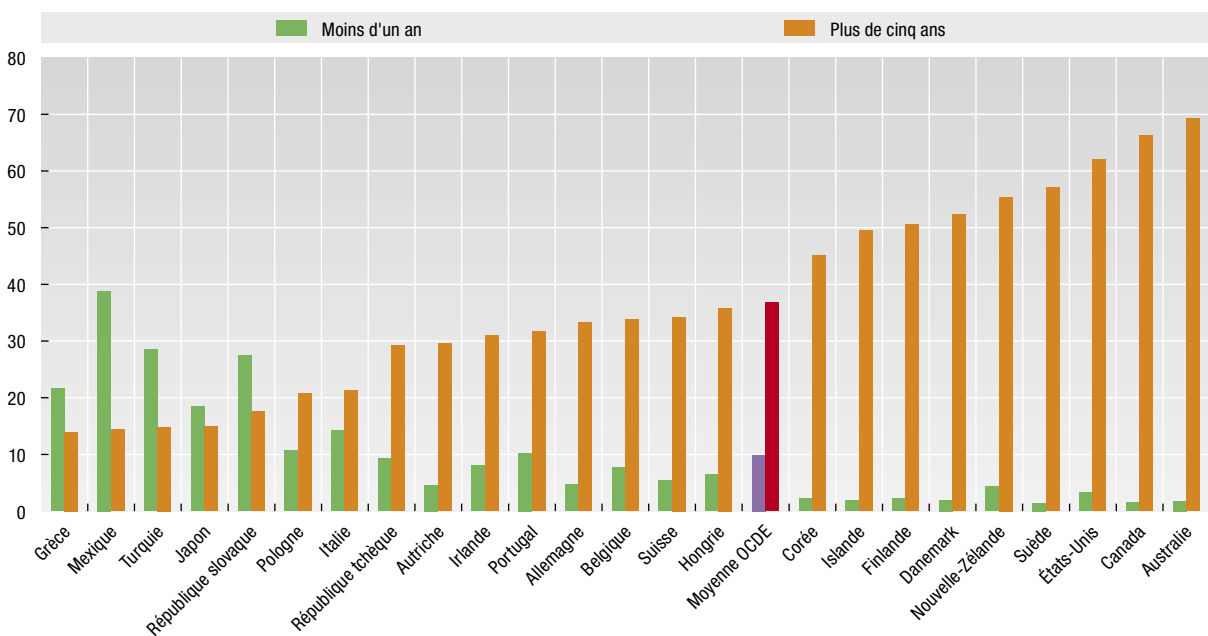
Par nombre d'années d'usage, 2003

	Moins d'un an		Un à trois ans		Trois à cinq ans		Plus de cinq ans	
	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type	Pourcentage	Erreur-type
Allemagne	4.7	(0.4)	30.3	(0.9)	31.7	(0.8)	33.3	(0.9)
Australie	1.8	(0.1)	7.9	(0.4)	21.0	(0.4)	69.3	(0.5)
Autriche	4.6	(0.4)	30.2	(1.0)	35.7	(0.9)	29.5	(0.7)
Belgique	7.7	(0.4)	30.2	(0.7)	28.2	(0.6)	33.9	(0.7)
Canada	1.6	(0.1)	10.0	(0.3)	22.2	(0.4)	66.2	(0.5)
Corée	2.2	(0.2)	17.9	(0.7)	34.8	(0.8)	45.1	(1.1)
Danemark	2.0	(0.2)	17.5	(0.6)	28.2	(0.8)	52.3	(0.9)
États-Unis	3.3	(0.3)	12.6	(0.5)	22.0	(0.6)	62.1	(1.0)
Finlande	2.2	(0.2)	17.3	(0.6)	30.0	(0.7)	50.5	(0.9)
Grèce	21.5	(1.0)	40.8	(1.0)	23.7	(0.9)	14.0	(1.0)
Hongrie	6.5	(0.5)	25.3	(0.7)	32.4	(0.8)	35.8	(0.7)
Irlande	8.0	(0.6)	28.1	(0.9)	32.9	(0.7)	31.0	(1.1)
Islande	1.9	(0.3)	18.7	(0.7)	29.9	(0.7)	49.5	(0.9)
Italie	14.2	(0.6)	41.1	(0.7)	23.4	(0.6)	21.3	(0.6)
Japon	18.4	(0.9)	41.2	(0.9)	25.4	(0.8)	15.0	(0.6)
Mexique	38.8	(1.8)	33.2	(1.0)	13.6	(0.8)	14.4	(1.8)
Nouvelle-Zélande	4.4	(0.4)	16.1	(0.7)	24.1	(0.7)	55.4	(0.9)
Pologne	10.7	(0.7)	44.1	(1.0)	24.5	(0.9)	20.7	(1.0)
Portugal	10.2	(0.6)	25.5	(0.8)	32.5	(0.8)	31.8	(1.0)
République slovaque	27.5	(1.0)	36.2	(0.7)	18.7	(0.5)	17.6	(0.7)
République tchèque	9.2	(0.6)	32.1	(0.8)	29.4	(0.7)	29.2	(0.9)
Suède	1.4	(0.2)	11.7	(0.6)	29.7	(0.9)	57.1	(1.0)
Suisse	5.4	(0.4)	28.8	(0.7)	31.5	(0.7)	34.3	(0.7)
Turquie	28.5	(1.8)	37.5	(1.4)	19.1	(0.9)	14.8	(1.3)
Moyenne OCDE	9.9	(0.1)	26.4	(0.2)	26.9	(0.1)	36.8	(0.2)

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/666465668346>

## Pourcentage des élèves de 15 ans utilisant l'ordinateur

Par nombre d'années d'usage, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/745406225742>

## NIVEAU DE FORMATION SUPÉRIEURE

La proportion de la population ayant atteint un niveau de formation supérieure est un indicateur clé de l'efficacité avec laquelle les pays peuvent tirer parti des progrès scientifiques et technologiques. Les écarts dans l'accès au niveau de formation supérieure entre les jeunes générations et leurs aînés sont un indicateur du développement de l'enseignement à ce niveau.

### Définition

Pour chaque groupe d'âge retenu ci-après, on a indiqué la proportion de la population ayant atteint un niveau de formation supérieure. Les filières de l'enseignement supérieur englobent les programmes « de type A », qui sont fondés dans une large mesure sur la théorie et destinés à offrir des qualifications suffisantes pour être admis à suivre des programmes de recherche de pointe ou à exercer une profession exigeant de hautes compétences, ainsi que les

programmes « de type B », qui sont classés au même niveau de compétence que les programmes de type A mais qui ont une finalité professionnelle plus précise et donnent directement accès au marché du travail. Les profils de niveaux de formation supérieure sont établis à partir du pourcentage de la population âgée de 25 à 64 ans qui a atteint ce niveau d'enseignement.

### Comparabilité

On a utilisé la Classification internationale type de l'éducation (CITE-97) pour désigner les niveaux d'enseignement. Voir le *OECD Handbook for Internationally Comparative Education Statistics* pour une description des programmes et des niveaux de formation définis dans la CITE-97, accompagnée de tables de correspondance des programmes nationaux.

### Tendances à long terme

Les pays de l'OCDE ont enregistré une forte progression de la proportion de la population adulte ayant atteint un niveau de formation supérieure au cours des dernières décennies. Si l'on considère le groupe des 25-64 ans en 2003, 16 pays sur 30 se concentrent dans une fourchette de 10 points, avec 23 à 33 % de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieure. Trois pays affichent des résultats tout à fait remarquables : le Canada, les États-Unis et le Japon. À l'inverse, trois pays se situent sensiblement en dessous du pourcentage moyen, puisque moins de 11 % de leur population ont un diplôme d'enseignement supérieur : l'Italie, le Portugal et la Turquie.

Parmi les plus jeunes, c'est-à-dire le groupe des 25-34 ans, le nombre de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieure est passé, entre 1991 et 2003, de 20 à 29 % en moyenne dans la zone OCDE. Dans trois pays, le Canada, la Corée et le Japon, plus de 45 % de ce groupe d'âge ont obtenu un diplôme d'enseignement supérieur.

La comparaison des niveaux actuels de formation atteints par les cohortes plus jeunes et plus âgées donne une indication des tendances à long terme. Par exemple, la comparaison des niveaux de formation atteints par les 25-34 ans et les 55-64 ans révèle que la Corée a enregistré au cours des 30 dernières années une progression de 37 points de pourcentage du nombre de personnes ayant atteint un niveau de formation supérieure, soit 24 points de plus que l'augmentation de la moyenne OCDE au cours de la même période. En revanche, quelques pays de l'OCDE (la République tchèque, l'Allemagne et la Hongrie) n'affichent qu'un accroissement inférieur à trois points de pourcentage dans le même temps.

### Source

- OCDE (2005), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Blöndal, S., S. Field et N. Girouard (2002), « Investment in Human Capital through Upper-Secondary and Tertiary Education », *Revue économique de l'OCDE*, n° 34, 2002/I, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *OECD Handbook for Internationally Comparative Education Statistics: Concepts, Standards, Definitions and Classifications*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), [www.oecd.org/edu/ceri](http://www.oecd.org/edu/ceri).
- Regards sur l'éducation de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/eag2005](http://www.oecd.org/edu/eag2005).

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-64 ans

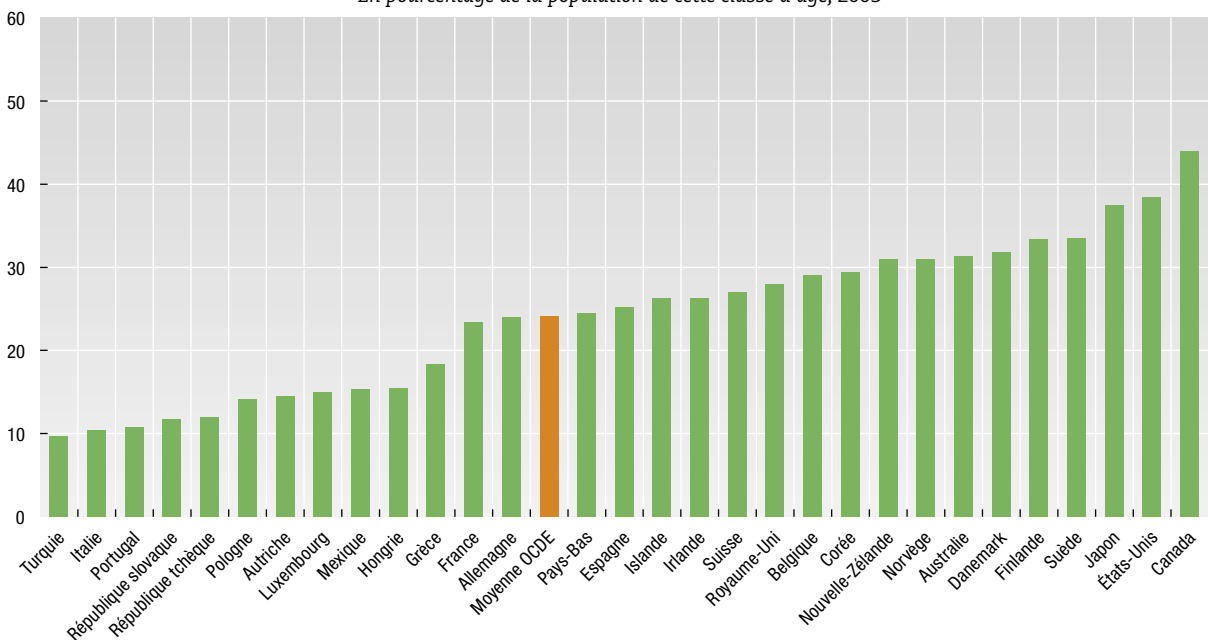
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	20.5	20.1	..	20.4	22.2	21.8	22.6	23.0	22.9	23.5	23.2	23.4	24.0
Australie	21.8	..	22.5	23.1	24.3	24.8	24.3	25.4	26.7	27.5	29.0	30.8	31.3
Autriche	6.7	6.9	..	7.7	7.9	8.1	10.6	10.9	10.9	13.9	14.1	14.5	14.5
Belgique	19.6	20.2	..	22.3	24.6	23.9	25.1	25.3	26.7	27.1	27.6	28.1	29.0
Canada	29.9	30.8	..	34.2	34.9	35.6	37.3	38.1	39.2	40.0	41.6	42.6	44.0
Corée	14.4	16.1	17.5	17.8	18.6	19.6	19.8	22.5	23.1	23.9	25.0	26.0	29.5
Danemark	18.3	19.2	..	19.6	20.4	20.9	..	25.4	26.5	25.8	26.5	27.4	31.9
Espagne	9.9	13.1	..	15.0	16.1	17.5	18.6	19.7	21.0	22.6	23.6	24.4	25.2
États-Unis	30.1	30.2	..	32.2	33.3	33.9	34.1	34.9	35.8	36.5	37.3	38.1	38.4
Finlande	25.0	25.9	..	26.8	27.7	28.4	29.4	30.2	31.3	32.0	32.3	32.6	33.3
France	15.2	16.0	17.1	17.8	18.6	19.2	20.0	20.6	21.5	22.0	23.0	24.0	23.4
Grèce	..	..	..	17.9	17.4	18.9	15.5	16.8	17.5	17.6	17.8	18.3	18.3
Hongrie	..	..	..	..	..	13.4	12.2	13.2	13.5	14.0	14.0	14.2	15.4
Irlande	15.9	17.0	..	18.6	19.9	22.6	22.8	21.1	20.5	21.8	23.7	25.4	26.3
Islande	..	..	..	..	..	20.8	20.9	21.0	22.4	23.2	24.6	26.3	26.3
Italie	6.1	6.4	..	7.5	7.9	8.1	..	8.6	9.3	9.4	10.0	10.4	10.4
Japon	..	..	..	..	..	..	30.4	30.4	31.6	33.4	33.8	36.3	37.4
Luxembourg	..	..	..	..	18.1	19.0	..	..	18.3	18.3	18.1	18.6	14.9
Mexique	..	..	..	..	11.9	13.2	13.8	13.6	13.4	14.6	15.0	15.3	15.4
Norvège	24.8	25.3	..	27.4	28.6	26.9	25.8	27.4	27.5	28.4	30.2	31.0	31.0
Nouvelle-Zélande	22.9	23.6	..	23.2	25.3	..	25.8	26.6	27.0	28.0	29.2	29.8	30.9
Pays-Bas	19.6	20.9	..	21.4	22.0	22.5	..	24.2	22.6	23.4	23.2	24.4	24.4
Pologne	..	..	..	..	9.9	..	10.2	10.9	11.3	11.4	11.9	12.6	14.2
Portugal	6.7	..	..	10.7	11.0	10.9	..	8.3	8.7	8.9	9.1	9.3	10.8
République slovaque	..	..	..	11.3	11.1	11.5	10.5	10.3	10.1	10.4	10.9	11.0	11.8
République tchèque	..	..	..	10.1	10.6	10.4	10.6	10.4	10.8	11.0	11.1	11.9	12.0
Royaume-Uni	16.3	18.5	..	21.3	21.9	22.3	22.7	23.7	24.8	25.7	26.1	26.9	28.0
Suède	25.2	25.8	..	27.0	28.3	27.4	27.5	28.0	28.7	30.1	31.6	32.6	33.4
Suisse	20.3	21.0	..	21.4	21.1	21.9	22.2	22.9	23.6	24.2	25.4	25.2	27.0
Turquie	6.3	4.8	..	7.0	8.4	..	7.6	7.5	8.1	8.3	8.4	9.1	9.7
Moyenne OCDE	17.9	19.0	..	19.2	19.3	20.1	20.8	20.7	21.2	21.9	22.6	23.4	24.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/563320344331>

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-64 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/182583630762>



## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-34 ans

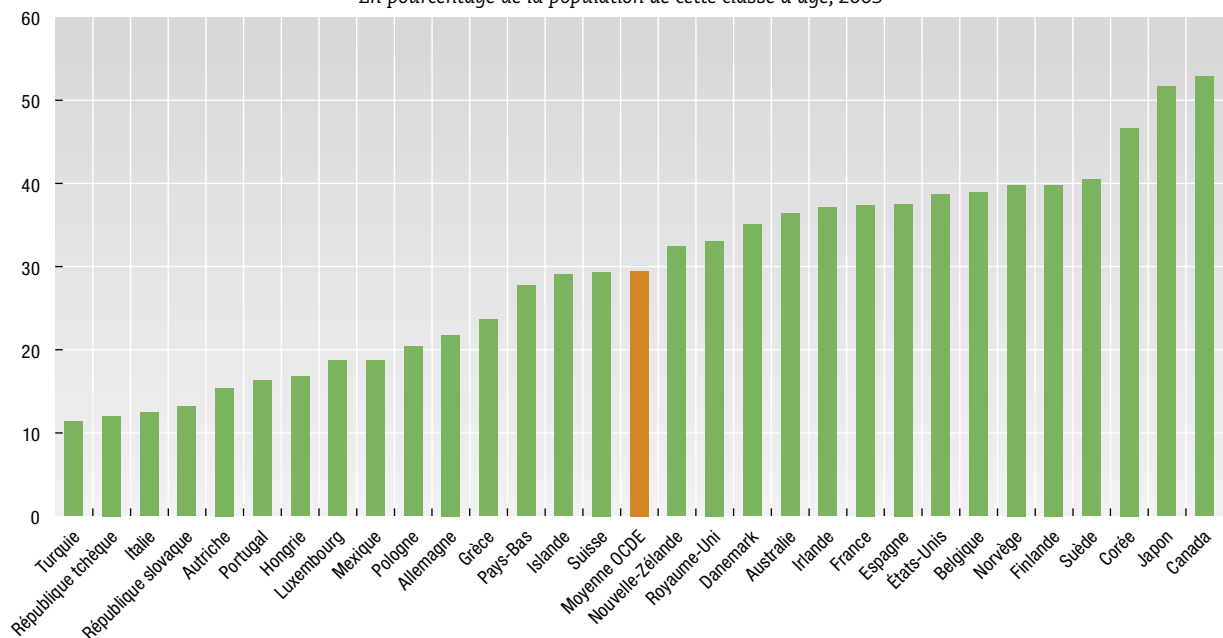
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	19.6	18.8	..	18.7	20.8	20.3	21.0	21.5	21.5	22.3	21.8	21.7	21.8
Australie	22.8	..	22.8	23.6	24.7	25.3	25.7	28.1	29.0	31.4	33.5	35.8	36.3
Autriche	7.9	7.9	..	8.8	8.7	9.2	12.4	12.5	12.7	15.0	14.3	14.8	15.4
Belgique	26.8	27.2	..	30.0	32.9	32.2	33.1	33.8	34.4	36.0	37.5	37.6	38.9
Canada	32.9	34.2	..	37.8	39.3	40.6	44.1	45.5	46.8	48.3	50.5	51.2	52.8
Corée	21.0	23.9	26.8	27.7	29.2	30.6	30.9	33.8	34.8	36.9	39.2	41.2	46.6
Danemark	18.7	19.5	..	19.7	20.3	20.7	..	26.8	28.6	29.3	29.1	30.6	35.1
Espagne	16.3	22.5	..	25.2	26.6	28.6	30.3	32.0	33.5	34.1	35.5	36.7	37.5
États-Unis	30.2	30.2	..	32.0	33.6	35.2	35.7	36.2	37.4	38.1	39.1	39.3	38.7
Finlande	33.3	33.5	..	34.1	35.0	35.2	36.4	36.0	37.4	37.6	38.2	39.2	39.8
France	20.1	21.6	23.1	24.3	25.4	26.0	27.8	29.6	30.9	32.4	34.2	36.1	37.4
Grèce	..	..	..	25.0	26.0	28.2	22.3	24.3	24.6	24.3	24.0	24.1	23.7
Hongrie	..	..	..	..	..	14.3	12.4	13.9	13.7	14.7	14.8	15.0	16.8
Irlande	19.7	21.2	..	24.4	27.2	31.3	32.5	29.5	28.1	30.3	33.4	36.3	37.1
Islande	..	..	..	..	..	23.7	23.0	24.2	27.6	27.8	26.5	29.1	29.1
Italie	6.6	6.8	..	7.9	8.2	8.3	..	9.0	10.0	10.4	11.8	12.5	12.5
Japon	..	..	..	..	..	..	45.2	45.4	45.1	47.2	47.7	50.3	51.6
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	21.2	22.9	23.4	22.6	18.7
Mexique	..	..	..	..	16.3	17.1	17.3	16.7	16.6	17.4	18.0	18.4	18.7
Norvège	27.1	28.2	..	30.7	32.1	30.0	29.9	32.8	34.7	34.9	37.9	39.7	39.8
Nouvelle-Zélande	23.2	23.2	..	21.1	24.2	..	25.4	26.4	26.0	27.2	28.5	29.3	32.4
Pays-Bas	22.2	23.6	..	23.9	24.5	25.1	..	27.5	25.1	26.6	26.5	27.7	27.7
Pologne	..	..	..	..	9.9	..	10.3	11.8	12.3	14.2	15.2	16.8	20.4
Portugal	8.5	..	..	13.2	13.5	14.4	..	11.5	12.2	13.0	14.0	15.0	16.3
République slovaque	..	..	..	12.5	11.6	12.4	10.4	11.3	11.1	11.2	11.9	11.9	13.2
République tchèque	..	..	..	12.5	11.8	11.2	10.9	10.5	10.9	11.2	11.3	12.3	12.1
Royaume-Uni	18.5	20.6	..	23.1	23.3	24.3	24.7	25.9	27.3	28.6	29.5	31.2	33.1
Suède	27.0	26.5	..	27.3	28.6	28.4	29.3	30.7	31.7	33.6	36.9	39.2	40.4
Suisse	21.3	21.3	..	22.0	21.5	22.5	24.7	25.0	25.9	25.6	25.6	26.5	29.4
Turquie	6.1	5.6	..	6.6	7.5	..	7.3	7.8	8.7	8.9	9.1	10.5	11.4
Moyenne OCDE	20.5	21.9	..	22.2	22.4	23.8	24.9	24.8	25.3	26.4	27.3	28.4	29.5

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/656663677304>

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 25-34 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2003

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/734127428535>

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 55-64 ans

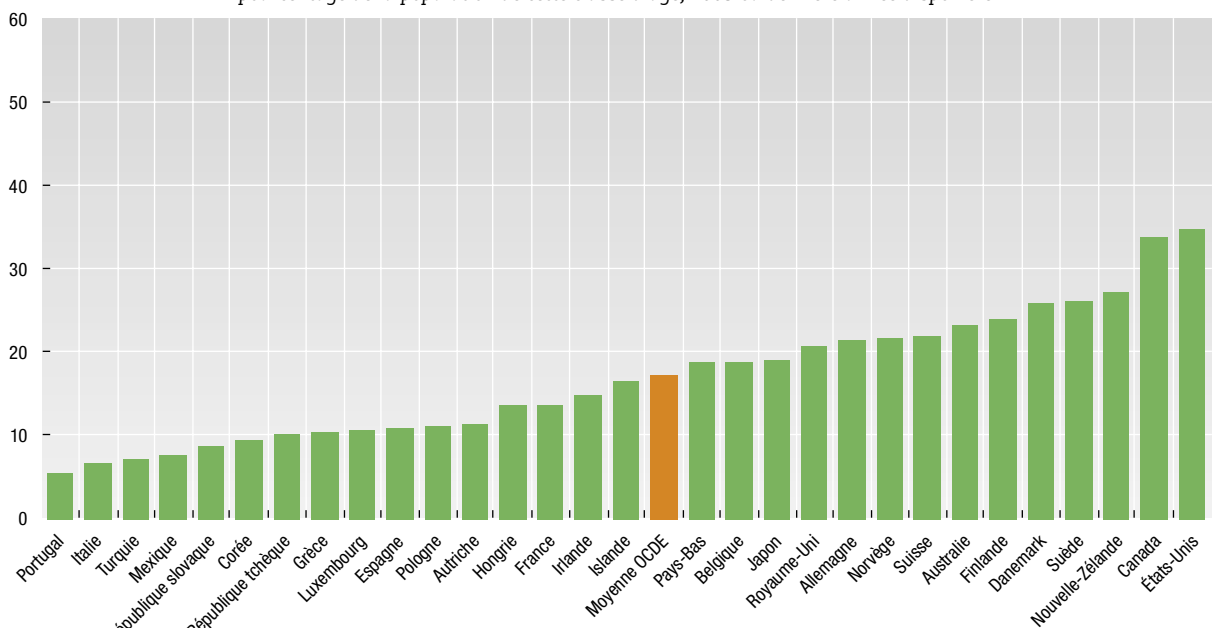
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	16.0	15.7	..	16.5	17.5	17.5	18.4	19.3	19.4	20.2	20.2	20.6	21.6
Australie	13.4	..	13.5	14.7	17.2	16.9	17.1	17.0	17.5	19.1	21.1	22.5	23.3
Autriche	3.8	3.3	..	3.6	4.2	4.7	6.3	6.5	6.5	9.9	10.6	11.0	11.3
Belgique	8.6	9.2	..	11.1	13.1	12.7	13.7	13.8	15.7	16.8	17.1	18.2	18.9
Canada	18.8	19.2	..	23.0	23.6	25.1	24.3	25.7	27.4	28.3	30.1	32.1	33.8
Corée	5.8	5.9	6.7	6.7	6.8	6.8	6.5	8.3	8.5	8.6	8.9	9.1	9.5
Danemark	11.9	12.6	..	13.2	13.8	14.3	..	19.3	19.0	18.2	20.2	24.2	25.9
Espagne	4.2	5.2	..	5.6	6.0	7.1	7.6	8.1	8.7	9.7	10.3	10.5	11.0
États-Unis	21.9	21.9	..	23.6	24.3	25.6	26.2	27.2	28.0	29.7	30.6	33.2	34.7
Finlande	12.2	12.8	..	13.9	15.5	17.0	17.9	19.3	20.7	22.7	23.4	23.4	24.2
France	6.6	7.3	7.9	8.4	8.9	9.6	10.5	11.2	12.4	13.3	14.1	15.2	13.9
Grèce	..	..	..	9.1	7.8	8.4	7.5	7.8	8.4	8.5	9.0	9.7	10.6
Hongrie	..	..	..	..	..	8.9	8.5	10.2	11.2	11.8	11.5	12.6	13.8
Irlande	9.6	10.4	..	11.3	11.0	12.6	12.5	11.4	12.6	13.3	13.5	14.4	15.0
Islande	..	..	..	..	..	9.5	11.6	10.8	11.3	13.5	14.8	16.7	..
Italie	3.3	3.5	..	4.2	4.4	4.6	..	4.8	5.5	5.5	6.2	6.7	..
Japon	..	..	..	..	..	..	13.7	13.2	14.3	15.1	15.1	18.0	19.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	12.0	13.0	13.5	14.4	10.6
Mexique	..	..	..	..	4.4	4.6	5.7	4.9	5.7	7.0	7.2	7.2	7.6
Norvège	14.0	14.2	..	17.7	18.0	16.9	17.5	18.9	18.8	20.4	21.5	21.7	21.7
Nouvelle-Zélande	..	17.1	..	17.9	21.1	..	21.2	23.1	23.1	24.2	24.1	26.2	27.4
Pays-Bas	12.2	13.2	..	14.4	14.2	15.6	..	16.9	16.9	17.7	17.4	18.8	..
Pologne	..	..	..	..	8.2	..	9.1	9.9	10.4	9.9	10.2	10.5	11.1
Portugal	3.4	..	..	5.6	5.9	6.2	..	4.7	4.5	4.7	4.9	4.6	5.6
République slovaque	..	..	..	7.0	7.5	7.2	6.1	6.7	6.9	7.8	8.6	8.6	8.9
République tchèque	..	..	..	7.6	8.3	7.5	7.9	8.5	9.4	9.1	9.3	10.6	10.3
Royaume-Uni	10.9	13.6	..	15.5	16.2	16.9	16.3	17.2	18.5	18.9	19.1	19.8	20.8
Suède	15.5	16.5	..	19.4	20.2	18.5	19.3	19.9	21.3	23.0	24.4	25.2	26.3
Suisse	15.5	17.0	..	16.9	17.4	16.8	16.5	18.0	17.8	18.3	20.2	21.3	21.9
Turquie	4.6	1.7	..	4.3	5.9	..	4.6	4.5	5.3	5.9	5.9	6.3	7.3
Moyenne OCDE	10.6	11.6	..	12.1	12.4	12.5	13.1	13.4	13.9	14.8	15.4	16.4	17.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/705468680745>

## Taux d'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire pour les 55-64 ans

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2003 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/757147701833>

## DÉPENSES DANS L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE

Les décideurs doivent concilier la nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement et le souci d'élargir l'accès aux études, notamment dans l'enseignement supérieur. L'étude comparative de l'évolution des dépenses unitaires d'éducation montre que, dans de nombreux pays de l'OCDE, l'augmentation des effectifs, en particulier dans l'enseignement supérieur, n'est pas toujours allée de pair avec une modification des investissements dans l'éducation.

### Définition

Cet indicateur présente les dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement en fonction du nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur en équivalents temps plein inscrits dans ces établissements. Les subventions publiques destinées à financer les frais de subsistance des étudiants ont été exclues de cet indicateur afin d'assurer la comparabilité des données entre pays.

Les dépenses unitaires sont obtenues par la division des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement par le nombre d'étudiants en équivalents temps plein. Ne sont pris en compte que les établissements d'enseignement et les programmes d'études pour lesquels des données sur les effectifs et les dépenses sont disponibles.

### Tendances à long terme

En 2002, les dépenses unitaires d'éducation au niveau supérieur s'élevaient en moyenne, dans les pays de l'OCDE, à 10 655 dollars EU sur la base des PPA. Cette moyenne occulte de grandes différences en matière de dépenses d'éducation à ce niveau, celles-ci allant de moins de 5 000 dollars EU par étudiant dans trois pays (la Grèce, la Pologne et la République slovaque) à plus de 20 000 dollars EU en Suisse et aux États-Unis. Les pays de l'OCDE, où la plupart des activités de recherche et de développement sont menées par des établissements d'enseignement supérieur ont tendance à afficher des niveaux plus élevés de dépenses par étudiant que les pays où ces activités sont en grande partie réalisées par d'autres institutions publiques ou par l'industrie.

En moyenne, s'agissant des pays pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses unitaires au titre de l'enseignement supérieur ont augmenté de 12 % entre 1995 et 2002. Malgré cette progression moyenne, ces dépenses ont cependant sensiblement diminué dans cinq pays de l'OCDE sur 23 (l'Australie, la République tchèque, la Pologne, la République slovaque et la Suède), phénomène qui s'explique en grande partie par l'augmentation rapide des effectifs étudiants pendant cette période. À l'opposé, la Grèce, l'Irlande et le Mexique ont vu leurs dépenses unitaires augmenter fortement dans l'enseignement supérieur, malgré une croissance des effectifs de 81, 31 et 42 % respectivement. L'Autriche et la France sont les seuls pays de l'OCDE où le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur a diminué.

### Comparabilité

Les dépenses exprimées en monnaie nationale pour 2002 sont converties en dollars EU sur la base des PPA. Le taux de change PPA est préféré au taux de change du marché, car celui-ci subit l'influence de nombreux facteurs (taux d'intérêt, politiques commerciales, prévisions de croissance économique, etc.) sans grand rapport avec le pouvoir d'achat relatif des monnaies dans les différents pays.

L'évolution des dépenses par étudiant au titre des établissements d'enseignement repose sur des données concernant 1995 et 2002. Les chiffres de 1995 proviennent d'une étude spéciale réalisée en 2003. Les pays de l'OCDE ont été invités à rassembler les données de 1995 en tenant compte des définitions et du champ couvert par le programme conjoint de collecte de données UNESCO-OCDE-Eurostat. Toutes les données sur les dépenses ont été ajustées en fonction du niveau des prix de 2002 sur la base du déflateur des prix du PIB.

### Source

- OCDE (2005), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Qualité et reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur : Un défi international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Analyse des politiques d'éducation*, Édition 2004, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Examens des politiques nationales d'éducation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2002), *UOE Data Collection – 2002 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *OECD Handbook for Internationally Comparative Education Statistics: Concepts, Standards, Definitions and Classifications*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/eag2005](http://www.oecd.org/edu/eag2005).

## Dépenses par étudiant dans l'enseignement tertiaire

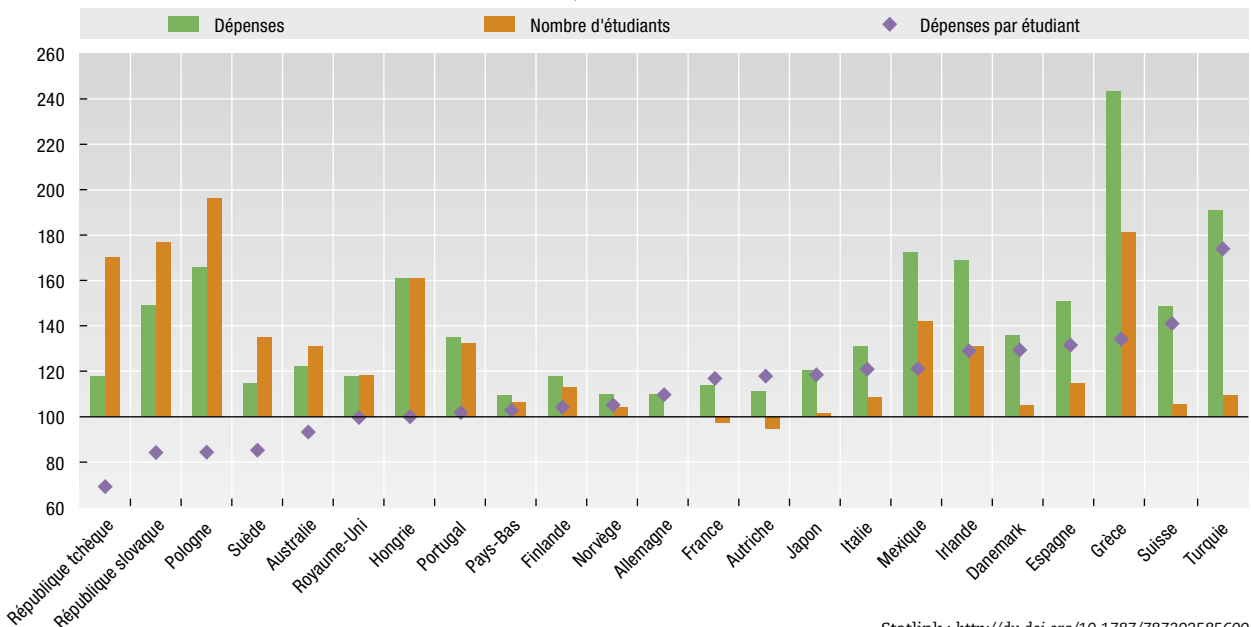
Année 2002

	Indice de variation, année 1995 = 100			Dépenses par étudiant en prix constants de 2002 (dollars des EU)
	Dépenses	Nombre d'étudiants	Dépenses par étudiant	
Allemagne	110	100	110	10 999
Australie	122	131	93	12 416
Autriche	111	94	118	12 448
Belgique	..	..	..	12 019
Corée	..	158	..	6 047
Danemark	136	105	129	15 183
Espagne	151	115	132	8 020
États-Unis	..	117	..	20 545
Finlande	118	113	104	11 768
France	114	97	117	9 276
Grèce	243	181	134	4 731
Hongrie	161	161	100	8 205
Irlande	169	131	129	9 809
Islande	..	..	..	8 251
Italie	131	108	121	8 636
Japon	120	102	118	11 716
Mexique	172	142	121	6 074
Norvège	110	104	105	13 739
Nouvelle-Zélande	106	..	..	..
Pays-Bas	110	107	103	13 101
Pologne	166	197	84	4 834
Portugal	135	132	102	6 960
République slovaque	149	177	84	4 756
République tchèque	118	170	69	6 236
Royaume-Uni	118	118	100	11 822
Suède	115	135	85	15 715
Suisse	149	106	141	23 714
Turquie	191	110	174	..
Moyenne OCDE	..	..	112	10 655

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/084051601044>

## Variations dans les dépenses réelles d'éducation tertiaire au titre des établissements d'enseignement

2002, année 1995 = 100

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/787302585600>

## DÉPENSES PUBLIQUES ET PRIVÉES D'ÉDUCATION

Les dépenses d'éducation constituent un investissement qui contribue à promouvoir la croissance économique, à accroître la productivité, à favoriser l'épanouissement personnel et le développement social et à réduire les inégalités sociales. La part des ressources financières totales affectées à l'éducation représente un des choix fondamentaux opérés dans chaque pays par les pouvoirs publics, les entreprises, les étudiants et leur famille.

### Définition

Cet indicateur porte sur les dépenses au titre des écoles, universités et autres établissements publics ou privés impliqués dans la prestation ou le soutien de services éducatifs. Ces dépenses ne se limitent pas aux services d'enseignement mais comprennent également les dépenses publiques et privées consacrées aux services auxiliaires destinés aux élèves/étudiants et à leur famille, pour autant qu'ils soient proposés par l'intermédiaire des établissements d'enseignement. Dans l'enseignement supérieur, les activités de recherche et de développement peuvent représenter une part importante des dépenses, laquelle est incluse dans cet indicateur lorsque les activités de recherche sont menées par des établissements d'enseignement.

En principe, les dépenses publiques comprennent les subventions publiques aux ménages afférentes aux établissements d'enseignement ainsi que les dépenses

directes de sources internationales au titre des établissements d'enseignement. Toutefois, les subventions publiques au titre de dépenses d'enseignement consenties en dehors des établissements d'enseignement (par exemple, l'achat de manuels scolaires par les familles, le recours aux services de professeurs particuliers, les frais de subsistance des étudiants) sont exclues. Dans l'enseignement tertiaire, les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants peuvent aussi représenter une part importante du coût de l'éducation.

### Comparabilité

Le choix de la définition assez vaste des établissements d'enseignement donnée ci-dessus est dicté par le souci de prendre en compte les dépenses consacrées à des services similaires fournis dans certains pays de l'OCDE par des écoles et des universités et, dans d'autres, par des structures autres que les établissements d'enseignement, et de permettre leur comparaison. En outre, afin de garantir la comparabilité des données dans le temps, les chiffres relatifs aux dépenses pour 1995 ont été obtenus au moyen d'une étude spéciale menée en 2003 dans le cadre de laquelle les dépenses de 1995 ont été ajustées en fonction des méthodes et définitions employées lors de la collecte de données de 2003.

### Tendances à long terme

En 2002, compte tenu des sources de financement publiques et privées, l'ensemble des pays de l'OCDE ont consacré 6.1 % de leur PIB cumulé au financement de leurs établissements d'enseignement. Les dépenses les plus élevées au titre des établissements d'enseignement sont observées au Danemark, en Islande, en Corée et aux États-Unis, où elles représentent plus de 7 % du PIB. Toutefois, huit des 28 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles consacrent moins de 5 % de leur PIB aux établissements d'enseignement.

Dans la plupart des pays, les dépenses publiques et privées au titre de l'éducation ont augmenté d'au moins 5 % en valeur réelle entre 1995 et 2002. Cependant, dans la moitié environ des 21 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses d'éducation n'ont pas augmenté au même rythme que les ressources nationales au cours de cette période. Les écarts les plus sensibles s'observent en Autriche, en République tchèque, en Irlande, en République slovaque et en Espagne, où la part du PIB consacrée à l'éducation a régressé d'au moins 0.4 point de pourcentage entre 1995 et 2002.

### Source

- OCDE (2005), *Regards sur l'éducation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications méthodologiques

- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2002), *UOE Data Collection – 2002 Data Collection on Education Systems: Definitions, Explanations and Instructions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *OECD Handbook for Internationally Comparative Education Statistics: Concepts, Standards, Definitions and Classifications*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Regards sur l'éducation de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/eag2005](http://www.oecd.org/edu/eag2005).

## Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement pour tous les niveaux d'éducation

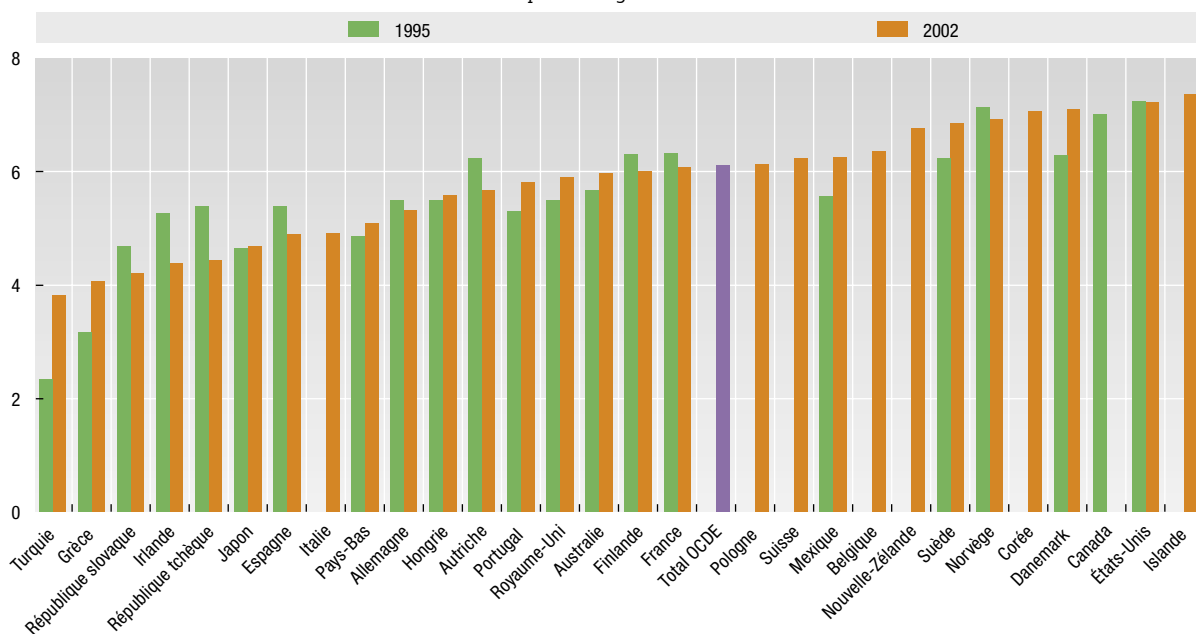
En pourcentage du PIB

	1995			2002		
	Publiques	Privées	Total	Publiques	Privées	Total
Allemagne	4.5	1.0	5.5	4.4	0.9	5.3
Australie	4.5	1.2	5.7	4.4	1.5	6.0
Autriche	5.9	0.3	6.2	5.4	0.3	5.7
Belgique	..	..	..	6.1	0.3	6.4
Canada	6.2	0.8	7.0	..	..	..
Corée	..	..	..	4.2	2.9	7.1
Danemark	6.1	0.2	6.3	6.8	0.3	7.1
Espagne	4.5	0.9	5.4	4.3	0.5	4.9
États-Unis	5.0	2.2	7.2	5.3	1.9	7.2
Finlande	6.2	..	6.3	5.9	0.1	6.0
France	5.9	0.4	6.3	5.7	0.4	6.1
Grèce	3.1	..	3.2	3.9	0.2	4.1
Hongrie	4.9	0.6	5.5	5.0	0.6	5.6
Irlande	4.7	0.5	5.3	4.1	0.3	4.4
Islande	..	..	..	6.8	0.6	7.4
Italie	4.7	..	..	4.6	0.3	4.9
Japon	3.5	1.1	4.6	3.5	1.2	4.7
Mexique	4.6	1.0	5.6	5.1	1.1	6.3
Norvège	6.8	0.4	7.1	6.7	0.3	6.9
Nouvelle-Zélande	4.8	..	..	5.6	1.2	6.8
Pays-Bas	4.5	0.4	4.9	4.6	0.5	5.1
Pologne	5.7	..	..	5.5	0.7	6.1
Portugal	5.3	0.0	5.3	5.7	0.1	5.8
République slovaque	4.6	0.1	4.7	4.0	0.2	4.2
République tchèque	4.7	0.7	5.4	4.2	0.2	4.4
Royaume-Uni	4.8	0.7	5.5	5.0	0.9	5.9
Suède	6.1	0.1	6.2	6.7	0.2	6.9
Suisse	5.4	..	..	5.7	0.5	6.2
Turquie	2.3	0.0	2.3	3.4	0.4	3.8
Moyenne OCDE	..	..	..	5.1	0.7	5.8
Total OCDE	..	..	..	4.9	1.2	6.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/735737268234>

## Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement pour tous les niveaux d'éducation

En pourcentage du PIB



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/835821042164>



## **FINANCES PUBLIQUES**

### **DÉFICITS ET DETTE PUBLICS**

DÉFICITS PUBLICS

DETTE PUBLIQUE

### **DÉPENSES PUBLIQUES ET AIDE**

DÉPENSES SOCIALES

DÉPENSES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE DÉFENSE

ESTIMATIONS DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

### **FISCALITÉ**

RECETTES FISCALES TOTALES

IMPÔTS APPLICABLES À L'OUVRIER MOYEN

## DÉFICITS PUBLICS

Les déficits publics ou les excédents sont généralement estimés en utilisant les chiffres de besoin de financement (ou la capacité de financement) du secteur de l'administration publique des comptes nationaux. Depuis 1991, la plupart des pays de l'OCDE a enregistré un déficit. Les déficits publics doivent être financés en empruntant auprès des résidents ou des étrangers.

### Définition

Le besoin/la capacité de financement de l'administration publique est le solde des comptes non financiers (selon le *Système de comptabilité nationale de 1993*). Il correspond aussi à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses, ce qui inclut les dépenses en capital (en particulier la formation brute de capital fixe). La principale recette de l'administration publique se compose des recettes fiscales, des contributions sociales, des dividendes et d'autres revenus de la propriété. La principale dépense se compose de la rémunération des fonctionnaires, des prestations sociales, des intérêts payés au titre de la dette publique, des subventions, et de la formation brute de capital fixe.

Les données figurant dans le tableau ont été établies sur la base de la comptabilité nationale et les chiffres peuvent différer des chiffres notifiés à la Commission européenne dans le cadre de la procédure de déficits excessifs (PDE) pour certains pays de l'UE et pour certaines années.

### Tendances à long terme

Les déficits publics sont sensibles au cycle économique ainsi qu'aux politiques fiscales et aux politiques de dépenses publiques. Pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, les déficits en pourcentage du PIB ont atteint un point culminant en 1993 mais ont ensuite diminué régulièrement au cours des six années suivantes et se sont transformés en excédent (capacité de financement) au sommet du cycle économique en 2000. Depuis lors, les déficits progressent et le déficit exprimé en pourcentage du PIB s'est établi à un niveau élevé en 2003 pour la plupart des grands pays membres, notamment l'Allemagne, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et, tout particulièrement, le Japon. En 2004, le déficit exprimé en pourcentage du PIB a diminué dans la plupart des pays.

Lors de la période préparatoire à l'Union monétaire, les pays de l'UE qui devaient adopter l'euro ont suivi des politiques fiscales visant à réduire les déficits publics. Des politiques de réduction du déficit ont été mises en œuvre avec succès dans plusieurs autres pays, notamment la Nouvelle-Zélande (depuis 1994), l'Australie (depuis 1997) et la Suède (depuis 1998). La Corée est le seul pays qui ait enregistré des surplus tout au long de la période, la Norvège et le Luxembourg ayant dégagé l'une et l'autre un excédent la plupart des années depuis 1990.

### Comparabilité

Les données figurant dans ce tableau sont basées sur le *Système de comptabilité nationale de 1993* de sorte que tous les pays utilisent une série commune de définitions. Dans plusieurs pays de l'OCDE les comptes de 2000, 2001 et 2002, ont été affectés par la vente des licences de téléphonie mobile, enregistrée dans les comptes nationaux comme une dépense négative (la vente d'un actif) réduisant ainsi le déficit.

Les moyennes présentées pour l'OCDE sont des moyennes pondérées.

### Source

- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78, volume 2005-2*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Comptes nationaux.
- Statistiques des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Web

- OCDE Sources et méthodes des *Perspectives économiques*, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).





## Besoin/capacité de financement des administrations publiques<sup>1</sup>

En pourcentage du PIB

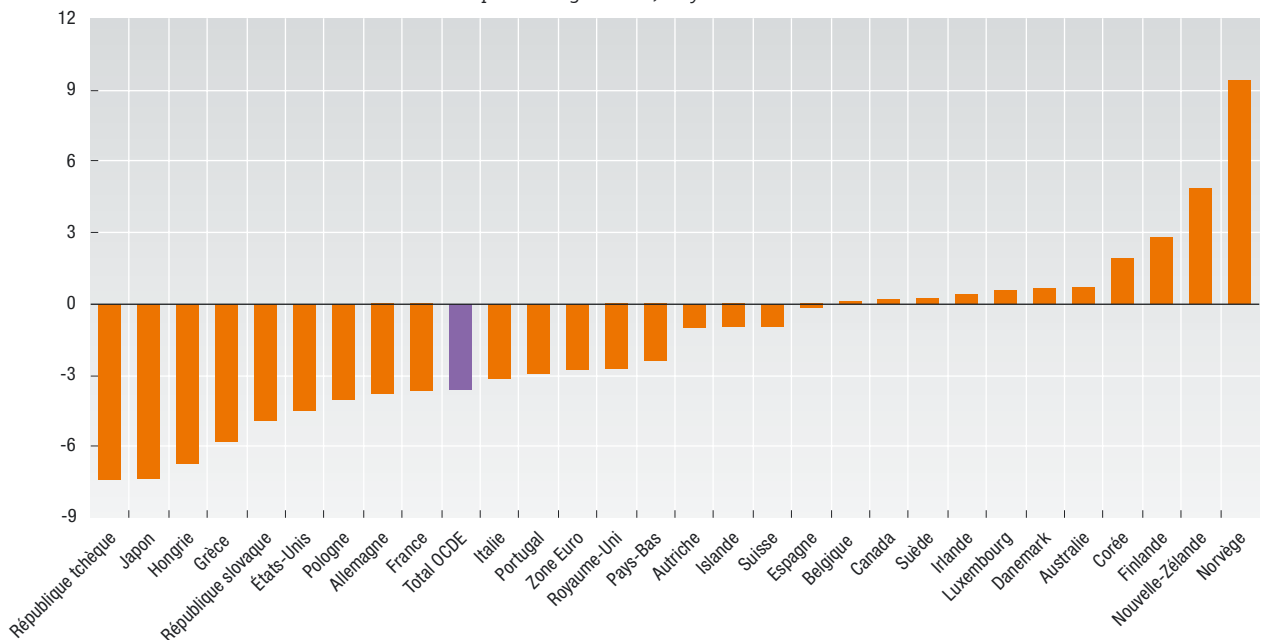
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	-1.97	-2.85	-2.47	-3.01	-2.30	-3.20	-3.33	-2.64	-2.18	-1.46	1.31	-2.82	-3.70	-3.99	-3.68
Australie	-1.74	-4.25	-6.37	-5.85	-4.84	-3.86	-2.19	-0.42	0.71	2.10	0.92	-1.06	0.28	0.79	1.00
Autriche	-2.53	-2.93	-1.99	-4.38	-4.83	-5.75	-4.02	-1.85	-2.41	-2.28	-1.63	-0.05	-0.62	-1.32	-1.09
Belgique	-6.65	-7.26	-7.91	-7.18	-4.94	-4.26	-3.72	-1.92	-0.65	-0.40	0.15	0.56	0.07	0.30	-0.02
Canada	-5.83	-8.35	-9.13	-8.71	-6.70	-5.33	-2.80	0.19	0.08	1.61	2.94	0.66	-0.10	0.00	0.68
Corée	3.13	1.74	1.38	2.23	2.85	3.78	3.42	3.25	1.63	2.69	5.42	4.62	5.39	0.41	0.02
Danemark	-1.28	-2.91	-2.56	-3.78	-3.28	-2.85	-1.93	-0.50	-0.01	1.40	2.27	1.18	0.32	-0.02	1.67
Espagne	-3.87	-4.55	-3.65	-6.93	-6.46	-6.29	-4.68	-2.87	-2.96	-0.93	-0.89	-0.52	-0.29	-0.05	-0.15
États-Unis	-4.24	-4.92	-5.77	-4.94	-3.56	-3.14	-2.18	-0.79	0.43	0.85	1.62	-0.39	-3.79	-4.95	-4.72
Finlande	5.39	-1.00	-5.50	-7.16	-5.65	-3.83	-2.92	-1.24	1.63	2.16	7.06	5.16	4.24	2.32	1.90
France	-1.81	-2.29	-3.95	-5.76	-5.40	-5.48	-4.06	-2.98	-2.62	-1.74	-1.48	-1.56	-3.17	-4.20	-3.65
Grèce	-15.72	-11.05	-12.24	-13.37	-9.25	-10.16	-7.44	-6.60	-4.28	-3.47	-4.18	-6.05	-5.02	-5.80	-6.52
Hongrie	..	-2.99	-7.15	-6.62	-11.13	-7.56	-5.87	-7.24	-8.04	-5.62	-3.01	-3.55	-8.41	-6.37	-5.36
Irlande	-2.78	-2.83	-2.93	-2.70	-1.95	-2.05	-0.11	1.45	2.27	2.39	4.40	0.82	-0.39	0.19	1.44
Islande	-3.28	-2.91	-2.81	-4.48	-4.72	-2.97	-1.60	-0.02	0.49	2.38	2.47	0.17	-0.84	-2.06	-0.05
Italie	-11.77	-11.70	-10.67	-10.30	-9.29	-7.59	-7.10	-2.70	-3.10	-1.77	-0.67	-3.20	-2.89	-3.26	-3.31
Japon	2.05	1.81	0.79	-2.38	-3.76	-4.71	-5.07	-3.79	-5.53	-7.22	-7.47	-6.12	-7.94	-7.68	-6.46
Luxembourg	4.75	0.89	-0.45	1.55	2.76	2.59	2.25	3.00	3.34	3.49	6.08	6.07	2.11	0.20	-0.62
Norvège	2.22	0.11	-1.87	-1.44	0.27	3.41	6.52	7.72	3.56	6.25	15.56	13.55	9.27	7.61	11.43
Nouvelle-Zélande	-4.34	-3.85	-3.27	-1.26	2.46	3.04	2.89	2.00	0.40	-0.41	1.23	2.07	3.85	5.33	5.48
Pays-Bas	-5.10	-2.55	-4.03	-2.72	-3.31	-3.99	-1.75	-1.07	-0.73	0.63	2.11	-0.25	-1.99	-3.16	-2.08
Pologne	..	..	..	..	..	-3.82	-4.65	-4.47	-3.93	-3.12	-2.37	-3.74	-3.31	-4.84	-3.94
Portugal	-6.38	-7.31	-4.58	-7.78	-7.44	-5.27	-4.60	-3.43	-3.04	-2.77	-2.95	-4.30	-2.85	-2.91	-3.02
République slovaque	..	..	..	..	-6.13	-0.86	-7.40	-6.18	-3.77	-7.14	-12.31	-6.58	-7.76	-3.78	-3.15
République tchèque	..	..	..	..	..	-13.39	-3.08	-2.44	-5.02	-3.65	-3.65	-5.92	-6.75	-12.45	-2.97
Royaume-Uni	-1.59	-3.11	-6.45	-7.93	-6.78	-5.84	-4.20	-2.20	0.06	1.03	3.80	0.72	-1.68	-3.34	-3.21
Suède	3.42	-0.08	-9.04	-11.41	-9.27	-6.93	-2.79	-1.02	1.92	2.35	5.03	2.58	-0.52	-0.09	1.38
Suisse	0.59	-1.14	-2.40	-2.68	-1.95	-1.24	-1.39	-2.40	-1.49	0.03	2.37	0.88	0.07	-1.46	-1.45
zone euro	-4.53	-4.91	-4.95	-5.65	-4.95	-4.94	-4.23	-2.61	-2.29	-1.32	0.05	-1.88	-2.54	-3.01	-2.74
Total OCDE	-2.95	-3.70	-4.57	-4.94	-4.17	-3.95	-3.12	-1.69	-1.25	-0.79	0.26	-1.29	-3.21	-4.03	-3.57

1. Un chiffre négatif représente un déficit.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/460538175310>

## Besoin/capacité de financement des administrations publiques

En pourcentage du PIB, moyenne 2002-2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/048763405420>

## DETTE PUBLIQUE

Il existe deux méthodes standard pour mesurer l'ampleur de la dette publique – par référence au passif financier brut ou par référence au passif financier net – ce dernier correspondant au passif financier brut moins les actifs financiers. Le passif financier brut exprimé en pourcentage du PIB est le ratio d'endettement public le plus couramment utilisé, et c'est celui qui figure dans ce tableau.

### Définition

Pour la plupart des pays, le passif financier brut comprend les dettes (à court et à long terme) de toutes les institutions du secteur des administrations publiques, telles que définies dans le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993. Toutefois, pour certains pays de l'Union européenne (Grèce, Irlande, Luxembourg), c'est la définition de la dette appliquée dans le cadre du Traité de Maastricht qui a été utilisée. La définition de Maastricht diffère principalement sur deux points de celle du SCN. Premièrement, la dette brute selon la définition de Maastricht ne comprend pas les avances et crédits commerciaux, ainsi que les actions et les réserves techniques d'assurance. Deuxièmement, les obligations publiques sont valorisées à leur valeur nominale et non à la valeur du marché ou au prix d'émission majoré des intérêts courus, comme l'exigent les règles du SCN. Les États-Unis et le Canada valorisent également les obligations publiques à leur valeur nominale.

En principe, les dettes au sein des différents niveaux de l'administration et entre ces niveaux sont consolidées ; un prêt d'un niveau d'administration à un autre niveau représente à la fois un actif et un passif d'un montant équivalent pour l'administration dans son ensemble et donc s'annule (il est « consolidé ») pour le secteur des administrations publiques.

### Comparabilité

La comparabilité des données peut être compromise de deux manières. Premièrement, des différences nationales dans l'application des définitions SCN/SEC peuvent affecter la comparabilité de la dette publique d'un pays à l'autre. Deuxièmement, des modifications de l'application des définitions SCN/SEC peuvent altérer la comparabilité des données dans un même pays au fil du temps.

### Tendances à long terme

Entre 1990 et 1996, le passif financier brut de l'État augmentait dans la plupart des pays. Depuis lors, la dette publique diminue en pourcentage du PIB dans bon nombre des 27 pays figurant dans le tableau. Toutefois, il existe des exceptions : les ratios d'endettement public ont continué de croître très rapidement au Japon et en Corée et de manière importante en France, en Allemagne et en Grèce. Le ratio d'endettement public de la Corée a augmenté de plus de 7 % par an de 1990 à 2003, mais à partir d'un taux initial très bas, et en 2003 ce ratio était encore l'un des plus bas de la zone OCDE.

En 2004, le ratio d'endettement public dépassait 100 % en Grèce, en Italie et au Japon, et avoisinait 100 % en Belgique. La plupart des pays se situaient dans une fourchette de 40 à 70 %, trois pays – le Luxembourg, la Corée et l'Australie – enregistrant des ratios d'endettement inférieurs à 20 %.

### Source

- OCDE (2005), *Perspectives économiques de l'OCDE : décembre n° 78*, volume 2005-2, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), *La gestion de la dette publique et les marchés des valeurs d'État au 21<sup>e</sup> siècle*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Dette de l'administration centrale*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Web

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).



## Engagements financiers bruts des administrations publiques

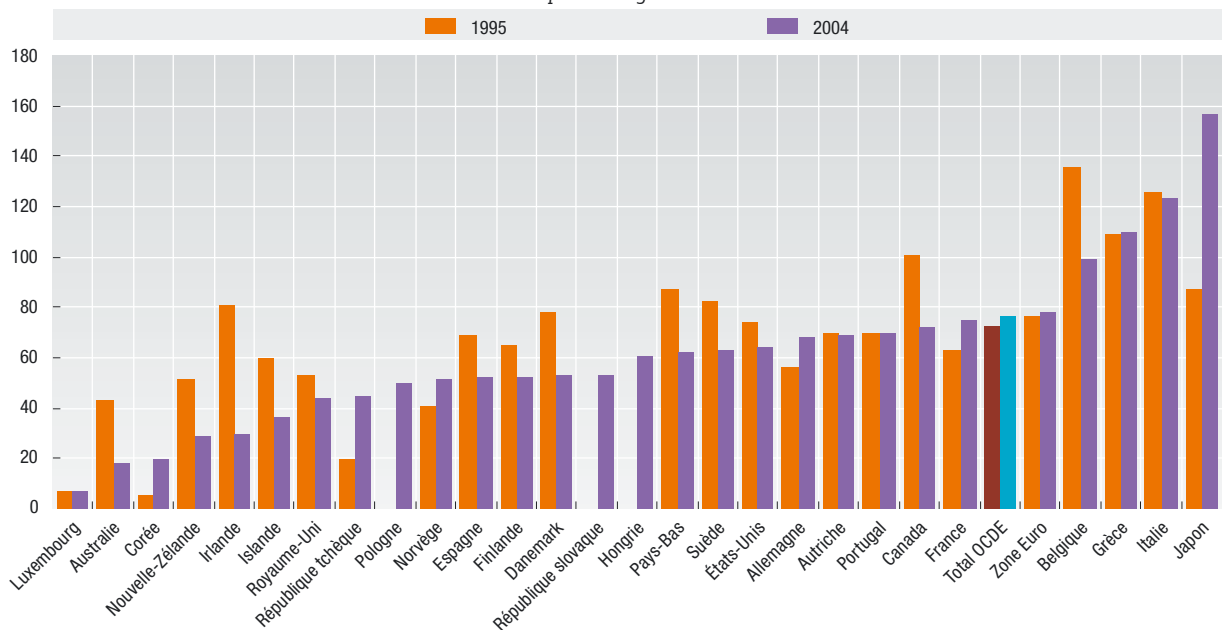
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	41.5	37.9	41.0	46.3	46.7	55.8	58.9	60.4	62.2	60.8	59.9	59.3	61.6	64.6	67.9
Australie	22.6	23.8	28.2	31.6	41.4	43.4	40.4	38.7	33.3	27.9	24.3	21.5	20.1	18.9	17.8
Autriche	57.6	57.6	57.3	62.0	65.1	69.6	69.7	67.3	67.5	69.8	69.5	70.2	71.7	69.4	69.0
Belgique	126.2	127.8	136.9	140.7	137.7	135.2	133.5	127.7	122.6	119.1	113.4	111.6	108.1	103.2	98.7
Canada	74.5	82.1	89.9	96.9	98.2	100.8	100.3	96.2	93.9	91.2	82.7	82.9	80.5	75.7	72.2
Corée	7.8	6.7	6.4	5.6	5.2	5.5	5.9	7.5	13.1	15.6	16.3	17.4	16.6	18.6	19.6
Danemark	68.5	69.4	73.4	87.7	81.4	77.6	73.9	69.8	66.6	60.8	53.7	53.3	54.1	55.5	52.8
Espagne	47.7	49.6	51.9	65.4	64.0	68.8	75.6	74.5	74.4	68.5	65.9	61.6	59.7	54.8	52.0
États-Unis	66.6	71.3	73.7	75.4	74.6	74.2	73.4	70.9	67.7	64.1	58.1	58.0	60.3	63.4	64.0
Finlande	16.5	24.9	44.7	57.8	60.3	65.1	66.0	64.3	60.8	55.5	52.9	50.9	50.4	52.0	52.5
France	38.6	39.7	43.9	51.0	60.2	62.6	66.3	68.4	69.9	66.5	65.2	63.8	66.6	71.7	74.7
Grèce	79.6	82.2	87.8	110.1	107.9	108.7	111.3	108.2	105.8	105.2	114.0	114.4	111.6	108.8	109.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	67.9	65.5	66.3	60.1	58.0	57.8	58.1	60.7
Irlande	93.2	94.6	91.6	94.2	88.7	81.2	72.8	64.0	53.0	48.1	37.9	35.3	32.0	31.1	29.4
Islande	36.4	38.6	46.5	53.4	56.0	59.4	56.8	54.1	48.9	44.1	41.5	47.3	43.5	41.4	36.3
Italie	..	..	..	..	..	125.5	131.3	133.3	135.0	129.5	124.9	124.5	123.5	121.4	123.0
Japon	68.6	64.8	68.6	74.7	79.7	87.0	93.8	100.3	112.1	125.7	134.0	142.3	149.4	154.0	156.3
Luxembourg	5.4	4.6	5.5	6.8	6.3	6.7	7.2	6.8	6.3	6.0	5.5	6.7	6.8	6.7	6.6
Norvège	29.3	27.5	32.2	40.5	36.9	40.5	35.9	32.0	31.3	30.9	34.3	33.2	40.1	50.4	51.2
Nouvelle-Zélande	..	..	..	64.8	57.8	51.7	45.2	42.6	42.7	39.9	37.9	35.7	34.0	32.0	29.0
Pays-Bas	84.2	85.3	89.0	93.7	83.9	87.0	86.0	81.0	79.5	71.1	63.7	59.5	60.3	61.9	62.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	44.4	47.6	43.6	38.3	52.0	52.1	50.2
Portugal	..	..	..	..	..	69.9	69.2	65.3	61.6	60.2	59.9	62.5	65.1	66.6	69.5
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	41.2	52.0	58.9	58.8	51.5	49.7	53.0
République tchèque	..	..	..	..	..	19.3	18.2	17.5	18.9	25.5	26.6	36.9	38.4	46.8	44.6
Royaume-Uni	33.0	33.6	39.8	49.6	47.8	52.7	52.5	53.2	53.7	48.7	45.7	41.1	41.3	41.9	44.2
Suède	46.8	55.5	74.0	79.0	83.5	82.2	84.7	82.9	81.7	71.8	64.4	63.4	60.3	59.8	62.5
Zone euro	49.6	49.0	52.9	59.9	61.7	76.1	80.1	81.2	81.9	78.4	76.1	74.8	75.6	76.6	78.1
Total OCDE	56.8	58.4	62.0	66.6	67.6	72.8	74.5	74.5	74.5	73.3	70.8	71.1	73.2	75.3	76.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/781344318575>

## Engagements financiers bruts des administrations publiques

En pourcentage du PIB

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/787211481685>

## DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales en pourcentage du PIB sont un indicateur du degré auquel les pouvoirs publics assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes désavantagés ou vulnérables.

### Définition

Les dépenses sociales publiques comprennent les prestations en espèces, la fourniture directe « en nature » de biens et de services, et les allègements fiscaux à des fins sociales. Pour être considérées comme « sociales », les

prestations doivent viser un ou plusieurs objectifs sociaux. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, mais elles peuvent aussi concerner les membres d'un ménage qui sont âgés, handicapés, malades, chômeurs ou jeunes. Les programmes régissant la fourniture de prestations sociales doivent comporter : a) une redistribution des ressources entre les ménages, ou b) une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire les administrations centrales, des états fédérés et locales, y compris les caisses de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Les dépenses présentées ici se réfèrent uniquement aux prestations sociales publiques et excluent ces mêmes prestations fournies par des organisations caritatives privées.

### Comparabilité

Aux fins de comparaison internationale, l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé est celui des dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB. Des problèmes de mesure se posent, particulièrement en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui peuvent être sous-estimées dans certains pays. Les données pour le Mexique peuvent être surestimées à partir de 1995 ; une révision de ces séries est probable (voir le site Web de la source). Comme indiqué précédemment, les prestations sociales fournies par des organisations caritatives privées sont exclues.

### Tendances à long terme

En 2001, en moyenne, les dépenses sociales publiques représentent 21 % du PIB, même si l'on observe de fortes différences d'un pays à l'autre : environ 30 % en Suède et au Danemark contre 5-6 % au Mexique et en Corée.

Les évolutions des dépenses sociales brutes au fil du temps sont également significatives. Après avoir pratiquement doublé entre 1960 et 1980, l'augmentation des dépenses publiques brutes s'est poursuivie à un rythme plus lent, la moyenne pour les pays de l'OCDE atteignant un maximum de 22 % en 1993. Depuis lors, les dépenses sociales publiques brutes ont diminué, en moyenne, d'environ 1 point de pourcentage du PIB en 2001, la totalité de la baisse concernant les dépenses hors santé.

Il est commode de diviser les dépenses en fonction de leur finalité sociale afin de mieux analyser l'orientation des politiques et les tendances. D'une manière générale, les trois catégories de transferts sociaux les plus importantes sont les pensions (en moyenne 8 % du PIB), la santé (6 %) et les transferts de revenu au profit de la population en âge de travailler (5 %). Les dépenses publiques au titre d'autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où l'intervention publique en fourniture de services aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus développée.

Les aides publiques aux familles ayant des enfants dans l'ensemble de la zone de l'OCDE représentent près de 2 % du PIB en moyenne, mais ce montant a augmenté dans la plupart des pays depuis 1980. Le soutien à la famille excède 3 % du PIB dans les pays nordiques et en Autriche, ces pays possédant le système public le plus complet d'indemnités pour enfants, de congés payés et dispositifs de gardes d'enfants. De plus, les pouvoirs publics peuvent également aider les familles par le biais du système fiscal ; à titre d'exemple, on mentionnera le « quotient familial » en France et le « fractionnement des revenus » en Allemagne.

Les dépenses d'assurances sociales liées à l'incapacité de travailler (prestations pour invalidité, maladie et accident du travail) ont diminué dans certains pays tandis qu'elles ont augmenté dans d'autres depuis 1980. Des baisses particulièrement importantes ont été constatées en Belgique, aux Pays-Bas et au Portugal.

### Source

- Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Adema, W. et M. Ladaique (2005), *Net Social Expenditure*, 2005 Edition: *More Comprehensive Measures of Social Support*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 29, OCDE, Paris.
- OCDE (2002-2004), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *Transformer le handicap en capacité : Promouvoir le travail et la sécurité des revenus des personnes handicapées*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE Statistiques sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistics/social](http://www.oecd.org/statistics/social).



## Dépenses sociales publiques

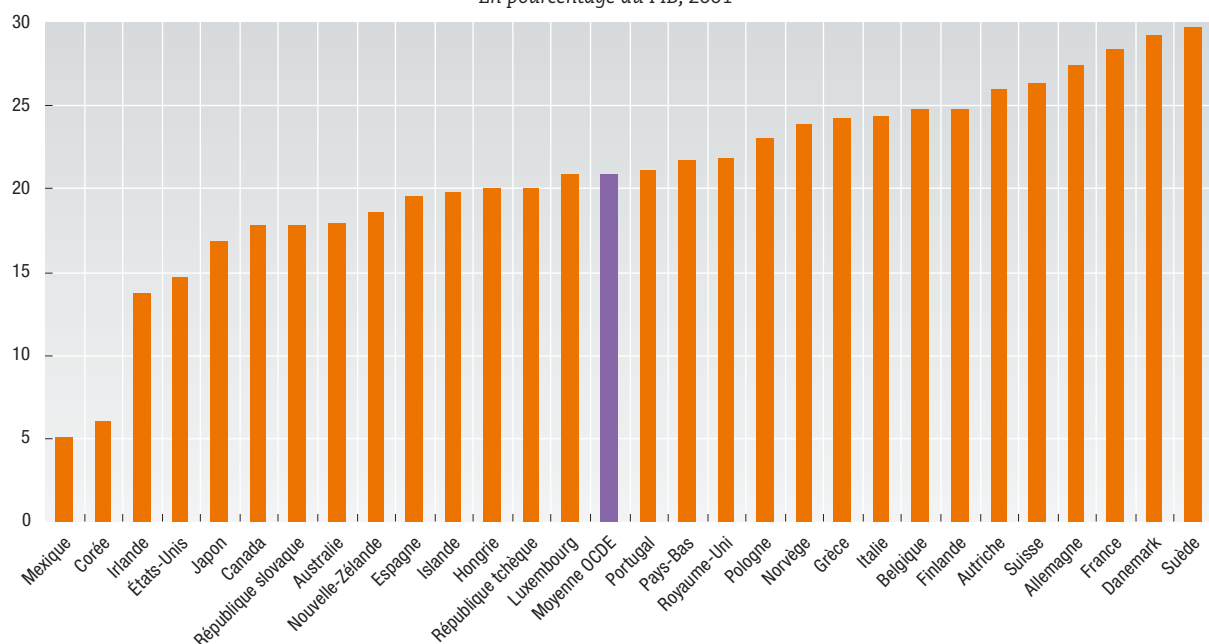
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	22.80	24.87	26.37	26.94	26.91	27.46	28.09	27.62	27.37	27.37	27.17	27.39
Australie	14.22	15.31	16.31	16.50	16.21	17.83	17.97	17.74	17.78	17.47	18.56	18.00
Autriche	24.10	24.37	25.03	26.60	27.29	26.64	26.71	25.96	25.67	26.10	26.02	25.96
Belgique	25.35	26.10	26.46	27.50	26.81	25.93	26.45	25.11	24.93	24.71	24.25	24.72
Canada	18.61	21.13	21.78	21.61	20.55	19.62	18.81	18.29	18.36	17.44	17.33	17.81
Corée	3.13	2.94	3.22	3.31	3.36	3.64	3.87	4.24	5.94	6.91	5.61	6.12
Danemark	29.32	30.17	30.72	32.35	33.06	32.40	31.69	30.66	30.17	29.84	28.89	29.22
Espagne	19.55	20.33	21.44	22.47	21.99	21.39	21.57	20.94	20.29	19.93	19.91	19.57
États-Unis	13.37	14.42	15.11	15.34	15.35	15.40	15.22	14.86	14.44	14.19	14.19	14.73
Finlande	24.75	29.89	33.88	33.89	33.05	31.10	30.91	28.66	26.47	26.09	24.50	24.80
France	26.61	27.23	28.03	29.48	29.27	29.24	29.38	29.42	28.96	28.91	28.34	28.45
Grèce	20.90	20.07	20.20	21.14	21.16	21.37	22.07	22.09	22.79	23.57	23.58	24.34
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	20.82	20.04	20.07
Irlande	18.65	19.46	20.37	20.31	19.99	19.35	18.17	16.82	15.55	14.20	13.63	13.75
Islande	16.45	17.14	17.77	18.21	18.42	18.98	18.78	18.53	18.72	19.64	19.69	19.83
Italie	23.26	23.50	24.32	24.72	24.36	23.02	23.54	24.16	23.75	24.15	24.07	24.45
Japon	11.20	11.32	11.82	12.45	13.04	13.50	13.67	13.78	14.50	15.14	16.13	16.89
Luxembourg	21.86	22.38	22.77	23.13	22.98	23.81	23.86	22.61	21.72	21.55	20.03	20.84
Mexique	3.84	4.33	4.61	4.92	5.44	5.43	4.91	4.97	4.89	4.96	4.97	5.10
Norvège	24.68	25.73	26.82	26.69	26.43	25.98	24.95	24.11	25.70	25.77	23.00	23.90
Nouvelle-Zélande	21.92	22.32	22.18	20.40	19.40	18.88	18.79	19.78	20.05	19.54	19.21	18.53
Pays-Bas	27.65	27.73	28.32	28.55	27.20	25.58	24.41	23.98	23.01	22.51	21.77	21.75
Pologne	15.55	22.10	26.22	25.58	24.43	23.75	23.88	23.26	21.99	22.18	21.94	23.03
Portugal	13.90	14.91	15.63	17.18	17.30	18.03	19.10	18.88	19.15	19.84	20.50	21.10
République slovaque	..	..	..	..	..	19.23	19.13	18.67	18.97	18.93	18.26	17.90
République tchèque	17.03	18.34	18.70	19.19	19.21	18.88	18.81	19.70	19.55	19.80	20.32	20.09
Royaume-Uni	19.55	21.13	23.11	23.66	23.22	23.01	22.78	22.02	21.49	21.25	21.69	21.82
Suède	30.78	32.40	35.34	36.77	35.35	33.20	32.68	31.34	31.10	30.60	29.48	29.78
Suisse	17.92	19.31	21.29	23.01	23.18	23.88	24.95	25.96	25.90	26.13	25.40	26.41
Turquie	7.64	8.16	8.53	8.28	7.89	7.52	9.67	10.80	11.12	13.20	..	..
Moyenne UE15	23.27	24.30	25.47	26.31	26.00	25.44	25.43	24.68	24.16	24.04	23.59	23.86
Moyenne OCDE	19.09	20.25	21.30	21.79	21.53	21.24	21.28	20.94	20.76	20.82	20.48	20.77

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/277736362451>

## Dépenses sociales publiques

En pourcentage du PIB, 2001

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/307177888133>

## DÉPENSES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE DÉFENSE

Deux des tâches essentielles qui incombent à un gouvernement consistent à protéger l'État d'une agression extérieure et à maintenir l'ordre public à l'intérieur de ses frontières. Au cours de la période considérée ici, la chute de l'Union soviétique s'est traduite par une réduction des dépenses de défense dans de nombreux pays de l'OCDE, alors que les attaques terroristes aux États-Unis ont débouché sur des augmentations des dépenses publiques consacrées à la sécurité intérieure. Les chiffres présentés ici reflètent ces évolutions divergentes.

### Définition

Le tableau est tiré des comptes nationaux et les données sont conformes aux définitions du *Système de comptabilité nationale* de 1993. Les dépenses prises en compte ici se limitent aux dépenses courantes et excluent les achats de biens d'équipement. Dans le cas de la défense, les dépenses consacrées aux armes, chars, navires de guerre, avions de combat, missiles balistiques et types d'armement similaires sont considérés comme des dépenses courantes et sont incluses dans les chiffres présentés ici ; en revanche, les dépenses de défense consacrées à des matériels « de type civil » comme les véhicules de transport non armés, les casernes, les écoles et hôpitaux militaires, les ordinateurs et les matériels de bureau sont définis comme des dépenses d'équipement et ne sont pas prises en compte.

Le *maintien de l'ordre* englobe les forces de police, les services de renseignements, les prisons et autres établissements correctionnels, le système judiciaire, et les ministères des Affaires intérieures. Il convient de noter les chiffres présentés ici ne comprennent pas les coûts des dispositifs de sécurité rendus obligatoires par les pouvoirs publics dans les aéroports, ports et autres postes frontaliers. Bien entendu, ils ne comprennent pas non plus les mesures de sécurité pour les centres commerciaux, les matchs de football, les concerts et autres rassemblements publics, qui ont certainement augmenté ces dernières années.

### Comparabilité

Les données sont tirées des comptes nationaux et ont été classées conformément à la *Classification des fonctions des administrations publiques* (COFOG). La distinction entre dépenses courantes et dépenses en capital dans le cas des dépenses de défense n'a pas été facile à appliquer dans certains pays mais, d'une manière générale, les données sont sensiblement comparables.

### Tendances à long terme

Dans le total, les parts des deux composantes – *maintien de l'ordre* et *défense* – diffèrent beaucoup selon les pays, la part des dépenses de défense étant élevée aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Grèce, en Norvège et en Suède et celle des dépenses de *maintien de l'ordre* se situant à un niveau élevé au Luxembourg, au Portugal, en Allemagne, en Belgique et en Autriche. En moyenne, la part des dépenses de *maintien de l'ordre* progresse généralement plus vite que celle des dépenses de *défense* et, en moyenne, représente aujourd'hui plus de la moitié du total pour les pays pris en compte dans le tableau.

En 2003 – dernière année pour laquelle la plupart des pays sont en mesure de fournir des données – les dépenses étaient les plus élevées aux États-Unis et au Royaume-Uni et les plus faibles au Luxembourg, en Islande et en Irlande. Dans la majorité des pays, la part des dépenses consacrées à la défense et au maintien de l'ordre dans le PIB est en recul depuis 1995, la baisse étant particulièrement importante en Irlande, en Finlande, en Norvège, en France, au Royaume-Uni et en Suède.

### Source

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *L'économie de la sécurité*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève, Paragraphe XVIII.9, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

#### Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux*.



### Dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense

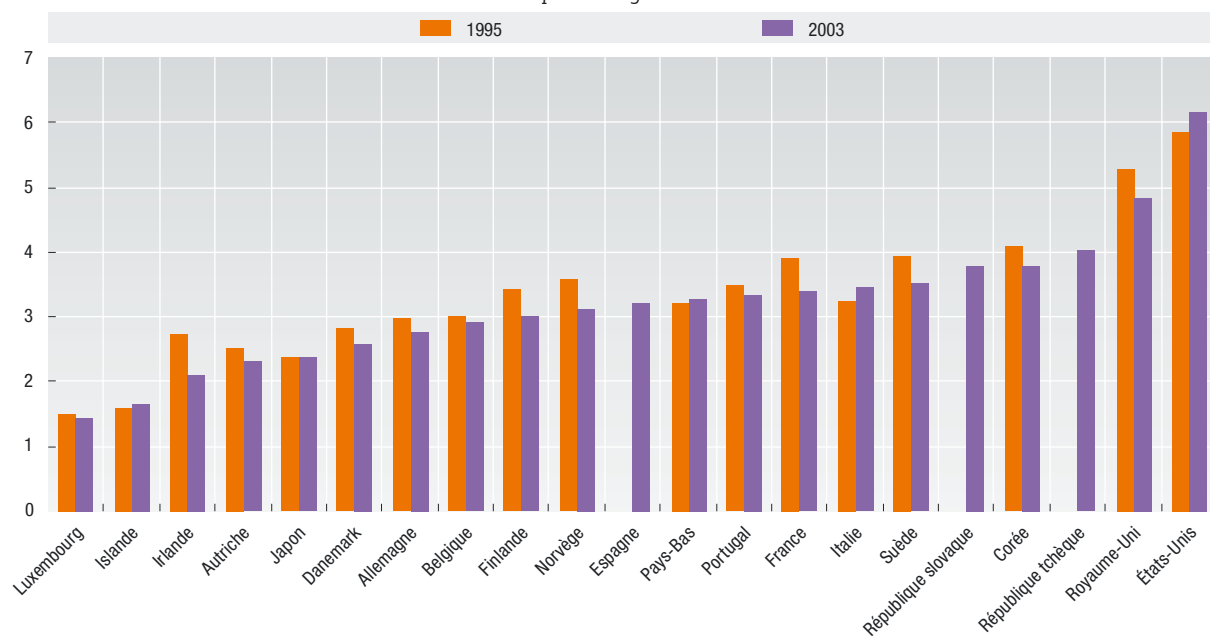
En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	3.3	3.3	3.2	3.1	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	2.8	2.8	2.8	2.8	..
Autriche	..	..	..	..	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.3	2.3	2.3	2.3	..
Belgique	3.2	3.1	3.1	3.1	3.0	2.9	2.9	2.8	2.8	2.8	2.9	3.0	2.9	..
Corée	..	..	..	..	4.1	4.2	4.1	4.2	4.0	3.9	3.8	3.8	..	..
Danemark	3.0	2.9	3.0	2.9	2.8	2.7	2.7	2.7	2.6	2.5	2.6	2.6	2.6	2.6
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	3.1	3.1	3.2	3.2	..	..
États-Unis	7.4	6.9	6.5	6.1	5.9	5.7	5.4	5.3	5.2	5.2	5.4	5.8	6.1	6.3
Finlande	3.3	3.7	3.4	3.6	3.4	3.5	3.3	3.2	3.1	2.9	2.8	2.8	3.0	..
France	..	..	..	..	3.9	3.9	3.7	3.5	3.4	3.3	3.3	3.4	3.4	..
Irlande	..	..	..	..	2.7	2.6	2.5	2.4	2.2	2.1	2.1	2.1	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	1.6	1.7	1.6	1.5	1.5	1.6	1.6	1.6
Italie	3.5	3.5	3.6	3.5	3.2	3.3	3.2	3.1	3.2	3.1	3.1	3.2	3.4	..
Japon	2.1	2.2	2.2	2.2	2.4	2.3	2.2	2.3	2.3	2.3	2.4	2.4	2.4	..
Luxembourg	1.7	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4	1.2	1.2	1.2	1.3	1.4	..
Norvège	4.2	4.2	3.9	3.9	3.6	3.5	3.4	3.4	3.3	2.9	2.9	3.2	3.1	..
Pays-Bas	..	..	..	..	3.2	3.2	3.1	3.0	3.1	3.0	3.1	3.2	3.3	..
Portugal	4.6	4.6	4.9	4.6	3.5	3.5	3.4	3.4	3.4	3.5	3.4	3.3	3.3	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.8	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.9	4.0	..
Royaume-Uni	6.4	6.2	5.9	5.6	5.3	5.0	4.9	4.7	4.5	4.6	4.5	4.6	4.8	..
Suède	..	..	..	..	3.9	4.0	3.8	3.8	3.9	3.7	3.6	3.6	3.5	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/732355081523>

### Dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense

En pourcentage du PIB



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/766301436326>

## ESTIMATIONS DU SOUTIEN À L'AGRICULTURE

Au milieu des années 80, alors que démarraient les négociations du cycle d'Uruguay sur le commerce agricole, l'OCDE a entrepris de mesurer et de codifier le soutien dont bénéficie le secteur agricole du fait des politiques qui s'appliquent à ce dernier. Ce travail a abouti à l'élaboration de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), indicateur global recalculé périodiquement pour la totalité des 30 pays membres de l'OCDE (l'UE15 est considérée comme une seule entité) et certains pays non membres. Cet indicateur englobe les transferts budgétaires financés par les contribuables, mais aussi la taxe implicite que font peser sur les consommateurs les mesures qui établissent les prix à un niveau supérieur à celui qui prévaudrait en leur absence (mesures aux frontières et prix administrés). Il est validé par les pays membres de l'OCDE et considéré par beaucoup comme le seul indicateur existant qui permette de procéder à des comparaisons entre pays.

### Définition

L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) de l'OCDE est un indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. Il peut prendre la forme d'un montant total, par hectare ou par exploitant, mais il est le plus souvent exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes (ESP en pourcentage). C'est cette mesure que l'on utilise ici

### Comparabilité

Des efforts permanents sont faits, dans le cadre de la préparation du rapport annuel *Suivi et évaluation*, pour que les politiques de l'ensemble des pays de l'OCDE soient traitées de manière cohérente et exhaustive. Chaque année, les estimations provisoires sont soumises à l'examen et

### Tendances à long terme

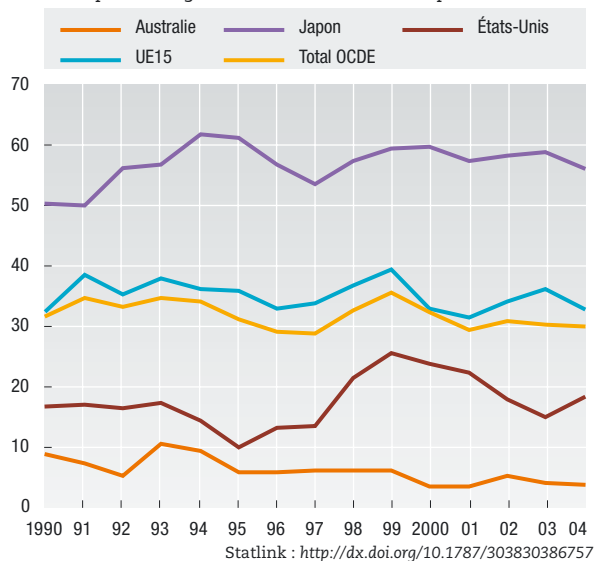
Les écarts entre les niveaux de soutien constatés dans les pays de l'OCDE sont importants et se creusent. L'estimation du soutien aux producteurs en pourcentage des recettes agricoles brutes oscille entre quasiment zéro et 71 %. Ces disparités reflètent entre autres l'hétérogénéité des objectifs poursuivis, le recours à des moyens d'action différents au fil du temps, et le rythme et la portée de la réforme de la politique agricole, variables selon les pays. Sur le long terme, le niveau du soutien apporté aux producteurs a diminué dans la plupart des pays membres de l'OCDE. Ainsi, l'ESP en pourcentage moyen était plus bas en 2002-2004 qu'en 1986-1988 (30 % contre 37 %) et il a baissé dans tous les pays sauf deux. Les modalités selon lesquelles le soutien est dispensé ont quelque peu changé elles aussi : les formes dont on sait qu'elles provoquent le plus de distorsions de la production et des échanges occupent moins de place que par le passé (75 % du soutien total pendant la période 2002-2004 contre plus de 90 % pendant la période 1986-1988). Le niveau du soutien des principaux pays non membres restent significativement en dessous de la moyenne OCDE.

à l'approbation des représentants des pays membres de l'OCDE, de même que les modifications apportées à la méthodologie. L'ESP en pourcentage est le critère le plus approprié et le plus utilisé pour comparer les niveaux de soutien entre pays, produits et périodes.

Dans le tableau, les données de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède sont disponibles séparément jusqu'en 1994 et celles de la République tchèque, de la Hongrie, de la Pologne et de la République slovaque jusqu'en 2003. Ces pays sont inclus dans UE25 depuis 2004 (UE15 de 1995 à 2003) et, dans le Total OCDE sur l'ensemble de la période. Dans le graphique, les données de la République tchèque, de la Hongrie, de la Pologne et de la République slovaque se réfèrent aux périodes 1991-1993 et 2001-2003 ; celles du Brésil, de la Chine et de la Fédération de Russie aux périodes 1995-1997 et 2001-2003.

### Estimation du soutien aux producteurs pour certains pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



### Source

- OCDE (2005), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Market Effects of Crop Support Measures*, OCDE, Paris.
- OCDE (2002), *Agricultural Policies in China after WTO Accession*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Analyse de la réforme de la PAC de 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesure du soutien à l'agriculture et méthode d'évaluation des politiques*, OCDE, Paris.





### Estimation du soutien aux producteurs par pays

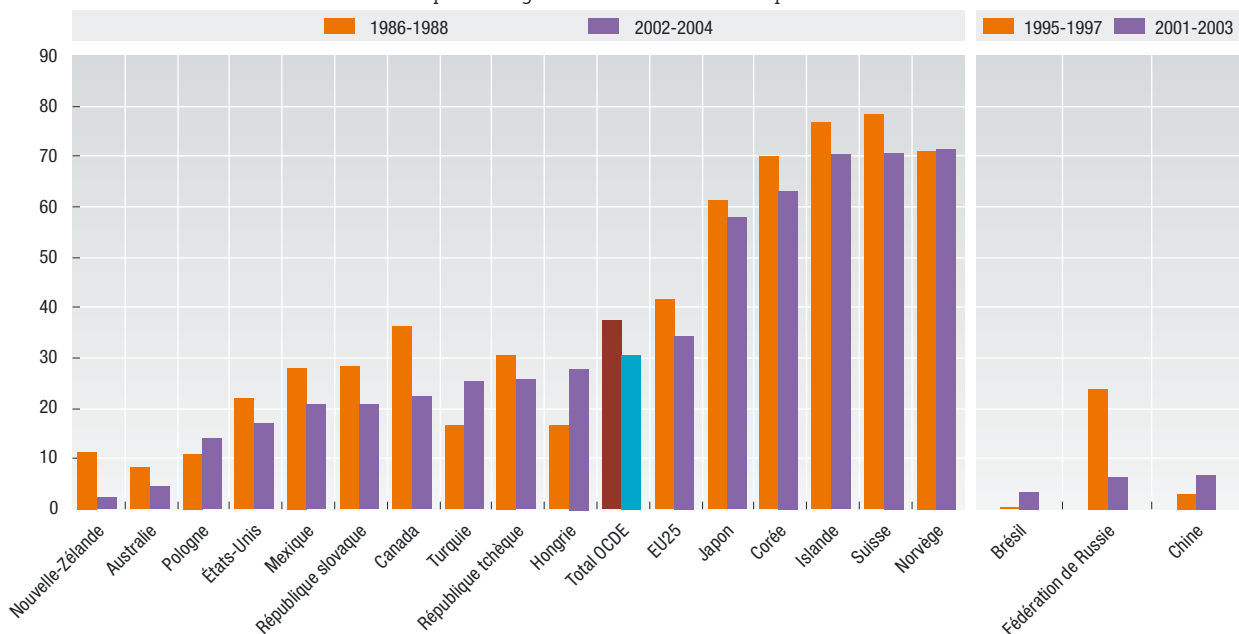
En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation

	1991	1992	1993	1994	1995	1995	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Australie	7.44	5.23	10.52	9.35	5.77	5.94	6.12	6.09	6.26	3.62	3.48	5.25	4.01	3.77
Autriche	53.59	57.39	58.55	60.65	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	35.46	28.46	24.67	20.33	19.53	15.59	14.52	16.86	18.20	19.95	15.78	20.71	25.13	20.97
Corée	74.02	72.32	72.75	73.06	72.02	64.07	63.07	56.53	65.47	66.57	61.97	65.33	61.42	62.55
États-Unis	17.07	16.40	17.41	14.40	9.98	13.20	13.48	21.46	25.65	23.94	22.47	18.01	14.96	18.18
Finlande	71.52	66.18	64.11	69.00	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	10.77	17.98	20.46	21.94	13.19	10.61	10.95	24.62	23.74	22.33	22.15	33.03	28.05	..
Islande	78.43	72.70	66.09	62.30	61.88	61.28	61.85	68.65	69.24	61.13	56.74	70.23	71.64	69.08
Japon	50.02	56.10	56.78	61.81	61.15	56.91	53.45	57.47	59.38	59.71	57.28	58.16	58.77	56.21
Mexique	25.47	28.56	29.83	22.63	-4.98	4.95	14.84	17.72	18.22	23.87	19.43	26.09	19.42	16.59
Norvège	72.23	69.43	69.05	69.02	64.82	65.94	68.98	71.13	71.93	67.17	66.97	74.26	71.76	67.97
Nouvelle-Zélande	2.37	1.75	1.60	2.26	2.59	2.00	2.07	1.55	1.58	0.97	0.60	1.62	2.46	2.72
Pologne	6.99	9.07	16.71	22.12	15.98	20.88	18.57	28.93	26.62	11.91	15.06	18.72	8.12	..
République slovaque	32.47	21.82	30.10	25.23	11.79	0.15	13.91	32.26	25.70	25.28	15.67	21.36	25.43	..
République tchèque	47.11	20.16	24.55	16.42	10.94	11.45	6.38	26.17	23.15	16.55	23.23	25.02	28.56	..
Suède	63.30	58.49	53.67	51.00	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suisse	74.99	67.57	72.84	73.78	65.51	68.67	69.69	70.61	74.89	72.39	71.11	72.68	70.62	68.31
Turquie	29.21	26.86	22.50	13.90	12.30	15.23	24.94	25.88	23.06	21.37	3.78	20.43	28.53	26.57
UE25	38.61	35.38	37.88	36.29	35.81	32.98	33.69	36.67	39.30	33.08	31.62	34.03	36.05	32.85
Total OCDE	34.74	33.30	34.64	34.01	31.08	29.00	28.78	32.59	35.47	32.41	29.48	30.76	30.38	29.91
Brésil	..	..	..	..	-1.21	1.10	0.66	6.24	1.42	4.15	2.64	3.21	4.03	3.15
Chine	..	..	-13.54	0.55	5.86	1.32	1.42	0.73	-2.83	3.01	5.27	7.02	8.29	..
Fédération de Russie	58.53	-123.41	-33.49	-20.43	12.84	23.87	34.45	23.43	8.34	4.95	8.69	9.41	0.89	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/283805545400>

### Estimation du soutien aux producteurs par pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/223414023301>

## CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

Les captures des pêches maritimes diminuent à cause du déclin des stocks imputable à la surpêche et, aussi, sous l'effet des mesures nationales et internationales adoptées pour préserver les ressources halieutiques qui subsistent. Particulièrement sensible dans l'hémisphère Nord, ce phénomène amène les pouvoirs publics, dans beaucoup de pays membres de l'OCDE, à apporter un soutien financier au secteur halieutique.

### Définition

La série chronologique des « transferts financiers publics » constitue un indicateur du soutien dont bénéficie le secteur de la pêche. Ces transferts consistent en transferts directs visant à augmenter les revenus (paiements directs), en transferts destinés à réduire les coûts d'exploitation et en dépenses au titre des services généraux fournis au secteur de la pêche. Les services généraux comprennent essentiellement les activités de protection des ressources, mais aussi les prévisions météorologiques par zones et les systèmes de navigation et de surveillance par satellite conçus à l'intention des flottilles de pêche.

### Comparabilité

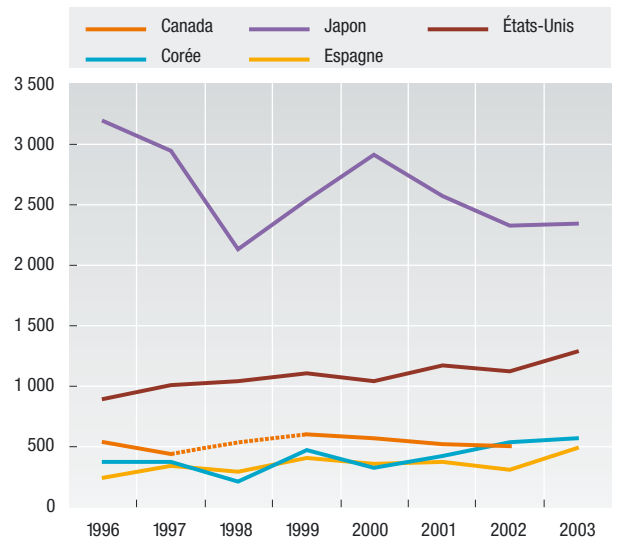
Les données sont relativement complètes et cohérentes d'une année à l'autre, mais certaines variations interannuelles doivent être interprétées avec prudence, car elles peuvent refléter des modifications des systèmes statistiques nationaux. Il convient également de noter que les chiffres concernant les services généraux assurés par les pouvoirs publics peuvent englober des investissements importants et ponctuels dans des équipements. Par exemple, en 2001, mais surtout en 2002, les transferts publics de la Grèce comprenaient le coût de la mise en œuvre d'un système de surveillance par satellite.

### Tendances à long terme

Pendant la dernière décennie, les transferts totaux au secteur halieutique ont fluctué aux alentours de 6 milliards d'USD, ce qui représente environ 20 % de la valeur de la totalité des captures des pêches maritimes. L'essentiel des transferts publics correspond au financement des services généraux (75 % du total approximativement). Le reste revêt la forme de paiements directs (à peu près 12 % du total) et de mesures destinées à réduire les coûts (quelque 13 %).

### Pêche : transferts financiers publics pour certains pays

Millions de dollars des EU



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/210430651861>

### Source

- OCDE (2005), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE* : vol. 2 – Statistiques nationales 2001-2003, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Cox, A. (2003), *OECD Work on Defining and Measuring Subsidies in Fisheries*, OCDE, Paris.
- Cox, A. (2004), *Subsidies and Deep-Sea Fisheries Management: Policy Issues and Challenges*, OCDE, Paris.
- Cox, A. et C. Schmidt (2003), *Subsidies in the OECD Fisheries Sector: A Review of Recent Analysis and Future Directions*, document préparé pour le FAO Expert Consultation on Identifying, Assessing and Reporting on Subsidies in the Fishing Industry, Rome, 3-6 décembre 2002.
- Flatten, O. et P. Wallis (2000), *Government Financial Transfers to Fishing Industries in OECD Countries*, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *Pour des pêcheries responsables : Implications économiques et politiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, OCDE, Paris.
- Schmidt, C. (2004), *Globalisation, Industry Structure, Market Power and Impact on Fish Trade Opportunities and Challenges for Developed (OECD) Countries*, préparé pour le FAO Industry and Expert Consultation on International Trade, Rio de Janeiro, Brésil, 3-5 décembre 2003.

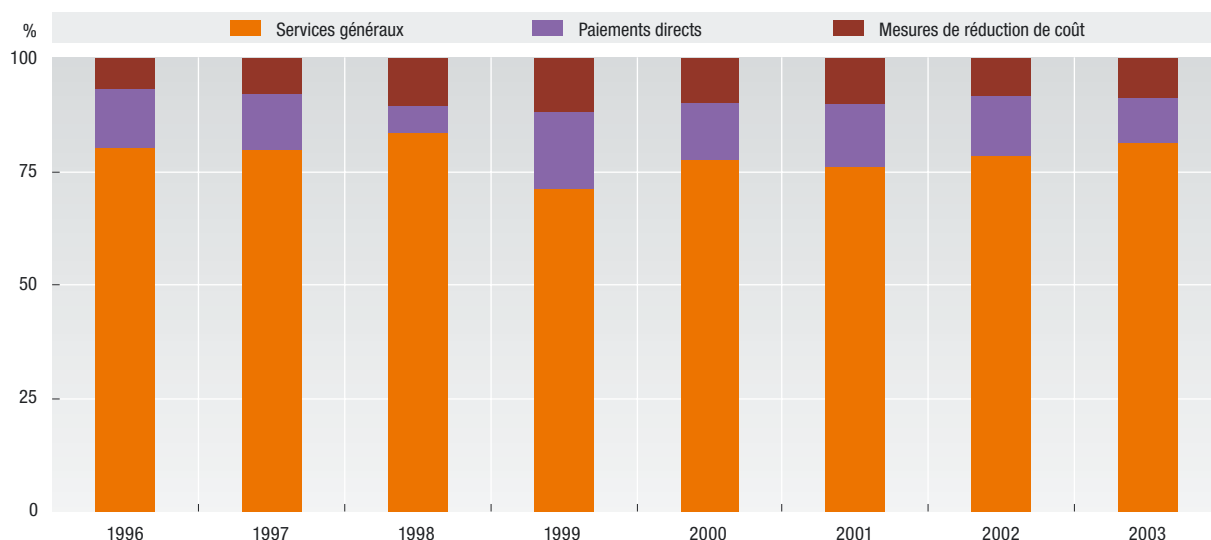
#### Sites Web

- OCDE Pêcheries, [www.oecd.org/agr/peche](http://www.oecd.org/agr/peche).

**Pêche : transferts financiers publics**

Milliers de dollars des EU

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	81 567	63 215	16 488	31 276	29 834	28 988	28 208	..
Australie	37 391	41 230	..	..	82 272	75 902	78 038	95 558
Belgique	4 970	4 949	..	4 473	6 849	2 830	1 607	1 202
Canada	545 301	433 309	..	606 443	564 497	521 355	497 771	..
Corée	367 793	378 994	211 927	471 556	320 449	428 313	538 695	569 969
Danemark	85 771	82 030	90 507	27 765	16 316	..	68 769	..
Espagne	246 473	344 581	296 642	399 604	364 096	376 614	301 926	489 970
États-Unis	891 160	1 002 580	1 041 000	1 103 100	1 037 710	1 169 590	1 130 810	1 290 440
Finlande	28 978	26 198	26 888	19 236	13 908	16 510	16 025	12 372
France	158 203	140 807	..	71 665	166 147	141 786	155 283	178 764
Grèce	52 308	46 958	26 908	43 030	87 315	86 957	88 334	138 181
Irlande	112 673	98 880	..	143 184	..	..	63 632	69 978
Islande	43 770	38 678	36 954	39 763	41 978	28 310	28 955	32 768
Italie	162 625	91 811	..	200 470	217 679	231 680	159 630	199 349
Japon	3 186 363	2 945 785	2 135 946	2 537 536	2 913 149	2 574 086	2 323 601	2 342 255
Mexique	14 201	16 808	..	..	..	..	..	..
Norvège	172 694	163 437	153 046	180 962	104 564	99 465	156 340	131 483
Nouvelle-Zélande	37 241	40 397	29 412	29 630	27 273	15 126	18 981	18 605
Pays-Bas	39 927	35 849	..	..	1 389	12 779	12 443	6 567
Pologne	8 148	7 927	..	..	..	..	..	..
Portugal	71 847	65 077	..	28 674	25 578	25 066	24 899	26 927
République tchèque	..	..	..	269	241	223	235	..
Royaume-Uni	115 359	128 066	90 833	75 968	81 394	73 738	60 986	60 295
Suède	62 320	53 452	26 960	31 053	25 186	22 505	24 753	33 379
Turquie	28 665	15 114	..	1 277	26 372	17 721	16 167	20 801

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/704388021261>**Pêche : transferts financiers publics par catégorie, total OCDE**Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/233628108231>

## AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

La promotion du développement économique et social des pays non membres est un objectif essentiel de l'OCDE depuis sa création. La part de revenu national qu'un pays consacre à l'aide publique au développement (APD) est généralement considérée comme un indicateur de son attachement au développement international, et les Nations unies ont depuis longtemps déjà assigné pour objectif aux pays développés d'allouer 0.7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD. Les tableaux figurant dans cette section rendent compte de la part de leur RNB que les différents pays affectent à l'APD, ainsi que de la répartition géographique des apports d'APD bilatérale.

### Définition

Par aide publique au développement, on entend l'aide fournie par les gouvernements aux pays en développement en vue d'y favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie. Les prêts et crédits à des fins militaires en sont exclus. L'aide peut emprunter la voie bilatérale, autrement dit être fournie directement par un donneur à un bénéficiaire, ou être acheminée par l'intermédiaire d'un organisme multilatéral, comme les Nations unies ou la Banque mondiale.

L'aide peut prendre la forme de dons, de prêts assortis de conditions de faveur ou d'apports d'assistance technique. Sont considérés comme assortis de conditions de faveur les prêts comportant un élément de libéralité d'au moins 25 %. L'APD est habituellement mesurée en termes nets, c'est-à-dire que les remboursements y sont déduits des apports bruts. Les données relatives à la répartition géographique

### Tendances à long terme

La moyenne pondérée présentée dans le graphique correspond au volume total de l'APD consentie par les membres du CAD en pourcentage de leur RNB cumulé. Au cours de la période considérée, ce rapport est tombé de 0.33 % en 1990 à 0.26 % en 2004. La moyenne non pondérée fournit de son côté une mesure de « l'effort moyen par pays ». Elle aussi a diminué au cours de la période considérée, revenant de 0.45 % en 1990 à 0.42 % en 2004. La tendance à la baisse sur laquelle s'inscrivaient les deux moyennes a pris fin et elle s'est même inversée depuis trois ou quatre ans, les membres du CAD ayant accru leur aide conformément aux engagements qu'ils ont souscrits à la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey en 2002.

Les rapports APD/RNB sont tombés à leur niveau le plus faible en 1997 ; depuis 2002, ils augmentent cependant à nouveau. Si les membres du CAD tiennent la promesse qu'ils ont faite au Sommet du G8 de Gleneagles de doubler l'aide à l'Afrique, ces rapports devraient continuer de s'accroître. Sur les 22 membres du CAD, 16 se sont engagés à maintenir ou porter la part de leur RNB qu'ils consacrent à l'APD aux 0.7 % fixé comme objectif par les Nations unies.

de l'aide présentées ici sont toutefois exprimées en valeur brute afin de rendre compte de l'ampleur des nouveaux apports consentis au cours de la période considérée.

L'OCDE gère une liste de pays et territoires en développement, et seule l'aide destinée à ces pays est comptabilisée dans l'APD. Cette liste, qui est régulièrement actualisée, compte actuellement 150 pays ou territoires. Tous, à l'exception de Bahreïn, avaient un revenu par habitant inférieur à 9 206 USD en 2001 (à titre de comparaison, le revenu par habitant atteignait en moyenne plus de 25 000 USD dans les pays de l'OCDE la même année). Il est à noter que, sur les 30 pays membres de l'OCDE, seuls les 22 recensés dans le tableau sont membres du Comité d'aide au développement (CAD), auxquels s'ajoute la Commission européenne.

### Comparabilité

Les statistiques sur l'APD sont établies sur la base d'un ensemble de directives mises au point par le CAD, et les statistiques de chaque pays font l'objet, à intervalles réguliers, d'un examen de la part des autres membres du CAD. Des données relatives à la Grèce ne sont disponibles que depuis 1996, ce pays ayant rejoint le CAD en 1999.

### Sources

- OCDE (2005), *Statistiques du développement international sur CD-ROM*, OCDE, Paris.
- *Statistiques du Comité d'Aide au Développement*.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Les dossiers du CAD : Coopération pour le développement – Rapport 2004*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Système de notification des pays créanciers sur les activités d'aide: Activités d'aide visant l'égalité homme-femme 1999-2003 – volume 2005-6*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Objectif développement, L'efficacité de l'aide alimentaire pour le développement : Les effets de l'aide liée*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Système de notification des pays créanciers sur les activités d'aide*, 6 volumes, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays bénéficiaires de l'aide 2000/2004 : Édition 2006*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques du développement international*.

#### Sites Web

- OCDE, Calcul de l'élément don des prêts d'aide, [www.oecd.org/dataoecd/15/0/31738575.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/15/0/31738575.pdf).
- Statistiques en ligne sur le développement international, [www.oecd.org/cad/stats/sdienligne](http://www.oecd.org/cad/stats/sdienligne).

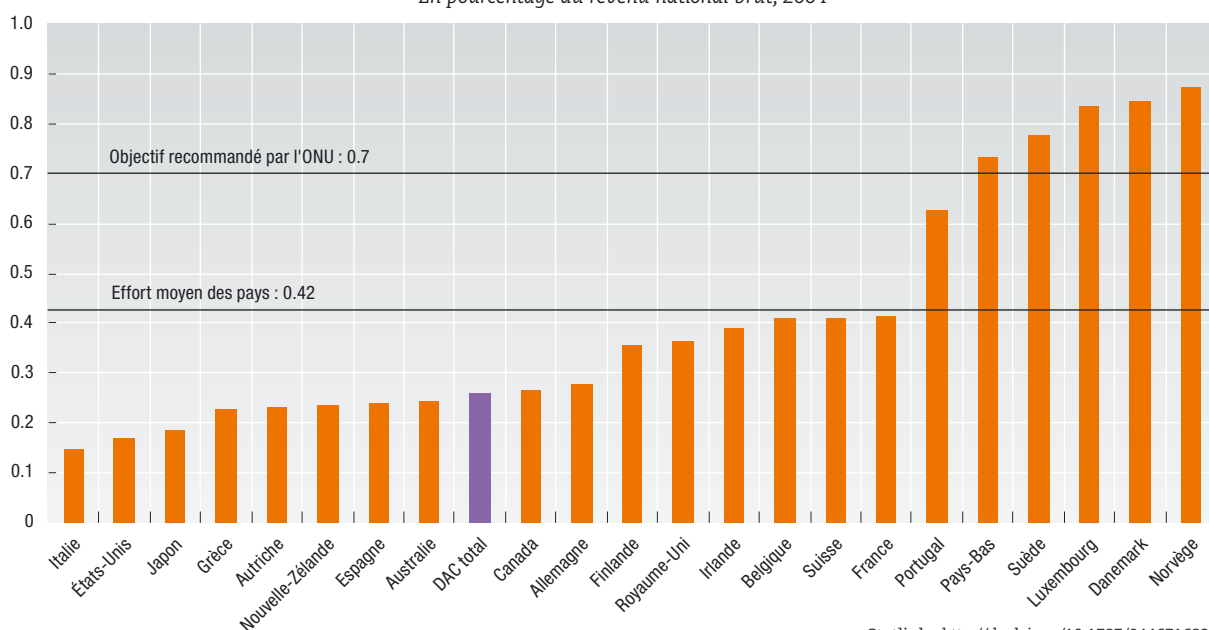
**Aide publique au développement**

En pourcentage du revenu national brut

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	0.42	0.39	0.37	0.35	0.33	0.31	0.32	0.28	0.26	0.26	0.27	0.27	0.27	0.28	0.28
Australie	0.34	0.38	0.37	0.35	0.34	0.34	0.27	0.27	0.27	0.26	0.27	0.25	0.26	0.25	0.25
Autriche	0.11	0.18	0.11	0.11	0.17	0.27	0.23	0.24	0.22	0.24	0.23	0.34	0.26	0.20	0.23
Belgique	0.46	0.41	0.39	0.39	0.32	0.38	0.34	0.31	0.35	0.30	0.36	0.37	0.43	0.60	0.41
Canada	0.44	0.45	0.46	0.45	0.43	0.38	0.32	0.34	0.30	0.28	0.25	0.22	0.28	0.24	0.27
Danemark	0.94	0.96	1.02	1.03	1.03	0.96	1.04	0.97	0.99	1.01	1.06	1.03	0.96	0.84	0.85
Espagne	0.20	0.24	0.27	0.28	0.28	0.24	0.22	0.24	0.24	0.23	0.22	0.30	0.26	0.23	0.24
États-Unis	0.21	0.20	0.20	0.15	0.14	0.10	0.12	0.09	0.10	0.10	0.10	0.11	0.13	0.15	0.17
Finlande	0.65	0.80	0.64	0.45	0.31	0.31	0.33	0.32	0.31	0.33	0.31	0.32	0.35	0.35	0.35
France	0.60	0.62	0.63	0.63	0.62	0.55	0.48	0.44	0.38	0.38	0.30	0.31	0.37	0.40	0.41
Grèce	..	..	..	..	..	..	0.15	0.14	0.15	0.15	0.20	0.17	0.21	0.21	0.23
Irlande	0.16	0.19	0.16	0.20	0.25	0.29	0.31	0.31	0.30	0.31	0.29	0.33	0.40	0.39	0.39
Italie	0.31	0.30	0.34	0.31	0.27	0.15	0.20	0.11	0.20	0.15	0.13	0.15	0.20	0.17	0.15
Japon	0.31	0.32	0.30	0.27	0.29	0.27	0.20	0.21	0.27	0.27	0.28	0.23	0.23	0.20	0.19
Luxembourg	0.21	0.33	0.26	0.35	0.40	0.36	0.44	0.55	0.65	0.66	0.71	0.76	0.77	0.81	0.83
Norvège	1.17	1.13	1.16	1.01	1.05	0.86	0.83	0.84	0.89	0.88	0.76	0.80	0.89	0.92	0.87
Nouvelle-Zélande	0.23	0.25	0.26	0.25	0.24	0.23	0.21	0.26	0.27	0.27	0.25	0.25	0.22	0.23	0.23
Pays-Bas	0.92	0.88	0.86	0.82	0.76	0.81	0.81	0.81	0.80	0.79	0.84	0.82	0.81	0.80	0.73
Portugal	0.24	0.30	0.35	0.28	0.34	0.25	0.21	0.25	0.24	0.26	0.26	0.25	0.27	0.22	0.63
Royaume-Uni	0.27	0.32	0.31	0.31	0.31	0.29	0.27	0.26	0.27	0.24	0.32	0.32	0.31	0.34	0.36
Suède	0.91	0.90	1.03	0.99	0.96	0.77	0.84	0.79	0.72	0.70	0.80	0.77	0.84	0.79	0.78
Suisse	0.32	0.36	0.45	0.33	0.36	0.34	0.34	0.34	0.32	0.35	0.34	0.34	0.32	0.39	0.41
Total DAC	0.33	0.33	0.33	0.30	0.29	0.26	0.25	0.22	0.23	0.22	0.22	0.22	0.23	0.25	0.26
dont :															
Membres de l'UE	0.44	0.44	0.43	0.43	0.41	0.37	0.37	0.33	0.33	0.31	0.32	0.33	0.35	0.35	0.35

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/277470067073>**Aide publique au développement**

En pourcentage du revenu national brut, 2004

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/044671682553>

## Bénéficiaires principaux de l'aide publique au développement bilatérale totale des pays du CAD par région

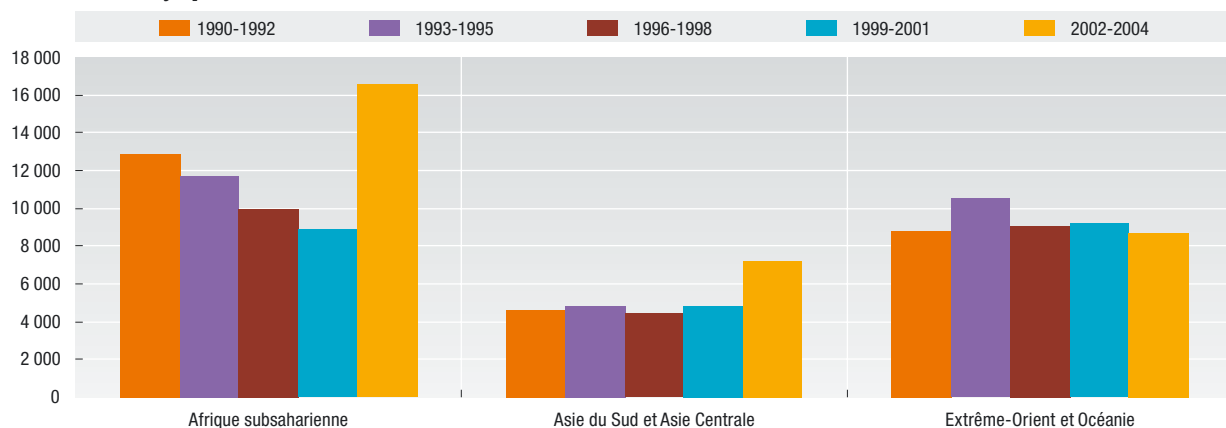
Millions de dollars des EU, moyennes sur 3 ans, 1990 à 2004

	Afrique subsaharienne		Asie du Sud et Asie Centrale		Extrême-Orient et Océanie	
1990-1992	Mozambique	940	Inde	1 728	Indonésie	2 307
	Tanzanie	884	Bangladesh	1 099	Chine	1 720
	Kenya	863	Pakistan	798	Philippines	1 374
	Zambie	747	Sri Lanka	435	Thaïlande	818
	Côte d'Ivoire	589	Népal	271	Malaisie	452
	Sénégal	585			Nouvelle-Calédonie	334
	Cameroun	534			Papouasie Nouvelle-Guinée	334
	Ghana	520				
	Éthiopie	506				
	République démocratique du Congo	501				
	<b>Total</b>	<b>12 893</b>	<b>Total</b>	<b>4 603</b>	<b>Total</b>	<b>8 817</b>
1993-1995	Côte d'Ivoire	859	Inde	1 689	Chine	2 592
	Mozambique	837	Bangladesh	904	Indonésie	2 302
	Tanzanie	695	Pakistan	802	Philippines	1 377
	Zambie	537	Sri Lanka	440	Thaïlande	861
	Éthiopie	522	Népal	267	Viêtnam	500
	Cameroun	493			Nouvelle-Calédonie	425
	Sénégal	475			Polynésie française	401
	Kenya	469				
	Somalie	418				
	Ouganda	376				
	<b>Total</b>	<b>11 700</b>	<b>Total</b>	<b>4 831</b>	<b>Total</b>	<b>10 512</b>
1996-1998	Tanzanie	663	Inde	1 600	Chine	1 902
	Mozambique	657	Bangladesh	774	Indonésie	1 795
	Côte d'Ivoire	551	Pakistan	661	Philippines	1 004
	Cameroun	427	Sri Lanka	372	Thaïlande	914
	Madagascar	411	Népal	238	Viêtnam	638
	Ouganda	404			Polynésie française	412
	Éthiopie	397			Nouvelle-Calédonie	395
	Afrique du Sud	383				
	Sénégal	382				
	Ghana	369				
	<b>Total</b>	<b>9 922</b>	<b>Total</b>	<b>4 458</b>	<b>Total</b>	<b>9 073</b>
1999-2001	Tanzanie	793	Inde	1 479	Indonésie	2 088
	Mozambique	744	Bangladesh	810	Chine	1 960
	Ouganda	462	Pakistan	718	Thaïlande	1 099
	Ghana	402	Sri Lanka	375	Viêtnam	1 051
	Zambie	388	Népal	252	Philippines	958
	Cameroun	370			Papouasie Nouvelle-Guinée	243
	Afrique du Sud	366			Cambodge	229
	Sénégal	361				
	Éthiopie	359				
	Côte d'Ivoire	335				
	<b>Total</b>	<b>8 890</b>	<b>Total</b>	<b>4 806</b>	<b>Total</b>	<b>9 212</b>
2002-2004	République démocratique du Congo	2 243	Inde	1 721	Chine	2 220
	Mozambique	1 069	Afghanistan	1 306	Indonésie	1 475
	Tanzanie	1 024	Pakistan	1 082	Philippines	1 033
	Ghana	924	Bangladesh	866	Viêtnam	1 020
	Éthiopie	863	Sri Lanka	434	Thaïlande	833
	Cameroun	716			Cambodge	299
	Ouganda	609			Malaisie	297
	Zambie	584				
	Angola	560				
	Côte d'Ivoire	539				
	<b>Total</b>	<b>16 520</b>	<b>Total</b>	<b>7 251</b>	<b>Total</b>	<b>8 692</b>

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/055505766025>

## Bénéficiaires principaux de l'aide par région

Afrique subsaharienne, Asie du Sud et Asie centrale, Extrême-Orient et Océanie, millions de dollars des EU



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/130750087310>



## Bénéficiaires principaux de l'aide publique au développement bilatérale totale des pays du CAD par région

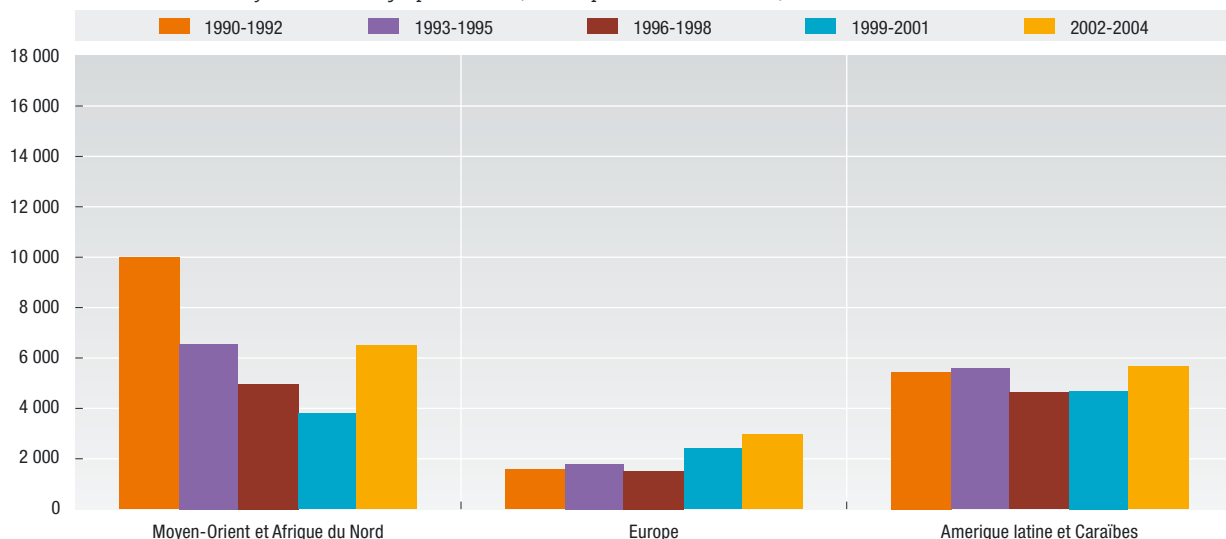
Millions de dollars des EU, moyennes sur 3 ans, 1990 à 2004

	Moyen-Orient et Afrique du Nord		Europe		Amérique latine et Caraïbes	
1990-1992	Égypte	5 275	Turquie	886	Nicaragua	574
	Israël	1 864	États d'ex-Yougoslavie	418	Bolivie	564
	Maroc	726	Albanie	175	Pérou	482
	Jordanie	506			Honduras	421
	Tunisie	378			Jamaïque	360
	<b>Total</b>	<b>9 976</b>	<b>Total</b>	<b>1 620</b>	<b>Total</b>	<b>5 446</b>
1993-1995	Égypte	2 810	États d'ex-Yougoslavie	667	Bolivie	496
	Israël	1 130	Turquie	483	Salvador	468
	Maroc	526	Bosnie	342	Pérou	465
	Jordanie	370			Mexique	441
	Algérie	331			Nicaragua	418
	<b>Total</b>	<b>6 544</b>	<b>Total</b>	<b>1 762</b>	<b>Total</b>	<b>5 596</b>
1996-1998	Égypte	1 738	Bosnie	574	Bolivie	510
	Israël	809	Turquie	314	Nicaragua	499
	Maroc	495	Albanie	109	Pérou	426
	Jordanie	352			Brésil	330
	Territoires sous administration palestinienne	308			Salvador	219
	<b>Total</b>	<b>4 957</b>	<b>Total</b>	<b>1 498</b>	<b>Total</b>	<b>4 610</b>
1999-2001	Égypte	1 414	Serbie-Monténégro	631	Pérou	526
	Maroc	481	Bosnie	511	Nicaragua	485
	Jordanie	395	Turquie	304	Bolivie	458
	Territoires sous administration palestinienne	304			Honduras	371
	Tunisie	289			Brésil	354
	<b>Total</b>	<b>3 793</b>	<b>Total</b>	<b>2 431</b>	<b>Total</b>	<b>4 718</b>
2002-2004	Irak	2 191	Serbie-Monténégro	1 122	Bolivie	836
	Égypte	1 351	Turquie	396	Nicaragua	675
	Jordanie	721	Bosnie	312	Colombie	627
	Maroc	543			Pérou	596
	Territoires sous administration palestinienne	502			Brésil	380
	<b>Total</b>	<b>6 498</b>	<b>Total</b>	<b>2 942</b>	<b>Total</b>	<b>5 682</b>

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/116775627661>

## Bénéficiaires principaux de l'aide par région

Moyen-Orient et Afrique du Nord, Amérique latine et Caraïbes, millions de dollars des EU



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/758277146211>

## RECETTES FISCALES TOTALES

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB indiquent la part de la production d'un pays qui est prélevée par l'État sous forme d'impôts. Elles peuvent donc être considérées comme un indicateur du degré de contrôle de l'État sur les ressources de l'économie. Les impôts sur les revenus et les bénéfices, exprimés en pourcentage du PIB, représentent le montant des ressources collectées directement par l'État sur les revenus des particuliers et des sociétés. Les impôts sur les biens et services, exprimés en pourcentage du PIB, représentent le montant des ressources que l'État collecte auprès des particuliers lorsqu'ils dépensent leurs revenus pour consommer des biens et des services.

### Définition

Les impôts sont définis comme des paiements obligatoires sans contrepartie aux administrations publiques. Ils sont sans contrepartie en ce sens que les prestations fournies par l'État aux contribuables ne sont normalement pas proportionnelles à leurs paiements.

Les impôts sur les revenus et les bénéfices sont des impôts prélevés sur les revenus ou les bénéfices nets (revenus bruts diminués des déductions fiscales autorisées) des particuliers et des entreprises. Ils comprennent également les impôts prélevés sur les gains en capital des particuliers et des entreprises et sur les gains de jeux.

Les impôts sur les biens et services sont tous les impôts prélevés sur la production, l'extraction, la vente, la mutation, la location ou la fourniture de biens, la prestation de services, l'utilisation de biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités. Il s'agit essentiellement de taxes sur la valeur ajoutée et de taxes sur les ventes.

On notera que la somme des impôts sur les biens et services et des impôts sur les revenus et les bénéfices n'est pas égale au total des recettes fiscales, qui comprend aussi les paiements effectués par les employeurs et les salariés dans le cadre des systèmes obligatoires de sécurité sociale ainsi

que les prélèvements sur les salaires, les impôts liés à la propriété et au transfert de biens, et d'autres impôts.

### Comparabilité

Les données sont collectées de manière à faciliter le plus possible les comparaisons internationales. Les représentants des pays ont approuvé la définition de chaque catégorie d'impôts et les modalités d'évaluation des impôts dans tous les pays de l'OCDE. Ils sont donc responsables de la transmission de données qui soient conformes à ces règles. Celles-ci sont exposées dans le « Guide d'interprétation de l'OCDE » à la fin de chaque édition des *Statistiques des recettes publiques*.

### Source

- OCDE (2005), *Statistiques des recettes publiques 1965-2004* – Édition 2005, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *La politique fiscale dans les pays de l'OCDE : Évolutions et réformes récentes*, Études de la politique fiscale de l'OCDE, n° 9, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Tendances des impôts sur la consommation : TVA/TPS et droits d'accise taux, tendances et questions d'administration*, Édition 2005, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Les impôts sur les salaires: 2003/2004* – Édition 2004, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- *Modèle de convention fiscale électronique (eMTC)*, [www.sourceoecd.org/reference/modeltax](http://www.sourceoecd.org/reference/modeltax).
- OCDE (1992-2004), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune : Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune*, actualisée chaque année, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune* *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune*, version abrégée, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- *Statistiques des impôts sur les salaires*.
- *Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE*.

#### Sites Web

- Administration fiscale dans les pays de l'OCDE : Comparative Information Series (2004), [www.oecd.org/ctp/ta](http://www.oecd.org/ctp/ta).
- Centre de politique et d'administration de l'OCDE, [www.oecd.org/ctp](http://www.oecd.org/ctp).

### Tendances à long terme

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB ont fait apparaître une légère tendance à la hausse dans presque tous les pays de l'OCDE au cours des années 90. Toutefois, en 2000, cette tendance à la hausse a pris fin, et depuis 2001 la part des recettes fiscales dans le PIB a baissé dans la majorité des pays de l'OCDE.

On n'observe pas de tendance d'ensemble concernant la part des impôts sur les revenus et les bénéfices dans le PIB durant la première moitié des années 90. Cependant, à partir de 1996, dans la plupart des pays il apparaît une tendance à la hausse jusqu'en 2000, suivie d'un repli.

La part des impôts sur les biens et services dans le PIB est restée remarquablement stable depuis 1990. On observe une légère tendance à la hausse dans la première moitié des années 90 et une diminution encore plus faible par la suite.





## Recettes fiscales totales

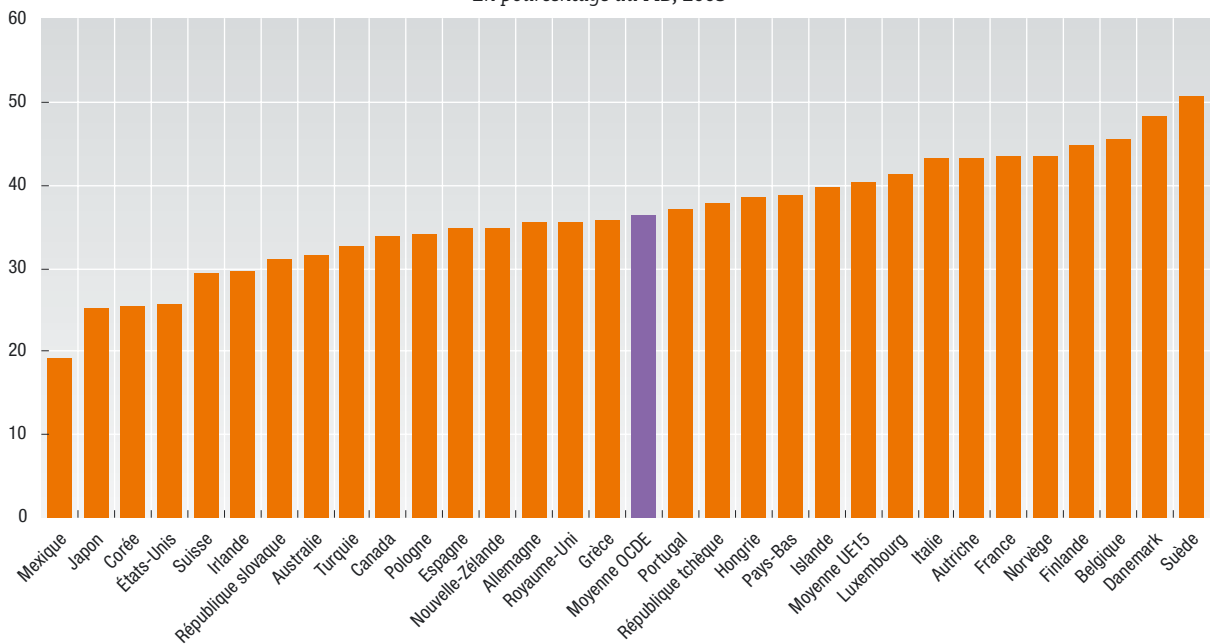
En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	36.0	37.0	37.0	37.2	37.2	36.5	36.2	36.4	37.1	37.2	36.1	35.4	35.5
Australie	27.7	27.2	27.8	28.9	29.8	30.4	30.2	30.9	31.6	32.1	30.5	31.4	31.6
Autriche	40.0	41.4	41.9	41.7	41.1	42.4	43.9	43.9	43.5	42.6	44.6	43.6	43.1
Belgique	43.4	43.0	44.5	44.8	44.8	45.0	45.4	46.2	45.7	45.7	45.8	46.2	45.4
Canada	36.4	36.0	35.4	35.2	35.6	35.9	36.7	36.7	36.4	35.6	34.9	34.0	33.8
Corée	18.5	18.5	19.0	19.4	19.4	20.0	21.0	21.1	21.5	23.6	24.1	24.4	25.3
Danemark	47.1	47.6	48.6	49.5	49.5	49.8	49.6	49.8	50.5	50.1	49.1	48.7	48.3
Espagne	32.4	33.4	32.5	32.5	31.8	31.5	32.5	32.9	33.9	34.8	34.4	34.8	34.9
États-Unis	27.1	26.9	27.1	27.5	27.9	28.3	28.7	29.3	29.4	29.9	28.8	26.3	25.6
Finlande	46.0	45.5	44.9	47.0	46.0	47.3	46.5	46.4	46.8	48.0	46.0	45.8	44.8
France	42.6	42.0	42.3	42.8	42.9	44.1	44.3	44.2	45.2	44.4	44.0	43.4	43.4
Grèce	29.4	30.4	30.9	31.2	32.4	40.2	34.0	35.9	36.9	38.2	36.6	37.1	35.7
Hongrie	45.9	45.7	46.5	44.0	42.4	40.7	39.0	38.8	39.1	39.0	39.0	38.8	38.5
Irlande	34.1	34.4	34.4	35.5	32.8	32.9	32.2	31.7	31.9	32.2	30.0	28.7	29.7
Islande	32.1	33.0	31.9	31.5	32.1	33.3	33.2	36.7	39.5	39.4	37.7	38.5	39.8
Italie	39.3	41.7	43.4	41.4	41.2	42.7	44.2	42.5	43.3	43.2	43.0	42.5	43.1
Japon	28.7	27.0	27.0	26.0	26.7	26.5	26.8	26.3	25.8	26.5	26.8	25.8	25.3
Luxembourg	39.1	39.6	41.9	42.0	42.3	42.6	41.7	40.3	40.7	40.6	40.8	41.3	41.3
Mexique	17.3	17.6	17.7	17.2	16.7	16.7	17.5	16.6	17.3	18.5	18.8	18.1	19.0
Norvège	41.4	40.7	39.8	41.0	41.1	41.1	41.8	42.7	43.0	43.2	43.4	43.8	43.4
Nouvelle-Zélande	35.9	36.2	36.2	36.8	36.9	35.0	35.3	33.7	33.7	33.9	33.3	35.0	34.9
Pays-Bas	45.3	45.1	45.4	43.4	41.9	41.6	41.9	40.0	41.4	41.2	39.8	39.2	38.8
Pologne	34.8	35.7	39.7	37.8	37.0	36.8	36.0	35.3	33.0	32.5	34.4	34.7	34.2
Portugal	30.3	32.4	30.9	31.7	33.6	34.4	34.7	34.9	36.0	36.4	35.7	36.5	37.1
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	38.3	35.9	34.3	32.9	31.1
République tchèque	..	..	40.4	38.9	37.5	36.5	36.9	35.5	36.5	36.0	36.2	37.0	37.7
Royaume-Uni	35.3	34.3	33.2	33.8	35.1	34.7	35.3	36.5	36.8	37.5	37.2	35.6	35.6
Suède	50.7	48.1	46.9	47.3	48.5	50.4	51.7	52.1	52.4	53.9	51.8	50.1	50.6
Suisse	25.7	26.2	26.7	27.2	27.8	28.3	27.9	28.9	29.1	30.5	30.1	30.1	29.5
Turquie	21.0	22.4	22.7	22.2	22.6	25.4	27.9	28.4	31.3	32.3	35.1	31.1	32.8
Moyenne UE15	39.4	39.7	39.9	40.1	40.1	41.1	40.9	40.9	41.5	41.7	41.0	40.6	40.5
Moyenne OCDE	35.1	35.3	35.7	35.7	35.7	36.2	36.3	36.4	36.8	37.1	36.7	36.4	36.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/620417280273>

## Recettes fiscales totales

En pourcentage du PIB, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/302882484437>

**Impôts sur le revenu et les profits**

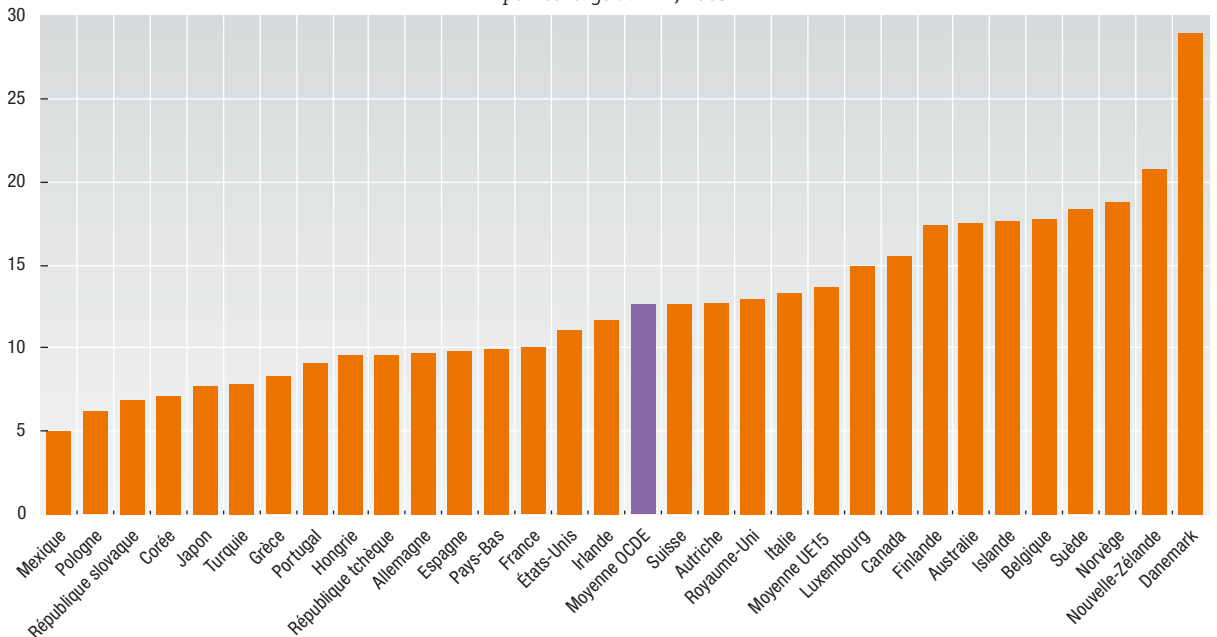
En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	11.5	11.9	11.4	11.0	11.3	10.5	10.2	10.7	11.1	11.2	10.4	9.9	9.7
Australie	15.5	15.1	15.0	15.7	16.5	17.1	17.1	17.6	18.4	18.1	16.7	17.3	17.5
Autriche	10.6	11.1	11.3	10.3	10.9	11.9	12.7	12.9	12.5	12.2	14.0	12.9	12.8
Belgique	16.0	15.4	16.5	16.8	17.4	17.3	17.7	18.3	17.7	17.9	18.2	18.2	17.7
Canada	17.1	16.1	15.7	15.8	16.5	16.9	17.9	17.7	18.1	17.8	16.7	15.8	15.5
Corée	5.8	5.8	5.7	5.9	6.2	6.0	5.5	6.4	5.3	6.8	6.4	6.2	7.1
Danemark	28.4	29.0	29.6	30.5	30.6	30.6	30.2	29.8	29.9	30.2	29.1	29.1	29.0
Espagne	10.1	10.0	9.7	9.2	9.3	9.1	9.7	9.3	9.6	9.8	9.7	10.1	9.8
États-Unis	11.9	11.8	12.1	12.3	12.8	13.5	14.0	14.4	14.6	15.1	14.1	11.6	11.1
Finlande	17.5	16.4	15.2	16.4	16.6	18.3	17.8	18.3	18.2	20.7	18.8	18.6	17.3
France	7.2	6.7	6.9	7.0	7.0	7.4	8.1	10.2	10.8	11.1	11.2	10.4	10.1
Grèce	5.9	5.7	5.9	6.8	7.2	7.1	7.6	9.1	9.5	10.4	9.0	8.9	8.3
Hongrie	12.7	10.0	9.6	9.2	8.9	9.0	8.5	8.7	9.1	9.5	10.0	10.2	9.5
Irlande	13.0	13.4	13.8	14.3	12.8	13.4	13.3	13.1	13.3	13.4	12.4	11.3	11.7
Islande	9.4	9.8	10.4	10.5	11.0	11.6	11.9	13.9	15.4	15.9	16.5	16.8	17.6
Italie	14.2	15.7	16.0	14.4	14.5	14.8	15.6	13.9	14.7	14.3	14.7	13.8	13.3
Japon	14.0	12.0	11.5	10.2	10.2	10.1	9.9	8.9	8.3	9.2	9.0	7.9	7.7
Luxembourg	14.3	13.5	15.4	15.8	16.7	16.9	16.5	15.5	14.7	14.6	14.7	15.1	15.0
Mexique	4.7	5.2	5.5	5.2	4.1	4.0	4.6	4.7	5.0	5.0	5.2	5.2	5.0
Norvège	14.9	13.3	13.4	14.3	14.4	14.9	15.8	15.8	16.0	19.3	19.4	19.0	18.8
Nouvelle-Zélande	20.9	21.1	21.2	22.4	22.6	20.8	21.1	19.5	19.5	20.4	19.7	20.9	20.8
Pays-Bas	15.1	14.1	14.8	12.1	11.1	11.2	10.9	10.5	10.6	10.4	10.5	10.6	9.9
Pologne	7.8	11.5	12.6	11.6	11.3	10.9	10.6	10.4	10.1	9.9	9.7	9.7	6.2
Portugal	8.4	9.4	8.5	8.3	8.5	9.1	9.3	9.1	9.6	10.1	9.6	9.4	9.1
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	9.8	8.8	7.3	7.2	7.0	6.9
République tchèque	..	..	10.3	9.7	9.4	8.2	8.8	8.2	8.4	8.2	8.7	9.1	9.6
Royaume-Uni	13.1	12.3	11.6	12.0	12.8	12.7	13.0	14.2	14.2	14.6	14.8	13.5	13.0
Suède	18.8	18.3	19.2	20.1	19.1	19.7	20.3	20.3	20.9	21.7	19.4	17.6	18.3
Suisse	11.9	12.4	12.0	12.5	12.0	12.4	12.0	12.6	12.2	13.4	12.7	13.0	12.6
Turquie	7.3	7.3	7.3	6.6	6.4	6.7	7.6	9.4	9.8	9.5	10.1	7.7	7.8
Moyenne UE15	13.6	13.5	13.7	13.7	13.7	14.0	14.2	14.3	14.5	14.8	14.4	14.0	13.7
Moyenne OCDE	12.8	12.7	12.7	12.7	12.7	12.8	13.0	13.1	13.2	13.6	13.3	12.9	12.6

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/560810864741>

**Impôts sur le revenu et les profits**

En pourcentage du PIB, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/242044012351>



## Impôts sur les biens et les services

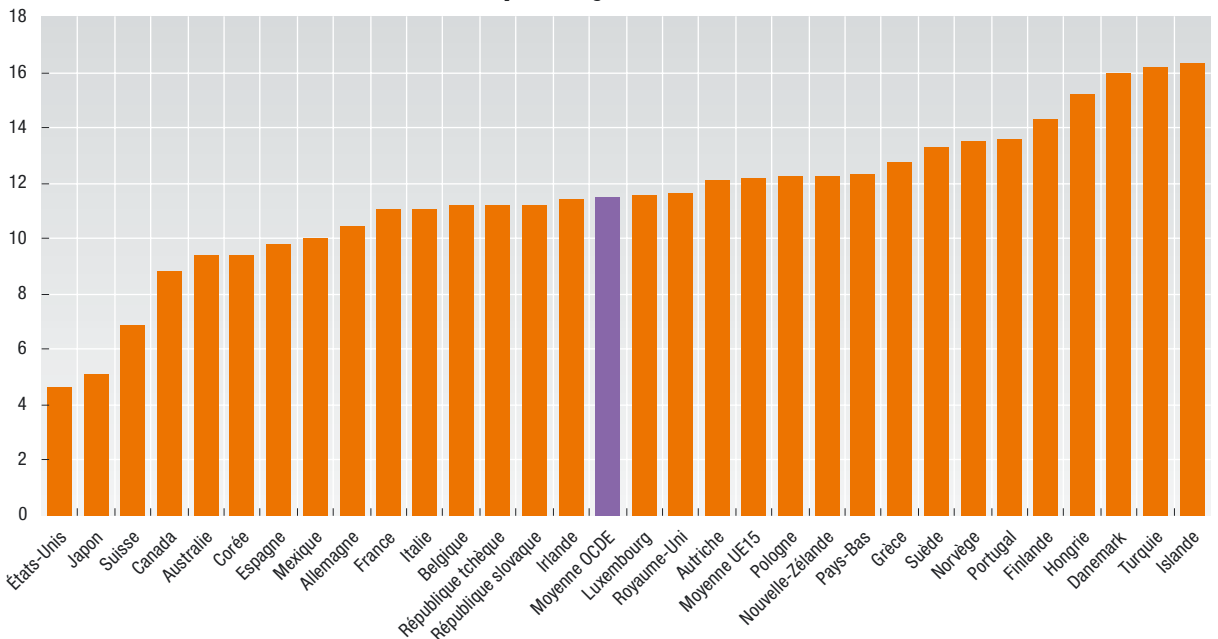
En pourcentage du PIB

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	9.5	9.7	10.0	10.3	10.7	10.4	10.3	10.1	10.0	10.4	10.5	10.4	10.3	10.4
Australie	8.1	7.7	7.7	8.2	8.5	8.6	8.5	8.3	8.5	8.3	9.2	9.2	9.5	9.4
Autriche	12.5	12.3	12.5	12.3	12.9	11.5	11.9	12.3	12.3	12.4	12.0	12.1	12.3	12.1
Belgique	11.5	11.4	11.4	11.5	11.8	11.6	11.8	12.0	11.3	11.7	11.6	11.2	11.4	11.2
Canada	9.3	9.4	9.5	9.4	9.2	9.0	9.0	9.0	9.1	8.8	8.6	8.8	8.9	8.8
Corée	8.8	8.2	8.4	8.3	8.4	8.4	8.8	9.0	8.0	8.6	9.0	9.5	9.5	9.4
Danemark	15.8	15.6	15.3	15.3	15.8	15.9	16.3	16.3	16.6	16.7	16.1	16.1	16.3	16.0
Espagne	9.1	9.2	9.5	8.7	9.2	9.1	9.1	9.4	9.7	10.2	10.2	9.8	9.8	9.8
États-Unis	4.8	4.9	4.9	5.0	5.1	5.0	4.9	4.9	4.9	4.8	4.8	4.7	4.7	4.6
Finlande	14.4	14.6	14.4	14.2	14.4	13.9	14.0	14.6	14.2	14.5	13.9	13.6	13.8	14.3
France	12.0	11.6	11.1	11.2	11.6	11.7	12.2	12.0	11.9	12.0	11.4	11.1	11.1	11.1
Grèce	13.1	13.6	14.6	14.1	13.5	13.4	13.6	13.8	13.4	13.7	13.5	13.9	13.7	12.8
Hongrie	..	15.2	16.4	17.3	16.3	17.2	16.6	15.3	15.1	15.8	15.8	15.1	14.6	15.2
Irlande	14.2	13.9	13.8	13.2	13.9	13.4	13.2	12.8	12.4	12.4	12.4	11.2	11.3	11.4
Islande	16.3	16.4	16.4	15.9	15.4	15.6	16.1	15.7	17.4	18.5	17.6	15.5	15.7	16.3
Italie	10.9	11.0	11.3	11.3	11.7	11.2	11.0	11.4	11.7	11.9	12.0	11.5	11.4	11.1
Japon	4.0	4.0	4.0	4.1	4.2	4.2	4.2	4.6	5.2	5.3	5.1	5.2	5.2	5.1
Luxembourg	10.1	10.6	11.1	11.6	11.7	11.3	10.8	11.0	10.7	11.1	11.1	10.8	11.3	11.6
Mexique	9.6	9.3	8.9	8.3	8.1	9.0	9.3	9.4	8.3	8.6	9.8	9.7	8.9	10.0
Norvège	14.8	14.5	15.2	15.3	15.8	15.9	15.6	15.5	16.0	15.7	13.9	13.7	13.8	13.5
Nouvelle-Zélande	12.6	12.7	12.9	13.0	12.4	12.3	12.3	12.3	12.2	12.2	11.8	11.9	12.3	12.3
Pays-Bas	11.3	11.5	11.6	11.2	11.4	11.4	11.8	11.6	11.6	12.1	12.0	12.3	12.1	12.3
Pologne	..	9.1	10.8	13.6	13.5	13.0	13.2	12.3	12.1	12.4	11.8	11.5	12.1	12.2
Portugal	12.8	12.7	14.0	13.2	14.1	13.1	13.4	13.2	13.6	13.9	13.6	13.3	13.7	13.6
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	12.9	12.7	12.4	11.5	11.8	11.2
République tchèque	..	..	..	13.5	13.0	12.1	12.0	11.4	11.0	11.7	11.4	11.0	11.0	11.2
Royaume-Uni	11.3	11.7	11.9	11.7	11.9	12.4	12.3	12.3	12.0	12.2	12.0	11.7	11.6	11.6
Suède	13.3	13.4	12.5	12.8	12.2	13.5	13.0	13.1	13.0	13.0	13.1	13.1	13.2	13.3
Suisse	5.5	5.4	5.2	5.3	5.3	6.1	6.0	6.0	6.2	6.7	6.8	7.0	6.8	6.9
Turquie	5.6	6.1	6.7	7.2	8.3	8.5	9.7	10.3	10.2	11.2	13.6	14.1	14.6	16.2
Moyenne UE15	12.1	12.2	12.3	12.2	12.5	12.3	12.3	12.4	12.3	12.5	12.4	12.1	12.2	12.2
Moyenne OCDE	10.8	10.9	11.1	11.3	11.4	11.3	11.4	11.4	11.4	11.6	11.6	11.3	11.4	11.5

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/188504588538>

## Impôts sur les biens et les services

En pourcentage du PIB, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/623714016151>

## IMPÔTS APPLICABLES À L'OUVRIER MOYEN

Cette série, qui traite de l'imposition d'un ouvrier célibataire, mesure la différence entre le coût salarial d'un ouvrier moyen célibataire pour son employeur et le montant du revenu disponible (salaire net) qui est perçu. Ce « coin fiscal » permet de mesurer l'effet dissuasif du système fiscal sur l'emploi.

### Définition

Les impôts pris en compte dans l'indicateur sont les impôts sur le revenu des personnes physiques, les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale. Les taxes sur les salaires sont également prises en compte pour les rares pays où elles s'appliquent. Le montant de ces impôts payés pour l'emploi d'un ouvrier moyen est exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre (salaire brut plus cotisations patronales de sécurité sociale et taxes sur les salaires). Un ouvrier moyen (OM) est défini comme une personne dont la rémunération est égale au revenu moyen de l'ouvrier qui travaille à temps complet dans le secteur manufacturier du pays concerné. L'ouvrier moyen est réputé vivre seul, ce qui signifie qu'il ou elle ne bénéficie d'aucun allègement fiscal au titre d'un conjoint, d'un concubin ou d'un enfant.

### Comparabilité

Les catégories d'impôts prises en compte dans l'indicateur sont totalement comparables d'un pays à l'autre, dans la mesure où elles correspondent à des définitions communes acceptées par tous les pays de l'OCDE et publiées dans les *Statistiques des recettes publiques*.

Les niveaux de revenu des ouvriers moyens diffèrent d'un pays à l'autre, mais ils sont tous égaux au revenu moyen de l'ouvrier qui travaille à temps complet dans le secteur manufacturier. Par conséquent, ils peuvent être considérés comme des niveaux de revenus qui correspondent à des types d'activités comparables dans les différents pays. Les informations sur le niveau de revenu de l'ouvrier moyen sont fournies par les ministères des Finances de tous les pays de l'OCDE et sont fondées sur des enquêtes statistiques nationales. Le montant des impôts versés par l'ouvrier célibataire est calculé en appliquant la législation fiscale du pays concerné. Par conséquent, les taux d'imposition résultent d'un exercice de modélisation plutôt que de l'observation directe des impôts réellement payés.

Les données pour l'Australie, de 1996 à 2001, ont été révisées pour inclure les taxes sur les salaires et la main-d'œuvre et ainsi avoir une série cohérente. Les données pour les années antérieures ne sont pas disponibles sur la même base.

### Tendances à long terme

En moyenne, les impôts applicables à un ouvrier moyen ont augmenté jusqu'en 1997 et ont diminué depuis lors, aussi bien dans le cadre de l'Union européenne que dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Toutefois, il existe d'importantes différences entre les pays : il y a ceux pour lesquels on a observé une augmentation générale des impôts applicables à un ouvrier moyen, c'est le cas de l'Autriche, de l'Allemagne, du Japon et de la Corée et ceux pour lesquels au contraire on a observé une baisse dans l'ensemble, c'est le cas du Danemark, de la France, de l'Irlande et du Mexique.

### Source

- OCDE (2005), *Les impôts sur les salaires: 2003/2004* – Édition 2004, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Immervoll, H. (2004), *Average and Marginal Effective Tax Rates Facing Workers in the EU: A Micro-Level Analysis of Levels, Distributions and Driving Factors*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 19, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Prestations et salaires : Les indicateurs de l'OCDE* – Édition 2004, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Études de politique fiscale de l'OCDE : n° 11 : La taxation des options de souscription ou d'achat d'actions destinées aux salariés*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques des recettes publiques 1965-2004* – Édition 2005, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Analyse des politiques fiscales de l'OCDE, [www.oecd.org/ctp/tpa](http://www.oecd.org/ctp/tpa).
- Centre de politique et d'administration de l'OCDE, [www.oecd.org/ctp](http://www.oecd.org/ctp).
- OCDE, Prestations et salaires, [www.oecd.org/els/social/workingincentives](http://www.oecd.org/els/social/workingincentives).



### Impôts applicables à l'ouvrier moyen

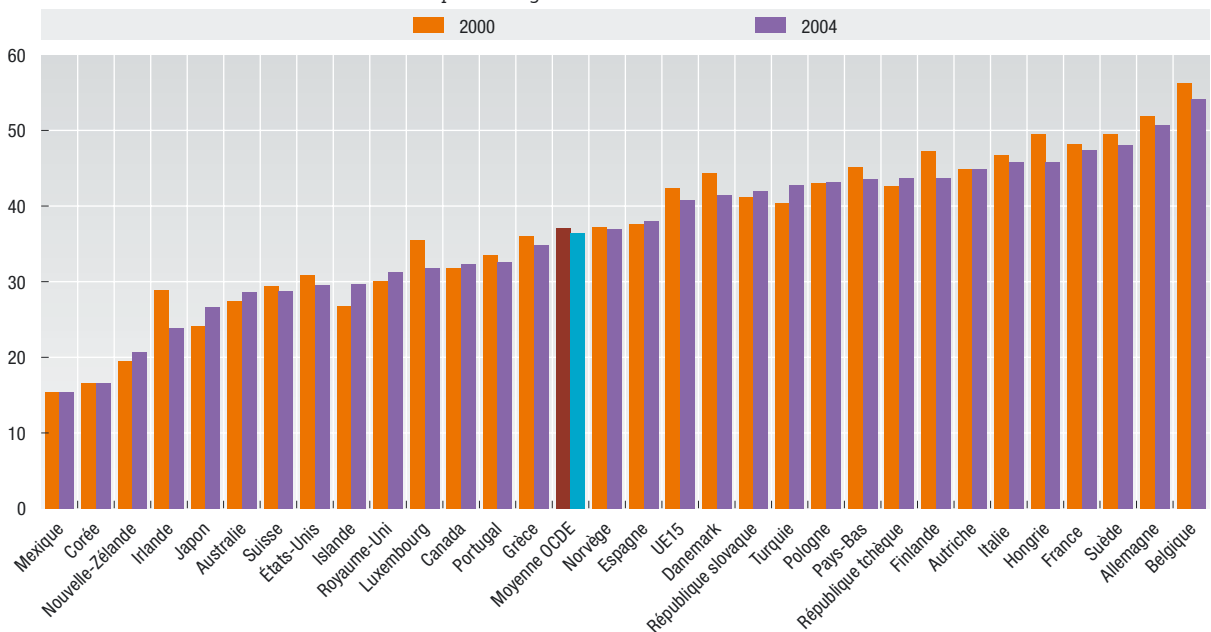
En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

	1991	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	46.4	46.4	48.3	50.2	51.2	52.3	52.2	51.9	51.8	50.8	51.1	51.9	50.7
Australie	..	..	..	..	29.3	29.6	30.2	30.4	27.4	27.8	28.3	28.3	28.6
Autriche	39.1	40.0	39.7	41.2	41.5	45.6	45.8	45.9	44.9	44.5	44.7	45.0	44.9
Belgique	53.7	54.6	54.6	56.3	56.4	56.6	56.8	56.9	56.2	55.6	55.1	54.6	54.2
Canada	29.0	30.8	31.4	31.5	32.1	32.3	31.7	31.1	31.8	30.4	32.2	32.4	32.3
Corée	..	..	..	6.9	6.3	12.4	14.7	16.1	16.5	16.6	16.1	16.3	16.6
Danemark	46.7	47.0	45.2	45.2	44.8	45.2	43.7	44.5	44.4	43.6	42.7	42.7	41.5
Espagne	36.5	38.0	38.8	38.5	38.8	39.0	39.0	37.5	37.6	37.9	38.2	37.7	38.0
États-Unis	31.3	31.2	31.2	31.0	31.1	31.1	31.0	31.1	30.8	29.8	29.7	29.5	29.6
Finlande	44.5	49.3	50.5	51.2	50.3	48.9	48.8	47.4	47.3	45.9	45.2	44.4	43.8
France	..	..	51.6	49.1	49.7	48.7	47.6	48.1	48.2	48.3	48.2	48.3	47.4
Grèce	33.0	35.3	35.1	35.6	35.8	35.8	36.1	35.7	36.0	35.7	34.6	34.4	34.9
Hongrie	..	..	..	51.4	52.0	52.0	51.6	50.7	49.6	49.0	49.0	45.6	45.8
Irlande	39.8	40.0	38.4	36.9	36.1	33.9	33.0	32.4	28.9	25.8	24.5	24.2	23.8
Islande	20.1	22.0	22.9	23.1	24.5	24.4	25.9	26.0	26.7	27.5	28.8	29.4	29.7
Italie	48.8	49.2	49.9	50.3	50.8	51.5	47.5	47.2	46.7	46.1	46.1	45.4	45.7
Japon	21.5	21.2	21.6	19.5	19.4	20.7	19.6	24.0	24.1	24.2	29.8	26.7	26.6
Luxembourg	33.9	34.9	35.1	34.3	34.5	35.2	33.8	34.6	35.5	33.9	31.3	31.5	31.9
Mexique	24.4	26.6	26.5	27.2	25.4	20.8	21.9	14.1	15.4	14.4	16.1	17.2	15.4
Norvège	41.2	36.8	36.9	37.5	37.6	37.4	37.5	37.3	37.2	36.9	36.9	36.8	36.9
Nouvelle-Zélande	23.8	24.0	24.3	24.5	22.3	21.6	20.0	19.4	19.5	19.5	20.1	20.3	20.7
Pays-Bas	46.5	45.7	45.6	44.8	43.8	43.6	43.5	44.3	45.1	42.3	35.5	35.2	43.6
Pologne	..	44.1	..	44.7	44.7	43.9	43.2	43.0	43.0	42.7	42.8	42.9	43.1
Portugal	33.2	33.3	34.1	33.7	33.8	33.9	33.8	33.4	33.5	32.5	32.6	32.6	32.6
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	41.2	41.7	41.1	41.4	42.0
République tchèque	..	42.6	42.8	43.2	42.6	42.9	42.8	42.7	42.7	42.6	42.9	43.2	43.6
Royaume-Uni	33.2	32.6	33.3	33.4	32.6	32.0	32.0	30.8	30.1	29.5	29.5	31.0	31.2
Suède	46.0	45.6	46.8	49.3	50.2	50.7	50.7	50.5	49.5	48.5	47.6	47.9	48.0
Suisse	27.3	28.7	28.7	30.6	30.4	30.0	30.0	29.8	29.5	29.5	29.6	29.0	28.8
Turquie	41.2	40.0	36.1	35.3	38.3	40.7	39.8	30.3	40.4	43.6	42.5	42.2	42.7
Moyenne UE15	41.5	42.3	43.1	43.3	43.4	43.5	43.0	42.7	42.4	41.4	40.5	40.4	40.8
Moyenne OCDE	36.6	37.6	38.0	37.7	37.5	37.7	37.4	36.8	37.0	36.6	36.4	36.3	36.5

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/414358567713>

### Impôts applicables à l'ouvrier moyen

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/804455777413>



## **QUALITÉ DE VIE**

### **SANTÉ**

ESPÉRANCE DE VIE  
MORTALITÉ INFANTILE  
OBÉSITÉ  
DÉPENSES DE SANTÉ PUBLIQUES ET PRIVÉES

### **LOISIRS**

TOURISME – NUITÉES  
RÉCRÉATION ET CULTURE

### **SOCIÉTÉ**

INACTIVITÉ DES JEUNES  
INÉGALITÉ DES REVENUS

### **CRIME**

POPULATION CARCÉRALE  
TAUX DE VICTIMATION

### **TRANSPORT**

RÉSEAU ROUTIER  
VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET TUÉS SUR LA ROUTE

## ESPÉRANCE DE VIE

L'espérance de vie à la naissance demeure l'un des indicateurs de l'état de santé les plus fréquemment cités.

Les gains d'espérance de vie enregistrés dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies sont dus à plusieurs facteurs importants qui ont influé sur les taux de mortalité, dont l'augmentation du niveau de vie, l'amélioration des habitudes de vie et l'élévation du niveau d'instruction, ainsi que les progrès réalisés dans l'accès aux soins et l'efficacité de la médecine. D'autres facteurs tels que l'amélioration de la nutrition, de l'hygiène et du logement ont également joué un rôle, en particulier dans les pays dont l'économie est en voie de développement.

Il est difficile d'évaluer la contribution relative des nombreux facteurs médicaux et non médicaux qui peuvent influencer sur les variations de l'espérance de vie dans le temps et d'un pays à l'autre. Un revenu national élevé (mesuré d'après le

PIB par habitant) va généralement de pair avec une grande espérance de vie à la naissance dans l'ensemble des pays de l'OCDE, mais la relation est moins marquée dans le cas des niveaux supérieurs de l'échelle des revenus.

### Définition

L'espérance de vie correspond au nombre moyen d'années qu'une personne peut espérer vivre, calculé d'après un ensemble donné de taux de mortalité par âge. Toutefois, les taux effectifs de mortalité par âge d'une génération particulière ne peuvent être connus à l'avance. Si les taux de mortalité par âge diminuent (comme on l'a vu au cours des dernières décennies dans les pays de l'OCDE), la longévité réelle sera plus grande que l'espérance de vie calculée d'après les taux de mortalité actuels.

### Comparabilité

Chaque pays calcule l'espérance de vie de sa population à l'aide de méthodes qui peuvent être assez diverses. Ces différences peuvent influencer sur la comparabilité des estimations communiquées par les pays sur l'espérance de vie car, selon la méthode utilisée, ces estimations peuvent varier d'une fraction d'année.

### Tendances à long terme

En 2003, le pays qui enregistrait l'espérance de vie la plus grande était le Japon, où celle-ci atteignait 81.8 ans pour l'ensemble de la population, lequel était suivi par l'Islande, l'Espagne, la Suisse, l'Australie et la Suède, où l'espérance de vie était aussi de 80 ans ou plus. En moyenne, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, l'espérance de vie à la naissance était de 77.8 ans en 2003 pour toute la population, contre 68.5 ans en 1960.

L'espérance de vie a progressé régulièrement dans la plupart des pays au cours des quarante dernières années, gagnant en moyenne 1.8 an dans les années 60, et 2.3 ans dans les années 70, 80 et 90. Son augmentation a été particulièrement marquée dans les pays où elle était au départ relativement basse. En Turquie, l'espérance de vie à la naissance s'est accrue de plus de 20 ans entre 1960 et 2003, rattrapant ainsi rapidement la moyenne de l'OCDE. De même, au Mexique, l'espérance de vie a augmenté de plus de 17 ans depuis 1960. La forte diminution des taux de mortalité infantile a contribué à cette évolution.

L'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes était en moyenne de 5.8 ans dans l'ensemble des pays de l'OCDE en 2003, et celle-ci atteignait 74.9 ans pour les hommes et 80.7 ans pour les femmes. Cet écart s'est accru en moyenne de moins d'un an dans tous les pays sur l'intégralité de la période 1960-2003. Mais ce chiffre masque des différences d'évolution entre les décennies du début de la période et celles de la fin. Ainsi, alors que l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes s'est fortement creusé dans un grand nombre de pays au cours des années 60 et 70, il s'est réduit durant les vingt dernières années, les gains d'espérance de vie ayant été plus importants pour les hommes que pour les femmes dans plusieurs pays de l'OCDE. Cette diminution de l'écart d'espérance de vie entre les sexes a été imputée en partie au rapprochement des comportements à risque des hommes et des femmes, en particulier le tabagisme, qui s'est accompagné d'une diminution des taux de mortalité par maladie cardiovasculaire chez les hommes.

### Source

- OCDE (2005), *Éco-Santé OCDE 2005*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2002), *Être à la hauteur : Mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2003), *A Disease-based Comparison of Health Systems: What is Best and at what Cost?*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDEs*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- OCDE *Éco-Santé*.

#### Sites Web

- Données sur la santé de l'OCDE, [www.oecd.org/health/healthdata](http://www.oecd.org/health/healthdata).



### Espérance de vie à la naissance : total

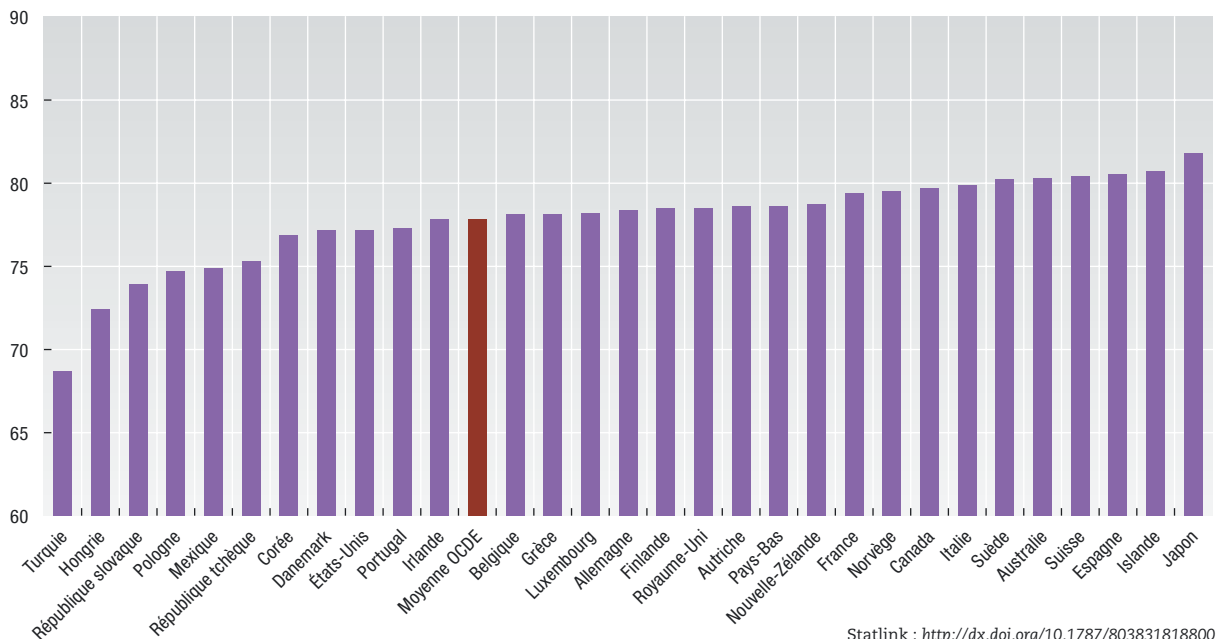
Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Allemagne	69.6	70.4	72.9	75.2	76.5	78.0	78.5	78.3	78.4
Australie	70.9	70.8	74.6	77.0	77.9	79.3	79.7	80.0	80.3
Autriche	68.7	70.0	72.6	75.5	76.6	78.1	78.6	78.8	78.6
Belgique	70.6	71.0	73.4	76.1	76.8	77.7	78.0	78.1	78.1
Canada	71.3	72.9	75.3	77.6	78.1	79.3	79.6	79.7	79.7
Corée	52.4	62.6	65.4	71.0	73.5	75.5	76.4	76.9	76.9
Danemark	72.4	73.3	74.3	74.9	75.3	76.9	77.0	77.2	77.2
Espagne	69.8	72.0	75.6	76.8	77.9	79.1	79.3	79.7	80.5
États-Unis	69.9	70.9	73.7	75.3	75.7	76.8	77.1	77.2	77.2
Finlande	69.0	70.8	73.4	74.9	76.5	77.6	78.1	78.2	78.5
France	70.3	72.2	74.3	76.9	77.9	79.0	79.2	79.4	79.4
Grèce	69.9	72.0	74.5	77.1	77.7	78.1	78.1	78.1	78.1
Hongrie	68.0	69.2	69.1	69.4	69.9	71.7	72.3	72.6	72.4
Irlande	70.0	71.2	72.9	74.9	75.7	76.5	77.2	77.8	77.8
Islande	72.9	74.3	76.7	78.0	78.0	79.7	80.2	80.5	80.7
Italie	69.8	72.0	74.0	76.9	78.1	79.6	79.8	79.9	79.9
Japon	67.8	72.0	76.1	78.9	79.6	81.2	81.5	81.8	81.8
Luxembourg	69.4	70.3	72.5	75.4	76.6	78.0	78.0	78.2	78.2
Mexique	57.5	60.9	67.2	71.2	72.7	74.1	74.4	74.6	74.9
Norvège	73.6	74.2	75.8	76.6	77.8	78.7	78.9	79.0	79.5
Nouvelle-Zélande	71.3	71.5	73.2	75.4	77.1	78.7	78.7	78.7	78.7
Pays-Bas	73.5	73.7	75.9	77.0	77.5	78.0	78.3	78.4	78.6
Pologne	67.8	70.0	70.2	71.5	72.0	73.8	74.3	74.6	74.7
Portugal	64.0	67.5	71.5	73.9	75.2	76.6	76.9	77.2	77.3
République slovaque	70.6	69.8	70.6	71.0	72.4	73.3	73.7	73.9	73.9
République tchèque	70.7	69.6	70.3	71.5	73.2	75.1	75.3	75.4	75.3
Royaume-Uni	70.8	71.9	73.2	75.7	76.6	77.9	78.1	78.2	78.5
Suède	73.1	74.7	75.8	77.6	78.8	79.7	79.9	79.9	80.2
Suisse	71.6	73.8	76.2	77.4	78.5	79.8	80.2	80.4	80.4
Turquie	48.3	54.2	58.1	66.5	67.2	68.1	68.3	68.6	68.7
Moyenne OCDE	68.5	70.3	72.6	74.9	75.9	77.2	77.5	77.7	77.8

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/886615024776>

### Espérance de vie à la naissance : total

Nombre d'années, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/803831818800>



Espérance de vie à la naissance : hommes

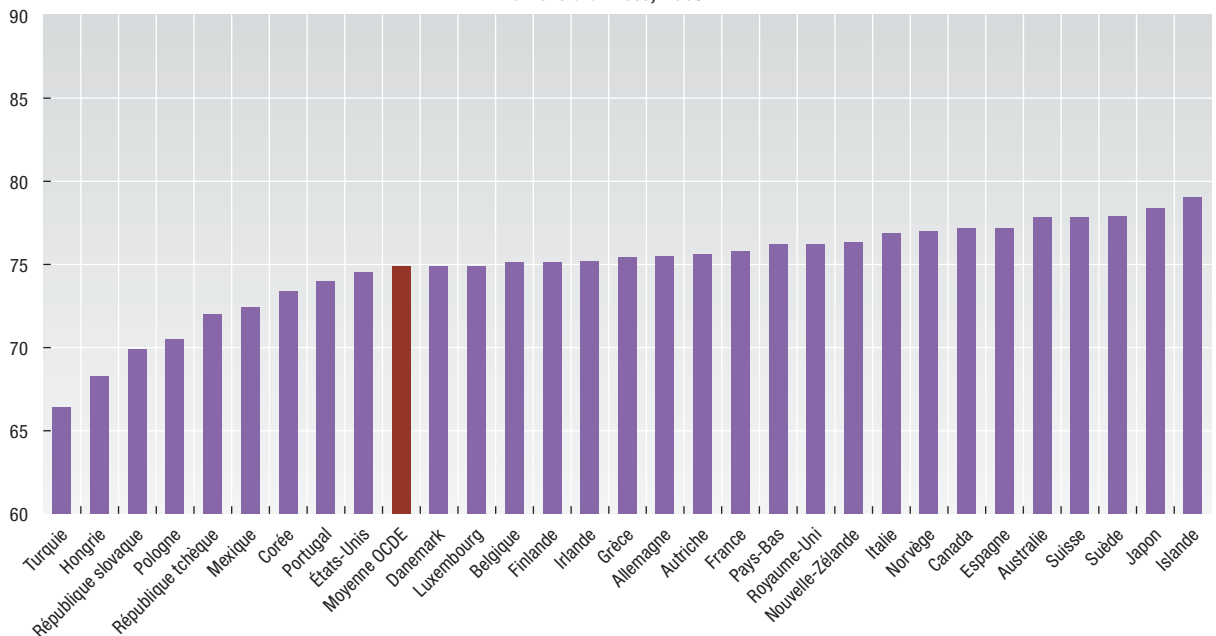
Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Allemagne	66.9	67.2	69.6	72.0	73.3	75.0	75.6	75.4	75.5
Australie	67.9	67.4	71.0	73.9	75.0	76.6	77.0	77.4	77.8
Autriche	65.4	66.5	69.0	72.2	73.3	75.1	75.6	75.8	75.6
Belgique	67.7	67.8	70.0	72.7	73.4	74.6	74.9	75.1	75.1
Canada	68.4	69.3	71.7	74.4	75.1	76.7	77.0	77.2	77.2
Corée	51.1	59.0	61.3	66.8	69.6	71.7	72.8	73.4	73.4
Danemark	70.4	70.7	71.2	72.0	72.7	74.5	74.7	74.8	74.9
Espagne	67.4	69.2	72.5	73.3	74.3	75.7	75.6	75.8	77.2
États-Unis	66.6	67.1	70.0	71.8	72.5	74.1	74.4	74.5	74.5
Finlande	65.5	66.5	69.2	70.9	72.8	74.2	74.6	74.9	75.1
France	67.0	68.4	70.2	72.8	73.9	75.3	75.5	75.8	75.8
Grèce	67.3	70.1	72.2	74.6	75.0	75.5	75.4	75.4	75.4
Hongrie	65.9	66.3	65.5	65.1	65.3	67.4	68.1	68.4	68.3
Irlande	68.1	68.8	70.1	72.1	72.9	73.9	74.7	75.2	75.2
Islande	70.7	71.2	73.7	75.4	75.9	78.0	78.1	78.4	79.0
Italie	67.2	69.0	70.6	73.6	74.9	76.6	76.7	76.8	76.9
Japon	65.3	69.3	73.4	75.9	76.4	77.7	78.1	78.3	78.4
Luxembourg	66.5	67.1	69.1	72.3	73.0	74.8	75.2	74.9	74.9
Mexique	55.8	58.5	64.1	68.3	70.0	71.6	71.9	72.1	72.4
Norvège	71.3	71.0	72.3	73.4	74.8	76.0	76.2	76.4	77.0
Nouvelle-Zélande	68.7	68.3	70.0	72.4	74.4	76.3	76.3	76.3	76.3
Pays-Bas	71.5	70.8	72.5	73.8	74.6	75.5	75.8	76.0	76.2
Pologne	64.9	66.6	66.0	66.7	67.6	69.7	70.2	70.4	70.5
Portugal	61.2	64.2	67.7	70.4	71.6	73.2	73.5	73.8	74.0
République slovaque	68.4	66.7	66.8	66.6	68.4	69.2	69.6	69.9	69.9
République tchèque	67.9	66.1	66.8	67.6	69.7	71.7	72.1	72.1	72.0
Royaume-Uni	67.9	68.7	70.2	72.9	74.0	75.5	75.7	75.9	76.2
Suède	71.2	72.2	72.8	74.8	76.2	77.4	77.6	77.7	77.9
Suisse	68.7	70.7	72.8	74.0	75.3	76.9	77.4	77.8	77.8
Turquie	46.3	52.0	55.8	64.2	64.9	65.8	66.0	66.2	66.4
Moyenne OCDE	66.0	67.2	69.3	71.6	72.7	74.2	74.5	74.7	74.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/124682867173>

Espérance de vie à la naissance : hommes

Nombre d'années, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/181205108502>



**Espérance de vie à la naissance : femmes**

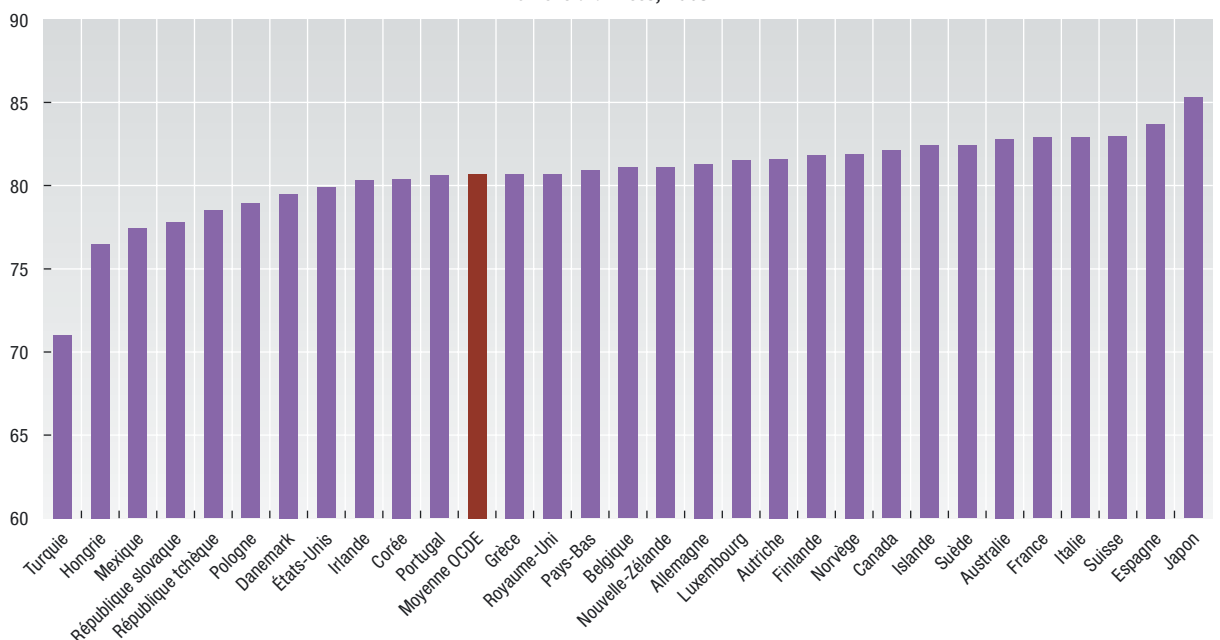
Nombre d'années

	1960	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Allemagne	72.4	73.6	76.1	78.4	79.7	81.0	81.3	81.2	81.3
Australie	73.9	74.2	78.1	80.1	80.8	82.0	82.4	82.6	82.8
Autriche	71.9	73.4	76.1	78.8	79.9	81.1	81.5	81.7	81.6
Belgique	73.5	74.2	76.8	79.4	80.2	80.8	81.1	81.1	81.1
Canada	74.2	76.4	78.9	80.8	81.1	81.9	82.1	82.1	82.1
Corée	53.7	66.1	69.5	75.1	77.4	79.2	80.0	80.4	80.4
Danemark	74.4	75.9	77.3	77.7	77.8	79.3	79.3	79.5	79.5
Espagne	72.2	74.8	78.6	80.3	81.5	82.5	82.9	83.5	83.7
États-Unis	73.1	74.7	77.4	78.8	78.9	79.5	79.8	79.9	79.9
Finlande	72.5	75.0	77.6	78.9	80.2	81.0	81.5	81.5	81.8
France	73.6	75.9	78.4	80.9	81.8	82.7	82.9	83.0	82.9
Grèce	72.4	73.8	76.8	79.5	80.3	80.6	80.7	80.7	80.7
Hongrie	70.1	72.1	72.7	73.7	74.5	75.9	76.4	76.7	76.5
Irlande	71.9	73.5	75.6	77.6	78.4	79.1	79.7	80.3	80.3
Islande	75.0	77.3	79.7	80.5	80.0	81.4	82.2	82.6	82.4
Italie	72.3	74.9	77.4	80.1	81.3	82.5	82.8	82.9	82.9
Japon	70.2	74.7	78.8	81.9	82.9	84.6	84.9	85.2	85.3
Luxembourg	72.2	73.4	75.9	78.5	80.2	81.1	80.7	81.5	81.5
Mexique	59.2	63.2	70.2	74.1	75.3	76.5	76.8	77.1	77.4
Norvège	75.8	77.3	79.2	79.8	80.8	81.4	81.5	81.5	81.9
Nouvelle-Zélande	73.9	74.6	76.3	78.3	79.7	81.1	81.1	81.1	81.1
Pays-Bas	75.4	76.5	79.2	80.1	80.4	80.5	80.7	80.7	80.9
Pologne	70.6	73.3	74.4	76.3	76.4	77.9	78.3	78.8	78.9
Portugal	66.8	70.8	75.2	77.4	78.7	80.0	80.3	80.5	80.6
République slovaque	72.7	72.9	74.3	75.4	76.3	77.4	77.7	77.8	77.8
République tchèque	73.4	73.0	73.9	75.4	76.6	78.4	78.5	78.7	78.5
Royaume-Uni	73.7	75.0	76.2	78.5	79.2	80.2	80.4	80.5	80.7
Suède	74.9	77.1	78.8	80.4	81.4	82.0	82.1	82.1	82.4
Suisse	74.5	76.9	79.6	80.7	81.7	82.6	83.0	83.0	83.0
Turquie	50.3	56.3	60.3	68.7	69.4	70.4	70.6	70.9	71.0
Moyenne OCDE	71.0	73.4	76.0	78.2	79.1	80.2	80.4	80.6	80.7

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/733882445264>

**Espérance de vie à la naissance : femmes**

Nombre d'années, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/000024133504>

## MORTALITÉ INFANTILE

Un grand nombre d'études ont été consacrées au taux de mortalité infantile en tant qu'indicateur de l'importance des déterminants médicaux et non médicaux de la santé. Les auteurs de ces travaux se sont en général essentiellement intéressés à l'affectation des ressources destinées à la santé et à l'équilibre entre dépenses afférentes aux soins de santé et autres dépenses, pour expliquer les différences existant entre les pays de l'OCDE. Le fait que des pays où les dépenses de santé sont élevées, comme les États-Unis, n'enregistrent pas nécessairement une faible mortalité infantile a conduit à penser qu'il n'était pas indispensable d'accroître ces dépenses pour obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine. Il ressort d'un ensemble d'études que de nombreux facteurs autres que la qualité et l'efficacité du système de santé, comme les inégalités de revenu, le milieu

social, les habitudes de vie des individus et les mentalités, avaient une influence sur les taux de mortalité infantile.

Le taux de mortalité infantile, qui représente la proportion de décès de bébés de moins d'un an, témoigne de l'incidence de la situation matérielle et sociale sur la santé des mères et des nouveaux-nés, ainsi que de l'efficacité des systèmes de santé.

### Définition

La mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes.

### Comparabilité

Les écarts entre pays concernant les taux de mortalité infantile et néonatale peuvent être dus dans une certaine mesure aux pratiques différentes qu'ils suivent pour enregistrer les enfants prématurés (qui peuvent ainsi être comptabilisés parmi les naissances vivantes ou les morts fatales). Dans plusieurs pays, tels que les États-Unis, le Canada et les pays nordiques, les grands prématurés, qui ont relativement peu de chances de survie, sont enregistrés comme des naissances vivantes, ce qui accroît les taux de mortalité par rapport aux pays qui ne le font pas.

### Tendances à long terme

Tous les pays de l'OCDE ont vu considérablement régresser leurs taux de mortalité infantile depuis 1970, époque à laquelle la moyenne était de près de 30 décès pour 1 000 naissances vivantes. En 2003, celle-ci s'était établie aux environs de 6 décès pour 1 000 naissances vivantes, ce qui représente une baisse de plus de 75 %. Le Portugal, qui avait le taux de mortalité infantile le plus élevé d'Europe, a vu ce dernier diminuer de plus de 90 % depuis 1970 pour se ranger parmi les plus bas des pays de l'OCDE en 2003. On relève aussi une forte baisse des taux de mortalité infantile dans certains autres pays d'Europe du Sud, comme l'Italie, l'Espagne et la Grèce.

Environ deux tiers des décès qui se produisent au cours de la première année de vie sont des décès néonataux (qui surviennent au cours des quatre premières semaines de vie). Les malformations congénitales, le faible poids à la naissance des bébés nés avant terme et d'autres problèmes qui apparaissent pendant la grossesse, sont les principaux facteurs de mortalité néonatale dans les pays de l'OCDE. Étant donné que les femmes sont de plus en plus nombreuses à différer leur maternité et que les naissances multiples liées au traitement de la stérilité augmentent, le nombre de naissances prématurées tend à s'accroître. Dans certains pays où la mortalité infantile a toujours été faible, comme les pays nordiques et les pays d'Europe occidentale, cette évolution a contribué à une stabilisation, voire à une inversion de la tendance à la baisse des taux de mortalité infantile au cours de ces dernières années. On a même aussi fait état de l'accroissement du nombre de nouveaux-nés de très faible poids pour expliquer en grande partie l'augmentation des taux de mortalité infantile, la première depuis les années 1950, qui s'est produite aux États-Unis entre 2001 et 2002. En ce qui concerne les décès qui surviennent plus d'un mois après la naissance (mortalité postnéonatale), les causes sont généralement plus variées, les plus fréquentes étant les anomalies congénitales, la mort subite du nourrisson, les infections et les accidents.

### Source

- OCDE (2005), *Éco-Santé OCDE 2005*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2002), *Être à la hauteur : Mesurer et améliorer la performance des systèmes de santé dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants – études thématiques*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- OCDE *Éco-Santé*.



### Mortalité infantile

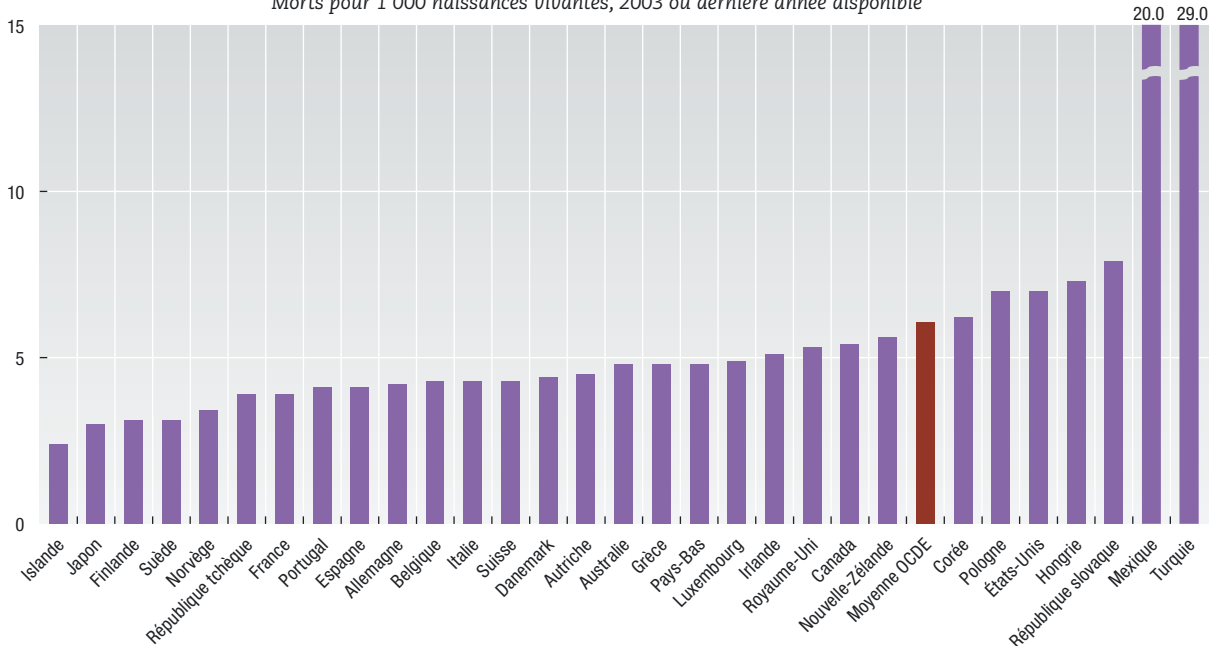
Morts pour 1 000 naissances vivantes

	1970	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Allemagne	22.5	12.4	7.0	5.3	4.4	4.3	4.2	4.2
Australie	17.9	10.7	8.2	5.7	5.2	5.3	5.0	4.8
Autriche	25.9	14.3	7.8	5.4	4.8	4.8	4.1	4.5
Belgique	21.1	12.1	8.0	6.1	4.8	4.5	4.4	4.3
Canada	18.8	10.4	6.8	6.0	5.3	5.2	5.4	5.4
Corée	45.0	17.0	12.0	7.7	6.2	..	..	..
Danemark	14.2	8.4	7.5	5.1	5.3	4.9	4.4	4.4
Espagne	28.1	12.3	7.6	5.5	3.9	4.4	4.1	4.1
États-Unis	20.0	12.6	9.2	7.6	6.9	6.8	7.0	7.0
Finlande	13.2	7.6	5.6	3.9	3.8	3.2	3.0	3.1
France	18.2	10.0	7.3	4.9	4.4	4.5	4.1	3.9
Grèce	29.6	17.9	9.7	8.1	5.9	5.1	5.1	4.8
Hongrie	35.9	23.2	14.8	10.7	9.2	8.1	7.2	7.3
Irlande	19.5	11.1	8.2	6.4	6.2	5.7	5.0	5.1
Islande	13.2	7.7	5.9	6.1	3.0	2.7	2.2	2.4
Italie	29.6	14.6	8.2	6.2	4.5	4.7	4.5	4.3
Japon	13.1	7.5	4.6	4.3	3.2	3.1	3.0	3.0
Luxembourg	24.9	11.4	7.3	5.6	5.1	5.8	5.1	4.9
Mexique	79.3	50.9	36.1	27.5	23.3	22.4	21.4	20.1
Norvège	12.7	8.1	7.0	4.0	3.8	3.9	3.5	3.4
Nouvelle-Zélande	16.7	13.0	8.4	6.7	6.3	5.6	5.6	5.6
Pays-Bas	12.7	8.6	7.1	5.5	5.1	5.4	5.0	4.8
Pologne	36.7	25.5	19.3	13.6	8.1	7.7	7.5	7.0
Portugal	55.5	24.3	11.0	7.5	5.5	5.0	5.0	4.1
République slovaque	25.7	20.9	12.0	11.0	8.6	6.2	7.6	7.9
République tchèque	20.2	16.9	10.8	7.7	4.1	4.0	4.2	3.9
Royaume-Uni	18.5	13.9	7.9	6.2	5.6	5.5	5.2	5.3
Suède	11.0	6.9	6.0	4.2	3.4	3.7	3.3	3.1
Suisse	15.1	9.1	6.8	5.0	4.9	5.0	4.5	4.3
Turquie	145.0	117.5	57.6	45.6	41.9	40.6	39.4	29.0
Moyenne OCDE	28.1	17.9	11.2	8.5	7.1	6.8	6.6	6.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/488646586177>

### Mortalité infantile

Morts pour 1 000 naissances vivantes, 2003 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/244877831618>

## OBÉSITÉ

L'obésité constitue un facteur de risque connu pour plusieurs affections telles que le diabète, l'hypertension, les maladies cardiovasculaires, les problèmes respiratoires (asthme) et les maladies musculosquelettiques (arthrite). Au niveau individuel, l'obésité peut avoir plusieurs causes, dont des apports caloriques excessifs, le manque d'activité physique, une prédisposition génétique et des troubles du système endocrinien.

L'obésité est associée à une augmentation du risque de contracter une maladie chronique, et donc susceptible d'entraîner un important surcroît de dépenses pour les soins de santé requis.

### Définition

Pour évaluer la surcharge pondérale et déterminer s'il y a obésité, on se sert le plus souvent de l'indice de masse corporelle (IMC), chiffre représentant le rapport du poids d'un individu à sa taille (poids/taille<sup>2</sup>, le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètres). Selon la classification actuelle de l'OMS, un individu est en surpoids lorsque son IMC se situe entre 25 et 30, et il est obèse si son IMC est supérieur à 30.

### Tendances à long terme

Plus de 50 % des adultes sont aujourd'hui considérés comme en surpoids ou obèses dans pas moins de 10 pays de l'OCDE : États-Unis, Mexique, Royaume-Uni, Australie, République slovaque, Grèce, Nouvelle-Zélande, Hongrie, Luxembourg et République tchèque. À titre de comparaison, les taux de surpoids et d'obésité sont beaucoup plus bas dans les deux pays asiatiques de l'OCDE (Japon et Corée) et dans certains pays d'Europe (France et Suisse), encore qu'ils progressent aussi dans ces pays. S'agissant uniquement de l'obésité, sa prévalence chez les adultes va de 3 % au Japon et en Corée à 31 % aux États-Unis.

L'évaluation systématique de l'obésité au fil du temps montre que le taux d'obésité a plus que doublé au cours des vingt dernières années aux États-Unis, et qu'il a été presque multiplié par trois en Australie et a plus que triplé au Royaume-Uni. Il a aussi fortement augmenté dans un grand nombre de pays d'Europe occidentale durant la dernière décennie.

Les différences entre les sexes sont frappantes. Dans tous les pays, il y a plus d'hommes en surcharge pondérale que de femmes, mais, dans juste un peu plus de la moitié des pays de l'OCDE, il y a plus de femmes obèses que d'hommes. Si l'on prend en compte la surcharge pondérale et l'obésité ensemble, le taux des femmes dépasse celui des hommes dans seulement deux pays – le Mexique et la Turquie.

### Comparabilité

La classification fondée sur l'IMC n'est pas nécessairement adaptée à tous les groupes ethniques, qui peuvent être exposés à des risques équivalents avec un IMC plus bas (comme les Asiatiques) ou plus élevé. Elle ne convient pas non plus pour déterminer s'il y a surpoids ou obésité chez les enfants.

Pour la plupart des pays, les données sur l'obésité sont recueillies au moyen d'enquêtes sur la santé effectuées à travers des entretiens auprès de la population. Font exception l'Australie, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, pour lesquels les données proviennent d'examen de santé au cours desquels le poids et la taille des personnes sont réellement mesurés. Cette différence de méthode de collecte des données limite sensiblement la comparabilité de ces dernières. Les estimations fondées sur les examens de santé sont généralement plus élevées et plus fiables que celles qui ont été établies d'après les informations fournies lors des entretiens sur l'état de santé.

### Source

- OCDE (2005), *Éco-Santé OCDE 2005*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Données sur la santé de l'OCDE, [www.oecd.org/health/healthdata](http://www.oecd.org/health/healthdata).
- Séance sur l'obésité et la santé au Forum 2004 de l'OCDE, [www.oecd.org/forum2004](http://www.oecd.org/forum2004).



### Population de 15 ans ou plus en surpoids et obèse par sexe

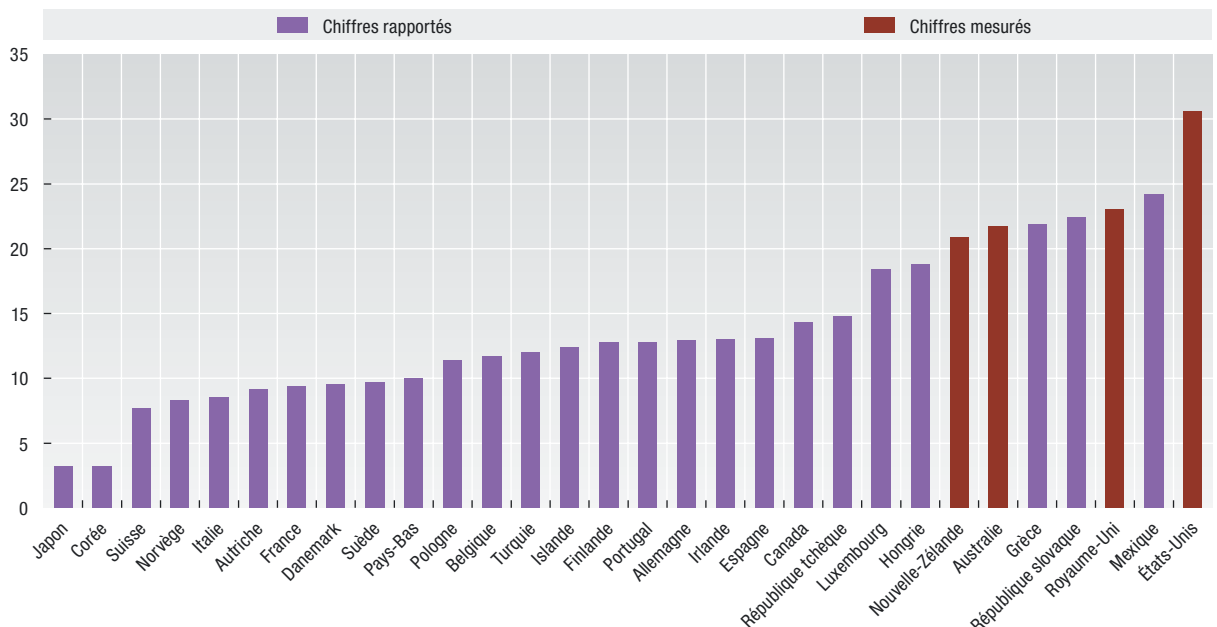
2003 ou dernière année disponible

Année	Femmes			Hommes			Total		
	En surpoids	Obèse	En surpoids ou obèse	En surpoids	Obèse	En surpoids ou obèse	En surpoids	Obèse	En surpoids ou obèse
Allemagne 2003	28.9	12.3	41.2	44.1	13.6	57.7	36.3	12.9	49.2
Australie 1999	28.2	21.4	49.6	45.3	21.9	67.2	36.7	21.7	58.4
Autriche 1999	21.3	9.1	30.4	54.3	9.1	63.4	37.0	9.1	46.1
Belgique 2001	25.7	12.2	37.9	39.8	11.1	50.9	32.7	11.7	44.4
Canada 2003	24.8	13.3	38.2	39.6	15.4	54.9	32.1	14.3	46.5
Corée 2001	25.9	3.5	29.4	29.6	2.8	32.4	27.4	3.2	30.6
Danemark 2000	24.9	9.1	34.0	39.8	9.8	49.6	32.3	9.5	41.7
Espagne 2003	27.6	13.4	41.0	43.5	12.9	56.4	35.3	13.1	48.4
États-Unis 2002	28.1	33.3	61.4	42.2	27.8	70.0	35.1	30.6	65.7
Finlande 2003	26.2	11.7	37.9	39.5	14.0	53.5	32.2	12.8	45.0
France 2002	22.3	9.1	31.3	34.0	9.7	43.6	28.1	9.4	37.5
Grèce 2003	29.9	18.2	48.1	41.1	26.0	67.1	35.2	21.9	57.1
Hongrie 2003	29.8	18.0	47.8	38.7	19.6	58.3	34.0	18.8	52.8
Irlande 2002	25.0	12.0	37.0	41.0	14.0	55.0	34.0	13.0	47.0
Islande 2002	28.0	12.4	40.4	44.7	12.4	57.1	35.9	12.4	48.8
Italie 2002	25.4	8.3	33.7	42.2	8.8	51.0	33.5	8.5	42.0
Japon 2003	18.7	3.7	22.4	25.2	2.6	27.8	21.6	3.2	24.9
Luxembourg 2003	25.2	18.2	43.4	40.5	18.6	59.1	34.4	18.4	52.8
Mexique 2000	35.8	28.6	64.4	40.6	19.2	59.8	38.1	24.2	62.3
Norvège 2002	27.0	8.2	35.2	41.7	8.4	50.1	34.4	8.3	42.7
Nouvelle-Zélande 2003	28.4	21.7	50.2	42.1	20.1	62.2	35.2	20.9	56.2
Pays-Bas 2002	28.0	11.0	39.0	42.0	9.0	51.0	35.0	10.0	45.0
Pologne 1996	26.5	12.4	38.8	37.5	10.3	47.8	31.7	11.4	43.1
Portugal 1999	31.8	14.0	45.8	42.3	11.4	53.7	36.8	12.8	49.6
République slovaque 2002	27.9	25.4	53.3	43.9	18.8	62.7	35.2	22.4	57.6
République tchèque 2002	30.7	16.1	46.7	42.5	13.4	55.9	36.2	14.8	51.1
Royaume-Uni 2003	33.4	23.4	56.8	44.4	22.9	67.3	39.0	23.0	62.0
Suède 2003	26.8	9.4	36.2	39.4	10.0	49.4	33.1	9.7	42.8
Suisse 2002	21.8	7.5	29.3	37.5	7.9	45.4	29.4	7.7	37.1
Turquie 2003	28.9	14.5	43.4	33.6	9.7	43.3	31.6	12.0	43.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/174316201654>

### Obésité

Pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus avec un IMC supérieur à 30, 2003 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/681867873172>

## DÉPENSES DE SANTÉ PUBLIQUES ET PRIVÉES

Dans la majorité des pays de l'OCDE, les dépenses de santé sont élevées et représentent une part croissante des dépenses publiques et privées. Leur montant est très variable d'un pays à l'autre, ce qui tient à divers facteurs liés au marché et facteurs sociaux, ainsi qu'à la diversité des modes de financement et d'organisation des systèmes de santé.

### Tendances à long terme

En ce qui concerne les dépenses totales de santé par habitant, celles des États-Unis sont supérieures de près de 50 % aux dépenses des pays qui se classent immédiatement après eux, à savoir la Norvège et la Suisse, et représentent bien plus du double de la moyenne non pondérée de l'ensemble des pays de l'OCDE. À l'autre extrémité, les dépenses de la République slovaque, de la Pologne, du Mexique et de la Turquie sont bien inférieures à la moitié de la moyenne des pays de l'OCDE.

Au cours des vingt dernières années, la progression des dépenses de santé en termes réels a été d'environ 3 % par an en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE, mais elle n'a pas été régulière. Par exemple, entre 1997 et 2003, ces dépenses ont augmenté de 4,3 % par an en moyenne, soit deux fois le taux global de croissance économique. En revanche, au cours de la période antérieure (1992-1997), les dépenses de santé ont progressé au rythme de 2,6 %, chiffre à peine supérieur au taux global de croissance économique.

Derrière les moyennes établies pour l'ensemble des pays de l'OCDE, on peut toutefois constater de fortes différences entre ces pays quant à l'évolution des dépenses de santé dans le temps. S'agissant en particulier de la période 1992-2003, plusieurs pays (comme la République tchèque, la Corée, l'Irlande et la Turquie) dont le revenu et les dépenses de santé par habitant étaient peu élevés au début des années 90, ont vu augmenter de manière exceptionnelle leurs dépenses de santé, ce qui a réduit leur écart par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. En revanche, dans d'autres pays (comme la Finlande, l'Allemagne et l'Italie), la progression tant des dépenses totales que des dépenses publiques de santé a été lente en raison de l'adoption de mesures de limitation des coûts au début des années 90. En 2003, les dépenses de santé par habitant de ces pays n'avaient augmenté que de 10 % à 20 % environ par rapport à 1992 en termes réels.

En 2003, le secteur public constituait toujours la principale source de financement de la santé dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception des États-Unis, du Mexique et de la Corée. La part de ce secteur dans les dépenses de santé était en moyenne de 72 %. En République tchèque, en République slovaque, dans un grand nombre de pays nordiques, au Royaume-Uni et au Japon, le financement public représentait plus de 80 % du total des dépenses de santé.

### Définition

Les dépenses totales de santé représentent la consommation finale de biens et services de santé (dépenses de santé courantes), plus les dépenses d'investissement dans les infrastructures de la santé. Elles comprennent les dépenses consacrées par des sources tant publiques que privées (y compris les ménages) aux biens et services médicaux, aux programmes de santé publique et de prévention et à l'administration. Les dépenses liées à la santé comme celles qui se rapportent à la formation médicale et à la recherche-développement, sont exclues. Les deux principales composantes des dépenses courantes totales de santé sont les dépenses afférentes aux soins de santé individuels et les dépenses consacrées par les administrations publiques aux services collectifs.

### Comparabilité

La définition des dépenses totales de santé peut être différente selon les pays : peuvent en particulier influencer sur la comparabilité le traitement des soins de longue durée, le degré de prise en compte des dépenses des établissements sans but lucratif et des sociétés de bienfaisance, et le champ couvert par la formation de capital. Dans le cas de l'Australie, du Japon et du Royaume-Uni, les données présentées pour 2003 se rapportent en réalité à 2002. Les données indiquées pour 1990 se rapportent à 1992 pour l'Allemagne et à 1991 pour la Hongrie.

Les dépenses de santé par habitant, converties en dollars des États-Unis sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA), peuvent être utilisées pour comparer le niveau global de consommation de biens et services de santé des différents pays. On se sert ici des PPA à l'échelle de l'ensemble de l'économie (PIB) car il s'agit des taux de conversion les plus facilement accessibles et les plus fiables.

### Source

- OCDE (2005), *Éco-Santé OCDE 2005*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Vers des systèmes de santé plus performants*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Le projet de l'OCDE sur la santé : L'assurance-maladie privée dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Le projet de l'OCDE sur la santé : Technologies de la santé et prise de décision*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2000), *Système de comptes de la santé*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- OCDE *Éco-Santé*.



## DÉPENSES DE SANTÉ PUBLIQUES ET PRIVÉES

## Dépenses de santé publiques et totales

Dollars des EU calculés à l'aide des PPA

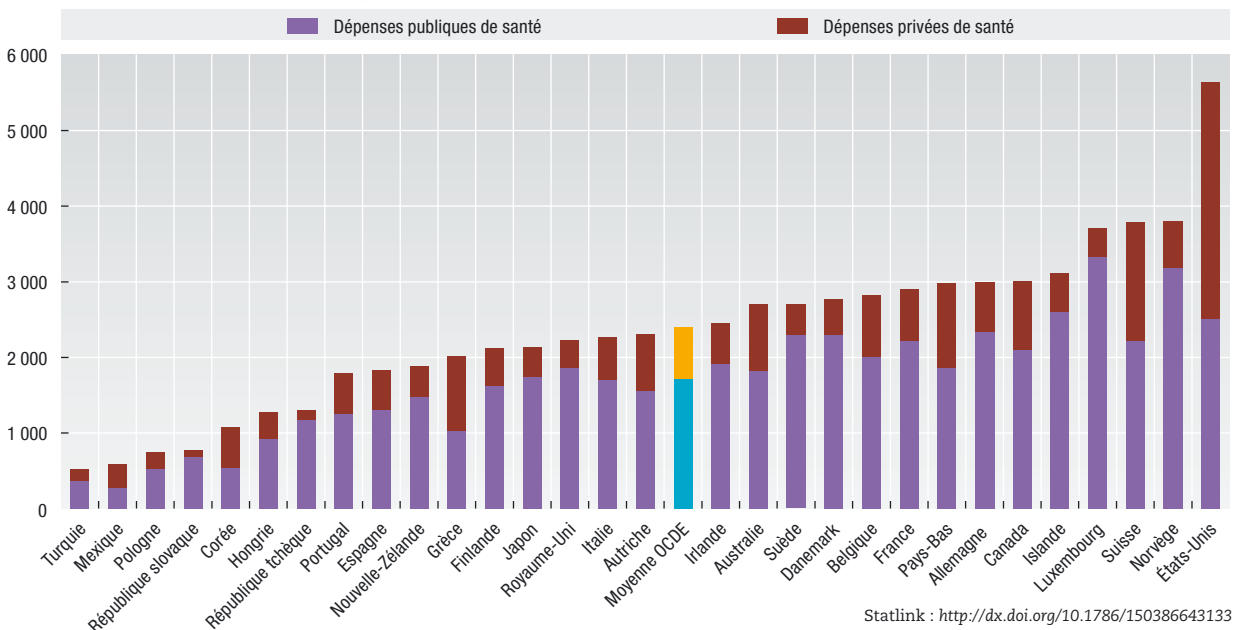
En pourcentage de la moyenne OCDE

	Dépenses publiques de santé par habitant			Dépenses totales de santé par habitant			Dépenses publiques de santé par habitant			Dépenses totales de santé par habitant		
	1990	2000	2003	1990	2000	2003	1990	2000	2003	1990	2000	2003
Allemagne	1 593	2 098	2 343	1 748	2 671	2 996	183	148	137	148	134	125
Australie	877	1 646	1 821	1 307	2 403	2 699	101	116	106	110	121	113
Autriche	984	1 473	1 557	1 338	2 161	2 302	113	104	91	113	109	96
Belgique	1 158	1 620	2 009	1 345	2 279	2 827	133	115	117	114	115	118
Canada	1 295	1 760	2 098	1 737	2 502	3 001	149	125	122	147	126	125
Corée	139	356	531	377	771	1 074	16	25	31	32	39	45
Danemark	1 296	1 963	2 292	1 567	2 382	2 763	149	139	134	132	120	115
Espagne	689	1 092	1 306	875	1 525	1 835	79	77	76	74	77	77
États-Unis	1 085	2 008	2 503	2 738	4 539	5 635	125	142	146	231	228	235
Finlande	1 151	1 290	1 622	1 422	1 718	2 118	132	91	95	120	86	88
France	1 201	1 862	2 214	1 568	2 456	2 903	138	132	129	133	124	121
Grèce	451	850	1 032	840	1 617	2 011	52	60	60	71	81	84
Hongrie	523	606	919	586	857	1 269	60	43	54	50	43	53
Irlande	570	1 321	1 911	793	1 804	2 451	65	93	111	67	91	102
Islande	1 398	2 168	2 602	1 614	2 625	3 115	161	153	152	136	132	130
Italie	1 100	1 507	1 697	1 391	2 049	2 258	126	107	99	118	103	94
Japon	865	1 602	1 743	1 115	1 971	2 139	99	113	102	94	99	89
Luxembourg	1 440	2 665	3 329	1 547	2 985	3 705	165	189	194	131	150	155
Mexique	119	232	270	293	499	583	14	16	16	25	25	24
Norvège	1 156	2 543	3 188	1 396	3 083	3 807	133	180	186	118	155	159
Nouvelle-Zélande	820	1 252	1 484	995	1 605	1 886	94	89	87	84	81	79
Pays-Bas	965	1 425	1 856	1 438	2 259	2 976	111	101	108	122	114	124
Pologne	271	411	520	296	587	744	31	29	30	25	30	31
Portugal	439	1 107	1 253	670	1 594	1 797	50	78	73	57	80	75
République slovaque	..	533	687	..	597	777	..	38	40	..	30	32
République tchèque	541	879	1 170	555	962	1 298	62	62	68	47	48	54
Royaume-Uni	824	1 482	1 860	986	1 833	2 231	95	105	108	83	92	93
Suède	1 418	1 929	2 304	1 579	2 273	2 703	163	136	134	133	114	113
Suisse	1 065	1 770	2 213	2 033	3 182	3 781	122	125	129	172	160	158
Turquie	101	284	364	166	452	513	12	20	21	14	23	21
Moyenne OCDE	871	1 414	1 714	1 183	1 988	2 394	100	100	100	100	100	100

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/270804731761>

## Dépenses de santé publiques et privées

Dollars des EU par habitant, calculés à l'aide des PPA, 2003 ou dernière année disponible


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/150386643133>



## TOURISME – NUITÉES

Le nombre d'arrivées de touristes non résidents est la mesure standard de l'activité touristique internationale. Les touristes prenant leurs vacances dans leur propre pays ne sont pas pris en compte.

### Définition

Ces statistiques concernent le nombre de non-résidents qui arrivent à la frontière et ont l'intention de passer une nuit au moins dans un hôtel ou dans un établissement assimilé

### Tendances à long terme

Sur l'ensemble de la période, le plus grand nombre d'arrivées dans les hôtels et les établissements similaires a été enregistré par les États-Unis, suivis de la France, de l'Italie et de l'Espagne. En général, c'est dans les grands pays que l'on observe le plus d'arrivées, encore que celles-ci aient été très nombreuses en Autriche et en Grèce, pays relativement petits, et assez faibles dans de grands pays comme le Japon et le Mexique.

Les attentats du 11 septembre ont provoqué une forte diminution des arrivées aux États-Unis et au Royaume-Uni mais n'ont pas eu d'incidence notable à cet égard dans la plupart des autres pays. Les pays d'Europe centrale et orientale ont enregistré une augmentation sensible des arrivées depuis 1990. Le graphique montre la croissance annuelle moyenne sur toute la période depuis 1998 du nombre d'arrivées de non-résidents. Le nombre d'arrivées a diminué au Royaume-Uni, en Grèce, en Suisse, en Norvège et aux États-Unis mais il a augmenté de 6 % par an ou plus en Turquie, au Japon, en Islande, en République slovaque et en Nouvelle-Zélande. Parmi les cinq pays non-membres, l'augmentation a été particulièrement importante en Fédération de Russie et en Chine.

Dans *Tourisme : horizon 2020*, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) présente des prévisions à long terme et une évaluation des perspectives du tourisme pour les 20 premières années du millénaire. Bien que le secteur connaisse une évolution irrégulière depuis quelques années, l'OMT maintient pour le moment ses prévisions à long terme. Les tendances structurelles sur lesquelles s'appuient les prévisions n'ont apparemment pas connu de profondes mutations. L'expérience montre qu'à court terme, des périodes de croissance relativement soutenue (1995, 1996, 2000) alternent avec des périodes d'expansion plus lente (2001 et 2002).

D'après les prévisions de l'OMT figurant dans *Tourisme : horizon 2020*, les arrivées internationales dépasseront le chiffre de 1.56 milliard en 2020. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique, le tourisme devrait se développer à un rythme supérieur à 5 % par an, à comparer à une moyenne mondiale de 4.1 %. Dans les régions touristiques plus anciennes d'Europe et des Amériques, en revanche, son expansion devrait être inférieure à la moyenne. L'Europe restera la première destination mondiale, mais sa part diminuera, tombant à 46 % en 2020 contre 60 % en 1995.

– résidence hôtelière, motel, hôtel de villégiature, club, pension, etc. – ou dans un établissement d'hébergement offrant des services hôteliers limités. Il convient de noter que les arrivées de touristes non résidents n'indiquent pas le nombre de voyageurs. Si une personne se rend dans le même pays plusieurs fois par an, chacune de ses visites est considérée comme une arrivée distincte et si une personne se rend dans plusieurs pays au cours d'un même voyage, son arrivée dans chaque pays est comptabilisée séparément. Les excursionnistes, de même que les personnes qui séjournent chez des amis ou parents, ne sont pas pris en compte.

### Comparabilité

Plusieurs pays de l'OCDE ne peuvent pas fournir de statistiques correspondant à la définition donnée ci-dessus. L'Australie, le Canada, le Japon et les États-Unis indiquent le nombre de non-résidents arrivant à leur frontière qui ont l'intention de séjourner pendant une nuit au moins, mais pas nécessairement dans un hôtel ou un établissement similaire. La Corée et la Nouvelle-Zélande font de même, mais y ajoutent les excursionnistes (très peu nombreux dans les deux cas).

### Sources

- Office statistique des Communautés européennes (Eurostat).
- Organisation mondiale du tourisme (WTO-OMT).

### Pour en savoir plus

#### Publications statistiques

- Eurostat (2002), *Yearbook on Tourism Statistics*, Eurostat, Luxembourg.
- WTO-OMT (2004), *Yearbook of Tourism Statistics*, 56th edition, WTO department of Statistics and Economic Measurement of Tourism, WTO-OMT, Madrid.

#### Publications méthodologiques

- Nations unies, OCDE, Organisation mondiale du tourisme (2001), *Compte satellite du tourisme : recommandations concernant le cadre conceptuel*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Eurostat, <http://europa.eu.int/comm/eurostat/>.
- Organisation mondiale du tourisme, [www.world-tourism.org](http://www.world-tourism.org).



## Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires

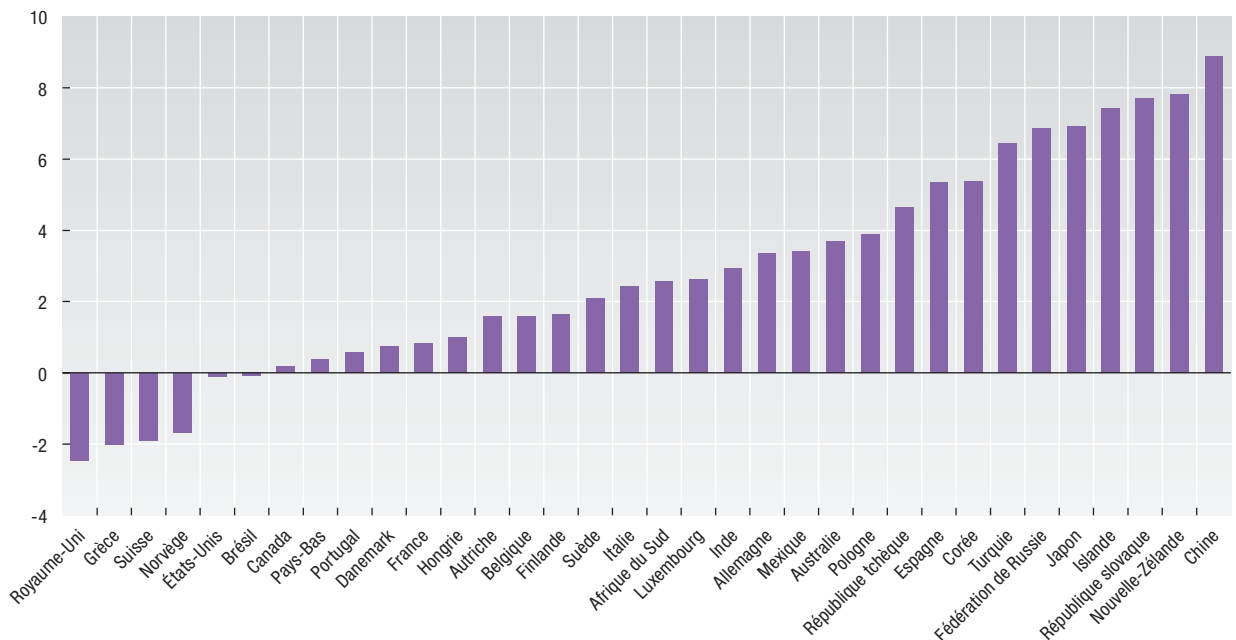
Milliers

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	14 421	13 045	13 292	12 071	12 269	12 683	13 042	13 745	14 457	14 965	16 719	15 754	15 672	15 979	17 620
Australie	2 215	2 370	2 603	2 996	3 362	3 726	4 165	4 318	3 825	4 109	4 530	4 435	4 420	..	..
Autriche	13 827	13 616	13 664	13 032	12 878	12 464	12 533	12 329	12 803	12 755	13 240	13 279	13 487	13 748	14 075
Belgique	..	..	3 861	3 719	3 947	4 138	4 469	4 710	4 859	4 983	5 163	5 117	5 323	5 261	..
Canada	15 209	14 912	14 741	15 105	15 972	16 932	17 286	17 669	18 870	19 411	19 627	19 679	20 057	17 534	19 095
Corée	2 959	3 196	3 231	3 331	3 580	3 753	3 684	3 908	4 250	4 660	5 322	5 147	5 347	4 754	5 818
Danemark	..	..	..	..	..	..	1 307	1 317	1 305	1 268	1 347	1 310	1 284	1 294	1 363
Espagne	12 259	11 984	12 483	12 914	15 310	16 286	17 008	18 250	20 199	26 799	27 150	27 012	26 611	27 249	27 620
États-Unis	39 539	42 986	47 262	45 779	44 753	43 490	46 636	47 875	46 377	48 510	51 237	46 927	43 582	41 218	46 085
Finlande	..	..	..	1 447	1 633	1 587	1 537	1 618	1 655	1 613	1 751	1 774	1 796	1 800	1 825
France	25 768	25 238	28 402	26 270	27 121	27 018	27 096	29 625	32 339	34 267	36 474	35 097	36 093	32 520	33 988
Grèce	6 363	5 027	6 208	6 209	6 659	6 250	5 973	6 785	7 276	7 229	7 767	6 946	6 654	6 574	..
Hongrie	..	..	..	..	2 122	2 116	2 202	2 188	2 472	2 401	2 604	2 669	2 659	2 599	..
Irlande	1 652	1 673	1 598	1 643	1 901	..	..	..	3 077	3 343	5 491	3 577	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	311	354	400	431	451	465	513	569	615
Italie	17 924	17 061	17 366	17 919	21 074	23 467	24 929	25 133	25 927	26 530	28 797	29 138	29 340	28 174	29 916
Japon	3 236	3 533	3 582	3 410	3 468	3 345	3 837	4 218	4 106	4 438	4 757	4 772	5 239	5 212	6 138
Luxembourg	530	520	492	507	492	496	461	508	525	580	589	577	599	581	613
Mexique	4 882	5 032	4 805	5 174	5 159	6 718	7 491	8 155	8 157	9 501	9 867	9 410	7 869	8 556	9 972
Norvège	1 955	2 114	2 375	2 556	2 830	2 880	2 746	2 702	2 829	2 857	2 787	2 686	2 561	2 439	2 556
Nouvelle-Zélande	976	963	1 056	1 157	1 323	1 409	1 529	1 497	1 485	1 607	1 787	1 909	2 045	2 104	2 334
Pays-Bas	3 903	3 687	3 900	3 778	4 456	4 797	4 999	6 163	7 432	7 550	7 738	7 445	7 433	6 931	7 602
Pologne	..	1 939	2 210	2 315	2 540	2 792	3 020	2 919	2 695	1 982	2 505	2 488	2 536	2 701	3 385
Portugal	3 632	3 913	3 672	3 372	3 809	4 000	4 069	4 314	4 974	4 911	5 119	4 934	5 060	4 906	5 152
République slovaque	674	507	371	536	680	735	758	660	701	767	836	927	1 041	1 043	1 094
République tchèque	..	..	..	..	2 448	2 891	3 696	4 013	4 067	4 141	3 863	4 439	4 314	4 485	5 346
Royaume-Uni	12 931	12 293	13 306	14 259	14 927	17 118	16 890	17 110	16 304	17 019	17 019	17 019	14 176	14 397	..
Suède	1 697	1 580	1 572	1 629	1 830	1 995	2 091	2 143	2 304	2 320	2 465	2 586	2 577	2 552	2 610
Suisse	7 963	7 400	7 528	7 225	7 358	6 946	6 730	7 039	7 185	7 154	7 821	7 455	6 868	6 530	..
Turquie	3 789	2 372	3 700	4 072	3 716	4 617	6 440	9 382	7 539	4 805	6 789	8 769	9 859	8 983	10 962
Afrique du Sud	1 029	1 710	2 703	3 358	3 897	4 488	4 915	4 976	5 732	5 890	5 872	5 787	6 430	6 505	6 678
Brésil	1 091	1 228	1 692	1 641	1 853	1 991	2 666	2 850	4 818	5 107	5 313	4 773	3 783	4 133	4 794
Chine	10 484	12 464	16 512	18 982	21 070	20 034	22 765	23 770	25 073	27 047	31 229	33 167	36 803	32 970	41 761
Fédération de Russie	..	..	3 009	5 896	4 643	..	..	..	..	..	7 030	7 400	7 943	8 521	9 164
Inde	1 707	1 678	1 868	1 765	1 886	2 124	2 288	2 374	2 359	2 482	2 649	2 537	2 384	2 726	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/220678760147>

## Arrivées de touristes non résidents séjournant dans des hôtels et des établissements similaires

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1998-2004 ou dernière année disponible

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/651053818474>

## RÉCRÉATION ET CULTURE

Il existe en général une corrélation positive entre la part du PIB qui est consacrée aux loisirs et à la culture et le revenu par habitant – plus un pays est riche, plus la part des dépenses afférentes à la culture et aux loisirs est importante – mais il existe des exceptions frappantes. Les dépenses de l'Irlande (pays riche) dans le domaine des loisirs et de la culture sont relativement peu élevées, alors que celles de la République tchèque (pays pauvre) sont proportionnellement assez fortes.

### Définition

Les dépenses consacrées par les ménages aux loisirs et à la culture comprennent les achats de matériel audiovisuel, photographique et informatique, de CD et de DVD, d'instruments de musique, de camping-cars, de caravanes, d'articles de sport, de jouets, d'animaux domestiques et de produits connexes, d'outils de jardinage et de plantes, et de billets pour les matchs de football, le cinéma et le théâtre, ainsi que les frais de gestion des billets de loterie et d'autres types de jeux, et les achats de journaux. Elles ne comprennent pas les dépenses afférentes aux restaurants, aux hôtels, aux voyages et aux maisons de plaisance, mais comprennent les voyages organisés.

### Tendances à long terme

Dans la majorité des pays, les dépenses consacrées par les ménages aux loisirs et à la culture sont demeurées assez stables, aux environs de 5 % du PIB, au cours de la dernière décennie. Font exception la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Grèce, où ces dépenses ont progressé un peu plus vite que la moyenne. En Irlande et au Mexique, elles ont diminué en pourcentage du PIB. À la fin de la période considérée, les dépenses des ménages se situaient bien au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE en Nouvelle-Zélande, en Australie et au Royaume-Uni, et au-dessous au Mexique et en Irlande.

Les données sur les dépenses publiques relatives aux loisirs, à la culture et au culte sont disponibles pour un nombre plus restreint de pays. Dans la majorité d'entre eux, ces dépenses représentent entre 1 % et 2 % du PIB. À la fin de la période, elles se situaient bien au-dessus de la moyenne au Luxembourg, au Danemark et (en particulier) en Islande, et au-dessous de 0.5 % du PIB au Japon, aux États-Unis et en Grèce. Sur l'ensemble de la période considérée, elles ont progressé assez rapidement en Grèce, en Belgique, en Corée, au Luxembourg et au Portugal, mais elles ont diminué en Norvège, en Allemagne et en Suède.

Le troisième tableau indique le montant global des dépenses publiques et privées afférentes aux loisirs et à la culture. Dans la majorité des pays, celui-ci représente entre 5 % et 7 % du PIB, mais il est un peu plus élevé en République tchèque, en Autriche, au Royaume-Uni et en Islande, et beaucoup plus bas en Irlande et en Grèce.

Les dépenses publiques comprennent l'administration des affaires sportives, récréatives et culturelles, ainsi que l'entretien des zoos, des jardins botaniques et des plages et parcs publics, le soutien des services de radiodiffusion et, dans certains pays, l'appui à la célébration d'offices religieux. Elles comprennent également les subventions accordées aux artistes, aux interprètes, aux orchestres et aux troupes d'opéra. Les dépenses d'équipement consacrées, par exemple, à la construction de stades, de piscines publiques et de théâtres et opéras nationaux, sont comprises.

### Comparabilité

Les données présentées dans les tableaux proviennent toutes de la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux, et ont été établies conformément à un ensemble de définitions communes.

### Source

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus Publications analytiques

- OCDE (2005), *La culture et le développement local*, OCDE, Paris.

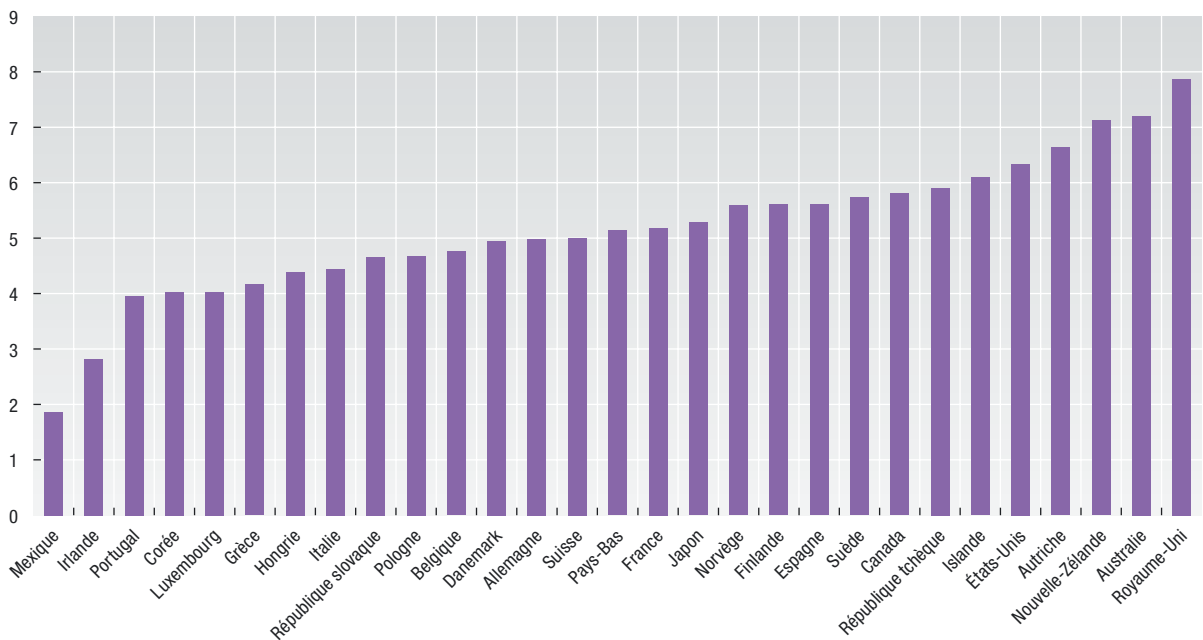

**Dépenses des ménages en récréation et culture**

En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	5.3	5.2	5.2	5.0	5.0	5.0	5.0	5.0	5.2	5.3	5.3	5.1	5.0	..
Australie	6.5	6.6	6.9	7.2	7.4	7.3	7.4	7.4	7.4	7.4	7.3	7.2	7.2	..
Autriche	6.4	6.6	6.7	6.5	6.3	6.4	6.4	6.6	6.8	6.9	6.9	6.7	6.6	..
Belgique	..	..	..	..	4.9	5.0	5.1	5.1	5.2	5.3	5.2	4.9	4.8	..
Canada	5.2	5.3	5.4	5.5	5.6	5.7	5.7	5.8	5.8	5.8	5.8	5.9	5.8	5.7
Corée	3.9	4.0	4.0	4.2	4.3	4.2	4.0	3.4	3.6	4.1	4.2	4.4	4.0	..
Danemark	5.1	5.1	5.1	5.1	5.1	5.3	5.3	5.3	5.2	5.2	5.1	5.0	5.0	5.1
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.7	5.7	5.6	5.6	5.6
États-Unis	5.5	5.5	5.7	5.9	6.1	6.2	6.2	6.2	6.3	6.4	6.4	6.4	6.4	6.3
Finlande	..	..	..	..	5.2	5.6	5.4	5.3	5.4	5.4	5.4	5.4	5.5	5.6
France	4.9	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8	4.9	5.0	5.1	5.1	5.2	5.2	5.2
Grèce	3.5	3.4	3.3	3.4	3.9	4.1	4.0	4.0	4.2	4.1	4.1	4.2	4.2	4.2
Hongrie	..	..	..	..	4.5	4.4	4.2	4.1	4.1	4.3	4.4	4.3	4.4	..
Irlande	4.8	4.8	4.6	4.4	4.1	4.2	3.7	3.5	3.1	3.3	3.3	3.0	2.8	..
Islande	6.0	6.1	5.9	6.6	6.6	6.5	6.1	6.2	6.4	6.5	6.3	6.2	6.2	6.1
Italie	4.3	4.4	4.4	4.4	4.3	4.4	4.4	4.5	4.5	4.6	4.6	4.5	4.4	4.5
Japon	6.0	5.9	5.9	5.7	5.6	5.5	5.5	5.5	5.5	5.4	5.4	5.3	5.3	..
Luxembourg	4.6	4.7	4.4	4.5	4.5	4.3	4.2	4.1	3.9	3.6	3.9	4.0	4.0	..
Mexique	2.2	2.3	2.3	2.2	1.9	1.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	1.9	1.9	..
Norvège	4.7	5.1	5.2	5.3	5.4	5.5	5.5	5.8	5.8	5.2	5.3	5.6	..	..
Nouvelle-Zélande	5.4	5.5	5.8	6.1	6.3	6.5	6.7	7.0	7.1	7.3	7.1	..	..	..
Pays-Bas	5.5	5.4	5.4	5.3	5.3	5.2	5.3	5.4	5.6	5.4	5.4	5.4	5.1	..
Pologne	..	..	..	..	4.8	5.3	5.2	5.4	5.1	5.4	4.7	4.6	4.7	..
Portugal	3.4	3.5	3.6	3.6	3.8	4.0	4.1	4.2	4.3	4.0	4.0	3.9	4.0	..
République slovaque	..	..	..	..	..	4.3	4.2	4.3	4.6	4.8	5.4	5.2	4.7	4.6
République tchèque	..	..	..	..	5.6	5.9	6.4	6.2	6.1	6.2	6.2	6.2	5.9	..
Royaume-Uni	6.5	6.6	6.7	6.7	7.1	7.3	7.4	7.6	7.7	7.6	7.6	7.8	7.8	7.9
Suède	..	..	5.3	5.2	5.1	5.1	5.2	5.4	5.6	5.7	5.8	5.7	5.7	..
Suisse	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.2	5.2	5.1	5.2	5.1	5.0	5.0	5.0	4.9

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/713437478400>
**Dépenses des ménages en récréation et culture**

En pourcentage du PIB, 2004 ou dernière année disponible


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/528481538036>

Dépenses des administrations publiques en récréation et culture

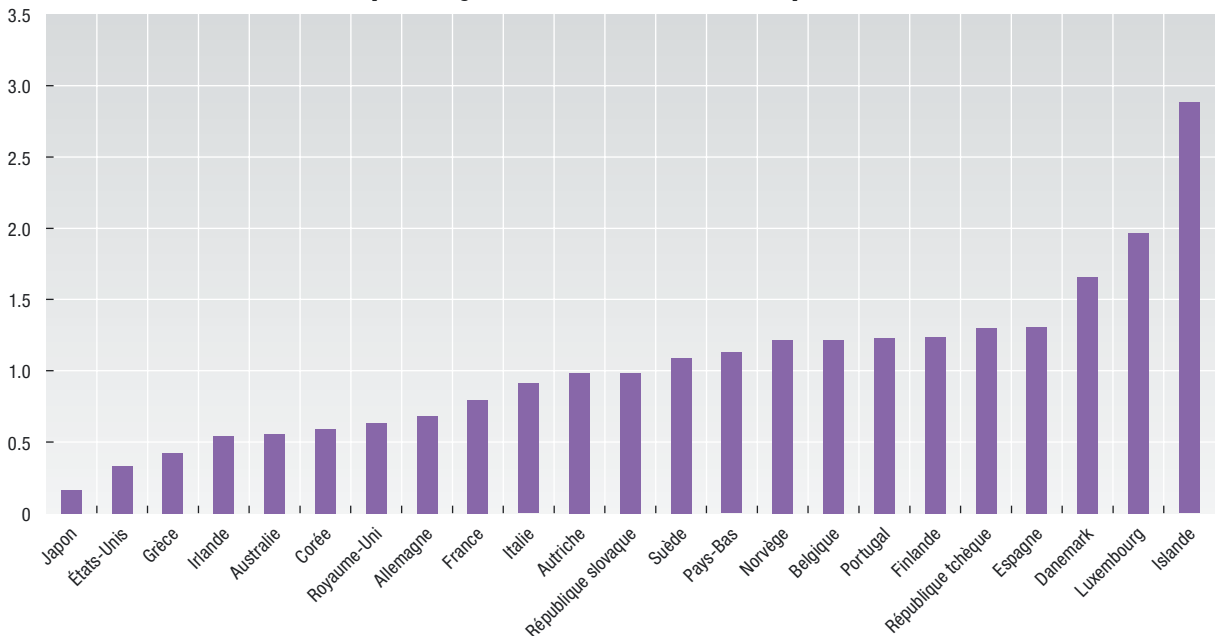
En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	..
Australie	..	..	..	..	..	..	..	0.5	0.6	0.6	0.5	0.6	..	..
Autriche	..	..	..	..	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.0	1.1	1.0	1.0	..
Belgique	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	0.9	1.2	1.2	..
Corée	..	..	..	..	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.6	..	..
Danemark	1.5	1.5	1.6	1.7	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.7	1.7	1.7	1.8
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	1.1	1.3	1.3	1.3	..	..
États-Unis	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Finlande	1.6	1.5	1.3	1.2	1.3	1.4	1.4	1.3	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	..
France	..	..	..	..	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	..
Grèce	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	..
Irlande	..	..	..	..	0.4	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	..	..
Islande	2.3	2.4	2.7	2.6	2.4	2.3	2.4	2.5	2.6	2.7	2.7	2.7	2.9	2.9
Italie	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	..
Japon	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	..
Luxembourg	1.3	1.6	1.7	1.7	1.7	1.8	1.8	1.8	1.9	1.7	1.7	1.9	2.0	..
Norvège	1.5	1.6	1.6	1.4	1.3	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.2	1.2	..
Pays-Bas	..	..	..	..	0.9	0.9	0.9	0.8	0.9	1.1	1.1	1.1	1.1	..
Portugal	0.9	0.9	1.0	0.9	0.8	1.0	1.0	1.0	1.2	1.1	1.2	1.2	1.2	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.0	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1.3	1.3	..
Royaume-Uni	0.7	0.7	0.7	0.6	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	..
Suède	..	..	..	..	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.1	1.1	1.1	1.1	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/006327358362>

Dépenses des administrations publiques en récréation et culture

En pourcentage du PIB, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/235515272166>



## Dépenses des ménages et des administrations publiques en récréation et culture

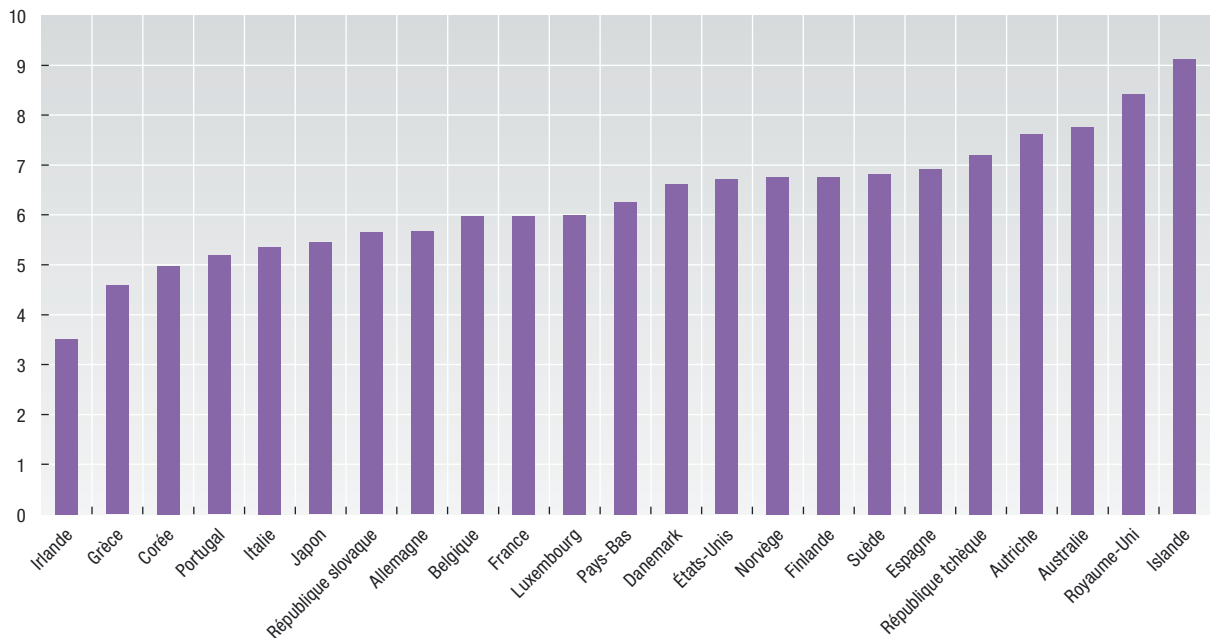
En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	6.2	6.1	6.0	5.8	5.8	5.7	5.7	5.8	5.9	6.1	6.0	5.8	5.7	..
Australie	..	..	..	..	..	..	..	7.9	7.9	8.0	7.8	7.8	..	..
Autriche	..	..	..	..	7.5	7.6	7.6	7.7	8.0	7.9	8.0	7.8	7.6	..
Belgique	..	..	..	..	5.8	5.9	6.0	6.1	6.2	6.3	6.2	6.0	6.0	..
Corée	..	..	..	..	4.7	4.6	4.5	4.0	4.3	4.8	4.9	5.0	..	..
Danemark	6.5	6.6	6.7	6.8	6.8	7.0	6.9	6.9	6.9	6.8	6.8	6.7	6.6	6.8
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.0	7.0	6.9	..	..
États-Unis	5.8	5.8	6.0	6.2	6.4	6.5	6.5	6.5	6.6	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7
Finlande	..	..	..	..	6.5	6.9	6.7	6.6	6.7	6.6	6.6	6.6	6.8	..
France	..	..	..	..	5.6	5.6	5.6	5.7	5.8	5.9	5.9	6.0	6.0	..
Grèce	3.6	3.5	3.4	3.5	4.2	4.3	4.3	4.3	4.5	4.5	4.5	4.6	4.6	..
Irlande	..	..	..	..	4.5	4.6	4.2	4.0	3.6	3.8	3.8	3.5	..	..
Islande	8.3	8.5	8.6	9.2	9.0	8.8	8.6	8.7	9.0	9.2	9.0	9.0	9.1	9.0
Italie	5.1	5.2	5.2	5.2	5.2	5.3	5.4	5.4	5.5	5.5	5.5	5.4	5.4	..
Japon	6.1	6.1	6.1	5.9	5.8	5.7	5.7	5.6	5.7	5.6	5.6	5.4	5.4	..
Luxembourg	5.9	6.2	6.1	6.2	6.2	6.2	6.0	5.8	5.8	5.3	5.6	5.9	6.0	..
Norvège	6.2	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7	6.7	7.1	7.1	6.3	6.4	6.8	..	..
Pays-Bas	..	..	..	..	6.2	6.1	6.2	6.3	6.4	6.5	6.5	6.5	6.3	..
Portugal	4.3	4.4	4.7	4.5	4.6	4.9	5.1	5.2	5.5	5.1	5.2	5.1	5.2	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	5.6
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.5	7.2	..
Royaume-Uni	7.2	7.3	7.3	7.3	7.8	7.9	8.0	8.2	8.3	8.2	8.2	8.4	8.4	..
Suède	..	..	..	..	6.9	7.0	7.0	7.2	7.4	6.8	6.9	6.8	6.8	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/400014304562>

## Dépenses des ménages et des administrations publiques en récréation et culture

En pourcentage du PIB, 2004 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/140516511535>

## INACTIVITÉ DES JEUNES

Lorsque les jeunes n'exercent pas un emploi et ne sont pas non plus scolarisés, il y a de bonnes raisons de s'inquiéter pour leur bien-être actuel et pour leur avenir. Compte tenu de l'importance grandissante que revêt le bagage scolaire pour s'insérer avec succès dans la vie active, il est difficile aux personnes qui sont sorties de l'école sans diplôme suffisant d'accéder à un emploi ouvrant des perspectives professionnelles intéressantes. La proportion de jeunes qui n'exercent pas un emploi et ne sont pas non plus scolarisés est un indicateur de l'effectif des individus susceptibles de devenir plus tard des « exclus », personnes dont le revenu se situe au niveau du seuil de pauvreté ou au-dessous et qui ne possèdent pas les compétences nécessaires pour améliorer leur situation matérielle.

### Définition

L'indicateur considéré représente la proportion de jeunes âgés de 15 à 19 ans qui ne sont pas scolarisés, ne suivent pas de formation et n'exercent pas un emploi, dans la population totale des jeunes de ce groupe d'âge. Les jeunes scolarisés comprennent aussi bien ceux qui étudient à temps partiel que ceux qui le font à temps plein, mais ne comprennent pas ceux qui suivent un enseignement non formel ou participent à des activités d'enseignement de très

courte durée. La notion d'exercice d'un emploi est définie conformément aux Lignes directrices du BIT et s'applique à toutes les personnes qui ont travaillé pour obtenir un gain monétaire pendant au moins une heure au cours de la semaine ayant précédé l'enquête.

### Comparabilité

Des définitions types sont fournies aussi bien pour « être scolarisé » que pour « exercer un emploi » et les pays s'efforcent de les appliquer correctement. Le principal problème de comparabilité tient au fait que, dans certains pays, les jeunes qui effectuent leur service militaire obligatoire ne sont comptabilisés ni parmi ceux qui exercent un emploi, ni parmi les personnes scolarisées ; ils sont par conséquent compris dans le numérateur du rapport, alors que l'on pourrait logiquement considérer qu'ils sont à la fois en formation et en train d'exercer un emploi. Cependant, dans les pays où la conscription existe toujours, la durée du service militaire est assez courte et la réaffectation des appelés à la catégorie emploi/éducation ne modifierait pas beaucoup les chiffres présentés ici.

Les résultats de l'enquête sur la population active incluent les militaires du contingent parmi les jeunes inactifs. Ces jeunes sont ainsi classés parmi les personnes ni en éducation ni en emploi. Ce qui explique les taux élevés pour la Finlande par rapport aux autres pays.

### Tendances à long terme

En moyenne, dans l'ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles, environ 8 % des adolescents n'étaient ni à l'école ni au travail en 2003. Il existe d'importantes différences entre les pays : au Danemark, au Luxembourg, en Pologne et en Norvège, moins de 4 % des adolescents étaient dans cette situation, contre plus de 10 % en Autriche, en République slovaque, au Mexique, en Turquie et, si l'on disposait de données pour 2003, probablement aussi en Italie.

Dans l'ensemble de la zone de l'OCDE a été observée une diminution des pourcentages d'adolescents qui n'exercent pas d'emploi, ni ne sont scolarisés, mais cette baisse a été des plus marquées dans le cas des filles. Le fait que les jeunes, et en particulier les filles, soient scolarisés plus longtemps qu'il y a dix ans, explique en partie cette évolution.

Plusieurs caractéristiques des marchés du travail et des systèmes de formation influent sur la facilité avec laquelle se fait le passage de l'école à la vie active. Les travaux réalisés sur le sujet par l'OCDE ont montré que, dans les pays nordiques et les pays anglophones, cette transition s'effectuait plus aisément que dans les pays de l'Europe continentale et méridionale. Outre le gaspillage de capital humain et le risque de marginalisation sur le marché du travail, une insertion tardive dans la vie professionnelle aura pour effet d'amener beaucoup de jeunes à vivre plus longtemps avec leurs parents et de différer ainsi la formation de familles indépendantes, ce qui accentuera encore la baisse de la fécondité.

### Source

- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

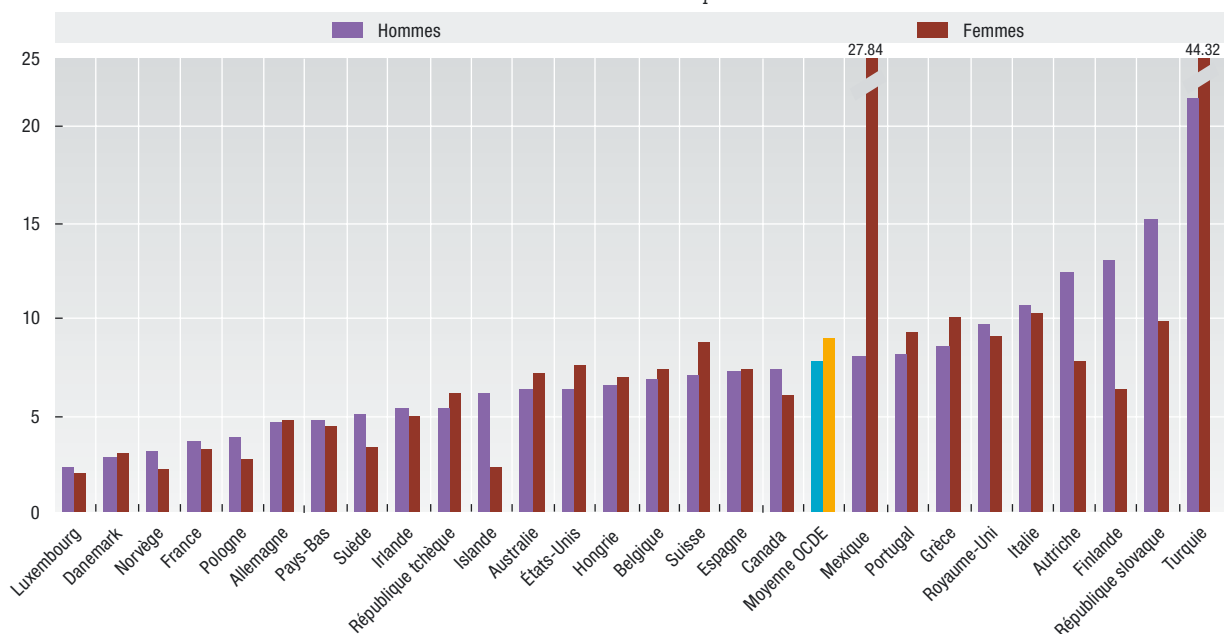
- OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active : Faciliter les transitions*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Youth Employment Summit, [www.yesweb.org](http://www.yesweb.org).


**Pourcentage des jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi**
*En pourcentage de la population dans cette classe d'âge*

	Hommes							Femmes						
	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	..	3.1	4.2	5.2	4.9	4.3	4.7	..	3.7	4.9	6.3	5.3	5.1	4.8
Australie	9.2	9.0	7.3	6.4	7.9	6.9	6.4	10.6	8.7	7.5	7.3	7.2	7.2	7.2
Autriche	..	5.6	12.1	11.7	13.0	8.1	12.4	..	7.7	8.0	11.7	9.4	4.4	7.8
Belgique	9.9	10.8	6.3	6.7	6.0	7.3	6.9	11.2	10.8	7.3	6.3	6.4	6.4	7.4
Canada	7.3	8.0	7.8	7.6	6.8	7.2	7.3	7.2	6.7	6.3	6.3	5.4	5.7	6.0
Danemark	1.9	1.5	4.2	1.9	4.7	2.4	2.9	4.1	2.1	2.6	3.6	2.7	2.4	3.1
Espagne	11.2	10.1	9.4	7.7	6.6	6.9	7.3	11.9	9.6	9.3	8.2	7.3	7.5	7.4
États-Unis	6.4	6.5	6.1	6.8	6.9	6.4	..	9.3	8.2	8.7	7.3	8.0	7.5	..
Finlande	..	13.6	12.2	13.9	13.4	13.7	13.0	..	5.5	5.2	4.6	6.1	5.3	6.4
France	2.3	3.5	3.5	3.4	3.4	3.7	..	2.7	2.6	3.0	3.2	3.5	3.2	..
Grèce	6.7	7.0	8.1	6.9	5.7	5.2	8.6	14.1	12.7	12.6	11.1	9.8	7.5	10.1
Hongrie	11.8	12.4	11.8	8.6	8.8	8.3	6.6	9.7	11.1	11.3	8.6	7.8	7.8	6.9
Irlande	..	..	5.0	4.5	4.3	5.2	5.3	..	..	5.5	4.3	3.9	4.5	5.0
Islande	14.8	2.8	0.4	1.0	2.0	6.2	..	14.8	2.5	2.5	3.3	1.0	2.3	..
Italie	..	14.5	14.0	12.2	12.1	10.8	..	..	15.9	15.6	14.1	13.0	10.3	..
Luxembourg	7.3	6.4	3.6	1.6	1.6	1.7	2.4	8.8	5.8	6.3	1.7	2.0	4.3	2.0
Mexique	12.0	7.5	6.3	7.6	7.2	7.4	8.1	34.4	30.8	28.9	29.0	28.2	27.4	27.8
Norvège	..	1.5	1.5	2.3	3.3	3.7	3.1	..	2.3	1.9	1.2	2.7	2.8	2.2
Pays-Bas	..	2.6	2.8	3.8	3.8	4.7	..	..	2.9	3.1	3.6	4.5	4.4	..
Pologne	7.3	4.7	5.2	5.0	6.2	3.5	3.8	5.1	4.9	3.9	4.0	5.4	2.6	2.7
Portugal	8.7	6.9	6.7	6.2	5.4	7.7	8.2	9.6	9.7	9.6	9.2	9.5	6.8	9.4
République slovaque	17.4	21.7	22.5	27.8	27.9	17.7	15.2	14.3	14.9	18.1	24.7	24.9	13.5	9.9
République tchèque	6.0	6.7	10.2	7.3	6.4	5.8	5.4	6.9	7.7	9.1	8.5	7.3	6.3	6.2
Royaume-Uni	..	..	..	8.2	8.3	8.2	9.7	..	..	..	7.9	8.0	8.9	9.2
Suède	8.0	6.4	4.8	4.7	5.4	5.9	5.1	3.2	2.9	2.5	2.4	3.1	3.3	3.4
Suisse	22.9	4.0	8.0	7.3	6.4	5.8	7.1	25.5	5.7	7.1	8.5	7.2	5.8	8.8
Turquie	14.3	14.2	14.5	17.8	19.2	21.7	22.6	41.6	42.7	41.5	46.5	47.0	45.6	44.3
Moyenne OCDE	9.8	7.6	7.5	7.3	7.4	7.3	7.8	12.9	9.8	9.4	9.3	9.0	8.2	9.0

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/573255278414>
**Pourcentage des jeunes entre 15 et 19 ans non scolarisés et sans emploi**
*2003 ou dernière année disponible*

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/160642788470>



## INÉGALITÉ DES REVENUS

La répartition du revenu dans un pays est importante pour au moins deux raisons. Les inégalités peuvent inciter les individus à améliorer leur situation par le travail, l'innovation ou l'acquisition de nouvelles compétences. Toutefois, on pense souvent que la délinquance, la pauvreté et l'exclusion sont liées aux inégalités dans la répartition du revenu.

### Définition

Le revenu est défini ici comme le *revenu disponible des ménages, au sens large*. Il comprend les gains provenant du travail, le revenu du patrimoine comme les intérêts et les dividendes, ainsi que les pensions et les autres prestations de sécurité sociale. L'impôt sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale versés par les ménages en sont déduits.

Pour déterminer dans quelle mesure il y a égalité entre les individus quant au revenu disponible, on se sert ici du *coefficient de Gini*. Celui-ci, qui est d'ailleurs couramment utilisé à cette fin, va de 0, qui signifie « l'égalité parfaite » (chaque fraction de la population obtient la même part de revenu) à 100, qui représente « l'inégalité parfaite » (la totalité du revenu est détenue par la fraction de la population qui a le revenu le plus élevé). Le revenu des ménages est ajusté de manière à tenir compte de la taille de ces derniers. Se reporter à la rubrique « Source » ci-dessous pour plus de précisions sur la définition du coefficient de Gini et sur l'ajustement effectué en vue de prendre en compte la taille des ménages.

### Tendances à long terme

Le niveau de l'inégalité de revenu est très variable d'un pays de l'OCDE à l'autre. Pour les années qui se situent aux alentours de 2000, le coefficient de Gini est le plus faible au Danemark et en Suède, et le plus élevé au Mexique et en Turquie, qui sont les deux pays de l'OCDE où le revenu par habitant est le plus bas. En moyenne, dans les 20 pays pour lesquels on dispose de données partant du milieu des années 1980, le coefficient de Gini est passé de 29 à 31, mais cette augmentation entre peut-être dans la marge d'erreur possible pour les statistiques relatives à la répartition du revenu. Le plus sûr est de considérer que, pour ces 20 pays dans leur ensemble, l'évolution a été faible, voire nulle.

On relève toutefois des changements frappants pour plusieurs pays lorsque l'on compare les années qui se situent autour de 2000 avec le milieu des années 1980. La répartition du revenu entre les ménages est devenue nettement plus égale en Espagne et en Irlande, et une diminution plus faible de l'inégalité de revenu s'est produite en Australie, au Danemark et en France.

À l'autre extrémité de l'échelle, le coefficient de Gini a augmenté (accroissement de l'inégalité) de 10 % à 20 % en Norvège, au Japon, en Italie et au Royaume-Uni, et de plus de 20 % en Suède, en Nouvelle-Zélande et en Finlande. Il convient toutefois de noter que malgré le fort accroissement relevé en Suède, le coefficient de Gini demeure dans ce pays l'un des plus faibles de la zone de l'OCDE.

### Comparabilité

Les données présentées sous le titre « 2000 » se rapportent à l'année 2000 pour tous les pays, à l'exception de l'Australie, de l'Autriche et de la Grèce (1999) ; de l'Allemagne, du Luxembourg, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse (2001) ; ainsi que du Mexique, de la République tchèque et de la Turquie (2002). Les données figurant sous le titre « Milieu des années 1990 » se rapportent à l'année 1995 pour tous les pays, à l'exception de l'Autriche (1993) ; de l'Allemagne, de l'Australie, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, du Japon, du Mexique et de la Turquie (1994) ; ainsi que de la Nouvelle-Zélande et de la République tchèque (1996). Les données présentées sous le titre « Milieu des années 1980 » se rapportent à l'année 1983 pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark et la Suède ; à 1984 pour l'Australie, la France, l'Italie et le Mexique ; à 1985 pour le Canada, l'Espagne, le Japon, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ; à 1986 pour la Finlande, le Luxembourg, la Norvège et la Nouvelle-Zélande ; à 1987 pour l'Irlande et la Turquie ; à 1988 pour la Grèce ; et à 1989 pour les États-Unis.

Les données ont été fournies par des experts nationaux qui les ont établies à l'aide de définitions communes. Cependant, dans un grand nombre de cas, les pays ont dû apporter plusieurs ajustements à leurs données de base. Les variations de faible importance d'une période à l'autre et les petites différences entre pays ne sont généralement pas significatives.

### Source

- Förster, M. et Mira d'Ercole, M. (2005), *Income Distribution and Poverty in OECD Countries in the Second Half of the 1990s*, Questions sociales, emplois et migrations – Documents de travail de l'OCDE, n° 22, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Jomo, K. S. (2001), *Globalisation, Liberalisation, Poverty and Income Inequality in Southeast Asia*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 185, OCDE, Paris.
- Kayizzi-Mugerwa, S. (2001), *Globalisation, Growth and Income Inequality: The African Experience*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 186, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Income Disparities in China: An OECD Perspective*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Accroître les chances de chacun: Pour une politique sociale active au bénéfice de tous*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- Uchimura, H. (2005), *Impact of Changes in Social Institutions on Income Inequality in China*, Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE, n° 243, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- Statistiques de l'OCDE sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistiques/social](http://www.oecd.org/statistiques/social).

## Distribution des revenus disponibles équivalents des ménages du milieu des années 1980 à 2000

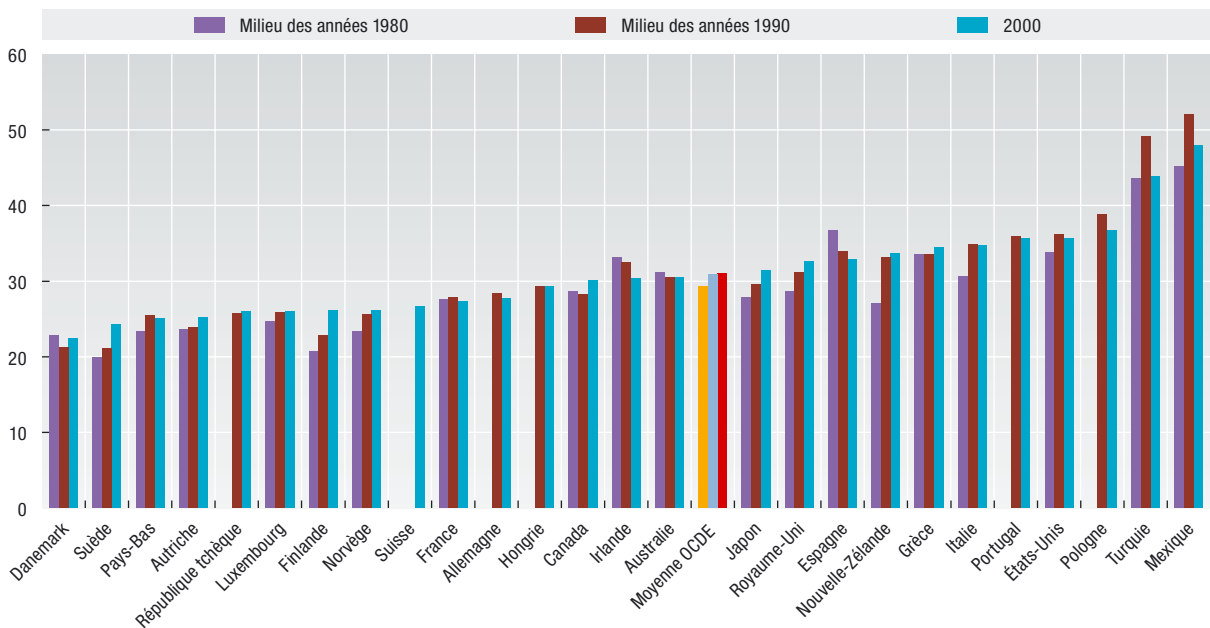
Coefficients de Gini, du milieu des années 1980 à 2000

	Milieu des années 1980	Milieu des années 1990	2000
Allemagne	..	28.3	27.7
Australie	31.2	30.5	30.5
Autriche	23.6	23.8	25.2
Canada	28.7	28.3	30.1
Danemark	22.8	21.3	22.5
Espagne	36.7	33.9	32.9
États-Unis	33.8	36.1	35.7
Finlande	20.7	22.8	26.1
France	27.6	27.8	27.3
Grèce	33.6	33.6	34.5
Hongrie	..	29.4	29.3
Irlande	33.1	32.4	30.4
Italie	30.6	34.8	34.7
Japon	27.8	29.5	31.4
Luxembourg	24.7	25.9	26.1
Mexique	45.1	52.0	48.0
Norvège	23.4	25.6	26.1
Nouvelle-Zélande	27.0	33.1	33.7
Pays-Bas	23.4	25.5	25.1
Pologne	..	38.9	36.7
Portugal	..	35.9	35.6
République tchèque	..	25.7	26.0
Royaume-Uni	28.6	31.2	32.6
Suède	19.9	21.1	24.3
Suisse	..	..	26.7
Turquie	43.5	49.1	43.9
Moyenne OCDE	30.0	31.4	30.9

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/472778627158>

## Distribution des revenus disponibles équivalents des ménages

Coefficients de Gini



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/348666746681>

## POPULATION CARCÉRALE

Si les délits et infractions causent un préjudice énorme aux victimes et à leurs proches, les coûts liés à l'incarcération peuvent également se révéler considérables. Ces coûts se justifient habituellement par trois « besoins » de la société : punir les coupables, dissuader d'autres individus de commettre des actes similaires et empêcher la récidive.

### Définition

Les personnes incarcérées n'ont pas toutes été jugées coupables, en particulier celles qui sont en attente de leur procès ou d'une décision de justice. L'indicateur retenu ici

porte uniquement sur les détenus condamnés à une peine d'emprisonnement, excluant ceux en détention provisoire ainsi que ceux qui ne sont pas coupables. La population carcérale est exprimée pour 100 000 habitants.

### Comparabilité

Les données recueillies correspondent à une journée pouvant être considérée comme représentative du reste de l'année. Ces informations sont recueillies par les Nations unies dans le cadre de leurs travaux sur le fonctionnement des systèmes de justice pénale.

### Tendances à long terme

Depuis les années 70, les pays de l'OCDE voient leur population carcérale augmenter, à l'exception de la Finlande, qui enregistre une baisse soutenue de son taux d'incarcération. Au cours des dix dernières années, le Portugal et l'Espagne sont les pays européens qui ont enregistré les augmentations les plus fortes, cependant, les taux des deux pays demeurent nettement inférieurs à celui des États-Unis où la population carcérale a grimpé en flèche, marquant une hausse sans précédent. En 2000, les États-Unis comptaient en effet quatre fois plus d'individus incarcérés qu'au début des années 70. Fait surprenant, les écarts entre pays n'ont guère de rapport avec la fréquence ou l'évolution des délits et infractions. Au contraire, ils semblent davantage traduire des facteurs politiques et la conviction croissante de l'opinion publique dans certains pays selon laquelle l'emprisonnement est préférable à d'autres alternatives.

Si l'on compare les populations carcérales en 2000, les États-Unis se retrouvent encore bien au dessus de la norme, avec un taux d'incarcération cinq fois supérieur à la moyenne OCDE et trois fois supérieur à celui de la République tchèque, qui se classe juste derrière eux. Plus de 1.2 million d'Américains d'âge adulte sont en détention (un peu moins de 2 millions si l'on tient compte également des prévenus en détention provisoire, qu'ils soient ou non coupables), ce qui exerce probablement un effet de distorsion non négligeable sur le marché du travail pour les jeunes hommes. Faute de structures de garde et de formation appropriée, l'augmentation de la population carcérale contribue à réduire l'efficacité des mesures de rééducation des prisonniers. Cette tendance à la hausse fait diminuer le ratio personnel pénitentiaire/détenus, élément clé de la réussite d'une politique effective de prévention contre la récidive et de la promotion de la réinsertion dans la société. De plus, le surpeuplement des prisons tend à exacerber les niveaux de tension et de violence déjà élevés, ce qui accroît les risques d'automutilation, de suicide et de maladies sexuellement transmissibles y compris le VIH/SIDA. Les prisons surchargées risquent aussi fortement de se transformer en « universités du crime ».

### Source

- Nations unies (2002), *Seventh Survey on Crime Trends and the Operations of Criminal Justice Systems (1998-2000)*, UN Office on Drugs and Crime, [www.unodc.org/unodc/crime\\_cicp\\_surveys.html](http://www.unodc.org/unodc/crime_cicp_surveys.html).

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2003), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE, édition 2002*, OCDE, Paris.
- Walmsley, R. (2003), « Global Incarceration and Prison Trends », *Forum on Crime and Society*, vol. 3, UNODC, Vienne.

#### Sites Web

- OCDE Statistiques sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistics/social](http://www.oecd.org/statistics/social).
- Office des Nations unies contre la drogue et le crime, [www.unodc.org](http://www.unodc.org).

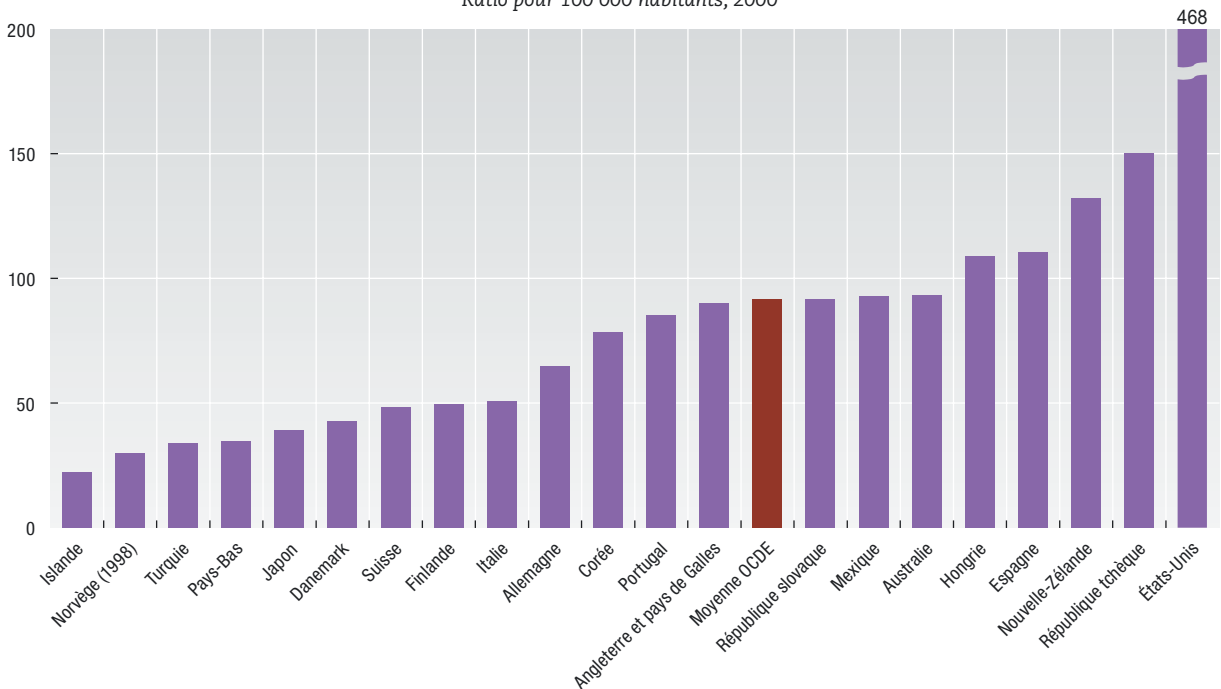

**Adultes condamnés et incarcérés**

Ratio pour 100 000 habitants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Allemagne	..	..	..	..	..	50.9	53.3	55.9	61.3	64.0	65.0
Angleterre et pays de Galles	..	..	..	..	..	..	..	..	89.7	88.1	90.2
Australie	133.5	149.6	160.6	148.0	133.2	85.4	86.8	89.3	91.1	96.5	93.4
Autriche	56.1	52.6	58.0	55.6	62.0	..	..	..	..	..	..
Belgique	30.6	27.6	35.2	37.5	37.2	..	..	..	..	..	..
Corée	67.7	70.6	72.1	75.6	75.8	71.1	69.8	71.7	75.9	79.7	78.6
Danemark	45.2	48.4	44.7	46.3	49.6	48.5	44.6	44.9	42.7	44.5	42.9
Espagne	..	..	..	..	..	84.2	77.5	77.1	107.4	108.4	110.7
États-Unis	143.2	..	160.0	..	..	..	..	..	452.9	469.1	468.5
Finlande	55.9	54.9	56.6	52.3	49.2	56.1	47.6	46.3	47.9	46.4	49.6
Grèce	34.0	32.4	38.2	44.2	36.2	34.1	31.2	..	..	..	..
Hongrie	80.9	94.1	105.8	87.1	83.3	..	85.2	91.6	97.7	103.7	109.0
Irlande	51.2	52.8	52.2	52.0	..	51.9	52.9	59.1	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	35.5	36.7	32.4	31.0	29.6	22.1
Italie	19.4	24.6	34.6	39.2	44.4	45.2	46.5	46.6	46.3	49.0	50.8
Japon	32.3	30.5	30.0	29.9	30.0	30.8	32.1	33.1	34.3	35.7	39.3
Luxembourg	68.1	71.8	65.5	73.4	75.0	..	..	..	..	..	..
Mexique	44.4	47.7	50.4	51.3	50.2	..	..	..	78.3	84.2	92.9
Norvège	..	..	..	..	..	36.1	35.2	32.0	29.8	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	115.0	..	131.2	128.0	128.0	132.3
Pays-Bas	..	..	..	..	..	43.0	48.0	46.6	39.4	38.5	34.8
Pologne	81.6	104.1	114.9	114.6	113.3	..	..	..	..	..	..
Portugal	61.6	46.4	58.5	67.6	62.1	72.1	85.8	96.9	100.6	85.2	85.4
République slovaque	52.2	85.7	91.8	97.2	99.9	108.9	110.0	104.4	90.9	90.2	91.6
République tchèque	38.2	69.1	75.7	82.8	94.6	109.6	124.4	132.5	143.5	155.3	150.1
Suède	49.3	49.0	50.7	53.8	58.5	50.5	48.0	41.3	..	..	..
Suisse	55.4	56.3	56.5	60.5	63.4	60.1	59.1	58.5	45.4	45.7	48.4
Turquie	51.3	18.5	21.8	25.4	33.5	41.9	49.8	55.4	58.2	61.9	33.8

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/676118077514>
**Adultes condamnés et incarcérés**

Ratio pour 100 000 habitants, 2000


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/307884167204>

## TAUX DE VICTIMATION

### Définition

Les registres officiels concernant les délits/infractions signalés auprès des autorités ne sont pas toujours des sources très bien adaptées aux comparaisons internationales car la propension des autorités judiciaires à enregistrer les « délits mineurs » et celle des victimes à déclarer ces délits quand elles pensent que leurs auteurs ne seront probablement pas poursuivis, varie considérablement selon les pays. S'agissant des atteintes aux personnes physiques (par opposition aux personnes morales), il peut être préférable d'interroger les personnes sur les incidents dont elles ont été victimes au cours d'une période donnée. Un certain nombre de pays de l'OCDE ont participé précisément à une enquête de ce type, l'*Enquête internationale de victimation*.

### Comparabilité

La comparaison des résultats de cette enquête avec les statistiques sur les délits révèle qu'environ 80 % des vols de voiture et des cambriolages sont déclarés à la police. Dans la plupart des pays, en revanche, une proportion élevée d'agressions – sexuelles en particulier – n'est pas signalée aux autorités.

L'*Enquête internationale de victimation* utilise des questionnaires et des méthodes d'enquête standards pour tous les pays. Les résultats sont globalement comparables.

### Tendances à long terme

Si l'on considère les pays pour lesquels des données comparables sont disponibles, on constate qu'une majorité d'entre eux ont enregistré une hausse du pourcentage de personnes ayant été victimes d'actes de délinquance au cours des 12 derniers mois. Cette progression est particulièrement sensible en Angleterre et au pays de Galles ainsi qu'au Japon. On n'en recense pas moins un certain nombre d'exceptions. Les plus frappantes concernent quatre des pays qui enregistraient des taux d'infractions particulièrement élevés à la fin des années 80 et qui affichent, à des degrés divers, une baisse de ces taux depuis lors, à savoir le Canada, les Pays-Bas, la Pologne et (surtout) les États-Unis. Parmi les pays pour lesquels des données sont disponibles, l'Australie, l'Angleterre et le pays de Galles ainsi que les Pays-Bas montrent les plus fortes proportions de personnes déclarant avoir été victimes d'actes de délinquance au cours des 12 derniers mois (supérieures à 25 %). En 2000, en Irlande du Nord, au Japon et au Portugal, ces chiffres ne sont guère supérieurs à 15 %.

L'importance de la proportion de personnes ayant signalé qu'elles avaient été victimes d'actes de délinquance s'explique en grande partie par le taux élevé des infractions perpétrées sur les véhicules, et principalement des actes de vandalisme : en dehors des pays Nordiques, du Japon et de la Suisse, plus de 5 % de la population des pays de l'OCDE ont subi des actes de vandalisme de cette nature. Les vols de voiture sont aussi très fréquents dans certains pays.

Les gens s'inquiètent plus particulièrement des atteintes physiques aux personnes (cambriolages, agressions, notamment sexuelles). C'est au Japon et au Portugal que ces actes sont le moins fréquents. En Australie et en Grande-Bretagne, plus de 6 % de la population ont été l'objet d'agressions physiques. Quant aux agressions sexuelles, ce sont l'Australie, l'Autriche et les Pays-Bas qui enregistrent les taux les plus élevés.

### Source

- *International Crime Victims Surveys*, mars 2002, [www.unicri.it/icvs](http://www.unicri.it/icvs).

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- Alvazzi del Frate, A. (2003), « The Voice of Victims of Crime: Estimating the True Level of Conventional Crime », *Forum on Crime and Society*, vol. 3, UNODC, Vienne.
- OCDE (2003), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE, édition 2002*, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE Statistiques sur la protection sociale, [www.oecd.org/statistics/social](http://www.oecd.org/statistics/social).
- Office des Nations unies contre la drogue et le crime, [www.unodc.org](http://www.unodc.org).



### Population ayant été victime d'au moins un acte de délinquance

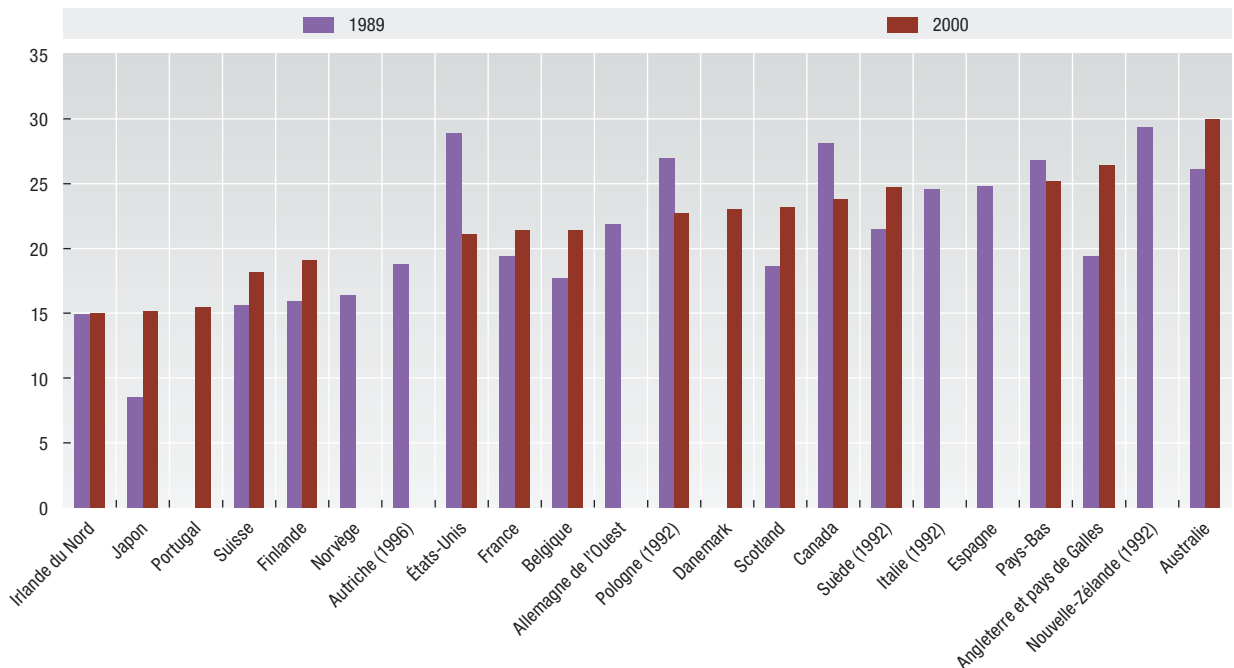
En pourcentage de la population, 2000 ou dernière année disponible

	Crimes concernant les véhicules				Crimes de contact et cambriolages			
	Vols de voiture	Vols dans voiture	Vols de moto	Vols de vélo	Agressions et menaces	Incidents sexuels	Cambriolages	Vols
Allemagne de l'Ouest	0.4	4.7	0.2	3.3	3.1	2.8	1.3	0.8
Angleterre et pays de Galles	2.1	6.4	0.4	2.4	6.1	2.7	2.8	1.2
Australie	1.9	6.8	0.1	2.0	6.4	4.0	3.9	1.2
Autriche	0.1	1.6	0.0	3.3	2.1	3.8	0.9	0.2
Belgique	0.7	3.6	0.3	3.5	3.2	1.1	2.0	1.0
Canada	1.4	5.4	0.1	3.5	5.3	2.1	2.3	0.9
Danemark	1.1	3.4	0.7	6.7	3.6	2.5	3.1	0.7
Écosse	0.7	4.2	0.1	2.0	6.1	1.1	1.5	0.7
Espagne	1.4	9.6	0.8	1.1	3.1	2.3	1.6	3.1
États-Unis	0.5	6.4	0.3	2.1	3.4	1.5	1.8	0.6
Finlande	0.4	2.9	0.1	4.9	4.2	3.7	0.3	0.6
France	1.7	5.5	0.3	1.8	4.2	1.1	1.0	1.1
Irlande du Nord	1.2	2.7	0.0	1.4	3.0	0.6	1.7	0.1
Italie	2.7	7.0	1.5	2.3	0.8	1.7	2.4	1.3
Japon	0.1	1.6	1.0	6.6	0.4	1.2	1.1	0.1
Norvège	1.1	2.8	0.3	2.8	3.0	2.2	0.7	0.5
Nouvelle-Zélande	2.7	6.9	0.3	4.4	5.7	2.7	4.3	0.7
Pays-Bas	0.4	3.9	0.6	7.0	3.4	3.0	1.9	0.8
Pologne	1.0	5.5	0.1	3.6	2.8	0.5	2.0	1.8
Portugal	0.9	4.9	0.3	0.8	0.9	0.6	1.4	1.1
Suède	1.3	5.3	0.4	7.2	3.8	2.6	1.7	0.9
Suisse	0.3	1.7	0.2	4.7	2.4	2.1	1.1	0.7

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/601085070602>

### Taux de victimation

Personnes ayant été victimes au moins une fois dans l'année précédent l'enquête, en pourcentage de la population, 1989 et 2000



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/253880484404>

## RÉSEAU ROUTIER

Les autoroutes ont diverses incidences sur la qualité de vie. Avant tout, elles facilitent les déplacements en automobile et les rendent plus sûrs, mais elles peuvent aussi nuire à la qualité de vie des riverains et leur construction peut avoir des effets dommageables sur l'environnement.

### Définition

Une autoroute est une route spécialement conçue et construite pour la circulation automobile, qui ne dessert pas les propriétés riveraines et qui :

- sauf en des points singuliers ou à titre temporaire, comporte, pour les deux sens de circulation, des chaussées distinctes séparées l'une de l'autre par une bande de terrain non destinée à la circulation ou, exceptionnellement, par d'autres moyens ;
- ne croise à niveau ni route, ni voie de chemin de fer ou de tramway, ni chemin pour la circulation de piétons ;
- est spécialement signalée comme étant une autoroute et est réservée à certaines catégories de véhicules routiers automobiles.

Dans le calcul de la longueur du réseau autoroutier, les voies d'entrée et de sortie des autoroutes sont incluses quel que soit l'emplacement de la signalisation. Les autoroutes urbaines sont également incluses.

### Tendances à long terme

Les réseaux autoroutiers se sont étendus dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles.

S'agissant des taux de croissance annuels, les pays de l'OCDE se répartissent en trois groupes. Le taux de croissance du réseau autoroutier a été d'au moins 6 % chaque année dans les six pays suivants : Corée, Espagne, Finlande, Portugal, Irlande et Turquie. À l'exception de l'Espagne, tous ces pays possédaient des réseaux relativement limités au début des années 90, ce qui explique leur croissance rapide. Vient ensuite un groupe intermédiaire de dix pays, dont le Japon, la France et les pays scandinaves, qui affiche un taux de croissance annuel compris entre 3 et 5 %. Enfin, le troisième groupe est constitué de dix pays où le taux de croissance du réseau autoroutier a été inférieur à 2 % par an ; ce groupe comprend le Canada, l'Allemagne, les Pays-Bas, et les États-Unis, où le réseau, après une expansion de plusieurs décennies, était déjà parvenu à maturité au début de la période.

La taille du réseau autoroutier est en général fonction de celle du pays, mais il y a des exceptions. Ainsi, les réseaux du Royaume-Uni et de la Turquie sont relativement limités, tandis que ceux de l'Allemagne, de la France et de l'Espagne sont très importants, que ce soit par rapport à la population ou à la superficie du pays.

### Comparabilité

Les données relatives aux autoroutes sont jugées généralement comparables pour la plupart des pays. Toutefois, celles dont on dispose pour le Canada sont exprimées en « routes-kilomètres équivalent deux-voies », les chiffres du Mexique ne concernent que les routes à péage, et l'Espagne classe certaines routes express dans la catégorie autoroutes même si elles ne correspondent pas rigoureusement à la définition donnée plus haut. Pour plusieurs autres pays, les données sont fournies par exercice budgétaire plutôt que par année civile.

### Source

- ECMT (2005), *Évolution des transports*, ECMT, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- ECMT (2005), *Rapport annuel de la CEMT*, ECMT, Paris.

#### Publications méthodologiques

- UNECE, ECMT, Eurostat (2003), *Glossary for Transport Statistics*, ECMT, Paris.

#### Sites Web

- Conférence européenne des ministres des Transports, [www.cemt.org](http://www.cemt.org).

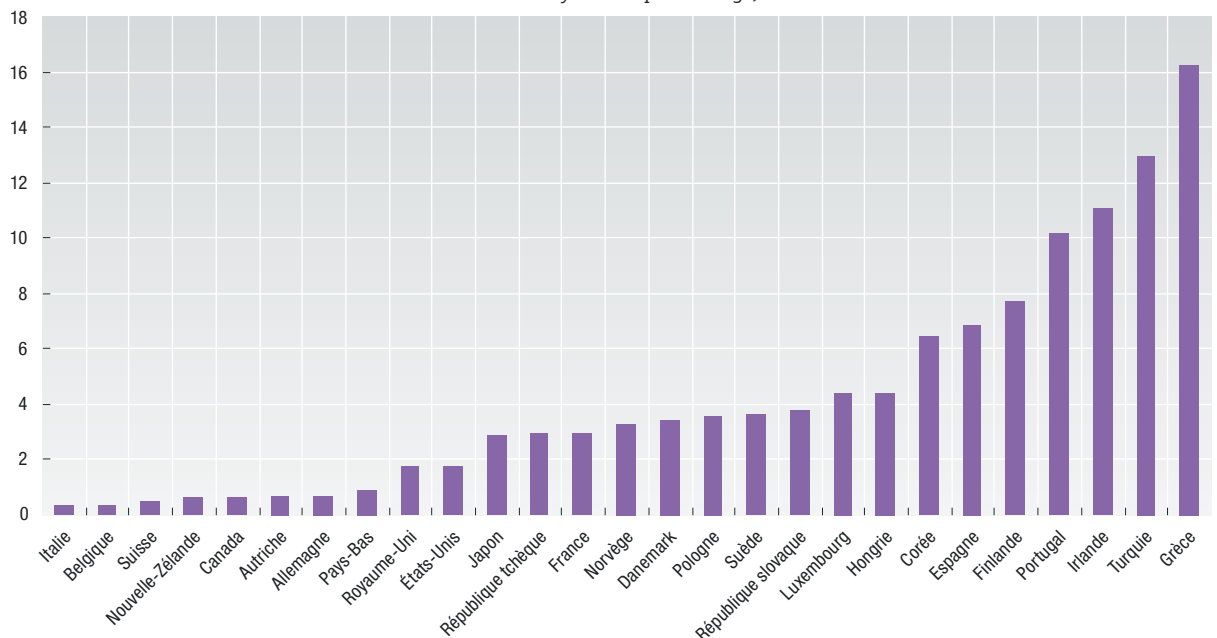

**Réseau autoroutier**

Kilomètres

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	10 854	10 955	11 013	11 080	11 143	11 190	11 190	11 246	11 309	11 427	11 515	11 712	11 786	12 037	12 037
Autriche	1 463	1 532	1 554	1 567	1 589	1 596	1 607	1 613	1 613	1 634	1 633	1 644	1 644	1 670	1 677
Belgique	1 631	1 666	1 658	1 665	1 666	1 666	1 674	1 679	1 682	1 691	1 702	1 727	1 729	1 747	1 747
Canada	..	15 516	15 983	15 983	15 983	15 983	15 983	15 983	15 983	15 983	15 983	16 600	16 900	16 900	16 900
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	2 107	2 425	2 477	2 567	3 060	3 060	3 060
Danemark	601	653	696	737	786	796	825	900	902	922	953	971	1 009	1 009	1 009
Espagne	4 435	5 065	6 209	6 577	6 485	6 962	7 295	7 750	8 569	8 893	9 049	9 571	9 739	10 406	12 009
États-Unis	72 544	72 856	73 198	73 274	73 274	73 274	73 274	73 274	88 915	89 232	89 426	89 996	89 848	91 287	91 287
Finlande	225	249	318	337	388	394	431	444	473	512	549	591	603	653	653
France	6 850	7 110	7 440	7 645	8 030	8 247	8 596	8 864	9 303	9 626	9 766	10 068	10 230	10 390	10 390
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	357	444	636	742	742	880	880
Hongrie	267	267	269	269	293	335	365	382	448	448	448	448	468	468	468
Irlande	8	32	32	51	68	70	70	70	94	94	103	125	125	125	125
Italie	6 185	6 214	6 289	6 352	6 401	6 473	6 473	6 473	6 473	6 478	6 478	6 478	6 478	6 478	6 478
Japon	..	..	..	5 054	5 410	5 410	5 932	6 114	6 402	6 455	6 617	6 851	6 915	6 915	6 915
Luxembourg	78	84	95	100	121	123	115	118	118	114	114	115	126	135	147
Norvège	404	437	437	512	524	527	560	570	570	589	606	636	629	664	664
Nouvelle-Zélande	156	156	156	156	156	156	156	156	156	184	226	167	169	169	169
Pays-Bas	2 092	2 105	2 134	2 167	2 178	2 208	2 222	2 236	2 250	2 268	2 265	2 281	2 372	2 359	2 359
Pologne	240	257	257	231	245	246	258	264	268	317	358	336	369	405	405
Portugal	315	473	520	579	587	687	710	797	1 252	1 441	1 482	1 659	1 659	1 659	1 659
République slovaque	..	..	200	198	198	198	215	219	292	295	296	296	296	313	313
République tchèque	356	356	356	356	390	425	487	487	499	499	499	517	518	518	518
Royaume-Uni	2 692	2 783	2 785	2 756	2 839	3 200	3 200	3 300	3 300	3 400	3 500	3 500	3 500	3 476	3 476
Suède	969	968	991	1 044	1 145	1 262	1 350	1 428	1 437	1 484	1 501	1 529	1 545	1 544	1 544
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	1 258	1 262	1 267	1 270	1 305	1 304	1 304	1 304
Turquie	281	387	757	1 070	1 167	1 246	1 493	1 500	1 528	1 726	1 749	1 749	1 851	1 886	1 886

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/327511054137>
**Croissance du réseau autoroutier**

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1991-2004


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/116785554614>



## VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET TUÉS SUR LA ROUTE

Le nombre de véhicules routiers automobiles est élevé et en augmentation dans toute la zone OCDE. La réduction du nombre d'accidents de la route est donc une préoccupation pour tous les pays. Les tableaux de cette section indiquent le nombre de véhicules routiers automobiles pour mille habitants et deux indicateurs de la sécurité routière – le nombre de tués de la route par million d'habitants et le nombre de tués de la route par million de véhicules.

### Définitions

Un véhicule routier automobile est un véhicule sur roues qui est destiné à être utilisé sur les routes, qui est pourvu d'un moteur constituant son seul moyen de propulsion et qui sert normalement à transporter des personnes ou des marchandises ou à tracter, sur route, des véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de marchandises. Entrent par conséquent dans cette catégorie les autobus, autocars, véhicules de transport de marchandises et motocycles, ainsi que les voitures particulières. Les véhicules automobiles se déplaçant sur rails sont exclus.

### Tendances à long terme

En 2004, le nombre de véhicules automobiles rapporté à la population varie de 768 pour 1 000 habitants aux États-Unis à environ 125 en Turquie. Au cours des périodes considérées dans le tableau, les ratios véhicules/population ont augmenté dans tous les pays sauf aux États-Unis et en Autriche. Ils ont presque doublé en Turquie et fortement augmenté en Fédération de Russie, en République slovaque et en Pologne.

En 2004, le nombre de tués de la route par million d'habitants variait de plus de 240 en Fédération de Russie à 53 en Suède. Au cours des périodes considérées dans le tableau, les taux ont diminué dans tous les autres pays, et très nettement au Portugal, en Nouvelle-Zélande, en Hongrie, au Luxembourg et en France.

Les taux de tués sur la route par million d'habitants constituent un indicateur ambigu de sécurité routière, car le nombre d'accidents dépend, dans une large mesure, du parc de véhicules de chaque pays. Le dernier graphique illustre le nombre de tués par million de véhicules ainsi que le nombre de tués par million d'habitants en 2004. Les taux par million de véhicules sont influencés par les habitudes de conduite, la réglementation routière et l'efficacité de son application, le tracé routier ainsi que d'autres facteurs sur lesquels peuvent agir les pouvoirs publics. En 2004, les taux de mortalité sur les routes par million de véhicules étaient de moins de 110 aux Pays-Bas, en Suède, en Norvège et au Royaume-Uni, mais supérieurs à 400 en Pologne, en Hongrie, en Corée, en Turquie et à 1 200 en Fédération de Russie. À noter qu'à des taux de mortalité bas par million d'habitants peuvent correspondre des taux de mortalité très élevés par million de véhicules. Par exemple, un pays dont le parc de véhicules est petit peut afficher un faible nombre de tués par million d'habitants mais un nombre élevé de tués par rapport au nombre de véhicules.

On entend par « tué sur la route » toute personne qui décède immédiatement ou dans les 30 jours suivant un accident de la route.

### Comparabilité

Les véhicules routiers automobiles sont attribués aux pays dans lesquels ils sont immatriculés tandis que les décès sont attribués aux pays dans lesquels ils surviennent. Par conséquent, les ratios des tués par million d'habitants et des tués par million de véhicules ne peuvent pas être strictement interprétés comme indiquant la proportion de la population d'un pays qui risque d'être victime d'un accident mortel sur la route ou la probabilité qu'un véhicule immatriculé dans un pays donné soit impliqué dans un accident mortel. Toutefois, dans la pratique, les écarts entre les numérateurs et les dénominateurs ont tendance à s'annuler.

Le nombre de véhicules composant le parc actuel est en général exact mais l'information concernant le nombre de véhicules retirés de la circulation est moins sûre.

### Source

- ECMT (2005), *Évolution des transports*, ECMT, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- ECMT (2004), *Road Safety Performance: National Peer Review: Lithuania*, ECMT, Paris.
- ECMT (2005), *Rapport annuel de la CEMT*, ECMT, Paris.

#### Publications statistiques

- ECMT (2003), *Rapport statistique sur les accidents de la route 1999-2000*, ECMT, Paris.

#### Publications méthodologiques

- UNECE, ECMT, Eurostat (2003), *Glossary for Transport Statistics*, ECMT, Paris.

#### Sites Web

- Conférence européenne des ministres des Transports, [www.cemt.org](http://www.cemt.org).



## VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET TUÉS SUR LA ROUTE

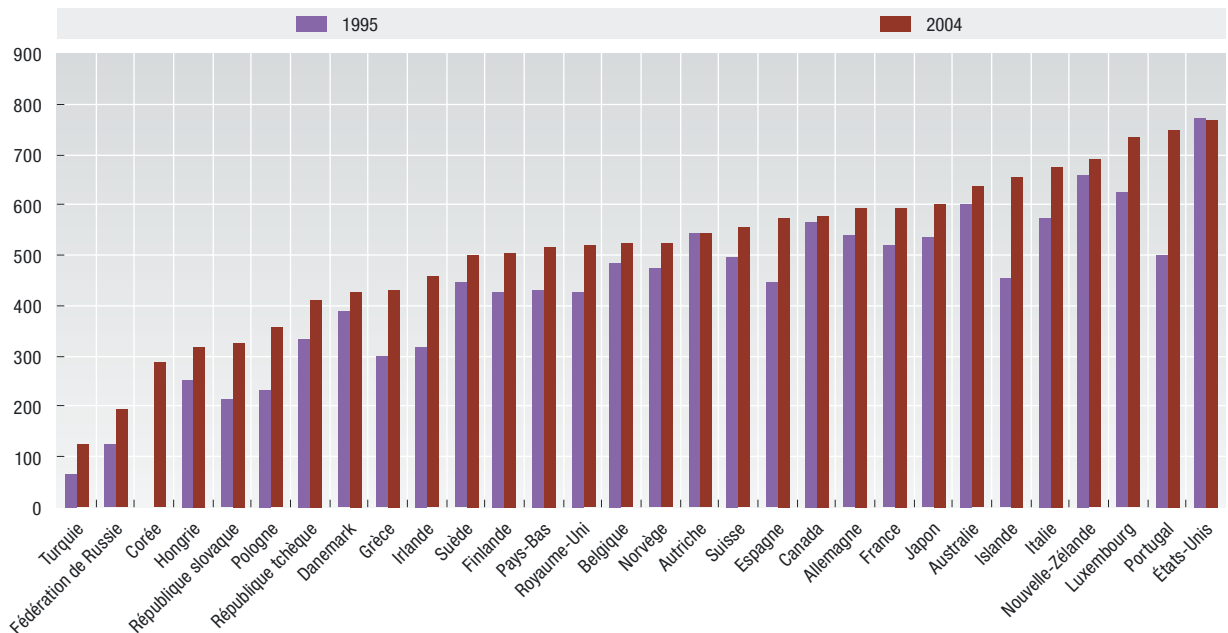
**Véhicules routiers automobiles**

Pour 1 000 habitants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	527	527	427	478	523	540	547	551	556	564	570	582	589	592	592
Australie	..	..	..	..	..	603	599	591	626	629	623	625	634	643	635
Autriche	462	463	503	515	528	543	495	509	529	544	555	563	535	542	543
Belgique	432	442	441	454	464	487	494	482	490	500	511	517	520	524	523
Canada	600	619	627	595	569	565	565	564	580	568	574	573	582	585	580
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	254	236	237	243	243	290	289
Danemark	371	367	370	373	374	386	398	406	411	420	421	425	428	428	427
Espagne	372	394	412	422	419	447	464	481	502	526	541	557	567	561	573
États-Unis	842	718	779	725	719	771	783	784	792	765	754	759	766	775	768
Finlande	447	441	445	425	422	427	434	436	451	465	476	481	488	503	504
France	503	504	505	509	518	520	526	532	548	559	573	583	587	598	595
Grèce	248	246	257	271	283	298	313	328	351	378	406	428	450	433	432
Hongrie	211	208	216	232	239	253	257	262	255	261	270	283	300	317	318
Irlande	279	283	286	295	305	318	348	367	387	409	425	442	445	458	458
Islande	484	475	465	457	433	453	467	554	574	609	636	629	645	657	655
Italie	557	556	556	562	562	573	581	586	603	622	632	656	660	674	675
Japon	482	479	493	507	520	537	566	575	580	586	592	596	600	601	600
Luxembourg	532	549	542	580	580	625	669	675	671	666	693	719	728	736	733
Norvège	460	457	458	461	465	474	467	491	498	503	511	516	521	527	525
Nouvelle-Zélande	..	..	..	645	649	658	654	636	643	659	679	684	688	699	690
Pays-Bas	411	412	414	419	426	430	443	450	464	461	478	496	504	516	516
Pologne	168	192	203	210	222	232	246	261	272	286	309	325	347	357	357
Portugal	310	370	407	439	438	501	533	569	610	654	698	711	756	748	748
République slovaque	..	..	222	248	247	213	217	232	245	253	259	291	291	326	326
République tchèque	..	..	..	434	455	333	383	383	369	373	373	383	394	409	410
Royaume-Uni	443	433	453	441	439	428	448	458	474	486	493	516	533	521	520
Suède	457	456	452	444	442	447	450	456	468	481	494	497	500	504	502
Suisse	489	494	494	487	492	498	504	511	518	528	536	545	551	556	554
Turquie	57	47	53	61	64	68	97	105	111	116	124	148	148	127	125
Fédération de Russie	..	..	..	98	111	124	139	145	154	161	174	182	191	194	194

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/657012538220>
**Véhicules routiers automobiles**

Pour 1 000 habitants


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/517308115751>

**Accidents mortels de la route**

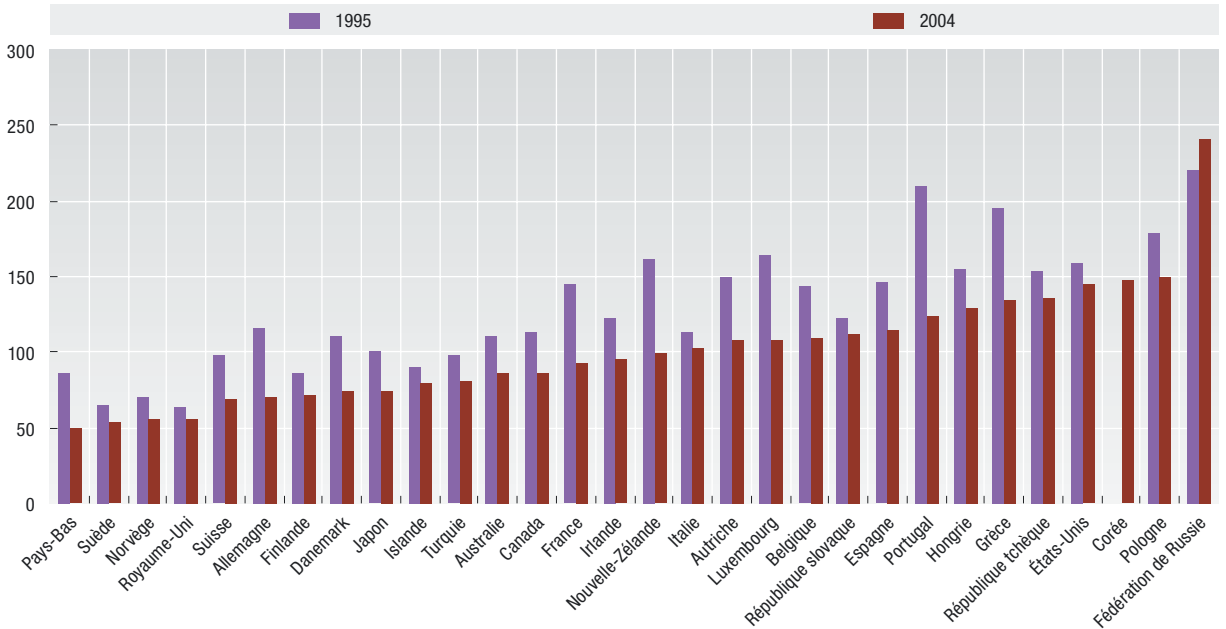
Par million d'habitants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	176	176	131	123	121	116	107	104	95	95	91	85	83	80	71
Australie	137	123	113	111	109	111	108	95	94	93	95	90	88	87	86
Autriche	200	199	177	161	167	150	127	137	121	135	122	119	118	114	108
Belgique	199	187	166	165	167	143	134	134	147	136	143	144	131	118	109
Canada	150	135	128	125	111	113	103	101	97	98	95	90	93	87	87
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	226	232	218	171	149	148	147
Danemark	123	117	111	108	105	111	98	93	94	97	93	80	86	80	74
Espagne	179	174	154	163	146	147	139	142	150	144	143	135	129	128	115
États-Unis	188	165	154	156	156	159	158	158	155	153	149	148	149	147	145
Finlande	130	126	119	95	94	86	79	85	78	83	76	83	80	73	72
France	182	168	158	157	147	144	138	136	143	136	129	130	121	101	92
Grèce	195	197	193	193	199	195	198	204	207	201	193	178	154	146	135
Hongrie	235	195	193	163	152	155	135	137	136	130	118	122	141	131	129
Irlande	139	126	118	122	113	122	125	129	124	110	110	107	96	84	95
Islande	96	94	92	91	89	90	37	55	98	75	113	84	101	80	79
Italie	115	130	129	116	115	114	108	108	110	116	115	117	117	112	103
Japon	90	89	92	106	102	100	93	89	85	82	82	79	75	75	75
Luxembourg	185	208	188	191	186	165	172	132	134	133	172	159	140	118	109
Norvège	91	76	76	65	65	70	58	69	79	68	76	61	69	62	56
Nouvelle-Zélande	217	191	188	172	164	162	141	144	132	134	121	118	103	101	99
Pays-Bas	92	85	84	82	84	86	76	74	68	69	68	62	61	63	49
Pologne	192	206	181	165	175	179	165	189	183	174	163	143	152	148	150
Portugal	234	251	240	210	195	210	241	222	213	200	186	161	165	148	124
République slovaque	137	134	131	109	118	123	115	146	152	122	120	116	116	121	113
République tchèque	125	129	150	147	158	154	155	155	132	141	145	130	140	142	136
Royaume-Uni	94	82	78	68	65	64	63	63	59	59	59	60	60	62	57
Suède	90	86	88	72	67	65	61	61	60	65	67	65	63	59	53
Suisse	141	126	121	104	97	98	87	83	84	81	82	75	70	74	69
Turquie	125	109	106	108	97	97	86	81	76	69	58	58	58	73	80
Fédération de Russie	238	252	245	250	239	221	199	188	198	203	203	213	228	248	241

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/433366713787>

**Accidents mortels de la route**

Par million d'habitants



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/162506213871>



## VÉHICULES ROUTIERS AUTOMOBILES ET TUÉS SUR LA ROUTE

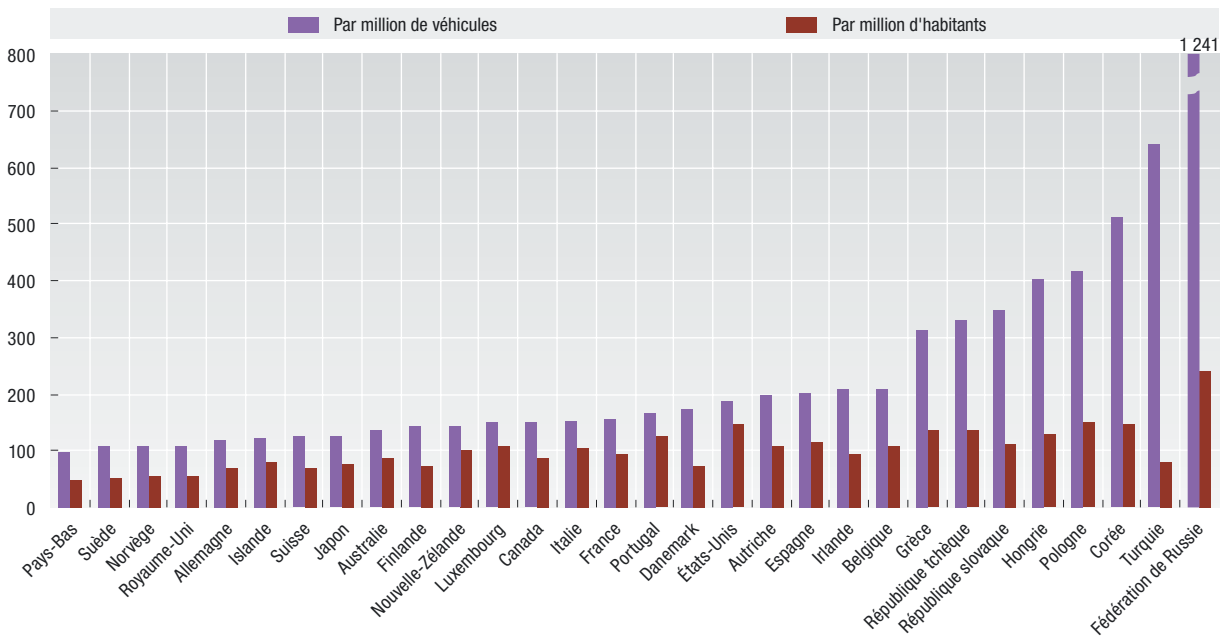
**Accidents mortels de la route**

Par million de véhicules

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	334.6	335.1	307.3	257.1	230.6	214.1	195.5	188.9	170.9	167.7	159.9	145.5	140.8	135.3	119.5
Australie	..	..	..	..	..	183.9	179.9	161.5	149.5	147.7	152.8	143.2	138.4	134.8	134.8
Autriche	433.0	428.8	352.8	311.9	315.5	277.0	257.1	269.0	228.1	247.7	219.3	210.9	220.5	211.2	199.1
Belgique	459.3	423.0	376.5	362.2	359.8	293.6	270.2	278.0	299.9	272.7	280.5	279.0	251.0	225.6	208.5
Canada	250.1	218.8	205.0	209.5	195.8	200.1	182.1	178.9	166.9	172.9	166.1	156.3	160.5	149.6	149.6
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	891.8	983.4	919.5	702.9	612.7	509.9	509.9
Danemark	332.1	320.1	300.7	288.6	280.6	287.1	245.6	228.2	228.0	230.5	221.0	189.1	201.1	187.4	173.1
Espagne	480.4	442.7	373.7	385.8	347.8	327.8	300.7	295.6	298.7	273.1	264.5	242.3	227.1	228.2	200.4
États-Unis	223.1	229.4	197.5	214.7	217.3	206.1	202.2	201.0	196.1	200.0	197.2	195.1	194.9	189.2	189.2
Finlande	290.6	284.9	267.0	224.5	223.2	202.2	181.2	195.4	171.7	179.4	160.6	173.2	163.4	144.3	142.7
France	361.5	333.6	312.6	307.4	284.1	277.7	262.7	255.5	261.1	242.6	226.0	223.1	206.1	169.6	154.8
Grèce	787.2	798.3	753.1	715.1	704.4	656.3	630.7	622.4	591.3	531.7	476.0	414.4	341.7	337.7	312.2
Hongrie	1 114.1	936.4	895.2	702.7	635.7	613.5	523.9	523.3	532.8	498.9	436.5	430.1	469.6	414.1	404.7
Irlande	495.9	445.9	411.7	414.8	371.0	384.3	359.5	350.9	319.7	269.5	258.0	242.3	215.8	183.7	207.8
Islande	198.3	198.3	198.3	198.3	205.1	198.3	79.4	100.0	170.9	123.5	177.8	131.9	155.9	121.1	121.1
Italie	206.4	233.7	231.7	207.2	205.1	198.5	185.5	184.7	182.6	186.5	181.9	178.8	177.0	165.7	153.1
Japon	186.5	185.9	186.2	209.7	196.4	186.3	163.9	155.0	147.2	139.6	138.4	132.5	125.2	124.9	124.9
Luxembourg	348.3	379.1	346.0	329.0	320.3	263.6	257.1	195.8	199.3	200.0	248.4	221.5	192.0	160.6	148.5
Norvège	197.1	165.7	165.7	141.5	140.1	147.6	124.2	139.6	159.1	134.9	148.1	117.7	132.0	117.3	106.9
Nouvelle-Zélande	..	..	..	267.4	253.4	246.7	216.0	225.7	205.7	202.6	177.6	172.8	149.1	144.2	144.2
Pays-Bas	223.1	207.5	203.9	194.6	197.5	200.8	171.3	165.1	145.7	148.9	141.6	124.5	120.8	122.6	95.9
Pologne	1 146.1	1 075.0	890.3	783.6	789.0	770.4	668.7	723.6	672.0	609.3	526.6	440.5	438.9	413.5	418.7
Portugal	757.5	677.0	590.9	479.1	444.3	419.5	452.1	390.7	349.7	305.3	265.7	226.9	217.6	198.0	165.7
République slovaque	..	..	588.7	441.4	477.7	577.9	527.8	629.9	620.0	481.3	463.2	396.8	396.8	372.1	346.4
République tchèque	..	..	..	339.6	348.2	461.4	404.4	404.4	358.5	379.5	388.4	338.9	356.2	346.8	331.2
Royaume-Uni	211.4	189.0	172.3	153.5	147.0	148.5	140.6	137.1	125.5	121.9	119.2	117.1	113.4	118.4	109.0
Suède	196.7	188.9	194.3	162.8	151.7	144.7	134.9	134.0	128.2	136.2	134.7	131.6	125.3	117.3	106.4
Suisse	289.2	254.5	244.5	213.1	196.7	196.1	172.6	161.9	161.8	154.2	153.2	137.5	127.2	133.5	124.7
Turquie	..	..	..	..	..	..	886.6	770.8	680.5	596.4	469.4	391.0	391.0	574.5	641.5
Fédération de Russie	..	..	..	2 555.6	2 166.2	1 785.3	1 427.9	1 294.2	1 285.9	1 261.4	1 165.4	1 172.1	1 195.9	1 280.8	1 241.4

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/331221741761>
**Accidents mortels de la route**

Par million de véhicules


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/310586668604>



# GLOBALISATION ÉCONOMIQUE

## ÉCHANGES

PART DES ÉCHANGES DANS LE PIB

PÉNÉTRATION DES IMPORTATIONS

ÉCHANGES DE BIENS

ÉCHANGES DE SERVICES

EXPORTATIONS À FORTE, MOYENNE ET FAIBLE INTENSITÉ

TECHNOLOGIQUE

PARTENAIRES COMMERCIAUX

BALANCE DES PAIEMENTS

## INVESTISSEMENT INTERNATIONAL

FLUX ET STOCKS D'IDE

ACTIVITÉS DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

## TSUNAMI ET AIDE PUBLIQUE

## PART DES ÉCHANGES DANS LE PIB

Les échanges internationaux de biens et services constituent l'un des principaux mécanismes d'intégration économique. La part des échanges internationaux dans le PIB donne une bonne indication de l'importance de ces échanges.

### Définition

Les ratios indiqués dans ce tableau correspondent à la moyenne des importations et des exportations (à la fois des biens et services) en prix courants et en pourcentage du PIB. Les données proviennent des statistiques des comptes nationaux établies conformément au *Système de comptabilité nationale* 1993. Les biens recouvrent les importations et exportations de marchandises. Les services recouvrent les transports, l'assurance, les voyages, les services bancaires, les autres services aux entreprises, les services culturels et relatifs aux loisirs et les services fournis ou reçus par les administrations publiques.

### Comparabilité

Les ratios indiqués dans ce tableau sont établis sur la base de normes et définitions communes et sont donc tout à fait comparables.

### Tendances à long terme

En 2004, la moyenne non pondérée des ratios des échanges au PIB, pour l'ensemble des pays de l'OCDE, s'est établie à environ 44 % et à plus de 48 % pour l'UE15. Pour les raisons indiquées plus haut, les ratios varient fortement d'un pays à un autre. Ils dépassent 50 % pour des petits pays – la Belgique, la République tchèque, la Hongrie, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République slovaque – mais sont inférieurs à 15 % pour les deux plus grands pays de l'OCDE – le Japon et les États-Unis.

Entre 1991 et 2004, les ratios échanges/PIB de l'ensemble de la zone OCDE ont augmenté d'environ 2,5 % par an et de 2 % pour l'UE15. Pour les deux groupes, les ratios ont connu un pic en 2000 et ont diminué légèrement depuis lors. Les ratios ont progressé de moins de 1 % par an en Norvège, au Portugal, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni. En revanche, ils se sont sensiblement accrus dans les quatre nouveaux pays membres de l'Europe centrale – la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la République slovaque, et plus particulièrement en Turquie et au Mexique.

En proportion du PIB, les échanges de services ont progressé plus rapidement que les échanges de marchandises dans plusieurs pays de l'OCDE au cours des années 90. Le ratio des échanges de services au PIB a augmenté de plus de 6 % par an en moyenne dans le cas de la Hongrie, de l'Irlande, de la Turquie et de la Grèce. Il a en revanche baissé en République tchèque, au Mexique, en République slovaque, en France et en Norvège.

Les échanges internationaux sont généralement plus importants pour les petits pays (en termes de taille ou de population) entourés de pays ayant des régimes commerciaux ouverts que pour les grands pays relativement autosuffisants ou ceux géographiquement isolés et donc pénalisés par des coûts de transport élevés. D'autres facteurs jouent aussi un certain rôle et contribuent à expliquer le poids différent des échanges en proportion du PIB suivant les pays : leur histoire, leur culture, leur politique commerciale, la structure de leur économie (en particulier poids dans le PIB des services ne pouvant pas faire l'objet d'échanges internationaux), les réexportations et la présence de multinationales engendrant d'importants échanges intragroupe.

Le ratio des échanges au PIB est souvent considéré comme un indicateur du degré d'ouverture commerciale. Cependant, le terme « ouverture » peut prêter à confusion. En fait, un ratio peu élevé ne traduit pas nécessairement l'existence d'obstacles tarifaires ou non tarifaires élevés dans les échanges internationaux, mais peut être dû aux facteurs susmentionnés, notamment à la taille ou à l'éloignement géographique par rapport aux partenaires commerciaux potentiels.

Veillez noter que le ratio des échanges au PIB présenté par l'OMC, le FMI et l'OCDE se réfère à la somme des importations et des exportations et non à la moyenne.

### Source

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Lindner, A., et al. (2001), « Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure », *Cahiers Statistiques de l'OCDE*, n° 1, octobre, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).
- ONU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations unies, New York.

#### Sites Web

- Statistiques de l'OCDE sur le commerce international, [www.oecd.org/std/its](http://www.oecd.org/std/its).

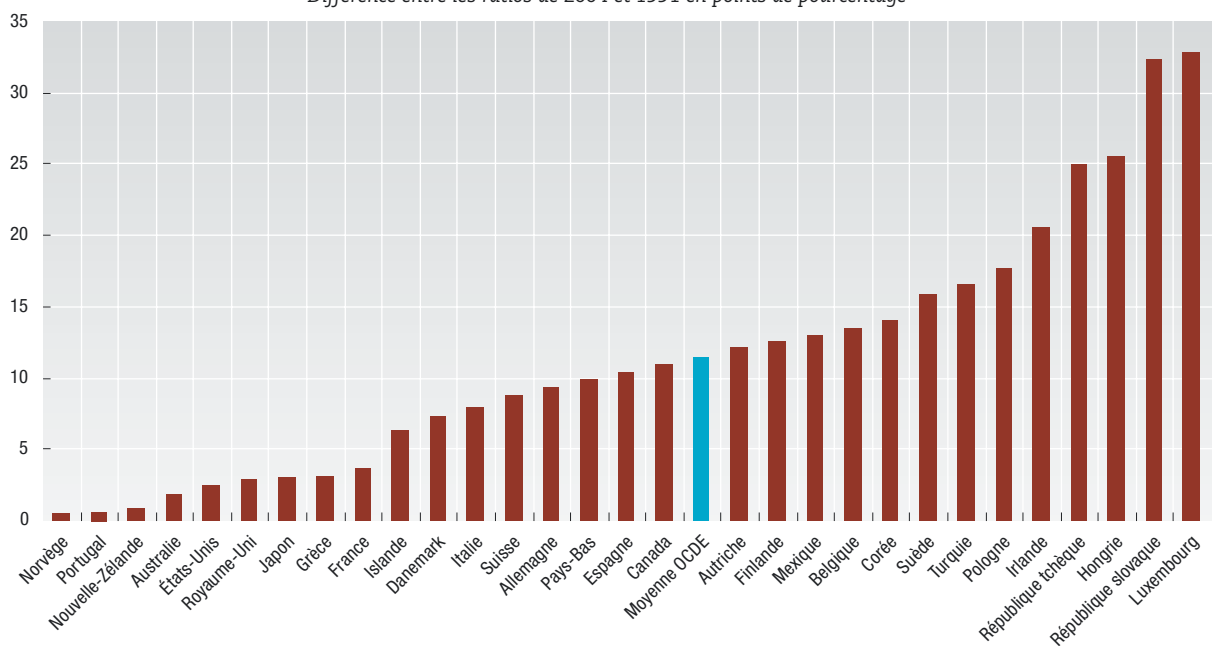
**Échanges de biens et services**

En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	26.0	24.3	22.3	23.0	23.7	24.4	26.8	28.0	29.0	33.2	33.8	33.4	33.7	35.6
Australie	17.1	18.3	18.9	19.7	20.0	19.8	20.8	20.2	21.4	23.0	21.6	20.8	19.1	19.4
Autriche	36.3	34.9	32.8	34.0	35.2	36.3	39.6	41.0	41.8	44.7	46.6	46.3	46.6	48.5
Belgique	68.2	66.2	62.7	65.1	66.9	68.6	72.5	73.3	73.5	84.0	84.0	81.5	79.6	82.3
Canada	25.7	27.6	30.6	33.8	36.1	36.8	39.0	40.9	41.9	43.2	41.2	39.7	36.5	36.5
Corée	27.7	27.2	26.3	27.0	29.4	29.6	32.7	39.7	35.7	39.2	36.7	34.6	36.8	41.9
Danemark	35.8	34.7	34.0	35.1	35.6	35.5	37.0	37.2	38.2	43.6	44.0	44.6	42.4	43.2
Espagne	17.7	17.9	18.5	20.8	22.4	23.4	25.9	26.8	27.6	30.6	29.8	28.3	27.5	27.8
États-Unis	10.3	10.4	10.4	10.9	11.7	11.8	12.2	11.9	12.2	13.2	12.1	11.7	11.9	12.7
Finlande	22.2	25.6	29.5	31.8	32.5	33.4	34.6	33.9	33.3	38.2	35.7	34.3	33.8	35.1
France	22.2	21.5	20.6	21.4	22.2	22.4	24.2	24.9	25.1	28.1	27.5	26.3	25.2	25.8
Grèce	22.1	22.3	21.2	20.8	21.3	21.5	23.4	24.0	26.7	30.8	27.9	25.0	24.3	25.2
Hongrie	41.4	39.3	37.9	40.0	44.2	47.8	54.1	62.1	65.1	75.8	73.5	65.3	64.9	67.3
Irlande	55.0	56.6	60.2	65.3	70.3	71.2	72.8	80.8	82.0	91.8	92.1	84.8	75.7	75.5
Islande	32.5	30.9	31.8	33.8	34.4	36.7	36.7	37.9	36.9	38.0	40.4	38.2	37.1	38.6
Italie	18.6	19.1	20.6	22.1	25.0	23.4	24.3	24.6	24.5	27.8	27.7	26.5	25.5	26.2
Japon	9.2	8.8	8.0	8.0	8.4	9.5	10.2	9.8	9.3	10.1	10.1	10.6	11.0	12.2
Luxembourg	102.7	99.2	98.6	100.9	103.0	105.5	112.6	119.9	127.9	141.4	144.4	134.3	128.1	135.4
Mexique	17.8	17.8	17.2	19.2	29.1	31.1	30.4	31.8	31.6	32.0	28.6	27.7	28.7	31.0
Norvège	36.0	34.5	34.8	35.1	34.9	36.3	37.3	36.8	35.7	38.0	37.2	34.3	34.5	36.6
Nouvelle-Zélande	27.9	30.3	29.3	29.9	28.9	28.0	28.1	29.6	31.3	35.1	34.1	31.6	29.0	29.1
Pays-Bas	52.7	50.8	49.7	51.9	54.5	55.0	58.1	58.2	58.1	64.9	62.6	60.2	59.0	62.7
Pologne	22.9	21.4	21.0	21.1	22.6	23.5	25.9	28.9	27.6	31.1	29.5	31.3	35.7	40.0
Portugal	33.6	31.3	30.1	31.8	33.3	33.1	34.3	35.3	34.9	37.2	35.7	33.9	33.3	34.5
République slovaque	46.1	69.7	58.9	57.0	57.0	59.4	61.6	65.1	63.6	72.0	77.5	75.3	78.4	78.1
République tchèque	46.5	51.2	51.4	48.9	52.9	52.5	55.4	55.6	57.1	66.0	67.8	62.5	63.3	71.5
Royaume-Uni	23.7	24.2	26.0	26.9	28.6	29.6	28.7	27.3	27.3	29.0	28.8	27.7	26.9	26.7
Suède	26.6	26.4	30.1	33.2	35.9	34.6	37.8	39.4	39.6	43.2	42.7	40.8	40.4	42.3
Suisse	33.6	33.5	33.0	32.9	32.9	33.7	37.1	37.8	38.9	42.8	43.0	40.5	40.1	42.5
Turquie	15.2	15.9	16.5	20.9	22.1	24.7	27.5	26.1	25.0	27.8	32.5	30.0	29.0	31.8
Moyenne UE15	37.6	37.0	37.1	38.9	40.7	41.2	43.5	45.0	46.0	51.2	50.9	48.5	46.8	48.5
Moyenne OCDE	32.4	33.1	32.8	34.1	35.8	36.6	38.7	40.3	40.8	45.2	45.0	42.7	41.9	43.9

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/033387648701>
**Part des échanges dans le PIB**

Différence entre les ratios de 2004 et 1991 en points de pourcentage


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/767814530027>

## PÉNÉTRATION DES IMPORTATIONS

Les taux de pénétration des importations indiquent dans quelle mesure la demande de biens ou de services est couverte par des producteurs étrangers et non par la production intérieure.

Les taux de pénétration des importations sont quelquefois interprétés comme des indicateurs des politiques de protection commerciale : des taux de pénétration faibles sont considérés comme indiquant qu'un pays recourt à des droits d'importation élevés ou à des obstacles non tarifaires pour protéger les producteurs nationaux au détriment des consommateurs, qui peuvent préférer acheter des biens ou des services meilleur marché en provenance de l'étranger. En réalité, la protection commerciale est sans doute un déterminant des taux de pénétration moins important que d'autres facteurs comme la taille de l'économie – de grands pays tels que les États-Unis ou le Japon ont des besoins d'importation plus faibles que de petits pays tels que le Luxembourg ou l'Irlande. Un autre facteur de poids est la proximité géographique d'autres pays industrialisés. L'Australie, par exemple, a un régime commercial relativement ouvert mais se caractérise par une très faible pénétration des importations.

### Définition

Le taux de pénétration des importations est défini ici comme le rapport, exprimé en pourcentage, entre la valeur des importations et la demande intérieure totale. Le taux de pénétration des importations indique dans quelle mesure la demande intérieure  $D$  est couverte par les importations  $M$ . Il est estimé par le rapport  $M/D$ , où la demande intérieure est égale au PIB diminué des exportations et augmenté des importations, soit  $[D = \text{PIB} - X + M]$ .

### Tendances à long terme

Les taux de pénétration des importations varient considérablement d'un pays à l'autre. La taille des économies est manifestement un important facteur en cause, les grands pays se caractérisant en général par des taux faibles et les petits pays par des taux élevés, mais il existe plusieurs exceptions : la Grèce, le Portugal, la Finlande et la Nouvelle-Zélande sont des petits pays à taux de pénétration des importations relativement bas ; les Pays-Bas et l'Australie ont à peu près le même PIB, mais le taux des Pays-Bas est parmi les plus élevés et celui de l'Australie parmi les plus bas.

Entre le milieu des années 90 et 2004, les taux de pénétration des importations de biens et de services ont augmenté dans tous les pays membres, avec des hausses particulièrement fortes en Hongrie, en Pologne, en République tchèque et en République slovaque. La progression des taux dans ces pays a reflété l'intégration de leurs économies à l'Europe occidentale.

L'augmentation générale – parfois forte – de la part de la demande intérieure couverte par les importations semble aussi dénoter une plus large ouverture à la concurrence internationale dans un monde globalisé.

En ce qui concerne les marchandises, les chiffres présentés ici sont repris des comptes nationaux et des statistiques de la balance des paiements. Ils peuvent donc différer des données sur les exportations/importations des statistiques du commerce international de marchandises compilées par l'administration des douanes. Ces différences résultent essentiellement de décalages temporels et d'une évaluation différente des importations (données c.a.f./données f.a.b.).

Le commerce international de services est défini conformément à la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements du FMI*. Les services importés comprennent les transports, les voyages, les services de communication, les services de bâtiment et travaux publics, les services d'assurance et financiers, les services d'informatique et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises et les services professionnels, les services culturels et relatifs aux loisirs et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus dans la liste qui précède.

### Comparabilité

Étant donné que toutes les variables sont tirées des statistiques des comptes nationaux compilées par les pays membres conformément au Système de comptabilité nationale de 1993, la comparabilité des données devrait être satisfaisante, même si la plupart des pays éprouvent plus de difficultés à comptabiliser avec précision le commerce international des services que celui des marchandises.

### Source

- OCDE (2005), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Lindner, A., et al. (2001), « Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure », *Cahiers Statistiques de l'OCDE*, n° 1, octobre, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).
- ONU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations unies, New York.



### Pénétration des importations de biens et services

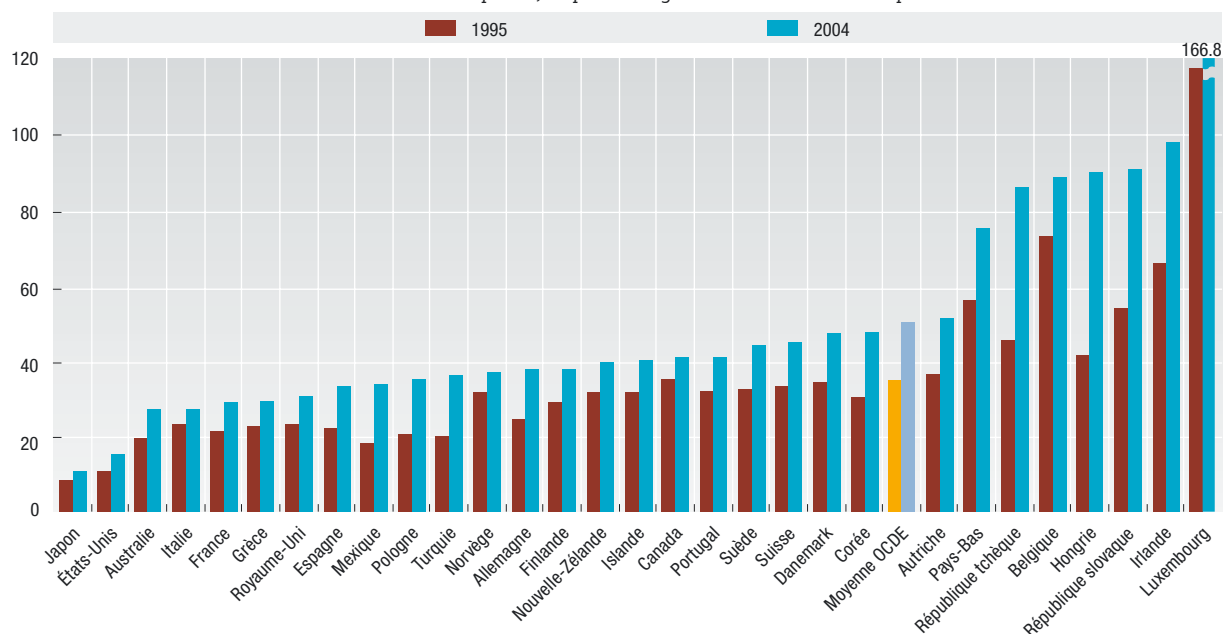
Biens et services importés, en pourcentage de la demande domestique

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	23.4	23.3	22.4	23.6	24.6	25.4	27.2	29.1	30.8	33.1	33.7	33.9	35.4	37.7
Australie	16.8	17.3	17.9	19.6	19.8	21.0	21.7	21.5	23.2	22.9	22.3	23.8	25.1	27.2
Autriche	34.8	34.5	33.0	34.9	36.3	37.2	39.8	41.1	41.8	44.7	47.1	47.5	48.7	51.2
Belgique	65.8	67.3	67.7	70.9	72.7	74.0	75.9	79.1	80.5	84.2	84.0	83.5	85.3	88.4
Canada	28.9	30.3	32.1	33.6	34.9	36.3	39.0	40.0	41.4	42.8	40.1	39.4	39.2	40.7
Corée	24.2	24.3	24.6	27.0	30.2	32.0	33.0	31.1	35.1	38.9	36.0	38.6	42.3	47.5
Danemark	32.2	31.6	31.5	33.3	34.2	34.5	36.1	37.8	39.4	43.2	44.0	46.4	45.7	47.0
Espagne	18.0	19.0	18.6	20.4	22.0	23.5	25.7	27.8	29.7	31.2	31.4	31.5	32.2	33.5
États-Unis	8.6	8.9	9.3	10.0	10.6	11.1	12.0	12.7	13.4	14.5	14.0	14.2	14.4	15.2
Finlande	22.4	23.9	25.4	27.7	28.9	29.5	31.2	32.3	32.7	37.1	36.6	37.0	36.9	37.8
France	19.3	19.4	19.1	20.3	21.3	21.6	23.1	24.7	25.4	27.9	28.0	28.1	27.9	28.8
Grèce	20.7	21.0	21.4	21.5	22.6	23.4	25.8	27.0	29.9	32.6	30.1	28.1	28.0	29.3
Hongrie	28.1	29.2	32.4	34.5	41.3	45.0	52.8	60.4	65.2	74.8	77.2	77.9	81.5	89.8
Irlande	47.8	51.5	54.8	60.2	65.7	68.5	72.5	84.2	88.0	98.3	101.7	99.3	95.1	98.0
Islande	32.6	32.1	30.5	31.1	31.4	34.3	34.9	38.1	38.1	38.8	36.3	36.6	37.9	39.9
Italie	20.2	21.5	20.1	21.4	23.0	22.7	24.4	25.7	26.3	27.6	27.3	26.9	26.9	27.3
Japon	7.4	7.3	7.2	7.6	8.4	9.1	9.1	8.6	8.9	9.5	9.4	9.6	9.9	10.6
Luxembourg	106.1	107.6	108.2	113.0	117.2	120.1	128.9	138.9	149.8	165.6	164.3	160.2	158.3	166.8
Mexique	14.3	16.1	16.2	18.7	18.3	21.3	23.9	26.3	28.8	32.3	31.6	31.8	31.8	33.7
Norvège	30.4	30.3	30.8	31.4	31.7	33.3	35.2	36.1	35.3	35.5	35.6	35.1	35.7	36.7
Nouvelle-Zélande	27.6	29.0	29.2	31.3	31.7	32.4	32.9	33.5	35.0	34.9	34.7	35.7	37.1	39.6
Pays-Bas	48.1	48.1	49.1	52.5	56.0	56.9	59.9	62.0	62.9	67.8	68.0	68.5	70.0	74.9
Pologne	15.5	15.6	16.7	17.7	20.6	24.1	26.8	29.9	28.8	32.3	31.0	31.6	33.7	35.0
Portugal	27.4	29.4	29.0	31.1	32.1	32.6	34.2	36.6	37.5	38.5	38.3	38.3	39.3	41.1
République slovaque	..	54.6	53.4	52.9	53.8	54.9	60.3	65.6	65.0	71.5	74.0	74.6	85.8	90.7
République tchèque	24.5	30.8	37.5	40.2	45.2	47.3	51.1	56.5	58.7	65.5	71.3	72.2	75.1	85.9
Royaume-Uni	20.4	21.6	21.8	22.2	23.0	24.5	26.0	27.1	28.1	29.5	30.0	30.4	30.2	30.8
Suède	26.7	27.6	28.3	30.9	32.4	33.1	36.7	39.1	39.7	42.6	41.5	40.4	41.8	43.9
Suisse	31.2	30.7	30.9	32.3	33.2	34.2	36.8	38.0	39.5	42.4	42.7	41.8	42.2	44.8
Turquie	15.4	16.1	19.5	17.1	20.0	22.5	25.3	25.6	25.6	29.3	26.2	27.8	32.5	35.9
Moyenne OCDE	28.9	30.7	31.3	33.0	34.8	36.2	38.7	41.2	42.8	46.3	46.3	46.4	47.5	50.3

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/447232613473>

### Pénétration des importations de biens et services

Biens et services importés, en pourcentage de la demande domestique



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/033606857738>

## ÉCHANGES DE BIENS

Depuis sa création, l'OCDE s'efforce de promouvoir le commerce international car elle y voit un moyen efficace de renforcer la croissance économique et d'accroître les niveaux de vie. Le développement des échanges bénéficie aux pays membres aussi bien qu'aux partenaires commerciaux de l'OCDE dans le reste du monde.

### Définition

Suivant les recommandations des Nations unies, les statistiques du commerce international de marchandises couvrent tous les biens qui, du fait de leur entrée (importations) ou de leur sortie (exportations) de son territoire économique, s'ajoutent au stock de ressources matérielles d'un pays ou le diminuent. Les biens simplement transportés à travers un pays ou admis ou expédiés temporairement (à l'exception des biens pour transformation en entrée ou en sortie) ne sont pas inclus dans les statistiques du commerce international.

### Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE utilisent les recommandations des Nations unies pour autant que les sources de données dont ils disposent le permettent. On observe quelques différences, généralement peu importantes, entre les pays quant à la couverture de certaines catégories de transactions comme le commerce par correspondance, les importations et exportations de matériel militaire en vertu d'accords de défense, le commerce de produits de la mer en haute mer par des navires battant pavillon national et les biens entrant dans des zones sous douane ou en sortant.

Les exportations sont généralement évaluées f.a.b. (« Franco à bord »), sauf dans le cas des États-Unis, qui les évaluent f.l.n. (« Franco le long du navire », c'est-à-dire après déduction

des coûts de chargement). Les importations sont évaluées par la plupart des pays c.a.f. (« Coût assurance fret », c'est-à-dire au coût des biens majoré des coûts d'assurance et de fret liés à leur acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur). Cependant, les pays ci-après déclarent leurs importations à leur valeur f.a.b. : l'Australie, le Canada, la République tchèque, le Mexique et la République slovaque. Les soldes commerciaux indiqués dans le tableau ne sont donc pas strictement comparables car les importations ne sont pas évaluées de la même manière par tous les pays.

L'instauration, par l'Union européenne, du Marché unique en 1993 s'est traduite par une certaine dégradation de la précision en ce qui concerne le commerce intracommunautaire car les documents douaniers ne sont plus disponibles pour consigner toutes les importations et exportations. Il est à noter que si les données de l'OCDE suivent la plupart du temps les recommandations des Nations unies, les statistiques du commerce d'Eurostat suivent les définitions communautaires. En conséquence, les statistiques du commerce de l'OCDE concernant les pays de l'Union européenne ne sont pas strictement comparables à celles d'Eurostat.

La zone OCDE comprend la Hongrie et la Pologne à partir de 1992, la République tchèque à partir de 1993, la Corée à partir de 1994 et la République slovaque à partir de 1997.

### Tendances à long terme

Sur la période de dix ans allant de 1995 à 2004, la croissance relative des importations (la croissance d'un pays divisée par la croissance de tous les pays de l'OCDE) a été faible au Japon et en Suisse, mais particulièrement soutenue dans certains nouveaux pays membres comme la Hongrie, la République tchèque et la Pologne.

Au cours de la même période, les taux de croissance relatifs des exportations de marchandises ont eux aussi atteint des niveaux élevés en Hongrie, en République tchèque, en Pologne et en Turquie. Au Japon, en Grèce, aux États-Unis et en Suisse, en revanche, les taux de croissance des exportations ont été inférieurs à la moyenne.

Le déficit commercial des États-Unis est resté important tout au long de la période et a augmenté la plupart des années. Le Royaume-Uni, l'Espagne et la Grèce ont aussi enregistré d'importants déficits commerciaux au titre des échanges de marchandises, alors que l'Allemagne et le Japon ont tous deux dégagé de confortables excédents commerciaux.

### Sources

- UN Commodity Trade Statistics Database.
- OCDE (2005), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Lindner, A., et al. (2001), « Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure », *Cahiers Statistiques de l'OCDE*, n° 1, octobre, OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/cahierstatistique](http://www.oecd.org/std/cahierstatistique).
- Nations unies (1998), *International Merchandise Trade Statistics: Compilers Manual*, Nations unies, New York, <http://unstats.un.org/unsd/trade/methodology.htm>.
- OCDE (2004), *International Trade by Commodity Statistics – Définitions*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- ITCS *Statistiques du commerce international par produit*.
- *Statistiques mensuelles du commerce international*.

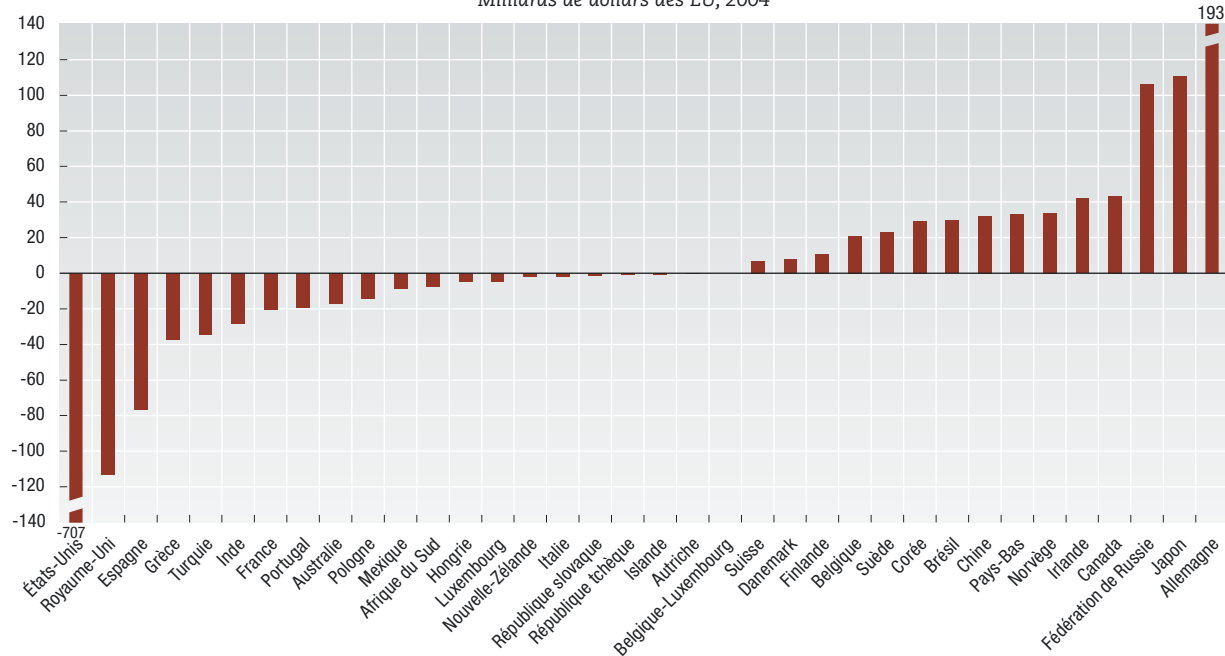
**Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises**

Milliards de dollars des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	13.6	22.0	37.4	45.6	59.6	68.3	67.1	72.3	69.3	54.8	85.7	125.6	146.8	193.6
Australie	2.9	1.9	0.1	-2.7	-4.4	-1.2	1.0	-5.0	-9.5	-4.0	2.4	-4.5	-14.6	-17.3
Autriche	-9.6	-9.7	-8.7	-10.2	-8.5	-10.1	-6.9	-6.2	-6.2	-5.2	-4.4	-0.1	-2.3	-0.3
Belgique	..	..	11.4	13.3	15.4	11.4	12.3	14.4	14.3	13.5	11.6	17.7	20.7	21.0
Belgique-Luxembourg	-2.8	-2.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	2.6	5.3	5.9	7.7	16.5	19.2	18.1	13.3	23.2	37.6	39.4	30.2	31.8	43.4
Corée	..	..	..	-6.5	-10.4	-19.6	-8.5	39.0	23.9	11.8	9.3	10.4	15.0	29.4
Danemark	3.5	5.7	6.5	5.8	4.7	5.7	3.7	1.7	4.7	5.2	5.8	6.4	8.4	7.9
Espagne	-34.4	-34.9	-18.7	-19.0	-23.0	-21.0	-18.2	-25.8	-36.4	-39.5	-38.8	-40.0	-53.4	-76.5
États-Unis	-87.5	-106.2	-138.4	-176.7	-187.9	-194.8	-210.5	-263.9	-366.4	-477.7	-449.1	-509.1	-581.4	-707.4
Finlande	1.4	2.8	5.5	6.4	10.9	9.7	10.0	10.8	10.2	11.7	10.7	11.0	10.9	10.7
France	-17.4	-6.8	6.2	5.0	10.6	6.2	16.8	14.7	9.5	-8.5	-4.4	1.1	-4.5	-20.5
Grèce	-13.0	-15.3	-14.0	-11.7	-15.0	-15.7	-15.8	-19.4	-18.8	-18.8	-17.9	-21.8	-31.2	-37.6
Hongrie	..	-0.4	-3.6	-4.2	-2.6	-3.1	-2.1	-2.7	-3.0	-4.0	-3.2	-3.3	-4.7	-4.8
Irlande	3.3	6.1	7.2	8.2	11.5	12.4	14.4	19.9	24.0	25.6	26.4	36.0	38.7	42.0
Islande	-0.2	-0.2	0.0	0.1	0.0	-0.1	-0.2	-0.6	-0.5	-0.7	-0.3	0.0	-0.4	-0.8
Italie	-13.0	-10.2	22.2	22.1	27.2	43.9	29.9	26.5	14.7	1.8	8.1	7.7	2.0	-1.9
Japon	77.8	106.9	120.6	121.6	107.1	61.8	82.2	107.5	107.2	99.6	54.0	79.1	88.5	110.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	-2.8	-2.8	-2.9	-2.9	-3.7	-4.6
Mexique	-11.5	-16.0	-13.6	-18.7	6.8	6.2	0.5	-8.0	-5.7	-5.8	-7.6	-5.7	-5.6	-8.8
Norvège	8.5	9.1	7.9	7.3	9.0	14.0	12.8	2.9	11.3	25.5	26.0	24.7	29.0	33.8
Nouvelle-Zélande	0.8	0.2	0.6	-0.1	-0.7	-0.6	-0.8	-0.6	-2.4	-1.2	0.0	-1.2	-2.0	-2.2
Pays-Bas	7.6	5.5	17.2	15.3	19.6	16.5	15.5	10.9	2.7	5.4	5.6	11.9	18.3	32.8
Pologne	..	-2.7	-4.7	-4.4	-6.1	-12.7	-16.5	-18.8	-18.5	-17.3	-14.2	-14.1	-14.4	-14.4
Portugal	-10.1	-12.0	-8.8	-9.1	-10.2	-10.6	-11.1	-12.8	-15.3	-15.6	-15.4	-14.2	-15.3	-19.2
République slovaque	..	..	..	..	..	..	-2.1	-2.4	-1.1	-0.9	-2.1	-2.2	-0.7	-1.5
République tchèque	..	..	0.2	-0.9	-3.9	-5.8	-4.4	-2.2	-2.0	-3.2	-3.1	-2.2	-2.5	-0.9
Royaume-Uni	-27.6	-35.3	-28.0	-31.3	-25.9	-28.7	-26.3	-46.9	-53.2	-56.6	-58.9	-63.1	-79.4	-113.1
Suède	5.2	6.0	7.5	9.4	15.8	18.9	18.3	16.4	16.3	14.2	12.8	15.9	18.2	22.8
Suisse	-5.0	0.0	2.5	2.4	1.5	1.5	0.2	-1.2	0.4	-2.0	-2.1	4.2	4.2	6.8
Turquie	-7.5	-8.2	-14.1	-5.2	-14.1	-20.4	-22.3	-19.0	-14.1	-26.7	-10.1	-15.5	-22.1	-34.4
UE15	-93.2	-78.7	42.8	49.7	92.7	106.8	109.8	76.4	33.0	-14.7	23.9	91.2	74.4	57.0
Total OCDE	-112.2	-88.9	6.2	-30.4	3.7	-48.7	-43.0	-85.1	-224.0	-383.7	-336.6	-318.1	-405.4	-511.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-0.5	3.7	-3.1	-2.9	-7.6
Brésil	8.6	13.6	11.4	8.0	-7.2	-9.0	-12.1	-9.7	-3.7	-3.6	-0.3	10.6	22.3	29.7
Chine	8.1	4.4	-12.2	5.4	16.7	12.2	40.4	43.6	29.2	24.1	22.5	30.4	25.5	32.1
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	27.6	19.7	15.2	34.2	57.6	59.1	58.3	76.3	105.9
Inde	-1.6	-3.7	-1.1	-2.3	-4.9	-5.6	-6.6	-9.2	-13.0	-6.1	-7.6	-8.6	-14.2	-28.4

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/841862333772>**Balance commerciale : exportations de marchandises moins importations de marchandises**

Milliards de dollars des EU, 2004

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/281702162112>

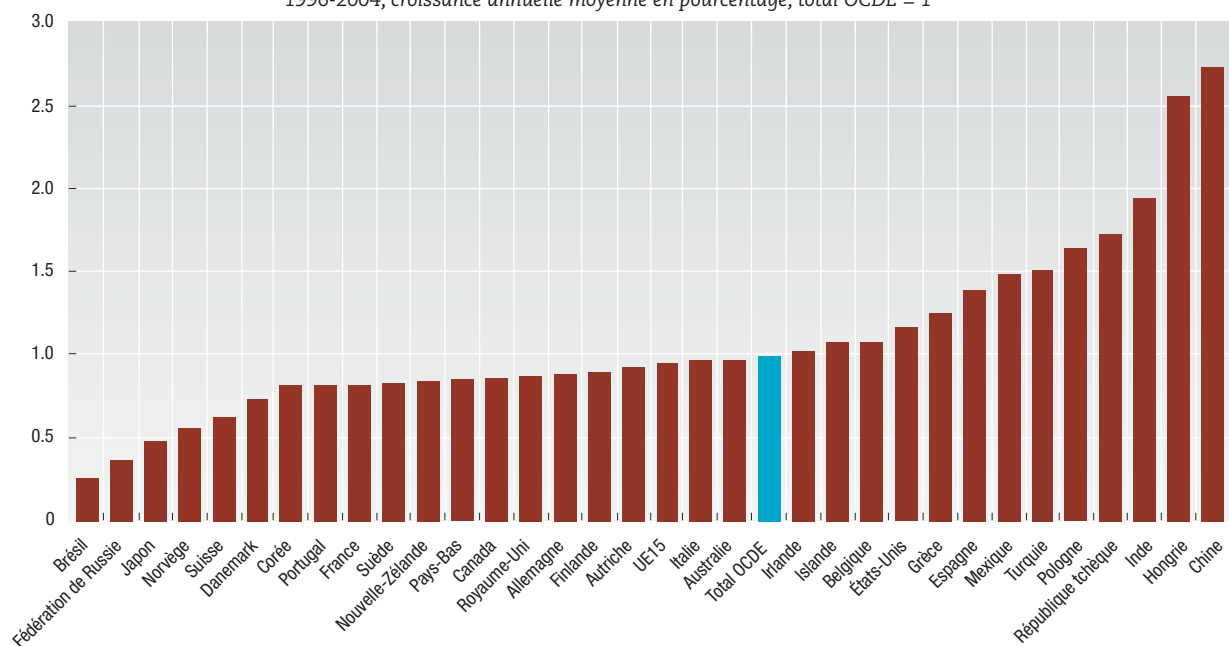
**Importations de marchandises**

Milliards de dollars des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	389.1	408.2	342.6	381.7	464.3	444.4	445.3	471.6	473.5	495.4	486.3	490.1	601.8	718.2
Australie	38.6	40.7	42.4	49.9	57.4	61.4	61.8	60.8	65.5	67.8	60.9	69.5	84.8	103.8
Autriche	50.7	54.1	50.4	55.2	66.3	67.1	63.6	67.1	68.7	67.4	69.0	71.4	91.5	111.2
Belgique	..	..	114.8	127.6	152.3	159.4	158.3	164.9	164.6	171.7	178.7	198.1	234.8	285.5
Belgique-Luxembourg	121.2	125.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	118.2	122.6	131.7	148.4	164.5	171.0	197.1	201.3	215.6	240.0	221.6	222.4	240.2	273.4
Corée	..	..	..	103.1	137.9	144.1	144.6	93.3	119.8	160.5	141.1	152.1	178.8	224.5
Danemark	34.3	35.7	31.0	36.5	45.6	45.0	44.5	46.2	44.3	44.4	44.3	49.3	56.2	66.9
Espagne	93.0	99.7	79.7	91.0	116.5	123.6	124.4	137.2	147.9	152.9	155.0	165.9	209.7	259.3
États-Unis	509.2	553.5	603.2	689.0	770.8	817.6	898.0	944.4	1 059.2	1 258.1	1 180.1	1 202.3	1 305.1	1 525.3
Finlande	21.7	20.7	18.0	23.3	29.5	30.9	31.0	32.4	31.6	32.2	32.2	33.6	41.6	50.1
France	230.8	238.9	210.1	228.3	273.5	277.7	266.6	285.8	292.8	304.0	304.2	303.8	362.4	434.4
Grèce	21.7	25.2	22.8	20.9	25.9	27.0	27.0	30.3	29.5	29.8	28.2	32.5	44.9	52.8
Hongrie	..	11.1	12.5	14.9	15.5	16.2	21.2	25.7	28.0	32.1	33.7	37.6	47.7	60.2
Irlande	20.9	22.5	21.8	25.9	32.3	35.8	39.2	44.4	46.5	50.7	51.1	52.3	54.2	62.3
Islande	1.7	1.7	1.4	1.5	1.8	2.0	2.0	2.5	2.5	2.6	2.3	2.3	2.8	3.6
Italie	182.4	188.7	157.6	167.9	204.0	208.2	208.1	215.6	220.3	237.3	236.1	246.6	297.4	351.1
Japon	236.7	233.5	241.7	276.1	336.1	349.2	338.8	280.6	309.9	379.7	348.6	337.6	383.5	455.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	10.6	10.6	11.2	11.5	13.6	16.8
Mexique	38.1	61.9	65.3	79.3	72.5	89.5	109.8	125.3	142.0	171.1	165.1	165.7	170.5	196.8
Norvège	25.5	26.1	24.0	27.4	33.0	35.6	35.8	37.5	34.2	34.4	33.0	34.9	41.2	48.5
Nouvelle-Zélande	8.5	9.2	9.3	11.9	13.9	14.7	14.5	12.5	14.3	13.9	13.3	15.0	18.6	23.3
Pays-Bas	125.9	134.5	129.8	130.5	157.7	162.5	158.3	156.8	167.9	174.7	169.9	163.4	209.0	257.7
Pologne	..	15.9	18.8	21.6	28.9	37.1	42.3	47.0	45.9	48.9	50.2	55.1	68.0	88.2
Portugal	26.4	30.6	24.2	27.1	33.6	35.2	35.1	37.0	39.8	39.9	39.5	40.0	47.1	54.9
République slovaque	..	..	..	..	..	..	11.7	13.1	11.1	12.7	14.7	16.6	22.6	29.1
République tchèque	..	..	12.7	14.9	20.8	27.4	27.2	30.5	28.8	32.2	36.5	40.7	51.2	68.1
Royaume-Uni	209.8	222.5	209.4	234.0	268.2	287.6	307.5	320.3	323.8	339.4	346.5	351.7	399.5	461.3
Suède	49.9	50.0	46.7	52.0	61.6	64.0	63.2	68.6	68.5	73.1	63.5	67.1	84.2	100.5
Suisse	66.5	65.7	62.0	67.9	80.2	78.2	75.9	80.1	79.9	82.5	84.2	83.7	96.4	110.0
Turquie	21.0	22.9	29.4	23.3	35.7	43.6	48.6	45.9	40.7	54.5	41.4	51.3	69.3	97.5
UE15	1 577.8	1 656.4	1 458.8	1 601.7	1 931.3	1 968.4	1 972.0	2 078.1	2 130.3	2 225.6	2 215.6	2 277.3	2 747.8	3 282.8
Total OCDE	2 642.0	2 821.2	2 713.3	3 130.9	3 700.2	3 856.2	4 001.4	4 078.5	4 327.7	4 816.4	4 642.3	4 764.1	5 528.7	6 590.4
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	26.6	24.2	26.2	34.5	47.8
Brésil	23.0	22.3	27.3	35.5	53.7	56.7	65.1	60.8	51.7	58.9	58.5	49.7	50.8	65.3
Chine	63.8	80.6	104.0	115.6	132.1	138.8	142.4	140.2	165.7	225.1	243.6	295.2	412.8	561.2
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	61.1	67.6	59.0	40.4	45.5	41.5	42.1	57.4	75.0
Inde	19.5	24.5	23.3	28.7	36.6	39.1	41.4	42.4	49.7	51.4	51.9	61.1	77.2	108.3

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/362017478625>
**Croissance relative des importations de marchandises**

1996-2004, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/532451775777>



## Exportations de marchandises

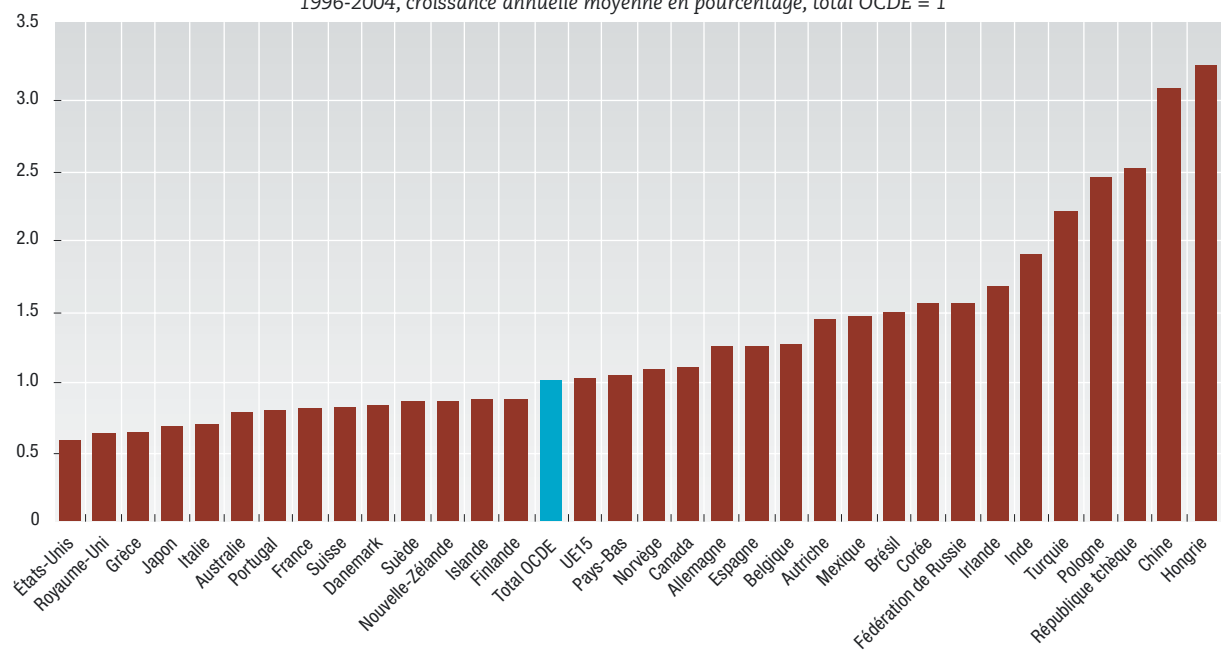
Milliards de dollars des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	402.7	430.2	380.0	427.3	523.9	512.7	512.4	543.8	542.8	550.2	572.0	615.6	748.5	911.8
Australie	41.4	42.6	42.5	47.3	53.0	60.2	62.8	55.8	56.0	63.8	63.3	65.0	70.2	86.4
Autriche	41.1	44.4	41.6	45.0	57.8	57.1	56.7	60.9	62.4	62.3	64.7	71.3	89.2	110.8
Belgique	..	..	126.1	140.9	167.7	170.8	170.7	179.3	178.9	185.2	190.3	215.8	255.5	306.5
Belgique-Luxembourg	118.4	122.7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	120.9	127.9	137.6	156.1	181.0	190.2	215.1	214.6	238.9	277.6	261.1	252.6	272.1	316.9
Corée	..	..	..	96.6	127.5	124.5	136.2	132.3	143.7	172.3	150.4	162.5	193.8	253.8
Danemark	37.7	41.4	37.5	42.3	50.3	50.7	48.2	47.9	49.0	49.6	50.1	55.7	64.6	74.8
Espagne	58.6	64.8	61.1	71.9	93.5	102.6	106.2	111.4	111.5	113.3	116.1	125.9	156.3	182.7
États-Unis	421.7	447.3	464.8	512.3	583.0	622.8	687.5	680.4	692.8	780.3	731.0	693.2	723.7	817.9
Finlande	23.1	23.5	23.5	29.8	40.4	40.6	41.0	43.2	41.8	45.8	42.8	44.7	52.5	60.8
France	213.4	232.1	216.2	233.3	284.1	283.9	283.4	300.5	302.3	295.6	299.8	304.9	357.9	413.9
Grèce	8.7	9.8	8.8	9.2	11.0	11.3	11.2	10.9	10.7	11.0	10.3	10.8	13.7	15.2
Hongrie	..	10.7	8.9	10.7	12.9	13.1	19.1	23.0	25.0	28.1	30.5	34.3	43.0	55.5
Irlande	24.2	28.5	29.0	34.1	43.8	48.2	53.6	64.2	70.5	76.3	77.4	88.3	92.9	104.3
Islande	1.6	1.5	1.5	1.6	1.8	1.9	1.9	1.9	2.0	1.9	2.0	2.2	2.4	2.8
Italie	169.4	178.5	179.8	190.0	231.3	252.1	238.0	242.1	235.1	239.1	244.2	254.3	299.4	349.1
Japon	314.5	340.5	362.3	397.7	443.3	410.9	421.0	388.1	417.1	479.2	402.6	416.7	472.0	565.7
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	7.8	7.9	8.3	8.6	10.0	12.2
Mexique	26.7	45.9	51.7	60.6	79.3	95.7	110.2	117.3	136.3	165.3	157.5	160.0	164.9	188.0
Norvège	34.0	35.1	31.9	34.8	42.0	49.6	48.5	40.4	45.5	59.9	59.0	59.6	70.3	82.2
Nouvelle-Zélande	9.3	9.4	9.9	11.8	13.3	14.2	13.7	11.9	11.9	12.7	13.3	13.8	16.5	21.1
Pays-Bas	133.5	139.9	147.0	145.8	177.4	179.0	173.8	167.6	170.5	180.1	175.5	175.3	227.3	290.5
Pologne	..	13.2	14.1	17.2	22.9	24.4	25.7	28.2	27.4	31.6	36.1	41.0	53.5	73.8
Portugal	16.4	18.6	15.4	18.0	23.4	24.6	24.0	24.2	24.5	24.4	24.1	25.8	31.8	35.7
République slovaque	..	..	..	..	..	..	9.6	10.7	10.1	11.8	12.6	14.5	22.0	27.6
République tchèque	..	..	12.9	14.0	16.8	21.7	22.7	28.3	26.8	29.1	33.4	38.5	48.7	67.2
Royaume-Uni	182.2	187.1	181.4	202.7	242.2	258.9	281.2	273.4	270.7	282.9	287.6	288.6	320.1	348.2
Suède	55.1	56.0	54.1	61.3	77.4	82.9	81.5	85.0	84.8	87.4	76.3	82.9	102.4	123.2
Suisse	61.5	65.7	64.5	70.3	81.6	79.7	76.2	78.9	80.3	80.5	82.1	87.9	100.7	116.8
Turquie	13.6	14.7	15.3	18.1	21.6	23.2	26.2	27.0	26.6	27.8	31.3	35.8	47.3	63.1
UE15	1 484.5	1 577.7	1 501.6	1 651.4	2 024.0	2 075.2	2 081.8	2 154.5	2 163.4	2 210.9	2 239.5	2 368.5	2 822.2	3 339.8
Total OCDE	2 529.8	2 732.3	2 719.5	3 100.5	3 703.9	3 807.5	3 958.4	3 993.4	4 103.7	4 432.7	4 305.7	4 446.0	5 123.3	6 078.8
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	26.1	27.9	23.1	31.6	40.2
Brésil	31.6	36.0	38.7	43.6	46.5	47.7	53.0	51.1	48.0	55.3	58.2	60.4	73.1	95.0
Chine	71.8	84.9	91.7	121.0	148.8	151.0	182.8	183.8	194.9	249.2	266.1	325.6	438.2	593.3
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	88.7	87.4	74.2	74.7	103.0	100.7	100.4	133.7	180.9
Inde	17.9	20.7	22.2	26.3	31.7	33.5	34.8	33.2	36.7	45.2	44.3	52.5	63.0	79.8

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/77704600176>

## Croissance relative des exportations de marchandises

1996-2004, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/660420307625>

## ÉCHANGES DE SERVICES

Les échanges internationaux de services entre les pays de l'OCDE et avec le reste du monde revêtent une importance croissante. Les services traditionnels – voyages, transport et assurance des marchandises échangées – représentent la moitié environ du total des échanges internationaux de services, mais le commerce de nouvelles catégories de services, notamment par le biais de l'Internet, se développe rapidement.

### Définition

Les échanges internationaux de services sont définis conformément à la 5<sup>e</sup> édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5) du FMI. Les services comprennent les transports (de fret et de passagers), les voyages (principalement les achats de biens et services effectués par les touristes et les personnes en voyage à titre professionnel), les services de communications (postales, téléphoniques, par satellite, etc.), les services de bâtiment et de travaux publics, les services d'assurance et financiers, les services informatiques et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises (négoce, location-exploitation, services techniques et professionnels, etc.), les services culturels et relatifs aux loisirs (location de films, rémunération des acteurs et autres

artistes, mais à l'exclusion de l'achat de films, de musique enregistrée, de livres, etc.) et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus dans la liste ci-dessus.

### Comparabilité

Le MBP5 est paru en 1993 et fait suite au MPB4. Le MBP5 établit une nette distinction entre les transactions portant sur des services et les paiements de revenus ; dans le MPB4, les revenus du travail et du patrimoine non financier étaient inclus dans les services. Dans le MBP4, les revenus du travail comprenaient les dépenses des travailleurs non résidents, en plus de leurs gains ; dans le MBP5, les gains des travailleurs sont classés dans la rémunération des salariés, dans la catégorie des revenus, et leurs dépenses sont classées dans les services de voyages. Les pays ont essayé de préserver la continuité en révisant leurs statistiques antérieures à la lumière du MBP5.

### Tendances à long terme

Entre 1995 et 2004, la croissance des importations de services est la plus grande en Irlande et est aussi bien supérieure à la moyenne en Islande et au Luxembourg. La croissance des importations de services a été relativement lente au Japon et en Finlande.

Au cours de la même période, le taux de croissance des exportations de services a été lui aussi nettement supérieur à la moyenne dans le cas de l'Irlande et relativement soutenu en ce qui concerne le Luxembourg et le Danemark. En revanche, les exportations de la Pologne, de la Finlande et de la France ont connu une croissance relativement faible.

En moyenne sur les quatre dernières années, les échanges de services ont été relativement équilibrés dans la plupart des pays, mais la Suisse, le Royaume-Uni, l'Espagne et les États-Unis ont enregistré de larges excédents, tandis que l'Allemagne et le Japon ont accusé des déficits importants.

Les services dont les exportations et les importations connaissent l'expansion la plus rapide sont aujourd'hui l'assurance et les services d'informatique et d'information. Les importations de services fournis ou reçus par les administrations publiques ne sont incluses nulle part, et les exportations de services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ont également connu une croissance relativement rapide au cours des dernières années. Dans le domaine des services de bâtiment et de travaux publics, les exportations des pays de l'OCDE aussi bien que leurs importations se sont contractées au cours de la période récente.

### Sources

- OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services : volume I : Tableaux détaillés par catégories de services – 1994-2003*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Promoting Trade in Services: Experience of the Baltic States*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE, volume II : Services* Édition 2001, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- FMI (1993), *Balance of Payments Manual*, 5<sup>e</sup> édition, FMI, Washington, DC.

#### Sites Web

- Statistiques de l'OCDE sur les échanges de services, [www.oecd.org/std/trade-services](http://www.oecd.org/std/trade-services).



## Balance des services : exportations de services moins importations de services

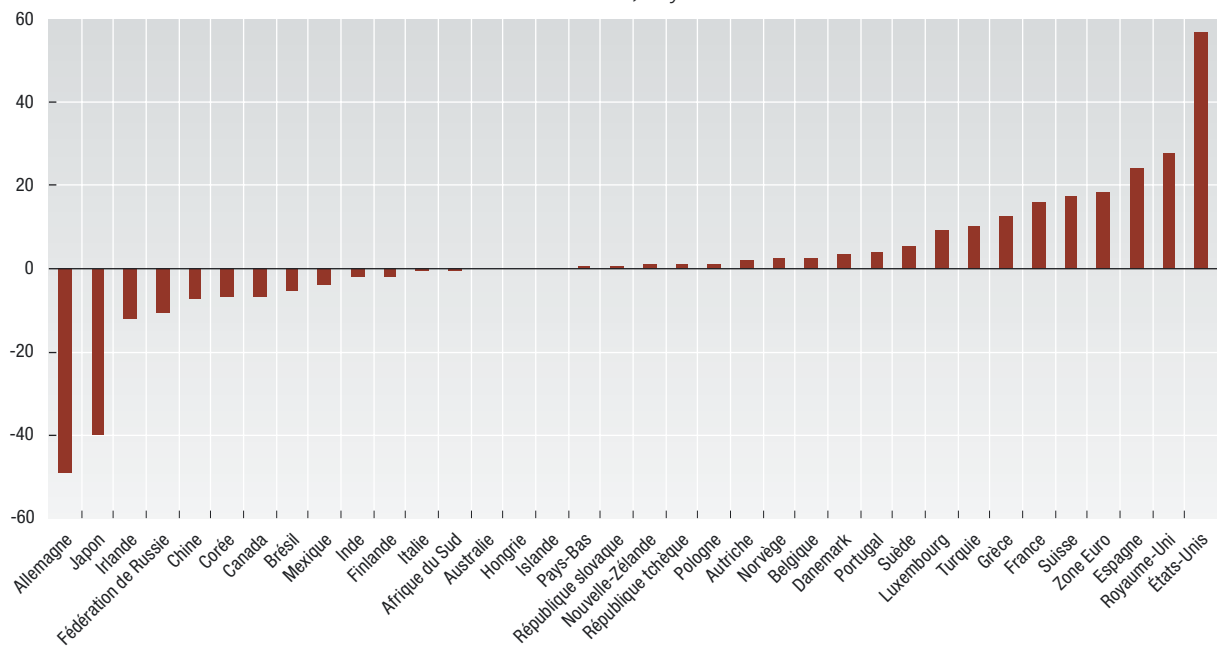
Milliards de dollars des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	-24.1	-34.4	-36.8	-44.4	-51.4	-49.8	-46.2	-49.5	-55.8	-52.7	-51.9	-43.0	-50.1	-53.1
Australie	-2.5	-2.6	-1.5	-1.3	-1.0	0.0	-0.4	-1.1	-0.9	0.2	-0.3	-0.2	-0.3	-0.8
Autriche	..	9.4	7.5	7.4	4.6	4.6	1.0	2.4	1.8	1.6	1.8	0.6	1.9	2.7
Belgique	..	..	..	..	-0.1	0.2	1.3	0.8	1.4	2.1	1.8	2.0	1.7	3.4
Canada	-10.0	-10.0	-10.5	-8.5	-7.4	-6.7	-6.4	-4.3	-4.5	-3.9	-5.0	-4.9	-8.1	-9.7
Corée	-2.2	-2.9	-2.1	-1.8	-3.0	-6.2	-3.2	1.0	-0.7	-2.8	-3.9	-8.2	-7.4	-8.8
Danemark	2.8	2.3	1.6	0.5	0.7	1.3	0.3	-0.3	2.0	2.9	3.0	2.3	3.5	3.3
Espagne	12.1	12.4	11.7	14.8	17.4	19.0	18.2	19.7	20.5	19.4	20.6	21.1	26.2	27.6
États-Unis	45.8	57.7	62.1	67.3	77.8	86.9	89.8	81.7	82.6	74.1	64.5	61.1	52.5	47.8
Finlande	-3.6	-2.9	-2.2	-1.8	-2.2	-1.7	-1.6	-1.1	-1.1	-2.3	-2.3	-1.5	-2.1	-2.4
France	..	..	..	..	14.3	15.1	16.7	17.4	18.6	19.8	17.8	17.1	15.8	12.8
Grèce	..	..	..	..	..	..	7.2	7.0	7.6	8.2	7.9	9.7	13.0	19.2
Hongrie	0.5	0.8	0.2	0.2	0.4	1.0	1.7	1.7	1.3	0.8	1.1	0.1	-1.1	-0.5
Irlande	-2.0	-3.0	-3.0	-4.1	-6.3	-7.7	-9.0	-9.9	-10.8	-12.8	-11.9	-13.0	-12.5	-12.1
Islande	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	0.0	0.0	-0.1	-0.2
Italie	3.2	0.8	3.3	5.2	6.3	7.2	7.8	4.9	1.2	1.1	0.0	-2.9	-2.7	1.9
Japon	-41.9	-44.0	-43.0	-47.9	-57.3	-62.3	-54.1	-49.3	-54.0	-47.6	-43.7	-42.0	-35.5	-39.0
Luxembourg	..	..	..	..	3.2	3.5	4.0	4.2	5.4	6.8	6.4	8.1	9.9	12.4
Mexique	-1.8	-2.3	-2.1	-2.0	0.7	0.4	-0.7	-0.9	-1.8	-2.3	-3.6	-4.0	-4.6	-4.6
Norvège	..	..	..	0.2	0.5	1.4	1.4	0.7	1.0	1.9	2.5	1.8	1.7	2.0
Nouvelle-Zélande	-0.8	-0.9	-0.6	-0.3	-0.2	-0.3	-0.7	-0.7	-0.2	-0.1	0.1	0.5	0.9	0.8
Pays-Bas	-0.8	-0.1	-0.1	0.2	1.1	2.0	3.3	2.5	2.6	-2.1	-2.5	-1.0	0.0	4.3
Pologne	..	..	..	2.8	3.5	3.4	3.2	4.2	1.4	1.4	0.8	0.8	0.5	1.0
Portugal	..	..	..	0.0	0.0	1.4	1.5	1.9	1.9	2.0	2.5	2.9	3.8	5.2
République slovaque	..	..	0.3	0.8	0.7	0.2	0.2	0.2	0.2	0.4	0.5	0.5	0.2	0.3
République tchèque	..	..	1.0	0.5	1.8	1.9	1.8	1.9	1.2	1.4	1.5	0.7	0.5	0.5
Royaume-Uni	7.4	9.1	9.8	9.7	13.4	16.1	21.6	23.0	22.1	21.0	19.8	22.9	27.5	39.0
Suède	0.0	-2.3	0.1	0.2	-0.4	-0.9	-1.3	-1.6	-1.3	-1.5	-0.6	-0.8	8.3	13.3
Suisse	11.0	11.4	12.1	12.0	13.4	13.1	13.8	14.3	15.3	16.2	13.9	14.9	18.4	21.9
Turquie	5.2	5.8	6.7	7.1	9.6	6.7	10.9	13.5	7.5	11.4	9.1	7.9	10.5	12.8
zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	-7.9	-5.5	0.1	15.5	22.1	34.5
Total OCDE	..	..	..	..	..	..	82.1	84.2	64.5	64.4	50.0	53.5	72.1	100.8
Afrique du Sud	-0.6	-1.0	-1.4	-1.3	-1.4	-0.7	-0.6	-0.3	-0.5	-0.8	-0.6	-0.7	-0.5	-1.0
Brésil	-3.9	-3.3	-5.6	-5.3	-7.5	-8.1	-9.3	-9.0	-7.0	-7.2	-7.8	-5.0	-4.9	-4.8
Chine	2.9	-0.2	-0.8	0.3	-6.1	-2.0	-3.4	-2.8	-5.3	-5.6	-5.9	-6.8	-8.6	-9.7
Fédération de Russie	..	..	..	-7.0	-9.6	-5.4	-5.9	-4.1	-4.3	-6.7	-9.3	-9.9	-10.9	-13.4
Inde	-1.0	-1.8	-1.4	-2.2	-3.5	-3.9	-3.3	-2.8	-2.8	-2.5	-2.8	-1.6	-2.3	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/846350746034>

## Balance des services : exportations de services moins importations de services

Milliards de dollars des EU, moyenne 2001-2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/463077142331>

**Importations de services**

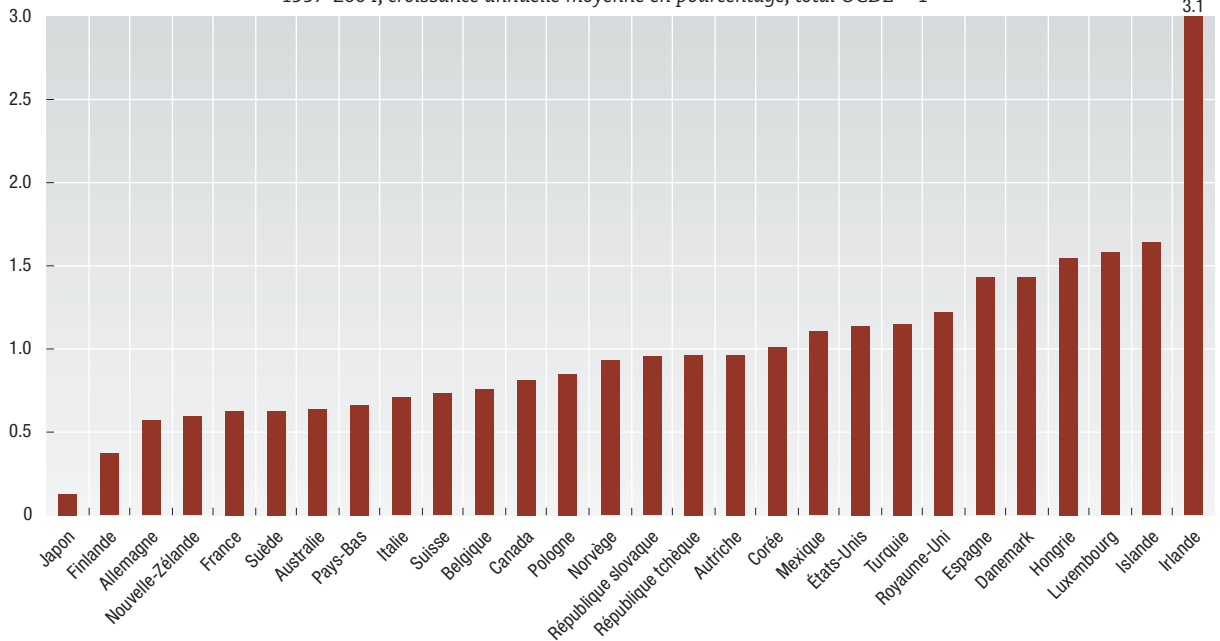
Milliards de dollars des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	90.2	104.1	102.0	111.6	133.4	135.3	130.7	135.6	141.9	138.2	142.7	145.1	173.0	194.5
Australie	13.5	13.8	13.4	15.4	17.1	18.6	18.8	17.3	18.3	18.4	16.9	18.1	21.4	26.2
Autriche	..	17.9	19.2	20.6	24.6	25.4	26.7	27.1	29.5	29.8	31.5	34.8	41.1	46.3
Belgique	..	..	..	..	29.7	29.0	27.8	30.0	31.2	32.3	33.6	35.7	42.9	49.0
Canada	30.3	30.8	32.4	32.5	33.5	35.9	38.0	38.1	40.6	44.1	43.8	44.6	50.6	57.3
Corée	12.2	13.6	15.1	18.6	25.8	29.6	29.5	24.5	27.2	33.4	32.9	36.6	40.4	50.2
Danemark	10.3	10.9	10.6	11.8	13.2	13.9	14.1	15.6	18.4	21.1	22.0	24.3	27.9	33.3
Espagne	17.2	21.3	18.9	18.9	22.9	25.5	25.6	28.6	32.0	33.2	35.2	38.8	48.0	57.4
États-Unis	118.5	119.6	123.8	133.1	141.4	152.6	166.5	181.4	199.9	225.4	224.0	233.7	256.7	296.1
Finlande	7.7	7.5	6.6	7.3	9.6	8.8	8.2	7.8	7.6	8.4	8.1	8.0	10.0	12.3
France	..	..	..	..	64.5	66.8	64.2	67.5	63.1	60.8	62.4	68.7	82.9	97.6
Grèce	..	..	..	..	..	..	4.1	4.5	9.7	11.5	11.6	9.6	11.2	14.0
Hongrie	2.0	2.6	2.6	3.0	3.9	4.0	4.1	4.2	4.4	4.8	5.5	6.8	9.1	10.4
Irlande	5.7	7.1	6.7	8.4	11.3	13.4	15.2	23.9	27.7	32.8	37.5	42.8	54.5	64.5
Islande	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	1.0	1.0	1.2	1.1	1.1	1.5	1.8
Italie	40.1	53.2	45.6	45.7	51.1	53.4	54.2	59.1	57.7	55.6	57.8	63.0	74.3	82.0
Japon	86.7	93.0	96.2	106.2	122.8	130.0	123.4	111.7	114.9	116.8	108.2	107.8	108.8	133.7
Luxembourg	..	..	..	..	7.5	8.5	8.7	9.9	11.5	13.2	13.3	12.3	15.4	20.8
Mexique	10.5	11.5	11.5	12.3	9.0	10.2	11.8	12.4	13.5	16.0	16.2	16.7	17.1	18.6
Norvège	..	..	..	12.0	13.1	13.4	14.3	14.8	14.9	15.5	15.1	16.7	20.0	24.1
Nouvelle-Zélande	3.4	3.6	3.5	4.0	4.7	4.9	4.9	4.5	4.6	4.5	4.3	4.7	5.6	7.0
Pays-Bas	33.8	38.3	38.0	41.1	44.8	45.3	45.8	47.2	49.5	51.4	53.8	57.0	63.6	69.5
Pologne	..	..	..	3.9	7.1	6.3	5.7	6.6	7.0	9.0	9.0	9.2	10.6	12.5
Portugal	..	..	..	..	..	6.5	6.2	6.9	6.8	6.8	6.3	6.8	8.2	9.6
République slovaque	..	..	1.7	1.6	1.8	2.0	2.1	2.3	1.8	1.8	2.0	2.3	3.0	3.4
République tchèque	..	..	3.7	4.7	4.9	6.3	5.4	5.7	5.9	5.4	5.6	6.4	7.3	9.2
Royaume-Uni	49.0	54.5	52.4	59.8	65.4	72.8	78.2	88.0	96.5	99.2	99.9	109.8	125.4	144.6
Suède	..	18.3	12.7	14.0	16.8	18.4	19.7	21.4	23.0	24.2	23.6	24.0	22.8	25.4
Suisse	9.5	10.4	10.1	11.3	13.2	13.8	12.3	13.2	14.0	13.7	14.6	15.4	16.9	21.4
Turquie	3.2	3.8	4.2	4.0	5.3	6.7	8.8	10.2	9.3	9.0	6.9	6.9	8.5	11.3
zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	279.3	281.2	288.7	297.6	349.9	407.2
Total OCDE	..	..	..	..	..	..	975.8	1 021.1	1 083.4	1 137.4	1 145.4	1 207.5	1 378.8	1 603.7
Afrique du Sud	3.8	4.4	4.7	5.1	6.0	5.7	6.0	5.7	5.8	5.8	5.2	5.3	8.0	9.3
Brésil	7.2	7.4	9.6	10.3	13.6	12.7	15.3	16.7	14.2	16.7	17.1	14.5	15.4	17.2
Chine	4.1	9.4	12.0	16.3	25.2	22.6	28.0	26.7	31.6	36.0	39.3	46.5	55.3	72.1
Fédération de Russie	..	..	..	15.4	20.2	18.7	20.0	16.5	13.4	16.2	20.7	23.5	27.1	33.7
Inde	5.9	6.7	6.5	8.2	10.3	11.2	12.4	14.5	17.3	19.2	20.1	21.0	25.7	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/632345582614>

**Croissance relative des importations de services**

1997-2004, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/688860225873>



## Exportations de services

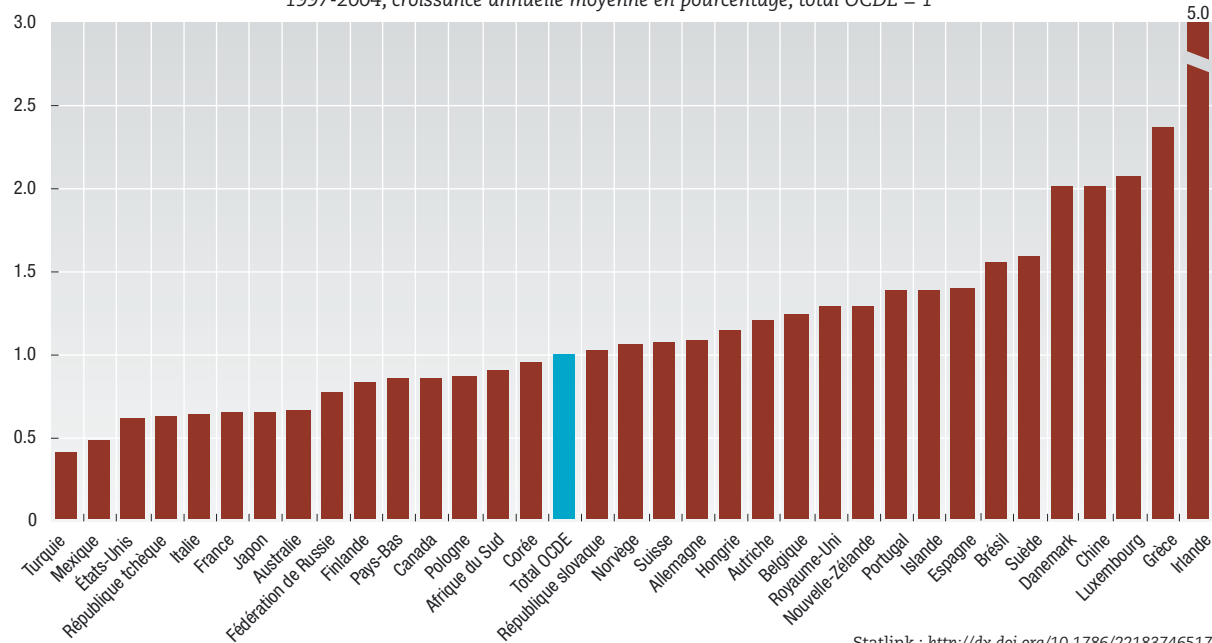
Milliards de dollars des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	66.1	69.8	65.2	67.2	82.0	85.5	84.5	86.1	86.1	85.5	90.9	102.1	122.9	141.4
Australie	11.0	11.2	11.9	14.2	16.1	18.6	18.4	16.1	17.4	18.6	16.7	17.9	21.1	25.4
Autriche	..	27.2	26.7	28.0	29.2	30.0	27.7	29.5	31.3	31.4	33.3	35.3	43.0	49.0
Belgique	..	..	..	..	29.6	29.3	29.1	30.8	32.6	34.3	35.4	37.7	44.6	52.5
Canada	20.3	20.8	21.9	24.0	26.1	29.2	31.6	33.9	36.1	40.2	38.8	39.7	42.5	47.5
Corée	10.0	10.7	13.0	16.8	22.8	23.4	26.3	25.6	26.5	30.5	29.1	28.4	33.0	41.4
Danemark	13.1	13.2	12.2	12.3	13.9	15.1	14.4	15.3	20.4	23.9	25.0	26.5	31.4	36.6
Espagne	29.3	33.7	30.6	33.6	40.3	44.5	43.9	48.4	52.5	52.6	55.8	59.9	74.2	85.0
États-Unis	164.3	177.3	185.9	200.4	219.2	239.5	256.3	263.1	282.5	299.5	288.4	294.9	309.2	343.9
Finlande	4.1	4.6	4.4	5.5	7.4	7.1	6.7	6.7	6.5	6.2	5.8	6.5	7.9	9.9
France	..	..	..	..	78.9	81.9	80.9	84.8	81.7	80.6	80.2	85.8	98.7	110.4
Grèce	..	..	..	..	..	..	11.2	11.5	17.4	19.6	19.5	19.2	24.2	33.2
Hongrie	2.5	3.4	2.8	3.1	4.3	5.0	5.7	5.9	5.6	5.6	6.6	6.9	8.0	9.9
Irlande	3.7	4.0	3.8	4.3	5.0	5.7	6.2	14.1	16.9	20.0	25.6	29.8	42.0	52.4
Islande	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	0.8	1.0	0.9	1.0	1.1	1.1	1.4	1.6
Italie	43.4	54.0	48.9	50.9	57.5	60.6	62.0	64.0	58.9	56.7	57.9	60.1	71.6	83.9
Japon	44.9	49.0	53.2	58.3	65.5	67.7	69.3	62.4	60.9	69.2	64.5	65.7	73.3	94.7
Luxembourg	..	..	..	..	10.7	12.0	12.7	14.2	16.9	20.0	19.8	20.4	25.3	33.2
Mexique	8.8	9.2	9.4	10.3	9.7	10.6	11.1	11.5	11.7	13.7	12.7	12.7	12.5	13.9
Norvège	..	..	..	12.2	13.7	14.8	15.7	15.5	15.9	17.4	17.6	18.6	21.7	26.1
Nouvelle-Zélande	2.6	2.6	2.9	3.7	4.5	4.7	4.2	3.8	4.4	4.4	4.4	5.2	6.5	7.8
Pays-Bas	33.0	38.2	37.9	41.4	45.9	47.2	49.0	49.7	52.1	49.3	51.3	56.0	63.5	73.7
Pologne	..	..	..	6.7	10.7	9.7	8.9	10.8	8.4	10.4	9.8	10.0	11.2	13.5
Portugal	..	..	..	..	..	7.9	7.7	8.8	8.7	8.8	8.9	9.7	12.0	14.8
République slovaque	..	..	2.0	2.3	2.5	2.2	2.3	2.4	2.1	2.2	2.5	2.8	3.3	3.7
République tchèque	..	..	4.7	5.2	6.7	8.2	7.2	7.6	7.1	6.9	7.1	7.1	7.8	9.7
Royaume-Uni	56.5	63.6	62.2	69.4	78.8	88.9	99.9	111.0	118.6	120.2	119.6	132.7	152.9	183.5
Suède	..	15.9	12.8	14.2	16.4	17.5	18.4	19.7	21.7	22.7	23.0	23.3	31.1	38.8
Suisse	20.5	21.8	22.2	23.2	26.6	26.9	26.0	27.5	29.3	29.9	28.5	30.3	35.3	43.3
Turquie	8.4	9.6	10.9	11.1	14.9	13.4	19.7	23.7	16.8	20.4	16.0	14.8	19.0	24.0
zone euro	..	..	..	..	..	..	..	..	271.4	275.7	288.8	313.1	372.0	441.7
Total OCDE	..	..	..	..	..	..	1 057.9	1 105.3	1 147.8	1 201.7	1 195.5	1 261.0	1 450.9	1 704.5
Afrique du Sud	3.2	3.4	3.3	3.8	4.6	5.1	5.4	5.4	5.2	5.0	4.7	4.7	7.5	8.3
Brésil	3.3	4.1	4.0	4.9	6.1	4.7	6.0	7.6	7.2	9.5	9.3	9.6	10.4	12.4
Chine	7.0	9.2	11.2	16.6	19.1	20.6	24.6	23.9	26.2	30.4	33.3	39.7	46.7	62.4
Fédération de Russie	..	..	..	8.4	10.6	13.3	14.1	12.4	9.1	9.6	11.4	13.6	16.2	20.3
Inde	4.9	4.9	5.1	6.0	6.8	7.2	9.1	11.7	14.5	16.7	17.3	19.5	23.4	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/887556215161>

## Croissance relative des exportations de services

1997-2004, croissance annuelle moyenne en pourcentage, total OCDE = 1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/221837465175>

## EXPORTATIONS À FORTE, MOYENNE ET FAIBLE INTENSITÉ TECHNOLOGIQUE

C'est aux exportations technologiques, et notamment aux exportations à forte intensité technologique, qu'il faut attribuer une bonne part de la croissance des échanges au cours de la dernière décennie. Dans tous les pays de l'OCDE, elles ont progressé plus rapidement que l'ensemble des exportations de produits manufacturés. Le Japon est le seul pays dont les exportations manufacturières totales ont progressé plus rapidement que les exportations à forte intensité technologique entre 1994 et 2003.

### Définition

L'OCDE a établi une classification des exportations à quatre catégories : forte, moyenne-forte, moyenne-faible et faible intensité technologique. Cette classification est fondée sur l'importance des dépenses de recherche-développement par rapport à la production brute et à la valeur ajoutée dans les différents types d'industries qui produisent des biens destinés à l'exportation. Exemples d'industries à forte intensité technologique : construction aéronautique, matériel de traitement de l'information et produits pharmaceutiques ; à moyenne-forte intensité technologique : construction de véhicules automobiles, machines et appareils électriques et la plupart des produits chimiques ; à moyenne-faible intensité technologique : articles en caoutchouc et en matière plastique, produits métallurgiques de base et construction de navires ; à faible intensité technologique : agro-alimentaire, textiles, articles d'habillement et chaussures.

### Comparabilité

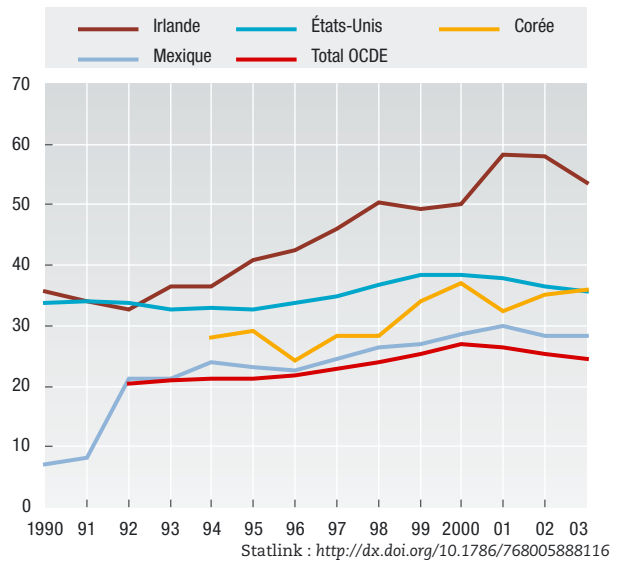
La méthodologie utilisée pour définir les industries selon leur intensité technologique a été mise au point par le

Secrétariat de l'OCDE au début des années 80. Elle a été adoptée par les pays membres et par d'autres organisations internationales. Pour plus de renseignements concernant la définition et la comparabilité, voir ci-dessous la liste des publications méthodologiques.

Le total OCDE ne prend pas en compte la Corée, le Luxembourg, la République slovaque et la République tchèque. L'UE15 ne prend pas en compte le Luxembourg.

### Part des entreprises de haute technologie dans les exportations pour certains pays de l'OCDE

En pourcentage des exportations totales de biens manufacturés



### Tendances à long terme

Les industries à forte et moyenne-forte intensité technologique étaient à l'origine de plus des deux tiers des exportations de biens manufacturés de la zone de l'OCDE en 2003, avec des écarts considérables entre les pays. Ainsi, la part des industries de ces deux catégories d'industries variait de plus de 80 % au Japon et en Irlande à moins de 10 % en Islande.

Les industries à forte intensité technologique représentaient plus de 50 % des exportations manufacturières totales de l'Irlande et plus de 30 % de celles de la Suisse, de la Corée, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Hongrie et des Pays-Bas. Au Japon et en Allemagne, la part la plus importante des exportations totales revenait aux industries à moyenne-forte intensité technologique.

Les exportations technologiques ont connu une croissance très rapide en Islande, en Turquie et dans les pays d'Europe orientale, bien que pour la plupart de ces pays, exception faite de la Hongrie et de la République tchèque, les exportations à faible et moyenne-faible intensité technologique occupent la place la plus importante. Les parts du Mexique, de l'Irlande, de la Belgique et de la Corée dans l'ensemble des exportations de technologie de la zone OCDE ont augmenté considérablement aux dépens des États-Unis et du Japon et des gros fournisseurs de technologie américains européens. Avec près de 17 % des exportations technologiques totales de la zone OCDE, c'est l'Allemagne qui détenait en 2003 la part la plus importante du marché de la technologie, devant de peu les États-Unis.

### Source

• OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2001), *Enquête sur les mesures non tarifaires dans le secteur des TIC*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives des communications de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- Hatzichronoglou, T. (1997), *Révision des classifications des secteurs et des produits de haute technologie*, Documents de travail sur la science, la technologie et l'industrie, n° 1997/2, OCDE, Paris.

#### Sites Web

- OCDE Échanges internationaux, [www.oecd.org/std/trade](http://www.oecd.org/std/trade).
- OCDE Science, Technologie et Industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).

## EXPORTATIONS À FORTE, MOYENNE ET FAIBLE INTENSITÉ TECHNOLOGIQUE

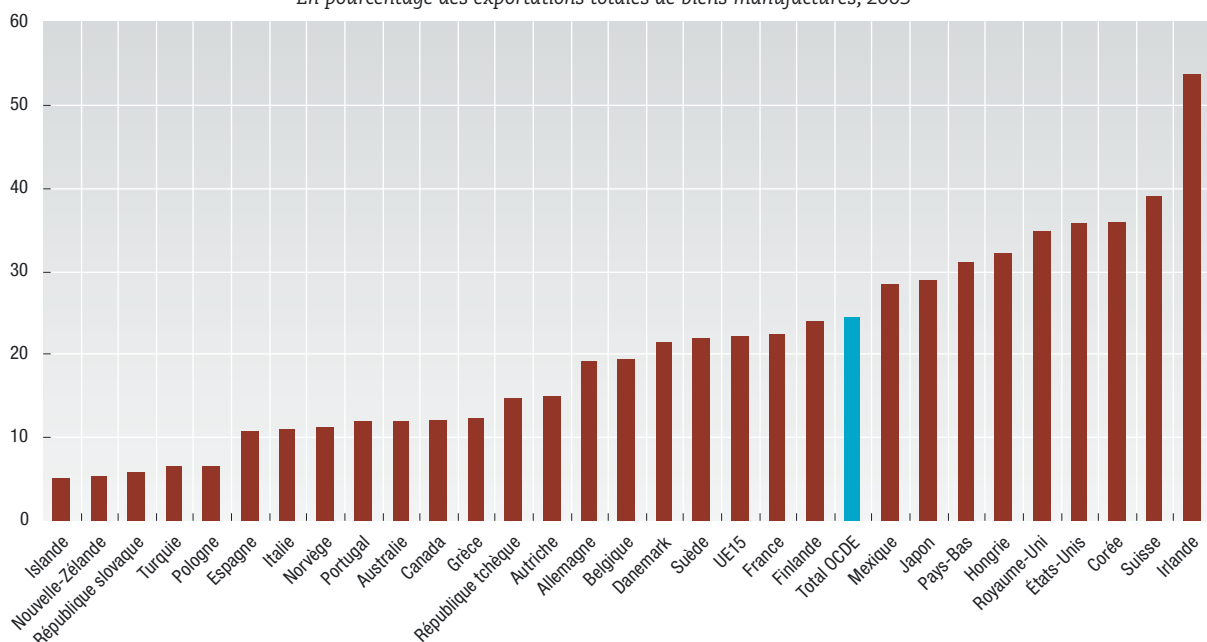
**Part des entreprises de haute technologie dans les exportations des pays de l'OCDE**

En pourcentage des exportations totales de biens manufacturés

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	15.0	14.8	15.3	15.4	15.2	15.3	16.5	17.3	18.7	20.2	20.6	19.4	19.1
Australie	9.5	9.9	10.7	12.0	12.0	12.1	11.9	11.7	12.6	13.2	13.5	13.5	11.8
Autriche	10.4	9.8	10.1	10.1	10.6	10.3	12.3	12.4	13.9	15.7	15.6	16.3	14.9
Belgique	8.1	8.4	9.6	9.3	9.8	10.6	11.0	12.0	12.9	14.0	15.3	19.4	19.4
Canada	12.5	11.3	10.2	10.3	10.9	11.4	12.7	13.3	13.0	16.1	14.3	12.2	12.1
Corée	..	..	..	28.0	29.2	24.3	28.5	28.4	34.2	37.1	32.4	35.1	36.1
Danemark	13.1	13.4	13.6	14.7	15.1	15.9	17.1	18.1	19.0	20.7	20.7	22.1	21.5
Espagne	9.2	9.3	9.9	9.9	8.7	9.2	8.9	9.3	10.1	10.2	10.3	11.0	10.8
États-Unis	34.0	33.8	32.8	32.9	32.6	33.9	35.0	36.9	38.3	38.4	37.9	36.4	35.8
Finlande	8.5	9.7	11.5	13.3	15.0	16.3	18.7	21.9	24.1	27.3	24.4	24.6	24.0
France	18.3	18.3	18.8	18.8	19.4	20.2	21.7	23.2	24.0	25.6	25.5	24.1	22.5
Grèce	2.5	2.0	3.2	3.7	4.4	3.4	4.3	6.7	7.6	9.7	9.0	10.4	12.5
Hongrie	..	8.1	10.3	12.2	10.1	9.1	21.2	23.4	26.3	30.6	28.3	30.0	32.1
Irlande	34.1	32.7	36.5	36.6	40.7	42.6	46.0	50.3	49.2	50.2	58.2	57.9	53.6
Islande	0.1	0.3	0.4	2.1	2.6	2.8	2.9	2.3	2.6	2.7	3.4	5.0	5.1
Italie	10.1	10.6	10.3	10.0	9.8	9.7	9.6	10.1	10.7	11.6	11.8	12.0	11.0
Japon	30.6	30.1	30.5	31.2	31.9	31.1	31.2	30.7	31.3	33.0	30.8	29.1	28.9
Mexique	8.3	21.2	21.2	24.0	23.2	22.5	24.5	26.4	26.9	28.7	29.9	28.4	28.4
Norvège	7.5	8.6	8.7	8.4	8.4	8.6	9.4	10.1	10.0	10.3	12.0	13.9	11.2
Nouvelle-Zélande	1.8	2.1	2.2	2.3	2.6	4.0	3.2	4.7	3.1	3.0	3.0	3.3	5.4
Pays-Bas	15.7	16.6	19.7	19.9	21.3	22.8	25.1	27.5	30.3	32.6	29.8	28.6	31.1
Pologne	..	3.7	4.0	4.1	4.2	5.0	6.0	6.5	6.4	6.4	6.8	7.0	6.6
Portugal	6.0	6.3	5.8	6.9	8.1	7.0	7.3	7.6	9.0	10.3	11.2	10.1	11.8
République slovaque	..	..	..	..	..	..	5.5	5.4	5.9	5.2	6.0	5.5	5.7
République tchèque	..	..	4.8	4.8	4.1	6.9	7.5	8.6	8.8	9.5	12.1	14.8	14.7
Royaume-Uni	26.4	25.7	27.6	27.7	28.5	29.7	29.7	32.4	33.8	37.4	40.3	38.5	34.7
Suède	17.1	17.6	18.4	18.9	21.5	23.7	25.6	26.2	27.9	28.8	23.4	23.6	22.0
Suisse	26.9	28.3	28.3	28.2	28.6	30.0	30.2	31.5	34.6	33.8	37.1	37.7	39.0
Turquie	3.6	2.8	2.5	2.5	2.1	2.8	3.8	5.5	6.8	7.9	6.6	6.2	6.5
UE15	15.5	15.5	16.4	16.6	17.0	17.7	18.9	20.3	21.5	23.3	23.6	23.2	22.1
Total OCDE	..	20.3	21.0	21.2	21.3	21.7	23.0	24.0	25.2	26.9	26.4	25.5	24.5

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/068146400280>
**Part des entreprises de haute technologie dans les exportations des pays de l'OCDE**

En pourcentage des exportations totales de biens manufacturés, 2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/677726348627>

**Part des entreprises de moyenne ou haute technologie dans les exportations des pays de l'OCDE**

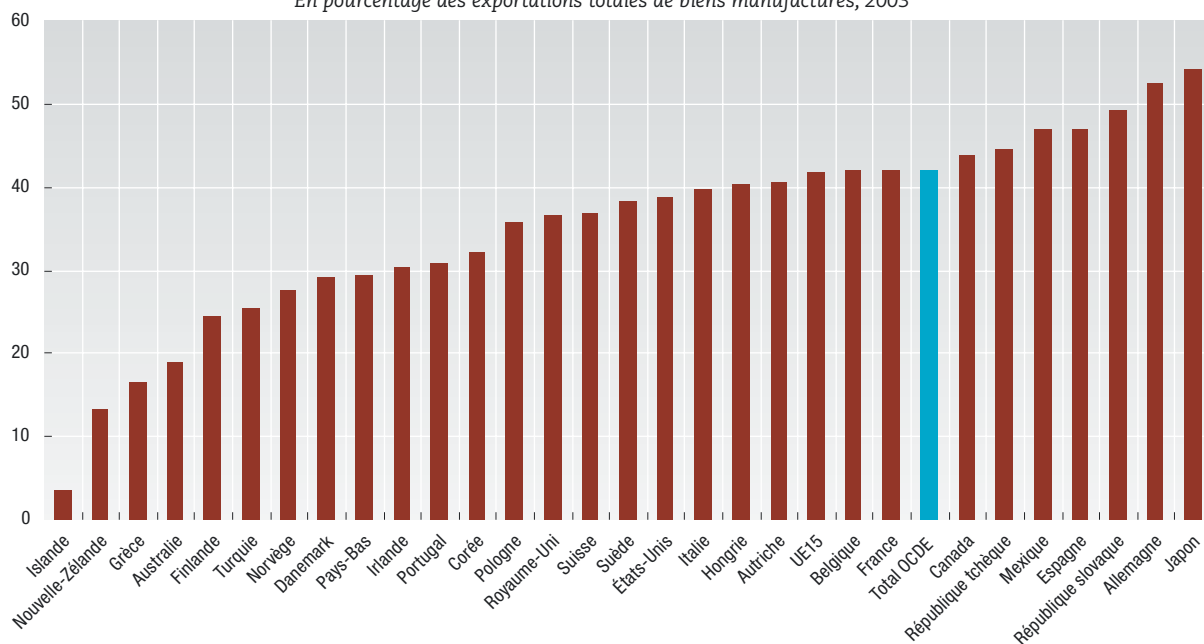
*En pourcentage des exportations totales de biens manufacturés*

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	53.0	51.6	52.3	51.9	52.6	52.9	53.8	53.0	52.9	52.3	51.1	51.1	51.8	52.5
Australie	14.3	15.3	15.2	16.7	16.9	18.3	19.5	19.5	17.5	18.9	19.0	19.8	19.9	18.9
Autriche	39.7	40.3	41.2	41.5	41.4	40.5	42.4	41.5	41.1	41.4	40.3	40.5	40.2	40.7
Belgique	40.0	39.5	40.0	40.5	42.7	42.3	42.3	42.5	42.5	42.6	41.4	42.0	41.0	42.1
Canada	42.8	42.0	43.0	44.8	45.5	43.4	42.5	43.1	44.2	46.2	43.0	43.4	44.6	43.8
Corée	..	..	..	..	26.0	28.5	31.0	28.5	26.5	26.5	26.6	29.3	30.1	32.2
Danemark	27.9	26.8	26.6	26.1	26.1	27.0	27.2	27.0	27.9	28.1	27.9	29.0	28.8	29.1
Espagne	43.3	45.4	46.9	44.7	46.1	47.4	46.8	46.0	47.4	47.3	46.9	46.8	46.2	47.0
États-Unis	38.4	38.2	38.2	38.8	39.5	39.7	39.1	39.0	37.8	37.0	37.0	37.1	38.7	38.8
Finlande	27.1	24.9	25.4	24.7	25.3	25.2	26.4	26.6	25.6	24.5	23.8	25.4	25.3	24.5
France	40.6	40.0	40.1	39.6	40.6	40.2	40.5	40.2	40.5	40.6	39.4	39.9	41.1	42.1
Grèce	8.6	8.2	8.9	10.5	10.6	12.2	12.7	13.8	14.1	14.1	14.4	15.1	16.0	16.5
Hongrie	..	..	28.6	30.3	29.6	32.9	32.1	36.8	40.0	40.7	39.5	40.5	40.0	40.5
Irlande	20.8	21.9	21.7	21.8	23.0	21.3	23.4	26.8	26.9	30.0	31.0	23.8	27.5	30.3
Islande	0.8	0.9	0.8	1.0	1.3	1.8	1.8	1.7	1.8	2.7	3.4	3.7	3.4	3.5
Italie	37.7	38.0	37.3	37.1	37.6	38.6	39.4	39.6	39.6	39.9	38.8	38.8	38.6	39.8
Japon	51.4	51.2	51.9	51.4	51.1	50.5	51.4	51.3	51.4	51.4	50.9	52.2	53.7	54.2
Mexique	53.0	56.4	50.1	50.6	49.4	48.7	49.8	46.5	46.1	47.2	47.1	46.7	47.0	46.9
Norvège	24.1	23.4	24.5	24.9	25.2	26.2	27.1	26.0	28.1	26.7	25.7	25.8	27.5	27.5
Nouvelle-Zélande	8.0	8.8	8.8	9.8	12.4	12.5	12.7	13.1	13.7	13.8	13.8	13.0	12.5	13.4
Pays-Bas	31.5	30.9	30.1	28.5	29.7	30.8	32.4	31.9	31.7	28.3	27.3	29.0	30.1	29.5
Pologne	..	..	27.4	23.8	22.3	24.6	25.2	26.1	27.5	29.4	34.2	33.3	34.0	35.7
Portugal	20.7	20.3	20.9	21.2	21.8	25.8	30.9	30.6	32.0	31.9	31.4	31.6	33.0	30.9
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	35.9	42.6	44.0	44.7	42.7	43.5	49.2
République tchèque	..	..	..	36.2	36.0	37.0	39.3	42.7	45.2	45.2	45.5	45.0	43.9	44.7
Royaume-Uni	38.1	37.9	38.4	36.8	36.9	36.6	37.9	36.6	37.3	36.9	35.3	33.2	34.8	36.6
Suède	36.9	36.2	36.1	35.4	36.4	34.9	35.2	33.9	36.3	35.5	33.7	36.8	36.4	38.4
Suisse	44.0	43.4	42.7	42.2	43.0	43.8	43.9	43.2	42.3	39.3	38.9	38.0	37.7	36.8
Turquie	13.6	13.1	13.8	13.4	14.9	16.7	18.4	16.7	16.9	19.6	20.6	22.5	23.8	25.5
UE15	41.4	40.8	41.0	40.1	41.0	41.1	41.7	41.3	41.7	41.3	40.1	40.2	40.9	41.8
Total OCDE	..	..	41.6	41.3	41.8	41.8	42.0	41.6	41.6	41.5	40.7	40.7	41.6	42.1

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/735123044438>

**Part des entreprises de moyenne ou haute technologie dans les exportations des pays de l'OCDE**

*En pourcentage des exportations totales de biens manufacturés, 2003*



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/105687806344>



## EXPORTATIONS À FORTE, MOYENNE ET FAIBLE INTENSITÉ TECHNOLOGIQUE

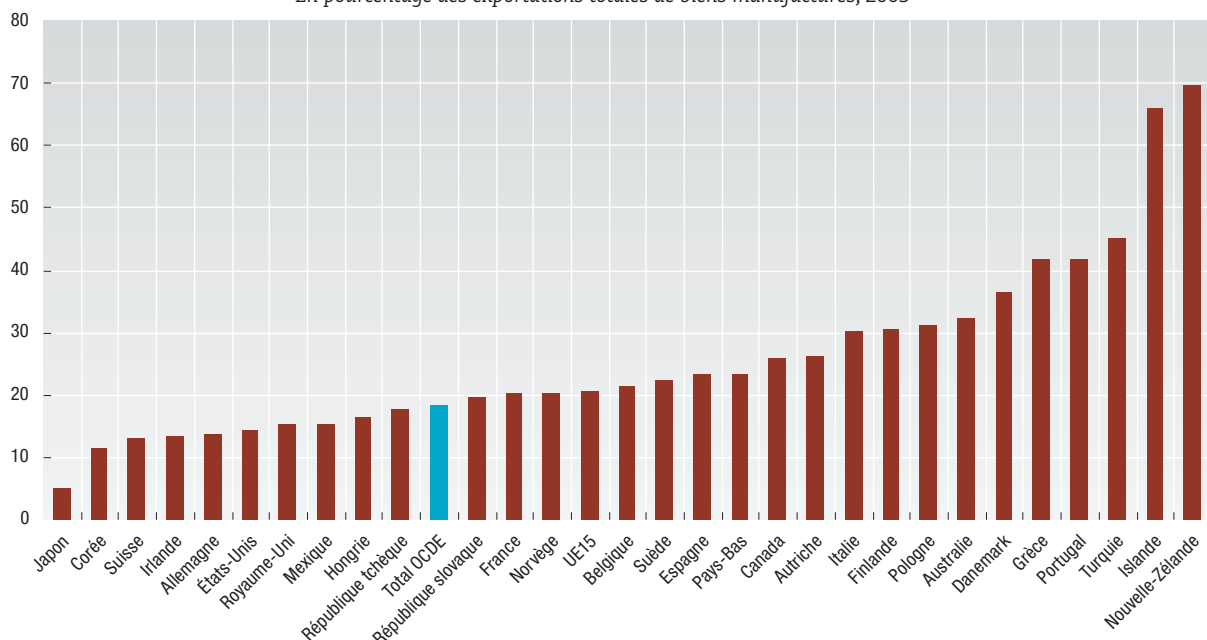
**Part des entreprises de basse technologie dans les exportations des pays de l'OCDE**

En pourcentage des exportations totales de biens manufacturés

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	16.6	17.1	17.0	17.0	16.5	16.0	15.6	15.2	15.0	14.6	14.0	13.7	14.0	13.8
Australie	34.6	33.8	34.2	33.9	34.8	32.1	31.3	33.0	31.8	33.7	32.9	34.2	34.6	32.4
Autriche	27.6	27.3	27.0	26.5	26.4	27.1	26.6	27.0	26.4	26.7	25.2	25.7	25.9	26.2
Belgique	28.0	29.0	29.3	29.2	27.8	27.2	27.5	27.6	27.2	26.2	24.9	24.6	23.0	21.5
Canada	27.5	26.8	27.2	27.2	26.9	28.3	27.4	26.5	26.2	25.8	25.2	25.7	25.7	25.7
Corée	..	..	..	..	26.1	21.0	21.0	19.2	18.1	17.2	15.2	15.4	13.6	11.4
Danemark	43.6	45.1	44.3	44.8	43.8	42.5	41.7	41.4	40.2	38.9	37.5	37.4	36.2	36.3
Espagne	24.0	23.0	22.0	22.4	23.2	23.3	23.3	24.2	23.8	23.2	22.4	23.8	24.2	23.2
États-Unis	16.9	16.6	17.2	16.9	17.1	17.0	16.2	15.4	15.0	14.5	14.0	14.3	14.4	14.4
Finlande	45.6	45.8	43.8	42.4	42.4	40.9	36.8	36.6	35.4	34.3	31.5	31.3	31.1	30.4
France	24.7	24.1	24.4	24.8	24.4	23.8	23.0	22.4	21.4	21.0	19.8	19.7	20.1	20.2
Grèce	57.6	58.0	62.5	58.2	52.7	54.4	53.3	51.6	50.6	48.7	40.1	41.1	42.0	41.8
Hongrie	..	..	43.5	39.2	39.4	37.3	39.2	27.5	23.8	21.6	18.6	20.0	19.2	16.4
Irlande	35.2	35.7	38.2	35.4	34.6	32.8	29.3	22.9	19.3	17.7	15.9	15.0	12.0	13.5
Islande	81.6	85.6	84.9	83.8	81.0	78.2	79.6	76.9	77.6	71.5	67.8	66.0	66.7	66.0
Italie	33.4	33.2	33.5	33.5	33.7	32.7	32.7	32.4	31.7	31.4	30.9	31.1	31.1	30.2
Japon	6.3	6.3	6.2	5.8	5.3	5.2	5.3	5.4	5.5	6.1	5.4	5.6	5.4	5.1
Mexique	14.6	15.0	15.4	14.9	14.8	15.4	16.2	17.7	17.3	16.7	15.9	15.3	15.7	15.3
Norvège	22.2	23.7	23.3	24.3	25.5	26.0	25.1	23.8	25.2	25.0	23.1	22.9	22.7	20.2
Nouvelle-Zélande	76.1	76.3	76.6	75.4	73.0	71.6	71.6	71.1	69.5	70.9	70.8	73.1	72.9	69.6
Pays-Bas	30.8	31.8	33.3	32.5	31.7	30.0	27.5	26.1	25.6	25.8	22.8	23.9	24.6	23.4
Pologne	..	..	33.3	39.2	40.4	39.5	40.4	41.7	38.8	37.6	33.7	32.8	31.5	31.1
Portugal	60.2	61.4	59.6	59.2	56.8	52.5	49.8	49.2	48.0	46.3	44.1	43.8	42.7	41.8
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	23.3	21.7	21.9	20.6	22.1	22.5	19.6
République tchèque	..	..	..	27.6	28.1	27.0	25.8	23.5	22.1	21.5	20.5	19.5	18.3	17.7
Royaume-Uni	18.0	18.4	19.4	19.1	19.2	17.6	17.6	17.3	16.4	15.8	14.4	13.9	14.5	15.2
Suède	27.5	27.2	26.9	25.6	25.1	25.5	23.6	23.2	21.7	21.2	20.9	22.6	22.9	22.4
Suisse	18.1	17.8	17.2	18.1	17.1	15.6	15.0	14.7	14.1	13.6	13.2	12.9	13.1	13.0
Turquie	56.0	58.1	59.3	59.0	57.9	59.3	57.5	58.0	57.1	53.3	50.8	47.8	47.0	45.0
UE15	25.1	25.4	25.7	25.8	25.2	24.5	23.9	23.3	22.4	22.0	20.7	20.7	20.7	20.5
Total OCDE	..	..	21.9	21.6	21.3	21.1	20.8	20.2	19.8	19.3	18.1	18.5	18.6	18.5

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/165566253656>
**Part des entreprises de basse technologie dans les exportations des pays de l'OCDE**

En pourcentage des exportations totales de biens manufacturés, 2003


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/135511574478>

## PARTENAIRES COMMERCIAUX

La structure des échanges de marchandises des pays de l'OCDE – origine des importations et destination des exportations – a subi de profondes transformations au cours de la dernière décennie. Celles-ci sont la conséquence de l'évolution de la répartition des revenus à l'échelle mondiale et de la mondialisation – notamment la délocalisation d'activités manufacturières des pays de l'OCDE vers le reste du monde.

Ces tableaux concernent les importations et exportations totales des pays de l'OCDE et font apparaître les échanges de marchandises entre pays membres mais aussi avec le reste du monde.

### Définition

L'ALENA, Accord de libre-échange nord-américain, réunit le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'OCDE Asie-Pacifique comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée. Les pays américains non membres de l'OCDE sont les pays des Caraïbes, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, à l'exclusion du Mexique. Le Proche-Orient et le Moyen-Orient comprennent Israël, la Jordanie, l'Iran, le Liban, l'Arabie Saoudite, le Yémen, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et les États du Golfe.

Les définitions des importations et exportations de marchandises sont explicitées dans Échanges de marchandises.

### Tendances à long terme

Depuis 1988, la part des importations et exportations entre pays de l'OCDE a régulièrement diminué. Alors qu'en 1988, les importations en provenance d'autres pays de l'OCDE représentaient 80 % des importations totales des pays de l'OCDE, elles n'en représentaient plus que 70 % en 2004. Pour ce qui est des exportations, la baisse des échanges intra-OCDE a été moins marquée – puisqu'elles sont passées de 81 % en 1988 à 77 % en 2004.

Hors de la zone OCDE, les parts des échanges avec l'Afrique ont diminué, elles ont augmenté avec les pays américains non membres de l'OCDE et les parts des échanges avec le Proche-Orient et le Moyen-Orient sont restées pratiquement inchangées. Les autres pays d'Asie (non membres de l'OCDE) sont ceux du sous-continent indien, la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est. La part des importations des pays de l'OCDE en provenance de ces pays est passée de 7 % à 16,5 % au cours de la période, tandis que celle des exportations à destination de ces pays a progressé de 7,5 % à 12 %. Les échanges entre la zone OCDE et la Chine ont connu de profondes transformations. Alors qu'en 1988, un tout petit peu plus de 1 % des importations totales de l'OCDE provenaient de Chine, cette proportion est passée à plus de 8 % en 2004. La part de la Chine en tant que destination des exportations des pays de l'OCDE a augmenté de façon moins prononcée, passant de 1 % en 1988 à 4 % en 2004.

### Comparabilité

Les pays de l'OCDE utilisent des définitions et procédures communes pour établir les statistiques de leurs échanges de marchandises, lesquelles sont comparables et de bonne qualité. La suppression des frontières douanières à la suite de la création d'un marché commun en Europe a obligé les pays de l'UE à adopter un système d'enregistrement des flux d'échanges reposant sur des enquêtes par sondage auprès des exportateurs et des importateurs. Cela a entraîné une certaine dégradation de la fiabilité des statistiques des échanges de marchandises entre les pays de l'UE. En revanche, la qualité des statistiques des échanges entre ces pays et les pays non membres de l'UE n'en a pas été affectée.

### Source

- OCDE (2005), *Statistiques du commerce international par produit*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE, OIM et la Banque mondiale (éd.) (2004), *Échanges et migrations : Pour une main d'œuvre mobile à l'échelle mondiale*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Agriculture, échanges et environnement : Le secteur laitier*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *L'impact des réglementations sur le commerce de produits agroalimentaires : Les accords sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Trade and Competitiveness in Argentina, Brazil and Chile Not as Easy as A-B-C*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Études de l'OCDE sur la politique commerciale : Les réglementations environnementales et l'accès au marché*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2005), *Statistiques mensuelles du commerce international*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Statistiques sur les échanges internationaux de services*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- ONU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations unies, New York.

#### Bases de données en ligne

- ITCS *Statistiques du commerce international par produit*.
- Statistiques mensuelles du commerce international*.

#### Sites Web

- Statistiques de l'OCDE sur le commerce international, [www.oecd.org/std/its](http://www.oecd.org/std/its).

## Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

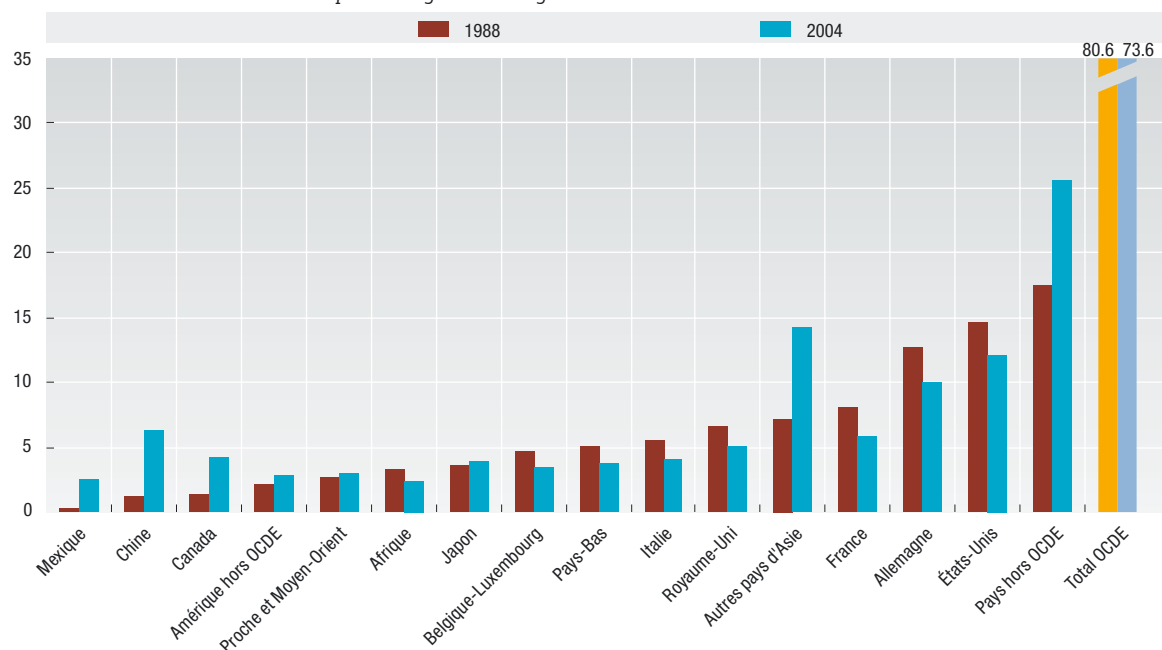
En pourcentage des échanges de marchandises de l'OCDE

	1988	1991	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>OCDE</b>	80.6	78.6	76.3	76.1	76.1	75.7	75.6	77.4	77.7	75.9	75.7	75.4	74.5	73.6
<b>G7</b>	52.2	51.2	50.4	50.3	49.5	49.0	49.1	50.1	50.4	49.2	48.7	47.7	46.1	44.9
ALENA	16.3	17.5	19.7	20.2	19.0	19.7	21.2	21.7	22.7	23.8	23.0	22.2	19.9	18.9
Canada	1.3	4.4	4.7	4.8	4.5	4.6	4.8	4.9	5.1	5.3	5.1	4.8	4.5	4.2
États-Unis	14.7	11.6	13.0	13.5	12.7	13.1	14.0	14.3	14.9	15.4	14.8	14.3	12.8	12.1
Mexique	0.3	1.6	1.9	2.0	1.8	2.0	2.3	2.5	2.7	3.2	3.1	3.0	2.6	2.5
OCDE Asie et Pacifique	6.5	8.7	8.6	9.1	8.9	8.4	8.1	7.4	7.7	8.0	7.3	7.1	6.8	6.8
Corée	1.5	1.8	1.7	1.8	2.0	1.9	1.7	1.4	1.7	1.9	1.7	1.7	1.7	1.8
Japon	3.6	5.6	5.6	6.0	5.7	5.3	5.1	4.7	4.9	4.9	4.5	4.2	4.0	3.8
OCDE Europe	57.8	52.4	48.1	46.7	48.1	47.5	46.4	48.3	47.2	44.1	45.4	46.1	47.8	47.9
Suisse	2.6	2.2	2.1	1.9	2.0	1.9	1.8	1.9	1.8	1.6	1.7	1.7	1.7	1.6
UE15	52.8	47.7	43.2	42.1	43.2	42.4	41.1	42.8	42.0	39.0	40.0	40.5	41.7	41.7
Allemagne	12.7	11.5	10.7	10.2	10.6	10.3	9.6	10.1	9.8	9.0	9.3	9.4	9.9	10.0
Autriche	1.7	1.5	1.4	1.4	1.3	1.3	1.3	1.4	1.3	1.2	1.2	1.3	1.4	1.4
Belgique-Luxembourg	4.7	4.1	3.6	3.5	3.6	3.4	3.2	3.3	3.1	2.9	3.1	3.2	3.3	3.4
Espagne	2.1	2.4	2.1	2.1	2.3	2.3	2.3	2.5	2.6	2.4	2.4	2.5	2.8	2.8
France	8.0	7.4	6.6	6.3	6.3	6.1	5.9	6.2	6.1	5.5	5.7	5.7	5.8	5.8
Italie	5.5	5.0	4.2	4.1	4.3	4.2	4.0	4.2	4.0	3.7	3.8	3.9	4.0	4.0
Pays-Bas	5.1	4.6	4.0	3.9	4.1	4.0	4.0	4.0	3.9	3.7	3.7	3.7	3.8	3.8
Royaume-Uni	6.6	5.8	5.7	5.5	5.5	5.6	5.7	5.8	5.7	5.4	5.5	5.3	5.2	5.1
Suède	2.2	1.7	1.5	1.5	1.6	1.6	1.5	1.6	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5	1.5
Pays hors OCDE	17.6	19.9	22.1	22.4	22.5	22.9	23.4	21.6	21.3	23.1	23.1	23.3	24.3	25.6
Europe	2.2	1.8	1.9	2.0	2.1	2.2	2.3	2.2	1.9	2.1	2.4	2.5	2.8	3.1
Fédération de Russie	0.2	0.1	1.0	1.0	1.0	1.1	1.1	1.0	0.8	1.0	1.1	1.1	1.3	1.5
Afrique	3.3	2.9	2.7	2.4	2.3	2.4	2.3	2.2	2.1	2.2	2.3	2.2	2.3	2.4
Afrique du Sud	0.8	0.5	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.5	0.4	0.5	0.5
Amérique	2.1	2.8	3.0	3.1	3.1	3.1	3.3	3.2	3.0	3.0	3.0	2.8	2.7	2.8
Amérique du Sud	1.6	2.1	2.2	2.3	2.3	2.3	2.4	2.3	2.0	2.1	2.1	1.9	1.8	2.0
Brésil	0.7	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.9	0.8	0.8	0.8
Proche et Moyen-Orient	2.6	3.1	3.0	2.7	2.5	2.6	2.8	2.4	2.5	2.9	2.9	2.8	2.9	3.0
Autres pays d'Asie	7.2	9.1	11.3	12.1	12.4	12.4	12.6	11.4	11.8	12.8	12.4	13.0	13.5	14.2
Chine	1.3	1.6	2.4	2.7	2.8	2.9	3.1	3.2	3.4	3.9	4.2	4.9	5.6	6.3
Inde	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.7
Taipei chinois	1.4	1.9	2.0	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	2.0	1.7	1.6	1.5	1.6

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/633144836074>

## Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

En pourcentage des échanges de marchandises de l'OCDE



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/001652845231>

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

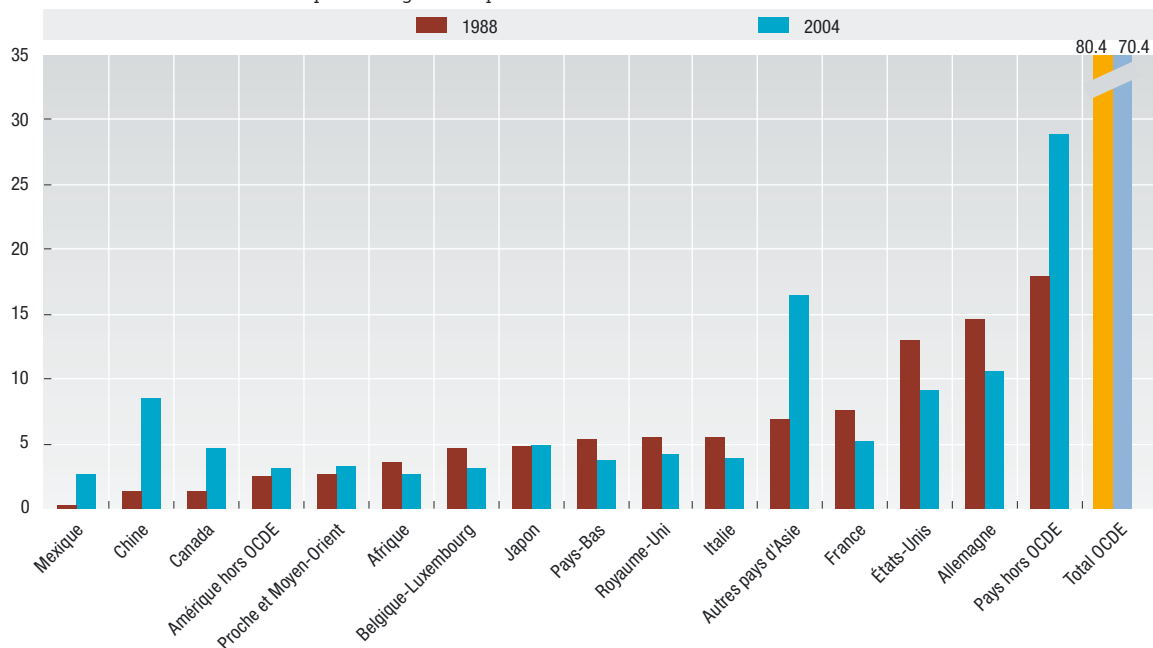
En pourcentage des importations de marchandises de l'OCDE

	1988	1991	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>OCDE</b>	80.4	77.9	76.1	75.9	76.3	75.6	75.4	76.8	75.9	73.1	73.1	72.8	71.5	70.4
<b>G7</b>	52.4	52.1	51.4	51.3	50.7	50.2	50.0	50.5	49.8	47.5	46.8	45.8	44.0	42.7
<b>ALENA</b>	14.7	17.1	18.7	19.4	18.9	19.7	20.8	20.7	21.1	21.7	21.1	20.0	17.6	16.5
Canada	1.3	4.5	5.1	5.1	5.0	5.0	5.1	5.2	5.4	5.6	5.5	5.2	4.8	4.6
États-Unis	13.0	11.1	11.9	12.3	11.9	12.4	13.1	12.9	12.8	12.8	12.2	11.5	9.9	9.2
Mexique	0.4	1.5	1.8	1.9	2.0	2.2	2.5	2.6	2.9	3.3	3.3	3.3	2.9	2.7
<b>OCDE Asie et Pacifique</b>	7.8	10.2	10.4	10.8	10.2	9.2	9.2	9.0	9.3	9.4	8.5	8.3	7.9	7.9
Corée	1.6	1.7	1.6	1.6	1.7	1.6	1.6	1.6	1.9	2.0	1.8	1.8	1.8	1.9
Japon	4.7	7.2	7.6	7.9	7.2	6.4	6.4	6.2	6.4	6.3	5.6	5.4	5.1	4.9
<b>OCDE Europe</b>	58.0	50.7	46.9	45.8	47.3	46.7	45.5	47.1	45.6	42.0	43.5	44.6	46.0	46.0
Suisse	2.3	2.0	2.0	1.9	1.9	1.9	1.7	1.8	1.7	1.5	1.6	1.6	1.6	1.5
<b>UE15</b>	53.3	46.3	42.3	41.3	42.5	41.8	40.6	42.1	40.6	37.1	38.2	39.0	40.1	39.9
Allemagne	14.6	11.8	10.8	10.4	10.9	10.6	10.0	10.5	10.2	9.2	9.6	10.0	10.5	10.7
Autriche	1.5	1.3	1.3	1.3	1.2	1.1	1.1	1.2	1.2	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2
Belgique-Luxembourg	4.6	3.8	3.4	3.3	3.4	3.2	3.0	3.0	2.9	2.6	2.8	2.9	3.0	3.1
Espagne	1.8	1.9	1.8	1.9	2.0	2.1	2.1	2.2	2.1	1.9	2.0	2.1	2.3	2.2
France	7.6	7.0	6.3	6.1	6.1	5.9	5.8	6.1	5.8	5.1	5.3	5.3	5.4	5.3
Italie	5.6	5.2	4.5	4.5	4.6	4.6	4.3	4.5	4.2	3.7	3.8	3.9	4.0	3.9
Pays-Bas	5.3	4.5	3.9	3.8	4.0	3.9	3.9	4.0	3.7	3.5	3.5	3.5	3.7	3.8
Royaume-Uni	5.6	5.4	5.2	5.0	5.1	5.2	5.2	5.2	5.1	4.9	4.7	4.5	4.3	4.1
Suède	2.3	1.8	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.6	1.5	1.4	1.4	1.5	1.5
<b>Pays hors OCDE</b>	18.0	20.9	22.6	22.8	22.5	23.3	23.9	22.4	23.1	26.0	25.7	25.9	27.3	28.9
Europe	2.2	1.7	1.9	2.0	2.1	2.1	2.1	2.0	1.9	2.3	2.4	2.5	2.7	3.1
Fédération de Russie	0.2	0.1	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.4	1.4	1.4	1.5	1.8
Afrique	3.6	3.2	2.8	2.5	2.4	2.6	2.5	2.2	2.1	2.4	2.5	2.3	2.5	2.7
Afrique du Sud	1.0	0.5	0.5	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Amérique	2.5	3.1	3.0	3.1	2.9	3.0	3.0	2.8	2.8	3.0	2.9	3.0	3.0	3.2
Amérique du Sud	2.1	2.5	2.3	2.4	2.3	2.3	2.3	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2	2.3	2.5
Brésil	1.0	0.9	0.9	1.0	0.9	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	1.0
Proche et Moyen-Orient	2.7	3.2	3.0	2.7	2.6	2.7	2.9	2.3	2.5	3.6	3.3	3.0	3.2	3.4
Autres pays d'Asie	6.9	9.6	11.8	12.3	12.4	12.8	13.2	13.1	13.7	14.6	14.4	15.2	15.8	16.5
Chine	1.3	2.2	3.2	3.6	3.7	4.0	4.4	4.5	4.9	5.5	5.8	6.7	7.5	8.5
Inde	0.4	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7
Taipei chinois	1.5	2.0	2.1	2.0	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	2.1	1.8	1.7	1.6	1.6

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/013750161501>

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

En pourcentage des importations de marchandises de l'OCDE



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/225451071208>



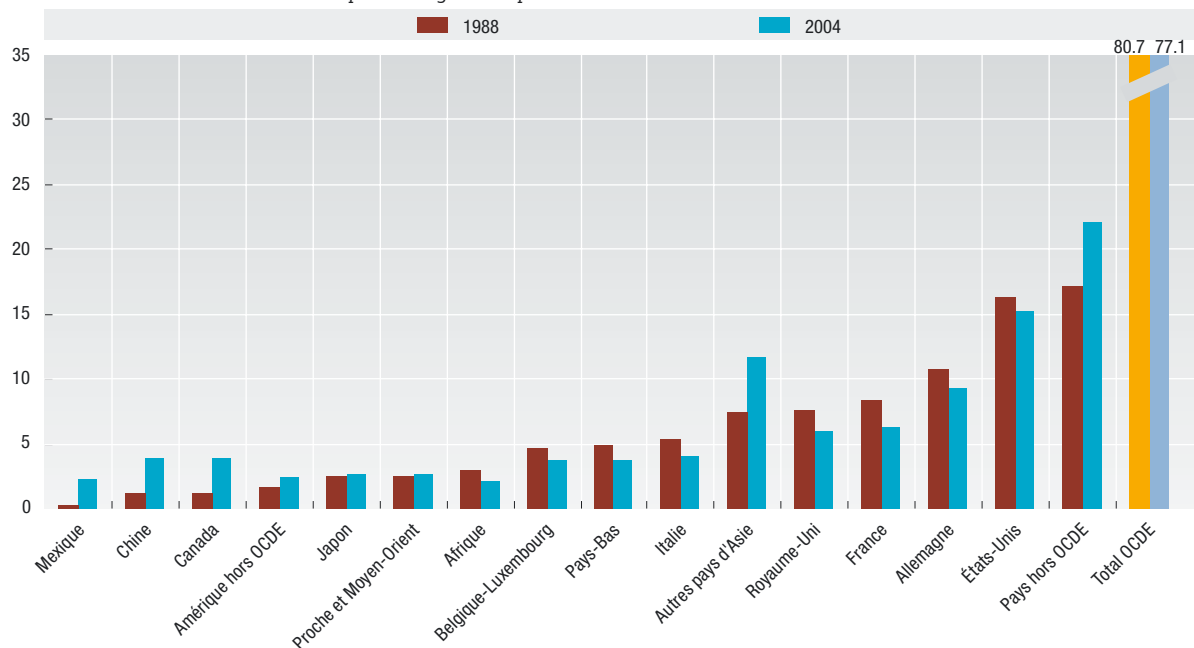
**Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE**

En pourcentage des exportations de marchandises de l'OCDE

	1988	1991	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>OCDE</b>	80.7	79.3	76.6	76.3	75.8	75.7	75.8	77.9	79.6	79.0	78.5	78.2	77.7	77.1
<b>G7</b>	52.0	50.4	49.5	49.3	48.3	47.8	48.2	49.7	51.1	51.0	50.6	49.8	48.5	47.4
ALENA	17.9	18.0	20.6	21.1	19.2	19.7	21.6	22.6	24.5	26.1	25.1	24.6	22.4	21.4
Canada	1.3	4.3	4.4	4.5	4.1	4.2	4.5	4.6	4.8	4.8	4.6	4.5	4.1	3.9
États-Unis	16.3	12.1	14.1	14.6	13.5	13.7	14.8	15.6	17.1	18.3	17.6	17.4	15.9	15.2
Mexique	0.3	1.7	2.0	2.1	1.6	1.8	2.2	2.4	2.6	3.0	2.9	2.7	2.4	2.3
OCDE Asie et Pacifique	5.3	7.2	6.7	7.5	7.6	7.6	7.0	5.7	6.1	6.5	5.9	5.9	5.7	5.6
Corée	1.4	2.0	1.8	2.0	2.2	2.2	1.9	1.2	1.6	1.8	1.6	1.7	1.7	1.7
Japon	2.5	4.0	3.6	4.1	4.1	4.1	3.8	3.2	3.3	3.4	3.2	2.9	2.7	2.6
OCDE Europe	57.5	54.1	49.3	47.7	49.0	48.4	47.2	49.6	49.0	46.4	47.5	47.8	49.6	50.1
Suisse	2.9	2.5	2.2	2.0	2.1	2.0	1.9	2.0	1.9	1.7	1.8	1.8	1.8	1.7
UE15	52.4	49.2	44.1	43.0	43.9	42.9	41.6	43.7	43.4	41.0	42.0	42.1	43.5	43.7
Allemagne	10.7	11.3	10.5	10.0	10.3	9.9	9.3	9.7	9.4	8.8	9.0	8.7	9.2	9.2
Autriche	1.8	1.7	1.6	1.5	1.5	1.5	1.4	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4	1.5	1.6
Belgique-Luxembourg	4.7	4.3	3.9	3.8	3.8	3.6	3.4	3.5	3.4	3.2	3.4	3.5	3.7	3.8
Espagne	2.4	2.8	2.3	2.3	2.5	2.5	2.5	2.8	3.0	2.8	2.9	3.0	3.3	3.4
France	8.4	7.7	6.8	6.6	6.6	6.2	5.9	6.3	6.3	6.0	6.1	6.1	6.3	6.3
Italie	5.4	4.9	3.9	3.8	4.0	3.8	3.7	3.9	3.9	3.7	3.8	3.9	4.1	4.1
Pays-Bas	4.9	4.7	4.1	4.1	4.2	4.1	4.1	4.1	4.1	3.9	3.8	3.8	3.8	3.8
Royaume-Uni	7.6	6.3	6.3	6.0	5.9	6.0	6.2	6.4	6.3	6.1	6.3	6.2	6.1	6.0
Suède	2.1	1.6	1.3	1.3	1.5	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.4	1.4
Pays hors OCDE	17.2	18.8	21.5	22.0	22.5	22.4	23.0	20.8	19.3	20.0	20.3	20.5	21.0	22.1
Europe	2.2	1.9	1.9	1.9	2.0	2.3	2.5	2.3	1.8	1.9	2.3	2.6	2.9	3.1
Fédération de Russie	0.2	0.1	0.9	0.8	0.8	0.9	1.1	0.9	0.5	0.6	0.8	0.8	0.9	1.1
Afrique	3.1	2.6	2.5	2.3	2.2	2.2	2.1	2.3	2.0	1.9	2.0	2.0	2.0	2.1
Afrique du Sud	0.6	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5
Amérique	1.7	2.6	3.0	3.2	3.3	3.3	3.7	3.7	3.1	3.0	3.1	2.7	2.4	2.5
Amérique du Sud	1.1	1.7	2.0	2.1	2.3	2.3	2.6	2.6	2.0	1.9	2.0	1.5	1.3	1.4
Brésil	0.3	0.5	0.6	0.7	0.9	0.9	1.0	1.0	0.8	0.8	0.9	0.7	0.6	0.6
Proche et Moyen-Orient	2.6	2.9	3.1	2.7	2.4	2.5	2.6	2.6	2.4	2.2	2.5	2.5	2.6	2.6
Autres pays d'Asie	7.5	8.6	10.8	11.8	12.3	12.0	12.0	9.7	9.8	10.9	10.3	10.7	11.1	11.7
Chine	1.2	1.0	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	2.2	2.4	2.9	3.5	3.9
Inde	0.6	0.4	0.5	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.7
Taipei chinois	1.4	1.7	1.9	1.9	1.9	1.7	1.8	1.7	1.7	2.0	1.5	1.5	1.4	1.6

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/172175548653>
**Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE**

En pourcentage des exportations de marchandises de l'OCDE


 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/368041274134>

## BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde des opérations courantes est la différence entre les recettes courantes en provenance de l'étranger et les paiements courants à destination de l'étranger. Si ce solde des opérations courantes est positif, le pays pourra utiliser l'excédent pour rembourser une partie de sa dette extérieure ou pour prêter des fonds au reste du monde. Si le solde des opérations courantes est négatif, le déficit devra être financé par des emprunts extérieurs ou par la liquidation d'actifs extérieurs acquis auparavant.

### Définition

Le solde des opérations courantes est la différence entre les transactions courantes d'un pays avec le reste du monde et ses paiements courants au profit du reste du monde. Les transactions courantes prennent principalement la forme d'exportations et d'importations de marchandises, d'exportations et d'importations de services comme le tourisme, le transport international de fret et de passagers, les assurances et les services financiers, et de transferts de revenus tels que salaires et traitements, dividendes, intérêts et autres revenus de la propriété.

Il est à noter que les revenus de la propriété comprennent les bénéfices non distribués des filiales de sociétés étrangères. Tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés à l'étranger, et la proportion qui reste effectivement dans le pays où est située la filiale apparaît alors comme un flux de réinvestissement dans le compte des opérations en capital.

### Tendances à long terme

Les soldes des opérations courantes exprimés en pourcentage du PIB sont négatifs depuis 1991 en Australie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et au Royaume-Uni ; cela tient en partie à la manière dont les revenus des filiales de sociétés étrangères sont traités. Le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suisse ont dégagé des excédents de balance courante pendant toute cette période.

Depuis 1991, les déficits de balance courante ont généralement laissé la place à des excédents au Canada, en Finlande, en Corée et en Suède.

Le graphique fait apparaître les soldes des opérations courantes calculés en moyenne sur les trois dernières années. Les déficits ont atteint en moyenne 5 % du PIB ou plus en Hongrie, en Grèce, au Portugal, dans la République tchèque et en Australie. Des excédents de plus de 5 % ont été enregistrés par la Finlande, les Pays-Bas, la Suède, le Luxembourg, la Suisse, la Norvège et la Fédération de Russie.

### Comparabilité

Les données figurant dans le tableau proviennent des statistiques de la balance des paiements établies conformément au *Manuel de la balance des paiements* (MBP5) publié par le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI assure un suivi rigoureux des statistiques de la balance des paiements publiées par ses pays membres dans le cadre de réunions régulières de statisticiens spécialistes de la balance des paiements. Des comparaisons valables peuvent donc être effectuées entre les pays.

Comme tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés même si dans la pratique les filiales peuvent en conserver une grande partie dans le pays où elles sont situées, l'existence de filiales de sociétés étrangères tend à réduire le solde des opérations courantes.

### Sources

- Pour les pays membres et l'Afrique du Sud : OCDE (2005), *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, Paris.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie : Sources nationales.

### Pour en savoir plus Publications analytiques

- OCDE (2004), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et non membres de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Publications méthodologiques

- FMI (1993), *Balance of Payments Manual*, 5<sup>e</sup> édition, FMI, Washington, DC.
- ONU, EC, FMI, OCDE, CNUCED et OMC (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Nations unies, New York.

### Bases de données en ligne

- *Principaux indicateurs économiques*.
- *Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

### Sites Web

- OCDE Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

## Balance des opérations courantes

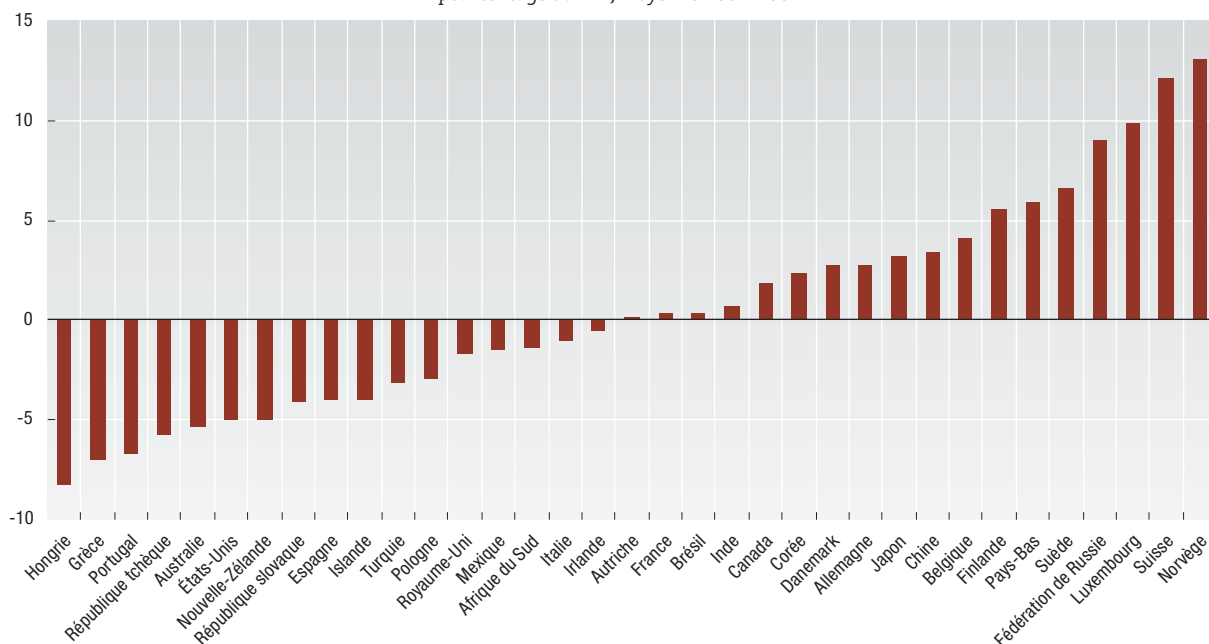
En pourcentage du PIB

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	-1.3	-1.1	-0.9	-1.4	-1.2	-0.6	-0.4	-0.7	-1.2	-1.6	0.2	2.2	2.1	3.8
Australie	-3.5	-3.6	-3.2	-4.9	-5.2	-3.8	-3.0	-4.9	-5.5	-3.9	-2.3	-4.2	-5.8	-6.2
Autriche	..	-0.4	-0.8	-1.6	-2.6	-2.3	-3.1	-2.4	-3.2	-2.5	-1.9	0.3	-0.2	0.2
Belgique	..	..	..	..	5.6	5.1	5.6	5.3	5.1	3.9	3.9	4.8	4.2	3.4
Canada	-3.8	-3.7	-3.9	-2.3	-0.8	0.6	-1.3	-1.3	0.3	2.8	2.3	1.9	1.5	2.3
Corée	-2.7	-1.2	0.2	-1.0	-1.7	-4.1	-1.6	11.7	5.5	2.4	1.7	1.0	2.0	4.1
Danemark	0.9	2.1	2.8	1.5	0.7	1.4	0.6	-0.9	1.9	1.4	3.1	2.5	3.3	2.3
Espagne	-3.5	-3.4	-1.1	-1.2	-0.3	-0.4	-0.1	-1.2	-2.9	-4.0	-3.9	-3.3	-3.6	-5.3
États-Unis	0.0	-0.8	-1.3	-1.7	-1.5	-1.6	-1.7	-2.5	-3.3	-4.3	-3.9	-4.6	-4.8	-5.7
Finlande	-5.4	-4.6	-1.3	1.1	4.1	4.0	5.5	5.6	6.3	7.5	7.1	7.5	4.0	5.1
France	..	..	..	..	0.7	1.3	2.6	2.6	2.9	1.4	1.6	1.0	0.4	-0.4
Grèce	..	..	..	..	..	..	-4.4	-3.1	-4.2	-8.8	-8.1	-7.5	-7.2	-6.4
Hongrie	0.8	0.8	-8.9	-9.3	-3.4	-3.9	-4.4	-7.2	-7.8	-8.6	-6.2	-7.1	-8.8	-8.8
Irlande	0.6	1.1	3.5	2.9	2.6	2.8	2.3	0.8	0.3	-0.4	-0.7	-0.9	0.0	-0.8
Islande	-4.0	-2.4	0.7	2.0	0.8	-1.8	-1.7	-6.9	-6.9	-10.3	-4.5	1.4	-5.0	-8.4
Italie	-2.1	-2.4	0.8	1.2	2.3	3.2	2.9	1.9	0.7	-0.5	-0.1	-0.8	-1.3	-0.9
Japon	2.0	3.0	3.0	2.7	2.1	1.4	2.3	3.0	2.6	2.5	2.1	2.8	3.2	3.7
Luxembourg	..	..	..	..	13.9	12.7	11.0	9.4	8.9	13.7	9.0	11.6	6.8	11.1
Mexique	-4.7	-6.7	-5.8	-7.0	-0.6	-0.8	-1.9	-3.8	-2.9	-3.2	-2.8	-2.1	-1.3	-1.1
Norvège	..	..	..	3.0	3.5	6.9	6.3	0.0	5.3	15.0	15.4	12.8	12.8	13.7
Nouvelle-Zélande	-2.7	-4.1	-3.8	-3.9	-5.1	-5.8	-6.5	-4.0	-6.2	-5.2	-2.8	-4.0	-4.3	-6.5
Pays-Bas	2.4	2.1	4.1	5.0	6.2	5.2	6.6	3.3	3.9	2.0	2.5	2.6	5.7	9.4
Pologne	..	..	..	0.9	0.6	-2.1	-3.7	-4.1	-7.6	-6.0	-2.9	-2.6	-1.9	-4.3
Portugal	..	..	..	..	..	-3.8	-5.7	-6.9	-8.5	-10.7	-9.5	-6.8	-5.5	-7.8
République slovaque	..	..	-4.5	4.9	2.6	-9.4	-8.5	-8.9	-4.8	-3.5	-8.4	-8.0	-0.8	-3.5
République tchèque	..	..	1.2	-1.8	-2.5	-6.7	-6.3	-2.1	-2.5	-4.9	-5.4	-5.6	-6.3	-5.2
Royaume-Uni	-1.8	-2.1	-1.9	-1.0	-1.3	-1.0	-0.2	-0.5	-2.7	-2.6	-2.2	-1.6	-1.5	-2.0
Suède	..	-2.8	-1.3	1.1	3.4	3.6	4.2	3.9	4.2	3.9	3.9	4.1	7.5	8.3
Suisse	4.3	5.9	7.8	6.4	6.6	7.1	9.4	9.4	11.1	12.5	8.0	8.3	13.4	14.6
Turquie	0.2	-0.6	-3.6	2.0	-1.4	-1.3	-1.4	1.0	-0.7	-4.9	2.3	-0.8	-3.4	-5.1
Afrique du Sud	1.2	1.5	2.1	0.0	-1.6	-1.2	-1.5	-1.6	-0.5	-0.1	0.1	0.7	-1.6	-3.3
Brésil	-0.4	1.6	-0.2	-0.3	-2.6	-3.0	-3.8	-4.2	-4.7	-4.0	-4.6	-1.7	0.8	1.9
Chine	3.3	1.3	-2.0	1.4	0.2	0.9	3.3	3.1	2.1	1.9	1.5	2.8	3.2	4.2
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	2.7	0.0	0.1	12.6	18.0	11.1	8.4	8.2	10.3
Inde	-0.4	-1.9	-0.5	-1.2	-1.8	-1.3	-1.5	-1.1	-1.2	-0.6	0.8	1.4	1.9	-1.0

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/857185115777>

## Balance des opérations courantes

En pourcentage du PIB, moyenne 2002-2004

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/451713728255>

## FLUX ET STOCKS D'IDE

L'investissement direct étranger (IDE) est un élément central du processus d'intégration économique internationale qui va en s'accéléralant. L'IDE crée des liens directs, stables et durables entre les économies. Il encourage le transfert de technologie et de savoir-faire entre les pays et il permet à l'économie d'accueil de promouvoir plus largement ses produits sur les marchés internationaux. Enfin, l'IDE représente une source de fonds supplémentaire pour l'investissement.

### Définition

L'investissement direct étranger (IDE) se définit comme un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. La notion d'*intérêt durable* sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et le fait que l'investisseur peut exercer une influence marquée sur la gestion de l'entreprise bénéficiant de l'investissement direct. Il n'est pas nécessaire que l'investisseur étranger ait un contrôle absolu : le critère appliqué est une participation égale à 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote.

Les *stocks d'entrées* sont les investissements directs détenus par des non-résidents ; les *stocks de sorties* sont les investissements directs détenus dans d'autres économies.

Les tableaux de stocks indiquent aussi la répartition des stocks dans l'industrie (principalement manufacturière) et les services.

### Comparabilité

Les normes internationales exigent que les stocks d'IDE soient évalués aux prix du marché, mais la plupart des pays de l'OCDE notifient leurs stocks d'IDE en appliquant les valeurs comptables inscrites dans les bilans des investisseurs directs. Les valeurs comptables peuvent être très différentes des valeurs du marché, et de surcroît les règles de calcul des valeurs comptables varient d'un pays à l'autre.

En dépit des améliorations apportées ces dernières années, il existe aussi des différences d'ordre méthodologique entre pays concernant les flux d'entrées et de sorties d'IDE. Pour plus de détails, se reporter à l'étude conjointe FMI/OCDE sur le degré d'application des normes internationales dans les pays (voir les publications méthodologiques ci-après).

Les totaux indiqués pour la zone OCDE et l'UE ne concernent que les pays pour lesquels des données sont disponibles. Les données relatives à 2003 et 2004 sont provisoires.

### Tendances à long terme

Les entrées et les sorties d'IDE dans le monde ont accusé une très forte baisse en 2001, après l'essor spectaculaire des investissements de la fin des années 90. Les entrées d'IDE dans la zone OCDE ont continué de décroître pour la quatrième année consécutive en 2004, se contractant de 11 %. Les États-Unis sont redevenus la principale destination de l'investissement direct tandis que les entrées d'investissements directs dans les deux plus grandes économies européennes ont fortement diminué. En revanche, les sorties d'IDE de la zone OCDE se sont redressées pour la première fois depuis 2001, avec une progression de 13 %. Les sorties d'IDE des États-Unis ont atteint un record absolu. Au total, le rôle traditionnel des pays de l'OCDE en tant que fournisseurs nets d'IDE au reste du monde s'est encore affirmé en 2004. Comme les années précédentes, la Chine et plusieurs centres financiers d'Asie restent les principaux destinataires. Les flux d'IDE vers la Fédération de Russie, l'Inde et une grande partie de l'Amérique du Sud ont également augmenté.

### Source

- OCDE (2005), *Annuaire des statistiques d'investissement direct international*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Examens de l'OCDE sur l'investissement direct étranger*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Perspectives d'investissement international*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- FMI, OCDE (1999), *Report on the Survey of Implementation of Methodological Standards for Direct Investment*.
- OCDE (1996), *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux*, troisième édition, OCDE, Paris.
- OCDE (2001), *Enquête sur les mesures non tarifaires dans le secteur des TIC*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

### Sites Web

- L'investissement international à l'OCDE, [www.oecd.org/daf/investment](http://www.oecd.org/daf/investment).



Stocks d'IDE sortant et entrant

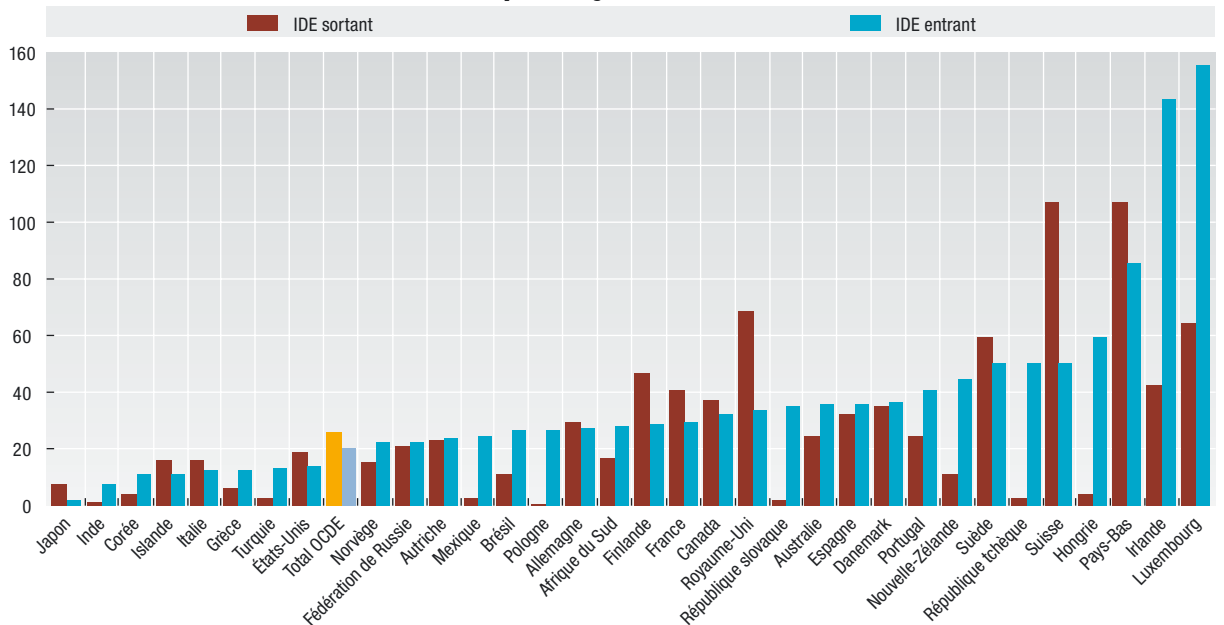
Millions de dollars des EU

	Stocks d'investissements sortants							Stocks d'investissements entrants						
	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	130 760	233 107	412 881	486 750	550 307	615 885	718 081	74 067	104 367	290 457	462 529	416 826	522 821	659 547
Australie	30 495	53 009	89 584	85 385	92 232	93 086	126 874	73 615	104 074	120 626	111 138	107 997	134 751	186 764
Autriche	4 747	11 832	19 127	24 820	28 511	42 483	58 730	10 972	19 721	23 472	30 431	34 328	43 507	60 624
Canada	84 813	118 106	201 447	237 647	250 691	274 363	312 185	112 850	123 182	175 001	212 723	213 755	224 195	274 286
Corée	-	-	-	-	19 967	20 735	24 986	-	-	-	-	53 208	62 658	66 070
Danemark	-	24 703	41 237	60 450	62 604	63 996	73 844	-	23 801	35 569	59 416	60 715	64 924	77 552
Espagne	-	36 227	112 804	159 958	184 460	224 101	281 297	-	109 111	116 233	144 848	165 290	236 290	314 547
États-Unis	616 655	885 506	1 414 355	1 531 607	1 686 635	1 839 995	2 069 013	505 346	680 066	1 101 709	1 421 017	1 513 514	1 505 171	1 553 955
Finlande	11 227	14 993	33 850	52 109	52 224	63 921	76 128	5 132	8 465	18 320	24 272	24 070	34 006	46 225
France	110 121	204 430	334 103	445 087	508 842	586 307	720 209	84 931	191 433	244 672	259 773	295 308	385 187	520 242
Grèce	-	-	3 935	6 094	7 020	9 001	11 271	-	-	15 890	14 113	13 941	15 560	21 576
Hongrie	-	278	924	1 279	1 554	2 166	3 538	569	11 304	23 260	22 856	27 378	36 213	48 325
Irlande	-	-	25 232	27 925	40 819	54 025	64 457	-	-	72 817	127 088	134 051	178 566	217 164
Islande	75	177	452	663	840	1 255	1 716	147	149	478	491	676	797	1 214
Italie	60 195	106 319	181 856	180 274	182 373	194 488	238 888	60 009	65 347	108 641	121 169	113 434	130 814	180 891
Japon	201 440	238 452	248 778	278 444	300 116	304 234	335 503	9 850	33 508	46 115	50 323	50 320	78 143	89 728
Luxembourg	-	4 703	8 468	7 927	8 810	16 446	17 381	0	18 503	20 362	23 492	26 347	34 839	41 737
Mexique	-	-	-	-	12 077	12 900	17 185	22 424	41 130	78 060	97 170	140 376	154 344	154 344
Norvège	10 889	22 521	31 871	33 651	-	-	33 651	12 404	19 836	29 433	30 261	32 590	42 649	48 967
Nouvelle-Zélande	-	7 676	7 006	6 065	7 609	7 495	9 059	-	25 728	32 861	28 070	22 087	27 744	35 550
Pays-Bas	106 896	172 675	263 761	305 459	332 151	398 612	544 350	68 729	116 051	192 592	243 730	282 879	349 955	433 409
Pologne	-	539	1 024	1 018	1 156	1 457	1 855	109	7 843	26 075	34 227	41 247	48 320	55 268
Portugal	-	4 406	10 685	17 256	21 642	22 173	35 615	-	18 973	23 923	28 696	34 062	42 404	58 924
République slovaque	-	139	346	379	507	486	633	-	1 297	3 228	4 679	5 730	8 531	11 284
République tchèque	-	345	698	738	1 136	1 473	2 284	-	7 350	17 550	21 647	27 093	38 672	45 286
Royaume-Uni	229 307	304 865	686 420	897 845	869 700	994 136	1 235 898	203 905	199 772	385 146	438 631	506 686	523 319	608 965
Suède	50 720	73 143	106 274	123 234	123 268	146 510	179 230	12 636	31 089	73 313	93 972	91 584	119 542	150 206
Suisse	66 087	142 481	194 599	233 385	253 552	293 346	342 567	34 245	57 064	76 000	86 810	88 766	124 812	161 829
Total OCDE	1 714 427	2 660 632	4 431 717	5 209 116	5 605 386	6 290 920	7 491 533	1 291 940	2 019 163	3 351 801	4 212 782	4 543 933	5 187 466	5 960 852
Turquie	-	-	-	3 668	4 581	5 847	6 138	-	-	-	19 209	19 677	18 732	32 455
dont :														
Industrie manufacturière		39%	30%	25%	24%	22%	22%	39%	33%	30%	26%	25%	24%	23%
Services		49%	57%	61%	62%	62%	65%	45%	52%	56%	59%	60%	61%	63%
Brésil	-	-	-	-	49 689	54 423	54 892	-	-	-	-	121 948	100 847	132 799
Afrique du Sud	15 010	23 301	32 990	32 325	17 580	21 980	27 185	9 210	15 014	51 772	43 451	30 569	29 611	45 699
Fédération de Russie	-	2 420	1 076	20 141	44 219	62 348	90 873	-	345	731	32 204	52 919	70 884	96 729
Inde	-	-	1 859	2 615	4 006	5 825	7 079	-	-	17 517	20 326	25 418	31 221	39 104

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/233200264410>

Stocks d'IDE

En pourcentage du PIB, 2003



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/073083074778>

### Entrées d'IDE

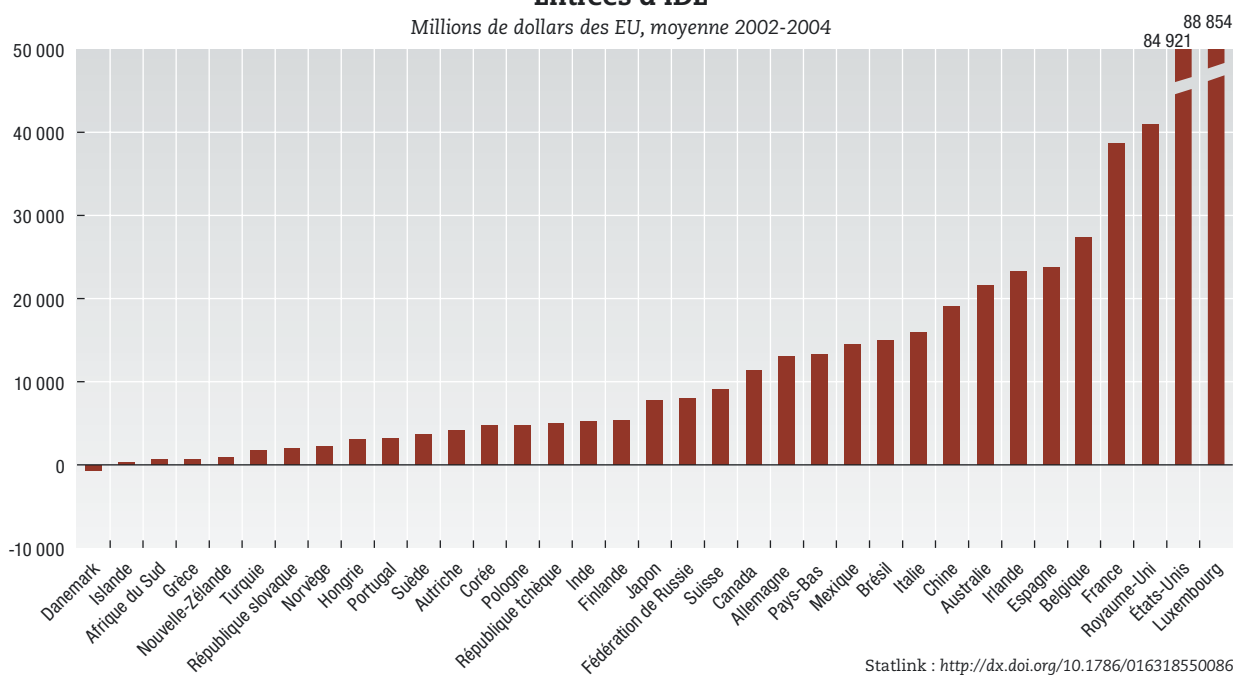
Millions de dollars des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	4 729	- 2 089	368	7 134	12 025	6 573	12 243	24 597	56 077	198 313	26 419	50 564	27 290	- 38 581
Australie	4 302	5 720	4 282	5 025	11 963	6 111	7 633	6 003	3 268	13 950	4 628	15 626	6 843	42 221
Autriche	351	1 433	1 137	2 103	1 904	4 429	2 656	4 534	2 975	8 842	5 921	357	7 359	4 868
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	15 641	32 127	34 387
Belgique/Luxembourg	8 919	10 957	10 468	8 313	10 894	13 924	16 510	30 147	142 512	220 988	84 718	..	..	..
Canada	2 880	4 722	4 730	8 204	9 255	9 633	11 522	22 803	24 747	66 796	27 670	21 497	6 352	6 292
Corée	1 180	728	588	809	1 776	2 325	2 844	5 412	9 333	9 283	3 528	2 392	3 526	8 189
Danemark	1 460	1 015	1 669	4 898	4 180	768	2 799	7 726	14 657	31 306	11 587	6 856	2 699	- 11 418
Espagne	12 445	13 351	9 572	9 276	6 285	6 821	6 388	11 798	15 759	37 530	28 010	35 940	25 649	9 850
États-Unis	23 171	19 823	51 362	46 121	57 776	86 502	105 603	179 045	289 444	321 274	167 021	80 841	67 091	106 832
Finlande	- 247	406	864	1 578	1 063	1 109	2 116	12 141	4 610	8 836	3 732	7 927	3 299	4 651
France	15 171	17 849	16 443	15 574	23 679	21 960	23 171	30 984	46 546	43 258	50 485	49 079	42 538	24 332
Grèce	1 718	1 589	1 244	1 166	1 198	1 196	1 089	72	561	1 108	1 589	50	661	1 351
Hongrie	1 474	1 477	2 446	1 144	5 102	3 300	4 171	3 337	3 313	2 763	3 936	2 994	2 162	4 169
Irlande	1 361	1 458	1 068	856	1 442	2 616	2 710	8 856	18 210	25 783	9 653	29 008	26 913	14 068
Islande	18	- 13	0	- 2	9	83	148	148	67	170	173	91	341	435
Italie	2 481	3 211	3 751	2 236	4 816	3 535	4 962	4 280	6 911	13 377	14 873	14 558	16 430	16 824
Japon	1 286	2 755	207	890	43	230	3 223	3 194	12 740	8 319	6 248	9 243	6 322	7 819
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	117 109	92 419	57 034
Mexique	4 762	4 393	4 389	15 067	9 667	10 076	14 234	12 402	13 337	16 910	27 721	15 325	11 664	16 602
Norvège	- 49	810	1 461	2 778	2 408	3 168	3 946	4 354	7 062	6 908	2 009	679	3 803	2 159
Nouvelle-Zélande	1 696	1 089	2 212	2 616	2 850	3 922	1 917	1 826	940	1 344	4 219	- 530	670	2 581
Pays-Bas	5 779	6 169	6 443	7 158	12 307	16 660	11 137	36 925	41 206	63 866	51 937	25 060	19 349	- 4 608
Pologne	359	678	1 715	1 875	3 659	4 498	4 908	6 365	7 270	9 343	5 714	4 131	4 123	6 159
Portugal	2 292	1 904	1 516	1 255	660	1 344	2 362	3 005	1 157	6 637	6 299	1 769	6 564	1 112
République slovaque	..	..	179	273	241	396	231	707	429	2 383	1 584	4 127	594	1 107
République tchèque	..	..	653	868	2 562	1 428	1 301	3 716	6 326	4 980	5 645	8 483	2 109	4 464
Royaume-Uni	14 849	15 475	14 821	9 255	19 968	24 441	33 245	74 349	87 973	118 824	52 650	24 052	20 380	78 454
Suède	6 356	41	3 845	6 350	14 447	5 437	10 967	19 843	60 929	23 245	11 900	11 734	1 285	- 1 852
Suisse	2 643	411	- 83	3 368	2 223	3 078	6 642	8 942	11 714	19 266	8 859	6 284	16 566	4 481
Turquie	810	844	636	608	885	722	805	940	783	982	3 266	1 038	1 694	2 568
UE15	79 499	74 924	78 203	81 310	126 433	120 434	142 965	283 382	517 422	821 382	376 652	409 438	333 951	206 372
Total OCDE	122 197	116 206	147 987	166 794	225 287	246 284	301 482	528 449	890 858	1 286 584	631 993	561 925	458 824	406 550
Afrique du Sud	254	3	11	374	1 248	816	3 811	550	1 503	969	7 270	735	770	475
Brésil	1 103	2 061	1 292	3 072	4 859	11 200	19 650	31 913	28 576	32 779	22 457	16 590	10 144	18 166
Chine	..	..	..	..	..	..	..	14 765	24 578	61 924	23 776	9 682	13 624	34 035
Fédération de Russie	..	..	..	690	2 065	2 579	4 864	2 764	3 309	2 713	2 748	3 461	7 958	12 479
Inde	74	277	550	973	2 144	2 426	3 577	2 635	2 169	3 584	5 472	5 626	4 585	5 264

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/445002017474>

### Entrées d'IDE

Millions de dollars des EU, moyenne 2002-2004



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/016318550086>

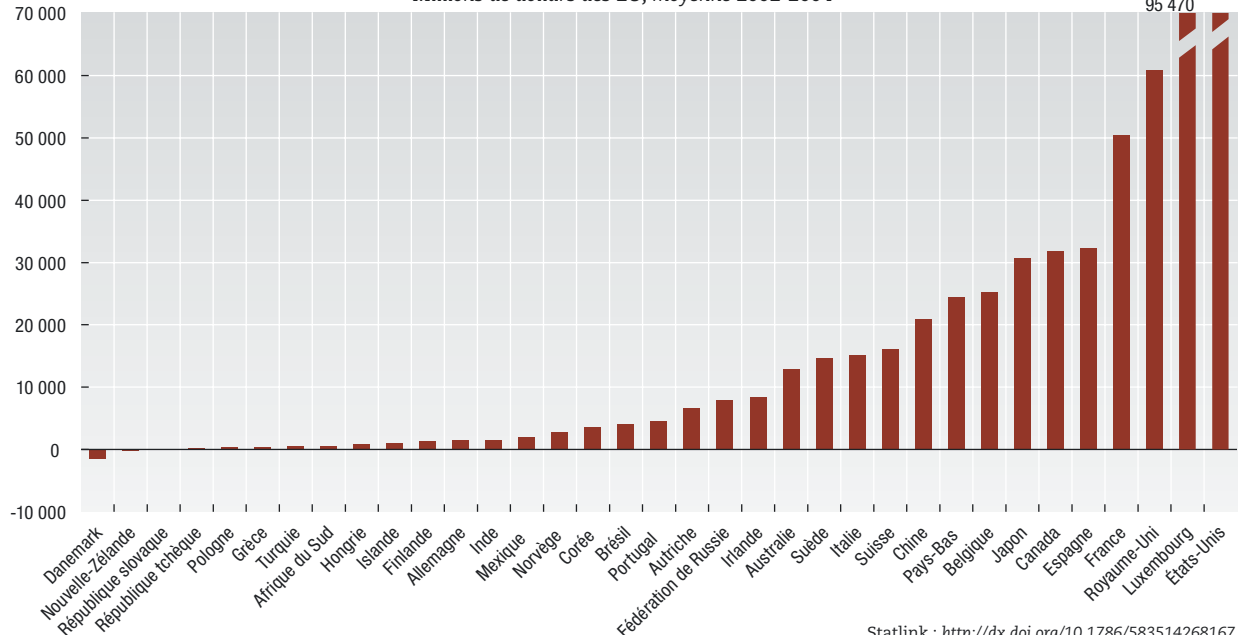
**Sorties d'IDE**

Millions de dollars des EU

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Australie	1 199	5 267	1 947	2 817	3 282	7 088	6 428	3 345	- 421	3 158	12 072	7 873	14 306	16 708
Autriche	1 285	1 697	1 190	1 257	1 131	1 935	1 988	2 745	3 301	5 741	3 138	5 812	6 783	7 169
Belgique/Luxembourg	6 066	10 956	3 850	1 205	11 728	7 811	7 884	29 108	132 326	218 364	100 625	..	..	..
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	12 705	36 933	26 141
Canada	5 832	3 589	5 700	9 294	11 462	13 094	23 059	34 349	17 250	44 678	36 037	26 746	21 464	47 446
République tchèque	..	..	90	120	37	153	25	127	90	43	165	206	207	546
Danemark	2 052	2 236	1 261	3 955	3 063	2 519	4 207	4 477	16 434	23 093	11 615	5 180	1 271	- 11 067
Finlande	- 124	- 752	1 407	4 298	1 497	3 597	5 292	18 642	6 616	24 035	8 372	7 629	- 2 592	- 1 028
France	25 138	30 407	19 736	24 372	15 758	30 419	35 581	48 613	126 859	177 482	86 783	50 486	53 197	47 830
Allemagne	22 947	18 595	17 196	18 858	39 052	50 806	41 794	88 837	108 692	56 567	39 691	15 185	- 3 573	- 7 271
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	- 276	552	2 137	616	655	47	607
Hongrie	..	..	11	48	59	- 4	462	278	250	620	368	278	1 647	538
Islande	29	6	14	24	25	63	56	74	123	393	342	320	353	2 447
Irlande	193	214	218	436	820	728	1 014	3 902	6 109	4 630	4 066	10 342	3 546	11 415
Italie	7 326	5 949	7 231	5 109	5 731	6 465	12 245	16 078	6 722	12 318	21 476	17 138	9 079	19 273
Japon	31 688	17 305	13 914	18 116	22 632	23 415	25 992	24 158	22 750	31 540	38 352	32 283	28 799	30 963
Corée	1 489	1 162	1 340	2 461	3 552	4 670	4 449	4 740	4 198	4 999	2 420	2 617	3 426	4 792
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	126 219	101 147	59 045
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4 404	930	1 784	3 490
Pays-Bas	12 826	12 697	10 063	17 554	20 176	32 098	24 522	36 475	57 611	75 649	47 977	33 932	37 814	1 459
Nouvelle-Zélande	1 472	391	- 1 389	2 008	1 783	- 1 240	- 1 566	401	1 073	609	912	- 1 225	- 93	857
Norvège	1 824	394	933	2 172	2 856	5 892	5 015	3 201	5 504	7 614	- 1 323	4 201	2 140	1 867
Pologne	..	13	18	29	42	53	45	316	31	16	- 90	230	196	806
Portugal	474	684	107	283	685	709	2 092	4 029	3 191	8 134	6 244	155	7 333	6 182
République slovaque	..	..	13	18	43	63	95	147	- 377	29	65	11	13	152
Espagne	4 424	2 171	3 174	4 111	4 158	5 590	12 547	18 938	42 085	54 685	33 100	31 540	23 395	42 000
Suède	7 058	409	1 358	6 701	11 214	5 025	12 648	24 379	21 929	40 667	6 375	10 630	21 260	11 947
Suisse	6 543	6 058	8 765	10 798	12 214	16 151	17 748	18 769	33 264	44 698	18 247	7 868	15 114	25 220
Turquie	27	65	14	49	113	110	251	367	645	870	497	175	499	859
Royaume-Uni	16 412	17 741	26 063	32 206	43 560	34 056	61 620	122 861	201 437	233 488	58 885	50 347	66 726	65 436
États-Unis	37 889	48 266	83 950	80 167	98 750	91 885	104 803	142 644	224 934	159 212	142 349	154 460	140 579	252 012
UE15	106 076	103 018	92 986	120 559	158 754	182 024	224 060	419 675	733 856	937 696	429 471	378 681	364 427	281 178
Total OCDE	194 067	185 522	208 175	248 465	315 423	343 153	410 296	651 722	1 043 175	1 235 468	683 780	614 928	592 798	667 839
Brésil	1 014	137	491	1 037	1 384	- 467	1 042	2 721	1 690	2 282	- 2 258	2 482	249	9 471
Chine	..	..	..	..	..	..	..	16 985	19 369	59 352	11 345	17 463	5 492	39 753
Inde	..	..	..	83	117	239	113	48	79	510	1 398	1 678	1 324	..
Fédération de Russie	..	..	..	281	605	922	3 186	1 268	2 206	3 177	2 533	3 533	9 727	10 347
Afrique du Sud	206	1 939	292	1 261	2 494	1 048	2 324	1 634	1 584	277	- 3 515	- 402	565	1 583

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/252013707281>**Sorties d'IDE**

Millions de dollars des EU, moyenne 2002-2004

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/583514268167>

## ACTIVITÉS DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

De plus en plus, les entreprises des pays de l'OCDE adoptent des stratégies mondiales et créent à l'étranger des services de commercialisation et des unités de production et de recherche pour faire face aux nouvelles pressions concurrentielles. Il est donc important de disposer d'indicateurs concernant l'activité des filiales sous contrôle étranger pour compléter les informations relatives à l'IDE lorsqu'on analyse le poids et la contribution économique de ces entreprises dans les pays d'accueil.

### Définition

Une filiale de société étrangère est une société dans laquelle un seul investisseur étranger détient plus de 50 % des actions assorties de droits de vote. Le contrôle peut être direct ou indirect.

L'emploi et les dépenses de recherche-développement sont définis dans des sections précédentes. Le chiffre d'affaires correspond généralement aux ventes augmentées de

l'accroissement des stocks de produits finis, mais dans certains pays le chiffre d'affaires ne représente que les ventes.

### Comparabilité

Les pays sont moins nombreux à pouvoir fournir des estimations de l'emploi et du chiffre d'affaires pour les filiales du secteur des services que pour celles du secteur manufacturier. En ce qui concerne l'emploi et le chiffre d'affaires dans les services, le principal problème de comparabilité tient au fait que les institutions financières ne sont pas prises en compte en Allemagne, en Belgique, en Espagne, aux États-Unis, en Irlande, aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume-Uni et en Suède.

### Tendances à long terme

La part des filiales de sociétés étrangères dans l'emploi manufacturier varie considérablement suivant les pays de l'OCDE, de moins de 10 % en Suisse, en Turquie et au Portugal à 30 % ou plus en Belgique, en Suède, en Hongrie, au Luxembourg et en Irlande. L'emploi dans les filiales de sociétés étrangères exerçant des activités de services est plus faible dans tous les pays, encore que, comme indiqué plus haut, la comparabilité soit moindre pour plusieurs pays en raison de l'exclusion des effectifs des services bancaires et d'assurance.

Au cours de la période 1996-2003, l'emploi dans les filiales de sociétés étrangères du secteur manufacturier a augmenté ou est resté stable dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, à l'exception de l'Allemagne, où il a baissé. Des augmentations particulièrement prononcées ont été enregistrées en République tchèque, en Finlande, en Norvège, en Pologne et en Suède.

La part de l'IDE dans le chiffre d'affaires total varie aussi considérablement, le Japon, la Turquie, la Finlande, le Portugal et l'Allemagne venant en dernier tandis que le Canada, la Belgique, la Hongrie et l'Irlande sont en tête. Les classements sont les mêmes pour le secteur manufacturier et pour les services. Une progression a eu lieu dans presque tous les pays, mais elle a été particulièrement vigoureuse en Norvège, en Pologne et en Suède.

Les filiales de sociétés étrangères ont une forte propension à investir dans la R-D. Les dépenses des filiales de sociétés étrangères au titre de la R-D sont particulièrement importantes en République tchèque, en République slovaque, en Hongrie et en Irlande. Les dépenses de R-D ont augmenté dans la plupart des pays, mais leur croissance a été particulièrement soutenue en République tchèque, en République slovaque, en Suède et au Royaume-Uni.

### Source

- OCDE (2005), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2002), *Mesurer la mondialisation : Le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2005), *Mesurer la mondialisation : Manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Mesurer la mondialisation – Base de données statistiques.*

#### Sites Web

- OCDE Mesurer la mondialisation, [www.oecd.org/sti/measuring-globalisation](http://www.oecd.org/sti/measuring-globalisation).
- OCDE Science, Technologie et Industrie, [www.oecd.org/sti](http://www.oecd.org/sti).



### Part des filiales sous contrôle étranger de l'emploi dans l'industrie manufacturière et les services

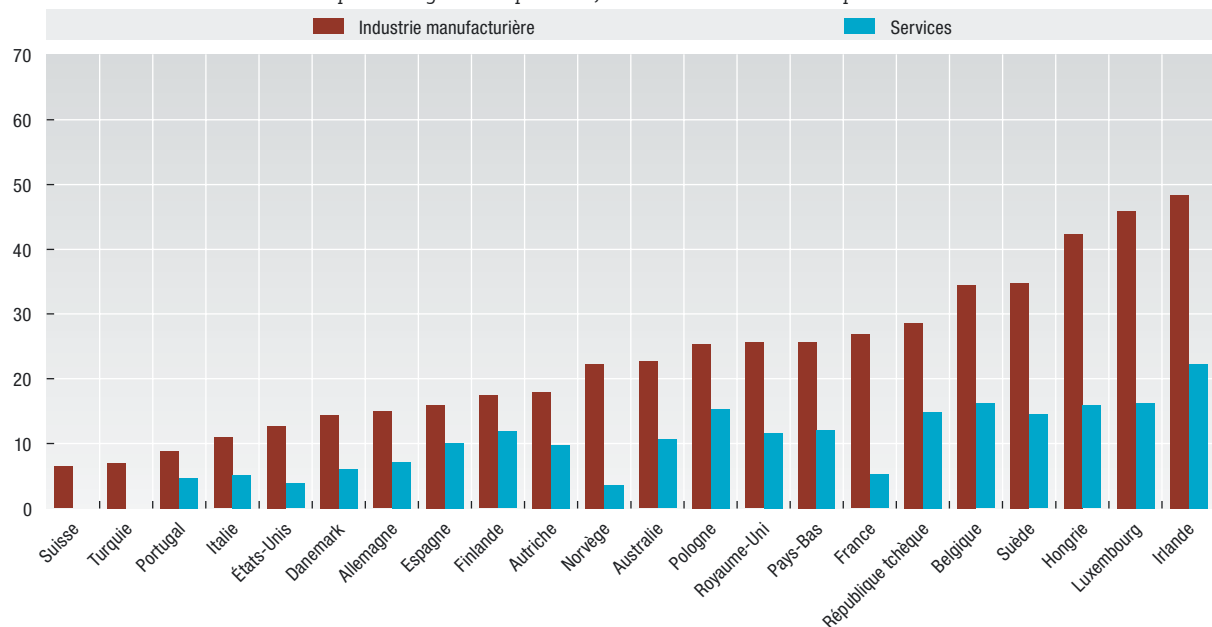
En pourcentage de l'emploi total

	Part de l'emploi dans l'industrie manufacturière							Part de l'emploi dans les services						
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	6.70	6.02	6.15	6.04	5.83	14.80	14.96	..	..	..	3.2	2.9	7.2	..
Australie	..	..	..	22.67	..	..	..	..	..	..	..	9.4	..	..
Autriche	18.95	18.64	..	19.57	18.04	..	..	7.9	8.7	..	..	9.7	..	..
Belgique	19.07	..	..	..	..	32.34	34.48	24.4	..	..	..	..	17.2	16.2
Danemark	..	..	10.17	15.14	14.07	14.40	..	..	..	6.1	..	..	..	..
Espagne	..	..	16.45	16.80	16.35	15.92	..	..	..	..	..	..	8.7	10.0
États-Unis	11.17	12.08	12.13	12.57	12.05	12.77	..	3.6	..	..	..	..	3.8	..
Finlande	12.36	13.83	15.91	15.95	17.15	17.40	..	..	8.9	9.0	11.1	11.9	..	..
France	27.45	27.79	28.46	30.12	30.78	26.38	26.80	6.4	6.2	6.1	6.1	5.6	5.2	..
Hongrie	41.17	45.01	46.49	44.48	45.20	43.57	42.39	..	14.6	..	15.2	15.1	14.8	15.9
Irlande	47.81	47.47	49.05	48.11	49.19	48.37	..	15.2	..	..	..	..	22.3	..
Italie	..	..	..	..	10.86	10.97	..	..	..	..	..	5.1	..	..
Luxembourg	42.75	46.30	41.35	45.92	..	..	..	..	16.3	..	..	..	..	..
Norvège	14.23	17.42	19.92	21.44	23.13	22.25	..	3.5	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	19.71	21.89	18.87	18.25	21.01	25.68	..	8.8	..	..	8.7	9.1	12.1	..
Pologne	12.52	14.76	18.62	20.95	21.92	24.08	25.40	..	7.4	..	..	13.4	15.3	15.3
Portugal	8.30	8.77	8.92	10.10	9.46	8.87	..	3.2	3.5	3.9	4.0	4.7	..	..
République tchèque	10.71	13.17	16.18	24.73	28.93	27.25	28.63	..	9.7	..	14.2	..	14.4	14.8
Royaume-Uni	17.77	16.96	17.72	19.58	24.03	24.62	25.63	9.7	..	..	..	..	..	11.6
Suède	19.04	21.07	24.14	29.10	32.71	34.76	..	11.0	11.8	14.0	14.5	..	..	..
Suisse	..	..	..	5.32	5.44	5.59	6.45	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	5.32	5.50	5.42	5.70	7.02	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/113308744824>

### Part des filiales sous contrôle étranger de l'emploi dans l'industrie manufacturière et les services

En pourcentage de l'emploi total, 2003 ou dernière année disponible



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/781575144334>

**Part des filiales sous contrôle étranger du chiffre d'affaires dans l'industrie manufacturière et les services**

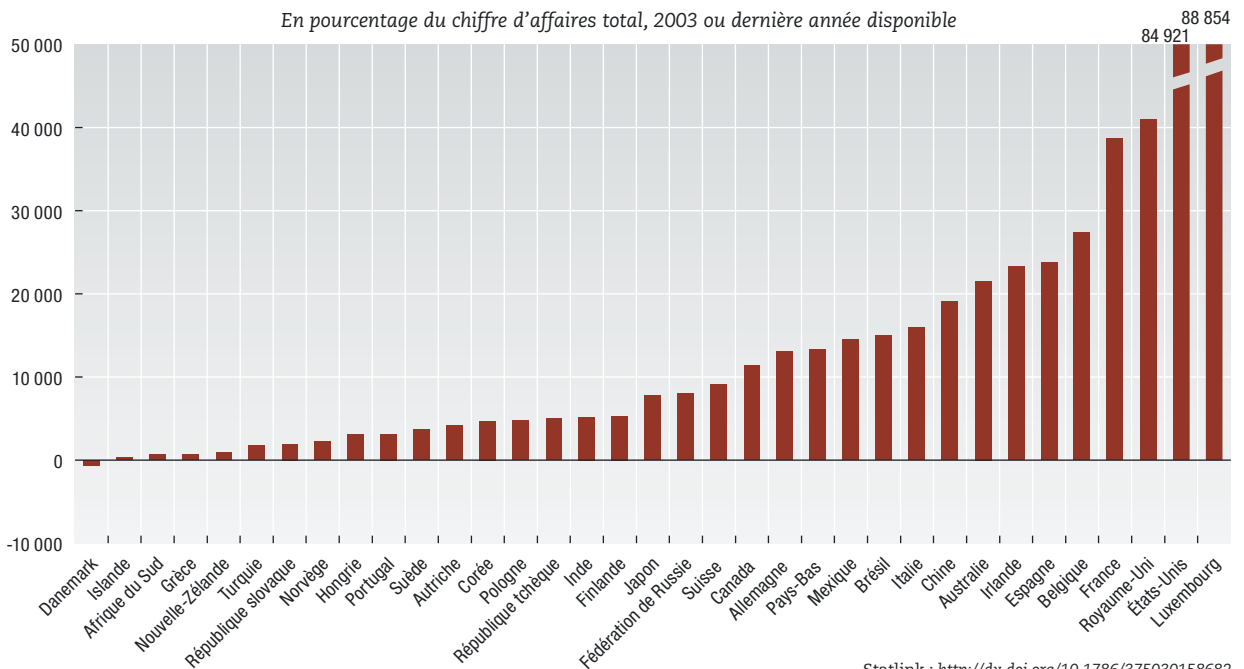
*En pourcentage du chiffre d'affaires total*

	Part du chiffre d'affaires dans l'industrie manufacturière							Part du chiffre d'affaires dans les services						
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	12.53	10.79	10.06	9.38	8.27	25.23	27.13	..	..	..	9.0	8.7	17.6	..
Autriche	26.29	26.14	..	27.10	24.46	..	..	14.4	14.5	..	..	16.3	..	..
Belgique	47.46	..	..	..	..	57.17	58.27	26.6	..	..	..	..	29.1	24.7
Canada	49.64	50.26	51.38	49.97	51.93	52.32	51.91	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	..	..	12.01	17.94	16.84	17.46	..	..	..	10.0	..	..	..	..
Espagne	..	..	29.90	29.73	28.52	27.18	..	..	..	..	..	..	13.0	16.1
États-Unis	17.64	21.08	22.24	23.16	23.67	20.29	..	8.0	..	..	..	..	7.8	..
Finlande	13.73	14.26	16.17	14.43	16.18	16.30	..	..	15.3	16.2	17.5	18.1	..	..
France	32.01	31.66	33.59	34.99	35.93	26.38	26.80	9.1	9.2	9.5	9.3	9.7	8.6	..
Hongrie	66.12	70.07	72.97	64.74	72.54	71.55	65.06	..	31.0	..	33.4	32.9	33.2	32.9
Irlande	69.18	72.32	75.93	78.20	79.45	80.40	..	23.8	..	..	..	..	39.7	..
Italie	..	..	..	..	22.32	18.91	..	..	..	..	..	15.8	..	..
Japon	1.62	1.76	2.49	2.51	2.62	2.30	..	0.7	..	..	0.9	0.9	1.0	..
Luxembourg	49.40	52.43	52.93	48.78	..	..	..	..	28.3	..	..	..	..	..
Norvège	19.88	23.93	27.46	28.10	29.70	28.65	..	19.9	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	30.45	32.13	30.82	24.35	35.35	40.33	..	16.8	..	..	12.2	20.8	23.4	..
Pologne	19.36	26.06	33.79	34.68	35.18	38.95	41.63	..	11.2	..	..	23.9	26.7	25.1
Portugal	15.43	16.35	15.93	17.40	15.87	16.44	..	8.1	8.3	11.2	11.9	11.4	..	..
République tchèque	17.80	21.69	27.12	39.18	43.33	45.64	47.86	..	18.0	..	24.5	28.9	30.4	33.2
Royaume-Uni	31.40	31.01	32.84	33.84	37.10	38.49	40.10	16.8	..	..	..	..	..	24.1
Suède	19.59	21.89	28.98	33.40	39.30	39.66	..	19.1	17.4	19.0	20.9	..	..	..
Turquie	12.27	11.64	12.49	14.03	14.74	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/702601656612>

**Part des filiales sous contrôle étranger du chiffre d'affaires dans l'industrie manufacturière et les services**

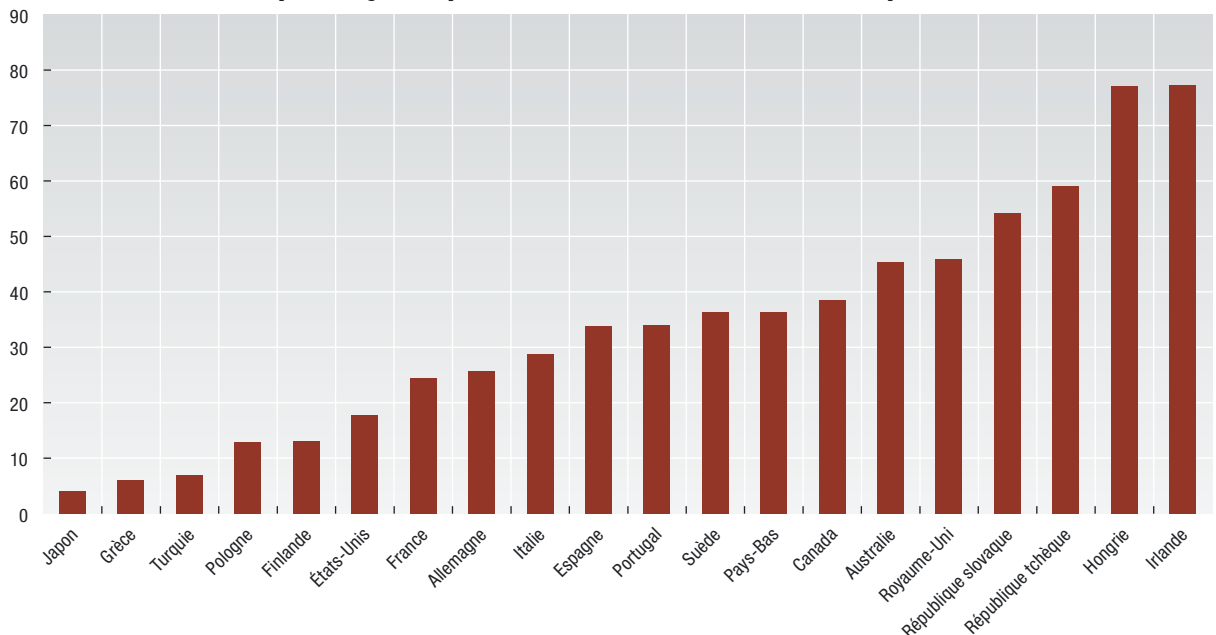
*En pourcentage du chiffre d'affaires total, 2003 ou dernière année disponible*



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/375030158682>

**Part des filiales sous contrôle étranger des dépenses en R-D dans l'industrie manufacturière**
*En pourcentage des dépenses de R-D de l'industrie manufacturière*

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	..	..	16.45	..	16.42	..	18.13	..	19.00	..	25.58	..	..
Australie	..	..	..	..	37.56	..	..	..	45.42	..	..	..	..
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	..	..	..	38.66	37.17	37.81	39.03	36.06	34.22	30.97	32.53	37.90	38.53
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	47.96	49.19	..	..	32.70	..	42.71	..	39.50	..	42.62	38.56	33.84
États-Unis	11.83	12.98	13.34	13.75	14.40	12.56	11.33	14.98	16.31	16.20	15.87	17.69	..
Finlande	..	..	..	..	12.15	..	11.49	11.29	14.11	11.86	13.10	..	..
France	..	..	..	15.71	19.36	18.56	..	18.55	18.76	..	22.26	21.42	24.52
Grèce	11.05	..	10.10	..	6.35	5.12	5.56	..	6.09	..	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	77.12	..	..	..	..	..	..
Irlande	65.70	..	70.95	..	69.77	..	71.83	..	71.89	..	74.16	..	77.31
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	37.29	28.70	..
Japon	0.86	4.48	0.86	1.51	1.35	0.95	1.31	1.79	4.28	3.94	3.78	4.00	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	..	..	..	..	..	..	23.40	22.64	32.36	24.87	22.23	36.31	..
Pologne	..	..	..	..	..	..	13.92	16.05	29.55	17.37	6.54	11.93	12.92
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	26.53	..	48.75	..	34.00
République slovaque	..	..	..	2.52	0.13	5.29	..	..	..	33.06	33.00	41.46	54.22
République tchèque	..	..	..	..	..	..	27.38	37.67	36.14	49.91	60.12	59.04	59.03
Royaume-Uni	..	..	..	29.10	..	30.85	..	31.07	31.54	..	41.02	38.68	45.90
Suède	15.51	17.26	13.72	9.07	18.97	18.66	14.11	16.00	35.34	35.83	41.16	36.29	..
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	3.06	18.34	31.92	35.70	22.57	18.59	10.08	8.19	12.72	..	6.97	..
UE15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/473445106032>
**Part des filiales sous contrôle étranger des dépenses en R-D dans l'industrie manufacturière**
*En pourcentage des dépenses de R-D totales, 2003 ou dernière année disponible*

 Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/515653662347>

## TSUNAMI ET AIDE PUBLIQUE

L'année 2005 a été marquée par des défis humanitaires extrêmes. La catastrophe la plus destructrice, par le nombre de morts et les dégâts matériels qu'elle a causés, a été le tsunami survenu dans l'Océan Indien. Malgré la générosité des concours mobilisés à cette occasion, les donateurs reconnaissent que l'autosatisfaction n'est pas de mise. Face à d'autres événements de ce type, par exemple le tremblement de terre au Cachemire, les cyclones qui ont frappé l'Amérique centrale et du Nord, la crise alimentaire au Niger ou les situations d'urgence qui se prolongent au Soudan ou en République démocratique du Congo, les réactions ont été plus lentes et moins adéquates.

### Définition

Le graphique renvoie aux apports d'aide publique tels que définis par les 22 pays de l'OCDE membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation. Il est à noter que les dons privés aux organisations non gouvernementales sont exclus de ces sommes de sorte que le volume total de l'aide fournie par les pays du CAD aux victimes du tsunami est supérieur à celui qui ressort du graphique.

Dans le graphique, sont présentés les engagements d'une part et les versements d'autre part. Par engagement, il faut entendre l'obligation ferme, exprimée par écrit et appuyée sur les fonds nécessaires, prise par un donneur public de fournir une aide déterminée à un pays bénéficiaire ou à une organisation multilatérale, et par versement la mise à la disposition d'un bénéficiaire de fonds ou l'achat pour son compte de biens ou de services. Les versements rendent donc compte des transferts internationaux effectifs de ressources financières, ou de biens et services évalués à leur coût pour le donneur.

### En bref

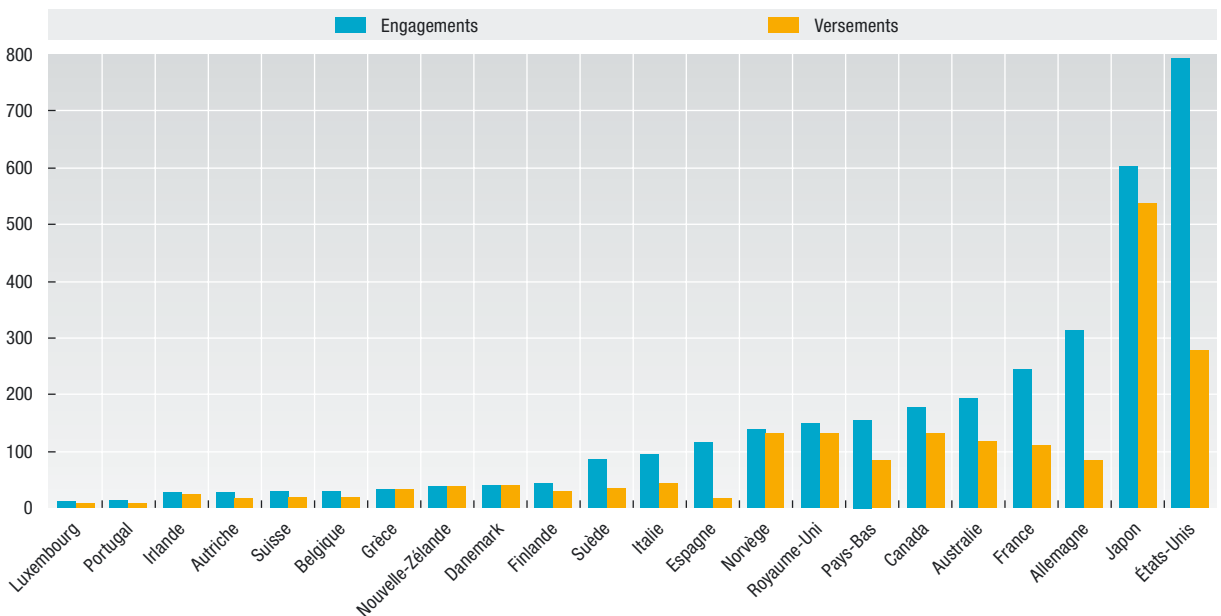
Dans un élan de générosité sans précédent, les gouvernements, les organisations internationales, les particuliers, les organismes caritatifs et les entreprises ont multiplié les promesses de dons, lesquelles ont atteint 13.6 milliards de dollars EU au total, en faveur des pays affectés par le tsunami. Sur ce chiffre, 5.3 milliards de dollars EU sont imputables aux gouvernements des pays de l'OCDE, auxquels il faut ajouter les sommes émanant des citoyens de ces pays.

Les engagements souscrits par les pays donateurs et la Commission européenne se sont montés à 1.7 milliard de dollars EU pour l'aide d'urgence et 1.9 milliard de dollars EU pour les projets de reconstruction à plus long terme, à déboursier d'ici 2009. Plus de 90 % des sommes affectées à l'aide d'urgence – près de 1.6 milliard de dollars EU – ont été dépensées au cours des neuf mois qui ont suivi la catastrophe. Sur le total de celles allouées à la reconstruction, 473 millions de dollars EU ont été versés de sorte que 1.4 milliard de dollars EU en sont encore au stade de l'engagement ou de l'ouverture de lignes de crédit à utiliser dans les années qui viennent.

À eux deux, l'Indonésie et le Sri Lanka ont été les bénéficiaires de plus de 60 % des engagements souscrits jusqu'ici.

### Contributions des pays du CAD pour le tsunami de décembre 2004

Millions de dollars des EU, 30/9/2005



Statlink : <http://dx.doi.org/10.1786/713471012488>

# Index analytique

## A

Accès à Internet, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet (140)	
Accès au service téléphonique	144
Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet	140
Accès haut débit, voir : Accès des ménages à l'ordinateur et à l'Internet (140)	
Activités des entreprises multinationales	258
Agriculture, voir : Valeur ajoutée par activité (54), Évolution de la valeur ajoutée par activité (58), Pêcheries (150), Utilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture (154), Pêcheries (156), Estimations du soutien à l'agriculture (184), Concours publics à la pêche (186)	
Agriculture, soutien au producteurs, voir : Estimations du soutien à l'agriculture (184)	
Aide au développement, voir : Aide publique au développement (188), Tsunami et aide publique (262)	
Aide publique au développement	188
Approvisionnements en énergie et croissance économique	86
Approvisionnements en énergie par habitant	88
Approvisionnements en énergie primaire	84
Aquaculture, voir : Pêcheries (156), Concours publics à la pêche (186)	
Assistance, développement, voir : Aide publique au développement (188), Tsunami et aide publique (262)	

## B

Balance des paiements	252
Brevets	134

## C

Chercheurs	132
Chômage, voir : Taux de chômage standardisés (118), Chômage de longue durée (122), (124)	
Chômage de longue durée	122
CO <sub>2</sub> , émissions, voir : Émissions de CO <sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie (CO <sub>2</sub> ) (148)	
Communications, voir : Exportations de biens d'information et de communications (142), Accès au service téléphonique (144)	
Compétitivité, voir : Taux de changes effectifs (78)	
Concours publics à la pêche	186
Connaissance, voir : Investissement dans le savoir (130)	
Consommation d'eau	150
Contribution des énergies renouvelables	92
Coûts de main-d'œuvre, voir : Productivité du travail (50), Taux de changes effectifs (78)	
Coûts unitaires de main-d'œuvre, voir : Productivité du travail (50), Taux de changes effectifs (78)	
Crime, victimes, voir : Taux de victimation (222)	
Culture, dépenses des ménages, voir : Récréation et culture (212)	
Culture, dépenses publiques, voir : Récréation et culture (212)	
Culture, dépenses totales, voir : Récréation et culture (212)	

## D

Déchets, voir : Déchets municipaux (152)	
Déchets municipaux	152
Déficits publics	176
Déflateur du PIB, voir : Inflation (46)	
Dépenses dans l'éducation supérieure	170
Dépenses de maintien de l'ordre et de défense	182
Dépenses de recherche et développement	128
Dépenses de santé, voir : Dépenses de santé publiques et privées (208)	
Dépenses de santé publiques et privées	208
Dépenses publiques et privées d'éducation	172
Dépenses sociales	180
Déscolarisation, voir : Inactivité des jeunes (216)	
Dette publique	178

Développement, aide publique, voir : Aide publique au développement (188), Tsunami et aide publique (262)		Évolution du PIB	38
Diplômés, migrations, voir : Migrations des personnes ayant fait des études supérieures (26)		Exode des cerveaux, voir : Migrations des personnes ayant fait des études supérieures (26)	
Durée effective du travail	116	Exportations, voir : Exportations de biens d'information et de communications (142), Part des échanges dans le PIB (232), Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique (236), Échanges de services (240), Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique (244), Partenaires commerciaux (248), Balance des paiements (252)	
<b>E</b>			
Échanges, voir : Part des échanges dans le PIB (232), Pénétration des importations (234), Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique (236), Échanges de services (240), Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique (244), Partenaires commerciaux (248), Balance des paiements (252)		Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique	244
Échanges de biens	236	Exportations de biens d'information et de communications	142
Échanges de services	240	Exportations de services, voir : Échanges de services (240)	
Éducation, voir : Migrations des personnes ayant fait des études supérieures (26), Évaluation internationale des élèves (162), Dépenses publiques et privées d'éducation (166), Dépenses dans l'éducation supérieure (170), Dépenses publiques et privées d'éducation (172)		<b>F</b>	
Éducation supérieure, voir : Migrations des personnes ayant fait des études supérieures (26), Niveau de formation supérieure (166)		Fertilité, voir : Évolution de la population (12)	
Émissions de CO <sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie	148	Flux et stocks d'IDE	254
Emploi à temps partiel	110	Forêts	158
Emploi non salarié	112	<b>G</b>	
Énergie, voir : Approvisionnements en énergie primaire (84), Approvisionnements en énergie primaire and economic growth (86), Approvisionnements en énergie primaire per capita (88), Génération d'électricité (90), Contribution des énergies renouvelables (92), Production d'énergie (94), Production de pétrole (96)		Gaz à effet de serre, voir : Émissions de CO <sub>2</sub> dues à la combustion d'énergie (CO <sub>2</sub> ) (148)	
Épargne, voir : Épargne des ménages (40)		Génération d'électricité	90
Épargne des ménages	40	<b>H</b>	
Espérance de vie	200	Heures travaillées, par an, voir : Durée effective du travail (116)	
Estimations du soutien à l'agriculture	184	<b>I</b>	
Étrangers, voir : Population immigrée (22), Tendances des migrations (24), (26)		Immigration, voir : Population immigrée (22), Tendances des migrations (24), (26)	
Évaluation internationale des élèves	162	Importations, voir : Part des échanges dans le PIB (232), Pénétration des importations (234), Partenaires commerciaux (236), Échanges de services (240), Partenaires commerciaux (248), Balance des paiements (252)	
Évolution de la population	12		
Évolution de la valeur ajoutée par activité	58		

Importations de services, voir : Échanges de services (240)	
Impôts applicables à l'ouvrier moyen	196
Inactivité des jeunes	216
Indices des prix, voir : Indices des prix à la consommation (IPC) (CPI) (66), Indices des prix à la production (IPP) (PPI) (70)	
Indices des prix à la consommation (IPC)	66
Indices des prix à la production (IPP)	70
Industrie, voir : Production d'acier (48), Valeur ajoutée par activité (54), (58)	
Inégalité des revenus	218
Inflation,	46
voir aussi : Indices des prix à la consommation (IPC) (66), Indices des prix à la production (IPP) (70)	
Investissement, voir : Taux d'intérêt à long terme (72), Flux et stocks d'IDE (254), (258)	
Investissement dans le savoir	130
Investissement dans l'équipement, voir : Taux d'investissement (42)	
Investissement dans les TIC	138
Investissement étranger, voir : Investissement dans les TIC (138), Flux et stocks d'IDE (254), (258)	

## L

Littératie, voir : Évaluation internationale des élèves (162)	
Logement, voir : Taux d'investissement (42)	

## M

Migrations des personnes ayant fait des études supérieures	26
Mortalité, voir : Espérance de vie (200), Mortalité infantile (204)	
Mortalité infantile	204

## N

Niveau de formation supérieure	166
--------------------------------	-----

## O

Obésité	206
---------	-----

## P

Partenaires commerciaux	248
Pêche, concours publics, voir : Concours publics à la pêche (186)	
Pêcheries	156
Pénétration des importations	234
Personnes âgées par région	20
Petites et moyennes entreprises	62
PIB, voir : Taille du PIB (30), PIB régional (36), (38)	
PIB par habitant, voir : Taille du PIB (30)	
PIB régional	36
PISA, voir : Évaluation internationale des élèves (162)	
PME, voir : Petites et moyennes entreprises (62)	
Population, voir : Évolution de la population (12), Population régionale (16), Population immigrée (18), Personnes âgées par région (20), Population immigrée (22), Tendances des migrations (24), Migrations des personnes ayant fait des études supérieures (26)	
Population carcérale	220
Population immigrée	22
Population régionale	16
PPA, voir : Taux de conversion (74)	
Prix du pétrole	98
Prix du pétrole, voir : Inflation (46), Indices des prix à la consommation (IPC) (CPI) (66), Taux de conversion (PPI) (70), Taux d'intérêt à long terme (72), Taux de conversion (74), Taux de changes effectifs (78)	
Production d'acier	48
Production de pétrole	96
Production d'énergie	94
Productivité, voir : Productivité du travail (50), Productivité multifactorielle (52)	
Productivité du travail	50
Productivité multifactorielle	52

**R**

Ratio de dépendance, voir : Vieillesse de la population (18), Personnes âgées par région (20)	
R-D, voir : Dépenses de recherche et développement (128), Investissement dans le savoir (130), (132), Brevets (134)	
Recettes fiscales totales	192
Recherche et développement, voir : Dépenses de recherche et développement (128), Investissement dans le savoir (130), (132), Brevets (134)	
Récréation et culture	212
Récréation, dépenses privées, voir : Récréation et culture (212)	
Récréation, dépenses publiques, voir : Récréation et culture (212)	
Récréation, dépenses totales, voir : Récréation et culture (212)	
Renouvelables, voir : Contribution des énergies renouvelables (92)	
Réseau routier	224
Revenu national par habitant	34
RNB, voir : Revenu national par habitant (34)	
RNN, voir : Revenu national par habitant (34)	
RNN par habitant, voir : Revenu national par habitant (34)	

**S**

Scores en science, voir : Évaluation internationale des élèves (162)	
Secteur des TIC, voir : Taille du secteur des TIC (136), Investissement dans les TIC (138), Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique (140), Exportations de biens d'information et de communications (142), Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique (244)	
Services, voir : Valeur ajoutée par activité (54), Évolution de la valeur ajoutée par activité (58), (240)	
Services en pourcentage du PIB	232
Services, balance, voir : Échanges de services (240)	
Services, échanges, voir : Échanges de services (240)	
Services, exportations, voir : Échanges de services (240)	
Services, importations, voir : Échanges de services (240)	

**T**

Taille du PIB	30
Taille du secteur des TIC	136
Taux de changes, voir : Taux de conversion (74), Taux de changes effectifs (78)	
Taux de changes effectifs	78
Taux de chômage standardisés	118
Taux de conversion	74
Taux de victimation	222
Taux d'emploi, voir : Taux d'emploi par sexe (102), Taux d'emploi par groupe d'âge (106)	
Taux d'emploi par groupe d'âge	106
Taux d'emploi par sexe	102
Taux d'intérêt, voir : Taux d'intérêt à long terme (72)	
Taux d'intérêt à long terme	72
Taux d'investissement	42
Technologies de l'information et de la communication, voir : Taille du secteur des TIC (136), Investissement dans les TIC (138), Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique (140), Exportations de biens d'information et de communications (142), Exportations à forte, moyenne et faible intensité technologique (244)	
Tendances des migrations	24
Terrains boisés, voir : Forêts (158)	
Tourisme – nuitées	210
Touristes, voir : Tourisme – nuitées (210)	
Tsunami et aide publique	262

**U**

Utilisation d'éléments nutritifs dans l'agriculture	154
---	-----

**V**

Valeur ajoutée, voir : Valeur ajoutée par activité (54), Évolution de la valeur ajoutée par activité (58)	
Valeur ajoutée par activité	54
Variations régionales du chômage	124
Véhicules routiers automobiles et tués sur la route	226
Vieillesse de la population	18





LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
IMPRIMÉ EN FRANCE  
(30 2006 01 2 P) ISBN 92-64-03563-X n° 54516

# Panorama des statistiques de l'OCDE 2006

## Économie, environnement et société

Le *Panorama des Statistiques de l'OCDE 2006* est le deuxième numéro d'une nouvelle publication statistique annuelle de l'OCDE, qui est à la fois complète et dynamique. Plus de 100 indicateurs couvrent un très grand nombre de domaines : économie, agriculture, éducation, énergie, environnement, aide extérieure, santé et qualité de la vie, industrie, information et communications, population/main-d'œuvre, échanges et investissement, fiscalité, dépenses publiques et R-D. Les données sont fournies pour tous les pays membres de l'OCDE (avec le total pour l'ensemble de la zone), ainsi que pour un certain nombre de pays non membres.

Chaque indicateur est présenté sur deux pages. La page de gauche comporte une brève introduction, puis une définition détaillée des indicateurs, des commentaires à propos de la comparabilité des données, une évaluation des tendances à long terme et une bibliographie à l'intention du lecteur souhaitant compléter son information. Sur la page de droite se trouvent le tableau présentant les données et un graphique qui illustre de façon synthétique les enseignements à tirer des données. Un lien dynamique (*StatLink*) dirige le lecteur, pour chaque tableau, vers une page Web où les données correspondantes sont disponibles en format Excel.

Le *Panorama des Statistiques de l'OCDE 2006* est un ouvrage de référence pour tous les spécialistes de l'économie.

Les livres, périodiques et données statistiques de l'OCDE sont maintenant disponibles sur [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org), notre bibliothèque en ligne.

Cet ouvrage est disponible sur SourceOECD : [www.SourceOECD.org/factbook](http://www.SourceOECD.org/factbook).

Demandez à votre bibliothécaire des détails concernant l'accès aux publications en ligne ou écrivez-nous à [SourceOECD@oecd.org](mailto:SourceOECD@oecd.org)

Cet ouvrage offre une prestation unique, **StatLink**, qui permet de télécharger en version Excel™ les graphiques, les tableaux et les annexes statistiques. Le lien **StatLink** figure au bas de chaque tableau ou graphique. Ce lien correspond à une adresse Internet. Utilisez-le avec votre navigateur Internet pour obtenir les données en format Excel™. Pour de plus amples informations sur **StatLink**, voir : [www.oecd.org/statistics/statlink](http://www.oecd.org/statistics/statlink).



ISBN 92-64-03563-X  
30 2006 01 2 P

[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

